(N° 22.)

SÉNAT DE BELGIQUE.

RÉUNION DU 10 JANVIER 1903.

Rapport des Commissions réunies de la Justice et de l'Industrie et du Travail, chargées d'examiner :

1° La proposition de loi de MM. Hanrez et consorts, apportant des modifications à la législation sur les concessions de mines ;

2° La proposition de loi de M. Hanrez, réservant à l'État des zones dans le nouveau bassin houiller du nord de la Belgique.

(*Voir les n*os 21, 32 *et* 35, *session de* 1901-1902, *du Sénat.*)

Présents : MM. le Duc d'Ursel, Président ; De Lantsheere, Audent, Braun, Claeys Boúúaert, Decoster, De Mot, de Ramaix, le Baron Orban de Xivry, Roberti, Van Vreckem, Wiener, Simonis, Cools, Devolder, Doreye, Dupret, Henricot, Keesen, Magis, Mertens, Piret et Dupont, Rapporteur.

MM. les Ministres de la Justice et du Travail ont assisté aux séances des Commissions, ainsi que beaucoup de membres appartenant à d'autres commissions.

I. — EXPOSÉ GÉNÉRAL.

MESSIEURS,

Une découverte, dont l'importance semble devoir être presque incalculable pour l'avenir industriel de notre pays, a marqué les premières années du siècle où nous venons d'entrer.

Les travaux et les recherches de nos géologues et de nos ingénieurs, les sondages nombreux entrepris dans les provinces de Limbourg et d'Anvers ont établi l'existence dans le nord de la Belgique d'un bassin houiller, dont l'étendue aujourd'hui reconnue est d'environ 80 kilomètres dans le sens de la longueur et de 10 à 12 kilomètres dans le sens de la largeur.

Si l'on compare ce nouveau bassin à ceux que nous exploitons depuis tant de siècles et si on le transporte sur la carte de la Belgique, on constate qu'il comprend la distance entre la frontière française près de Quiévrain et les environs de Namur.

Il est vrai que le gisement n'a été reconnu qu'à de grandes profondeurs; que les terrains traversés pour arriver au gisement houiller présentent de sérieuses difficultés pour les futures exploitations; que, pour vaincre l'obstacle des eaux, il faudra recourir à la congélation et à d'autres procédés spéciaux; que l'établissement de ces nouveaux sièges entraînera des dépenses énormes qui sont évaluées généralement à plus de dix millions de francs pour une exploitation ordinaire avec tous ses accessoires.

Mais les ingénieurs belges ont été à la hauteur de leur tâche quand ils ont, par leurs découvertes, puissamment contribué au développement des bassins rivaux du nord de la France et de la Westphalie. Ils sauront incontestablement vaincre les difficultés que présentera la mise à fruit de ce nouveau gisement, qui intéresse à un si haut degré l'activité industrielle de la Belgique. Sans doute, les charbonnages du Hainaut et de la province de Liége sont loin d'être épuisés; cependant il y a lieu de se préoccuper de l'avenir, en présence des extractions de plus en plus considérables auxquelles se livrent les exploitants et de la demande sans cesse croissante de combustible.

La découverte du nouveau bassin arrive donc à un moment opportun. Elle fait disparaître toute inquiétude, elle consolide la situation que la Belgique a su conquérir dans le monde par les richesses de son sol, l'activité laborieuse et intelligente de tous ses enfants.

Les documents statistiques produits par M. le Directeur général honoraire Harzé dans ses récentes brochures nous font connaître les résultats fructueux de l'exploitation de nos anciens bassins.

Ils permettent de prévoir par comparaison, et en supposant même des produits beaucoup moins importants, les conséquences futures, plus ou moins éloignées, de la création de ces nouveaux charbonnages dans les landes de la Campine.

Pendant la période de 1891 à 1900, l'industrie houillère a extrait de notre sol 210,000,000 de tonnes de charbon, d'une valeur de 2 milliards 360,000 francs. Elle a donné du travail à plus de 120,000 ouvriers et leur a distribué près de 1,300 millions de francs de salaires. Il faudra de longues années avant que nous puissions enregistrer pour les mines du nord de la Belgique de pareils résultats. Peut-être même n'y arriveront-elles jamais. Mais, quoi qu'il en soit, nous pouvons, grâce à ces chiffres, nous faire une idée de la prospérité que l'avenir nous réserve vraisemblablement dans cette partie jusqu'à présent déshéritée du pays.

Nous consommons 85 p. c. de notre production annuelle en charbon. Les besoins de notre industrie grandissent chaque jour. Procurer aux consommateurs le charbon au plus bas prix possible, c'est pour notre commerce une question vitale.

On a pu le constater dans le cours des derniers temps. Le prix élevé du combustible a compromis la prospérité de notre industrie métallurgique et celle de toutes les usines qui l'utilisent sur une grande échelle.

La concurrence du bassin nouveau fait espérer une réduction de prix, désirable tout à la fois pour notre population ouvrière, obligée aujourd'hui de payer le charbon très cher et dans l'intérêt de l'expansion de notre industrie au dehors.

A la suite des sondages, exécutés sur les divers points où l'existence du terrain houiller a été constatée, de nombreuses demandes de concessions ont été adressées au Gouvernement. Elles portent, en général, sur des étendues très vastes ; vingt-trois d'entre elles concernent le Limbourg ; trois ont été déposées dans la province d'Anvers. Plusieurs ont été formulées par les mêmes demandeurs. D'autres sont en concurrence les unes avec les autres dans un même périmètre.

Des questions nombreuses et délicates ont déjà surgi et nous ne sommes qu'au début. Les travaux exécutés donnent-ils droit au titre d'inventeur? Suffit-il pour cela d'avoir touché le terrain houiller par un sondage, exécuté dans les conditions de rapidité introduites chez nous par les procédés des sondeurs allemands?

La loi prussienne du 24 juin 1865, en accordant un peu plus de 200 hectares de concession à l'auteur de pareils sondages, avait, en quelque sorte fait de la concession, chez nos voisins, le prix de la course. Mais la loi n'exige-t-elle pas davantage? Ne faut-il pas en outre, comme l'a décidé le Conseil des mines, que la découverte soit parvenue au point de faire connaître le gisement et les moyens de l'exploiter utilement?

Comment et dans quelles mesures devra-t-il être justifié des ressources nécessaires pour créer les charbonnages projetés ?

Quels moyens faudra-t-il employer pour empêcher le trafic des concessions et l'agiotage qu'il peut engendrer ?

Ces questions doivent être envisagées d'une manière plus générale encore. Depuis longtemps, des critiques ont été formulées contre la loi du 21 avril 1810 sur les mines. Mais l'ère des concessions semblait définitivement close en Belgique. Le Conseil des Mines, qui chez nous remplace le Conseil d'État, n'avait plus même été complété et il va être nécessaire de le reconstituer.

La situation nouvelle, créée par la reconnaissance du terrain houiller en Campine, a, en outre, remis en question le principe même ainsi que plusieurs dispositions de cette loi, vieille aujourd'hui de près d'un siècle. A côté des questions d'ordre purement juridique et technique, il en a surgi d'autres, d'ordre social et politique, qui n'ont pas tardé à être discutées avec une certaine passion, dans la presse, dans les brochures, dans des conférences.

D'accord en général sur le but à atteindre, c'est-à-dire sur la nécessité de procurer aux consommateurs et à l'industrie, dans l'intérêt même des travailleurs, le charbon dans les meilleures conditions possibles, on s'est divisé sur le moyen le plus sûr de le réaliser.

Les uns se sont prononcés contre le système des concessions à des particuliers et en faveur de l'exploitation directe par l'État ; d'autres, tout en admettant l'incorporation des mines du Limbourg au domaine de l'État, ont préconisé la remise de l'exploitation à des sociétés fermières, à des sociétés coopératives, à des syndicats ouvriers, après la construction aux frais de l'État des installations les plus coûteuses et notamment des puits, des bâtiments et des travaux préparatoires les plus importants.

D'autres, enfin, se bornent à réserver à l'État un domaine minier d'une étendue plus ou moins considérable, pour sauvegarder l'avenir et le mettre à même de l'exploiter directement ou indirectement par la suite, si cela est nécessaire. Ils craignent le gaspillage, l'épuisement trop rapide de nos ressources minières, qui seraient le signal de notre décadence industrielle et commerciale. Ils veulent, à l'exemple de nos voisins hollandais et allemands, conserver à la Belgique une réserve de charbon qui lui permettra de continuer la lutte économique contre ses puissants concurrents. Si l'État exploitait cette réserve, il pourrait exercer un pouvoir modérateur sur le prix des charbons et paralyser, dans une certaine mesure, l'action des syndicats dans le sens de la hausse.

Les partisans du système actuel des concessions au profit de particuliers se divisent à leur tour. Les uns disent que la concession perpétuelle permettra seule l'exploitation, dans un délai rapproché, des mines campinoises ; d'autres voudraient que les concessions n'eussent qu'une durée limitée. Quelques-uns pensent que les concessions devraient être accordées par l'État, par voie d'adjudication publique, conformément au projet déposé au nom du Gouvernement français le 25 mai 1886 par M. Baïhaut.

Celui-ci réserve toutefois, comme la loi allemande de 1865, les droits de l'inventeur. Rappelons ici que le législateur belge a repoussé le système de l'adjudication lors des discussions de la loi du 2 mai 1837, comme contraire à l'intérêt général.

En un mot, les idées les plus divergentes se sont fait jour. En général cependant, ces questions si graves sont loin d'être neuves, elles ont même déjà été, en partie du moins, discutées, lors de l'élaboration des lois du 28 juillet 1791, du 21 avril 1810 et du 2 mai 1837.

Les Chambres prussiennes, les Chambres hollandaises les ont examinées, lors des lois récentes édictées sur la matière en Prusse et dans les Pays-Bas.

Notre ancien droit national n'attribuait pas les mines de houille à l'État. Elles étaient accordées, dans le Hainaut, par les seigneurs haut-justiciers moyennant le paiement d'un cens. Au pays de Liége, où le droit romain était en vigueur comme loi générale, à défaut de la coutume, la mine appartenait au propriétaire du sol. Il en autorisait l'extraction sous la condition de paiement d'un droit de terrage du 80e panier. La mine pouvait cependant être acquise par la prescription de 40 jours. Elle pouvait l'être aussi, quand elle était noyée, par la conquête, c'est-à-dire par un travail d'assèchement qui s'exécutait au moyen des areines. Ce droit avait été consacré par l'Édit de 1582.

La question de la propriété des mines, avant la concession, se posa devant l'Assemblée nationale, lors de loi du 12/28 juillet 1791. Elle limita à 50 ans la durée des concessions et déclara, dans l'article 1er, « *que les mines sont à la disposition de la nation.* » Ce serait cependant une erreur de croire que cette loi repose sur le principe de la domanialité des mines. Elle fut votée sous l'inspiration de Mirabeau, qui amenda le projet et le commenta dans les termes suivants qui en font connaître l'esprit :

« *Ce serait une absurdité*, s'écriait-il, dans la séance du 27 mars 1791, » *de dire que les mines sont à la disposition de la nation dans ce sens*

» *qu'elle peut, ou les vendre, ou les faire administrer pour son compte, ou* » *les régir à l'instar des biens domaniaux, ou les concéder arbitrairement.* » *Personne n'a proposé cela. Il était donc inutile de le combattre.* Le » système que je soutiens a des bases bien différentes. Il est basé sur ce » principe que *la nation a droit à l'exploitation des mines ;* qu'ayant le » plus grand intérêt à cette exploitation, elle a intérêt à ce qu'elle se fasse, » qu'elle se fasse bien, et qu'elle doit prendre, par conséquent, des mesures » pour ne pas lui faire courir sur cet objet, devenu de première nécessité, » toutes les chances de la négligence et du hasard. »

Notez, Messieurs, ces mots : « *De première nécessité pour la nation.* » Si cela était vrai déjà en 1791, combien cela n'est-il pas devenu plus évident encore aujourd'hui. Combien le devoir de légiférer avec le plus grand soin, dans l'intérêt de tous, ne s'impose-t-il pas à nous aujourd'hui avec une intensité plus grande encore?

La loi de 1791 est conforme à la règle posée par Mirabeau. Elle reconnaît le droit du propriétaire de la surface en lui accordant la faculté d'exploiter jusque 100 pieds de profondeur et en lui attribuant une préférence *absolue* vis-à-vis de tous, dès qu'il manifestait la volonté d'exploiter.

« *Si le propriétaire refuse d'exploiter une mine*, disait encore Mirabeau, » *la nation qui a droit à ce que les mines soient exploitées, doit les concéder* » *à d'autres.* »

La loi de 1791 admet donc en réalité que la mine appartient au propriétaire de la surface, malgré les termes généraux de l'article 1^er^.

La même discussion se reproduisit lors de la rédaction, si laborieuse, de la loi du 21 avril 1810.

La Commission du Corps législatif s'efforça cette fois, avec une grande énergie, de faire présenter, comme base de la loi nouvelle, la règle que les mines sont des propriétés domaniales.

Tel était aussi l'avis de Fourcroy, rapporteur de la Section de l'intérieur du Conseil d'État, de Regnaud de Saint-Jean-d'Angely et de Stanislas Girardin; l'un, l'auteur de l'exposé des motifs, l'autre, l'auteur du rapport fait au Corps législatif. Mais ils durent tous céder devant la volonté toute-puissante de Napoléon qui se refusa à toute modification de l'article 552 du Code civil. Celui-ci déclare « *que le propriétaire du sol est propriétaire du dessous, qu'il peut faire dans son fonds toutes les fouilles qu'i* » *jugera convenables, et tirer de ces fouilles tous les produits qu'elles* » *peuvent fournir, sauf les modifications des lois sur les mines.* »

Cette réserve permettait sans doute, disait l'Empereur, de restreindre le droit du propriétaire, mais non de le supprimer en rendant les mines domaniales.

Aussi, dès le premier jour, Napoléon repoussa la rédaction proposée. Le projet, dit-il, doit reposer sur les bases suivantes : « *Il faut d'abord* » *poser clairement le principe que la mine fait partie de la propriété de* » *la surface. On ajoutera que cependant elle ne peut être exploitée qu'en* » *vertu d'un acte du Souverain.* »

Cet ordre de l'Empereur fut reproduit à plusieurs reprises pendant la discussion des sept rédactions successives qu'a subies la loi du 21 avril 1810. Malgré une longue résistance, on dut s'y conformer, et Stanislas Girardin

dans son rapport au Corps législatif, qui précéda immédiatement le vote de la loi, explique, dans les termes suivants, la solution adoptée.

Il rappelle d'abord « que le principe de la domanialité des *mines n'a* » *pas été admis par la loi du* 28 *juillet* 1791 ; mais elle est arrivée au même » but en les mettant à la disposition de la nation. »

Il ajoute ensuite :

« L'opinion de votre Commission est que la propriété des mines doit » appartenir à l'État. Elle présume que le projet l'eût dit nettement s'il » eût précédé le Code civil..... :

» Prononcer que les mines sont des propriétés domaniales, c'eût été » annuler l'article 552 et non le modifier.

» Cette modification offrait un problème difficile à résoudre : il a été » résolu en déclarant que les mines ne peuvent être exploitées qu'en vertu » d'un acte de concession délibéré en Conseil d'État ; mais cet acte réglera » les droits des propriétaires de la surface sur le produit des mines concé- » dées. Cette reconnaissance formelle des droits des propriétaires est une » modification *qui concilie* le Code civil et le projet. »

En réalité, cette propriété de la mine est une propriété mutilée et stérile, puisque la loi enlève au propriétaire le droit d'en jouir et d'en disposer. De plus, la loi *crée* une propriété nouvelle, irrévocable, perpétuelle, assimilée à celle de tout autre immeuble et dont le titre se trouve dans le décret de concession du Souverain. A partir de ce décret, le droit restreint de propriétaire sur la mine s'évanouit. Il se transforme en un droit à la redevance. Cette substitution *de la propriété* au régime de *la concession proprement dite, temporaire ou perpétuelle*, est une conception toute nouvelle ; elle a été l'œuvre de l'Empereur, qui la proposa dans la séance du 8 avril 1809 du Conseil d'État.

Ajoutons encore que tous ceux qui ont coopéré à la rédaction de la loi de 1810 étaient pénétrés de la nécessité de donner au droit du concessionnaire, quel qu'il fût, un caractère perpétuel.

L'expérience avait en effet condamné les concessions temporaires de la loi du 28 juillet 1791.

« Le principal inconvénient de cette législation, disait Regnaud dans » l'exposé des motifs du 13 avril 1810, était l'incertitude dans laquelle était » chaque exploitant sur la permanence de sa jouissance, sur la nature » de sa propriété.....

» Pour que les mines soient bien exploitées, pour qu'elles soient l'objet » des soins assidus de celui qui les occupe, pour qu'il multiplie les moyens » d'extraction, pour qu'il ne sacrifie pas à l'intérêt du présent l'espoir de » l'avenir, l'avantage de la Société à ses spéculations personnelles, il faut » que les mines cessent d'être des propriétés précaires, incertaines, non » définies..... »

Stanislas Girardin s'exprimait dans les mêmes termes le lendemain, dans son rapport au Corps législatif.

Les procès-verbaux du Conseil d'État ne nous font connaître aucune discussion relative à l'exploitation des mines, soit par l'État lui-même, soit par des intermédiaires ; mais la loi de 1810 ne l'exclut nullement. Outre certaines mines qui déjà appartenaient à l'État, la loi de 1810 auto-

rise la concession au profit de l'État et des communes. C'est ce qui a été reconnu de tout temps. En France une ordonnance royale a accordé, le 31 mai 1833, une concession de mines de fer à une association de communes. (*Annales des mines*, 3e série, t. VI, p. 572.)

Une loi du 6 avril 1825 a accordé à l'État la concession de toutes les mines de sel gemme. L'une des rédactions de la loi de 1810 contenait une section relative à l'exploitation des mines de l'État. Elle fut supprimée comme rentrant dans le domaine de l'Administration. Le Gouvernement peut donc accorder, en suivant les formes de la loi de 1810, à son propre *domaine privé*, une concession, qui sera régie par les dispositions de cette loi. Bury, en approuvant, en 1877, cette doctrine, dans son magnifique traité de la législation des mines, ajoute ces observations intéressantes pour le débat dont le Sénat est saisi aujourd'hui.

« Quant à l'opportunité de l'exercice de ce droit du Gouvernement, » c'est une autre question, qui n'est pas susceptible d'une solution abso- » lue. En général, il vaut mieux que l'État ne se fasse pas industriel; » mais les circonstances peuvent l'y engager, *l'y contraindre même*, dans » l'intérêt public (1). »

Ce jurisconsulte éminent, cet esprit essentiellement conservateur, qui avait fait de cette matière l'étude principale de sa vie, ne reculait pas devant une exploitation domaniale. Le principe a été également reconnu par tous dans les discussions de la loi du 2 mai 1837.

Pour créer dans le Limbourg une exploitation dirigée par l'État et à ses frais, il n'est donc pas nécessaire de modifier la loi de 1810; elle règle à l'avance toutes les conditions de cette exploitation en assimilant l'État aux autres concessionnaires.

Les Chambres hollandaises dans la loi du 24 juin 1901, relative aux mines du Limbourg, ont procédé de cette manière. L'État a été déclaré concessionnaire, conformément à la loi du 21 avril 1810, du domaine minier réservé à son profit.

La loi du 21 avril 1810, en faisant de la mine une propriété perpétuelle, en régularisant la situation des exploitations d'une manière définitive, a encouragé les capitaux à s'y intéresser, et a puissamment contribué à l'essor de cette grande industrie et par là même au développement de notre richesse nationale dans tous les domaines.

La loi du 2 mai 1837 a accordé au propriétaire de la surface des droits nouveaux et spécialement un droit de préférence à l'obtention de la concession, réorganisé le Conseil des mines et donné aux exploitants le droit d'expropriation pour créer les communications nécessaires. Mais on peut dire qu'en réalité la loi du 21 avril 1810 est restée debout, et qu'elle nous régit encore aujourd'hui, telle qu'elle est sortie des délibérations du Conseil d'État et des méditations du puissant esprit qui l'a inspirée.

Les discussions de la loi du 2 mai 1837 méritent cependant d'être relues. Le débat entre les partisans et les adversaires du droit du propriétaire de la surface y a été approfondi. MM. Raikem et Dubus soutinrent que les mines appartiennent au maître du sol et qu'une concession de

(1) Bury, I, n° 115. — Aguillon, 138 et 140. — Lamé-Fleury, article 13. — Dalloz, *Supp.*, v° *Mines*, n° 267.

mines est une véritable expropriation. MM. Ernst, de Theux et Fallon défendirent l'opinion contraire. Alexandre Gendebien déclara qu'à son avis, la question de la propriété des mines n'a été résolue ni par la loi de 1791, ni par celle de 1810.

La loi nouvelle consacra en réalité le principe de la propriété de la mine au profit du propriétaire de la superficie.

Il y a plus.

Charles Rogier proposa formellement dans les séances de la Chambre du 28 janvier et du 12 avril 1837, **il y a soixante-cinq ans**, la création d'une réserve minière au profit de l'État !

« *Il est réservé au Gouvernement, s'il le juge utile, de disposer, en tout* » *ou en partie, dans l'intérêt de l'État et avec l'autorisation des Chambres,* » *d'un certain nombre de mines de houille non concédées ou abandonnées,* » *sans préjudice de l'indemnité attribuée par la loi au propriétaire de la* » *surface.* »

Cette proposition devait être examinée par une Commission spéciale à nommer par la Chambre.

Rogier la défendit par des arguments que l'on invoque encore aujourd'hui. Il réfuta la prétendue incapacité de l'État en matière industrielle en se basant sur la loi sur l'exécution des chemins de fer par l'État dont il avait pris l'initiative.

Il se défendit de vouloir empêcher de nouvelles concessions à l'industrie privée, mais reconnut que son but était d'arriver à l'exploitation de la houille par l'État.

J.-B. Nothomb, Alex. Gendebien, Hubert Dolez, Adolphe Dechamps se prononcèrent contre l'enquête sollicitée par Charles Rogier et contre l'intervention de l'État en cette matière.

Mais Rogier fut appuyé par Dumortier et par Paul Devaux.

Nous regrettons de ne pouvoir reproduire ici, à cause de leur étendue, les trois discours de Charles Rogier, de Hubert Dolez et de Paul Devaux. Presque tous les arguments présentés aujourd'hui s'y trouvent développés. C'est le cas de dire : *Nil novi sub sole!* M. Paul Devaux invoque déjà, en faveur de la poposition, les *remises à forfait* du Hainaut !

La proposition de Rogier fut retirée par son auteur.

La jurisprudence et la doctrine ont interprété, depuis près d'un siècle, les principales dispositions de la loi du 21 avril 1810, de manière à fixer, d'une façon presque certaine, les droits de tous les intéressés.

Elle présente donc le grand avantage d'une législation éprouvée par une application séculaire et parfaitement connue. On y a toutefois constaté des lacunes qu'il serait utile de combler. Elle n'arme pas, dans l'article 49, l'État d'un pouvoir suffisant vis-à-vis du concessionnaire, qui n'observe pas les conditions de la concession. Le droit de prononcer la déchéance, consacré par la loi de 1791, n'est pas expressément accordé à l'Administration par la loi de 1810, qui déclare, d'autre part, la concession perpétuelle et irrévocable. De là un dissentiment qui subsiste encore. Le Conseil des mines a émis à ce sujet des avis en sens opposé. Le Comité de législation s'est prononcé pour la légalité de la déchéance (avis du 11 décembre 1885) (1).

(1) Voir *Pandectes belges*, v° *Mines*, n°s 502 et suivants. — Bury, 286 à 316, t. I^er^.
Liége, 13 août 1864 (65-2 192.)

Le Gouvernement n'a pas suivi le dernier avis du Conseil des mines qui, en présence de ces opinions divergentes, lui proposait de saisir le pouvoir judiciaire. Il est vrai que la Cour de Liége, dès le 13 août 1864, s'était prononcée contre la légalité de la déchéance. En France, une loi du 22 avril 1838 a réglé la question et a accordé à l'État les pouvoirs nécessaires.

A l'inverse, le concessionnaire n'a pas non plus le droit de renoncer à la concession qu'il a obtenue et dont les charges lui paraissent excessives. Le Conseil des mines a refusé à l'État lui-même le droit de renoncer à la concession de Durbuy, dont il était devenu propriétaire par le rachat de l'actif de la Compagnie de chemin de fer du Luxembourg (1).

Et cependant, par une étrange contradiction, la loi ne soumet à aucune autorisation la vente de la mine, qui peut ainsi être transmise sans l'intervention du pouvoir concédant, même à un insolvable. L'article 6 de la loi permet la cession de la concession, sans intervention de l'État, comme s'il s'agissait de l'immeuble le plus ordinaire, d'une simple pièce de terre. Sera-t-il possible de disposer ainsi des concessions du Limbourg et de les grever, en cédant à un prix élevé des avantages obtenus à titre gratuit, de charges qui peuvent en compromettre le succès ?

La loi de 1810, en détachant la propriété de la mine de celle de la surface, n'a pas suffisamment réglé les relations juridiques de ces deux propriétés superposées. Leurs intérêts sont souvent opposés. Quel est le principe qui doit servir à les régler?

Laquelle des deux propriétés doit être considérée comme subordonnée à l'autre ? ou bien sont-elles indépendantes l'une de l'autre, comme les propriétaires de deux champs voisins ? Cette question est de la plus haute importance pour la conservation des eaux utiles de la surface, qui trop souvent tarissent, par suite des travaux miniers, au grand préjudice de certaines industries, de la santé des habitants, et spécialement de celle de la classe ouvrière.

Les découvertes faites en Campine font prévoir qu'à côté de la houille, le sol contient des gîtes de minerais de fer et de sel gemme.

La loi du 2 mai 1837 a eu les conséquences les plus fâcheuses au point de vue de l'intérêt public, en suspendant, par son article 1er, la concession des minerais de fer concessibles d'après la loi de 1810. M. Hector Denis les signale avec M. Descamps, ancien président de la Chambre, dans une note publiée par lui, il y a plus de vingt ans, en 1880, dans l'ouvrage de M. Splingard, sur la législation des mines. « Les sous-traitants auxquels » l'exploitation a été abandonnée ne se sont occupés que de produire vite, » beaucoup et le moins cher possible. Ils n'ont abattu que la partie la plus » tendre du gîte ; ils ont abandonné l'exploitation dès qu'une venue d'eau » se produisait. On a perdu ainsi les gîtes les plus riches qui n'ont donné » lieu qu'à un véritable pillage (2). »

Il importe que cette lacune soit comblée en ce qui concerne les mines de fer. Il doit en être de même des concessions de sel gemme. Déjà, nous

---

(1) Conseil des mines, 12 septembre 1883. *Pandectes belges*, v° *Mines*, nos 458 et suiv.

(2) SPLINGARD, *Lég. des mines*, p. 285. Développement de la proposition de loi de MM. Denis et Vandervelde, p. 9.

l'avons dit, cette matière a été réglée en France par la loi du 6 avril 1825.

Enfin, Messieurs, on fait remarquer que la loi du 21 avril 1810 ne s'est pas préoccupée suffisamment des avantages à assurer aux travailleurs, des garanties à accorder à ceux qui se livrent au labeur pénible des mines. Des mesures importantes ont été prises depuis pour suppléer à cette lacune.

De nombreux arrêtés ont, jusque dans ces derniers temps, assuré la sécurité et la salubrité des travaux. Les accidents ont diminué dans une proportion considérable. M. Harzé (1) nous apprend, dans ces tableaux statistiques, que le nombre des ouvriers tués dans les exploitations de mines a diminué de plus de 75 p. c. depuis la décade de 1831 à 1840, en prenant pour base la quantité de tonnes extraites. Ce progrès s'est réalisé, dit-il, malgré le danger de plus en plus pressant des exploitations, à raison de leur profondeur plus grande, dans des régions plus grisouteuses et dans des terrains plus difficiles à maintenir.

Du moment où le législateur entreprend la revision de la loi, son attention ne doit-elle pas également se porter de ce côté?

Ne faut-il pas coordonner et compléter ce qui a été fait déjà dans cet ordre d'idées par l'Administration des mines et par le Gouvernement ?

Faut-il tout réserver à l'initiative privée qui a, elle aussi, réalisé dans ce domaine des progrès considérables ?

Une conclusion s'impose donc.

Il faut reviser la loi du 21 avril 1810, et c'est avec raison que, dès le 24 décembre 1901 et plus tard le 11 mars 1902, mais avant le dépôt de toute autre proposition, M. Hanrez a soumis au Sénat les projets importants dont nous sommes saisis. Notre honorable collègue a provoqué ainsi le mouvement d'opinion qui s'est produit dans le pays entier sur cette question des mines de la Campine. Préoccupé exclusivement de l'intérêt général, il a recherché et formulé, après une étude attentive, les modifications à apporter à la législation actuelle et aux principes mêmes sur lesquels elle repose.

MM. Denis et Vandervelde, à leur tour, ont déposé sur le bureau de la Chambre un projet de loi qui incorpore les mines non encore concédées, et spécialement les mines de fer, au domaine de l'État, en chargeant le législateur d'en organiser l'exploitation. Ce projet est précédé de développements dus à M. Hector Denis, et qui sont du plus haut intérêt. Il va plus loin que le projet de M. Hanrez qui maintient le système de l'exploitation privée en réservant un vaste domaine à l'État, et en substituant *à la propriété* de la mine, *perpétuelle et irrévocable*, la concession *temporaire*, soumise à certaines conditions de déchéance dans l'intérêt général.

Les textes proposés par M. Hanrez ne contiennent aucune disposition spéciale relative à l'exploitation par l'État.

Lors de la discussion du budget des voies et moyens à la Chambre des Représentants, MM. Denis et Vandervelde ont paru se rallier, au moins provisoirement, à la remise de l'exploitation, après que le siège d'exploitation aura été créé aux frais de l'État et complètement armé, à des

---

(1) HARZÉ, *Le Bassin du nord de la Belgique*, p. 20.

associations, à des sociétés coopératives ou à des syndicats ouvriers, travaillant sous la surveillance du Gouvernement.

Lorsque la transformation radicale d'une législation presque séculaire se trouve ainsi posée, il importe de s'éclairer par l'expérience qui a pu être faite ailleurs.

En France, à part les lois du 6 avril 1825 et du 22 avril 1838 que nous avons déjà signalées, la loi de 1810 n'a été modifiée que par la loi du 27 juillet 1880. Ce n'est pas cependant que la revision de la loi n'y soit pas à l'ordre du jour depuis longtemps.

Des projets nombreux ont été déposés, entre autres ceux de MM. Baïhaut et Baudin. Le projet de M. Baïhaut supprime la catégorie des minières et attribue la propriété de la mine à l'inventeur du gisement ; la concession peut varier de 500 à 800 hectares.

A défaut d'inventeur la mine appartient à l'État, qui en dispose par une adjudication publique.

La loi du 27 juillet 1880 a eu une longue élaboration. Présenté d'abord au Sénat, le projet de loi n'a été adopté définitivement que le 13 juillet 1880. La réforme a paru en général incomplète. La loi s'est bornée, en suivant la jurisprudence admise, à combler certaines lacunes de la loi du 21 avril 1810, en ce qui concerne spécialement la conservation des eaux, les communications, la sécurité publique, les droits des concessionnaires en dehors du périmètre de leur concession, les indemnités dues aux propriétaires de la surface.

L'Italie a abordé le problème de la revision uniforme de sa législation minière. Elle n'est pas parvenue à le résoudre. L'Italie est régie encore aujourd'hui par douze lois différentes dans les diverses parties de son territoire. Un projet de simplification a été présenté au Sénat le 6 mai 1893. Il généralisait le régime de la loi sarde du 20 novembre 1859, sauf pour la Toscane et la Sicile. Il n'a pas eu de suite.

Dans ces deux dernières régions, la propriété de la mine est une dépendance de la propriété de la surface.

Dans le Piémont, au contraire, la loi du 20 novembre 1859 distingue la propriété de la mine de celle du sol ; les mines sont concédées par l'État sans aucun droit de préférence du propriétaire.

Dans le royaume de Naples, l'État dispose des mines, si le propriétaire refuse de les exploiter.

L'Espagne possède des mines d'une énorme richesse. La loi du 6 juillet 1859 et le décret-loi du 29 décembre 1868 ont introduit le régime de l'occupation. La propriété de la mine s'acquiert par la première occupation, faite suivant les formes légales.

La propriété de la mine est séparée de celle de la surface. Le propriétaire du sol n'a droit à aucune redevance. La mine appartient à l'État, qui la concède à la priorité de la demande ; l'Administration n'a aucun pouvoir de surveillance ou de police. Le projet de code minier déposé le 7 octobre 1869 n'a pas abouti.

L'Angleterre n'a pas soumis les mines à un régime spécial. La mine appartient au propriétaire de la surface et est soumise aux règles du droit commun. Cette législation n'a pas empêché le développement gigantesque

de l'industrie des mines dans ce grand pays. Des lois règlent cependant la police et la surveillance des mines au point de vue de l'emploi des ouvriers et des principes techniques à observer.

La Russie a également consacré les droits du propriétaire du sol sur la mine enfouie dans sa propriété. (Code de 1857 ; LEHR, *le Droit russe*; Lois du 24 mai 1870 et du 1er février 1872.)

Dans le grand-duché de Luxembourg la loi du 12 juin 1874 sur les mines de fer a abandonné le principe de la loi de 1810 et établi le régime de la domanialité de ces mines. Toute concession doit être faite par une loi. Le Gouvernement ducal a profité de cette législation pour développer, par l'octroi de ces concessions, le réseau de ses chemins de fer et favoriser l'exécution d'importants travaux publics. Les autres mines sont encore placées sous le régime de la loi de 1810, complétée par une loi du 14 octobre 1842. L'Administration y a obtenu des pouvoirs très étendus.

Les lois autrichiennes du 23 mai 1854, 28 avril 1862 et 25 juillet 1874 n'admettent, ni la domanialité de la mine, ni le droit du propriétaire de la surface.

La mine appartient à l'inventeur qui le premier a demandé la concession. Il doit prouver l'existence de la mine et son exploitabilité.

Personne ne peut faire des recherches de mines sans l'autorisation de l'Administration, qui l'accorde suivant la priorité des demandes.

Le propriétaire n'a droit à aucune redevance. Il doit céder le terrain nécessaire aux fouilles et à l'exploitation, sauf exception pour les constructions et les jardins. L'étendue des concessions est fixée, d'après un certain nombre de *mesures de mines*, d'une étendue d'environ 45,000 mètres.

La législation autrichienne donne à l'Administration un droit de surveillance et de police très étendu.

On peut dire que non seulement elle n'admet pas la propriété du maître de la surface, mais qu'elle subordonne même celle-ci à la propriété de la mine.

En Prusse la matière est régie par une loi du 24 juin 1865, qui s'applique aussi à l'Alsace-Lorraine.

L'État exerce un pouvoir considérable de surveillance et de contrôle sur les exploitants, mais il n'a pas la propriété des mines.

S'il veut obtenir une concession, il ne jouit pas d'une faveur plus grande qu'un simple particulier.

La mine n'appartient pas davantage au propriétaire du sol, dont elle n'est pas une dépendance.

Elle est le prix de l'invention, de la découverte du gisement. Chacun peut faire des recherches de mines, même dans un terrain appartenant à autrui, sauf indemnité et autorisation de l'Administration, le domaine public excepté.

Le gîte découvert, l'inventeur en devient propriétaire en commençant, dans la huitaine, les formalités prescrites par la loi pour obtenir la concession, qui ne peut lui être refusée. L'inventeur n'est pas obligé, comme en Autriche, d'établir que la mine est exploitable. La concession est limitée à une étendue de 219 hectares, mais plusieurs concessions peuvent être réunies sans aucune autorisation.

La déchéance peut être prononcée dans certains cas, et spécialement à défaut d'exploitation.

La concession est, comme dans la loi de 1810, une propriété perpétuelle, semblable à celle de tout autre immeuble, et elle peut se transmettre sans intervention de l'autorité publique.

Le propriétaire de la surface a droit à une indemnité en cas de dommage, mais l'action se prescrit par trois ans.

Il est également soumis au droit d'occupation, sauf les exceptions analogues à celles de la loi de 1810, et contre indemnité.

Le Gouvernement prussien possède un domaine minier considérable en Silésie, dans la région de la Sarre et ailleurs.

Cependant ce domaine ne lui a pas suffi. En 1902, il a voulu l'augmenter en acquérant en Westphalie environ 20,000 hectares de concessions existantes, et il a demandé à cette fin aux Chambres un crédit de 72 millions de francs.

Nous annexons au rapport une note qui fait connaître les motifs qui ont guidé le gouvernement prussien. Les Chambres ont adopté le projet à la presque unanimité, et le principe de l'exploitation directe des mines par l'État a été admis pour ainsi dire sans opposition ni discussion.

L'Exposé des motifs du Gouvernement donne les raisons suivantes de la décision qu'il a prise de solliciter ce crédit de 72 millions de francs (58 millions de marks) :

1° La nécessité d'alimenter les chemins de fer de l'État, qui ont consommé, en 1900, 5,600,000 tonnes de combustibles.

Il faut imiter les grandes sociétés métallurgiques, qui se préoccupent toutes de s'assurer le combustible dont elles ont besoin en acquérant des charbonnages.

L'État prussien a d'autant plus de raisons d'agir ainsi que la marine allemande consomme également une grande quantité de charbon ;

2° L'État serait ainsi mis à même d'exercer une certaine influence sur la fixation des prix en Westphalie, ce qui profiterait à l'ensemble de la nation ;

3° L'opération en elle-même doit être considérée comme avantageuse.

Le Gouvernement s'est procuré des terrains houillers déjà concédés, mais en général non encore exploités, dont une partie considérable servira de réserve.

Leur étendue totale atteint environ 21,000 hectares. Leur coût s'élève à 58 millions de marks.

On commencera par ajouter deux puits aux deux puits qui existent déjà.

Le plan d'exploitation entraînera, avec les intérêts à 3 1/2 p. c., une dépense de 99,923,000 marks à la fin de l'exercice 1914.

Mais le fisc aura perçu à la même époque, avec les intérêts à 3 1/2 . c., une somme de 18,260,000 marks.

La dépense totale sera de 81,600,000 marks.

A partir de 1908, l'État n'aura plus de dépenses à faire, et à dater de 1915, l'excédent de recettes atteindra 4 millions de marks, à raison de 1 mark par tonne de production.

Ce bénéfice représentera un intérêt de 4-828 p. c.

« On pourrait, ajoute l'Exposé, obtenir une rémunération plus forte du » capital de premier établissement, si l'on ajoutait une ou plusieurs fosses » aux deux qui existent et aux deux qui sont en projet, mais cela aurait » pour conséquence de reculer le moment où des excédents de recettes » seront inscrits au budget. »

Le projet ne fut attaqué par personne. Le Ministre du Commerce qui le présentait, M. Mœller, déclara expressément que le Gouvernement n'entendait pas se livrer à une opération analogue à celle de la nationalisation des chemins de fer. « Nous voulons bien intervenir, dit-il, dans » l'exploitation des houillères, mais nous ne voulons pas tout faire nous- » mêmes. »

Il fit valoir les mêmes raisons que celles de l'Exposé des motifs. Il mit toutefois la Chambre en garde contre une trop grande confiance dans les résultats financiers de l'entreprise.

« De 1860 à 1880, dit-il, les houillères n'ont rapporté que 1 1/4 à » 1 1/2 p. c. à leurs propriétaires, l'industrie houillère est en quelque » sorte un jeu de loterie....

» Quant aux reproches adressés au Syndicat de la vente des houilles » de la Westphalie, je ne puis que me rallier aux déclarations de mon » prédécesseur en disant que le Syndicat a exercé une action bienfaisante; » il a joué le rôle d'un régulateur, nivelant en quelque sorte les fluctua- » tions subies par le marché houiller, et par suite, son action, prise dans » son ensemble, a été excellente, bien que, dans des cas particuliers, » certains consommateurs aient pu être lésés par le caractère de » monopole que revêtaient les houillères syndiquées : c'est pourquoi » l'État doit s'assurer une certaine influence en ce qui concerne les prix » de vente sur cette puissante tendance du monopole. »

Le Ministre fit remarquer qu'il n'est pas dans les intentions du Gouvernement d'entrer dans le Syndicat, mais qu'il ne pouvait s'engager d'une manière permanente à cette abstention.

Tous les orateurs rendirent hommage au succès remporté par l'État dans ses exploitations de la Silésie et de la Sarre.

On doit, en effet, reconnaître que les résultats financiers de l'exploitation domaniale des mines de houille de la Sarre ont été avantageux pour le Trésor.

M. Weiss, ingénieur au corps des mines français et docteur en droit, a publié sur le régime des mines prussien une brochure qui, tout en rendant hommage à l'intelligence de la direction des mines de houille de la Sarre, conclut énergiquement contre l'exploitation des mines par l'État.

Il met cependant en relief, dans des passages que nous reproduisons aux annexes, les bénéfices réalisés par le fisc prussien dans l'administration de ses mines. Pendant les dix années de 1890 à 1900, ils se sont montés, pour celles de la Sarre, à plus de 10 millions de marcs par an en

moyenne. Cette moyenne s'élève à 12 millions de marcs pour la période quinquennale de 1895 à 1900 ; ils ne cessent de grandir et sont arrivés à 16 millions de marcs, soit 20 millions de francs en 1900. Les résultats de l'exercice 1901 ont, paraît-il, encore dépassé ce chiffre.

L'État industriel, ajoute l'auteur, gère ses exploitations, vend ses produits et dirige ses ouvriers à peu près comme un simple particulier avec un peu moins de sens commercial.

Mais sa gestion financière est différente des sociétés privées. Elle fait partie intégrante du budget général de l'État. Celui-ci ne peut, à raison de l'unité de ce budget, créer des réserves spéciales ; il ajourne fréquemment les dépenses indispensables pour niveler les excédents de chaque année et ne pas troubler l'économie générale du budget.

C'est là, d'après M. Weiss, une grande infériorité de l'exploitation fiscale prussienne.

M. Weiss nous renseigne sur la production et sur la population ouvrière des mines domaniales. Les mines, usines et carrières domaniales occupent près de 70,000 ouvriers et leurs bénéfices se sont élevés en 1900 à 37 millions de marcs.

La production des houillères fiscales de la Sarre a passé de 6 millions de tonnes en 1891 à 9 millions de tonnes en 1901. Le nombre d'ouvriers a grandi pendant la même période de 28,000 à 40,000.

Voici en quels termes M. Weiss nous fait connaître l'administration des mines de Sarrebrück :

Le bassin houiller est divisé en onze inspections comprenant 18,000 hectares environ, depuis l'extension concédée au fisc, conformément à la loi de 1810, par ordonnance royale du 16 janvier 1860.

Ces inspections forment des mines distinctes qui sont exploitées d'une façon autonome.

Leur importance dépasse en général celle de nos plus grands charbonnages, et comme extraction et comme nombre d'ouvriers.

Ainsi Gerhard a une extraction de plus d'un million de tonnes avec 4,200 ouvriers ; Heinitz Dechen produit 1,200,000 tonnes et emploie 5,300 mineurs.

L'administration des mines est concentrée entre les mains d'un comité de direction, à Sarrebrück, composé de sept membres. Il exerce les mêmes fonctions que le Conseil d'administration d'une société privée et relève du Ministre du Commerce. Un personnel nombreux d'ingénieurs, d'inspecteurs et de comptables concourt à l'administration. Les traitements sont peu élevés. Celui du Président de la Direction s'élève à 9,300 marks et celui des Directeurs au maximum à 6,000 marks.

« L'administration est très décentralisée. Les directeurs des inspections » sont les maîtres absolus, mais responsables, de leur inspection : leur » autorité est plus grande que celle des ingénieurs en chef de bien des » Compagnies particulières. Ils disposent d'un personnel discipliné et » dévoué à la mine.

» L'exploitation de l'État est soumise, comme les charbonnages privés,

» à l'administration des mines, notamment pour les accidents, la surveil-
» lance et le contrôle. Aucune faveur n'est faite à l'État...

» Le chef de chaque inspection embauche et congédie son personnel
» (p. 39)...

» Le minimum de salaire n'existe pas...

» Les règlements ouvriers excluent toute organisation syndicale. Le stage
» de l'ouvrier mineur dure deux ans et il doit subir une épreuve avant d'être
» accepté dans la classe des mineurs...

» Les absences sont sévèrement punies. Les salaires sont calculés et défi-
» nitivement établis à la fin de chaque mois...

» Pour l'année 1899, le salaire moyen annuel s'est élevé à 1,158 marcs
» pour les mineurs seuls et à 1,019 marcs, en moyenne, pour les mineurs,
» les ouvriers de la surface et du fond, et les enfants...

» Le salaire monte ou descend suivant les fluctuations des prix des
» charbons. Depuis 1894 ils sont sensiblement inférieurs à ceux de la
» Westphalie qui s'élèvent en moyenne, pour toutes les catégories
» d'ouvriers, à 1,255 marcks, en 1899. Le rendement par ouvrier est égale-
» ment au-dessous du rendement dans les mines de la Westphalie...

M. Weiss évalue à quatre millions de marks les sommes consacrées chaque année par la Direction aux œuvres d'assistance. « C'est, dit-il,
» 100 marks par ouvrier, 10 p. c. du prix de revient dont l'État fait ainsi
» abandon en vue de soulager les misères de la population qu'il fait
» vivre.

» Le prix de revient des mines royales est supérieur à celui des grandes
» exploitations de la Westphalie. Ainsi en 1897, celui du charbonnage de
» Harpen a été inférieur de 1-35 mark par tonne à celui des Mines de l'État
» prussien. Quant au prix de vente (p. 82), les prix de l'industrie privée en
» Westphalie sont toujours restés au-dessous de ceux des mines domaniales
» de la Sarre de 2 à 3 marks à la tonne... »

Après avoir examiné consciencieusement le régime du fisc prussien, M. Weiss conclut en ces termes :

« Le Ministre du Commerce, M. Brefeld, a entretenu à plusieurs reprises le parlement de ses espérances. Se basant sur la progression régulière des bénéfices, au cours de ces dernières années, il célèbre hautement la prospérité des mines fiscales et prévoit un développement rapide de l'extraction qu'il attribue à la bonne gestion de l'État.

» Nous ne partageons pas entièrement l'optimisme du Ministre prussien. Il est incontestable que l'exploitation par l'État du bassin de la Sarre a donné dans son ensemble des résultats satisfaisants ; les mines avec leurs puits, leur puissant outillage et les agglomérations ouvrières qui les entourent, constituent un trésor inestimable, tant pour le fisc que pour les industriels de l'Allemagne du Sud, mais nous ne pensons pas que ce soit uniquement à l'exploitation par l'État qu'il faille attribuer le haut degré de prospérité que nous leur voyons atteindre.

» L'État, tout en essayant de procéder en tout et pour tout suivant les méthodes de l'industrie privée, semble avoir eu la main plus lourde que des exploitants particuliers ; ses ouvriers sont menés plus militairement

et plus durement que ceux des mines privées; leurs salaires, en raison des nécessités budgétaires, n'ont pas été augmentés dans la même proportion que ceux de leurs camarades de Westphalie. Les prix de vente, quoique ne subissant pas de variations comparables à celles qui ont eu lieu en France et en Angleterre, n'ont pas présenté au cours de ces dernières années une stabilité plus grande que ceux des houilles de Westphalie, où un puissant syndicat, ne groupant que des intérêts privés, a réussi à enrayer les exagérations de hausse et de baisse. L'organisation commerciale du fisc, brutale dans son uniformité, ne donne pas toujours satisfaction à la clientèle qui est facilement rebutée par les exigences draconiennes du fisc. Les résultats financiers, qui se chiffrent annuellement par un bénéfice respectable en raison de l'énorme quantité de houille extraite, sont fâcheusement influencés par les nécessités budgétaires, l'obligation de maintenir les excédents aussi constants que possible ne permettant pas à l'État, au cours des mauvaises années, de consacrer des sommes suffisantes au développement normal de l'extraction. Pendant de longues années, de 1870 à 1890 notamment, l'insuffisance des travaux préparatoires et de l'outillage a entravé la production.

» L'industrie privée aurait fait aussi bien sinon mieux que l'État.

» Aussi ne croyons-nous pas que l'exemple de l'exploitation fiscale de Sarrebrück, qui nous paraît cependant arrivée au plus haut degré de prospérité dont soit susceptible une industrie d'État, soit de nature à encourager dès maintenant la France à entrer dans la voie de l'exploitation partielle ou totale des mines par l'État.

» Les avantages d'une pareille réforme économique seraient trop problématiques pour qu'il soit sage, quant à présent, d'en courir les risques; personne n'y aurait un intérêt immédiat.

» Les propriétaires, en supposant même leurs mines rachetées sans dépréciation, verraient leurs actions industrielles transformées en valeurs d'État, qui, on le sait, ne sont guère susceptibles de plus-value. L'esprit d'entreprise qui pousse éternellement les chercheurs à l'exploration de mines nouvelles, serait entravé dans son essor. Les pionniers de la mine ne seraient plus aiguillonnés par l'appât du gain et cesseraient d'enrichir le pays par leurs découvertes.

» Les ouvriers ne gagneraient rien, ni en salaires ni en indépendance, car les nécessités budgétaires ne permettraient pas d'élever leurs salaires au-dessus du niveau normal des salaires industriels; quant aux grèves et revendications, elles seraient bien moins tolérées par l'opinion publique si les mineurs devenaient ouvriers d'État au lieu d'être considérés comme opprimés et exploités par la puissante féodalité financière et industrielle.

» L'exemple de l'État prussien le prouve bien; c'est lui qui s'est montré le plus dur et le moins miséricordieux des patrons; les mineurs renvoyés en 1893 pour faits de grève sont encore exclus aujourd'hui. Quant aux salaires, ils sont restés inférieurs à ceux de Westphalie, où les conditions d'existence sont les mêmes, mais où l'entente des producteurs a permis de réaliser d'importantes améliorations à l'égard de la population ouvrière.

» Les socialistes allemands, qui savent par expérience ce qu'on peut attendre des exploitations fiscales, ne réclament d'ailleurs nullement la nationalisation des mines comme leurs camarades français ou belges.

» Au Congrès des mineurs allemands tenu à Essen en 1894, la nationalisation des mines, demandée par quelques adhérents, fut repoussée nettement et même rudement. Cette défiance à l'égard de l'État propriétaire de mines se retrouve dans la plupart des publications socialistes allemandes; la *Bery und Hüttenarbeiter Zeitung*, organe du syndicat socialiste des mineurs allemands, s'est élevée, à plusieurs reprises, contre le rachat des mines par l'État, déclarant hautement que les ouvriers des mines fiscales n'avaient pas une situation meilleure que celle des mines privées, et que les mineurs devaient s'abstenir de souscrire à une revendication qui tendrait à les livrer au plus puissant des capitalistes, l'État, sous sa forme actuelle.

» Les bénéfices que les ouvriers retireraient de la transformation de l'industrie des mines en industrie d'État semblent donc illusoires.

» Quant aux consommateurs, ils ne trouveraient pas dans l'organisation de la vente par l'État à satisfaire la variété de leurs goûts, le fisc appliquant avec trop de raideur des règles trop strictes et trop uniformes. Certes l'exploitation par l'État aurait pour effet de combattre les hausses excessives tout comme les fâcheux avilissements des prix. Mais ce résultat pourrait s'obtenir tout aussi bien par l'initiative privée; la preuve en est faite par le syndicat rhénan westphalien, qui s'est montré plus modéré encore que la direction des mines de Sarrebrück lors de la récente crise houillère.

» Le contribuable, enfin, ne verrait guère diminuer ses charges par les bénéfices d'une exploitation fiscale; car si en apparence les résultats de l'exploitation soit de mines rachetées aux particuliers, soit de mines nouvelles découvertes par les prospections de l'État, venaient alléger le budget, il n'en est pas moins très probable que l'ensemble des contribuables devrait supporter les charges supplémentaires dues à l'augmentation de prix de revient inhérente à toute industrie d'État.

Nous avons tenu à mettre sous les yeux du Sénat les éléments de cette étude intéressante. L'exemple des Mines de la Sarre est, en effet, invoqué énergiquement par les partisans de l'exploitation de l'État.

Et c'est ce même exemple qui a décidé nos voisins du Nord, si prudents et si réservés, à entrer dans la même voie.

La découverte des mines de houille dans le Limbourg hollandais appela en effet, à une époque toute récente, l'attention du Gouvernement des Pays-Bas sur les mesures à prendre en présence de cette situation, toute nouvelle pour le pays. Jusqu'alors la Hollande ne possédait d'autre mine que la petite houillère de Kerkraede dont les produits étaient utilisés par le

chemin de fer d'Aix à Maestricht, qui en avait obtenu l'exploitation en vertu d'une loi spéciale de 1845 (1).

Une commission extraparlementaire fut constituée le 17 avril 1899 pour rechercher s'il y avait lieu de réserver à l'État une partie du nouveau bassin houiller. Mais déjà quelques concessions avaient été accordées à l'industrie privée.

Les conclusions de la Commission extraparlementaire ont abouti à la loi du 24 juin 1901, qui a annexé au domaine privé de l'État tout le domaine minier reconnu dans le Limbourg.

Cette évolution de la législation hollandaise est des plus intéressantes pour nous. Elle s'est produite à la suite de faits identiques à ceux pour lesquels il s'agit, pour nous aussi, de légiférer.

Nous nous sommes donc attachés à renseigner sur ce point complètement le Sénat.

La Commission extraparlementaire se rendit à Sarrebrück, visita les mines, interrogea les directeurs et revint avec une opinion très favorable à l'exploitation de l'État.

Son rapport du 23 août 1900 conclut à la réserve au profit de l'État d'une étendue de 4,515 hectares à exploiter par lui. Le reste du gisement reconnu dans le Limbourg, soit 10,000 hectares, devait être divisé en un grand nombre de concessions de peu d'étendue.

Les motifs énoncés au rapport peuvent se résumer de la manière suivante:

1° L'État prussien s'est procuré des ressources importantes par l'exploitation des mines de la Sarre, soit 13 millions de marks en 1898;

2° L'extraction des charbons se fait depuis des temps reculés à peu près par les mêmes procédés;

3° La vente des charbons reste dans la catégorie des actes les plus simples de la vie commerciale;

4° L'exploitation des mines de l'État est sans doute quelque peu plus coûteuse que celle des particuliers. Mais cette différence provient de ce que l'État, d'après la déclaration de la direction de Sarrebrück, « n'exige pas de l'ouvrier qu'il travaille jusqu'à la limite de ses forces. Il ne les épuise pas comme l'industrie privée »;

5° Les salaires moyens sont presque aussi élevés, 3 marks 40 à Sarrebrück, 3 marks 74 à Dortmund, en Westphalie;

6° L'installation complète d'une exploitation avec deux puits, les machines, les bâtiments, les terrains, les galeries d'exploitation et l'assèchement des voies souterraines, ne coûtera pas à l'État plus de 2 millions à 2 millions 1/4 florins;

7° En n'admettant même que des bénéfices très réduits, on peut évaluer à environ 300,000 florins le gain futur, en tablant sur une production de 500,000 tonnes, chiffre qui peut être obtenu en peu d'années;

---

(1) Nous la reproduisons aux annexes.

8° L'exploitation de l'État constituera pour les autres exploitants de mines « *le modèle qu'ils auront à imiter ;* » il naîtra de la concomitance de ces deux espèces d'exploitation une rivalité salutaire dont l'industrie privée tirera grand profit ;

9° Une puissante exploitation d'État sera le moyen sinon de briser, du moins d'affaiblir le pouvoir des exploitants coalisés sous la forme de syndicats, à cause des conditions plus équitables et plus acceptables présentées par l'État aux consommateurs.

Il faut bien le reconnaître, certains de ces arguments sont inexacts. Beaucoup témoignent d'illusions vraiment extraordinaires. Pour la Commission, l'exploitation par l'État est une véritable panacée et l'on peut s'étonner dès lors qu'elle ait consenti à distraire les 2/3 du gisement au profit de l'industrie privée. Sa conclusion n'est pas logique.

Aussi l'Exposé des motifs du Ministre du Commerce, se ralliant entièrement aux considérations du rapport, émet l'avis que le terrain houiller tout entier doit être concédé à l'État. Le Ministre pense, du reste, qu'il ne faut pas développer trop rapidement l'exploitation dans le Limbourg : sinon on devrait avoir recours à une augmentation rapide et peu souhaitable des ouvriers étrangers. Il y aurait lieu de pourvoir au manque d'ouvriers en formant, *à la longue*, une forte population de mineurs parmi la population actuelle et parmi ceux qui viendront peu à peu s'établir auprès d'elle.

En conséquence, l'État deviendra, sans observer les formalités de la loi de 1810, concessionnaire des terrains libres du domaine minier dans le Limbourg, avec les droits résultant de cette loi, sans modification aucune.

Les propriétaires du sol recevront fl. 12-50 par hectare comme rachat de la redevance que la loi de 1810 leur attribue.

Les auteurs de nombreux sondages effectués dans le terrain concédé à l'État obtiendront, lorsqu'ils auront révélé l'existence d'une couche de charbon, le remboursement des frais qu'occasionneront en général des recherches de cette nature.

Le projet formulé dans ces termes est devenu la loi du 24 juin 1901.

Le Sénat trouvera aux annexes le texte de cette loi, le rapport de la Section centrale de la Seconde Chambre des États Généraux du 29 mars 1901, et celui de la Première Chambre du 7 juin 1901, avec un second mémoire du Ministre du Commerce du 13 avril 1901.

L'opposition fit valoir que le projet ne tenait aucun compte ni des vingt-six demandes en concession, formulées depuis le 8 juillet 1891, ni des droits acquis de ceux qui, par leurs sondages, avaient reconnu l'existence du gisement. On ne remboursait que les frais ordinaires de ces travaux, dûment justifiés.

« Il y a là, disait-elle, une atteinte non motivée à des intérêts privés » qui enlèvera aux particuliers à l'avenir toute idée d'entreprendre des » travaux miniers. »

Elle invoqua également les objections faites d'ordinaire à l'exploitation par l'État, son défaut d'activité, son coût plus considérable.

« A cette exploitation manque l'élément commercial, le facteur néces-» saire à une industrie lucrative. En revanche, le nombre des fonction-» naires augmentera encore. »

Néanmoins, la majorité des deux Commissions se rallia, ainsi que les deux Chambres, aux arguments du Gouvernement et de la Commission extraparlementaire.

La Commission de la Chambre émit même le vœu que tous les ouvriers étrangers fussent exclus des travaux de l'exploitation domaniale. Elle renonça à ce projet de crainte de représailles et à cause des traités internationaux.

Elle refusa toute indemnité aux sondeurs qui n'avaient pas découvert le terrain houiller, et exclut, pour ceux qui avaient réussi, toute autre indemnité que la dépense ordinaire de ce genre de travail.

Elle demanda toutefois s'il n'y avait pas lieu de borner l'exploitation de l'État aux 4,500 hectares proposés par la Commission des Mines.

Mais, d'autre part, certains membres émirent l'avis qu'il fallait rendre *rétroactivement dans l'intérêt de l'État* plus onéreuses les conditions des concessions déjà accordées.

Le mémoire du Ministre du Commerce, du 13 avril 1901, repoussa cette étrange proposition ; mais il maintint le principe de la concession de tout le terrain disponible au profit de l'État.

La loi du 24 juin 1901 marque donc un nouveau pas en avant dans le sens des mines domaniales. Cependant, jusqu'à présent cette loi n'a pas reçu d'exécution sérieuse et les exploitations privées sont seules en voie de réalisation dans le Limbourg.

Les idées ainsi acceptées presque unanimement dans les parlements de deux États voisins trouvèrent naturellement dans notre pays des défenseurs convaincus. Le prix élevé de la houille avait soulevé en 1900 le vif mécontentement de l'industrie. On avait mis d'abord en avant le projet, de rachat des charbonnages existants. Ce système rencontra peu de faveur ; la découverte des mines dans la Campine donna aux esprits une direction nouvelle.

L'incorporation des gisements du nord de la Belgique au domaine public et leur exploitation par l'État furent demandés par les écrivains socialistes : MM. Denis et Vandervelde se firent, dans leur projet les interprètes de cette opinion. Ils respectèrent toutefois le droit de l'inventeur à une indemnité et à la redevance du propriétaire du sol.

Les propositions de M. Hanrez ont une portée infiniment moins radicale. Elles visent à l'amélioration de la loi de 1810 et à la modification du droit du concessionnaire.

La propriété irrévocable et perpétuelle de la mine est remplacée par la simple concession temporaire du droit de l'exploiter, moyennant certains avantages particuliers, destinés à rémunérer le travail et les capitaux du concessionnaire.

La durée des concessions est fixée par M. Hanrez à quarante ans, mais l'État pourrait accorder des prolongations de délai; néanmoins cette durée a généralement paru trop courte, surtout pour des concessions dont la mise à fruit sera aussi coûteuse que celle des mines limbourgeoises.

Il importerait également de préciser dans la loi, si l'on admettait ce système, les conséquences du caractère nouveau donné à la concession. Il faudrait éclairer par des textes les intéressés, imbus des idées actuelles, sur les conséquences de cette transformation profonde du droit des concessionnaires. La proposition supprime les articles 6, 7 et 21 de la loi de 1810 qui déterminait nettement la portée de ce droit, mais ils doivent être remplacés.

La cession et la transmission, à quelque titre que ce soit, des concessions anciennes et nouvelles, et leur réunion soit à d'autres mines, soit à d'autres industries, sont soumises à l'approbation du Gouvernement. C'est la conséquence logique du système nouveau, avec une certaine rétroactivité pour les concessions anciennes,

Les exploitants ont formé des associations pour réglementer la vente du coke et du charbon. Ces syndicats devront être désormais interdits, quelle que soit la date de la concession. La raison en est, d'après la proposition, que cette industrie est un véritable monopole de fait. On peut en général opposer à un syndicat d'autres usines qui seraient, au besoin, établies en concurrence avec lui. Cette concurrence n'est pas possible pour les mines dans les mêmes conditions.

La proposition applique aux contrevenants une amende très élevée, la moitié de la valeur totale de leurs productions pendant les douze mois qui précèdent le délit ; en cas de récidive, le tribunal pourra révoquer la concession, fût-elle même propriété perpétuelle.

L'article 7 du projet met fin aux controverses existantes relatives à la légalité de la déchéance. Elle pourra être prononcée par les tribunaux en cas de suspension et même de restriction de l'exploitation, et en cas de contravention persistante aux conditions d'exploitation inscrites dans l'acte de concession.

De nouvelles conditions, sanctionnées par la déchéance, peuvent être imposées pour assurer la sécurité des travailleurs, la salubrité des travaux et même, ce qui paraît assez arbitraire, la régularité de la production. Cette dernière prescription demandera, dans tous les cas, à être précisée.

Le second projet de M. Hanrez réserve à l'État un domaine qui s'étend sur une partie importante du Limbourg, de la province d'Anvers et des deux Flandres. Il interdit de les concéder, mais il ne les incorpore pas au domaine privé de l'État.

Il ne lui en confie pas l'exploitation : « C'est, dit-il, une mesure conser-
» vatoire pour assurer les besoins de nos chemins de fer et de notre marine
» et pour sauvegarder les besoins des consommateurs, et spécialement
» ceux de notre industrie. »

Ce projet fut de plus développé dans le discours prononcé par notre collègue dans la séance du 11 mars 1902.

M. Harzé, l'ancien chef de notre administration des mines, au savoir et

à l'expérience duquel chacun se plaît à rendre hommage, avait le premier, au début de 1902, traité cette question des mines domaniales et de l'exploitation par l'État.

Dans une brochure qui fut très remarquée et dans une communication à la Société géologique de Belgique, M. Harzé émit l'idée, comme M. Hanrez, qu'il avait devancé, de voir l'État, par application des lois du 21 avril 1810 et du 2 mars 1837, se réserver un domaine minier dans ses vastes propriétés de la Campine, notamment sous les terrains militaires du camp de Beverloo et du polygone de Brasschaet, d'une étendue totale d'environ 7,000 hectares. Il y aurait lieu de plus, disait-il, d'étendre les limites de ces concessions de manière à en permettre l'exploitation dans des conditions avantageuses; la loi de 1837 exige seulement que le demandeur soit propriétaire d'une grande partie de la surface.

L'éminent ingénieur rappelle d'abord les termes de ses publications antérieures dans lesquelles il avait combattu la reprise des charbonnages par l'État.

» L'exploitation, soustraite à l'aiguillon de l'intérêt privé, serait des » plus onéreuses pour le Trésor public... L'Ingénieur dirigerait bien plus » *en artiste qu'en industriel* sans se préoccuper grandement des résultats » plus ou moins fructueux de l'exploitation ; le prix de revient ne manque- » rait pas de hausser au grand profit de la concurrence étrangère...

» Si la capacité de l'État comme producteur industriel est médiocre, » que penser des aptitudes commerciales qu'il lui faudrait non seulemeut » chez lui, mais au dehors?...

» L'État se verrait forcé de tenir les salaires fort bas ou de recourir à » l'impôt...

« Le régime domanial n'a nullement préservé les mines royales de la » Sarre du fléau des grèves et, en cas de conflit, l'État se trouverait en » singulière situation pour un arbitrage...

» Il est permis de douter que le travailleur serait plus content de son » sort s'il devenait ouvrier de l'État; car il est inouï de constater combien » sont fréquentes et acerbes les plaintes que *Le Peuple* enregistre comme » venant d'ouvriers attachés aux ateliers de l'État... »

M. Harzé expose ensuite « les raisons qui l'ont amené à transgresser » dans certaines limites les principes ci-dessus... C'est en pesant le pour » et le contre, avec bonne balance, bon poids et tout le soin dont nous » sommes capable, que nous avons été amené à préconiser, dans les » limites indiquées, une réserve minière pour l'État...

» L'État doit se réserver ce domaine pour sa propre et très importante » consommation de combustible et pour pouvoir pondérer au besoin le » marché national de la houille...

» Le monopole de l'État dans l'exploitation des charbonnages doit être » repoussé.

» L'exploitation de ce domaine minier ne sera pas sans faire naître la » plupart des conséquences antiéconomiques que nous avons signalées ; » mais elles seront atténuées par l'absence de monopole et n'auront pas » l'acuité de celles qui se sont révélées dans ces dernières année par la » hausse effrénée du combustible...

» La production tend à se monopoliser de plus en plus, alors que la » consommation indigène ne cesse de croître...

» Le protectionnisme des États producteurs de charbon ou d'autres » circonstances peuvent un jour entraver l'importation...

» L'exemple de la Hollande et de l'Allemagne doit nous rendre prudents » dans la dispensation de nos richesses houillères.

» Le Gouvernement prussien espère, par ses acquisitions en Westphalie, » arriver à y mieux pondérer le marché charbonnier, ce dont bénéficierait » la métallurgie, notre concurrente sur le marché du monde...

» Le tableau des prix moyens de la tonne depuis 1896 montre que l'incon- » sistance des prix en Belgique a été extrême dans ces cinq dernières » années. L'augmentation a été successivement de 7, de 13, de 40 et de » 83-1 p. c. Ces hauts prix ont ébranlé notre métallurgie et d'autres » industries. La situation qui avait ému Charles Rogier s'est donc » reproduite...

» L'État ne ferait que suivre ici l'exemple des grandes compagnies de » chemins de fer américaines, dont un grand nombre sont propriétaires » de charbonnages...

» Les charbonnages créés, l'État pourrait en remettre dans la suite » l'exploitation à des compagnies ou, si cela devient possible, à des » syndicats de travailleurs comme le propose M. Hanrez, et la vente à » des sociétés commerciales, le tout à des conditions de nature à sauve- » garder l'intérêt public.

» Le système des *remises à forfait* a été pratiqué par certaines sociétés » concessionnaires qui se réservaient une partie de la production. »

M. Harzé se prononce aussi pour la modification de la loi de 1810 en ce qui concerne la révocation et la déchéance des concessions et le droit d'y renoncer. Il se demande si les concessions doivent continuer à être perpétuelles, mais il repousse absolument, comme insuffisante, la durée de quarante ans proposée par M. Hanrez.

L'adhésion publique d'un homme de la valeur de M. Harzé au régime de l'exploitation directe ou indirecte par l'État des gisements miniers, compris dans ses vastes domaines de la Campine devient naturellement un argument de première importance pour les partisans de l'exploitation domaniale. Dans la discussion du budget des voies et moyens, cette question fut introduite par MM. Denis et Vandervelde. Il leur fut répondu brièvement par un député de Liége, ancien professeur à l'Université de cette ville, M. l'ingénieur Paul Trasenster, dont la compétence en ces matières, justifiée par ses connaissances pratiques et son rôle important dans l'industrie, est universellement reconnue. Voulant démontrer l'exactitude de ses conclusions, M. Trasenster a réuni, ainsi qu'il l'avait annoncé à la Chambre, dans une brochure toute récente, les arguments des partisans convaincus de l'initiative privée et des adversaires de l'incorporation des mines au domaine de l'État.

Il examine la thèse de MM. Denis et Vandervelde au point de vue des trois grands intérêts engagés dans la question, celui du *public consom-*

mateur, celui de la *classe ouvrière* et celui du *Trésor public*. Il compare dans ce but le bassin de la Sarre, exploité par l'État prussien, avec le bassin de la Rühr, exploité par l'industrie privée.

Depuis longtemps, comme il l'a dit à la Chambre, il est au courant de ce qui se passe en Allemagne et connaît l'industrie de ce pays. Son travail est bourré de chiffres et de faits. Nous nous bornerons à en analyser quelques passages et à en citer les conclusions.

M. Trasenster recherche d'abord où est le véritable intérêt des consommateurs. Il rappelle que le prix du charbon doit être en principe réglé par la vieille loi de l'offre et de la demande, et il établit que la hausse doit être le plus modérée, là où la production peut le plus facilement se développer.

« Il y a, dit-il, un rapport inverse, à peu près mathématique entre la » progression de la production et la progression des prix. C'est ce que » montre le tableau ci-dessous dans lequel j'ai groupé sur trois colonnes » les chiffres déduits des statistiques officielles et donnant :

» I. La progression de l'extraction de 1890 à 1900;

» II. Id. id. 1895 à 1900, c'est-à-dire d'une » année de crise à une année de grande prospérité;

» III. L'écart des prix limites, savoir du minimum atteint en 1895 ou » 1896 et du maximum atteint en 1900 ou 1901.

	I.	II.	III.
» États-Unis	90 p. c.	39 p. c.	17 p. c.
» Prusse	58 »	40 »	38 »
» Angleterre	24 »	18 »	84 »
» Belgique	15 »	15 »	84 »

» On a prétendu qu'en Belgique la hausse avait été anormale, artifi- » cielle, provoquée par une entente des producteurs.

» Les chiffres ci-dessus montrent qu'à conditions égales, dans le pays » où la concurrence s'exerce le plus librement, où aucun cartel charbon- » nier n'a jamais existé, en Angleterre, l'amplitude du mouvement de » hausse a été le même qu'en Belgique.

» Si la hausse a été moindre en Prusse, cela provient de ce que la » progression de la production y a été triple, à peu près, de ce qu'elle » a été en Belgique. »

L'auteur démontre ensuite que la modération de la hausse en Allemagne a été uniquement le fait des exploitations privées de la Rühr.

« Nous défions, dit-il, d'expliquer comment l'État prussien, en produisant » sur la Sarre 9 millions de tonnes d'un charbon de qualité inférieure à » celle des 60 millions de tonnes extraites sur la Rühr, en le vendant 4 à » 5 francs plus cher, a pu contribuer à la modération du syndicat rhénan- » westphalien, alors que l'écart normal des prix des deux bassins est infé- » rieur à 3 francs, et qu'ils sont distants de 350 kilomètres, ce qui corres- » pond à 10 francs de frais de transport environ. »

M. Trasenster dénie qu'en Belgique l'exploitation du bassin de la Campine par l'État puisse avoir pour effet de régulariser le prix du combustible.

« Comment l'État exploitant quelques millions de tonnes en Campine, » parviendrait-il à modérer la hausse de 20 à 25 millions de tonnes pro-

» duites par l'industrie privée, lorsque la demande dépassera l'offre?
» Si l'État vendait sa houille à bas prix, sa production serait immédiate-
» ment engagée, et il ne pourrait majorer sensiblement son extraction, car
» il faut des années pour créer de nouveaux sièges...
» La production de l'État une fois engagée, ce qui ne tarderait guère,
» à une époque de rareté de combustible, le champ resterait libre à
» l'« odieuse exploitation capitaliste ». »

Les prix du charbon ont du reste toujours été, sauf en 1900, inférieurs en Belgique au prix de vente de la Sarre. Pour la moyenne des dix années, de 1891 à 1900, le prix moyen de vente a été de fr. 12-10 sur la Sarre et de fr. 11-15 seulement en Belgique.

Si le prix s'est élevé *en 1900* à fr. 17-41 en Belgique, il est redescendu à fr. 15-23 en 1901, tandis que sur la Sarre, le prix moyen inférieur de 1900, soit fr. 14-54, remontait en 1901 à fr. 15-78.

M. Trasenster recherche le seul moyen efficace d'enrayer le renchérissement du charbon en Belgique.

« C'est, dit-il, d'en diminuer la rareté, provoquée par l'épuisement de
» l'ancien bassin houiller, en augmentant la production le plus rapidement
» possible.
» Pour cela, il faut recourir à l'initiative privée ; la mise en valeur du
» bassin se développera beaucoup plus vite par les concessions
» particulières.
» L'État, au contraire, procédera avec la lenteur et la prudence qui
» caractérise l'action administrative. »

L'intérêt de la classe ouvrière n'est pas non plus de recourir à l'exploitation de l'État.

Les salaires des mineurs de la Ruhr sont plus élevés que ceux des ouvriers de la Sarre. En 1900, la différence a été de 24 p. c., alors que l'exploitant de la Ruhr vendait son charbon 4 francs moins cher que l'État prussien. Quant aux institutions de prévoyance, la part des exploitants de la Ruhr n'a été effectivement que de M. 68-65 par ouvrier au lieu de 94 marks pour les charbonnages domaniaux de la Sarre. Cette différence ne peut résulter que des charges moins grandes des houillères de la Ruhr, à raison de leur développement plus récent, sous le rapport du nombre des invalides, des veuves et des orphelins à secourir. En effet, la loi sur les assurances ouvrières impose à tous les mêmes sacrifices. La part abandonnée par l'exploitant de la Ruhr sur le montant de son bénéfice est, du reste, plus grande que celle consacrée par les mines domaniales de la Sarre au soulagement de la population ouvrière.

L'intérêt du Trésor, l'intérêt fiscal, est des plus problématiques. L'État exploitera vraisemblablement un franc au moins plus cher que l'industrie privée. M. Weiss estime à un mark (fr. 1-25) l'avantage du prix de revient de cette dernière en Prusse. Or, d'après la statistique officielle de M. Harzé, le bénéfice moyen des charbonnages belges a été *par tonne*, déduction faite des travaux extraordinaires :

De 1.05 de 1861 à 1870;
De 1 23 de 1871 à 1880;
De 0.70 de 1881 à 1890;
De 1.25 de 1891 à 1900.

On voit qu'avec la majoration d'un franc sur le prix de revient le bénéfice net disparaît.

En Allemagne, le bénéfice distribué aux actionnaires des deux grandes sociétés de Gelsen-Kirchen et de Harpen pendant la période de dix-sept ans, de 1883 à 1899, représente fr. 1-25 par tonne, c'est-à-dire l'économie faite sur le prix de revient par l'industrie privée.

L'établissement d'un seul charbonnage en Campine exigera l'immobilisation de nombreux millions pendant longtemps improductifs. M. Trasenster estime qu'avec les intérêts intercalaires, on arrivera à une dépense de 12 à 15 millions de francs pour une mine capable de produire 750,000 tonnes par an.

Si l'on compte 5 p. c. pour l'intérêt et l'amortissement du capital, cela représente un franc par tonne.

Que récoltera dès lors l'État dont l'incapacité industrielle et commerciale se traduit, d'après M. Weiss, par une différence de fr. 1-25 par tonne? Il sera obligé de vendre son charbon plus cher que le prix de revient de l'industrie privée pour ne faire aucun bénéfice.

M. Trasenster ajoute :

« Que deviendrait le Trésor si une nouvelle crise se produisait et si le » bénéfice de l'industrie privée tombait en moyenne au-dessous d'un franc, » comme cela a été le cas en Belgique de 1875 à 1888 ? »

Il termine par des conclusions que nous reproduisons aux annexes et qui envisagent successivement d'une manière spéciale les conditions géologiques, géographiques et politiques différentes des bassins de la Sarre et de la Campine au point de vue des bénéfices d'une exploitation d'État. Et il ajoute cette observation significative : « Au point de vue politique, » la différence de l'état social est manifeste. La Prusse est un pays » d'autorité, de discipline et de fortes traditions administratives. »

Pouvons-nous en dire autant chez nous?

***

Nous avons cherché, Messieurs, dans cet exposé général des questions si graves soumises au Sénat, à réunir les renseignements essentiels, à grouper les arguments les plus saillants, produits à l'heure actuelle dans ce grand et intéressant débat.

Nous n'avons et nous ne pouvions avoir d'autre ambition ; car, ainsi que vous le verrez par la suite de ce rapport, les Commissions réunies ont reconnu qu'en présence du projet de loi annoncé par le Gouvernement, il n'y avait pas lieu pour elles de conclure actuellement.

Les Commissions ont ajourné leur vote et les décisions à prendre jusqu'après le dépôt du projet de loi, en chargeant le rapporteur de vous rendre compte de l'examen auquel elles s'étaient livrées et des raisons pour lesquelles elles suspendaient momentanément leur travail et leurs délibérations.

II. — EXAMEN DES PROJETS DE LOI PAR LES COMMISSIONS RÉUNIES DE LA JUSTICE ET DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL.

PREMIÈRE ET SECONDE RÉUNIONS DES COMMISSIONS.

Après une première réunion, consacrée à l'examen général des projets de loi de M. Hanrez et à la désignation du rapporteur, celui-ci obtint de M. le Ministre du Travail la promesse du concours le plus efficace. Le directeur Dejardin fut désigné pour se mettre, dans ce but, en rapport avec le Sénat. Il nous est agréable de remercier ici l'honorable Directeur des peines qu'il s'est données, avec une obligeance extrême, pour seconder le travail des Commissions sénatoriales et de leur Rapporteur.

Un travail préparatoire assez long permit au Rapporteur, avant la réunion du 18 décembre 1902, de mettre à la disposition des membres des Commissions :

1° Une carte de toutes les concessions demandées, avec l'indication des terrains que M. Hanrez propose de réserver à l'État;

2° Le tableau de ces concessions;

3° Les propositions de MM. Hanrez, Delannoy, Finet et Houzeau, et celle de MM. Denis et Vandervelde, avec leurs développements;

4° Les travaux préparatoires de la loi hollandaise du 24 juin 1901;

5° Ceux de la loi prussienne de 1902, relative à l'achat de concessions en Westphalie;

6° Des documents statistiques;

7° Un aperçu sur les principales législations de l'Europe en matière de mines;

8° Des renseignements complets sur l'exploitation domaniale du bassin de la Sarre, extraits de l'ouvrage de M. l'ingénieur Weiss;

9° La brochure de M. Harzé sur les mines domaniales.

Nous avions de plus constaté, dans une conférence avec M. Hanrez, que l'examen de sa première proposition, relative à la revision de la loi du 21 avril 1810, exigerait absolument une instruction préalable par le Conseil et par l'Administration des Mines.

Ces corps constitués président en effet, depuis la loi du 2 mai 1837, à l'application de toute la législation minière. Le Conseil des Mines a déjà examiné les principales questions qui touchent à la revision proposée. L'Administration des Mines est initiée à tous les détails de la pratique journalière. Elle est armée de tous les renseignements nécessaires. Prétendre changer une loi organique, aussi ancienne et aussi importante, sans avoir entendu les personnes les plus compétentes pour nous éclairer, ce serait plus que de la présomption !

Nous proposions, en conséquence, de consulter le Conseil et l'Administration des Mines, en ajournant toute décision jusqu'après cette instruction préalable.

Le second projet de loi, relatif à la réserve d'un domaine minier au profit de l'État, pouvait, nous semblait-il, continuer à être discuté auf ond,

par les commission, sauf décision ultérieure, quant à son instruction définitive, parce que cette question semble avoir un caractère économique et politique plutôt que technique. Il y avait lieu dès lors d'examiner les législations allemande et hollandaise et les résultats de l'exploitation domaniale la plus importante du monde, celle du bassin houiller de la Sarre.

Le 18 décembre 1902, le Rapporteur essaya de résumer, dans un Exposé général, les principaux éléments du débat. M. Hanrez défendit ses projets, en insistant sur le caractère modéré des solutions qu'il a soumises au Sénat. Il ne s'agit pas de constituer un monopole au profit de l'État ; des concessions continueront à être accordées à des particuliers ; les droits des inventeurs sont tout particulièrement respectés. Il serait dangereux de concéder tout le nouveau gisement ; ce serait sacrifier l'avenir et priver peut-être, à une époque plus ou moins éloignée, notre industrie de ce pain noir qui lui est indispensable. M. Hanrez développa également les modifications à introduire dans la loi sur les mines, en insistant surtout sur le caractère temporaire des concessions, sur les dangers des syndicats et sur la nécessité d'armer l'État d'un pouvoir sérieux de révocation et de déchéance.

A différentes reprises, M. Hanrez invoqua l'autorité de M. Harzé, l'ancien directeur général des mines.

Désireuses de l'entendre personnellement, les Commissions chargèrent le Rapporteur de demander à M. Harzé de bien vouloir assister à la réunion suivante, fixée au 22 décembre, pour les éclairer des conseils de sa longue expérience.

L'honorable M. Wiener déposa, de son côté, dans cette séance une proposition relative à la redevance due à l'État. Il la développa dans les termes suivants, en fixant à 2 p. c. de l'extraction totale brute la redevance au profit de l'État.

PROPOSITION DE M. WIENER.

La redevance sur les mines produit actuellement une somme évaluée au budget de 1903 à 1,600,000 francs.

Ce chiffre représente le total des impositions payées à l'État (redevance fixe, proportionnelle, en principal et 25 p. c. additionnels).

La moyenne des cinq dernières années, comprenant l'exercice exceptionnellement prospère de 1901, s'élève à 1,279,916 francs.

En face de cette somme, il est intéressant de placer les prix que l'État paie pour le charbon dont il a besoin pour les services de son chemin de fer et de sa marine. Ces prix subissent toutes les fluctuations du marché.

C'est ainsi que l'État a payé moins de 5 francs la tonne en 1886 et 1887, tandis qu'en 1900 la même quantité de charbon lui coûtait plus de 18 francs.

Pour ne prendre que les cinq dernières années, le prix moyen payé par le Gouvernement a été de fr. 7-49 en 1896 ;
» 8-34 en 1897 ;
» 9-37 en 1898 ;
» 11-31 en 1899 ;
» 18-06 en 1900.

La dépense en combustible pour le chemin de fer seul a passé de 6,888,763 francs qu'elle était en 1896 à

fr. 14,183,291 en 1899;
» 25,983,643 en 1900;
» 23,913,841 en 1901.

Il semble que l'État, qui va avoir à sa disposition des gisements importants de charbon, doit profiter de la situation nouvelle pour s'assurer le combustible à un prix qui serait soustrait dans une certaine mesure aux fluctuations du marché.

Il y a un intérêt général à ce qu'il en agisse ainsi, puisque l'État exploite le chemin de fer et la marine au profit de la collectivité et que, ses tarifs de transport restant fixes, les frais d'exploitation augmentent et peuvent le constituer en perte lorsque le charbon atteint des prix excessifs.

La loi pourrait dire, je pense, que l'État a droit à une redevance proportionnelle qui serait de 2 p. c. de l'extraction totale.

L'État aurait la faculté de recevoir cette redevance en nature ou, s'il le préfère, en argent au prix de revient du charbon.

Il se prononcera évidemment pour ce dernier mode de paiement lorsque ses provisions seront assurées ou que le charbon de la mine taxée ne conviendra pas à ses usages.

Je rappelle que dans l'ancien droit, tant au pays de Liége qu'en Hainaut et en Allemagne, la redevance était généralement fournie en nature et qu'elle dépassait souvent le tantième que je propose.

Dans le Hainaut, l'exploitant avait à payer au seigneur haut-justicier un *cens* pour pouvoir ouvrir la mine.

Il acquittait ensuite l'*entre-cens* pour pouvoir exploiter : cet *entre-cens* constituait une redevance sur le produit de l'extraction, allant du dixième au vingtième de celle-ci.

Dans le Hanovre et le Hartz, le seigneur avait droit au dixième du produit brut des mines.

Ce droit était perçu chaque mois.

En Saxe, le souverain avait droit également au dixième du produit brut. En 1830 cette redevance fut réduite au vingtième, mais la loi stipula qu'un second vingtième serait dû lorsque l'exploitation serait en bénéfice.

Au pays de Liége, le propriétaire de la superficie avait droit à un tantième du produit brut, que l'on appelait le *terrage*. Ce tantième plus modéré consistait ordinairement dans le quatre-vingtième *trait* ou tonne amenée au jour. (DELEBECQUE, *Législation des Mines.*)

Prenant en considération les difficultés et les dépenses que doit occasionner l'exploitation des nouveaux charbonnages, à raison de la profondeur des gisements, je pense qu'il convient de leur imposer une prestation qui ne soit pas trop lourde et qui ne constitue point, par suite, une véritable entrave à l'exploitation.

Il fut décidé, après examen, que cette proposition ferait partie de la discussion.

Un membre signale aux Commissions un emploi avantageux à faire des ressources nouvelles. Une partie pourrait être consacrée à encourager notre

marine marchande et à favoriser l'expansion de notre commerce maritime, à l'exemple de l'Allemagne. Le Roi, dans sa réponse au Sénat, le 1er janvier dernier, a également attiré sur ce point toute l'attention de la Législature. « Nos frontières terrestres, disait-il, se ferment de tous côtés sous » l'influence du protectionnisme : Tournons nos regards et dirigeons nos » efforts vers la frontière maritime qui nous reste ouverte. »

C'est là assurément un conseil inspiré par les intérêts vitaux du pays.

Guillaume II a dit aussi : « Notre avenir est sur la mer, » et l'Allemagne n'a qu'à se féliciter d'être entrée dans la voie du commerce maritime. »

***

SÉANCE DU 22 DÉCEMBRE 1902.

A la suite des démarches du Rapporteur, l'honorable M. Harzé se rendit à l'invitation des Commissions réunies.

Dès le début de la séance, il donna lecture de la communication suivante, dans laquelle il précise le système transactionnel, déjà développé par lui dans la brochure que nous avons analysée dans notre Exposé général.

NOTE COMMUNIQUÉE AUX COMMISSIONS RÉUNIES DE LA JUSTICE ET DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL, DANS SA SÉANCE DU LUNDI 22 DÉCEMBRE 1902, PAR M. EMILE HARZÉ, DIRECTEUR GÉNÉRAL HONORAIRE DES MINES.

Je n'ai guère à ajouter à la petite brochure que personnellement j'ai eu l'honneur de faire parvenir à chacun des membres de la Législature, tant du Sénat que de la Chambre.

Un fait important est toutefois survenu depuis l'impression de mon travail. C'est la découverte de la houille à Santhoven, à moins de 4 lieues à l'est de la ville d'Anvers.

Par suite de cette découverte, la longueur reconnue du bassin houiller du nord de la Belgique que j'indiquais être de 60 kilomètres saute d'un bond à 80 kilomètres.

En reportant cette longueur sur la carte de notre ancien bassin houiller, on constate qu'elle correspond à la distance de Quiévrain (frontière française) à Floreffe, un peu en deçà de la ville de Namur.

Quant à sa largeur, également reconnue, elle n'est pas moindre de 12 kilomètres aux environs du méridien de Gheel; en moyenne 10.

Nul doute que ce bassin qui traverse la province de Limbourg en écornant probablement celle de Brabant, traverse également toute la province d'Anvers et coupe peut-être aussi l'angle nord-est de la Flandre orientale.

Une telle étendue est très capable de satisfaire à bien des appétits et au vœu de ménager une réserve pour l'État.

Ce qu'on a appelé *mon système* n'est que l'acte conservateur de tout grand propriétaire terrien, toujours plus ou moins âpre à profiter des privilèges que la loi a attachés à la possession du sol.

L'État possède de grands domaines en Campine. Ce que j'ai demandé, c'est qu'il se réserve les mines sous-jacentes, bien entendu là où ces

domaines sont suffisamment vastes pour justifier un droit ou même un simple motif de préférence. Il doit être aussi entendu que la superficie de ces mines s'étendront en dehors des propriétés domaniales, de façon à présenter une configuration rationnelle pour une exploitation profitable et aussi de façon à englober un emplacement favorable pour le creusement des puits d'une première installation.

L'État devrait, après quelques travaux de recherches, procéder à ceux d'installation. Ces derniers, il faut tout d'abord le reconnaître, seront très onéreux, comme d'ailleurs pour tous les concessionnaires.

L'État commencerait ensuite à extraire et deviendrait à même de juger, par expérience, s'il ne lui serait pas plus avantageux de remettre l'exploitation de son domaine minier à des compagnies industrielles ou ouvrières, en imposant à ces dernières un cahier des charges de nature à assurer ses approvisionnements dans des conditions économiques et à sauvegarder tous les intérêts.

Comme je l'indique dans une note à la page 18 de ma brochure, ce système a été plus ou moins pratiqué par certaines de nos sociétés concessionnaires, lesquelles ont constitué des *remises à forfait* dont elles se réservaient un tantième de la production.

Telle était notamment la Société du Rieu-du-Cœur, l'une des plus riches du Couchant de Mons.

Cette société divisa son charbonnage en plusieurs exploitations qu'elle céda, sous conditions exprimées dans des contrats, à diverses sociétés anonymes et autres.

Parmi ces sociétés, il y en avait qui n'étaient pas sans importance, telles que les XXIV actions, les XVI actions, le Midi du Flénu, le Bas-Flénu, le Couchant du Flénu.

Toutefois l'administration des mines ne connaissait que la Société mère. Celle-ci était l'intermédiaire obligé entre les ingénieurs des mines et les exploitants proprement dits.

La clause principale des contrats était une redevance en nature allant de 10 à 15 p. c. de la production nette. — Il a existé aussi des *forfaits* dont les redevances étaient payées en espèces d'après la valeur de l'extraction, 8 à 12 centimes par hectolitre.

Pour ne laisser rien ignorer, je ferai remarquer que la Société du Rieu-du-Cœur exploite aujourd'hui elle-même une notable partie de son ancienne concession. Presque tous ses anciens forfaits ont disparu.

D'après mon système primitif, le domaine minier de l'État se composerait de trois groupes de charbonnages : celui de Beverloo, celui de Worsel-Merplax, enfin celui de Brasschaet.

Le domaine terrien de Reckheim auquel s'ajoutent, comme propriétés de l'État, le passage d'une grand'route, celui d'un canal et la moitié du lit de la Meuse, paraît malheureusement trop peu important pour justifier une réserve de ce côté.

Il est à noter qu'aucune recherche n'a été tentée jusqu'ici dans les réserves en vue; que l'existence du houiller reste problématique pour le deuxième et le troisième groupe, bien que probable, et que dans tous les cas, on ne peut espérer le rencontrer dans le premier qu'à grande profondeur.

Je pense aussi — ceci est une ajoute à mon système — que l'État devrait réserver une zone autour de notre métropole, de manière à comprendre la zone des servitudes militaires et, en aval le long des rives de l'Escaut, de manière à englober les polders.

J'ignore quelle est l'étendue de la zone des servitudes militaires; mais propriétaire des gisements houillers qui peuvent y exister, l'État serait mieux en situation pour concilier les intérêts en présence. — En ce qui concerne les abords de l'Escaut où les terrains des polders sont très bas au point de devoir être défendus par des digues, il y aurait lieu de prévoir quelles seraient les conséquences de l'affaissement lent du sol qui suivra le déhouillement des couches. Peut-être y aurait-il lieu d'imposer une méthode d'exploitation par piliers et remblais serrés analogue à l'ancienne méthode liégeoise ; peut-être y aurait-il lieu d'interdire d'une manière absolue toute exploitation dans cette région. Il y aurait toute une étude d'hydrologie à faire.

Mais l'État, en présence d'un intérêt majeur, serait encore ici mieux à même qu'un concessionnaire ordinaire pour pratiquer une exploitation prudente sinon la faire pratiquer sous son contrôle immédiat et incessant.

Pour terminer ce qui concerne mes propositions, il est à noter que les concessions à accorder seront temporaires, comme dans le projet de M. Hanrez. Toutefois dans ce dernier, la durée indiquée est de beaucoup trop courte. Je reviendrai tantôt sur ce point.

* * *

Suite de la note de M. Harzé.

Examinons d'abord le projet de M. Hanrez au point de vue des réserves à l'État.

Vous les connaissez. Elles sont clairement indiquées sur le plan dressé à la Direction générale des mines, plan dont vous avez tous reçu un exemplaire.

A cause du vague d'une certaine partie de la proposition de M. Hanrez, il n'a pas été indiqué par quelle configuration le domaine de Wortel-Merxplas serait annexé à la zone d'Anvers. Ce n'est là qu'un détail.

Le système de M. Hanrez, outre l'avantage matériel très considérable d'offrir à l'État des emplacements relativement favorables pour le fonçement des premiers puits et immédiatement des champs d'exploitation de charbons de qualités diverses, a encore sur le mien l'avantage économique suivant : c'est que par un plus grand domaine minier, en supposant que celui-ci ne tarde pas trop à être mis à fruit, l'État serait en meilleure position pour pondérer le marché des charbons.

Mais pour cela pas n'est besoin d'un domaine minier si vaste. Je crois, en principe, qu'il convient de ne pas trop restreindre le champ laissé à l'initiative privée. Sous l'aiguillon de ses intérêts, elle ouvrira souvent la voie du progrès à l'État.

Si le système de M. Hanrez devait prévaloir, j'estime que pour la première zone, laquelle continuerait à englober les terrains militaires de Beverloo, une largeur de 15 kilomètres au lieu de 25 serait bien suffisante.

D'autre part, la limite orientale de la seconde zone devrait être reportée

vers Anvers d'environ 5 kilomètres, tout en conservant sa direction primitive.

La réserve de Wortel-Merxplas formerait un îlot au Nord du canal d'Anvers à Turnhout.

Il y aurait lieu aussi de limiter la zone en Flandre sur la rive gauche de l'Escaut pour laisser, le cas échéant, un champ d'exploration aux chercheurs. Mais, dans l'état des choses connues, ce champ paraît devoir être bien restreint à cause de ce qu'il a été dit de la réserve des polders, réserve peut-être à tenir inexploitée à cause des prévisions d'affaissement du sol.

Revenant à la première zone de M. Hanrez, j'ai à faire remarquer que cette réserve va à l'encontre des droits latents de plusieurs chercheurs et demandeurs en concession.

Ceux-ci, en toute équité, devraient être indemnisés, surtout ceux qui sont intervenus dans les explorations avant le dépôt du projet de loi Hanrez, projet que le Sénat a pris en considération. — Ces chercheurs devraient être indemnisés tout spécialement.

*
* *

Suite de la note de M. Harzé.

Nous allons passer à un autre ordre d'idées.

Le premier projet de loi concernant la revision de la loi de 1810, présenté le 24 décembre 1901 par MM. Hanrez, Houzeau, Delannoy et Finet, limite la durée des concessions minières à quarante ans au maximum, sauf que des prolongations successives pourraient être accordées, prolongations dont chacune ne pourrait excéder une durée de dix ans. Dans ce cas, il pourrait être dû à l'État une partie des bénéfices réalisés par les concessionnaires.

Cette disposition soulève une question importante.

Les concessions minières, ou tout au moins les concessions houillères, en raison de la nature du produit, doivent-elles être temporaires ou perpétuelles ?

Sous le régime de l'ancienne loi du 12 juillet 1792, les concessions minières ne pouvaient excéder cinquante ans de durée. — Il en fut ainsi accordé dans notre pays ; mais elles devinrent toutes perpétuelles en vertu de la loi de 1810.

Quels étaient les motifs invoqués par le législateur de 1810 pour apporter un si grand changement dans le régime des mines?

Nous les trouvons d'abord dans l'exposé présenté par le comte Regnaud de Saint-Jean d'Angely, ensuite dans le rapport du comte de Girardin.

Voici comment s'exprimait le premier :

« Pour que les mines soient bien exploitées, pour qu'elles soient l'objet des soins assidus de celui qui les occupe, pour qu'il multiplie les moyens d'extraction, pour qu'il ne sacrifie pas l'espoir de l'avenir, l'avantage de la Société à ses spéculations personnelles, il faut que les mines cessent d'être des propriétés précaires, incertaines, non définies, changeant de main au gré d'une législation équivoque, d'une administration abusive, d'une police arbitraire, de l'inquiétude habituelle de leur possesseurs.....»

Quant au second, le comte de Girardin, il disait dans son rapport :

« Toutes les concessions étaient jadis soumises à des conditions plus ou moins onéreuses, elles pouvaient être révoquées dans certains cas. Les concessionnaires étaient assujettis à un mode d'exploitation déterminé par des règlements et surveillés par des agents de l'autorité....

» Le caractère de propriété aura l'avantage inappréciable de donner aux exploitants cet esprit de prévoyance, de conservation et de perfectionnement qui semble appartenir exclusivement aux propriétaires. »

On ne peut nier la puissance de ces motifs. Ce qu'on peut craindre en effet par la non-perpétuité de la prospérité de la mine, c'est le gaspillage des richesses minérales lorsque l'exploitant approchera du terme de sa concession. Ce qu'on peut appréhender encore, c'est qu'alors aussi, il négligera de marcher dans la voie du progrès et laissera péricliter son exploitation.

Mais j'estime qu'il y a des correctifs pour éviter ou tout au moins pour restreindre, de beaucoup, de telles conséquences :

1° D'abord, les prolongations successives de la concession qui pourraient être accordées au concessionnaire primitif. Celui-ci bénéficierait, pour cette éventualité, d'un véritable droit de préférence.

2° Ensuite des cahiers des charges pour les dispositions desquels l'administration compétente pourra s'inspirer partiellement de celles qui liaient nos anciennes sociétés forfaitrices aux sociétés mères, c'est-à-dire concessionnaires.

3° Enfin, le cas échéant, la reprise, à dire d'experts, de toutes les installations qui seraient reconnues encore utiles pour la prolongation de l'exploitation. Il en serait de même du matériel.

La limitation de l'exploitation en profondeur pourrait aussi être examinée pour chacune des mines.

Mais, ainsi que je l'ai dit dans ma brochure, pour des mines comme le seront celles de la Campine, mines dont la mise en exploitation présentera de grandes difficultés, d'énormes dépenses, sinon encore des échecs ruineux, le terme de quarante ans apparaît absolument de trop faible durée.

Ce terme devrait être porté à soixante-dix ou même à quatre-vingts ans et les prolongations ne seraient pas moindres de vingt ans.

***

Suite de la note de M. Harzé.

J'arrive, si vous voulez bien m'accorder encore quelques minutes de bienveillante attention, au système de M. le Sénateur Finet.

Pour l'honorable Sénateur, « l'État ne doit pas concéder *un seul are* du bassin campinois. Celui-ci doit rester propriété exclusive de l'État, propriété collective. »

D'autre part, l'honorable M. Finet repousse l'exploitation par l'État. — Celui-ci prendrait à sa charge le creusement des puits et toutes les installations à ériger pour l'exploitation, même la construction des

bureaux ; et tout cela fait, il mettrait en adjudication l'exploitation à entreprendre par les différents sièges ainsi établis et préparés.

Selon son expression, l'État fournirait *l'outil.*

Les principaux consommateurs se trouveraient ainsi sollicités à se grouper pour prendre l'exploitation de tel ou de tel siège de production.

Il se formerait des groupements de possesseurs de hauts-fourneaux, de laminoirs, de verreries, d'usines à zinc, de produits céramiques, d'établissements pour la fabrication du gaz, etc., etc. — Des coopératives ouvrières pourraient aussi devenir adjudicataires.

J'ai eu l'honneur d'avoir un entretien avec l'honorable M. Finet, et je dois dire que son système, brillamment exposé, m'avait séduit.

Réflexions faites, on peut faire à ce système les observations et objections suivantes :

D'abord, tout ce qui constitue les installations ayant pour objet les services de l'extraction, de l'exhaure et de la ventilation, se trouvent soumis à des renouvellements périodiques sinon, de temps à autre, à des transformations radicales.

Ainsi le veut la loi du progrès, à part que les renouvellements des engins nécessaires aux dits services peuvent être réclamés, entre autres circonstances, rien que par l'approfondissement de l'exploitation.

Le seul *outil permanent* devrait être exclusivement constitué par les puits qui auraient pénétré dans les strates supérieures de la formation houillère.

— Donc, à mon avis, si les idées de M. Finet devaient être adoptées, il conviendrait de réduire à ces puits et au matériel utilisable de leur fonçement tout ce qui serait offert aux aspirants adjudicataires.

Je ne serais cependant pas opposé à ce qu'une première exploration se fît par l'État.

Soit dit en passant, le système de M. Finet rappelle ce que faisaient les *arniers* de l'ancien pays de Liége. Les *arniers* étaient des personnes, voire même des abbayes, suffisamment puissantes, pour entreprendre à flanc de coteaux ou au fond des vallées des galeries, appelées *areines*, pour démerger des couches de houille et en permettre ainsi l'accessibilité. Ils faisaient ainsi une *conquête* dont profitaient les exploitants moyennant une redevance allait du 20e au 80e panier. L'areine était ici l'outil d'accessibilité.

Quoi qu'il en soit, le creusement des puits à travers les morts-terrains du nord du pays, véritable conquête aussi, constitue la phase des travaux, de beaucoup la plus difficile et la moins certaine dans sa réussite.

Il en résultera que l'État ne s'y hasardera qu'avec une extrême prudence, préférant avec raison n'entreprendre tout nouveau travail qu'après l'expérience acquise par un précédent.

L'État refrénera ainsi fatalement l'essor de production auquel le nouveau bassin houiller est appelé, essor dont on espère cependant de si heureuses conséquences.

Notre génération doit-elle être privée des avantages entrevus?

Si nous avons le devoir social de ne pas trop engager l'avenir (et je rappellerai ici le caractère temporaire des futures concessions), n'est-il pas d'une légitime aspiration de chercher à profiter suffisamment dans un délai pas trop éloigné des richesses enfouies sous les landes campinoises, découvertes et étudiées de nos jours?

M. Finet voudrait faire procéder pour la mise à fruit de ces richesses, comme on l'a fait pour les chemins de fer vicinaux. Mais ici la création d'un certain nombre de charbonnages n'est pas comparable au simple établissement de voies ferrées sur des routes.

***

Suite de la note de M. Harzé.

Comme il s'agit de reviser et de compléter la loi de 1810, j'ai signalé dans ma brochure l'impossibilité pour le Gouvernement, dans l'état actuel de la législation, de prononcer la déchéance des concessionnaires, l'impossibilité aussi d'accueillir des demandes de renonciation.

Malgré leur réelle importance, ces questions sont ici secondaires.

Je me permettrai cependant de rappeler deux autres lacunes de notre législation minière.

C'est d'abord celle relative à la concessibilité du minerai de fer. — S'il n'est pas sans difficultés réelles de la combler pour les gisements dans les terrains primaires de nos provinces wallonnes, rien ne serait plus aisé pour ceux des plaines campinoises, tout en conservant aux propriétaires de la surface les exploitations du genre actuel au-dessus du niveau naturel des eaux.

La seconde lacune est relative au sel gemme, substance que l'on pourrait également rencontrer dans le nord de la Belgique. La concessibilité de cette substance est douteuse. Bury se prononce vigoureusement pour la négative, c'est-à-dire pour la non-concessibilité.

Enfin, il est encore un point sur lequel je crois pouvoir appeler l'attention des juristes.

D'après la loi, le demandeur en concession doit justifier des facultés nécessaires pour entreprendre et conduire les travaux, et des moyens de satisfaire aux redevances, indemnités qui lui seront imposées par l'acte de concession.

Et cependant, le concessionnaire peut vendre sa mine, comme toute propriété ordinaire, sans autorisation, sans avoir même à notifier sa cession. — Il s'ensuit que le propriétaire d'une concession minière épuisée et grevée de charges peut la passer à des personnes, que l'État n'a pas toujours facile à découvrir, voire même à un insolvable.

*
* *

Suite de la note de M. Harzé.

En terminant ma communication, je rappellerai que j'ai exposé dans leur ordre chronologique les trois systèmes ayant pour but essentiel de réserver à l'État un domaine minier : le mien, celui de M. Hanrez, celui de M. Finet. — J'ai montré les conséquences avantageuses ou désavantageuses de chacun d'eux et j'ai indiqué les modifications dont les deux derniers, notamment celui de M. Hanrez, me paraissent susceptibles.

J'ai signalé aussi quelques lacunes dans la loi de 1810 qui n'en est pas moins une œuvre solidement charpentée, une œuvre qui porte son empreinte napoléonienne. — Quant à notre loi de 1837 que rendait nécessaire la non-existence du Conseil d'État, elle fut l'occasion de donner des avantages sérieux aux grands propriétaires terriens, tout en leur abandonnant le régime des mines de fer, contrairement au vœu de la loi de 1810.

Au fond, pour en revenir à mon système, son application est, je le répète, un acte conservateur analogue à ceux posés par un certain nombre de grands propriétaires terriens auxquels cependant on ne peut reprocher un esprit de collectivisme.

Au surplus, l'État, par sa nature, ne peut se soustraire complètement à cet esprit, puisqu'il possède un domaine qui se compose de chemins de fer, de canaux, de forêts et autres propriétés qu'il a le devoir de faire fructifier au mieux des intérêts généraux. Notons que parmi ces autres propriétés, nous avons compté, avant le traité des XVIII articles, le charbonnage de Kerkraede et qu'actuellement encore, l'État possède une vaste concession de mines métalliques sur les bords de l'Ourthe, concession malheureusement sans valeur. — Notons de plus que pendant de nombreuses années, des entrepreneurs exploitaient des minières domaniales de fer (autant dire des mines) dans la province de Namur. — Un ingénieur des mines, agréé par le Département des Finances, réprésentait les intérêts de l'État.

Notons enfin que la propriété d'une mine domaniale (ce dernier exemple le prouve) n'implique pas nécessairement l'exploitation de celle-ci par l'État. — C'est ce que beaucoup de personnes, dominées par d'anciennes doctrines, perdent de vue. »

Cette intéressante communication fut suivie d'un examen détaillé des divers points traités par M. Harzé ; celui-ci prolongea, en effet, l'entretien avec les membres des Commissions jusqu'à la fin de la séance et répondit à diverses objections relatives à l'exploitation de l'État qui lui furent opposées. Il offrit aux Commissions réunies, ce qui fut accepté avec empressement, de leur faire connaître sur la grande carte qui vient d'être dressée par MM. Paul et Marcel Habets et par M. Forir, les allures et l'importance des gisements miniers reconnus de la Campine. Ces renseignements étaient utiles pour se faire une idée de la réserve minière, proposée en faveur de l'État, et apprécier avec exactitude les intérêts généraux et privés considérables engagés dans la question.

***

SÉANCE DU 27 DÉCEMBRE 1902.

La grande carte des gisements miniers reconnus du nord de la Belgique avait été dressée dans la salle des délibérations des Commissions.

M. Harzé la commenta dans la communication suivante :

COMMUNICATION TECHNIQUE DE M. ÉMILE HARZÉ, ANCIEN DIRECTEUR GÉNÉRAL DES MINES, DEVANT LES COMMISSIONS RÉUNIES DE LA JUSTICE ET DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL, DANS LA SÉANCE DU 27 DÉCEMBRE 1902.

« La carte que je vais avoir l'honneur de commenter est l'œuvre de MM. Paul et Marcel Habets; le premier, ancien ingénieur au corps des

mines, aujourd'hui directeur-gérant d'une importante société charbonnière de Liége et professeur d'exploitation à l'Université de Bruxelles; le second, ingénieur-directeur des charbonnages Cockerill à Seraing. Cette carte est la synthèse des résultats obtenus dans des recherches que ces Messieurs ont dirigées ou auxquelles ils ont participé comme ingénieurs-conseils de diverses sociétés. A ces résultats, se sont ajoutés ceux qu'ils ont pu obtenir de la part d'autres chercheurs ou qui sont tombés à la connaissance de tous.

Vous remarquerez que ces travaux de coordination sont surtout œuvres d'ingénieurs des mines, ceux-ci étant par profession des stratigraphes.

Voici une autre carte de M. l'ingénieur Kersten, inspecteur général des charbonnages patronnés par la Société générale. Tout en offrant quelques différences avec celle de MM. Habets, il y a concordance dans les grandes lignes.

Dans ma première notice, figure un extrait de l'essai de carte que j'avais produit, en mai dernier, à la Société belge des ingénieurs et des industriels, essai exécuté en m'aidant d'un travail de M. H. Forir, ingénieur géologue, ainsi que des données des premières explorations, renseignements alors difficiles à obtenir exactement et en tout cas insuffisants. Depuis, l'avancement des travaux d'exploration est venu restreindre le champ des hypothèses.

Afin de remettre certains faits au point, touchant la découverte du bassin nord du pays, afin aussi de répondre à certaines tendances, je ferai remarquer qu'elle est exclusivement due à des ingénieurs, ceux-ci se basant évidemment sur des considérations géologiques.

C'est M. Guillaume Lambert qui, en 1876, émit le premier, j'ai indiqué dans ma première brochure en quelles circonstances, l'idée de la possibilité de la prolongation du bassin néerlandais dans notre pays; c'est feu M. Jules Urban qui tenta la première recherche, recherche qui aboutit à atteindre à Lanaeken, mais stérilement, le bord de la formation houillère; c'est enfin M. l'ingénieur André Dumont qui, après une tentative infructueuse à Eelen, eut l'honneur et la grande satisfaction de recueillir les premiers fragments du combustible précieux, en forant à Asch, à trois lieues au nord-ouest de l'emplacement choisi par M. Urban.

Toutefois le problème du développement du bassin du Limbourg belge restait ouvert. C'est alors que de nombreux ingénieurs et des géologues professionnels intervinrent pour déterminer ce développement. Le concours de ces derniers fut surtout précieux pour reconnaître l'âge géologique des puissants terrains moins anciens qui, recouvrant la formation houillère, la dérobaient à nos yeux.

A chacun ses œuvres et son mérite.

* * *

Suite de la 2e note de M. Harzé.

Pour passer du connu à l'inconnu, nous ferons une rapide excursion, bien que longue, dans notre ancienne vallée houillère qui, du N.-E.-E. au S.-O.-O., traverse toute la région wallonne du pays.

Partant à l'état rudimentaire de l'angle formé par les frontières prus-

sienne et néerlandaise, la formation houillère se développe dans le pays de Herve, arrive à Liége, puis à Namur en présentant une petite interruption au delà d'Andenne, pénètre dans le Hainaut et s'y prolonge en englobant la ville de Charleroi et de Mons, se poursuit ensuite par Valenciennes dans les départements français du Nord et du Pas-de-Calais en décrivant une courbe et passe enfin en Angleterre, au sud de Londres, pour rejoindre vraisemblablement le bassin du pays de Galles.

(*M. Harzé indique tout ce parcours sur une carte spéciale.*)

Dans tout ce parcours, la largeur et surtout la profondeur du dépôt varient de beaucoup. C'est au *Couchant de Mons* que la profondeur est la plus grande ; elle y atteint 3,000 mètres.

Si maintenant nous nous transportons en Allemagne, à près de 30 lieues au N.-E. d'Aix-la-Chapelle, nous arrivons en plein dans le grand bassin rhénan-westphalien, dont la direction, du N.-E. au S.-O., se fait vers notre pays.

Ce qui nous frappe, c'est la grande largeur de la formation houillère, masquée toutefois par des dépôts secondaires, tertiaires et autres. Cette grande largeur, nous ne la retrouvons pas dans notre ancien bassin belge.

On ne connaît pas la position de la limite Nord du bassin westphalien, mais bien celle de la limite Sud, bordée de calcaire carbonifère et, à son défaut, de grès dévonien.

Si nous suivons ce bord à la surface ou sous les formations post-houillères, là où il a été reconnu, nous contournons le grand massif rhénan de Dusseldorf-Gladbach pour longer au Sud le groupe des charbonnages de la Wurm et passer au nord d'Aix-la-Chapelle. La formation houillère pénètre ensuite dans le Limbourg hollandais en passant notamment par Kerkraede et pénètre aussi en Belgique, à l'état rudimentaire, par le Bleyberg, ainsi que je l'ai déjà dit.

Comme le montre cette coupe schématique qui appartient à mon ancien essai de carte et se trouve reproduite dans ma première notice, à Kerkraede, le dépôt houiller forme une voûte suivie au Nord par le versant méridional d'une deuxième vallée houillère qui est celle rencontrée dans notre Campine limbourgeoise et anversoise.

On peut dire que Kerkraede, ancien charbonnage domanial, a été la clef qui a ouvert le bassin néerlandais et, par voie de conséquence, le nouveau bassin belge.

Sur la carte de MM. Habets sont tracées les allures assez tourmentées du primaire dans le Limbourg néerlandais. On s'imaginait d'abord que les allures des couches houillères expiraient vers la Meuse. Il n'en était rien. Ces dernières traversent le fleuve en opérant, je crois, un retour au Nord en forme de golfe, puis elles se prolongent de l'Est à l'Ouest à travers tout le Limbourg belge jusqué dans la province d'Anvers. Mais dans celle-ci, toute la formation subit une assez forte inflexion au Nord. C'est surtout le sondage de Kessel au N.-E.-E. de Lierre qui a permis de déterminer ce changement de direction.

Ce sondage a atteint d'abord le calcaire carbonifère, puis le dévonien, terrain dans lequel il a été poursuivi pour satisfaire à un intérêt hautement scientifique.

Ainsi que l'indique la carte, le bord du bassin, représenté en bleu, part de Lanaeken au nord de Maestricht, passe au sud de Hasselt et de Diest, puis dévie de direction pour obliquer à l'est d'Aerschot et de Kessel-lez-Lierre. De là, il semble devoir se diriger vers le Yorkshire en Angleterre, en traversant l'angle sud-ouest du royaume des Pays-Bas.

Cette déviation a fait perdre à beaucoup d'ingénieurs tout espoir de l'existence de la houille sous et même au nord du territoire de la ville d'Anvers.

M'appuyant sur certaines données des sondages de Kessel et de Santhoven, je ne désespère pas au sujet de cette existence, tout au moins à certaine distance au nord d'Anvers, bien qu'elle ait perdu d'une précédente probabilité.

Une inflexion inverse au sud-ouest de Santhoven n'est pas chose impossible.

La deuxième zone de M. Hanrez perdrait beaucoup de son importance, et ce que j'ai dit, dans ma première communication, à propos d'une exploitation éventuelle sous les basses terres des polders, perdrait aussi de son opportunité tout en conservant un intérêt de principe.

Revenant en arrière dans le Limbourg, je ferai remarquer qu'en avançant à l'Ouest, la voûte houillère de Kerkraede se déchire et fait place sous les morts-terrains à l'émergence de terrains plus anciens.

Les deux dépôts se séparent nettement alors en deux vallées, ainsi que le montre la belle coupe ci-dessous de MM. Habets au travers des deux bassins belges, coupe ici déterminée par un plan vertical passant à la fois par l'ancien charbonnage Cockerill à Seraing et les recherches de la Société de ce nom dans le Limbourg belge.

Les courbes à l'encre noire sont des lignes d'égal niveau par rapport à celui de la mer, lignes tracées sur le primaire dont elles déterminent ainsi le relief. Leur signification est telle que si l'on établissait des sondages ou des puits sur l'une de ces lignes, ils toucheraient le primaire à la même profondeur, sauf les différences des cotes de hauteur des orifices au-dessus du dit niveau de la mer.

Ce terrain serait du houiller tout à l'intérieur du tracé bleu que j'ai indiqué.

Nous allons aborder ce que l'on sait de l'allure et de la nature des couches de houille rencontrées.

A l'heure qu'il est, 50 sondages ont été entrepris dans les provinces de Limbourg et d'Anvers.

De ces sondages, 37 ont rencontré la houille ; 6 sont encore en fonçage dans les morts-terrains ; 4 ont été arrêtés dans des roches triasiques et 3 ont rencontré les terrains primaires plus anciens que le houiller, tout en donnant des résultats d'un intérêt de premier ordre.

Les recherches ont fait reconnaître trois groupes de couches, lesquelles sont toutes de faible inclinaison vers le Nord : le groupe des couches d'une houille à grande teneur en matières volatiles ; le groupe des couches d'un charbon gras où cette teneur est moindre ; le groupe des couches d'un charbon maigre à faible teneur des dites matières.

Le troisième groupe est séparé du deuxième groupe par une grande stampe ou intervalle de roches stériles ; les veines de ce troisième groupe

sont elles-mêmes espacées et, comme en Westphalie ainsi que généralement dans notre bassin wallon, la partie inférieure de la formation campinoise est également sans houille.

Ces divers caractères ont permis de tracer l'allure de ces différents groupes.

(*M. Harzé indique sur la carte ces différents groupes dont le faisceau s'épanouit au Nord-Ouest.*)

Ces tracés appellent certaines réserves.

D'abord le charbon d'une même couche peut changer de nature d'un point du bassin à un autre. Ensuite, comme l'ont fait remarquer les auteurs de la carte, les analyses des charbons ont pu n'être pas faites, dans les divers laboratoires, avec les mêmes précautions pour l'épuration des échantillons.

D'après des communications qui ont été produites récemment à Liége à l'Association des ingénieurs et à la Société géologique de Belgique, le nombre de couches reconnues serait de près de 40, d'une puissance de 0^{m}40 à 1^{m}60. Les simples layettes en dessous de 0^{m}40 ne sont pas comptées.

C'est déjà là une très belle richesse mais elle ne règne pas partout. Certains sondages ont même donné de médiocres résultats et il serait fâcheux qu'ils fussent l'objet de trafics de spéculation.

Les profondeurs auxquelles les sondages ont atteint le terrain houiller varient de 450 à près de 800 mètres. Les morts-terrains composés de diverses argiles, de sables aquifères, de marnes calcareuses, de silex et autres roches augmentent de puissance vers le Nord ; mais aussi la richesse du gisement s'accroît dans cette direction.

Sous ce dernier rapport, les domaines de Beverloo et de Wortel-Merxplas paraissent bien placés pour contenir une grande richesse minérale.

Vous remarquerez que dans le nord du bassin westphalien figure sur la carte, en rouge brun, une formation spéciale. Cette formation appartient au triasique et nous la retrouvons à Eelen ainsi que dans quelques localités voisines. C'est dans cette dernière formation que l'on pourra rencontrer des gisements de sel et de minerais de fer.

Quant aux morts-terrains, dont vous pouvez vous faire une idée par ces grandes et détaillées coupes de sondage, également mises à ma disposition par MM. Habets, leur présence rappelle le dragon de la fable ou de la légende défendant l'accès des trésors antiques.

Pour atteindre nos nouvelles richesses minérales, il faudra toute la sagacité, l'ingéniosité et l'énergie de nos ingénieurs ainsi que toute l'habileté et la vaillance de nos ouvriers.

Je rappellerai ici que cette sagacité, cette ingéniosité et cette énergie se sont rencontrées chez un ingénieur qui est resté des nôtres. Je veux parler de Joseph Chaudron, ingénieur en chef honoraire des mines, qui, par l'application de son système devenu classique, a foncé des puits dans toute l'Europe à travers les terrains aquifères, et notamment en Allemagne.

Dans une lettre reçue hier, M. Chaudron m'écrivait :

« Quant au fonçage des puits dans les terrains du Nord, il ne

» présente pas, d'après moi, des difficultés insurmontables; mais ce » sera long et coûteux. »

Je termine par cette appréciation du vénérable et éminent ingénieur octogénaire.

***

M. le Duc d'Ursel remercia l'honorable directeur général honoraire de cette nouvelle communication, qui permettait aux membres des commissions de se rendre un compte exact des parties reconnues du gisement campinois.

Au cours de la discussion générale qui reprit alors sur les projets de loi de M. Hanrez, M. Finet développa à son tour un système plus conforme à celui de MM. Denis et Vandervelde qu'à celui de M. Hanrez. Tous les gisements du nord de la Belgique deviendraient, d'après ce Projet, propriété collective.

L'industrie privée, les inventeurs et les demandeurs en concession seraient écartés et n'obtiendraient aucune concession.

L'établissement des charbonnages serait confié à une Société nationale, dont l'organisation serait semblable à celle de la Société nationale des chemins de fer vicinaux.

Elle créerait « *l'outil* ».

D'autre part, l'exploitation, l'extraction et la vente du charbon seraient remises à l'industrie privée.

Voici, du reste, les termes de la proposition de M. Finet :

PROPOSITION DE M. FINET, DÉVELOPPÉE DANS LA SÉANCE DU 27 DÉCEMBRE 1902.

« Le bassin houiller campinois doit devenir propriété collective. Le » Gouvernement doit, directement et lui-même, mettre les concessions en » état d'exploitation au fur et à mesure des besoins, et il doit confier » l'exploitation proprement dite, sous son contrôle, à l'industrie privée, » dans l'intérêt général. »

La solution ainsi formulée peut être obtenue en créant, pour la mise en valeur de ce nouveau bassin houiller, un organisme spécial comme on l'a fait quand il s'est agi de construire le réseau des voies ferrées secondaires.

Quelle était la situation alors ?

Des demandes en concession s'étaient déjà produites et même des lignes étaient concédées ; mais le Gouvernement a trouvé, à juste titre, qu'une voie ferrée doit être propriété collective et il décréta l'institution d'un organisme d'État agencé spécialement pour la construction et l'exploitation de chemins de fer.

Il ne voulut pas, comme on l'avait fait et comme on le fait encore pour les lignes ferrées à voie normale, construire lui-même et exploiter directement le nouveau réseau qu'on prévoyait devoir prendre et qui prend chaque jour une extension de plus en plus considérable : il institua la *Société Nationale de Chemins de fer Vicinaux.*

Cette institution a répondu aux espérances qu'on en avait conçues.

Le capital est formé par l'État, la province et les communes intéressées : une partie du capital peut être souscrite par des particuliers.

La Société construit les lignes, les arme du matériel fixe et roulant nécessaire, mais elle ne les exploite qu'exceptionnellement ; elle afferme l'exploitation, c'est-à-dire la partie industrielle et commerciale de chaque ligne, à l'industrie privée, pour une durée maximum de trente ans.

Pourquoi ne pas faire de même pour le bassin houiller campinois ?

Pourquoi ne pas créer cet organisme de construction et de surveillance de l'exploitation et confier l'exploitation, l'extraction et la vente du charbon à l'industrie privée ?

Si l'on créait cet organisme, son premier soin serait de reconnaître toute l'étendue du bassin par de nouveaux sondages, et immédiatement cette société pourrait creuser des puits en deux ou trois points déterminés, installer les machines, les bâtiments, et aussitôt un charbonnage établi, en mettre l'exploitation en adjudication publique.

Les avantages d'un semblable système sautent aux yeux ; énumérons-en quelques-uns :

1° Le charbonnage serait établi avec le moins de charges possible. La *Société Nationale* s'adresserait aux spécialistes pour foncer les puits et installer les machines, comme le feraient les demandeurs en concession ; le coût d'établissement serait le même, mais la *Société Nationale* se procurant les capitaux à de meilleures conditions, la charge financière serait bien moindre pour la *Société Nationale* que pour une société particulière ;

2° Le fonds de roulement nécessaire à l'exploitation serait réduit au minimum. Il serait relativement très faible, puisqu'il suffirait de fournir un cautionnement et de faire les avances de main-d'œuvre, d'objets de consommation. C'est peu considérable au début d'une exploitation de l'espèce ;

3° La concurrence serait la plus grande possible. Tous les grands consommateurs de charbon et des groupes d'ouvriers mineurs concourraient, ayant intérêt à devenir exploitants. Ils pourraient le faire avec un faible capital.

Citons quelques catégories de soumissionnaires éventuels :

La plupart des établissements métallurgiques ne possèdent pas de charbonnages, ni non plus les verriers, les fabricants de produits chimiques, usines à gaz, distillateurs, fabricants de sucre, etc. Ces industriels pourraient constituer des syndicats qui entreprendraient l'exploitation d'un charbonnage. N'étant plus, comme aujourd'hui, menacés de payer les charbons à des prix exorbitants, ils pourraient entreprendre, pour l'étranger surtout, des fournitures à longue échéance, car une plus grande fixité dans leur prix de revient serait la conséquence d'un approvisionnement de charbon assuré à un prix presque fixe.

Des coopératives d'ouvriers houilleurs pourraient exploiter elles-mêmes aussi un ou plusieurs charbonnages.

Quelle influence énorme l'intervention de ces *ouvriers-exploitants* aurait sur notre avenir politique, économique et social !

Quelque catholique que soit le Limbourg, l'octroi des concessions sous le régime actuel amènera fatalement les résultats, au point de vue ouvrier, qui se sont produits dans tous nos bassins actuels.

Au contraire, ces coopératives d'*ouvriers-patrons* seraient composées inévitablement d'hommes d'ordre : catholiques, libéraux ou socialistes. Ils ne se mettraient jamais en grève puisqu'ils nommeraient eux-mêmes tout le personnel, y compris l'ingénieur-directeur ; ils fixeraient les prix de vente, les salaires, etc.

Un point spécial sur lequel nous attirons l'attention des partisans d'une marine marchande.

Ce serait peut-être le moyen le plus sûr de rendre possible et prospère une société d'armateurs qui, exploitant un charbonnage dans le voisinage d'Anvers, pourrait compléter le chargement des navires avec son propre charbon et expédier même des chargements entiers de charbon au loin et y chercher une cargaison désignée d'avance.

Ce serait le fret d'entrée en Belgique diminué et un développement considérable du trafic de nos ports.

Les sociétés houillères actuelles aussi concourraient aux adjudications pour l'exploitation des nouveaux charbonnages.

Le cahier des charges prévoirait nécessairement l'interdiction aux exploitants de se coaliser pour établir des prix de vente surélevés. Ces prix seraient réglés d'après la loi de l'offre et de la demande, comme pour toutes les autres marchandises.

La *Société Nationale pour l'exploitation des charbonnages* trouverait la rémunération de ses capitaux dans une somme fixe annuelle payée par les adjudicataires, plus une redevance minime par tonne de houille extraite, et, enfin, dans le tantième que l'adjudicataire accorderait à la *Société Nationale* sur ses bénéfices annuels.

Il est inadmissible que tous les consommateurs de charbon, c'est-à-dire tous les Belges, pour leur consommation particulière, et tous les industriels du pays, restent exposés à payer, pour cette matière indispensable à tous, ce que voudra une infime minorité de citoyens exploitants de charbonnages. » (1)

***

Après ces développements, et la discussion à laquelle ils donnèrent lieu, M. De Lantsheere fit remarquer que les Commissions réunies ne peuvent dans l'état actuel du débat émettre un vote sur les diverses questions soulevées et formuler un projet définitif. Quand il s'agit de reviser une loi organique de l'importance de la loi du 21 avril 1810, de lui substituer un système extrêmement différent, c'est au Gouvernement à dire d'abord son avis, à préparer les solutions et à formuler des textes, s'il y a lieu. La Législature ne peut intervenir qu'après. Les questions discutées sont en ce

(1) Voir Annexe XI une note complémentaire remise au Rapporteur, après la séance du 27 décembre par M. Finet.

moment l'objet des délibérations des deux Chambres qui en sont toutes deux saisies. Le Gouvernement a annoncé, de son côté, paraît-il, son intention de reviser la loi de 1810, avant d'accorder de nouvelles concessions. Il serait désirable de centraliser et de réunir tous ces efforts, et tout d'abord de connaître les intentions du Gouvernement.

Répondant à M. De Lanstheere, le Ministre du Travail confirma son intention de déposer un projet de revision de la loi de 1810, l'opportunité d'une revision partielle étant reconnue. Il déclara avoir, dans ce but, demandé l'avis du Conseil des mines et consulté l'Administration des mines. Il ajouta que le résultat de ces travaux devait lui être communiqué dans les trois mois au plus tard, et qu'il serait dès lors en état de préparer à bref délai le projet de revision de la loi.

Bien qu'ayant à défendre en ce moment devant la Chambre des représentants la loi sur les accidents, M. le Ministre promit de faire tout ce qui lui sera possible pour hâter la solution ; car il se rend pleinement compte de la nécessité et de l'urgence de la décision du Gouvernement en ce qui concerne les nouvelles concessions minières du Limbourg.

Devant cette déclaration du Ministre du Travail, au nom du Gouvernement, la conduite à tenir était toute tracée. Elle fut indiquée par M. De Lantsheere et par le Rapporteur. L'ajournement s'imposait.

A l'unanimité, les Commissions réunies décidèrent que tout vote serait actuellement prématuré, et qu'il fallait attendre le résultat de l'étude prescrite par le Gouvernement, en prenant acte de la promesse du Ministre du Travail de la poursuivre avec rapidité.

Le Rapporteur fut chargé de justifier, dans un rapport provisoire, l'ajournement proposé et de présenter au Sénat un *Exposé général* des importantes questions soulevées au sein des Commissions par le dépôt des Projets de Loi, ainsi que le résumé de la discussion.

Nous avons cherché à réaliser ce vœu.

Nous serons heureux si nous sommes parvenus à faciliter quelque peu le travail du Sénat et à lui fournir quelques éléments utiles pour la solution des graves problèmes qui se posent devant lui. Une richesse d'une immense valeur est échue à notre pays. De l'usage que nous allons en faire dépendra probablement notre prospérité industrielle pendant le siècle à venir. Notre devoir impérieux est d'éclairer la Nation sur cet intérêt éventuel, sur les conséquences des divers systèmes proposés et sur l'urgence des résolutions à prendre par les pouvoirs publics.

*
* *

A la suite de la première communication de M. Harzé, relative aux anciennes « *remises à forfait* » du Hainaut, le Rapporteur s'est adressé à M. le Directeur général des charbonnages de Rieu-du-Cœur pour connaître les conditions de ces remises que l'Administration des mines déclarait ignorer. C'était un point important à préciser dans le système de M. Harzé comme dans ceux de MM. Finet et Hanrez.

Avec une grande obligeance, M. le directeur François a bien voulu nous les fournir.

Voici sa réponse :

LETTRE DE LA SOCIÉTÉ DES CHARBONNAGES DU RIEU-DU-CŒUR.

Quaregnon, le 3 janvier 1903.

Monsieur Dupont, Vice-Président du Sénat,
Liége, 8, rue Rouveroy.

J'ai eu l'honneur de recevoir votre lettre du 30 écoulé.

Pendant un siècle la concession du Rieu-du-Cœur sous Quaregnon n'a été exploitée que par des forfaiteurs. — La Société maîtresse n'avait qu'un puits d'exhaure pour assécher les travaux de quelques remises à forfait.

Il ne nous reste plus qu'un seul forfaiteur : la Société du Couchant du Flénu.

Le denier perçu par la Société maîtresse était variable. C'était le 1/8, le 1/9, ou le 1/10 *panier*, selon la richesse du gisement, les conditions d'exploitation, d'exhaure, etc...

Primitivement le denier était pris en nature. Aux frais du forfaiteur la Société maîtresse mettait à chacune des fosses des forfaits un certain nombre d'agents qui contrôlaient l'extraction, les expéditions, les qualités et sortes de charbons.

La Société maîtresse se chargeait de la vente des produits de son denier.

Ce système donnant lieu à des inconvénients dont un des principaux était le peu de soins que mettait le forfaiteur au nettoyage des charbons qu'il fournissait comme denier, ce qui en rendait la vente difficile.

Plus tard, au lieu du denier en nature, la Société maîtresse a pris son denier en argent, c'est-à-dire le 1/8, 1/9 ou 1/10 de la valeur des charbons extraits. Malgré le droit que se réservait la Société du Rieu-du-Cœur de reprendre, moyennant avertissement préalable, son denier en nature, elle n'a pas usé de cette faculté.

On ne peut pas dire que ce nouveau mode de perception du denier ne présentait plus d'inconvénients — les règlements de compte ont souvent été laborieux.

Le morcellement de la concession du Rieu-du-Cœur en remises à forfait offrait des inconvénients au point de vue de son aménagement d'abord. Puis la question d'exhaure allait jouer un grand rôle à cause des profondeurs atteintes, le forfaiteur conduisant le plus possible ses exploitations dans le sens le plus avantageux pour lui et se souciant peu des charges qu'il laisserait à la Société maîtresse après l'expiration de son contrat.

Les charges et les difficultés de l'exploitation augmentant aussi avec la profondeur, il devenait de plus difficile, dans certains moments, aux forfaiteurs de payer un denier.

Pour ces raisons et d'autres qu'il serait trop long de détailler, la Société du Rieu-du-Cœur a repris ses forfaits ou a fusionné. Il ne nous reste plus que le Couchant du Flénu à qui la Société du Rieu-du-Cœur a accordé une remise de fond en comble, en se réservant une participation au bénéfice au lieu d'un denier.

Ci-contre vous trouverez, je pense, des indications suffisantes pour com-

prendre ce que pouvaient être nos conditions des contrats de remises à forfait.

Je crois bien faire en vous signalant, pour terminer, une autre particularité de la concession du Rieu-du-Cœur. Primitivement la concession du Rieu-du-Cœur ne consistait qu'en un faisceau de veines gisant au-dessous d'autres concessions existant par faisceaux.

Le premier faisceau de la concession du Rieu-du-Cœur a été acheté à la famille Richebé; puis successivement par l'octroi d'autres concessions sous-jacentes, nous sommes arrivés à posséder le fond en comble.

Le premier faisceau de la concession du Rieu-du-Cœur lui a été vendu 23,500 livres par Richebé, moyennant de payer en plus à celui-ci ou à ses héritiers le 1/30 de tous les charbons qui s'extrairont dans cette concession, à l'exception des charbons de consommation. Ce trentième devait se livrer en argent, franc et libre de tous frais indistinctement.

Le contrat avec Richebé a été passé en 1783, alors que tous les charbons s'expédiaient au comptant et comme ils sortaient du puits. Plus tard, ces charbons devant être expédiés au rivage et au commerce par rails, classés en qualités et sortes, les difficultés ont surgi pour le règlement du denier Richebé, dont la concession n'est pas tout à fait épuisée.

Si tous ces renseignements ne vous suffisaient pas, je me tiens à votre disposition pour les compléter dans une entrevue, si vous le désirez.

Veuillez agréer, Monsieur, mes civilités distinguées.

L. FRANÇOIS.

Résumé des conditions des contrats de remise à forfait.

---

a) Limites du périmètre de remise à forfait : profondeur.

b) La Société preneuse doit réserver, conformément à la loi, les espontes le long des limites de concession de la Société du Rieu-du-Cœur, elle ne peut pas s'opposer à la rectification de ces limites avec la Société voisine, s'il convenait à la Société maîtresse de faire une rectification.

c) La Société preneuse était responsable, rien excepté ni réservé, de tous les dommages quelconques qui pourraient résulter de ses travaux d'exploitation.

d) Les baux étaient faits moyennant paiement par la Société preneuse d'une redevance ou denier représenté par (le 1/8, 1/9 ou 1/10, etc.) de la *valeur* des charbons et chauffours extraits ou le 1/8, 1/9, 1/10, etc. de la *quantité* extraite.

Étaient affranchis du denier ceux consommés pour les besoins des machines employées aux divers services de l'exploitation du charbonnage, ceux consommés aux ateliers de réparations, bureaux ou chauffoirs, habitation de la direction, etc.

e) Le mode de perception pouvait changer : en argent ou nature moyennant préavis à convenir.

Dans le cas où la Société maîtresse prenait son denier en nature, il était dit qu'elle devait procéder chaque semaine à l'enlèvement de ses charbons, en prenant toute la production d'une journée par puits et en payant 0-30 à la tonne pour frais de nettoyage, triage, etc.

Lorsque la Société maîtresse prenait pour son denier la valeur des charbons, les paiements se faisaient mensuellement par quantités et par sortes, d'après les prix annuels de vente obtenus par le forfaiteur, déduction faite des frais ci-dessous de la recette générale :

Frais d'emmagasinage ;

Location des magasins ;

Frais d'escompte, primes, commissions ;

Frais de comptabilité inhérents à la recette ou à la vente ;

Pertes sur ventes ;

Frais d'expéditions.

Cette énumération était limitative.

f) Pour le chapitre : Contrôle et surveillance, il était dit que la Société mère aurait le droit de faire surveiller par ses agents tous les travaux quelconques, tant du jour que du fond, qu'exécuterait la Société preneuse ; « elle pourra, par conséquent, faire visiter quand elle le jugera convenable » les puits et les exploitations du forfaiteur, et celui-ci devra lui en faciliter » les moyens et écarter les obstacles qui pourraient empêcher ou embar- » rasser ces visites.

» Afin de contrôler plus spécialement l'extraction, la vente à la cam- » pagne, les expéditions et la composition des charbons, la Société du » Rieu-du-Cœur placera, à chacune des fosses de ses forfaits, un certain » nombre de surveillants ; ceux-ci seront choisis et payés par la Société » maîtresse, qui en déterminera le nombre.

» Pour tenir compte des frais de surveillance que la Société maîtresse » aura à exercer, la Société preneuse s'engage à payer à la Société du » Rieu-du-Cœur, outre le 1/10 ou 1/9 denier (?) ci-dessus stipulé, six » centimes et demi par tonne extraite de charbon et chauffours soumise » au denier. Cette somme de six centimes et demi par tonne extraite » constitue un forfait absolu : il ne sera admis de réduction pour » quelque cause que ce soit. »

g) *Exhaure*. — Si le forfaiteur était muni de moyens d'exhaure, il faisait à ses frais l'épuisement des eaux de sa remise.

Si l'exhaure était fait par la Société maîtresse, les frais étaient à charge du forfaiteur.

h) Un massif en ferme d'un rayon déterminé devait être réservé dans toutes les couches autour des puits.

i) Il était spécifié qu'à l'expiration du contrat, quelle qu'en soit la cause, la Société maîtresse devenait propriétaire, sans devoir de ce chef aucune indemnité, de tous les puits des forfaiteurs, lesquels devaient toujours être maintenus en bon état d'entretien.

Le forfaiteur s'engageait de plus, dans le cas où la Société maîtresse le désirait, de céder ses terrains (en propriété ou location), bâtiments, machines, constructions quelconques à un prix à déterminer à l'amiable ou à dire d'experts, en ayant égard seulement à la valeur vénale de ces objets.

j) Au chapitre *Exécution des travaux* il était dit que les travaux du forfaiteur devront être exécutés « de la manière la plus avantageuse à » l'aménagement de sa concession et à l'économie générale de l'exploita- » tion ; en un mot, selon toutes les règles de l'art. Il restera responsable » tant vis-à-vis de l'administration des mines que vis-à-vis des tiers de » tous les accidents, dommages-intérêts, qui pourront avoir leur source » dans l'exploitation faite par lui, ainsi que de toutes les infractions et » contraventions qu'il commettrait à tous égards. Le forfaiteur devra » aussi observer strictement les lois, arrêtés, règlements, instructions » divers, émanant de l'autorité supérieure et de l'administration des » mines et qui lui seraient transmis soit directement, soit par l'intermé- » diaire de la Société maîtresse. »

k) Le forfaiteur devait extraire toutes les couches exploitables et ne pouvait en abandonner aucune sans l'autorisation de la Société maîtresse. Une couche était déclarée inexploitable lorsque la valeur du charbon n'atteignait pas la dépense à faire pour son extraction, denier compris.

l) Les impôts et redevances quelconques étaient mis à la charge des forfaiteurs, qu'ils viennent de l'État, de la province ou commune.

m) Le forfaiteur ne pouvait céder tout ou partie des couches de sa remise à forfait, sans le consentement écrit de la Société mère. Il ne pouvait non plus en extraire d'autres que celles qui lui étaient remises à forfait par le Rieu-du-Cœur.

n) Le Rieu-du-Cœur se réservait le droit d'exécuter, dans le périmètre remis à forfait, tous les ouvrages quelconques, creusements de puits, etc., hormis, bien entendu, l'exploitation des couches remises à forfait.

La Société maîtresse se réservait aussi le droit de disposer des parties des veines considérées comme inexploitables ou abandonnées par le forfaiteur.

o) Situation hypothécaire. — Les immeubles des forfaiteurs devaient toujours être quittes et libres de charges hypothécaires.

p) Dispositions diverses. — Très variables pour chaque forfaiteur, surtout lorsqu'on avait en vue l'exécution de tels ou tels travaux.

q) Frais d'enregistrement, etc., à charge des forfaiteurs. »

***

Ces renseignements nous permettent d'apprécier ce que pourrait être le cahier des charges de la remise des charbonnages outillés aux frais de l'État à des sociétés fermières, coopératives ou ouvrières. Nous joignons à ce document la loi hollandaise de 1845 sur la remise au chemin de fer d'Aix à Maestricht de la mine domaniale de Kerkraede (Limbourg). (Voir annexe X.)

***

Un honorable sénateur du Limbourg, M. Meyers, a fait ressortir pendant la discussion les grands avantages que l'exploitation prochaine des gisements miniers produirait en faveur de la population ouvrière de cette

province. Aujourd'hui notamment, disait-il, nos ouvriers sont obligés de quitter leurs foyers et leurs familles pour aller chercher, dans des conditions pénibles, du travail au dehors.

Sur la proposition d'un honorable sénateur de Bruxelles, M. le Comte Goblet d'Alviella, le Rapporteur a demandé à M. le Ministre des Travaux publics s'il pouvait donner au Sénat des renseignements sur cette émigration, quotidienne ou hebdomadaire, de nos ouvriers agricoles vers les centres industriels.

Voici la réponse de M. Liebaert :

« Bruxelles, le 3 janvier 1903.

» *Monsieur Dupont, Vice-Président du Sénat, Rapporteur de la Commission du Sénat chargée d'examiner la proposition de loi relative à la question minière du nord de la Belgique.*

» MONSIEUR LE SÉNATEUR,

» Comme suite à votre lettre du 22 décembre dernier, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le nombre moyen d'ouvriers qui se rendent journellement des provinces flamandes dans les districts houillers du pays wallon et de la France du Nord est de 1,834.

» Il sera peut-être utile de faire part à la Commission du Sénat qu'en moyenne, 1,724 ouvriers des mêmes provinces, travaillant également dans les districts spécifiés ci-dessus, se munissent d'abonnements d'ouvriers qui leur permettent de rentrer hebdomadairement dans leurs foyers.

» Agréez, Monsieur le Sénateur, l'expression de mes sentiments très distingués.

» JUL. LIEBAERT. »

III. – CONCLUSIONS DES COMMISSIONS RÉUNIES.

Dans la séance du 10 janvier 1903, les Commissions, après avoir entendu la lecture du rapport et l'avoir approuvé, ont pris à l'unanimité la décision suivante :

« Les Commissions réunies de la Justice et de l'Industrie et du Travail » proposent au Sénat, par les motifs exposés dans le rapport et comme » conséquence des déclarations du Gouvernement, d'ajourner l'examen :

» 1° Du projet de loi apportant des modifications à la législation sur les » concessions de mines, déposé le 24 décembre 1901 par MM. Hanrez, » Houzeau, Delannoy et Finet ;

» 2° Du projet déposé par M. Hanrez le 11 mars 1902, réservant à l'État » des zones dans le nouveau bassin houiller du Nord de la Belgique. »

Toutefois cet ajournement ne serait que provisoire. Vos Commissions restent saisies de ces divers projets et se proposent d'en reprendre la discussion aussitôt que les éléments de l'étude, commencée par le Gouvernement, lui seront parvenus.

Le Rapporteur,
Président de la Commission
de la Justice,
ÉMILE DUPONT.

Le Président
des Commissions réunies,
Président de la Commission
de l'Industrie du Travail,
Le Duc D'URSEL.

ANNEXES.

I

Propositions de M. Hanrez.

Proposition de Loi de MM. Hanrez et consorts, apportant des modifications à la législation sur les concessions de mines.

(Déposée dans la séance du Sénat du 24 décembre 1901.)

DÉVELOPPEMENTS.

La hausse énorme qui s'est produite sur les charbons, hausse qui persiste et se maintient partiellement malgré la crise industrielle, est aussi désastreuse pour les particuliers que pour nos industries. Il importe d'examiner si elle est légitime et si elle n'a pas été favorisée par certaines défectuosités de la législation qui régit actuellement les concessions des mines.

Quelle est, ou plutôt quelle devrait être la situation juridique du concessionnaire d'une mine? Son droit peut-il être considéré comme une propriété ordinaire, régie exclusivement par le droit civil? Est-il, au contraire, le simple concessionnaire d'un droit régalien, d'un droit de l'État, qu'il reçoit la mission d'exploiter dans l'intérêt général, mais moyennant certains avantages particuliers qui doivent le rémunérer de son travail? Cette deuxième façon d'envisager la question est celle qui paraît le mieux en harmonie avec la nature des choses, avec les principes généraux du droit et avec l'utilité sociale.

Cette thèse est celle de De Fooz dans son ouvrage sur la législation des mines (p. 16 et suiv.); elle est aussi exposée par Delebecque dans son *Traité sur la législation des mines en France et en Belgique* (vol. I, n^{os} 10 et suiv.).

Du reste, elle était sanctionnée par l'article 1er de la loi des 12-28 juillet 1791, d'après laquelle les mines étaient à la disposition de la nation et ne pouvaient être exploitées que de son consentement et sous sa surveillance. Cette loi accordait bien une indemnité aux propriétaires de la surface, mais cette indemnité était due à raison des dommages que l'exploitation pouvait causer au propriétaire du sol. C'est ce qu'explique l'article 21 de la loi : « L'indemnité s'entend seulement des non-jouissances et dégâts » occasionnés dans les propriétés par l'exploitation des mines. » Elle n'est donc pas le rachat d'un droit.

Tout autre est le principe de la loi du 21 avril 1810; celle-ci entend respecter la règle inscrite dans l'article 552 du Code civil : La propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous. Mais, en cette matière comme en toute autre, la propriété n'a pas un caractère absolu, celui qui la possède peut en voir limiter les effets pour cause d'utilité

publique ; c'est ainsi que la loi sur les mines dispose (art. 5) qu'aucune mine ne peut être exploitée, même par le propriétaire du sol, si ce n'est en vertu d'une concession de l'État. Cette concession peut, cela ne fait pas de doute, être accordée à d'autres qu'aux propriétaires de la surface du sol, et le droit de ceux-ci se transforme en une redevance dont le montant doit être déterminé par l'acte de concession.

La loi sur les mines reconnaît donc les droits de propriété de ceux qui possèdent la surface, mais elle règle en même temps la façon dont ils seront expropriés pour cause d'utilité publique. Et même, le droit de préférence pour l'obtention de la concession, accordé au propriétaire du sol par l'article 11 de la loi du 2 mai 1837, organisant le Conseil des Mines, n'existait point dans la loi de 1810.

L'article 7 de cette loi indique quel est l'effet de l'acte de concession. « Il » donne la propriété perpétuelle de la mine, laquelle est dès lors disponible » et transmissible comme tous autres biens, et dont on ne peut être » exproprié. » Ici encore la loi de 1810 est le contre-pied de celle de 1791 ; d'après celle-ci, en effet, les concessions n'avaient qu'une durée maximum de 50 années et une étendue de 6 lieues carrées au plus. Le concessionnaire qui cessait l'exploitation était déchu de ses droits.

La loi inspirée par Napoléon consacre, au contraire, l'abandon absolu et définitif d'une richesse nationale, et cet abandon peut être hautement préjudiciable à l'intérêt public.

Sans doute le législateur de 1810 a pris certaines précautions pour que les mines soient exploitées de façon utile, mais ces précautions sont absolument vaines et inefficaces. Le principe de l'exploitation dans l'intérêt des consommateurs est posé et affirmé dans les textes légaux, mais ces textes ne le garantissent par aucune sanction. Nous ne parlons pas ici de la redevance due à l'État ; c'est là une simple mesure fiscale : quiconque exerce une industrie ou un commerce doit abandonner au fisc une partie de ses bénéfices ; il n'y a rien là de spécial aux exploitations minières. Mais nous trouvons une première mesure restrictive de la liberté absolue des exploitations dans le second paragraphe de l'article 7 de la loi de 1810. Ce second paragraphe, en effet, interdit la vente par lots ou le partage des mines sans l'autorisation du pouvoir concédant; et si l'on se reporte à l'instruction du Ministre de l'Intérieur relative à l'exécution de la loi de 1810 (Instruction du 3 août 1810, publiée dans les *Pandectes belges*, v° *Mines*, p. 355), on voit immédiatement quelles étaient les préoccupations du Législateur.

Au début de cette instruction, le Ministre détermine le caractère de la propriété créée par l'acte de concession : « Il devra être porté une atten- » tion sévère dans le choix des concessionnaires sous le rapport de leurs » facultés et de leur capacité pour assurer l'exécution du mode d'exploita- » tion le plus avantageux de la mine qui leur sera accordée ; et c'est aussi » pour assurer l'unité de vues et la suite des travaux, d'après un plan con-

» stant, que la loi a établi cette différence entre la propriété des mines et » les autres propriétés, que celle-là ne pourra être vendue par lots ni être » partagée sans une autorisation du Gouvernement donnée dans la même » forme que la concession.

» En général, il est bon que les mutations n'aient lieu qu'avec l'approba- » tion du Gouvernement, afin de s'assurer que les nouveaux prétendants à » cette propriété atteignent le but de la loi et qu'ils possèdent les facultés » nécessaires pour exécuter les conditions de l'acte de concession. On sent » que si cela n'était pas ainsi, tous les soins que prend le Gouvernement » pour n'accorder les concessions qu'à des personnes reconnues en état de » les faire valoir, seraient illusoires, si, par l'effet des mutations, ces pro- » priétés passaient indifféremment dans toute sorte de mains. »

Revenant plus loin sur cette idée, le Ministre, après avoir déterminé la procédure à suivre pour autoriser le morcellement d'une concession de mine, ajoute :

« En cas de simple mutation par vente ou hérédité, l'approbation pourra avoir lieu dans la même forme. »

Les auteurs de la loi de 1810 voulaient donc que la transmission des mines concédées fût entourée de garanties spéciales, qu'elle fût subordonnée à l'autorisation du Gouvernement. Malheureusement le texte de la loi est en désaccord absolu avec l'interprétation qu'en donnait le Ministre de l'Intérieur de Napoléon I^{er} ; les termes sont formels ; la propriété de la mine est transmissible comme tous autres biens ; il n'y a de réserve que pour le cas de division de la concession.

On se préoccupait cependant aussi des inconvénients de l'éventualité opposée, de celle des exploitations trop vastes, rendant un seul concessionnaire maître presque absolu du marché.

« L'étendue que pourront avoir les concessions de mines, porte l'instruction déjà citée, n'est pas fixée par la loi ; il est réservé à l'administration de la déterminer suivant l'état des mines et les circonstances locales. On n'aura par conséquent pas à redouter les mauvais effets des concessions trop vastes. »

Garantie bien illusoire, si l'acte de concession donne une propriété perpétuelle et librement transmissible, puisque rien n'empêche les différents concessionnaires de fusionner leurs exploitations.

En ce qui concerne la surveillance administrative, elle est ordonnée dans le même esprit : les mines doivent être exploitées dans l'intérêt général. Cette surveillance, en effet, était tout à fait exceptionnelle pour l'époque, et le principe de la réglementation des industries, qui a reçu dans notre législation de si fréquentes applications, était pour ainsi dire inconnu au législateur de 1810.

Aussi peut-on dire que, en ordonnant que l'exploitation des mines serait surveillée administrativement, on a reconnu une fois de plus que l'industrie minière est une industrie d'intérêt public. Mais combien timides sont les textes qui prévoient la réglementation !

Les articles 47 et suivants de la loi de 1810 chargent simplement les ingénieurs des mines d'une surveillance de police pour la conservation des édifices et la sûreté du sol. — Ils observeront la manière dont l'exploitation se fera, soit pour éclairer les propriétaires sur ses inconvénients ou son amélioration, soit pour avertir l'administration des vices, abus ou dangers qui s'y trouveraient.

Si l'exploitation est restreinte ou suspendue, de manière à inquiéter la sûreté publique ou les besoins des consommateurs, les préfets en rendront compte au Ministre de l'Intérieur pour y être pourvu ainsi qu'il appartiendra.

Mais que pourra-t-il faire, le Ministre, placé en face d'un concessionnaire, propriétaire à perpétuité de sa mine, et qui ne pourra en être exproprié que suivant les règles ordinaires, c'est-à-dire pour cause d'intérêt public et moyennant une juste et préalable indemnité ?

Cette liberté absolue laissée aux exploitants ne tarda pas à amener des accidents effroyables, et, dès le 3 janvier 1813, un décret impérial, relatif à la police des mines, vient donner à l'administration des pouvoirs plus efficaces : celui, entre autres, d'ordonner la fermeture des travaux conduits de façon dangereuse, mais cela n'entraînait pas déchéance du droit de propriété perpétuelle. Malgré les termes de la loi de 1810, un avis du Conseil des mines du 12 janvier 1838 (*Jurisp. du Cons. des mines*, t. I, p. 13) établit, par des motifs longuement déduits, que l'administration peut, dans l'acte de concession, non seulement imposer un mode d'exploitation déterminé, mais encore prévoir des cas de déchéance et de révocation. On a soutenu, d'autre part, que semblable clause est en contradiction avec les textes précis de la loi, qu'elle serait par conséquent nulle et non écrite (Bury, *Traité de la législation des mines*, t. I, n^os^ 310 et suiv.), et le Conseil des mines lui-même, revenant sur sa jurisprudence antérieure, a, le 4 septembre 1885, émis l'avis que le Gouvernement ne peut dans aucun cas provoquer la déchéance des concessionnaires.

Quoi qu'il en soit, il est préférable de faire cesser ces incertitudes d'interprétation ; il est préférable de ne pas abandonner à la prudence de l'administration le soin de prendre les garanties nécessaires. C'est pourquoi nous proposons d'en revenir au principe posé par le législateur de 1791, de modifier l'article 7 de la loi de 1810 et de proclamer que les mines sont le bien de la Nation. La concession des mines ne doit donner qu'un simple droit d'exploitation, d'une durée limitée, et ce droit ne doit être transmissible, comme le voulait le Ministre de l'Intérieur de 1810, qu'avec l'approbation du Gouvernement qui a octroyé la concession.

Mais cette règle peut-elle avoir effet rétroactif? Est-il permis au législateur de limiter la durée des concessions octroyées à perpétuité et de dire qu'au bout d'un terme de quarante années, les exploitants actuels pourront être privés, sans indemnité, de ce dont la loi leur a donné la propriété ? On pourrait le soutenir ; les mines, du moment où, dans un

intérêt public, on les a séparées des propriétés sises à la surface du sol, doivent nécessairement être considérées comme faisant partie du domaine public. L'exploitation, parfois abusive, des mines concédées depuis de longues années a rémunéré largement de leurs peines ceux qui ont établi les installations extractives de notre pays. Nous croyons cependant qu'il sera équitable, le jour où l'on voudra faire rentrer les charbonnages dans le patrimoine national, de recourir à une expropriation régulière.

A quoi bon alors, dira-t-on, une législation nouvelle sur les concessions de mines ; tous les gisements houillers du pays ne sont-ils pas exploités ?

Ce serait une erreur de le croire ; des investigations, patiemment poursuivies, ont fait découvrir dans le Limbourg un nouveau bassin houiller et une première demande en concession a été adressée au Gouvernement, qui est, en ce moment, soumise à l'enquête réglementaire.

Dans ces circonstances, il est incontestable que notre proposition vient à son heure et que la question qu'elle soulève doit être résolue à bref délai.

Une exploitation continuée pendant quarante années suffira certainement à rémunérer ceux qui auront obtenu la concession première et à rembourser les capitaux engagés. Notre proposition permet d'ailleurs au Gouvernement de proroger la durée de la concession, si les circonstances justifient cette mesure.

Quant à la disposition qui soumet à l'approbation du Gouvernement toute vente et toute cession d'exploitation minière, elle doit, dans notre esprit, s'appliquer aussi bien aux concessions anciennes qu'aux concessions futures. Nous ne ferons ainsi que rétablir une règle qui constitue en quelque sorte une mesure de police et qui était dans l'intention du législateur de 1810.

Cette indisponibilité doit atteindre, non seulement la concession elle-même, mais aussi tout ce qui, meubles ou immeubles, fait partie de ce qu'on peut appeler le matériel de la mine ; les terrains, les bâtiments, les machines, etc., que le concessionnaire a affectés à l'usage de l'exploitation entrent dans le domaine public ; ils ne peuvent plus être aliénés sans l'autorisation du Gouvernement ; et, à l'expiration de la concession, ils font retour à l'État, de façon que celui-ci se trouve en mesure soit de continuer lui-même l'exploitation, soit de la concéder utilement à un nouveau concessionnaire.

Mais, lorsque le concessionnaire a fait en vue de l'exploitation future des travaux et des installations dont il n'est plus admis à tirer bénéfice, il est juste qu'il en soit indemnisé. L'indemnité devra, comme en matière d'expropriation, être fixée par le pouvoir judiciaire.

Nous croyons d'ailleurs que la loi sur les mines doit être modifiée et complétée dans un autre ordre d'idées. Des mesures efficaces ont été prises et seront améliorées encore pour assurer la sécurité des travailleurs de la mine, mais ce n'est pas seulement à ce point de vue que la loi de 1810 prévoit la nécessité d'une intervention administrative ; il faut

veiller aussi, comme l'indique l'article 49 de la loi, à assurer une exploitation normale et régulière, calculée de façon à pouvoir satisfaire aux besoins des consommateurs, dans l'avenir comme dans le présent.

De ce côté rien n'a été fait et la situation ne laisse pas que d'être inquiétante : l'exportation énorme de nos charbons, favorisée par des tarifs de transport spéciaux, a amené à la fois une surproduction qui entame les réserves nécessaires à la nation et une hausse des prix qui pèse encore lourdement sur la classe indigente et sur notre industrie si éprouvée en ce moment. La question des transports, déjà signalée au Sénat l'an dernier, peut être réglée par le Gouvernement ; mais il est d'autres mesures qui s'imposent et que la loi seule peut édicter. La situation, en effet, s'est aggravée par l'entente qui s'est établie entre les différents propriétaires de charbonnages. Par la constitution de trusts, de syndicats charbonniers, les exploitants ont supprimé la concurrence sur laquelle comptait le législateur de 1810 ; abusant des faveurs qui leur ont été accordées, ils ont substitué le monopole de fait au régime légal, et nous pensons que le législateur a le droit et le devoir d'intervenir en cette matière pour empêcher l'abus qui se produit.

Les modifications que nous proposons d'apporter à l'article 7 de la loi suffisent à empêcher que les diverses concessions se réunissent et se concentrent en une seule main, puisque, d'après les règles que nous préconisons, le Gouvernement pourra interdire toute cession d'un concessionnaire à un autre. Mais il faut aller plus loin et empêcher que les différents concessionnaires ne s'entendent pour provoquer la hausse des prix par une coalition contraire à l'intérêt public.

C'est avec infiniment de raison que le législateur belge a établi la liberté des coalitions et nous rappellerons même, à cette occasion, que c'est le Sénat qui a, malgré l'avis contraire de la Chambre, fait triompher le principe de la liberté absolue des grèves. On avait même une telle hâte d'abolir les restrictions apportées par le Code pénal de 1810 au droit de s'associer pour la défense des intérêts économiques, que les dispositions nouvelles relatives à cet objet ont, au cours de la discussion du Code pénal, été détachées du projet général ; elles ont fait l'objet de la loi spéciale du 31 mai 1866, dont les dispositions ont, l'année suivante, repris leur place dans le Code.

En ce qui concerne spécialement la liberté du commerce, la suppression de l'article 419 de l'ancien Code pénal, qui punissait la coalition entre les détenteurs d'une même marchandise, est l'œuvre de la Commission de la Chambre.

L'article 419, en effet, subsistait dans le projet primitif, déposé en 1858 ; la Commission a supprimé cette disposition et, faisant rapport en son nom, M. Pirmez disait :

« Si l'accès de certaines professions, de certaines opérations de com-
» merce n'était pas libre, si l'existence des corporations en limitait

» encore l'exercice à une classe de citoyens, il serait imprudent sans » doute de ne pas proscrire les coalitions des privilégiés.

» Une restriction à la liberté en appelle nécessairement une autre qui » en soit le contrepoids. La libre concurrence détruit plus efficacement » les hausses factices que toutes les dispositions des lois ; mais si elle est » bannie, il faut alors remplacer ses effets par des défenses qui tendent » au rétablissement de l'équilibre. » (Voir *Annales parl.*, 1859-1860, p. 760.)

Or, nous sommes précisément dans un domaine dont la libre concurrence est bannie ; nous sommes en présence d'industriels qui jouissent d'un privilège dont ils tentent de faire abus. Et il est juste et légitime de rétablir vis-à-vis d'eux des pénalités qui les forcent à se conformer aux intentions du législateur de qui ils tiennent leurs privilèges.

Des contraventions à de semblables défenses ne sont pas toujours faciles à constater. C'est pourquoi nous avons voulu donner aux juges appelés à les réprimer un large pouvoir d'appréciation. Il ne serait pas nécessaire d'établir dans le chef même des administrateurs de charbonnages les actes répréhensibles qui procurent aux sociétés qu'ils dirigent des bénéfices illicites ; dès que les manœuvres auront eu lieu, directement ou indirectement, par le concessionnaire même ou par des intermédiaires agissant sous ses ordres, avec son autorisation ou avec son concours avoué ou dissimulé, la pénalité sera encourue.

Cette pénalité est purement pécuniaire ; il s'agit en effet de réprimer une fraude, un attentat contre la richesse publique commis par esprit de lucre. C'est donc en privant les accapareurs des bénéfices qu'ils auraient illégitimement réalisés que l'on atteindra le plus efficacement le but que nous poursuivons. Les concessionnaires sont du reste, la plupart du temps, des personnes civiles qu'une peine pécuniaire seule peut atteindre. Il faut aussi que la pénalité soit assez forte pour que les exploitants n'aient pas la tentation de commettre une infraction qui, malgré tout, resterait avantageuse, profitable et rémunératrice. Nous proposons donc de fixer le montant de l'amende encourue d'après l'importance de la production de la mine.

Le taux indiqué dans notre projet ne paraîtra nullement exagéré si l'on considère que la suppression de la libre concurrence a permis de faire doubler et même tripler le prix du charbon.

Il paraît aussi indispensable de combler une lacune de la législation en permettant de prononcer la déchéance des concessionnaires, lorsque l'exploitation est conduite de façon à nuire à l'intérêt général. Ici encore l'intervention des tribunaux sera nécessaire pour priver de leur droit les concessionnaires ou propriétaires d'une mine.

L'ensemble de ces dispositions arme l'Administration des mines de pouvoirs très étendus et peut-être eût-il été préférable que la loi elle-même intervînt de façon plus précise et laissât une liberté moindre à

l'action administrative. Mais le Corps des ingénieurs des mines ayant toujours rempli de façon irréprochable la délicate mission qui lui est confiée, c'eût été surcharger inutilement de multiples dispositions de détail une proposition de loi dont l'objet est seulement de rétablir les principes essentiels qui ont été gravement méconnus par la législation de 1810.

PROSPER HANREZ.

Proposition de Loi apportant des modifications à la législation sur les concessions de mines.

ARTICLE PREMIER.

Des actes de concession qui seront désormais octroyés en vertu de l'article 5 de la loi du 21 avril 1810 donneront au concessionnaire le privilège exclusif d'exploitation pour une durée maximum de quarante années.

Pendant les cinq années qui précèdent l'expiration de la concession, le Gouvernement peut accorder au concessionnaire des prolongations successives, mais d'une durée de dix années au plus pour chacune d'elles. Dans ce cas il pourra réserver à l'État une partie des bénéfices réalisés par le concessionnaire.

ART. 2.

Tous les terrains acquis par le concessionnaire pour l'exploitation de la mine et tout le matériel d'exploitation deviennent propriété de l'État à l'expiration de la concession.

Dès qu'ils ont été affectés à l'exploitation de la mine, ils entrent dans le domaine public et ne peuvent être désaffectés ni aliénés sans l'autorisation du Gouvernement.

ART. 3.

Les articles 7, 20 et 21 de la loi du 21 avril 1810 ne seront pas applicables aux mines qui seront concédées à l'avenir.

ART. 4.

Lorsque la concession prendra fin, soit par l'expiration du terme fixé dans l'acte de concession, soit par suite de l'application des articles 6 et 7 ci-après, le concessionnaire aura droit à une indemnité pour les installations et les travaux préparatoires faits en vue de l'exploitation ultérieure. En cas de désaccord, le montant de cette indemnité sera déterminé par le tribunal civil.

ART. 5.

Les mines, soit que la propriété en ait été concédée en vertu de l'article 7 de la loi du 21 avril 1810, soit que la concession ait eu lieu conformément à l'article 1er de la présente loi, ne peuvent être cédées ni être réunies soit à d'autres mines, soit à d'autres industries ou commerces, sans l'autorisa-

tion du Gouvernement. Les actes de partage et de liquidation intervenus entre les héritiers ou ayants droit d'un concessionnaire sont également soumis à l'approbation du Gouvernement, s'ils comportent la division de la concession de mines en plusieurs lots.

ART. 6.

Les concessionnaires ou propriétaires des mines qui, par réunion ou coalition tendant à ne pas vendre les produits de leur exploitation, ou à ne les vendre qu'à un certain prix, ou qui, par des manœuvres quelconques, auront, directement ou indirectement, par eux-mêmes ou par intermédiaires, amené la hausse des prix des dits produits au-dessus de ceux qu'aurait déterminés la concurrence naturelle et libre du commerce, encourront une amende équivalente à la moitié de la valeur totale de leur production pendant les douze mois qui précèdent la constatation de la contravention au présent article. L'amende sera doublée, si les faits délictueux se sont prolongés pendant plus d'une année.

Ces dispositions s'appliquent aux produits de l'exploitation des mines concédées, même lorsqu'ils ont été transformés par distillation, agglomération ou autrement.

En cas de récidive, le tribunal pourra de plus prononcer la révocation de l'acte de concession.

ART. 7.

La déchéance de la concession sera aussi encourue lorsque la mine ne sera pas exploitée, lorsque son exploitation sera restreinte ou suspendue de manière à inquiéter la sûreté publique ou les besoins des consommateurs, ou lorsque, après trois mises en demeure successives, le propriétaire ou le concessionnaire de la mine restera en défaut de se conformer aux conditions d'exploitation prescrites par le Gouvernement dans l'acte de concession ou postérieurement, soit que ces conditions aient été imposées pour assurer la sécurité des travailleurs ou la salubrité des travaux, soit qu'elles aient pour but de régler la production dans l'intérêt des consommateurs et de l'utilisation ultérieure des gisements miniers.

L'action en déchéance sera intentée au nom de l'État par le Directeur général du Corps des ingénieurs des mines.

PROSPER HANREZ.
A. HOUZEAU.
E. DELANNOY.
TH. FINET.

Proposition de Loi de M. Hanrez réservant à l'État des zones dans le nouveau bassin houiller du Nord de la Belgique.

(Déposée dans la séance du Sénat du 11 mars 1902.)

DÉVELOPPEMENTS

Le dépôt du Projet de Loi est la conclusion de l'interpellation que j'ai eu l'honneur de développer devant le Sénat dans la séance de ce jour. Je puis donc me dispenser d'un long exposé des motifs.

Il me suffira de rappeler les considérations principales que j'ai invoquées.

Le gisement houiller constaté dans le Limbourg belge paraît n'être que la continuation du bassin westphalien qui traverserait le Limbourg hollandais et le nord de la Belgique pour rejoindre le bassin anglais.

L'existence de la houille est plus que probable dans la province d'Anvers. Elle pourrait être accompagnée de sel et de potasse, de sorte que notre agriculture serait, comme notre industrie, intéressée à ce que l'exploitation de nos nouvelles richesses minérales se fasse dans l'intérêt général et non au profit des seuls exploitants.

La législation sur les mines, vestige d'une époque où l'on ne pouvait prévoir le développement des mines et de l'industrie, ne sauvegarde pas suffisamment l'intérêt public.

La fièvre avec laquelle se poursuivent les recherches et les demandes en concession, les procédés mis en œuvre, indiquent des tentatives d'accaparement du gisement contraires à l'esprit des lois.

Notre corps des mines, le conseil des mines et le Gouvernement s'efforceront, sans aucune doute, de déjouer ces tentatives, mais il est de la plus haute importance de sauvegarder l'intérêt public en réservant au pays une partie suffisante du gisement pour assurer les besoins de nos chemins de fer et de notre marine et pour sauvegarder les intérêts des consommateurs et spécialement de notre industrie.

Les zones délimitées dans le Projet de Loi comprennent le domaine du camp de Beverloo, d'une superficie d'environ 5,000 hectares, et le domaine de Merxplas, d'une superficie de près de 1,200 hectares.

Le lit de l'Escaut, propriété de l'État, en fait également partie.

En se réservant ainsi un domaine minéral, la Belgique ne fait que suivre l'exemple de la Hollande et de la Prusse.

Ce dernier pays, qui possède déjà d'importantes exploitations de sel, de potasse et de charbon, ces dernières en Silésie et dans le bassin de la Sarre, se constitue un domaine minier en Westphalie en rachetant, au prix de sacrifices considérables, des concessions octroyées imprudemment.

La loi a un caractère d'urgence qui ne peut être méconnu.

Elle règle les droits des propriétaires de la surface, des sociétés, ou des particuliers, qui auraient déjà entrepris des travaux de recherche dans les zones réservées.

PROSPER HANREZ.

Proposition de Loi réservant à l'État des zones dans le nouveau bassin houiller du nord de la Belgique (1).

ARTICLE PREMIER.

Les gisements minéraux, existants dans les zones déterminées ci-après, sont réservés à l'État et ne pourront être concédés à des particuliers ou à des sociétés privées :

1re *zone.* — Comprenant la partie du bassin limitée par deux plans parallèles, verticaux, distants l'un de l'autre de 25 kilomètres, dirigés du S.-S.-O. au N.-N.-E. et dont le plus oriental passe par Hasselt ;

2e *zone.* — Toute la partie du bassin jusqu'à la frontière à l'ouest d'un plan vertical, de la même direction que les premiers, et passant à 15 kilomètres à l'est de la Tour Notre-Dame, à Anvers, en y annexant le sous-sol du domaine de Merxplas.

La seconde zone s'étend jusqu'à la frontière et au rivage de la mer à travers la Flandre orientale et la Flandre occidentale.

ART. 2.

Ceux qui, antérieurement au 15 mars 1902, auront, dans les zones réservées à l'État en vertu de la présente loi, pratiqué des travaux de recherche pouvant donner lieu à indemnité, aux termes de l'article 11 de la loi du 2 mai 1837, seront indemnisés par l'État, conformément à ladite loi.

Les droits des propriétaires de la surface seront réglés suivant les règles établies par la loi du 21 avril 1810.

ART. 3.

Les redevances qui pourraient être dues en vertu de l'article précédent pourront toujours être rachetées. Le taux du rachat sera établi par un arrêté royal.

PROSPER HANREZ

II

Proposition de MM. Denis et Vandervelde.

Proposition de Loi de MM. Denis et Vandervelde modifiant les lois du 2 mai 1887 et du 21 avril 1810, sur les mines, minières et carrières.

(Déposée dans la séance de la Chambre du 9 avril 1902.)

PROPOSITION DE MM. DENIS ET VANDERVELDE,

Nous n'avons pu reproduire aux annexes, à cause de son étendue, tout le travail de M. le Représentant Denis. Toutefois, nous croyons devoir attirer toute l'attention du Sénat sur la partie de ses *Développements* relative aux *Considérations économiques et sociales*. Le travail entier est du plus haut intérêt, mais cette partie est destinée à justifier spécialement le principe de l'incorporation des mines non concédées au domaine public et doit dès lors être spécialement signalée au Sénat.

Le Rapporteur,
EMILE DUPONT.

DÉVELOPPEMENTS.

. . . . . .

§ 3. — *Considérations économiques et sociales.*

Les critiques de l'incorporation des mines au domaine public et de leur exploitation par l'État se placent, dans leurs jugements, au point de vue de l'industrie et de l'intérêt privés, qui poursuivent en général la réalisation de la plus grande productivité industrielle, du plus grand produit net possible. Ils condamnent l'État comme atteint d'une incapacité ou d'une infirmité industrielle absolue. Cependant, la question doit être résolue, comme celle de l'exploitation des chemins de fer, au point de vue supérieur et beaucoup plus complexe de l'intérêt public; là, des considérations tirées des intérêts permanents de la nation, de la nécessité de l'adaptation la plus parfaite possible aux conditions de l'Économie internationale, de l'influence que le régime d'exploitation des mines peut avoir sur la stabilité et le développement des industries essentielles qui leur sont étroitement subordonnées, de la politique sociale, et de la solution pacifique du problème social, viennent redresser la considération exclusive de la productivité du régime d'exploitation. Ici même, l'appréciation de la productivité de l'exploitation ne peut être que relative, et l'erreur est précisément de considérer l'exploitation par l'État comme enchaînée à un mode unique, absolu et invariable qui donne prétexte à le frapper d'une infériorité indélébile. Les défenseurs des concessions actuelles invoquent la nécessité

de la propriété perpétuelle pour assurer l'aménagement d'une mine. Le domaine public peut réaliser cette prévoyance non plus au point de vue de l'intérêt privé plus ou moins complètement en harmonie avec l'intérêt général, mais directement au point de vue de l'intérêt de la collectivité sous ses divers aspects. Sans doute, là encore, l'expérience dénote l'insuffisante coordination actuelle de cette complexité d'intérêts sociaux : l'intérêt des générations futures et celui des générations présentes, l'intérêt fiscal et l'intérêt de l'ensemble des consommateurs, de l'industrie et du commerce, l'intérêt de la classe des travailleurs employés ; mais le redressement des erreurs et des fautes peut toujours s'accomplir avec le plus de flexibilité sous un régime de propriété qui consacre la prédominance perpétuelle et générale de l'intérêt public.

Source d'énergie calorifique et d'énergie motrice, la houille assure en Belgique à la puissance de travail de nos 2,300,000 ouvriers une force complémentaire de plus de 11 millions d'hommes de peine, soit 5 par travailleur vivant ; l'exploitation de nos chemins de fer consomme seule près de 7 p. c. de la production totale, et celle de la métallurgie, de 10 à 12 p. c. de cette production : on ne peut déterminer la consommation probable d'une marine marchande reconstituée. Nos sources d'énergie sont par nature épuisables, et le savant Harzé a tracé la courbe de l'ascension et de l'abaissement futur de la production de l'ancien bassin (1). Le nouveau bassin la relèvera dans une mesure et pour une durée indéterminables *a priori*. Certaines nations peuvent, dès à présent, emprunter la force motrice à d'autres agents naturels ; ainsi, pour la Suisse et l'Italie, dépourvues de combustible minéral : la force des chutes d'eau dans la seule Italie est évaluée à 5 ou 10 millions de chevaux-vapeur, 40 à 80 millions d'hommes de peine, et cette source est inépuisable (2). Cette houille blanche peut fournir à la France moins riche en houille noire que la Belgique, des milliers de chevaux-vapeur. Seule, la vallée du Rhône en offre plus de 3 millions (3). La Belgique n'a pas d'égales réserves.

L'extraction totale de houille des 70 dernières années est en Belgique de plus de 800 millions de tonnes. Supposez que l'ancien bassin en renferme encore le triple qui soit exploitable. A raison de la population actuelle, cela nous donnera 340 à 350 tonnes par habitant. Cette évaluation hypothétique est, il faut le redouter, probablement au delà de la vérité. L'abaissement de la courbe de M. Harzé pourrait être plus rapide et même brusque, nous sommes déjà à 434 mètres de profondeur moyenne ; l'invasion des eaux pourrait rendre inévitable l'abandon des mines comme au Bleyberg. Il est arrivé à ce savant d'exprimer une telle crainte. Il suffit de la réveiller ici pour provoquer les évaluations les plus précises qu'il sera possible. Frech (4) évalue la réserve allemande à environ 169 milliards de tonnes, soit 3,400 tonnes par habitant, ou dix fois la réserve belge ; Foster Brown et Lozé (5) portent à 15 milliards de tonnes la réserve anglaise, à une

(1) Voir la statistique des mines pour 1902.
(2) Francesco Nitti, *L'Italia all' alba del secolo XX°*.
(3) P. Weiss, *L'Exploitation des Mines par l'État*, p. 112, et congrès de la houille blanche.
(4) Pr Wolf, *L'Allemagne et le marché du monde. Zeitschrift für sozial Wissenschaft*, 1900.
(5) *Les Charbons britanniques et leur épuisement*, 1901, II, 1229.

profondeur de 2,000 pieds ; doublez-la en adoptant la légitime hypothèse d'une plus grande profondeur, la réserve ne dépasse pas 700 à 800 tonnes par habitant ; on la porte au contraire à 700 milliards aux États-Unis, près de 30 fois la nôtre par habitant. La Chine seule dépasse ce chiffre. C'est ce qui a fait évoquer par le professeur Wolf l'image des deux meules entre lesquelles l'Europe pourra être écrasée (1).

L'unification du marché international tend à s'accomplir, non suivant le plan idéal des défenseurs de la solidarité universelle et de la liberté du commerce, mais par voie de groupements intermédiaires, dont l'impérialisme nous donne l'expression autoritaire, et qui préparent peut-être une féodalité entre nations. L'abondance des richesses naturelles fait naître, pour la grande industrie du Nouveau Monde, surtout pour celle du fer, des espérances éclatantes, même celle d'une hégémonie. Il serait odieux et absurde de rêver même une ligue douanière de l'Europe contre les États-Unis, mais il serait légitime de chercher dans une union douanière de l'Europe ou de l'Europe centrale, à laquelle se rattacherait la Belgique, le gage d'un marché étendu, assuré, stable. Même pour ses partisans éclairés, c'est là une perspective encore lointaine (2). L'instabilité, l'insolidarité, pèsent sur les phases prochaines de l'histoire. La Belgique est de toutes les nations du monde celle qui est le plus profondément engagée dans l'économie mondiale, et celle sur laquelle l'insolidarité universelle retentit le plus puissamment ; et il est à la fois juste et sage, à l'égard des richesses naturelles, dans cette âpre concurrence, de rechercher pour sa puissance productrice, pour les générations futures, les conditions de l'adaptation la plus parfaite possible à ce milieu économique, en ne livrant pas l'avenir au gouvernement exclusif des intérêts privés. Il est juste et sage, au même point de vue de donner à la puissance du travail les plus larges garanties. L'exemple des autres nations ne tarderait pas à imposer des efforts tardifs de prévoyance collective. Les événements qui s'accomplissent sous nos yeux ne sont pas les effets du hasard, ils révèlent avec éloquence que les transformations du droit s'opèrent sous l'empire des conditions économiques et sociales. Les grandes phases antérieures du droit minier s'expliquent par la même loi naturelle. L'état général des Économies nationales et de l'Économie mondiale prépare des progrès du Droit économique.

C'est par un ensemble de considérations d'ordre industriel, fiscal et financier que la Hollande a justifié son acte de prévoyance collective, et l'incorporation au domaine public de tous les gisements de houille restés disponibles dans le Limbourg. Chose intéressante et ignorée, la commission désignée pour étudier la question ne proposait de livrer à l'exploitation par l'État que 4,515 hectares ; la législation en a domanialisé plus du triple : 14,515 hectares. En évaluant cette réserve collective d'après l'évaluation appliquée aux 4,515 hectares, la réserve de l'État serait en Hollande de plus de 2 milliards 500 millions de tonnes (3), c'est-à-dire

(1) *L'Allemagne et le marché du monde*, 1902.

(2) Cf. Wolf.

(3) V. les données dans l'exposé des motifs reproduit par l'*Organe industriel* de Liége, n^{os} 11, 12, 18 et 19, en 1901.

de 500 tonnes par habitant. En Allemagne, les seules mines domaniales de la Saar ont une réserve de 14 milliards de tonnes, celles de la Haute-Silésie renferment, d'après Frech, 90 milliards de tonnes. L'État n'en a pas moins étendu au Nord son domaine de 20,700 hectares, en se fondant sur l'insuffisance des houillères fiscales pour assurer actuellement les besoins de ses chemins de fer et les besoins futurs de la marine, et même en marquant son désir d'exercer une influence régulatrice sur les prix en Westphalie (1).

En Belgique, les objections faites en 1901 (2), en pleine hausse des prix, à un projet de rachat des charbonnages que M. De Greef avait si fortement motivé, fussent-elles décisives, ce qui n'est pas, disparaîtraient aujourd'hui qu'il s'agit non de racheter, mais de consacrer la domanialité des mines nouvelles. Le projet actuel de M. Harzé est légalement inattaquable, il n'est autre que l'application de la loi de 1837; celui de M. Hanrez, beaucoup plus vaste, implique une refonte des lois comme celui-ci. L'indétermination absolue du rapport entre les ressources probables et les besoins futurs de l'État et de la collectivité, les considérations qui précèdent et celles qui suivront (3), tout commande une mesure générale qui porte au plus haut degré possible la prévoyance collective et assure à la mise en valeur de nouveaux bassins une direction fondamentale unitaire, permanente, tout entière inspirée par l'intérêt général.

Voici en quels termes s'exprime l'Exposé des motifs de la loi hollandaise sur l'exploitation par l'État: « Avant de conclure à l'exploitation par l'État, la Commission a voulu connaître les résultats obtenus par ce système en Allemagne, où il est pratiqué sur une grande échelle. Son examen porta sur les mines si étendues du bassin de la Saar, dont les résultats techniques et commerciaux lui parurent probants. Car, bien que l'exploitant n'ait pas pour unique but la réalisation de bénéfices, que les salaires payés aux ouvriers soient, à peu de chose près, les mêmes que dans les exploitations particulières et que de nombreuses heures de repos leur soient accordées, on peut cependant dire que les résultats financiers ne laissent rien à désirer. En général donc, il parut à la Commission que l'État peut, sans appréhension, entreprendre personnellement son exploitation... (4) ». C'est ainsi que le plus prudent des gouvernements répond aux accusations persistantes dirigées contre l'État. Leur exagération éclate même dans les écrits des adversaires éclairés de l'État. M. Weiss, qui lui est défavorable, expose néanmoins les résultats considérables auxquels l'État est parvenu en Prusse ; il se résume en disant : « L'industrie privée aurait fait aussi bien, sinon mieux que l'État. » S'il s'applique à établir l'infériorité du coût de production dans les grandes exploitations de Westphalie, en même temps que la supériorité du coût des petites

---

(1) V. *Annales des Mines*, mars 1902.

(2) Rapport de M. Renkin sur le budget des chemins de fer, 5 mars 1901.

(3) Voir encore le discours de M. Hicks Beach lors du débat sur le droit de sortie sur le charbon et les délibérations de l'Association des chambres de commerce anglaises en mars 1901.

(4) Exposé des motifs, traduit; organe industriel, n° 19. Voir la loi hollandaise du 24 juin 1901, *Annales des mines de Belgique*, VI, 4e livraison.

exploitations (1), il ne paraît pas tenir compte, avec assez de précision, des plus grandes difficultés du travail, du moindre effet utile à Saarbrück : mais la différence fût-elle due à une organisation de l'exploitation inférieure, l'auteur signale lui-même les réformes à y apporter. Déjà il a mis en lumière les causes de la prospérité relative à Saarbrück. Le directeur a, dans les limites qui lui sont assignées par le budget, tous pouvoirs pour tout ce qui concerne l'extraction et la direction du personnel. Placés sous cette autorité, les inspecteurs ont une indépendance relative plus grande que celle des ingénieurs en chef dans les compagnies particulières, « c'est grâce à cette solide organisation que l'État prussien, gérant le plus grand domaine minier du monde, est arrivé à de brillants résultats malgré les difficultés inhérentes à toute exploitation d'État (2) ». Si de plus grands progrès sont paralysés, c'est la persistance de l'esprit fiscal qui en est la cause ; il transporte une préoccupation d'égoïsme collectif dans l'industrie publique : « Il faudrait, pour tirer le meilleur parti possible du domaine industriel de l'État, rompre avec les traditions de l'unité du budget et donner au fisc minier une personnalité propre, lui permettant de créer des réserves et de faire des amortissements en vue de grands travaux de développement. Cette mesure donnerait une vitalité nouvelle à l'industrie pourtant très florissante du bassin de la Saar (3). »

Le but à atteindre est donc de mettre un terme à la funeste confusion des organes de la direction politique et de ceux de la gestion des services économiques de l'État, en donnant à ceux-ci toute l'indépendance relative nécessaire au plus parfait accomplissement de leur fonction et compatible avec la prédominance permanente de l'intérêt public, mieux éclairé lui-même.

Pour assurer cette solution, on peut concevoir une Société nationale d'exploitation du Bassin du Nord, formée par l'État, les provinces, les communes intéressées, avec prépondérance de l'État et à laquelle l'exploitation serait concédée aux clauses d'un cahier des charges arrêté en vertu de la loi nouvelle des mines.

On peut dire que l'une des préoccupations les plus légitimes et les plus persistantes, dans l'intérêt de l'ensemble des industries, de l'exploitation des chemins de fer et dans l'intérêt de la paix sociale, c'est de contenir, de régulariser les fluctuations des prix de la houille. On le réclame, soit de l'action spontanée des syndicats formés par les exploitants privés, soit de l'action régulatrice de l'État. « La crise récente qui a été, dit M. Weiss, si aiguë en Angleterre, en France et en Belgique, pays individualistes où la liberté de production et de vente est complète, a été, en effet, beaucoup moins forte en Allemagne, où l'association, d'une part, et le socialisme d'État, d'autre part, limitaient la liberté des exploitants (4). » C'est une erreur de considérer la Belgique comme étrangère aux ententes industrielles et à l'action des syndicats et il est impossible en Allemagne de considérer l'action du syndicat de Westphalie indépendamment de l'action

---

(1 et 2) Weiss, *L'exploitation des mines par l'État*, pages 85-88.

(3) Id., id., page 90.

(4) Voir les propositions de M. Hanrez, et la brochure *La reprise des charbonnages par l'État*, 1901, pages 31 et suivantes.

concurrente des mines fiscales; c'est ce qui résulte du livre de M. Weiss lui-même. La tendance à contenir ces variations des prix est si persistante, là où la préoccupation de l'intérêt public est exclusive, que l'État prussien, en acquérant des mines en Westphalie, veut y agir plus directement sur les prix de la houille. En comparant les variations des prix en Angleterre (1), en France (2), en Belgique (3), en Allemagne (4), depuis 1887, on constate que l'amplitude maxima a été :

Saarbrück (État).

Années.	Prix minima.	Années.	Prix minima.	Ecart.	Proportion du minimum.
	Marks.		Marks.	Marks.	
1888 . .	7.13	1900 . .	11.50	4.37	60 p. c.
1896 . .	8.80	1900 . .	11.50	2.70	30 —

Westphalie (Syndicat).

	Marks.		Marks.	Marks.	
1888 . .	4.70	1900 . .	8.50	3.80	80 —
1896 . .	6.70	1900 . .	8.50	1.80	27 —

Pas-de-Calais.

	Francs.		Francs.	Francs.	
1888 . .	7.30	1900 . .	13.50	6.20	85 —
1896 . .	7.68	1900 . .	13.50	5.82	76 —

Belgique (prix moyens).

	Francs.		Francs.	Francs.	
1888 . .	8.43	1900 . .	17.36	8.93	100 —
1896 . .	9.51	1900 . .	17.36	7.85	82 —

Angleterre (prix d'exportation).

	Shellings.		Shellings.	Shellings.	
1888 . .	8.41	1900 . .	16.75	8.34	100 —
1896 . .	8.85	1900 . .	16.75	7.90	90 —

Nos calculs éclairent la crise d'une vive lumière, pensons-nous. L'importance de tels rapprochements, au point de vue de la stabilité et des conditions de concurrence de nos industries, n'échappera pas aux hommes d'État. Elle est aussi considérable à l'égard de la question ouvrière. Nous

(1) *Journal of statistical Society.*
(2) Weiss, page 10.
(3) Harzé, *Statistique des mines.*
(4) Weiss.

avons prouvé d'une manière décisive que la périodicité des grèves accompagne le retour des fluctuations des prix et que l'intensité de celles-là varie avec l'amplitude de celles-ci (1). C'est une véritable loi de notre évolution, mais il nous appartient d'agir sur les conditions mêmes du phénomène dont elle exprime le retour constant, et c'est précisément ce qui doit nous préoccuper.

Le régime des concessions de droit privé n'a pas, après tantôt un siècle, résolu le problème des rapports du capital et du travail, et tout homme de science doit reconnaître que les institutions économiques sont en contradiction aujourd'hui avec les données théoriques sur le salariat. C'est ce que nous avons exprimé ailleurs : « Laisser subsister à la fin du XIX^e^ siècle un régime des conditions du travail qui ramène, comme par un rythme effroyable, la grève avec une périodicité inflexible, persister dans des formes de contrat de travail imparfaites, alors que nous avons devant nous des formes supérieures, vraiment bilatérales et égalitaires, parce que les collectivités y interviennent, c'est persister, en dépit de l'histoire, dans une vraie barbarie industrielle qui méritera toutes les sévérités de la postérité. En résumé : L'évolution générale de la science et celle des phénomènes économiques, des idées et des faits, se traduisent par les propositions suivantes : 1° Une conception flexible du fonds des salaires succédant à la conception d'un fonds prédéterminé et immuable ; 2° une conception relative des lois économiques naturelles, succédant à la conception de lois inéluctables, inflexibles ; 3° une action régulatrice et modificatrice de la répartition du produit, entre le capital et le travail, conçue comme possible par les associations et d'une manière durable ; 4° la nécessité de ces associations, conçue comme condition de l'égalité du travail et du capital dans le débat et comme fondement de la justice, en tant qu'elle est aujourd'hui accessible ; 5° l'association conçue comme instrument de pacification, après avoir été un instrument de guerre ; 6° un organe supérieur et définitivement pacifique du contrat de travail, réalisant au plus haut degré l'égalité des parties, éclairant le plus largement le débat du salaire dans des conseils de conciliation et d'arbitrage émanant de solides associations de chefs d'industrie et d'ouvriers (2). »

Cette évolution théorique ne s'est accomplie que sur des points isolés du domaine minier. L'échelle mobile, avec un comité mixte régulier, existe à Mariemont ; un conseil de conciliation fonctionne admirablement encore à Bascoup, en dépit du pessimisme des pronostics (3). Telles sont les réalisations supérieures du contrat collectif de travail.

Il appartient à l'État de donner une impulsion aux formes supérieures de la rémunération du travail et d'agir par un exemple puissant sur la transformation des rapports du capital et du travail. C'est ce que ne redoutent pas de consacrer des savants comme A. Wagner et Em. de Laveleye.

« L'État, dit Wagner, peut, en sa qualité de grand ordonnateur du travail, exercer, par sa concurrence sur le marché du travail, une action

(1) V. *La dépression économique et l'histoire des prix* et *La fin de l'ère des grèves*, 1901.
(2) *La fin de l'ère des grèves*, par H. Denis, p. 68.
(3) Voir la belle collection de ses rapports par J. Weiler.

désirable au profit des travailleurs. » Et il ajoute, en note : « Cette mission de l'État, d'agir comme concurrent sur le marché du travail, au bénéfice des ouvriers, est certainement, dans la pratique moderne, à peine connue, moins encore accomplie, par amour d'un faux fiscalisme et parce qu'on ne reconnaît pas l'importance de l'élévation des salaires et des bonnes conditions du travail pour les ouvriers... »

A la vérité, l'État prussien n'a pas, lui non plus, réalisé ces formes supérieures du contrat de travail. S'il a dépassé l'industrie privée en prévoyance sociale, le principe d'autorité domine son œuvre ; « près de 4 millions sont consacrés annuellement par la direction aux œuvres d'assistance : c'est 100 marks par ouvrier, 10 p. c. du prix de revient, dont l'État fait ainsi abandon, en vue de soulager les misères de la population qu'il fait vivre (1). » Nulle part le sacrifice n'est égal ; de 46 pfennigs par tonne à Saarbrück, il est de 34 pfennigs par tonne seulement dans les grandes exploitations de Westphalie. Mais si l'État a mis fin aux grèves, c'est en brisant les syndicats, et la statistique témoigne que le salaire a suivi plus fidèlement la hausse des prix dans les mines privées que dans les mines fiscales. Telle est la vérité, mais cette prédominance de l'autorité et de la fiscalité n'est qu'une phase dans l'évolution industrielle. L'action de l'État présente une grande flexibilité, parce qu'elle n'a d'autre principe que l'intérêt public, et que les différentes formes de cet intérêt peuvent se coordonner d'une manière de plus en plus parfaite.

Emile de Laveleye a fait appel à une expérimentation sociale décisive (2).

« La reprise des charbonnages pourrait se justifier mieux peut-être que celle des chemins de fer. La direction d'un réseau de voies ferrées offre des questions plus complexes que celle d'une houillère. On sait que le bassin de Saarbrück est exploité par le fisc prussien. On pourrait invoquer à l'appui de ce système les mêmes raisons qui ont fait admettre la possession par l'État des forêts où se conserve et se prépare la réserve des vieux chênes nécessaires à certaines constructions. L'industrie privée gaspille ces trésors de force, empruntés à la chaleur du soleil pendant les âges géologiques, et une fois anéantis, c'est pour jamais. Quand survient la baisse des prix, au lieu de limiter la production, comme le ferait le monopole et comme essaient de le faire actuellement les syndicats, elle l'augmente, afin de diminuer la charge des frais généraux par unité produite. On peut donc se demander si la dispensation de ces richesses minérales indispensables à notre civilisation, et qu'on ne peut remplacer, ne devrait pas être en tous pays aux mains de l'État qui, ayant seul une durée perpétuelle, seul est apte à songer au bien des générations futures. Mais il est trop évident que pareille entreprise ne pourrait être tentée qu'à la suite d'un accord international, et jamais dans une époque de crise comme celle que nous traversons maintenant.

» Mais ce que l'on pourrait faire, ce serait une expérience qui, en tout cas, ne coûterait pas cher et qui aurait des avantages considérables.

» L'État pourrait racheter un charbonnage, dans des conditions moyennes, et le confier aux ouvriers constitués en société coopérative de

(1) Weiss, p. 57.
(2) E. de Laveleye, *La Crise*, p. 45.

production. Qu'on ne se récrie pas ! M. de Bismarck, entraîné par l'éloquence de Lassale, n'a-t-il pas voulu consacrer cent millions de thalers à doter les associations ouvrières ?

» Il serait à désirer que l'expérience réussît, car alors cesseraient l'antagonisme et la lutte entre le travail et le capital, puisque ces deux facteurs indispensables de la production se trouveraient unis, tout travailleur étant en même temps capitaliste. Tous les économistes se sont montrés favorables aux sociétés coopératives de production, même ceux qui ne croyaient pas à leur succès. »

Il faut se garder de placer les sociétés coopératives ouvrières devant des difficultés qui les accablent, comme il est arrivé pour la mine aux mineurs de Monthieux (1). Ce n'est pas avec le sentiment de l'impuissance de la coopération ouvrière qu'il faut poursuivre l'expérimentation, c'est avec la volonté de transformer scientifiquement le régime du salariat, parce que le sort de la civilisation est lié à cette transformation. Il faut s'élever assez haut au-dessus des intérêts égoïstes pour entrevoir un avenir d'apaisement. L'État a lui-même réalisé des formes collectives du contrat du travail plus simples, plus accessibles. Telle est la société coopérative ouvrière qui publie le *Journal officiel de la République française.* Cette collectivité, puisée dans le syndicat, fournit la main-d'œuvre, l'État fournit tout le capital fixe. Ici, la direction technique des travaux appartiendrait à l'État ou à une société nationale, dans notre hypothèse. Ainsi, des sociétés intercommunales exploitent des lignes de la Société des chemin de fer vicinaux. L'État peut diversifier l'expérience du contrat collectif avant d'adopter les formes les mieux appropriées. La régularisation des prix de vente rendrait plus facile et plus stable l'établissement d'échelles mobiles ou d'une participation aux bénéfices ; le contrat collectif entre l'État et les associations ouvrières peut ainsi revêtir d'abord des formes moins complexes que la coopération finale. L'exploitation temporaire fût-elle concédée en partie à des entrepreneurs, suivant le vœu de M. Hanrez, et soumise à l'adjudication, le cahier des charges devrait renfermer des stipulations relatives à l'intervention de la collectivité ouvrière, aux conseils de conciliation et d'arbitrage, au mode de régler le salaire, ou aux formes de la rémunération du travail, comme aux assurances et aux heures de travail, etc.

Cette transformation graduelle de régime du salariat se propagerait dans l'ancien bassin, où se manifestera inévitablement une tendance énergique à l'entente entre les chefs d'industrie, et au rapprochement nécessaire entre le capital et le travail ; nous n'avons pas à examiner ici la question de la reprise de ce bassin par l'État.

Elle réclame la constitution de solides syndicats propres à favoriser l'éducation économique des ouvriers, et le développement de l'enseignement technique chez les travailleurs. D'autres problèmes considérables exigeront toute la prévoyance de l'État et toute celle des associations : le déplacement inévitable du travail, la régularisation de son marché spécial, la nécessité de ménager les transitions dans l'extension de l'exploitation

(1) Rapport sur les sociétés coopératives de production en France, 1900.

minérale, l'éventualité de l'abandon des veines les moins riches de l'ancien bassin, etc. Le Gouvernement néerlandais a témoigné d'une extrême sollicitude à l'égard de certains de ces problèmes.

PROPOSITION DE LOI.

ARTICLE PREMIER.

Sont comprises, outre les mines de fer, dans l'exception prévue par l'article premier de la loi du 2 mai 1837, qui détermine les attributions du Conseil des mines, les autres mines non concédées à ce jour. Elles sont incorporées les unes et les autres au domaine public de l'État.

ART. 2.

Une loi en organise l'exploitation.

ART. 3.

Les indemnités des propriétaires de la surface et celles des inventeurs sont fixées avant toute exploitation, ces dernières sont établies conformément à l'article 11 de la loi du 2 mai 1837.

ART. 4.

Les indemnités déterminées au moyen de redevances sont toujours rachetables, aux conditions à régler par un arrêté royal pris en exécution de l'article qui précède.

H. DENIS.
ÉMILE VANDERVELDE.

III

Documents hollandais relatifs à la loi du 24 juin 1901.

EXTRAITS

du Rapport de la Commission extraparlementaire hollandaise ensuite duquel a été présenté l'Exposé des motifs de la Loi du 24 juin 1901 (1).

Convient-il de réserver à l'exploitation une partie des terrains houillers disponibles du Limbourg ?

Dans l'examen du second point de son rapport, la Commission n'a pas cru devoir entrer dans des considérations générales au point de vue de la question de l'exploitation par l'État d'entreprises industrielles. Elle désire limiter son examen à la question concrète consistant à se demander si, en tenant compte des conditions spéciales dans lesquelles se trouvent les Pays-Bas au point de vue de l'exploitation des mines de houille, il n'est pas recommandable en général que l'État assume la mission d'entreprendre l'exploitation d'une partie du terrain houiller disponible.

Pour répondre à cette question, il importe tout d'abord d'examiner si un organisme tel que l'État possède la compétence technique et économique suffisante pour mettre la main à une semblable entreprise. La Commission s'est efforcée de se faire une opinion à ce point de vue, en s'inspirant de l'exploitation des mines gouvernementales de la Prusse. Elle l'a fait en tablant tant sur les renseignements qui lui ont été fournis de divers côtés qu'en se rendant compte sur place à Sarrebruck de l'aménagement et des résultats de cette entreprise d'État.

L'exploitation des mines en Allemagne par l'État date de plusieurs siècles. L'exploitation en Silésie fut inaugurée sous Frédéric le Grand en vue de pourvoir aux nécessités des populations ruinées par la guerre ; celle de Sarrebruck fut entreprise au commencement de ce siècle par le Gouvernement prussien lorsque, par la paix de Paris, le territoire du duché de Nassau Sarrebruck passa à la Couronne Royale. Le Gouvernement s'était déjà occupé de longue date d'exploitations minières, de sorte que l'État prussien, en en commençant l'exploitation en 1815, ne créait rien de neuf et se contentait de marcher dans la voie historique.

L'exploitation des mines d'État a donc son origine dans des circonstances issues du passé, ce n'est pas par conséquent l'expression d'un souci d'État qui trouve sa raison d'être dans les exigences ou les besoins de la vie économique des temps futurs. En dehors de la Prusse, d'autres États allemands exploitent des mines pour leur compte, nommément la Bavière, la Lorraine et la Saxe. Toutefois, comparées aux mines d'État de la Prusse, ces exploitations sont d'une importance minime. En effet, en ce qui concerne l'industrie minière, la Prusse occupe dans l'empire allemand une situation

(1) Cette Commission était composée de MM. R. van Hasselt, Président ; J.-H. Beucker-Andréale, G.-J. de Jongh, van Woelderen et S. van Gitters.

prépondérante. Les mines de la Prusse (exploitations gouvernementales et particulières) produisent environ 9/10 de la production totale de l'Allemagne, ou d'après les chiffres de la production de 1898, une quantité de 89 millions de tonnes sur 96 millions (1).

Les plus importantes mines d'État en Prusse sont les mines situées en Silésie (König, Königin Luise, dépendant toutes deux de l'Oberbergamt de Breslau) et les mines de Sarrebruck (direction à Bonn).

De moindre importance sont les mines d'État de l'Oberbergamt de Clausthal (sur le Deister et dans l'Osterwald) ainsi que la mine d'Ibbenbüren (direction de Dortmund).

D'après les chiffres de production en 1898, ces mines d'État fournissent environ 1/6 de la production de toutes les mines prussiennes (environ 14 millions de tonnes sur les 89 millions). Les mines de Sarrebruck ont la plus grande part dans ce chiffre. Elles ont fourni en 1898 environ 8 millions de tonnes de houille, soit 2/3 de la production totale des mines d'État. Ces mines s'étendent à Sarrebruck sur une superficie de 1,782 kilomètres carrés.

L'extraction de la houille a lieu par 24 sièges d'exploitation indépendants, partagés en 11 inspections minières. A la tête de chaque inspection se trouve un directeur, sous l'autorité duquel travaillent les différents inspecteurs des mines. Les 11 directeurs des mines sont placés sous l'autorité de la direction des mines à Sarrebruck. Pendant le mois de juillet 1899 étaient attachés aux mines dépendant de cette direction, 799 employés et 37,762 ouvriers dont 28,381 mineurs proprement dits, tandis qu'on y employait 1,165 chevaux.

Au milieu du mois de juin 1900, le nombre d'employés s'est élevé à près de 1,000, celui des ouvriers à 41,000 environ.

Les mines d'État en Prusse sont exploitées à l'égal des exploitations particulières et sont, au point de vue de leur situation en droit public vis-à-vis de l'État, mises sur le même pied que les entreprises privées.

La législation minière en Prusse met ce principe en évidence au § 2 de la loi du 24 juin 1865 : « La recherche et l'exploitation de » mines pour le compte de l'État sont soumises aux prescriptions de la » présente loi. »

Le but poursuivi par l'État allemand dans l'exploitation des mines est de procurer des ressources pour le Trésor public.

L'entreprise est complètement aménagée dans ce but ; la production est réglée d'après la situation du marché. On ne s'en tient pas exclusivement aux besoins de charbon dans les autres branches des entreprises d'État, et notamment des chemins de fer. La production extraite est vendue soit directement par la Direction, soit par l'intermédiaire de ses agents placés

---

(1) La production de houille s'est développée considérablement en Allemagne ces dernières années :

1885 : 58,000,000 tonnes.
1890 : 70,000,000 »
1895 : 79,000,000 »
1899 : 101,600,000 »

tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Les clients, qu'ils soient des particuliers ou des directeurs des services de l'État, paient les prix fixés d'après le prix général du marché ou par les contrats de livraison.

Bien que les mines soient exploitées commercialement et que l'influence des hauts prix du charbon soit très considérable sur la production de l'exploitation, ces entreprises d'État exercent cependant une influence favorable au consommateur. Les Directeurs des mines d'État ne font pas partie des syndicats, et le prix fixé pour la vente s'il est réglé, d'après le prix général du marché, l'est cependant, en se conformant à ce prix plutôt qu'en lui imprimant une orientation. Et bien que la production des mines d'État rapportée aux besoins de houille dans tout le royaume ne soit pas de nature à enrayer la fixation des prix dans le sens de la hausse, elle est cependant suffisamment importante pour exercer à cet égard une influence favorable (1).

Les revenus que les exploitations d'État en Prusse peuvent accuser démontrent que c'est là un domaine d'activité productive sur lequel l'État, aussi bien que les particuliers, peut s'employer avec fruit et avantage.

La nature de l'entreprise coopère à ce résultat, parce qu'elle est peu compliquée, tant dans l'obtention des produits que dans la vente.

L'extraction du charbon s'opère depuis des temps reculés à peu près par les mêmes procédés. Les puissantes et ingénieuses machines, les installations qu'on rencontre dans les exploitations minières les plus récentes servent, en outre, principalement à l'amélioration de l'aérage dans la mine, au triage, au lavage des charbons et à l'appropriation des résidus pour enrichir ces derniers et augmenter la productivité de l'entreprise. Il n'y a pas lieu de croire que les techniciens au service de l'État ne puissent assurer l'exploitation d'une mine aussi bien que ceux qui sont au service des particuliers et qu'ils n'appliqueraient pas à l'exploitation les derniers perfectionnements réalisés dans le domaine de l'industrie minière. Une visite aux mines de Sarrebruck a donné à notre Commission la conviction que les dirigeants de cette entreprise ont mis à profit toutes les améliorations préconisées par la technique. Il lui fut de plus assuré que l'industrie privée emprunte souvent ses organes directeurs aux mines d'État. La nomination du conseiller des mines Müller, attaché à la mine d'État de Sarrebruck, à la succession du directeur récemment décédé de la mine « Consolidation » confirme cette allégation.

En ce qui concerne la vente, il est à remarquer que la matière première a ceci de spécial qu'elle emprunte sa valeur au lieu où elle est trouvée et non, sauf dans une très petite mesure, à un travail d'appropriation ultérieur en vue duquel l'esprit et le génie spécial d'un directeur général joue un rôle principal. La vente des charbons, se faisant surtout par contrats passés avec de gros négociants, soit directement, soit par l'intermédiaire d'agents, rentre dans la catégorie des actes les plus simples de nature com-

(1) Suivant les statistiques élaborées par le « Board of Trade », la consommation de charbon dans l'empire allemand s'est élevée à 88,000,000 de tonnes pendant l'année 1898. Ce chiffre est obtenu en ajoutant au chiffre de la production, celui représentant la quantité de charbon importé et en soustrayant de la somme ainsi obtenue la quantité de houille exportée.

merciale. De plus, les résultats financiers obtenus en Prusse démontrent la compétence technique et commerciale de l'État dans l'industrie des mines. La productivité de l'entreprise ressort des revenus toujours croissants qu'en retire le Trésor. Au budget de 1900, le bénéfice net de l'exploitation des mines était estimé à 24 millions de marcs, ce qui, comparé à l'année prospère de 1890, accuse une augmentation de près de 6,000,000 de marcs, ce solde étant dû presque complètement à l'extraction de la houille. En fait, les résultats sont plus favorables encore (1).

En effet, d'après le budget de l'exercice écoulé, le produit de l'exploitation minière est évalué à 167,000,000 de marcs. Les dépenses sont divisées en dépenses ordinaires et extraordinaires.

Les premières comprennent toutes les dépenses propres à l'exploitation, telles que traitements des employés, salaires des ouvriers, subsides, secours, frais d'entretien et d'extension, frais afférents à la direction des mines au Ministère du Commerce et de l'Industrie à Berlin, ceux pour les diverses Directions des mines et pour les établissements d'enseignement de l'art des mines (entre autres la Direction géologique et l'Académie des mines à Berlin). Ces dépenses se montent à environ 142,000,000 de marcs. Les dernières dépenses, c'est-à-dire les dépenses extraordinaires et temporaires pour un exercice, s'élèvent à 1,450,000 marcs. Elles sont destinées principalement à l'entreprise de recherches nouvelles, à l'octroi de dommages-intérêts aux propriétaires dont les biens sont endommagés par suite de travaux miniers et à l'achat de terrains.

Nombre d'affaires sont mises à charge de l'administration des mines, qui n'ont qu'un rapport très lointain avec l'exploitation envisagée comme entreprise commerciale de l'État. Qu'il suffise de citer les frais de l'enseignement de l'art minier qui n'est pas sans doute de moindre importance pour l'exploitation privée que pour l'entreprise de l'État ; ensuite, les dépenses pour les Directions minières, dépenses consacrées en grande partie à couvrir les frais de la police des mines en général et des carrières. Le budget ne donne pas davantage un aperçu réel du rendement financier de l'exploitation, attendu qu'il n'est prévu aucun poste pour les intérêts et l'amortissement des capitaux, absorbés originairement par la mine. Une notion plus exacte découle des chiffres fournis confidentiellement par le Président de la Direction des mines à Sarrebruck, concernant l'intérêt produit dans les trente dernières années par les capitaux employés par l'État dans les mines de Sarrebruck, déduction faite des amortissements annuels.

Il en ressort notamment que le bénéfice net obtenu aux mines de Sarrebruck atteint en 1898 le chiffre de 13,088,889 marcs. La quantité de houille vendue comportait cette année 7,812,346 tonnes. Le bénéfice par tonne aurait, par conséquent, atteint environ 1,6 marc.

Von Festenburg Packisch estime dans son ouvrage « Entwicklung und lage des Deutsches Bergbaues », d'après les renseignements qui lui furent fournis au sujet des différentes mines d'État, que pendant les années 1886, 1887 et 1888 le bénéfice réalisé par l'État, dans ses entreprises

(1) Il s'agit de l'exercice 1899.

minières, atteignait 1 marc par tonne, résultat qui, en tenant compte des époques auxquelles il a procédé à son estimation, correspond avec ce qui précède.

La Commission ne croit pas devoir tenter la comparaison entre les entreprises d'État et celles des particuliers. Les méthodes employées dans les diverses mines, l'aménagement complet de chacune d'elles, la manière de tenir la comptabilité, se diversifient tellement que les comptes et les chiffres de bénéfices ne se prêtent que très mal à une comparaison. Elle a toutefois acquis la conviction que l'exploitation par l'État est quelque peu plus coûteuse que par l'industrie privée.

L'esprit qui guide les dirigeants des mines d'État est traduit très clairement dans cette observation qui fut faite à la Commission, durant sa visite aux mines d'État de Prusse, par un des hauts fonctionnaires : « Wir haben nicht den profitwert der Actiengesellschaften und wir nutzen die Leute nicht so aus (1) ». La réalisation d'un bénéfice est évidemment le but de l'exploitation gouvernementale, mais la réalisation du plus grand gain possible n'est pas une préoccupation si absolue qu'elle fasse reléguer à l'arrière-plan le souci d'intérêts étrangers à la productivité de l'industrie, dont l'État, plus que les particuliers, à raison des multiples caractères de sa mission, a le devoir de se préoccuper. On n'exige pas de l'ouvrier qu'il travaille jusqu'à la limite de ses forces ; aussi l'ouvrier employé dans les mines de l'État a une capacité productive quelque peu moindre que dans l'industrie privée.

D'après les statistiques officielles relatives au travail des mines en Prusse, le rendement moyen de l'ouvrier du fond s'est élevé en 1898 : dans le district de la Haute-Silésie, à 1^t,357 par homme et par jour ; dans le district de Dortmund, à 0^t,873 et dans le district de Saarbruck, à 0^t,819.

La grande production obtenue dans le premier district est attribuable en grande partie à la longue durée du travail en été dans cette contrée. Alors qu'à Sarrebruck et Dortmund le travail dans le fond, y compris la descente et la remonte ainsi que les temps de repos, comporte 9 heures (2), en Silésie, 59.3 p. c. des ouvriers travaillent 10 heures, 31.6 p. c. 12 heures, les autres 9 heures.

Les salaires payés dans les mines d'État sont en moyenne équivalents à ceux des entreprises particulières. Le taux du salaire de la contrée exerce ainsi une influence.

En 1898, le salaire moyen des ouvriers mineurs dans le fonds s'élevait :

En Silésie, à 2.73 marcs par jour.
A Dortmund, à 3.74 marcs par jour.
A Sarrebruck, à 3.40 »
A Aix-la-Chapelle, à 3.72 marcs par jour (3).

---

(1) « Nous ne recueillons pas les bénéfices des sociétés par actions et nous n'épuisons pas les » gens ainsi. »

(2) Dans certaines mines de Dortmund, où le travail de creusement est le plus dur, la durée du travail ne dépasse pas 6 heures.

(3) Dans le Limbourg, le salaire moyen s'élevait à fl. 1.78 en 1898.

Les considérations qui précèdent forment la démonstration que l'exploitation des mines est un domaine dans lequel, à juger d'après les expériences faites en Prusse, l'État peut s'aventurer avec fruit comme entrepreneur.

. . . . . .

Frais d'installation d'un nouveau siège

La Commission exprime par conséquent l'avis que le premier travail dont l'exécution s'impose, si l'État se décide à entreprendre l'exploitation des mines, consistera dans la construction d'un siège provisoire dans un terrain à déterminer. Il ne sera possible d'évaluer le coût de cet ouvrage qu'après qu'on aura étudié avec soin la constitution du terrain dans lequel ce puits doit être creusé. D'après une évaluation globale des dépenses faites en Allemagne pour le creusement des puits dans les terrains aquifères (marne, argile, sable et gravier), les dépenses pour les premiers 200 mètres s'élèvent à 3,000 marcs par mètre; pour chaque centaine de mètres qui suit, à 4,000 marcs par mètre et le creusement dans le terrain houiller à 700 marcs environ (1).

(2) . . . . . .

Avantages directs et indirects de l'exploitation par l'Etat

La Commission croit toutefois ne pouvoir donner son avis sur cet objet qu'après avoir fait ressortir les avantages inhérents à semblables entreprises.

Ces avantages sont de deux natures, avantages directs et indirects.

Parmi les avantages directs, il y a lieu de signaler les ressources financières produites par l'exploitation. L'État reçoit actuellement, du chef de l'exploitation des mines, les redevances visées à l'article 33 de la loi du 21 avril 1810, c'est-à-dire une redevance fixe et une redevance proportionnelle.

La redevance fixe comporte 10 florins par kilomètre carré, la redevance proportionnelle 2 1/2 p. c. du bénéfice net. Cette dernière contribution peut être majorée et portée à 5 p. c. en vertu de la loi sur les mines. Ainsi le maximum de la part éventuelle de l'État dans les bénéfices nets d'une exploitation minière ne saurait dépasser 1/20.

La redevance fixe rapporte actuellement, du chef des terrains houillers concédés, fl. 304-67; la redevance proportionnelle a rapporté 6,500 florins dans les dernières années.

L'annexe VII de ce rapport donne un aperçu des résultats de l'exploitation de la mine domaniale. Il en ressort que pendant une période de 53 ans, de 1847 à 1899, il a été réalisé un bénéfice net de fl. 3,149,474-85.

---

(1) La construction d'un puits jusqu'à 350 mètres de profondeur, dont 70 mètres dans le terrain carbonifère, exigerait donc une dépense de 969,000 marcs ou 580,000 florins. Qu'on ajoute à ce chiffre pour l'achat de terrains, la construction de quelques galeries d'exploitation et l'assèchement des voies souterraines, une somme de 50,000 florins, semblable puits d'expérience coûterait 630,000 florins.

L'installation complète d'une exploitation, c'est-à-dire toutes les dépenses nécessaires à la construction de deux puits, les machines, bâtiments et autres, peut être évaluée à une somme globale de 2 à 2 1/4 millions de florins.

(2) Savoir : l'exploitation par l'État d'un terrain houiller approprié.

Pour établir le bénéfice net, on a eu égard aux chiffres sur lesquels a eu lieu le prélèvement destiné au paiement de la redevance proportionnelle. Le bénéfice net par tonne de houille venduc comportait, à la mine domaniale pendant la période 1894-1899.

1894	fl. 1.59[2]	1897	fl. 1.70[6]
1895	1.62[3]	1898	1.65
1896	1.47[7]	1899	1.86[5]

Toutefois, ces chiffres afférents aux bénéfices réalisés par les mines domaniales ne peuvent être admis sans réserve pour servir de base à l'évaluation des gains éventuels d'une nouvelle mine à aménager dans son ensemble.

En effet, l'exploitant de la mine domaniale, en sa qualité d'usager, n'a pas consacré de capitaux aux travaux de premier établissement, ni au creusement des puits, ni à d'autres travaux d'installation.

Ces chiffres démontrent toutefois que l'exploitation des mines dans le Limbourg donne des bénéfices appréciables. Il est surtout à noter que, dans une période de cinquante ans, on n'a pu signaler que des bénéfices. Attendu, en outre, que l'enquête faite en Allemagne a donné des conclusions favorables au sujet spécialement des résultats financiers de l'exploitation par l'État, il n'y a pas de raison d'admettre que, si un terrain est reconnu exploitable, une exploitation d'État, conduite régulièrement et aménagée commercialement, ne puisse fournir des bénéfices convenables. A n'admettre qu'un chiffre très réduit, par exemple, fl. 0.60 la tonne (le bénéfice à la tonne en 1899 de la mine « Consolidation » comportait le triple, sans compter de larges amortissements), on peut encore évaluer à environ 300,000 florins le bénéfice futur, en tablant sur une extraction de 500,000 tonnes, chiffre qui peut être atteint en peu d'années, à moins que l'exploitation ne demeure réellement insignifiante.

*
* *

Au nombre des avantages indirects que l'exploitation des mines par l'État doit engendrer, on peut ranger, suivant l'avis de la Commission, l'influence favorable qu'elle exercera sur l'industrie minière dans le Limbourg. Du moment que l'État, qui en possède au surplus les moyens, procède à l'aménagement de son exploitation suivant les dernières exigences de l'art, qu'il applique à l'extraction de la houille les méthodes reconnues les meilleures, qu'il a soin de traiter et de payer convenablement son personnel, qu'enfin il vise à rendre son exploitation la plus parfaite possible, son entreprise constituera pour les autres exploitants des mines le modèle qu'ils auront à imiter dans l'aménagement de leurs installations.

Mais il incombe aussi à l'État de prendre exemple des améliorations appliquées aux industries privées, de telle sorte qu'il naisse de l'exploitation concomitante des entreprises tant de l'État que des particuliers, une rivalité salutaire pour tous ceux qui se vouent à l'exploitation des mines et dont l'industrie privée ne tirera pas le moindre profit.

On peut s'attendre aussi à ce que l'érection d'une puissante industrie minière vienne enrayer, au profit des exploitations du Limbourg, l'exode

du flot des ouvriers qui cherchent à pourvoir à leur subsistance au-delà des frontières. Il n'est pas admissible, en effet, que le travailleur limbourgeois, du moment qu'il trouvera du travail près de chez lui, continue à se rendre en Allemagne. Il n'y a pas lieu d'insister ici sur les grands avantages que présente, pour les Pays-Bas, au point de vue social et économique, la conservation de ses forces propres.

Une entreprise d'État sera encore utile dans une large mesure pour la mise en vigueur de l'inspection des mines et pour l'enseignement pratique des futurs ingénieurs des mines, ce qui est de grande importance pour nos colonies. Indépendamment de l'inspection des mines proprement dite, confiée, en vertu de la loi en vigueur, aux autorités supérieures, le pouvoir exécutif, par l'octroi des concessions, est investi d'une puissance considérable quant à la manière d'aménager et de conduire les travaux d'exploitation. C'est ainsi qu'il appartient notamment au Ministre du Waterstaat, du Commerce et de l'Industrie, d'approuver les plans d'exploitation dressés par le concessionnaire, de donner ou de faire donner telles instructions particulières concernant les travaux, dans l'intérêt de la sécurité publique, tant à l'intérieur de la mine qu'à l'extérieur, tandis qu'il incombe, d'autre part, à l'ingénieur des mines de déterminer la manière de procéder à l'extraction. Les représentants du gouvernement possèdent en conséquence des attributions multiples qui peuvent se trouver en conflit avec des intérêts privés, mais ils ont aussi une grande responsabilité dans la bonne conduite de l'entreprise.

Jusqu'à ce jour, pour autant que la Commission soit exactement informée, le Gouvernement n'a pas rencontré de grandes difficultés dans l'exercice de sa double inspection. Mais à mesure que l'industrie minière se développera, sa tâche deviendra plus lourde, et il est nécessaire qu'un corps de fonctionnaires de grande capacité technique et d'une expérience pratique vienne en aide au Ministre. Dans l'entre-temps, l'occasion fait défaut, dans ce pays, de former des hommes à la pratique de l'art minier. L'enseignement théorique donné à Delft ne marche pas de pair avec des exercices pratiques. Sans doute, grâce à l'obligeance de l'ingénieur des mines, quelques futurs ingénieurs sont mis chaque année dans l'occasion de se livrer à des travaux pratiques pendant quelques semaines, soit dans le Limbourg, soit en Allemagne, mais ce moyen ne permet que de pourvoir partiellement à la formation des futurs techniciens des mines. Si l'État assure l'exploitation des mines pour son propre compte, cette circonstance serait de nature, comme cela se fait en Prusse, à être mise à profit pour l'éducation des ingénieurs et, d'autre part, du personnel technique, tant dans l'intérêt des Pays-Bas que des colonies.

L'expérience acquise dans la direction d'une mine d'État sera utilisée ensuite pour déterminer les prescriptions de police auxquelles il y aura lieu de soumettre l'industre minière.

Si, d'une part, l'efficacité et le caractère pratique de semblables prescriptions ressortent de leur application effective dans les mines appartenant à l'État, d'autre part, une connaissance plus approfondie des exigences pratiques de l'industrie minière ne sera pas sans influence pour l'adoption d'une réglementation telle que cette industrie n'en soit pas entravée dans la liberté d'action qui lui est nécessaire.

Les consommateurs hollandais trouveront-ils un avantage dans l'exploitation par l'État?

Après avoir indiqué les avantages tant directs qu'indirects qui découlent pour l'État, dans l'exécution de ses diverses fonctions, d'une exploitation de mines qui lui soit propre, une question reste à examiner, savoir si les consommateurs de houille dans les Pays-Bas ont intérêt à ce que l'État exploite.

Dans l'examen de cette question, la Commission présuppose que l'exploitation des mines, du moment qu'elle sera entreprise par l'État, devra être gérée, de même qu'en Prusse, sur un pied purement commercial, c'est-à-dire que les produits extraits devront être livrés sur le marché et que le but de cette exploitation n'est pas seulement de pourvoir aux besoins propres de l'État.

En effet, l'emploi du combustible dans les divers services de l'État n'est pas actuellement d'une telle importance qu'il faille créer dans ce but une exploitation minière. Un des clients les plus importants serait en ce moment la Marine, en admettant que la houille extraite doive être réservée à cette fin.

Or la quantité de houille nécessaire dans le pays pour pourvoir aux besoins des navires de guerre et à l'usage des chantiers du royaume n'atteint guère qu'environ 20,000 tonnes. La plus grande quantité du combustible utilisé par la Marine est tirée de l'étranger et principalement des Indes.

Les quantités de charbons annuellement nécessaires pour les besoins du pays peuvent être évaluées à environ 5,000,000 de tonnes. L'Allemagne y a pourvu en 1899 pour environ les trois quarts. Le restant a été importé d'Angleterre et de Belgique.

La Belgique importe du charbon dans les endroits situés près des frontières méridionales; elle fournit de plus une grande partie des combustibles dits anthracites dont la vogue s'est répandue dans les dernières années, et qui sont utilisés dans les poêles dits calorifères et dans les foyers de construction spéciale.

L'importation de la Grande-Bretagne subit des fluctuations, en connexité avec le prix des charbons allemands et le coût du fret. Le fret est un facteur de caractère plus constant pour les charbons allemands que pour ceux qu'on importe par voie de mer. Les prix des charbons allemands dépendent surtout de la volonté du syndicat des houilles rhénan et westphalien, qui domine le marché dans les Pays-Bas. Notre pays est donc actuellement doublement sous la dépendance de l'étranger au point de vue de ses besoins de houille. Non seulement il doit en tirer son combustible, mais il est de plus obligé de se courber devant les exigences d'un puissant syndicat.

Bien qu'il y ait lieu d'espérer des résultats favorables de la mise à fruit du bassin houiller du Limbourg, la Commission croit néanmoins répondre d'avance aux observations et aux calculs mis en avant dans les journaux et les périodiques et d'où il semble résulter que les Pays-Bas, grâce aux trésors cachés dans le sol du Limbourg, seront bientôt complètement indépendants de l'étranger.

L'expérience a démontré que le charbon du Limbourg est propre à l'usage domestique et industriel.

Des essais faits avec du charbon tiré de la mine Orange-Nassau ont permis de constater que ce charbon, mélangé à du charbon plus gras ou de Westphalie (charbon contenant plus de gaz), peut être utilisé dans les locomotives et qu'il forme aussi un combustible utilisable pour les bateaux à vapeur par l'emploi spécialement du tirage forcé ; sa valeur, dans ce cas, augmente, en le mélangeant avec du charbon flambant d'Allemagne. Il y a, de plus, des indications au sujet de l'existence dans le sous-sol de quantités de charbon relativement considérables, d'une plus grande teneur de matières volatiles que ceux extraits jusqu'à ce jour (12 à 13 p. c.). Les charbons limbourgeois ne sont pas assez riches en matières volatiles pour être utilisés à la fabrication du gaz.

Cette dernière observation est déjà suffisante pour démontrer que les Pays-Bas ne pourront suffire à leurs besoins en combustibles sans l'intervention de l'étranger. Cette dépendance à l'égard de l'étranger peut cependant, comparée à la situation actuelle, être limitée considérablement, du moment que l'exploitation dans le pays même aura atteint son développement et que, de plus, le prix du charbon ne sera plus à la merci des exploitants coalisés.

L'histoire du syndicat des houilles rhénan-westphalien est un exemple instructif qui prouve comment le producteur parvient à défendre ses intérêts à l'encontre de ceux des consommateurs, car il n'est nullement impossible que le même conflit d'intérêts qui s'est produit en Westphalie ne se présente dans le pays dès que les mines limbourgeoises en possession des particuliers seront arrivées à leur développement, et que les exploitants des mines en viennent à une entente en vue de dicter la loi aux consommateurs.

La Commission estime qu'une puissante exploitation d'État sera le moyen, sinon de briser, du moins d'affaiblir le pouvoir de semblable coalition.

En admettant même que l'exploitation de l'État ne parvienne à produire, au bout de quelques années, qu'une quantité réduite de 500,000 tonnes de houille par an, celle-ci pourra servir de contrepoids pour empêcher une hausse de prix trop considérable. Sans pouvoir dominer le marché, il sera possible avec une telle production d'une mine d'État, dont les directeurs se tiendront naturellement en dehors des syndicats, d'enrayer mainte fois la hausse des prix.

Du moment que l'exploitant particulier doit tenir compte, lors des contrats de livraison, de la concurrence d'une mine d'État autonome et indépendante, et qu'il court le risque de voir échapper une commande importante, à cause des conditions plus équitables et plus acceptables présentées de ce côté, il est hors de doute que cette circonstance aura un certain effet sur ses exigences. Ajoutons qu'il y a lieu de remarquer que les périodes sont exceptionnelles où l'on parle de crise charbonnière, comme cela s'est présenté dans les derniers mois, et où il y a lieu de s'incliner devant toutes les exigences des exploitants. Aucune exploitation ni de l'État, ni des particuliers, ne saurait être aménagée de telle manière que ces situations exceptionnelles puissent être supprimées. Toutefois, même dans de semblables circonstances, l'État peut venir en aide à l'industrie nationale en faisant en sorte que la houille extraite soit réservée aux consommateurs du pays même.

Conclusions.

La Commission croit devoir résumer, à la fin de son rapport, les réponses aux quatre questions qui lui ont été posées :

1° Le terrain houiller disponible dans le Limbourg, en dehors de celui qui a déjà été concédé, peut s'étendre, à son avis, d'après les données qui lui ont été fournies, sur une superficie d'environ 14,500 hectares ;

2° Il est à souhaiter que l'État se réserve, aux fins de l'exploiter, une partie de ce territoire, et que l'exploitation en soit commencée sans délai et sur une grande échelle ;

3° Il y a lieu d'indiquer, comme devant servir à l'exploitation par l'État, un champ houiller situé au nord de la mine Orange-Nassau, d'une étendue de 4,515 hectares, renseigné aux annexes de ce rapport par une teinte bleue. Le premier travail à exécuter dans ce champ consistera dans la création d'un siège d'essai ;

4° La partie du terrain disponible restante, soit 10,000 hectares, pourrait être donnée en concession à des particuliers, de telle manière que ces terrains ne soient pas d'un seul tenant, mais qu'ils soient divisés en de nombreuses concessions de peu d'étendue.

23 août 1900.

Loi hollandaise du 24 juin 1901, concernant l'exploitation par l'État des gisements houillers du Limbourg.

I. — MÉMOIRE EXPLICATIF

DU

Ministre du Waterstaat, du Commerce et de l'Industrie.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

On sait que depuis longtemps on exploite, sur une petite échelle, les mines situées dans le sud du Limbourg.

Le droit d'exploiter la mine domaniale existante fut accordé, par octroi de Marie-Thérèse du 22 janvier 1723, à l'ancienne abbaye de Cloosterrade ou de Rolduc. Par la sécularisation des biens ecclésiastiques à la fin du siècle passé, ce droit, ainsi que les autres propriétés de l'abbaye, passa à l'État, qui vendit les bâtiments et terrains, tout en conservant le droit d'exploiter la mine. L'exploitation de la mine domaniale était de petite importance.

Outre cette mine, on mit encore en exploitation dans le Limbourg, en vertu d'un arrêté impérial du 2 février 1808, la mine Neuprick-Bleyerheide. Mais l'exploitation en fut aussi peu importante.

De 1860 à 1880 un certain nombre de concessions furent accordées. Elles ne donnèrent non plus aucun résultat favorable.

En 1891 on introduisit une nouvelle demande de concession.

Après examen, le soussigné eut la conviction que les demandeurs n'avaient pas sollicité la concession pour en faire commerce, mais pour la mettre en exploitation le plus vite possible.

Il n'eut donc aucun scrupule à accorder la concession demandée sous le nom d' « Orange-Nassau », afin de mettre les intéressés en situation de faire une sérieuse démonstration de la possibilité d'exploiter des mines de charbon, dans une partie du Limbourg, où jusqu'alors aucune entreprise de mines n'avait été efficace.

Cette idée des concessionnaires apparut d'une façon générale comme juste. Bien que les premiers travaux d'exploitation aient rencontré beaucoup de difficultés, ils montrèrent que le terrain du Limbourg à l'ouest de la mine domaniale, et par conséquent à une distance plus grande du bassin de la Rühr, contient d'importantes couches de charbon, à des profondeurs telles qu'elles peuvent, eu égard aux progrès de la technique de l'industrie minière, devenir lucratives.

Ce résultat apparut au soussigné comme ayant une très grande importance pour le développement de l'industrie nationale, dont les intérêts sont confiés à son département.

En premier lieu, il faut compter les intérêts du Limbourg, où l'extension de l'industrie minière amènera, dans un avenir plus ou moins rapproché, la création des établissements et des industries qui en dépendent.

Il y a encore une autre considération d'intérêt plus général. Le charbon, source de travail, remplit dans la société actuelle un rôle de la plus haute importance. L'alimentation, l'habillement, l'éclairage, le chauffage, les transports dépendent dans le monde civilisé de l'emploi du charbon.

Sans une quantité suffisante de charbon, la société actuelle ne peut exister et d'innombrables difficultés résulteraient, dans toutes les branches de l'activité humaine, de la pénurie de ce combustible.

Il est vrai que la Néerlande, se trouvant par sa situation favorable en relation avec des pays où l'on trouve de la houille (Angleterre, Belgique, Allemagne), a toujours pu faire venir du dehors le charbon nécessaire; mais, par suite de circonstances extraordinaires, danger de guerre, rareté de charbon, ou hausses de prix, des changements pourraient se produire dans cette situation favorable.

La conclusion s'impose donc que, pour notre peuple, en vue du besoin croissant de charbon, il n'est pas indifférent de pouvoir trouver sur son propre territoire une bonne partie de ce qui doit satisfaire à ses besoins.

Mais il importe aussi d'examiner attentivement de quelle façon on tirera de cette situation favorable le meilleur parti dans l'intérêt général.

L'avantage de posséder dans le sol national une abondante source de travail serait perdu en tout ou en partie si elle tombait entre les mains de particuliers, même de compatriotes; car étant donnés le caractère international et la grande mobilité du capital, la majorité des actions des entreprises pourrait arriver facilement et rapidement en possession d'étrangers.

Il est vrai que, dans les clauses de la concession, on pourrait stipuler que, en tout temps, une certaine réserve de charbon serait conservée dans le pays même. Il est fort douteux cependant que le but puisse être atteint.

Cela ne serait possible que par l'immixtion des administrations de l'État dans l'exercice d'une profession particulière.

Pour l'industrie privée, la liberté de vendre est indispensable et elle ne pourrait être accordée sans limitation.

Les contrats de livraison de longue durée, conclus avec des étrangers, pourraient, en temps de disette, mettre l'exploitant de mine dans l'impossibilité de faire face à celle-ci, même s'il le voulait.

Il est cependant difficile de songer à contraindre l'exploitant de mine, par une clause de la concession, à écouler ses produits dans une direction déterminée, à un prix beaucoup plus bas que celui qu'il pourrait obtenir. Ces difficultés ne peuvent disparaître, et la certitude que le charbon trouvé en Hollande servira aux besoins néerlandais ne peut exister que si l'État se met en possession des mines du Limbourg et se charge de leur

exploitation dans les limites où elles ne sont pas encore données en concession à des particuliers.

Évidemment l'État, en exploitant les mines, devra, aussi bien qu'un entrepreneur particulier, se préoccuper de réaliser des bénéfices, mais à côté de cet intérêt d'argent, il pourra veiller aux besoins du pays pour l'éventualité où l'importation de combustible deviendrait difficile.

A côté de ces arguments en faveur de l'idée de l'exploitation par l'État, viennent s'en ajouter d'autres, les uns d'ordre social, les autres d'ordre financier. Les premiers sont exposés en détail dans le paragraphe 3 de ce mémoire.

Quant aux raisons financières, on peut faire remarquer ici que la loi de 1810, applicable aux mines du pays, et la loi récente qui réglemente celles des Indes néerlandaises, accordent à l'État une part dans les bénéfices de l'exploitation. Par la première loi cette part est fixée à un maximum de 5 p. c. du bénéfice net et par la seconde à 4 p. c. du bénéfice brut.

Le soussigné n'examinera pas si ces rétributions donnent bien à l'État ce qui lui revient en réalité. La discusion de la loi minière des Indes est encore assez fraîche dans les mémoires, pour que l'on puisse affirmer, sans s'exposer à la contradiction, qu'il est très difficile de fixer exactement la part de l'État dans l'exploitation de telle manière que, d'un côté, l'industrie puisse compter sur un revenu suffisant pour les capitaux souvent très grands qui y sont engagés et que, de l'autre côté, il soit accordé à l'État une part du produit de la mine, en rapport avec le fait que c'est sa seule intervention qui octroie à quelques personnes le droit exclusif d'exploitation.

Dans le système des octrois de concession il y a grande chance que le trésor reçoive moins que ce qui lui revient, parce que, en établissant une redevance assez élevée, on détournera à peu près tout le monde de demander des concessions et ainsi on empêcherait l'application du système.

C'est là une difficulté réelle, qui sera plus grande encore si la concession est perpétuelle ou accordée pour un très long terme, ce qui est inévitable dans des pays comme la Néerlande, où, à la différence de ce qui se fait aux Indes néerlandaises, l'exploitation des mines exige l'établissement onéreux de puits d'extraction.

Les besoins de l'État augmentant, on doit s'efforcer de réserver au Trésor des ressources qui peuvent devenir assez importantes, puisque l'on doit admettre que l'exploitation de l'État n'a rien à envier à celle des particuliers, au point de vue technique et commercial.

Ces considérations ont amené le soussigné à prendre une attitude expectante à l'égard de nombreuses demandes de concession, qui ont été adressées à son département à la suite des résultats obtenus par l'exploitation de la mine Orange-Nassau, et, avant de prendre une décision à leur égard, à mettre à l'étude l'idée de l'exploitation des mines de houille par l'État.

Comme les demandes précitées se rapportaient pour la plupart au même terrain houiller, il a jugé bon de comprendre dans cette étude

la question de savoir comment le terrain charbonnier, non désigné pour l'exploitation par l'État, devrait être partagé pour l'octroi de nouvelles concessions.

§ 2. — Par arrêté royal du 17 avril 1899, n° 50, une Commission fut désignée afin d'examiner si une partie du terrain houiller disponible en Limbourg doit être exploitée par l'État, quelle partie devrait être désignée à cette fin et comment le restant du terrain devrait être divisé pour l'exploitation par des particuliers.

Le 23 août dernier, la Commission a fait parvenir son rapport au soussigné.

Le rapport est divisé en quatre parties. La première énonce les résultats de l'exploration technique du terrain houiller disponible en Limbourg; dans la seconde, il est répondu à la question de savoir si une partie de ce terrain doit être exploitée par l'État; dans la troisième, on désigne les terrains qui pourraient convenir, et la quatrième contient les considérations qui se rapportent à la division du terrain houiller restant pour l'octroi des concessions futures.

1. — D'après les forages faits dans le Limbourg au cours des années, d'après ce que les travaux d'exploitation ont montré concernant l'état du terrain houiller et d'après ce qu'on sait de la formation géologique des bassins houillers avoisinants, la Commission a admis qu'en dehors de la partie donnée en concession, le terrain houiller encore disponible comporte une superficie d'environ 14,500 hectares.

Les limites en sont indiquées aux annexes 2, 3 et 8, jointes au rapport.

La composition probable du terrain est donnée par les plans qui indiquent les veines traversées par les sondages et par le profil de la partie principale du bassin houiller limbourgeois dressé en conséquence (annexes 3 et 4 du rapport).

Se basant sur cette disposition du terrain, l'ingénieur des mines pense que tout le bassin houiller du Limbourg non exploité contient un grand nombre de veines à des profondeurs qui permettront d'amener au jour, sans difficultés techniques insurmontables, le charbon qui s'y trouve.

Un spécialiste consulté par la Commission (M. Vogel, conseiller des mines, nommé depuis intendant en chef des mines du ressort de Breslau) s'est rallié à ces conclusions favorables dans sa note du 28 mai 1900, qui est jointe au rapport.

Même cet expert est d'avis que des recherches plus étendues et surtout le commencement des travaux d'exploitation montreront que la partie sud-ouest du bassin houiller est plus riche encore en charbon que l'ingénieur des mines n'a pu l'établir d'après les données dont on dispose maintenant.

2. — Avant de répondre à la question de savoir si l'on doit décider de faire exploiter les mines par l'État dans nôtre pays, la Commission a jugé nécessaire d'établir tout d'abord les résultats de l'exploitation par l'État en Prusse, où elle est établie sur une grande échelle.

Les investigations ont eu pour objet les vastes mines de l'État dans le district de la Sarre et les résultats de cette exploitation minière lui ont

paru très satisfaisants, aussi bien sous le rapport technique que sous le rapport commercial. Le résultat financier a paru tout aussi satisfaisant et cela, bien que les directeurs de l'entreprise aient pris en considération dautres intérêts que la réalisation des bénéfices, que l'on y paie des salaires semblables à ceux des mines particulières et que les ouvriers obtiennent les repos nécessaires.

Il ne paraît pas douteux à la Commission qu'en général l'État peut entreprendre d'exploiter des mines de houille avec l'espoir du succès.

En ce qui concerne particulièrement notre pays, elle est d'avis qu'il est avantageux, à tous les points de vue, de décider l'exploitation des mines de houille par l'État.

Les concessions accordées jusqu'à présent n'ont pas été conduites à bonne fin avec l'ardeur nécessaire et, de plus, les capitaux néerlandais ayant montré jusqu'ici peu d'empressement pour les entreprises minières, l'influence étrangère s'y est fait sentir trop fortement.

C'est surtout pour cela qu'il est souhaitable que l'État se charge d'exploiter une superficie assez étendue.

En outre, cette conclusion s'appuie aussi sur des raisons positives. En premier lieu il y a les bénéfices financiers de l'exploitation. D'après une estimation modérée, on doit évaluer le bénéfice net à fl. 0-60 par tonne, en sorte que pour une extraction de 500,000 tonnes — production de deux puits seulement — on peut espérer immédiatement un bénéfice net de 300,000 florins par an.

Parmi les avantages indirects, la Commission compte l'influence favorable qu'une exploitation, conforme aux dernières exigences de la technique et bien réglementée quant au personnel, exercera sur les autres exploitations et l'occasion qui s'offrira de former dans d'excellentes conditions des ingénieurs capables pour le service de l'État aux Indes.

Mais le rapport appelle aussi l'attention sur les intérêts des consommateurs de charbon. En ce moment, pense la Commission, notre pays est, pour pourvoir à son besoin de charbon, doublement sous la dépendance de l'étranger. Non seulement il doit en faire venir le combustible, mais de plus il doit se plier aux exigences d'un puissant syndicat. Non seulement l'État devra s'abstenir de prendre part à de telles coalitions, mais en outre une forte exploitation par l'État sera le moyen de diminuer la force des coalitions qui existent dans notre pays.

Dans des circonstances extraordinaires, une semblable exploitation soutiendrait aussi l'industrie nationale en ayant soin de livrer les produits de l'exploitation en premier lieu aux consommateurs du pays. On se défend bien, dans le rapport, de l'idée que l'exploitation de mines en Limbourg puisse rendre les consommateurs néerlandais tout à fait indépendants de l'étranger, mais néanmoins la Commission considère comme incontestable que la dépendance existante diminuera de plus en plus par une forte exploitation de l'État.

D'après le rapport, les terrains qu'il faut considérer comme les meilleurs pour l'exploitation de l'État, ceux qui paraissent les plus riches et les plus avantageux à exploiter se trouvent au nord de la mine Orange-Nassau.

Les sondages faits dans ce terrain ont établi sans aucun doute qu'on

trouvera là un grand nombre de couches de charbon très riches, de formations différentes (charbons à gaz, charbons gras, charbons donnant de la flamme, charbons maigres), et que les couches supérieures constituent de puissantes assises de charbons riches en gaz.

Le terrain précité a une étendue de 4,515 hectares et contient, à ce qu'il semble, 39 couches de charbon, dont l'épaisseur, d'après les sondages qui ont été faits, varie de 0^{m}36 à 1^{m}87. Suivant les calculs joints au rapport et établis de façon globale, ce terrain minier pourrait fournir au delà de 800 millions de tonnes de charbon.

4. La partie restante du terrain houiller, d'une superficie d'environ 10,000 hectares qui ne seraient pas abandonnés à l'exploitation de l'État, devrait, d'après l'avis de la Commission, être cédée aux entreprises particulières. Aucune de ces concessions ne devrait comprendre moins de 500, ni plus de 1,000 hectares.

§ 3. Le soussigné a pris connaissance de ce rapport avec un vif intérêt et en a étudié sérieusement le contenu. La délibération de la Commission, éclairée par des compétences reconnues, lui paraît établir si clairement l'étendue et la composition de ce terrain houiller, qu'il ose sans inquiétude prendre ses conclusions techniques comme base de la suite à donner à cette affaire.

Après l'exposé fait dans le § 1er de ce mémoire, quelques mots peuvent suffire à motiver l'adhésion du soussigné à la seconde partie du rapport.

Tout en reconnaissant la valeur des autres arguments invoqués en faveur de l'exploitation par l'État, il semble néanmoins au soussigné que les observations du rapport au sujet de l'intérêt qu'ont les consommateurs de houille du pays à ce que l'exploitation soit faite par l'État dans de bonnes conditions, méritent surtout l'attention.

Pour admettre que cette exploitation donnera au trésor public de plus grandes ressources que celles qui peuvent lui revenir de l'exploitation par des particuliers, ce n'est pas seulement sur l'expérience de l'exploitation d'État qui a été faite en Prusse que l'on peut se baser, mais aussi sur les résultats obtenus dans le Limbourg par l'exploitation privée, qui, bien qu'elle ait eu lieu sur une échelle très réduite, peut montrer des chiffres de bénéfices s'élevant sensiblement depuis les vingt dernières années.

En ce qui concerne les limites du terrain à assigner à l'exploitation par l'État, le soussigné, après avoir mûrement réfléchi, a été amené à penser que ce qui servira le mieux l'intérêt général sera de réserver à l'État tout le terrain disponible.

Les deux arguments principaux énoncés plus haut en faveur de l'exploitation des mines par l'État ne peuvent que gagner en importance si on les applique à un terrain plus vaste que celui recommandé par la Commission.

Si l'on donnait suite à sa proposition, le terrain possédé par des entrepreneurs particuliers serait déjà plus étendu que le terrain de l'État, et si l'on ajoutait encore 10,000 hectares à ce que possèdent les particuliers, le terrain d'État ne formerait plus que le quart de tout le bassin houiller exploité dans le Limbourg.

Ensuite un argument de grand poids pour faire réserver à l'État tout le

terrain houiller disponible, c'est que la création brusque de nouvelles entreprises minières par les particuliers pourrait produire une perturbation profonde dans la situation sociale de la population ouvrière.

Dans le rapport — page 32 — on admet que pour l'exploitation d'un terrain houiller ne dépassant pas 500 hectares, il faudrait déjà mille ouvriers.

Si l'exploitation des mines en Limbourg prenait subitement une grande extension, le pays ne pourrait probablement pas fournir les forces ouvrières nécessaires, car tous les travailleurs ne seront pas disposés à se livrer immédiatement au travail de la mine.

Par conséquent on devrait avoir recours à une augmentation rapide et peu souhaitable du nombre des ouvriers étrangers.

De plus, dans cette hypothèse, le Limbourg serait en peu de temps envahi par des ouvriers, qu'ils viennent du pays ou qu'ils viennent d'au-delà des frontières, sans que l'on ait pu, au préalable, prendre les mesures nécessaires pour leur logement ou leur instruction.

Si l'État est maître du terrain, il pourra tenir l'extension de l'industrie des mines en rapport avec la possibilité de pourvoir à ces besoins.

La Commission pense aussi qu'il faut considérer cette partie du problème comme étant de la plus haute importance. « On pourra, dit-elle, pourvoir au manque d'ouvriers, ou bien en formant à la longue parmi la population actuelle et parmi ceux qui viendront peu à peu s'y établir, une forte population de mineurs, ou bien en allant chercher des travailleurs à l'étranger. Le premier système a été suivi à Sarrebruck et il y a exercé une influence heureuse sur les situations sociales, parce qu'il a créé une population de mineurs stable et attachée à la contrée.

En Westphalie, on est entré largement dans la voie de l'enrôlement d'ouvriers étrangers, pour la plupart des Polonais et des Italiens, et cela y a créé des situations qui, sous le rapport moral et social, sont loin d'être favorables. »

Cette observation paraît juste au soussigné et l'on devra avoir à cœur, en considération des situations sociales dans le Limbourg, d'exercer d'abord l'industrie de l'État sur une petite échelle et de la développer méthodiquement.

Ces arguments plaident suffisamment pour que l'on réserve à l'État tout le terrain non donné en concession jusqu'à présent; le soussigné croit pouvoir faire remarquer encore qu'il sera très difficile d'indiquer la façon d'après laquelle on concéderait aux particuliers la partie non exploitée par l'État.

Dans ces dernières années, beaucoup de sondages ont été faits par des intéressés, suivis d'autant de demandes de concession. Le désir d'obtenir des concessions était devenu si général que des demandes de concession visant en grande partie les mêmes terrains houillers ont été introduites presque en même temps par plusieurs personnes.

Dans beaucoup de cas il serait impossible de préciser quels demandeurs ont les meilleures raisons aussi bien d'équité que de droit à avoir la concession.

Une adjudication serait peut-être la seule voie pour sortir de cette

difficulté. Mais il y a grand danger que par ce moyen on provoque des surenchères entre les amateurs, ce qui serait peu favorable à la fondation d'entreprises minières solides et sérieuses.

Si, conformément au projet du gouvernement, le terrain indiqué sur la carte jointe au projet de loi est réservé à l'exploitation de l'État, il y a encore dans le Limbourg une superficie d'environ 6,000 hectares réservés à l'exploitation particulière. Cette superficie est encore assez importante pour maintenir, au profit de tous, la concurrence entre l'industrie d'État et l'industrie particulière.

Après ces développements, le soussigné croit pouvoir passer à l'exposé des dispositions du projet, lequel contient une décision de principe concernant l'exploitation de mines par l'État et consacre les formes réglementaires de l'entreprise. Une fois cette réglementation établie, le moment sera venu de faire des propositions pour donner suite à cette décision par la demande des crédits nécessaires à cette fin.

A ce sujet, rappelons l'estimation provisoire des frais de première exploitation donnée par le rapport. La construction d'un puits de 350 mètres, dont 70 mètres dans le terrain houiller, est estimée, avec les travaux supplémentaires, à 600,000 florins.

Les frais d'une installation complète pour une exploitation avec deux puits, machines, bâtiments et autres aménagements, peuvent être évalués à 2 1/2 millions de florins environ.

ARTICLE PREMIER. — Dans le § 3 des considérations générales, on a exprimé le vœu de n'entamer la mise en exploitation des houillères du Limbourg que progressivement et partiellement.

Cependant il est nécessaire de déterminer dès à présent par la loi dans quels terrains se fera l'exploitation par l'État, ces terrains devant être par ce fait soustraits à l'exploitation par les particuliers.

Ensuite de cette décision, des parties déterminées du terrain houiller pourront être, d'après les circonstances, désignées pour l'exploitation par arrêté royal, le Conseil d'État entendu.

La question de savoir si l'État devrait obtenir une concession pour l'exploitation des mines a été mûrement examinée. S'il en était ainsi, le Gouvernement devrait adresser une demande de concession aux États députés du Limbourg. Il va de soi qu'il ne pourrait le faire sans y être autorisé par la loi, puisque des dépenses sont inséparables de l'obtention d'une concession de mine.

Mais si, par l'octroi de cette autorisation, il était décidé en principe que l'État exploitera une mine, alors ce serait une vaine formalité que de suivre la voie tracée par le titre IV de la loi sur les mines, pour l'obtention d'une concession. Il sera donc préférable de supprimer la demande de concession et de ne pas appliquer les dispositions de la loi des mines qui concernent la demande et l'octroi des concessions et de régler la chose comme il est proposé à l'article 1^er^. L'arrêté royal désignant un terrain pour l'exploitation aura les effets qui autrement sont attachés à l'acte de concession, à savoir (art. 7 et 19 de la loi des mines) que la propriété de la surface sera séparée du terrain inférieur et que la mine deviendra par elle-même l'objet du droit de propriété.

ART. 2. — L'article 1er désigne pour l'exploitation par l'État deux terrains dont, par analogie de l'article 29 de la loi des mines, les limites sont indiquées par des points fixes pris à la surface. Le premier (*a*) est le terrain situé en dehors des mines concédées actuellement et désigné par la commission comme disponible ; l'autre (*b*) est le terrain de l'ancienne concession « Ernst » qui, en 1893, par arrêté royal du 2 mai de cette année accordant concession de la mine Orange-Nassau (*Staatscourant*, 1893, n° 107), fut réservée pour l'extension éventuelle de la mine domaniale.

En 1945 le contrat conclu avec la Société du chemin de fer d'Aix-la-Chapelle à Maestricht, pour l'exploitation de la mine domaniale, prend fin et alors l'État pourra lui-même en continuer l'exploitation.

Une grande partie de la mine domaniale étant, en tant qu'elle est située sur territoire néerlandais, entourée par des concessions particulières, au nord par la mine « Laura », au sud par la mine « Neuprick », à l'ouest partiellement par la mine « Willem », l'ancienne mine « Ernst » est le seul terrain par lequel on puisse agrandir le champ d'exploitation de la mine domaniale.

ART. 3-4. — Dans le terrain destiné à l'exploitation de l'État, on a fait de nombreux sondages d'après les résultats desquels des demandes de concessions ont été introduites.

Un coup d'œil jeté sur les annexes 2 et 3 du rapport fait voir que ces recherches ont souvent été faites très près l'une de l'autre. Et comme les entreprises déjà en exploitation et nombre de forages antérieurs avaient révélé la présence, dans le sol limbourgeois, de charbon en quantité exploitable, il peut difficilement être question ici de sondages de « découverte » dans le sens de l'article 16, alinéa 2, de la loi sur les mines.

Cependant pour la connaissance du terrain houiller, ces sondages ne sont pas sans intérêt ; de sorte qu'il est équitable d'attribuer à tous ceux qui ont dévoilé de cette façon la présence de couches de charbon une indemnité pour les frais qu'ils ont faits.

C'est pourquoi on propose par l'article 3 d'allouer pour les sondages une indemnité dont le montant sera équivalent aux frais qu'occasionnent en général des recherches de cette nature. Il ne serait notamment pas juste de faire rembourser, par le trésor public, le montant des dépenses faites en temps de spéculation pour les travaux des forages. Les indemnités dont il s'agit seront réglées immédiatement pour toutes les explorations faites dans les terrains visés à l'article 1er, parce que, même si l'État ne commence pas immédiatement l'exploitation dans les diverses parties, le fait de la désignation pour l'exploitation par l'État enlève tout espoir aux explorateurs d'obtenir une concession.

Le soussigné pense qu'on ne peut déterminer d'une façon définitive dans cette loi le montant de ce qui doit être payé à chacun de ceux qui ont fait des explorations. C'est par un examen de chacune des explorations faites que l'on pourra déterminer quel est celui qui a droit à une indemnité et quel doit être en toute équité le montant de celle qui doit être allouée.

L'article 4 pose, pour la fixation des sommes à allouer, des règles garantissant aux intéressés une juste évaluation de ce qui leur revient et à l'État une liquidation aussi prompte que possible des réclamations.

ART. 5. — En vertu des articles 6 et 42 de la loi des mines, il revient aux propriétaires de la surface, pour la limitation de leur droit de propriété, une redevance déterminée par l'acte de concession.

Dans la plupart des concessions qui ont été accordées et sont en vigueur, il a été alloué aux propriétaires de la surface une redevance annuelle sur le pied de 50 (cinquante) cents pour chaque hectare de leur propriété, situé au-dessus de la mine.

C'est ce qui a été fait notamment dans les concessions « Laura » (arrêté royal du 9 septembre 1876, n° 24 ; *Staatscourant*, 1876, n° 224) ; « Vereeniging » (arrêté royal du 18 février 1877, n° 24 ; *Staatscourant*, 1877, n° 51) ; « Carl » (arrêté royal du 28 avril 1879, n° 6 ; *Staatscourant*, 1879. n° 103) et « Orange-Nassau » (arrêté royal du 2 mai 1893, n° 45 ; *Staatscourant*, 1893, n° 107).

Pour les concessions « Willem » (arrêté royal du 28 janvier 1860, n° 60 ; *Staatscourant*, 1860, n° 34) et « Sophia » (arrêté royal du 8 février 1861, n° 68 ; *Staatscourant*, 1861, n° 46) la redevance a été fixée à 25 cents par hectare de terrain.

Il paraît au soussigné juste d'établir les redevances au taux qui a été adopté pendant les vingt-cinq dernières années, lors de l'octroi de concessions à des particuliers.

Cependant elle ne sera pas due immédiatement, pour tout le terrain réservé à l'exploitation de l'État, mais, pour chaque partie séparément, à partir du moment où cette partie aura été désignée par arrêté royal, conformément à l'article 1^er^, pour la mise en exploitation.

Cet arrêté peut être considéré, en effet, comme tenant lieu de la concession légale par laquelle la propriété des minéraux, se trouvant dans le sol, est formellement enlevée au propriétaire.

Cependant le payement d'une somme annuelle aux propriétaires de la surface cause en pratique nombre d'ennuis à celui qui doit faire valoir son droit à la redevance et à celui qui doit la payer.

Si les deux parties peuvent écarter en grande partie ces ennuis par une attitude bienveillante et conciliante, on ne saura pas les faire disparaître entièrement.

De plus ils se reproduiront chaque fois qu'une parcelle, pour laquelle une redevance est due, passera dans d'autres mains.

Alors le nouveau ou, si la parcelle passe à plus d'une personne, les nouveaux possesseurs devront prouver à nouveau leur droit à la redevance.

Pour parer complètement à ces difficultés, le soussigné propose de remplacer le payement annuel par le payement une fois fait.

Si le prix de rachat est fixé, d'après le taux moyen des rentes qui est actuellement de 4 °/₀, à 25 fois le montant de la redevance, ou 12 fl. 50 par hectare, les propriétaires n'auront pas à se plaindre de l'application de cette règle.

L'article 6 règle, sur le pied de l'article 4, la manière dont l'indemnité sera payée à layant droit.

ART. 7. — En expliquant l'article 1, on a fait connaître les motifs qui ont conduit à s'écarter, pour l'exploitation par l'État, des dispositions de la loi de 1810 ayant rapport aux demandes et aux octrois de concession.

Il a paru nécessaire aussi d'établir des règles spéciales concernant l'octroi des indemnités à ceux qui ont fait avec succès des explorations dans les terrains désignés pour être exploités par l'État et aux propriétaires de la surface. Enfin on devra s'écarter de la loi des mines en tant qu'elle règle la retenue au profit de l'État et le payement d'une redevance annuelle (art. 33-37). Il va de soi que lorsque les profits de l'exploitation seront versés dans la caisse de l'État, il n'y a pas de raison d'en prélever d'abord une partie comme impôt minier spécial ; les dispositions du titre V, qui concerne la surveillance des mines, ne doivent pas s'appliquer davantage à l'exploitation de l'État. Ces dispositions règlent seulement la compétence des autorités pour la surveillance qu'elles doivent exercer dans un intérêt de sécurité générale sur les exploitations des particuliers. Elles confient la surveillance de ces exploitations à l'Ingénieur des mines et aux États députés des provinces. Pour les mines de l'État, il ne paraît pas désirable d'organiser la surveillance des exploitations de la façon dont elle est réglée par les articles précités et par les arrêtés pris pour leur exécution (décret impérial du 3 janvier 1813 et arrêté royal du 28 juin 1877, *Staatsblad*, n° 155) et de la confier à des autorités subordonnées.

Cette surveillance doit être exercée directement sous les ordres du Ministre, à qui les exploitations de l'État seront confiées.

On peut avoir l'assurance que les prescriptions de sécurité générale seront établies aussi dans les mines d'État ; mais elles auront le caractère d'instructions aux fonctionnaires chargés de la direction et de la constitution de ce service.

Pour le surplus, la loi de 1810 sera applicable aussi bien aux mines exploitées par l'État qu'à celles exploitées en vertu d'uneconcession.

C'est seulement lorsqu'elle est une conséquence naturelle de l'exploitation par l'État que la dérogation au droit commun est justifiée.

Le Ministre du Waterstaat,
du Commerce et de l'Industrie,

C. LELY.

Loi hollandaise du 24 juin 1901, concernant l'exploitation par l'État des gisements houillers du Limbourg.

II. — RAPPORT PROVISOIRE.

La Section chargée de l'examen du projet fait remarquer ce qui suit :

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

§ 1er. — Il y a eu des membres qui n'ont pu se rallier à ce projet de loi et qui, pour les mines en général et pour les mines de houille du pays en particulier, donnent de loin la préférence à l'exploitation par les particuliers plutôt qu'à l'exploitation par l'État.

A ce dernier mode d'exploitation ils objectèrent en premier lieu qu'il est mortel pour l'initiative privée, qu'ils voudraient voir encourager par l'État dans une juste mesure.

Cette initiative privée s'est, en cette matière, manifestée de la façon la plus utile.

Plusieurs mines sont en exploitation. En outre, beaucoup de sondages ont été faits dans le terrain désigné maintenant pour l'exploitation par l'État, et, en raison des résultats qu'ils ont donnés, diverses demandes de concession ont été introduites.

Tous ceux pour compte de qui ces sondages ont été faits se verront enlever définitivement l'espoir d'obtenir une concession de grande valeur.

Ces concessions sont le plus souvent apportées, pour de très fortes sommes, aux sociétés anonymes qui se fondent pour les mettre en exploitation.

Cette atteinte non motivée aux intérêts privés enlèvera, pour l'avenir, aux particuliers toute idée d'entreprendre des travaux miniers, au grand dommage de cette industrie, qui en est encore à ses premiers pas.

L'État, ont encore dit ces membres, exploitera trop lentement. Il n'a pas ce qui excite à une exploitation rapide et puissante.

De plus, les frais d'exploitation par l'État sont considérablement plus élevés que ceux de l'exploitation privée. A cause de cela, l'État pourra donc très difficilement soutenir la concurrence. En un mot, à l'exploitation de l'État manque l'élément commercial, le facteur nécessaire à une industrie lucrative.

A ces objections on ajouta encore que la transformation de l'État en exploitant de mines amènera à nommer des fonctionnaires et même à

créer toute une nouvelle branche de services. Enfin les membres qui parlaient en ce sens ont été d'avis que les résultats défavorables obtenus dans l'exploitation par l'État de la mine domaniale (1814-1846) doivent détourner de faire une nouvelle application de ce système d'exploitation.

Beaucoup d'autres membres avaient accueilli le projet de loi avec faveur. De ce côté on défendit l'idée que d'une façon générale l'exploitation des mines par l'État est juste en principe et mérite, lorsqu'elle est organisée sur des bases pratiques, toute approbation.

L'opposition ordinaire que l'on a invoquée entre l'exploitation par l'État et les entreprises privées ne se produit pas en cette matière.

Il s'agit ici de s'approprier des richesses cachées dans le sol et n'appartenant à personne. Aussi, suivant la loi des mines actuellement en vigueur, c'est à l'État qu'il appartient de disposer de ces richesses.

Pour qu'un particulier ou une société anonyme puisse les exploiter, il faut qu'une concession soit accordée par le Gouvernement.

Il est donc évident que l'État lui-même doit employer ces trésors au profit du bien-être général et du travail national, à moins qu'il y ait des motifs particuliers de nature pratique de s'écarter de cette règle et d'en disposer au profit d'entreprises privées.

Les avantages ou la nécessité de pareil abandon des voies tracées par les principes devraient être indiqués par les partisans de l'exploitation privée.

Les membres qui opinaient ainsi ont soutenu qu'il n'existe pas de motifs pour l'abstention de l'État, mais que des considérations pratiques plaident fort justement en faveur de la thèse contraire.

D'abord, ont-ils dit, l'industrie des mines est une industrie toute spéciale et d'une nature particulière, où l'État, s'il ne prend pas lui-même en main l'exploitation, doit cependant intervenir en la réglementant, ce qui lui impose des charges et lui occasionne des dépenses, tandis que l'entrepreneur privé est entravé par cette action de l'État dans la liberté commerciale qui lui est nécessaire.

De plus, ajoute-t-on, on ne doit pas perdre de vue que les matières qui sont extraites du sol ne sont pas remplacées par d'autres.

La place qui était occupée par les minéraux amenés à la surface ne se remplit plus. Si donc on cède les mines aux particuliers, l'État voit les richesses souterraines diminuer peu à peu sans rien en recevoir lui-même.

Il recevra tout au plus une part des bénéfices de l'exploitation ; mais il sera encore difficile de fixer le montant de cette part de telle sorte qu'il ne soit pas écrasant pour les entreprises privées, et que, d'un autre côté, il puisse être considéré comme une juste compensation de l'octroi de la concession.

La discussion de la loi minière des Indes est encore à la mémoire de tout le monde.

Le Trésor ne recevra pas ce qui en équité lui revient, parce que si la redevance est fixée à un taux assez élevé, cette charge arrêtera les demandes de concession.

Ce qui précède s'applique à l'industrie des mines en général ; pour les mines de houille, l'exploitation de l'État est plus hautement indiquée.

La circonstance que les matières extraites ne sont pas remplacées, mise en rapport avec le fait que, dans la société actuelle, le charbon remplit un rôle prépondérant comme source de production, et que, par conséquent, les États ont un intérêt essentiel à en avoir sur leur propre territoire, montre la nécessité d'exploiter méthodiquement surtout les mines de charbon.

D'ailleurs ces sources, aussi riches qu'elles soient, ne sont pas inépuisables, et c'est seulement la supposition problématique que d'autres combustibles pourraient un jour remplacer les charbons, qui, abstraction faite de toutes autres considérations, pourrait plaider en faveur d'une exploitation rapide.

Un pays disposant de richesses aussi coûteuses que le sont maintenant les charbons, doit se garder de les mettre au pillage, même dans un sens figuré.

Une exploitation méthodique alliée à une forte organisation n'est possible que si c'est l'État qui est exploitant.

Au point de vue de l'organisation du logement et des conditions de travail des ouvriers, on pense aussi que l'industrie minière sera mieux placée entre les mains de l'État, parce que l'on peut attendre de l'exploitation de l'État, en ce qui concerne les salaires et les autres conditions de travail, l'établissement de règles fixes auxquelles les exploitants particuliers auront à se conformer aussi.

Ceci donne aux partisans de l'exploitation privée l'occasion de faire valoir que des dispositions sur la réglementation des salaires, la durée du travail, etc., pourraient être insérées sans difficultés dans les clauses des concessions.

En ce qui concerne les houillères de ce pays, il y a encore, pour les faire exploiter par l'État, des terrains qui sont excellents par rapport à l'état actuel de l'industrie houillère nationale et du marché des charbons ici et ailleurs.

On renvoie à ce qui est dit sur ce point dans le rapport de la Commission des mines et dans le mémoire explicatif qui accompagne le projet de loi.

On y fait remarquer à bon droit qu'en ce moment notre pays, pour pourvoir à ses besoins de charbon, dépend doublement de l'étranger, non seulement parce qu'il doit en faire venir son combustible, mais aussi parce qu'il est obligé de se plier aux exigences d'un syndicat puissant.

L'exploitation des mines de houille du Limbourg par l'État sera le moyen d'apporter de l'amélioration dans cette position de dépendance.

C'est seulement ce système d'exploitation qui donnera la garantie voulue que, notamment aux moments où le charbon manque, celui qui est extrait dans le pays servira en premier lieu aux besoins néerlandais; seul, l'État pourra, par son exploitation, entreprendre avec succès, sinon d'anéantir les syndicats existants, du moins de les affaiblir.

En ce qui concene ce dernier point, quelques-uns pensent cependant qu'il ne faut pas concevoir de trop hautes espérances.

Pour combattre avec succès un syndicat puissant, ont-ils fait remarquer, on doit pouvoir disposer de fortes réserves de charbon, plus fortes que celles qu'on pourra se procurer dans le pays, dans un terrain houiller qui sera toujours très restreint.

Les adversaires de l'exploitation par l'État ont fait alors observer que l'État peut se réserver un droit de préférence en faisant des contrats avec les exploitants de mines.

L'argument financier du Gouvernement, ont continué les partisans du projet de loi, est absolument juste; puisque les besoins de l'État augmentent, il faut réserver au Trésor les ressources que l'exploitation pourra rapporter.

A cela on opposa, de l'autre côté, qu'il est douteux que les ressources soient d'une grande importance, car, d'après le mémoire explicatif, le produit net annuel de deux puits est évalué à 300,000 florins, alors que l'installation complète des deux puits coûtera 2 1/2 millions.

Ensuite on a fait valoir qu'une exploitation commencée et continuée à la fois avec vigueur et avec régularité, ce qui n'est possible, comme on l'a déjà dit, qu'avec l'exploitation de l'État, est nécessaire au point de vue des intérêts aussi bien du travail national, dans le sens restreint, que des consommateurs néerlandais, intérêts dont on doit tenir compte en premier lieu, en répondant à la question de savoir quelle est la façon d'exploiter qui mérite la préférence.

Le capital, qui le plus souvent, comme nous l'a appris l'expérience, est, dans les entreprises privées, surtout un capital étranger, ne vient qu'en seconde place dans l'appréciation de l'industrie minière.

Quant au travail, on peut difficilement méconnaître qu'il faut autant que possible que ce soient les forces travailleuses néerlandaises qui trouvent à s'employer dans les mines néerlandaises. Le mémoire explicatif montre qu'en cas d'exploitation simultanée de tout le territoire disponible — et il faut s'y attendre, si l'on considère comme sérieuses toutes les demandes de concessions, — l'importation, sur une grande échelle, d'ouvriers étrangers ne pourrait être évitée.

En Prusse l'expérience a appris (voir le rapport de la Commission des mines, page 32) qu'une importation de mineurs étrangers a des conséquences très funestes. L'intérêt des travailleurs néerlandais exige donc une exploitation plutôt méthodique que prompte.

On a constaté avec satisfaction que le Gouvernement ne s'aveugle pas sur ce danger et le place au premier rang des considérations qui justifient le prompt développement d'une méthodique exploitation par l'État.

Certains membres auraient voulu voir ordonner formellement dans la loi que les ouvriers étrangers ne pourront être engagés, mais d'autres ont dit qu'il était douteux que cette mesure puisse se concilier avec les traités existants.

Au point de vue de l'intérêt des consommateurs, on a fait remarquer que, si l'on produit trop — plus qu'il n'est nécessaire pour donner aux éléments disponibles occasion de travailler, — le produit devra être exporté pour une bonne partie. En temps ordinaire cela n'offre pas d'inconvénient, mais il se peut qu'en temps de disette des charbons cela donne lieu à des embarras sérieux, d'autant plus que des circonstances aussi bien de nature industrielle que politique peuvent arrêter complètement l'importation de charbons étrangers.

Les objections que les adversaires de l'exploitation par l'État ont fait

valoir contre le projet de loi doivent être réfutées brièvement. D'abord ils ont pris, pour l'opposer à l'exploitation par l'État de terrains non encore exploités, les arguments qu'en Allemagne on dirige contre ce qu'on y appelle « confiscation des mines ».

Mais prendre pour l'État des industries qui sont déjà entre les mains des particuliers, est tout autre chose que de faire exploiter par l'État lui-même des mines qui ne sont pas encore en exploitation et pour lesquelles aucune concession n'a même été accordée.

Cependant quelques membres ont été d'avis qu'il y aurait bien des raisons pour pareille « confiscation » des terrains déjà concédés et qui sont exploités en partie.

La Hollande étant très dépendante de l'étranger pour ses besoins de charbon et un syndicat puissant dominant le marché dans notre pays, il n'est pas bon, d'après ces membres, de laisser les particuliers exploiter une grande partie des terrains houillers du Limbourg.

A leur avis, la loi minière en vigueur donne la faculté d'agir de cette façon. En tout cas, il n'y a dans les dispositions de cette loi rien qui l'empêche. Cette idée a été combattue par d'autres membres. A leur avis, une atteinte à des droits acquis n'est pas défendable.

Ils pensent que la loi minière, dans son article 7, parle seulement d' « expropriation », c'est-à-dire de privation de la propriété, comme exécution d'une pénalité. Elle ne prévoit pas la dépossession dans le sens de notre loi d'expropriation.

L'exploitation de l'État, à ce que pensent les adversaires de ce principe, sera mortelle pour l'initiative privée. Mais lorsque l'initiative privée est représentée par une société anonyme, on oppose à cette objection la question de savoir si, comme entrepreneur, — et abstraction faite du cas particulier de l'industrie minière,— une société anonyme diffère beaucoup d'une entreprise de l'État. Surtout au point de vue des intérêts des ouvriers, on doit compter plus sur l'État que sur les actionnaires individuellement irresponsables d'une société anonyme pour avoir le sentiment des responsabilités et l'occasion de ranimer et de réveiller ce sentiment s'il manque ou s'endort.

On a déduit une seconde objection de ce que ceux qui ont déjà fait à leurs frais un grand nombre de sondages dans les terrains réservés à l'État et qui, d'après leurs résultats, ont demandé des concessions, seront gravement lésés dans leurs intérêts, puisque la chance d'obtenir une concession leur sera définitivement enlevée.

Les membres dont on rapporte ici l'avis ne peuvent admettre en aucune façon le bien-fondé de cet argument.

Les personnes dont il s'agit recevront, conformément à l'article 16 de la loi sur les mines, le remboursement des frais qu'ils ont faits pour ces sondages.

Ils n'éprouvent pas de dommage direct.

L'État ne doit pas tenir compte des avantages qui auraient pu leur échoir.

Ceux qui ont exécuté les sondages sont complètement payés de leur peine par ceux qui les en avaient chargés ; d'actionnaires, qui d'ordinaire

sont pour la plupart des étrangers, il n'en existe pas encore; de sorte qu'en allouant les indemnités dont il s'agit aux personnes désignées en premier lieu, on fait droit à toutes les réclamations qui sont justes.

L'État exploiterait trop lentement.

En réponse à cela on a rappelé l'exposé fait plus haut des raisons qui doivent, aussi bien dans l'intérêt du travail national que des consommateurs, faire préférer une exploitation régulière.

La crainte de voir exploiter trop lentement n'a aucun fondement.

Du reste, il résulte de l'expérience faite dans les concessions accordées pendant les dix dernières années, que les concessionnaires n'y mettaient certainement aucune hâte, ni même la hâte qu'il eût fallu.

L'exploitation par l'État serait plus coûteuse que l'exploitation privée.

En supposant, ce que l'on n'accorde pas, que ce soit le cas, quels sont, a-t-on demandé, les motifs pour lesquels la première façon d'exploiter coûtera plus? A qui profitera l'excédent de dépenses?

La supposition que les frais d'exploitation par les administrations de l'État sont plus élevés, contient comme conclusion la présomption que ceux qui sont au service de l'État exploitant de mines, sont soumis à de meilleures conditions de travail que ceux qui sont au service d'exploitations particulières. Cela ne constitue-t-il pas plutôt un avantage qu'un désavantage.

Une meilleure direction des travaux, la diminution de la durée du travail — importante surtout dans une profession qui use si fortement la force humaine — et si possible l'amélioration des salaires ne peuvent soulever d'objection au temps actuel et en présence des mesures qui sont adoptées partout.

Que l'État, s'il exploite lui-même, ait besoin de fonctionnaires, cela n'est pas une objection non plus.

Et l'on peut demander si la position de ceux qui sont au service des sociétés anonymes diffère tellement de celle de ceux qui sont employés au service de l'État.

L'État pourra, aussi bien que l'industrie privée, disposer d'un personnel capable et habile.

Enfin les membres qui parlent en ce sens ont fait remarquer que l'expérience faite, lorsque l'État a exploité la mine domaniale, ne doit aucunement détourner de faire un nouveau pas dans la voie de l'exploitation par l'État.

D'ailleurs, à la page 16 du rapport de la Commission des mines, on trouve la raison de la faible productivité de cette mine: à défaut de moyens de transport, la nécessité de placer les produits dans un rayon rapproché.

On peut y ajouter comme seconde raison : le défaut chez le Gouvernement de connaître l'intérêt d'une entreprise dont le siège se trouvait dans le point le plus écarté du Limbourg, alors difficilement accessible à cause de l'insuffisance des moyens de communication.

Les motifs donnés par les partisans de l'exploitation de l'État en faveur de ce principe leur ont fait approuver aussi la proposition du Gouvernement de réserver, contrairement à l'avis de la Commission des mines, tout le terrain houiller disponible pour l'exploitation par l'État.

Plusieurs d'entre eux cependant ont ensuite émis l'avis que les terrains que la Commission ne voulait pas voir exploiter par l'État, ne devraient être mis en exploitation que lorsqu'on se sera assuré par des sondages des résultats précis de leur productivité.

Certains membres auraient préféré que, conformément à l'avis de la Commission des mines, on affectât seulement pour les mines de l'État une partie du terrain disponible et que le reste fût concédé aux particuliers.

Le Gouvernement, a-t-on fait remarquer à ce sujet, pour se réserver tout le bassin houiller non encore concédé, invoque ceci : qu'il est très difficile d'indiquer la façon d'après laquelle on concéderait aux particuliers la partie non exploitée par l'État.

On a demandé quel est le nombre des demandes de concessions et dans quelle mesure se confondent les terrains demandés par différents requérants.

§ 2. — Certains membres ont présenté une objection de forme.

Ils ne considéraient pas comme juste que lorsque la loi minière de 1810 reconnaît exclusivement le principe d'exploitation privée, on en fasse actuellement usage pour mettre en application le principe de l'exploitation de l'État en accordant des concessions à celui-ci.

Pour d'autres membres, il n'y a aucun obstacle à cette manière de faire.

§ 3. — Il a été demandé si l'intention du Gouvernement est d'exproprier, avant de commencer les exploitations, le terrain de la surface nécessaire à la construction de puits.

On a jugé que la circonstance que c'est l'État lui-même qui est concessionnaire n'est pas une raison de s'écarter de la règle et que, dans ce cas, il n'y a pas lieu de recourir à l'expropriation.

Il a été demandé aussi si l'on ne doit pas pourvoir aux moyens de transport du produit à extraire.

On a répondu que la ligne de chemin de fer existante, Sittard-Herzogenrath, en y ajoutant, si c'est nécessaire, une petite ligne auxiliaire, pourvoira aux besoins de façon suffisante.

On a exprimé le regret que l'État ait accordé de trop vastes concessions.

On avait particulièrement en vue l' « Orange-Nassau » et l'on a demandé quelle est la durée de cette concession.

Quelques-uns craignent que l'Orange-Nassau ne fasse une sérieuse concurrence à l'État. N'y aurait-il pas moyen, a-t-on demandé, de rendre plus onéreuses les conditions de la concession ?

La part revenant à l'État dans les bénéfices ne pourrait-elle pas être augmentée, en donnant effet rétroactif à l'augmentation?

Ne pourrait-on pas de plus introduire dans les condit ons de la concession une clause portant que l'entreprise ne peut pas se servir du travail étranger pour l'exploitation ?

D'un autre côté on a fait remarquer que, d'après le mémoire explicatif, le Gouvernement compte sur une extraction de 500,000 tonnes par an. Comme la société pour l'exploitation des chemins de fer consomme déjà annuellement plus de 500,000 tonnes, on ne doit pas s'effrayer du danger de la concurrence.

Entre-t-il, a-t-on demandé, dans les intentions du Gouvernement

d'accorder des concessions pour les terrains situés en dehors des terrains houillers de l'État et de ceux donnés en concession ?

On a demandé pourquoi — comme on peut le constater par les indications de la carte communiquée — le petit terrain triangulaire au nord-est de Simpelveld n'appartiendra ni aux houillères de l'État, ni à celles des particuliers.

Peut-être l'intention du Gouvernement est-elle de ne pas disposer de ce terrain en vue de la réunion éventuelle des mines « Willem » et « Sophia » ?

On a exprimé le désir de voir l'Administration minière de l'État servir dans une large mesure à la formation pratique des futurs ingénieurs des mines.

D'autre part, on a fait remarquer qu'actuellement déjà on tire parti, dans ce but, de notre industrie minière privée, vu qu'annuellement des jeunes gens de Delft séjournent quelque temps à Heerlen pour apprendre les travaux de la mine.

On a insisté pour que le sol du pays soit exploré par le service géologique de l'État. On jugeait ces recherches d'autant plus nécessaires que, paraît-il, des veines de charbon ont été découvertes à l'est de l'Overyssel et, en Gueldre, aux environs de Winterswyk.

On désirerait savoir ce que le Gouvernement sait de plus récent à ce sujet. On a regretté que l'État n'ait pas fait antérieurement déjà procéder à des recherches.

Faisant remarquer que le rapport provisoire sur le projet de loi, qui contient des règles nouvelles concernant l'exploitation des mines, est depuis longtemps entre les mains du Gouvernement, on demanda si la réponse du Gouvernement peut être attendue à bref délai.

ARTICLES.

Article premier. — Premier alinéa. Quelques membres ont proposé de dire : « L'exploitation des mines de houille dans les terrains de la province de Limbourg pour lesquels aucune concession n'a encore été accordée est réservée à l'État. »

Ils jugent qu'il vaut mieux ne pas donner dans la loi des limites fixes, et cela pour les motifs suivants : Si — comme on peut le supposer — il n'y a plus dans le Limbourg, en dehors du district indiqué par le Gouvernement, à l'article 2, de terrain houiller assez vaste et contenant suffisamment de charbon pour constituer une exploitation séparée, alors il n'y a aucune raison à cette délimitation, et elle peut seulement donner lieu à des difficultés lorsque l'État aura atteint la limite avec son exploitation, et si cependant les veines de charbon s'étendent au delà de la limite désignée.

S'il y a encore d'autres terrains — et ces membres pensent que les divers sondages faits en dehors du terrain désigné ont montré que cela n'est pas vraisemblable, — mais cependant si l'on suppose encore l'existence de veines de charbon, il vaut mieux que les sondages aient lieu par l'État et à ses frais.

Mais si l'on doit tracer une limite, alors, d'après ces membres, il serait

en tout cas désirable qu'elle soit seulement tirée de l'Est à l'Ouest et que par conséquent le terrain jusqu'au 51e degré de latitude septentrionale soit réservé à l'État.

Deuxième alinéa. « Par Nous, le Conseil d'État entendu. »

Si l'on désigne par cette expression une mesure générale d'administration, elle paraît très exacte, mais si — comme le montre le mémoire explicatif — on a l'intention de faire la désignation par arrêté royal, on se demande pourquoi employer cette terminologie au lieu de l'expression « arrêté royal ».

La même observation s'applique au deuxième alinéa de l'article 7.

Plusieurs membres proposent d'amender l'alinéa comme suit: « La désignation des mines qui seront successivement mises en exploitation sera faite chaque fois par Nous, le Conseil d'État entendu. »

Troisième alinéa. « Semblable à celui qui résulte des octrois de concession..... »

S'en référant à l'observation faite dans les considérations générales, § 2, plusieurs membres ont répété qu'ils ne peuvent admettre cette fiction.

D'après quelques-uns d'entre eux, il y a là plus qu'une question de forme, parce qu'on déroge au principe fondamental de la loi minière.

Art. 3. — Quelques membres se sont opposés à son adoption.

Ces sondages ont, à leur avis, peu d'importance, vu que la présence du charbon dans le sol limbourgeois était déjà hors de tout doute.

Ils ont demandé à partir de quelle époque les frais de sondage seraient remboursés, la nature et le nombre de ceux qui seraient pris en considération et aussi à combien s'élèveraient approximativement les remboursements.

D'autres membres trouvent qu'il serait injuste de ne pas rembourser les frais dont il s'agit.

Suivant le mémoire explicatif, ces sondages n'ont pas été sans importance pour faire connaître le terrain houiller.

Quant au nombre de sondages dont les frais seront remboursés, on renvoie au rapport de la Commission des mines, annexe 1.

Il y a aussi des membres qui auraient voulu voir accorder le remboursement pour les sondages qui n'ont pas produit de résultat.

Ils pensent que ce serait équitable parce que toujours les résultats des sondages sont incertains à l'avance.

En réponse à cela, on a fait remarquer que ceux dont les efforts n'ont pas été couronnés de succès ont simplement fait une spéculation infructueuse.

Il n'y a pas de motif de leur accorder une indemnité pour cela.

De plus, suivant quelques-uns, la loi minière en vigueur s'y opposerait aussi. Plusieurs membres considèrent comme trop vague l'expression : « une indemnité équivalente aux frais qu'occasionnent d'ordinaire des sondages de cette espèce ». Ils ont émis la crainte que l'on ne tienne compte des frais extraordinairement élevés qui pendant des années ont été consacrés à ces sondages.

Ils préféreraient dire : « l'indemnité qu'on alloue d'ordinaire pour des sondages de cette espèce. »

Alors les frais qui ont été faits pour ces sondages pourraient seuls être pris en considération.

On a demandé encore si, dans cet article, on ne devrait pas dire en vue de l'application de l'article 4 : « ... aux personnes qui ont découvert des gisements houillers dans les terrains visés dans l'article 1er, etc. »

ART. 4. — A la seconde ligne, après « ... avoir droit à l'indemnité prévue par l'article 3, » on a proposé d'ajouter : « et n'a pas accepté l'offre de notre Ministre du Waterstaat, etc. » Ainsi on ouvrira la voie des transactions. Même observation a été faite pour l'article 6.

Dans le second alinéa il est question de l'avertissement qui doit être adressé, en vertu du premier paragraphe, par le Ministre du Waterstaat.

Pour rester d'accord avec ceci, on devrait, suivant quelques-uns, changer la rédaction du premier alinéa, de telle façon qu'il paraisse clairement que le Ministre est aussi obligé de donner avis de sa décision lorsqu'il n'a pu admettre la réclamation ou le montant de celle-ci.

Même observation a été faite pour l'article 6.

ART. 5. — Quelques membres ont soutenu qu'il serait équitable de faire jouir de la redevance tous les propriétaires de la surface, comme dans le cas d'une exploitation privée, et pas seulement ceux qui sont propriétaires de terrains situés au-dessus d'une mine désignée pour l'exploitation.

Plusieurs ont réclamé des mesures administratives, par lesquelles les propriétaires de la surface pourraient savoir avec certitude si le terrain qui leur appartient est situé au-dessus d'une mine désignée pour l'exploitation.

En conséquence, on a demandé s'il ne serait pas nécessaire ou au moins utile de tenir un cadastre spécial du sous-sol mis en exploitation par l'État ou par des particuliers.

ART. 7. — Cet article n'est pas clair, d'après quelques membres.

La loi minière, ont-ils fait remarquer, contient 98 articles, dont quelques-uns ne peuvent s'appliquer dans notre pays.

Au lieu de : « La loi du 21 avril 1810 est, etc., » ils voudraient que l'on dise plutôt : « L'État est, par rapport à la loi du 21 avril 1810 (*Bulletin des lois*, n° 285), assimilé à un concessionnaire. »

D'autres membres ont été d'avis qu'il n'y a pas de raison pour ne pas déclarer applicables les dispositions relatives à la police des mines.

Plusieurs ont prétendu que : « sera appliquée » est une meilleure expression que « est applicable ».

Ainsi arrêté le 29 mars 1901.

NOLENS,
VAN DE VELDE,
DE RAS,
DE BIEBERSTEIN,
BOLSIUS.

Loi hollandaise du 24 juin 1901, concernant l'exploitation par l'État des gisements houillers du Limbourg.

III. — MÉMOIRE EN RÉPONSE

DU

Ministre du Waterstaat, du Commerce et de l'Industrie.

ENVOYÉ PAR LETTRE DU 13 AVRIL 1901.

§ 1. — C'est avec satisfaction que le soussigné a pris connaissance de la réfutation détaillée et documentée faite dans le rapport provisoire des arguments des membres qui n'ont pu se rallier au projet de loi.

Il s'associe à cette justification du but général du projet de loi et les observations échangées au § 1 ne donnent lieu qu'à quelques remarques.

Dans le mémoire explicatif et à nouveau dans le rapport provisoire on a développé comment et pourquoi, sous le rapport économique, social et financier, l'intérêt général sera favorisé par l'exploitation des mines de houille par l'État.

Le soussigné regrette que les adversaires du projet aient qualifié la proposition de « atteinte non motivée aux intérêts privés », sans que l'on ait montré le bien-fondé de cet avis défavorable.

A ceux qui ont demandé des concessions dans le but de spéculation indiqué au rapport provisoire, le projet peut enlever les espérances qu'ils nourrissaient de réaliser des bénéfices, mais il n'est pas question « d'atteinte aux intérêts », puisque la loi de 1810 ne donne aucunement droit à la concession à ceux qui, par leurs explorations, ont découvert une mine.

La loi minière, rappelons-le expressément, donne seulement au demandeur en concession, lorsqu'il est en même temps l'inventeur dans le sens de la loi et que sa demande n'est pas admise, le droit à une indemnité déterminée par l'acte de concession, droit qui est largement reconnu par l'article 3 du projet de loi.

Que l'État exploitera trop lentement et qu'il lui manque ce qui excite à une exploitation rapide et puissante; que les frais d'exploitation par l'État sont considérablement plus élevés que ceux de l'exploitation privée ; que l'État pourra difficilement soutenir la concurrence; en un mot, qu'il manque à l'exploitation de l'État l'élément commercial, le facteur nécessaire à une industrie lucrative,ce sont des suppositions et des opinions qui ne sont pas appuyées de motifs sérieux et qui sont, comme cela résulte du

rapport de la Commission des mines, en opposition avec les résultats obtenus en Prusse depuis de longues années dans l'exploitation par l'État des mines de houille.

Le soussigné compte déposer très prochainement un projet de loi pour augmenter le chapitre IX du budget d'État de 1901 et demander des crédits pour pouvoir, lorsque le projet en discussion sera devenu une loi, commencer aussitôt les travaux d'exploitation et donner ainsi la preuve qu'il y a chez le Gouvernement la ferme résolution de conduire l'exploitation dans le sens, si bien indiqué au rapport provisoire, d'une exploitation méthodique alliée à une forte organisation.

Qu'en se faisant exploitant de mines l'État sera amené à créer une nouvelle branche de services et à nommer des fonctionnaires, cela a à peine besoin d'être dit; le soussigné ne peut, du reste, pas se figurer comment une entreprise particulière de mine pourrait s'organiser sans personnel technique et administratif.

C'est avec raison qu'on a fait remarquer dans le rapport provisoire que, pour la nomination des fonctionnaires, il y aura peu de différence si une mine est exploitée par l'État ou bien par une société anonyme.

L'expérience d'exploitation de la mine domaniale, faite il y a plus d'un demi-siècle, ne peut pas même être comptée comme un argument contraire à cette proposition. Car, la raison pour laquelle l'administration des mines a été cédée en 1845 à une société particulière est celle-ci : on jugea indispensable pour rendre l'exploitation florissante d'avoir, pour les produits de la mine, des voies de communication commodément accessibles ; dans l'espèce, de la relier au réseau des chemins de fer, ce qui n'était pas possible, d'après les circonstances du moment, qu'en confiant l'administration de la mine à des particuliers.

C'est à bon droit que les partisans de l'exploitation par l'État ont encore une fois mis en lumière l'influence favorable que ce mode d'exploitation peut exercer sur les conditions de travail de tout le district minier.

La Commission des mines aussi a trouvé là un argument en faveur de l'exploitation par l'État, lorsqu'elle écrit (page 19 de son rapport) : « Quand l'État, ce qu'il est à même de faire, organise son industrie minière d'après les dernières exigences de la technique, emploie les meilleures méthodes connues pour l'extraction du charbon, entoure son personnel de soins attentifs, bref, exploite d'une façon aussi parfaite que possible, il deviendra un modèle sur lequel les autres exploitants devront se régler. »

On peut concéder aux adversaires de l'État-exploitant qu'en insérant des clauses dans la concession, on pourrait à plus d'un point de vue veiller aux intérêts des travailleurs ; mais on doit certainement se refuser à admettre qu'en prenant cette voie, on agirait avec autant de force pour créer des conditions de travail salubres que si l'État-exploitant prenait les devants.

Le soussigné est convaincu qu'il faut employer autant que possible au travail des mines néerlandaises des ouvriers néerlandais, et de là viennent aussi ses objections à une mise en exploitation trop rapide du terrain houiller disponible, car cela amènerait à introduire, sur une grande échelle, des ouvriers étrangers.

La défense d'employer des étrangers n'est pas non plus souhaitable, puisque l'on a affaire à une industrie nouvelle pour la plupart d'entre nous même dans le Limbourg, et que l'on doit employer, pour nombre de travaux des mines, des ouvriers ayant acquis l'expérience de ce travail.

La formation de mineurs capables devra être une des préoccupations principales.

Si l'industrie exercée par l'État peut rapporter financièrement un peu moins que celle d'un particulier, cela ne doit pas l'empêcher d'entreprendre l'exploitation pour son propre compte, car — et cela a déjà été mis en lumière par le rapport provisoire — l'exploitation de l'État produira des avantages indirects, qui, bien qu'on n'en donne pas le chiffre, ne peuvent cependant pas être perdus de vue quand on fait le calcul.

Les intérêts des consommateurs de charbon doivent en premier lieu être pris en considération.

On peut admettre que, dans des circonstances normales, une direction de mines d'État forte et indépendante exercera une influence favorable sur l'attitude des directeurs de syndicats vis-à-vis de leurs acheteurs.

En temps de disette ou de rareté du charbon, on pourra travailler directement en faveur des consommateurs néerlandais, en affectant en premier lieu les produits de l'exploitation aux besoins de la nation.

En réservant, par des contrats avec les exploitants de mines, un droit de préférence à l'État, comme on l'a préconisé dans le rapport provisoire — probablement envisage-t-on ici l'insertion dans les actes de la concession d'une clause concernant ce point, — il y aurait peut-être moyen de pourvoir, en temps de disette, aux besoins propres de l'État, mais le soussigné ne parvient pas encore à voir comment, par ce moyen, les consommateurs seraient pourvus de ce qu'il leur faut en Néerlande.

Quant à l'observation du rapport concernant les résultats financiers, en faisant l'évaluation des bénéfices probables, on a tenu exactement compte des frais d'installation.

Le soussigné ne peut en aucune façon se rallier à l'idée émise par certains membres de ne pas limiter l'exploitation de l'État aux mines nouvelles, mais de l'étendre à celles déjà concédées, abstraction faite de la question de savoir si la loi minière en vigueur permet ou non semblable mesure.

Il pense que l'intérêt de l'État et l'intérêt général seront sauvegardés dans une juste mesure par la mise en exploitation des mines disponibles et qu'il n'y a pas lieu de porter une si grave atteinte aux droits acquis résultant de l'octroi des concessions.

On n'a point l'intention de commencer l'exploitation effective d'aucune partie du terrain réservé à l'État avant d'avoir une certitude suffisante de sa productivité.

La disposition de l'article 1er, alinéa 2, donne une garantie en ce sens.

Pour satisfaire à la demande qui en a été faite, on a joint comme annexe à ce mémoire un état indiquant les demandes de concession pendantes et introduites et signalant celles de ces demandes qui concernent en tout ou en partie les terrains compris dans d'autres demandes.

§ 2. L'exactitude de l'interprétation d'après laquelle la loi minière de 1810 aurait prévu exclusivement l'exploitation par des particuliers, peut être combattue à l'aide des opinions d'écrivains autorisés, ainsi, de Fooz, *Points fondamentaux de la législation des mines, minières et carrières*, dit : « Rien ne s'oppose à ce que le Gouvernement, agissant comme personne politique, accorde concession au domaine de l'État, c'est-à-dire au Gouvernement lui-même agissant comme personne privée. Les mines sont concessibles à l'État, aux provinces, aux communes, aux établissements publics ... » (page 156).

La réfutation de ce qui est dit au rapport provisoire résulte en outre des termes de l'article 39 de la loi, traitant de la formation d'un fonds spécial « qui sera appliqué aux dépenses de l'administration des mines et à celles des recherches, ouvertures et mises en activité des mines nouvelles ou rétablissement des mines anciennes ».

§ 3. De même, pour acquérir les terrains de la surface nécessaires pour l'établissement des puits et des installations ultérieures, l'État exploitant sera dans la même situation qu'un entrepreneur privé; s'il n'est pas possible d'acheter à l'amiable un terrain utile à l'exploitation d'une mine dont on aura décrété l'ouverture, on devra pourvoir aux nécessités par voie d'expropriation.

En dressant les plans de l'emplacement des travaux d'exploitation, on se préoccupera de se procurer un raccordement facile avec le chemin de fer Sittard-Herzogenrath.

La concession de la mine « Orange-Nassau » est accordée à perpétuité en vertu de l'article 7 de la loi de 1810.

L'introduction d'une défense de prendre en service les ouvriers étrangers, ne saurait se réaliser au moyen d'un changement des clauses de la concession, mais elle devrait éventuellement être insérée dans la loi et s'appliquer à tous les concessionnaires.

Qu'on se rappelle ici cependant l'observation qui vient d'être faite pour les mines de l'État au sujet d'une disposition de ce genre.

Quant à la modification de la concession qui a été réclamée afin d'assurer à l'État une plus forte recette, il faut noter que la loi même règle cette matière.

L'article 35 fixe ce qui revient à l'État à un maximum de 5 p. c. du produit net.

Les raisons qui ont amené à accorder l'importante concession « Orange-Nassau » sont indiquées dans le mémoire explicatif et le soussigné ne croit en aucune façon qu'il faille regretter le pas que l'on a fait en 1893 dans l'intérêt des mines du Limbourg.

D'ailleurs il considère que la présence d'une forte entreprise privée ne peut faire aucun tort à l'exploitation des administrations de l'État.

Il ne craint pas la concurrence entre l'exploitation privée et celle de l'État; au contraire, celle-ci ne peut être qu'avantageuse en excitant les dirigeants des deux entreprises à s'efforcer sans cesse d'améliorer leur exploitation.

La question de savoir si le Gouvernement a l'intention d'accorder des concessions pour le terrain situé en dehors de la superficie qui sera

exploitée par l'État et de celle déjà concédée, devra recevoir réponse d'après les circonstances qui existeront au moment où une demande de cette espèce sera faite.

Le soussigné ne se croit pas la liberté de faire une déclaration qui engagerait à un point de vue quelconque un Gouvernement à venir.

Le petit terrain triangulaire situé entre les concessions « Willem » et « Sophia » n'a aucune valeur pour une exploitation distincte; il est trop petit pour cela. Mais il est propre à être ajouté dans un certain temps aux concessions susdites.

Une demande en ce sens a déjà été introduite par les intéressés.

Le soussigné est aussi pénétré du désir de tirer dans une large mesure parti de l'exploitation par l'État pour l'instruction pratique de futurs ingénieurs des mines.

Il est bien vrai que déjà maintenant les étudiants de l'École polytechnique ont l'occasion, par les soins de l'ingénieur des mines, de travailler quelque temps pendant les vacances dans les mines privées; mais une exploitation par l'État pourra être hautement utile pour la réunion systématique de l'enseignement théorique et de l'enseignement pratique.

Le soussigné a l'intention de faire pratiquer par l'administration des sondages dans l'est de l'Overyssel et de la Gueldre et de demander sous peu les crédits nécessaires.

Suivant l'avis de gens compétents, il doit y avoir aussi dans cette partie du pays des veines de charbon.

La réponse au rapport provisoire sur le projet de loi qui contient des règles nouvelles sur l'exploitation des mines peut être attendue prochainement.

ARTICLES.

ARTICLE PREMIER. — Premier alinéa. Le soussigné ne peut se rallier à la délimitation du terrain réservé à l'exploitation de l'État que proposent quelques membres.

En établissant des limites précises d'après les points fixes pris à la surface, on se conforme entièrement au système de la loi de 1810 et par là — ce qui est de la plus haute importance — on ne préjuge rien au sujet de l'exploitation des mines qui pourraient éventuellement être découvertes en dehors du terrain réservé.

Ceci est important, parce qu'il est possible — voir ce qui est dit ci-dessus — que des mines de houille soient découvertes en dehors du Limbourg.

La rédaction proposée dans le rapport contiendrait la décision que l'État exploitera toutes les mines du Limbourg qui ne sont pas encore concédées, donc aussi celles dont l'existence n'est pas encore reconnue, d'où la conséquence que l'industrie de l'État se concentrera dans le Limbourg et ne s'étendra pas éventuellement aux mines découvertes dans les autres parties du pays.

Le soussigné pense que, en ceci, le mieux sera de désigner simplement pour l'exploitation de l'État le terrain dans lequel, d'après les sondages et

les études géologiques, la présence du charbon en quantité exploitable est suffisamment établie.

En dehors de ce terrain l'État, pourra aussi faire faire des explorations et, ayant sous les yeux les résultats de l'exploitation par l'État, on pourra, d'après cette expérience, décider s'il est utile et désirable de modifier les limites établies maintenant.

Deuxième alinéa. Par l'expression : « Par Nous, le Conseil d'État entendu, » etc., on ne désigne pas une mesure générale d'administration, mais on indique l'obligation d'entendre le Conseil d'État pour l'arrêté de désignation, et cela en concordance avec l'article 24 de la loi réglant la composition, etc., de ce collège et par analogie avec l'article 5 de la loi des mines et l'article 62 de la loi sur les expropriations. La simple expression « arrêté royal » ne répondrait par conséquent pas à ce qu'on se propose.

Ceci répond en même temps à l'observation qui concerne l'article 7.

Dans le changement de rédaction proposé : « La désignation des mines qui seront successivement mises en exploitation sera faite chaque fois par Nous, » le soussigné ne voit aucune amélioration à ce qui a été proposé.

Les mots « chaque fois » pourraient faire supposer qu'une même mine devrait être désignée plus d'une fois pour l'exploitation.

Troisième alinéa. La réponse donnée au § 2 a déjà fait ressortir que l'exploitation des mines par l'État ne constitue pas une dérogation au principe fondamental de la loi de 1810, mais qu'au contraire la loi elle-même a prévu une exploitation de ce genre.

ART. 3. — Le soussigné ne saurait se rallier sous aucun rapport à l'idée de ne pas accorder d'indemnité à ceux qui en pratiquant des sondages ont dévoilé la présence du charbon.

Ceux qui sous le régime de la loi de 1810 ont fait des explorations, l'ont fait en sachant que, même après un résultat favorable, ils couraient la chance de ne pas obtenir de concession, mais que, dans ce cas, la loi leur assurait une certaine indemnité pour les frais faits. Ce droit doit être maintenu tout entier.

Il n'y a pas de raison d'accorder une indemnité pour les sondages qui n'ont pas donné de résultat.

D'après la loi sur les mines, il faut pour pouvoir octroyer une concession que l'existence d'une mine soit constatée, par conséquent on doit avoir fait des sondages qui ont atteint leur but.

La loi minière, par l'article 16, n'accorde donc une indemnité qu'à l'inventeur et non à celui qui, quel que soit le nombre de sondages qu'il ait pu faire, n'a obtenu que des résultats négatifs.

Le soussigné a l'intention de reconnaître à tous ceux — il y en a trente-deux — qui, dans le terrain désigné à l'exploitation d'État, ont fait des sondages favorables, le droit de réclamer une indemnité.

D'après un calcul provisoire, on peut admettre que les indemnités à allouer atteindront environ 300,000 florins.

Comme il a été dit dans le mémoire explicatif, on n'a nullement l'intention d'accorder, pour les sondages qui ont été faits, les sommes qui peuvent avoir été payées en temps de spéculation pour les travaux de forage, mais seulement celles pour lesquelles, en équité, les travaux d'exploration auraient pu être exécutés.

Le soussigné n'est donc pas d'avis que la rédaction de l'article soit trop peu précise.

A ceux qui demandent de dire à l'article 3 : « Aux personnes qui ont découvert des gisements houillers dans les terrains visés dans l'article premier, etc., » il faut répondre négativement. L'article ne vise pas les personnes.

ART. 4. — Premier alinéa. A la seconde ligne on ne peut pas ajouter « et qui n'a pas accepté l'offre de notre Ministre du Waterstaat, du Commerce et de l'Industrie, etc. »

Ceux qui pensent qu'ils ont quelque chose à réclamer doivent commencer par introduire une demande ; le Ministre, en aucun cas, ne commence par faire une offre.

Si la demande est introduite, mais que le Ministre juge qu'elle est trop élevée, les voies d'une transaction ne sont pas fermées par la rédaction de l'article.

Le Ministre fait connaître si une indemnité est accordée et quel en est le montant ; avant que cette signification soit faite, il y a moyen, si la réclamation est jugée excessive, de se mettre d'accord sur la somme pour laquelle la demande sera admise.

On admet l'observation portant qu'il faut aussi, dans le cas où le Ministre repousse entièrement la réclamation, en donner avis ; mais il n'est pas nécessaire d'inscrire cela d'une façon expresse dans la loi.

Lors de l'exécution on agira dans le sens indiqué.

ART. 5. — Le soussigné ne croit pas que la justice exige d'allouer immédiatement aux propriétaires de la surface, pour tout le terrain désigné à l'exploitation de l'État, l'indemnité prévue par l'article 5.

Il doit aussi, à cet égard, s'en tenir au principe énoncé dans le mémoire explicatif, que l'arrêté royal de désignation prévu par l'article 1er aura les effets qui, dans les autres cas, résultent de l'acte de concession.

ART. 6. — Le soussigné réfléchira mûrement à la façon d'exécuter d'une manière simple l'article 6 dans l'intérêt des propriétaires du terrain supérieur, pour que les ayants droit reçoivent ce qui leur revient de la manière la moins onéreuse.

ART. 7. — Le but de l'article 7 est que, sauf pour les points indiqués, la loi de 1810 soit également applicable aux mines de l'État et aux mines exploitées par des particuliers. Cette pensée est suffisamment indiquée par la rédaction du projet. Le soussigné ne peut admettre que la rédaction proposée au rapport provisoire constitue une amélioration.

En ce qui concerne la proposition de ne pas appliquer les articles sur la police des mines, le soussigné maintient l'attitude qu'il a prise dans le mémoire explicatif.

Le Ministre
du Waterstaat, du Commerce et de l'Industrie,
C. LELY.

Au mémoire est annexé un tableau indiquant 26 demandes en concession, dont la plus ancienne remonte au 8 juillet 1891 et la plus récente au 5 mars 1900.

PREMIÈRE CHAMBRE DES ÉTATS-GÉNÉRAUX DES PAYS-BAS.

SESSION 1900-1901.

N° 131.

Rapport provisoire de la Commission chargée d'examiner le projet de loi concernant l'exploitation par l'État de charbonnages situés dans la province de Limbourg.

L'examen en sections de ce projet a donné lieu aux considérations et observations suivantes :

Un très grand nombre de membres étaient favorables à cette proposition. Même plusieurs de ceux qui ne sont pas partisans absolus de l'exploitation par l'État déclaraient pouvoir se rallier au projet. Alors qu'à tort ou à raison on impose à l'État des charges de plus en plus lourdes afin de faire face à divers besoins, il est équitable de mettre à sa disposition les trésors qui sont enfouis dans le sol et qui, légalement, n'appartiennent à personne. A un point de vue politique et économique, on attachait une très grande importance à cette exploitation par l'État et l'on considérait comme hautement désirable que le Gouvernement fût armé contre les syndicats en se réservant la continuation de l'exploitation afin de pourvoir aux besoins intérieurs.

On applaudit à l'idée que la richesse du sol national allait être exploitée à l'aide de capitaux nationaux. Dans les Pays-Bas il est difficile, sinon impossible, de trouver les fonds nécessaires à l'exploitation privée des mines, en partie parce qu'on y est peu versé dans les questions de mines et d'exploitation minière, et ce qui y a été fait dans ce domaine a été réalisé grâce à des capitaux étrangers.

D'autres membres ne pouvaient se rallier à ces considérations. Ils pensaient que si l'affaire était entamée comme il convient, on trouverait encore bien dans les Pays-Bas les fonds pour des exploitations de mines, tout en reconnaissant que le système allemand, dit système Kux, qui permet de commencer par des apports minimes, représentés par des *Zubussen*, et laisse à chaque actionnaire la faculté de compléter ou non ses versements, avec perte de tout droit dans ce dernier cas, facilite considérablement la participation. Ces membres désapprouvaient ce que l'État va faire maintenant et; ce qui, dans leur opinion, devait être laissé à l'initiative privée. D'après eux, la mesure proposée était un pas dans la voie du socialisme d'État.

Ces membres n'estimaient pas comme pertinentes les trois raisons que le Ministre du Waterstaat, du Commerce et de l'Industrie avait invoquées en faveur de l'exploitation par l'État, à savoir (voir *Annales de la Seconde Chambre*, page 1595) :

1° Qu'on produira aussi dans notre pays une quantité de charbon proportionnelle aux besoins, et qu'en temps de crise, ces produits pourront également être affectés à notre pays; 2° que l'État y trouvera non seulement des profits directs, mais encore des avantages indirects et 3° que la manière dont on entreprendra l'exploitation, notamment de façon à développer le champ d'exploitation *rationnellement* et concurremment avec le développement normal des communes, est du plus haut intérêt pour la province de Limbourg. En ce qui concerne le premier point, l'État devra, tout aussi bien qu'un particulier, conclure des contrats à long terme pour la fourniture de houille, et ce, parce que la concurrence le rend nécessaire : à ce point de vue l'État n'aura donc aucun avantage. En temps de guerre, l'État peut toujours interdire l'exportation. En outre, la situation géographique des Pays-Bas, entre l'Allemagne, la Belgique et l'Angleterre, est si favorable, que la concurrence entre ces pays empêchera une hausse excessive des prix, et qu'il sera toujours possible de se procurer du charbon au moins dans un de ceux-ci. D'autre part, les frais, les salaires, etc. seront tout aussi bien payés sur place à la population par les particuliers, de sorte que l'avantage indirect est tout aussi grand. Quant aux profits directs de l'État, on craignait qu'ils ne devinssent très problématiques et ne causassent une forte désillusion, attendu qu'en règle générale l'État exploite à plus de frais que les particuliers. Et en troisième lieu, d'après certains membres, ce ne serait pas un si grand malheur si les Néerlandais ne devaient plus aller chercher du travail ailleurs, mais qu'au contraire les étrangers pussent en trouver chez nous.

Ces mêmes membres faisaient encore remarquer, qu'on pouvait facilement remédier à l'inconvénient de l'exploitation des mines à l'aide de capitaux étrangers, en insérant dans les actes de concession des clauses spéciales à l'effet de conserver autant que possible à ces entreprises un caractère national. La solution actuellement proposée supprime une des bonnes occasions de placement des capitaux particuliers des Néerlandais. Ils faisaient ressortir, enfin, que la commission d'enquête instituée par le Gouvernement avait aussi préconisé de ne faire exploiter par l'État qu'une partie très modeste, et de céder tout le restant à l'industrie privée par l'octroi *rationnel* de concessions. Il leur semblait que c'est à tort que le Ministre estime que les 6,000 hectares environ, qui sur la totalité des champs miniers de 14,500 hectares, sont ou peuvent encore être mis en exploitation, constituent un champ d'activité suffisant pour l'exploitation privée. Ils demandaient pourquoi, si l'État voulait exploiter des charbonnages, on ne pourrait mettre encore une partie du terrain à la disposition des particuliers.

Les partisans du projet faisaient remarquer ensuite, que dans le système d'exploitation privée, on ne saurait veiller efficacement à ce que la propriété des mines ne passât pas entre les mains des étrangers. Aussitôt que le Néerlandais, porteur d'actions, considérerait la possession de ces titres comme trop risquée ou leur cours trop élevé, tout acheteur, néerlandais ou étranger, lui serait bienvenu, et les valeurs des mines actuellement en exploitation n'étant que dans une proportion minime entre les mains des Néerlandais, cela n'inspire pas précisément une grande confiance dans la participation future du capital néerlandais.

Un grand nombre de membres se ralliaient à l'objection que l'État ne doit pas trop s'immiscer dans l'industrie, mais qu'il peut exister des circonstances spéciales militant en faveur de l'exploitation par l'État. Ces circonstances paraissent consister ici dans l'exiguïté des terrains carbonifères des Pays-Bas. C'est précisément pour cette raison que l'État doit veiller à ce qu'il ne soit extrait ni trop ni trop peu de houille. On ne doit pas extraire trop, afin que l'on puisse envisager l'avenir en toute confiance, et que par les temps difficiles pour le marché charbonnier, il y ait toujours une contrebalance, et on ne doit pas extraire trop peu, pour qu'il n'y ait pas une perte trop forte d'intérêt du capital improductif, pour que le mineur trouve toujours suffisamment d'occupation et jouisse ainsi d'une aisance relative. Le danger de surabondance ou de pénurie de main-d'œuvre est précisément plus à craindre en cas d'exploitation privée qu'en cas d'exploitation par l'État, de sorte qu'au point de vue de l'intérêt social, la province de Limbourg trouvera certes moins d'avantages dans l'exploitation par des particuliers que dans l'exploitation par l'État. A propos de l'assertion que l'exploitation privée serait moins coûteuse, on apprendrait volontiers du Gouvernement si l'expérience a fourni quelques enseignements en cette matière. Une comparaison entre les mines de Banca et de Billiton jetterait peut-être quelque lumière sur cette partie du débat.

Les adversaires du projet persistaient toutefois à désapprouver que l'État se réservât l'intégralité du domaine houiller et désiraient que le Gouvernement fût armé pour accorder des concessions dans certains cas spéciaux lorsque l'utilité en serait démontrée. Il leur fut répondu qu'une telle porte de sortie était inutile, attendu qu'en pareil cas le but visé était facile à atteindre par une décision en ce sens de la Législature.

En ce qui concerne l'allocation d'indemnité, plusieurs membres étaient d'avis que le projet peut être qualifié de très chiche à cet égard. Ces membres prétendaient qu'on eût pu se montrer plus généreux envers les explorateurs antérieurs. En effet, ceux-ci n'auraient pas entrepris leurs recherches s'ils avaient entrevu la perspective de l'exploitation par l'État. Tout en estimant qu'il n'était pas contraire à l'équité d'exclure de toute indemnité ceux qui n'avaient rien découvert, on eût dû donner aux chercheurs heureux, aux « inventeurs », une indemnité un peu plus forte que le simple remboursement des frais de recherche. Ils priaient le Gouvernement d'examiner à nouveau la base de l'indemnité. Même à l'égard des étrangers, cela pouvait avoir son utilité, quoiqu'on ne désirât nullement prêter l'oreille aux réclamations non fondées ni aux publications insensées. La loi de 1810, sur le terrain de laquelle le Gouvernement se place avec raison, ne laisse aucun doute sur le point de savoir si l'indemnité revient exclusivement aux « inventeurs », mais elle est moins formelle en ce qui concerne l'indemnité elle-même. C'est pourquoi certains membres, eu égard aux plaintes et réclamations éventuelles, auraient vu volontiers adopter l'amendement Lohman, qui laisse simplement au juge le soin de prononcer, en se basant sur la loi de 1810.

D'autres membres pensaient toutefois, maintenant que l'État se chargeait de l'affaire au profit de la généralité, qu'il ne serait pas injuste d'allouer également aux explorateurs qui n'avaient rien trouvé une indem-

nité, fût-elle partielle : en effet, pour autant que leurs travaux aient servi à délimiter le bassin houiller, ils ne sont pas sans valeur pour l'État.

C'est pourquoi certains d'entre eux insistaient fortement, et, bien qu'il ne pût être question d'un droit acquis, d'après la déclaration faite par le Ministre du Waterstaat, du Commerce et de l'Industrie, en séance du 1er mai dernier de la Seconde Chambre (*Annales*, p. 1594), pour qu'on se montrât généreux dans l'allocation d'indemnités de l'espèce et qu'on les accordât dans chaque cas où il avait été procédé à un examen sérieux de la conformation du sol. On encouragerait ainsi des recherches analogues, hautement désirables, dans d'autres contrées de notre patrie.

L'octroi d'une plus forte indemnité aux inventeurs souleva cette objection, qu'il serait très difficile de trouver une formule satisfaisante pour tous. Et en ce qui concerne l'allocation d'indemnité à ceux qui n'ont rien trouvé, on faisait remarquer que la position de ceux-ci n'a nullement changé par le fait du passage des terrains carbonifères à l'exploitation par l'État. Il serait d'ailleurs très difficile de distinguer les spéculateurs des entrepreneurs sérieux.

A propos de l'indemnité allouée aux propriétaires du sol en vertu de l'article 5 du projet, certains membres demandaient si l'article 44 de la loi de 1810 restait en vigueur par rapport aux terrains atteints par le projet de loi, ou si, en vertu de l'article 7, ledit article 44 cesserait d'être applicable, ce qui, à leur avis, serait injuste. D'autres prétendaient que l'applicabilité de l'article visé ne laissait aucun doute.

A l'occasion de la présentation de ce projet de loi, on demandait en outre s'il ne serait pas nécessaire d'étendre le cours des mines à l'École polytechnique de Delft.

On demandait encore si la mise en exploitation de ces terrains carbonifères n'exigerait pas l'amélioration des moyens de communication actuels et la création de nouveaux pour le transport des produits.

Finalement on exprimait le désir que le Gouvernement mît à exécution son projet, fort applaudi, de faire effectuer dans les provinces de Gueldre et d'Overijssel des recherches de gisements de houille ; on insistait d'autant plus sur cette question, que l'adoption de la présente loi ne favoriserait pas, craignait-on, les entreprises d'exploration des particuliers.

Arrêté le 7 juin 1901

DIJCKMEESTER.
NEBBENS STERLING.
WELT.
MELVIL VAN LYNDEN.
SCHIMMELPENNINCK VAN DER OIJE.

PREMIÈRE CHAMBRE DES ÉTATS-GÉNÉRAUX DES PAYS-BAS.

SESSION 1900-1901.

N° 131[a].

Rapport définitif de la Commission chargée de l'examen du projet de loi concernant l'exploitation par l'État de charbonnages situés dans la province de Limbourg.

Après avoir communiqué son rapport provisoire au Gouvernement, la Commission a reçu de celui-ci le MÉMOIRE EN RÉPONSE ci-après :

« Le soussigné a vu avec satisfaction, par le rapport, que le projet de loi dont il s'agit a rencontré un accueil favorable auprès d'un très grand nombre de membres, même auprès de plusieurs d'entre eux qui ne sont pas partisans absolus de l'exploitation par l'État, et que l'on peut déduire de ce document officiel que dans la campagne entamée afin d'exploiter les richesses charbonnières du Limbourg en tout premier lieu dans l'intérêt et au profit des Pays-Bas, on peut compter sur l'appui de cette branche de la représentation nationale.

» Aussi le soussigné est-il convaincu qu'il ne sera possible de créer réellement dans notre pays une industrie charbonnière nationale, que si l'État prend l'exploitation en mains.

» Le rapport fait remarquer à juste titre que jusqu'ici les capitalistes néerlandais se sont montrés fort peu disposés à soutenir l'industrie minière dans le Limbourg. Abstraction faite de l'opinion de certains membres, que l'abstention des capitalistes doit être attribuée à ce qu'on n'a pas suivi la bonne voie pour l'appel qui leur a été adressé, le fait constaté n'en est pas moins significatif. Il est donc très douteux qu'en continuant dans la voie des concessions l'on trouve dans notre pays, ne fût-ce que pour une partie notable, les millions nécessaires à l'exécution des concessions. Toutefois, si les capitalistes privés des Pays-Bas cherchent à placer des fonds dans les entreprises minières en notre pays, le projet actuel n'y mettra pas obstacle, puisque, grâce à la grande extension que l'industrie privée peut encore attendre de la mise en exploitation de terrains miniers déjà concédés, l'appui éventuel des capitalistes néerlandais sera certainement le bienvenu. En ces temps de grande mobilité du capital, on ne sait au juste de quelle manière on pourrait combattre, par des dispositions à insérer dans l'acte de concession, la prédominance de l'influence étrangère ; les partisans du projet ont d'ailleurs déjà fait remarquer dans le rapport, qu'on ne peut éviter que des actions se trouvant aujourd'hui entre les mains de Néerlandaisne passent demain dans des mains étrangères.

» Les arguments que le soussigné a invoqués dans la Seconde Chambre en faveur de l'exploitation par l'État n'ont pas été jugés pertinents par certains membres.

» En ce qui concerne le premier argument, à savoir que les Pays-Bas seraient moins sous la dépendance de l'étranger, et ce surtout en prévision de temps de crises et de pénurie de charbon, on voudra certainement admettre, qu'alors même que l'État conclurait des contrats avec des consommateurs étrangers, les intérêts du marché national ne doivent pas nécessairement être perdus de vue. En effet, on pourra veiller à distraire de la quantité considérable de la production une réserve suffisante pour satisfaire pendant longtemps aux besoins de l'étranger. Si les contrats conclus avec différents consommateurs sont échelonnés de manière à ce qu'ils prennent fin à des époques différentes, on pourra, si la demande de l'intérieur accuse une augmentation notable, ne pas renouveler un contrat expiré, et la quantité devenue disponible de ce chef pourra servir en tout premier lieu à satisfaire aux demandes de l'intérieur du pays. Il est vrai que la réalisation de bénéfices devra être le principe dominant de l'exploitation par l'État, mais la réalisation du plus grand bénéfice possible devra présider dans une mesure moins grande que dans les entreprises particulières; l'exploitation par l'État permettra de tenir compte dans une mesure plus forte que l'exploitation privée, de considérations dictées par l'intérêt général, en l'occurrence, des besoins du marché national.

» Indépendamment de la circonstance que l'État peut interdire l'exportation en temps de guerre, ce que le soussigné ne conteste pas en tant qu'on n'envisage ici que l'éventualité dans laquelle les Pays-Bas eux-mêmes seraient impliqués dans une guerre, le rapport fait ressortir, pour réfuter l'argument dont il s'agit en faveur de l'exploitation par l'État, la situation géographique favorable des Pays-Bas, entre l'Allemagne, la Belgique, la France et l'Angleterre. Cette situation est considérée à tel point favorable pour l'approvisionnement de charbon originaire de ces contrées, qu'on présume que la concurrence de ces pays sur notre marché national exclut toute idée de hausse exagérée du prix du charbon et que l'on pourra toujours se procurer du charbon dans ces contrées. A ce propos, il est bon de remarquer, que précisément pendant l'année dernière, par la hausse persistante des charbons, de nombreuses Chambres de commerce et d'industrie de toutes les régions du pays ont insisté sur la prompte mise en exploitation des charbonnages du Limbourg; c'est bien là une preuve qu'on n'est pas fort rassuré au sujet de l'approvisionnement de charbons étrangers à des prix qui ne soient pas trop exagérés.

» En ce qui concerne les bénéfices de l'exploitation par l'État, il vient d'être constaté, qu'à côté des avantages financiers qu'on doit tâcher de réaliser, les intérêts du public doivent également dominer dans ce mode d'exploitation, qui donnera d'autres avantages qu'on ne pourrait exprimer en chiffres. Les chances de bons résultats financiers de l'exploitation sont favorables. L'expérience faite en Prusse l'a clairement démontré. On ne peut dire exactement à quel point l'exploitation privée serait plus avanta-

geuse au point de vue financier que celle faite par l'État. Qu'il soit permis de renvoyer ici à ce que dit la Commission des mines (page 12 du rapport). Le soussigné admet l'exactitude de ces considérations. En présence de la situation et des circonstances toutes différentes dans lesquelles le travail s'accomplit, le soussigné estime que les résultats des exploitations de Banca et de Billiton ne constituent pas un élément pratique de comparaison entre les résultats probables de l'exploitation des charbonnages du Limbourg par l'État, d'une part, et par des entreprises privées, d'autre part.

» Et, enfin, pour ce qui concerne la question des ouvriers étrangers, le soussigné ne considérerait nullement comme un malheur qu'au lieu que des Néerlandais soient, comme actuellement, obligés de chercher du travail ailleurs, ce soient, au contraire, des étrangers qui vinssent s'en procurer chez nous. Aussi ne se rappelle-t-il pas de s'être jamais prononcé dans ce sens.

» Il estime, il est vrai, que si la mise en exploitation simultanée et trop rapide de diverses concessions devait amener chez nous une grande affluence de mineurs étrangers, ce ne serait certes pas désirable pour les relations sociales et le développement du Limbourg.

» Dans les pièces échangées avec la Seconde Chambre, le soussigné a communiqué en détail les raisons qui l'ont amené à proposer de réserver à l'exploitation par l'État, non pas comme la Commission des mines l'a recommandé à la suite de la tâche qui lui était dévolue, une partie, mais bien l'intégrité du terrain minier disponible. (Voir l'*Exposé des motifs*, page 5.) Ce n'est qu'en suivant cette voie qu'il sera possible au Gouvernement d'arriver à une exploitation à la fois rationnelle et énergique du terrain disponible.

» Indépendamment du charbonnage de Neuprick-Bleijerheide, situé en majeure partie sur territoire allemand, le charbonnage domanial et le charbonnage d'Orange-Nassau sont actuellement en exploitation; ce dernier surtout est encore susceptible d'une très grande extension.

» En outre, on pourra bientôt commencer l'extraction aux charbonnages « Carl », « Laura-Vereeniging » et « Willem-Sophia », où les travaux pour l'établissement de cuvelages sont déjà fort avancés; de son côté, l'État a l'intention de créer immédiatement des postes d'extraction en deux endroits différents.

» Et alors que domine l'idée de mettre le bassin houiller du Limbourg en exploitation d'une façon à la fois rationnelle et énergique, comme il est dit dans le mémoire en réponse au rapport de la Seconde Chambre, le soussigné estime qu'il ne serait pas recommandable de créer un plus grand nombre d'exploitations en ce moment. On a fait remarquer à très juste titre, dans le rapport provisoire, que si, à raison de circonstances spéciales, il pouvait devenir désirable d'étendre le terrain d'activité de l'industrie charbonnière privée dans la province de Limbourg, on sera en tout temps à même de le faire en modifiant la loi actuellement en discussion.

» Le soussigné ne peut nullement se rallier à l'avis exprimé par divers membres, que le projet puisse être qualifié de « fort chiche » en ce qui concerne l'allocation d'indemnités « aux inventeurs ».

» Ceux qui ont effectué des recherches minières n'ignoraient pas que d'après les dispositions de la loi en vigueur :

» 1° Ils n'obtiennent de ce chef aucun droit à une concession, et

» 2° Qu'en cas de rejet d'une demande en concession formulée par eux sur la base de recherches couronnées de succès, ils n'avaient droit qu'à une indemnité dont le montant serait déterminé exclusivement par le pouvoir exécutif.

» Les intéressés devaient savoir également que, d'après la pratique suivie jusqu'à ce jour, cette indemnité est dans notre pays fixée à une somme correspondante à celle des frais de sondage.

» Mais il y a plus. L' « inventeur » seul a droit à indemnité. L'attribution de la qualité d'inventeur est réservée exclusivement à l'appréciation de l'autorité qui accorde la concession. Dans chaque cas particulier, celle-ci aura à examiner si le demandeur en concession doit, à raison des résultats des sondages exécutés, soit par lui, soit en son nom, être considéré comme inventeur. Mais, d'après le principe de la loi, n'est pas « inventeur » celui qui en forant a atteint un gisement de houille ; pour être reconnu comme tel, il doit avoir découvert une mine ; et plusieurs facteurs devront entrer en compte pour déterminer s'il peut être question de *découverte de mine*. C'est ainsi qu'on devra avoir égard à l'endroit où, par rapport à des explorations antérieures, les recherches ont été faites, à la façon dont elles ont été exécutées et aux circonstances qui les ont accompagnées. En se plaçant à ce point de vue, on arriverait probablement à conclure, en ce qui concerne divers « sondages réussis », que l'explorateur, alors même qu'il aurait démontré la présence du minéral, n'est pas encore un « inventeur » dans le sens de la loi de 1810.

« A ce propos, il n'est pas sans intérêt de connaître ce que dit M. Van Loon, professeur à l'École polytechnique de Delft, dans son article récent sur « Le charbon dans le Limbourg » (*Tijdschrift van het Koninklijk Nederlandsch Aardrijkskundig Genootschap* (1), numéro de mai 1901), au sujet des sondages pratiqués dans le Limbourg. Cet auteur dit :

« En règle générale, les résultats des sondages sont fort incomplets, ce » qui est très regrettable. Avec un peu plus de peines et de frais, on eût pu, » grâce à un choix plus judicieux des trous de sonde, et à quelques » recherches supplémentaires, rassembler un trésor de données. Il est » clairement démontré que dans la plupart des sondages, on ne s'est » préoccupé que de satisfaire aux prescriptions concernant l'obtention » d'une concession d'exploitation, qui exigent la démonstration de la pré- » sence d'une quantité de charbon suffisante pour la mise en exploitation. » Je ne veux pas m'étendre ici sur la question de savoir si ce but a été » atteint dans beaucoup des sondages effectués. Je me bornerai à faire » remarquer que pour un seul sondage on a établi la direction, et la décli- » vité pour la plus petite moitié des sondages seulement, tandis que de » nombreux sondages ont été statés aussitôt qu'on eut perforé une couche » de houille, sans en avoir examiné la situation ni la composition. »

---

(1) *Bulletin de la Société royale néerlandaise de géographie.*

» Le soussigné estime que le Gouvernement doit se montrer très large en ce qui concerne l'allocation d'indemnités. C'est pourquoi on propose d'accorder une indemnité pour l'exécution des divers « sondages réussis », sans distinction entre ceux qui, légalement, peuvent ou ne peuvent pas être considérés comme « découvertes », en se basant sur cette considération que ces recherches peuvent avoir plus ou moins de valeur pour l'étude de la composition du terrain carbonifère.

» Qu'on n'oublie pas que, d'après le principe de la loi sur les mines, c'est le Gouvernement qui, de sa propre autorité, décide s'il y a lieu à indemnité et qui en fixe éventuellement le montant. Il prononce sans appel. Toutefois, le projet donne aux intéressés l'occasion d'en appeler à la décision du juge, au cas où le Gouvernement ne les reconnaîtrait pas comme ayant droit à indemnité, ou leur allouerait, sur la base établie d'après la pratique suivie, une indemnité trop peu élevée. Le projet accorde donc aux intéressés plus que ce qui leur reviendrait d'après la loi de 1810, telle qu'elle est appliquée dans notre pays.

» Peut-on raisonnablement qualifier ce mode de règlement de « très chiche » ?

» Le soussigné ne méconnaît pas que le mode de règlement de la question d'indemnité présenté par M. de Savornin Lohman à la Seconde Chambre n'ait quelque chose d'attrayant, en tant qu'il exempte le Gouvernement de trancher des questions délicates pouvant se produire en cette matière, et qu'il abandonne celles-ci à la décision du juge. Mais l'adoption de ce système ne serait pas désirable, et ce, pour plus d'un motif. Indépendamment des raisons qui ont déjà été indiquées à la Seconde Chambre, il y a lieu de remarquer que cette solution apporterait une modification dans la manière de traiter les « inventeurs » en ce qui concerne le règlement de l'indemnité qui leur revient, en ce sens que ce ne serait plus l'autorité désignée par la loi de 1810, c'est-à-dire le pouvoir exécutif, mais une autre autorité, le juge, qui serait appelée à décider si quelqu'un est « inventeur » (1) et quel est le montant de l'indemnité à lui allouer. Et, comme toute l'économie du projet repose sur le désir de traiter les ayants droit à indemnité autant que possible comme si la concession avait été accordée conformément à la loi de 1810, une modification en cette matière n'est pas recommandable.

» A part cela, il n'est pas douteux que dans le système de M. de Savornin Lohman, le juge, en présence du sens restreint à attribuer au terme « inventeur » d'après la loi de 1810, devrait rejeter mainte demande d'indemnité qui pourrait être admise d'après le projet, ou allouer une indemnité inférieure à celle qu'une application généreuse de cet article de loi rend possible.

» La réglementation proposée peut donc être considérée comme plus avantageuse aux intéressés.

» Lors de la présentation du budget pour l'exercice prochain, le soussigné sollicitera, en tant qu'il dépendra de lui, un crédit destiné à allouer des indemnités pour l'exécution de sondages de recherche, qui n'ont pas, il est

(1) Le texte néerlandais dit « ontdekker » (littéralement : découvreur).

vrai, démontré l'existence de gisements de houille, mais qui ont une certaine valeur pour l'étude de la situation géologique du terrain carbonifère. Les experts n'auront pas de peine à distinguer parmi les différents « sondages non réussis » ceux qui, dans cet ordre d'idées, peuvent entrer en considération pour l'octroi d'une indemnité, en d'autres termes, ceux qui, au point de vue technique, sont réussis.

» L'article 7 coordonné avec l'article 5 du projet de loi, n'apportera aucune modification aux droits dont les propriétaires du sol peuvent se prévaloir en vertu de l'article 44 de la loi sur les mines.

» L'extension éventuelle du cours des mines à l'École polytechnique de Delft peut être réservée à une décision ultérieure. De l'avis du soussigné — et ce point a déjà été traité dans l'Exposé des motifs, rapport de la Commission des mines — il n'est pas douteux que l'exploitation par l'État aura une influence salutaire sur la bonne préparation de nos futurs ingénieurs des mines.

» Le soussigné s'est déjà préoccupé de l'extension des moyens de communication, indépendamment de ceux qui sont nécessaires pour relier les points d'extraction de houille au chemin de fer de Sittard à Herzogenrath. Il est dès maintenant entré en négociations avec la Compagnie pour l'exploitation de chemins de fer de l'État, en vue de la création d'une route plus courte entre les provinces de Limbourg et de Hollande, par l'établissement d'une ligne d'Echt à Eindhoven.

» Le soussigné a l'intention de porter au budget de l'exercice 1902 un crédit pour l'organisation de sondages de recherche dans les provinces de Gueldre et d'Overijssel. »

Le Ministre du Waterstaat, du Commerce et de l'Industrie,
C. LELY.

La Commission estime pouvoir clôturer son rapport définitif par la communication de cette réponse à l'assemblée.

Arrêté le 11 juin 1901.

DIJCKMEESTER.
NEBBENS STERLING.
WELT.
MELVIL VAN LYNDEN.
SCHIMMELPENNINCK VAN DER OIJE.

LOI HOLLANDAISE

du 24 juin 1901, concernant l'exploitation par l'État, des gisements houillers du Limbourg.

Nous, WILHELMINE, etc., etc.

Considérant qu'il est désirable que les mines de houille du Limbourg soient exploitées par l'État ;

Entendu le Conseil d'État et sur avis conforme des États-Généraux, Nous avons approuvé et décidé :

ARTICLE PREMIER. — L'exploitation des mines de houille, dans les terrains de la province de Limbourg désignés en bleu sur la carte annexée à la présente loi, se fera par l'État.

Les mines à exploiter successivement seront désignées par Nous, le Conseil d'État entendu.

Par cette désignation l'État obtient la propriété de la mine, comme s'il était accordé concession en vertu de la loi de 1810.

ART. 2. — Les terrains dont s'agit à l'article 1er sont délimités comme suit :

a) 1° De la borne frontière du Royaume, n° 283, vers le signal se trouvant sur une des collines près du Roodebeek dans la bruyère communale de Brunssum ;

2° De ce signal vers le point d'intersection de la limite Nord de la concession houillère « Vereeniging » avec l'axe du chemin d'Eygelshoven et Nieuwenhagen vers Groenstraat, aussi dénommé Haanweg ;

3° De ce point par les limites des concessions houillères « Vereeniging » Carl-Orange-Nassau et Sophia vers le point d'intersection de l'axe de la ligne du chemin de fer Maestricht-Aix-la-Chapelle avec la limite Est de la concession Sophia ;

4° De ce point vers le sommet de l'angle du château Goedenraad ;

5° De ce point vers le sommet Sud-Est de l'angle formé par le bâtiment de la gare de Wylre ;

6° Du sommet de cet angle vers l'axe de la tour de l'église de Schinvers-Geulle ;

7° De ce point vers le point de rencontre de l'axe de la grand'route de

Valkenburg vers Heerlen, avec l'axe du chemin allant d'Aalbeek vers la grand'route prénommée ;

8° De ce point vers le point de rencontre de l'axe du chemin de Meersem vers Groot-Haesdael avec l'axe du chemin de Strabeek vers Groot-Haesdael;

9° De ce point vers le point de rencontre de l'axe du chemin d'Ulestraten par Oensel vers Schimmert avec l'axe du chemin de Klein-Genhout vers Kruis;

10° De ce point vers le point de rencontre de l'axe du chemin de Beek vers Klein-Genhout avec l'axe du chemin de Hobbebrade vers Kilmont ;

11° De ce point vers le point de rencontre de l'axe de la grande route de Sittard vers Maestricht avec l'axe du chemin de Neerbeek vers la grand'route précitée ;

12° De ce point vers le point d'intersection de l'axe de la ligne du chemin de fer Sittard-Maestricht avec l'axe de la rue principale du village de Krahwinkel;

13° De ce point vers l'axe de la tour de l'église de Geleen ;

14° De ce point vers l'axe de la tour de l'église de Munstergeleen ;

15° De ce point vers la borne-frontière n° 292 ;

16° De cette borne-frontière par les limites du Royaume jusqu'à la borne-frontière n 283,

b) 1° Du sommet de l'angle Sud-Ouest de la concession houillière Carl en suivant les limites sud de cette concession jusqu'au sommet de l'angle sud-est de la concession prénommée;

2° De ce point, en ligne droite, vers le sommet de l'angle Nord-Est de la ferme Klarenanseld, aussi nommée Kloosteranstel ;

3° De ce point, en ligne droite, vers le point situé dans l'axe du chemin de Kerkrade vers Valkenhuizen, à 250 mètres à l'ouest du pont au-dessus de Molenbeek, près de la maison « De Bril », mesuré d'après le cours de l'axe prédit ;

4° De ce point, en suivant les limites Nord de la concession minière Willem jusqu'au sommet de l'angle Nord-Est de cette concession ;

5° De ce point, en ligne droite, vers le point désigné au n° 1.

Art. 3. — Pour les sondages faits dans les terrains désignés à l'article premier et qui y ont démontré l'existence de gisements houillers, il sera accordé, par le Trésor de l'État, une indemnité égale aux frais inhérents à ces sondages.

Art. 4. — Celui qui croit pouvoir réclamer une indemnité telle qu'il est dit à l'article 3, doit s'adresser avec pièces justificatives, et ce endéans l'an qui suit la mise en exécution de la présente loi, à Notre Ministre du Waterstaat, du Commerce et l'Industrie, qui lui fera connaître, dans les six mois qui suivent, s'il est d'accord avec lui au sujet de la réclamation et du montant de l'indemnité.

Si l'indemnité à laquelle l'intéressé croit avoir droit ne lui est pas payée

dans les six mois qui suivent la date à laquelle il a donné l'avis prescrit au premier paragraphe, il aura six mois encore pour faire valoir ses droits en justice.

ART. 5. — Les propriétaires des terrains situés dans le périmètre réservé comme il est dit dans l'article 1er, § 2, ont droit, de la part du Trésor, à une indemnité se montant à fl. 12-50 l'hectare.

ART. 6. — Pour obtenir l'indemnité indiquée à l'article 5, l'intéressé doit s'adresser, avec pièces justificatives dans le délai d'un an après la date de l'arrêté royal de désignation visé à l'article 1er, à notre Ministre du Waterstaat, du Commerce et de l'Industrie, qui lui fera connaître dans les six mois qui suivent s'il admet la réclamation.

Si le montant de la somme que l'intéressé réclame ne lui est pas payée dans les six mois qui suivent la date à laquelle il a donné l'avis prescrit au premier paragraphe, il pourra encore, endéans les six mois après expiration de ce temps, faire valoir ses droits en justice.

ART. 7. — Sous réserve des instructions spéciales concernant les indemnités à payer par le Trésor, de celles concernant la police des mines et de celles qui règlent les cas visés par la présente loi, la loi du 21 avril 1810, concernant l'exploitation des mines de charbon par l'État, est applicable.

L'organisation du service des mines sera réglée par Nous, le Conseil d'État entendu.

Mandons et ordonnons, etc.

Donné au Loo, le 24 juin 1901.
WILHELMINE.

Le Ministre du Waterstaat,
du Commerce et de l'Industrie,
C. LELY.

Promulguée le 12 juillet 1901.
Le Ministre de la Justice,
CORT. v. d. LINDEN.

IV

Loi prussienne relative à l'achat de concessions par l'État en Westphalie.

ALLEMAGNE

ACHAT DE MINES EN WESTPHALIE

PAR L'ÉTAT PRUSSIEN

(1902).

On trouvera ci-dessous :

1° Le texte du projet de loi qui vient d'être voté par le Parlement prussien ;

2° Le texte de l'exposé des motifs (nous n'avons laissé de côté que quelques détails techniques sur les travaux déjà entrepris par les propriétaires primitifs dans l'une des concessions achetées par l'État) ;

3° L'analyse des discussions parlementaires sur le projet de loi.

I. — PROJET DE LOI

sur l'acquisition pour le compte de l'État de propriétés minières sises dans le district minier de Dortmund.

ARTICLE PREMIER.

En vue de l'acquisition :

§ 1. — De 52 champs houillers (1) situés dans les cercles de Recklinghausen et de Lüdinghausen et offerts par les héritiers Vohwinkel ;

§ 2. — De la houillère de Waltrop près de Waltrop ;

§ 3. — De toutes les parts des Sociétés civiles : Gladbeek réuni, Bergmannsglück, Gute Hoffnung et Berlin ;

§ 4. — Du champ houiller « Potsdam », appartenant à la Société civile « Deutscher Kaiser » à Hamborn, ainsi que des droits de cette Société civile sur deux sondages situés entre les champs houillers de Potsdam et de Berlin respectivement, sur la demande en concession d'exploitation houillère basée sur ces sondages ; ainsi que pour couvrir les frais d'exploitation et d'installation des mines ci-devant désignées jusqu'au 31 mars 1903, et aussi les frais accessoires résultant ou devant résulter de l'acquisition des

(1) Nous désignons sous le nom de « Champs houillers » la surface concédée par application de la loi prussienne sur les mines de 1865. D'après cette loi la superficie de chaque champ est de 219 hectares, exactement 2,189,000 mètres carrés.

objets désignés aux nos 1°, 2°, 3° et 4°, il est mis à la disposition du Gouvernement une somme pouvant s'élever à 58 millions de marks.

ART. 2.

Le Gouvernement est autorisé, en vue de se procurer les ressources mises à sa disposition par l'article 1, à émettre des titres de rente sur l'État.

La date, le mode d'émission, le montant de l'emprunt, le taux de l'intérêt, les conditions de résiliation et les cours seront déterminés par le Ministre des Finances.

Seront au surplus applicables en ce qui concerne la gestion et l'amortissement de l'emprunt, les dispositions de la loi du 19 décembre 1869 et de la loi du 8 mars 1897.

ART. 3.

Sont chargés de l'application de la présente loi, sous réserve des dispositions de l'article 2, § 2, le Ministre des Finances et le Ministre du Commerce et de l'Industrie.

ART. 4.

La présente loi entre en vigueur le jour de sa promulgation.

Exposé des motifs.

Les houillères possédées par l'État prussien sont pour la plupart situées à proximité des frontières de l'Est et de l'Ouest, c'est-à-dire dans la Haute-Silésie et sur la Saar, tandis que le fisc ne possède à l'intérieur du pays qu'une propriété houillère relativement peu importante, à savoir celles de Ibbenbüren, de Barsinghausen sur la Deister, et, en copropriété avec le prince de Schaumburg-Lippe, celle de Oberkirchen.

Dans le district houiller westphalien proprement dit, c'est-à-dire entre la Rühr et la Lippe, il n'existe jusqu'ici aucune exploitation houillère fiscale.

L'Administration des chemins de fer de l'État prussien a reçu en 1900, sur une consommation houillère totale de 5,554,618 tonnes :

	Tonnes.
De la Haute-Silésie	2,191,972
De la Basse-Silésie	177,041
De Saarbrücken	350,017
Du district d'Aix-la-Chapelle. . . .	128,220
De Westphalie	2,694,820

Ces chiffres mettent en lumière le rôle considérable joué par les charbons de la Rühr dans l'alimentation des chemins de fer de l'État. C'est

essentiellement le Syndicat des houilles du Rhin et de la Westphalie qui est actuellement fournisseur de l'État pour ses charbons de la Rühr.

On n'ignore pas les grandes difficultés que l'Administration des chemins de fer a dû vaincre en 1900-1901 pour se procurer le charbon qui lui était nécessaire. Elle fut obligée de s'adresser, dans des proportions tout à fait imprévues, aux houillères fiscales de la Haute-Silésie, ainsi qu'à celles de la Saar.

Pour l'exploitation de ces deux groupes de mines fiscales, et non moins pour l'Administration des chemins de fer elle-même, il y aurait donc un avantage considérable à ce que les charbons westphaliens, qui sont indispensables, fussent, au moins en partie, extraits par le fisc lui-même.

A ces considérations il faut encore ajouter une série de motifs qui militent en faveur de l'acquisition par l'État prussien de houillères en Westphalie. Les grandes usines industrielles, à la suite des expériences faites au cours des années écoulées, ont une tendance de plus en plus frappante à se rendre indépendantes du marché des houilles en ce qui concerne leur propre consommation, afin de n'être jamais gênées dans leur exploitation.

Or le fisc, étant le plus grand consommateur de charbon, a tout motif pour s'assurer par le même procédé que, même en cas de raréfaction des charbons, les transports par ses chemins de fer pourront être maintenus sans difficulté ; il peut aussi, dans la mesure du possible, chercher à livrer à la marine allemande une partie au moins des combustibles qui lui sont nécessaires.

En tant que propriétaire exploitant ses propres houillères en Westphalie, le fisc serait en outre mis à même d'exercer une certaine influence sur la fixation des prix dans ce district, ce qui lui serait avantageux en sa qualité de consommateur, et profiterait en même temps à l'ensemble de la nation.

Toutes ces raisons militaient en faveur d'un examen plus complet du projet d'acquisition des mines de Westphalie, déjà agité il y a quelques années.

Pour réaliser ce projet, le Gouvernement n'a nullement l'intention de nationaliser l'exploitation minière de Westphalie, ni de restreindre notablement l'initiative privée dans cette contrée ; cependant, il lui faut songer à acquérir des mines assez considérables pour qu'il soit assuré des résultats indiqués ci-dessus.

L'acquisition de mines en Westphalie peut se faire de trois manières :

1° Au moyen de sondages dans des régions encore libres, avec demande subséquente en concession ;

2° Par l'achat de mines concédées mais non encore exploitées, ou de sondages dont les résultats ont été reconnus comme justifiant une concession ;

3° En achetant des mines en exploitation.

Le premier moyen nous semble tout d'abord le plus naturel et le moins coûteux, mais il est malheureusement, dans le cas présent, le

moins pratique, car, tout le territoire sous lequel on peut rencontrer les gisements houillers à une profondeur ne dépassant pas 1000 mètres, a fait l'objet de demandes antérieures en concession, ou est actuellement criblé de sondages ayant donné de bons résultats, de sorte que de nouveaux prospecteurs n'auraient que fort peu de chances de succès.

Le troisième moyen, celui de l'achat des mines en exploitation, est sans doute celui qui mène le plus rapidement au but désiré, mais il est hors de doute qu'il est aussi le plus cher.

Le fonçage d'un puits fait toujours courir le risque d'un insuccès. On est donc disposé à payer, pour la propriété minière dans laquelle se trouvent déjà des fosses foncées avec succès, un prix plus élevé que pour des terrains houillers encore vierges, et cette hausse des prix augmente encore si les travers-bancs et les autres travaux de recherches ont démontré que la condition du gisement est favorable. Il faut ajouter que la propriété minière westphalienne déjà en exploitation a énormément augmenté de valeur au cours des dernières années, à cause des revenus importants qu'elle a assurés. Actuellement encore, alors que la situation commerciale est devenue moins favorable, les mines ont encore une valeur relativement considérable, car on attribue aux syndicats la puissance nécessaire pour faire passer sans embarras à ses membres la période de dépression, et pour contribuer à ramener rapidement des conjonctures plus favorables. Bien qu'il soit improbable qu'on paie au cours des prochaines années des dividendes de 20 p. c. (comme la Société Nordstern en a distribué), de 30 p. c. (comme le Kölner Bergwerks-Verein), 15 p. c. (comme la Société Hibernia), de 13 p. c. (Hapen, Gelsenkirchen et mainte autre mine pendant les années 1899 et 1900), les exploitants continuent à espérer le retour de revenus aussi brillants, et le cours des valeurs minières reste en conséquence toujours très élevé.

Le Gouvernement a donc cherché à acquérir des terrains houillers déjà concédés, mais non encore entrés en exploitation.

Au cours des négociations conduites par un tiers, il a été fait à l'État les offres suivantes :

1° Par les héritiers Vohwinkel, offre d'un domaine d'un seul tenant de quarante champs houillers à périmètre normal (1) dont une partie concédée, le reste ayant fait l'objet de demandes en concessions motivées par des sondages ayant donné les résultats requis. Ce domaine se trouve sur la lisière nord des champs jusqu'ici concédés. La puissance des morts-terrains varie en cet endroit entre 650 et 850 mètres. On peut admettre que toutes les couches des différents faisceaux du gisement houiller westphalien y sont développées jusqu'à une profondeur de 1,500 mètres, et on y rencontre d'abord la houille flambante, puis la houille à gaz et enfin une partie des houilles grasses.

On ne connaît pas assez les conditions de gisement pour pouvoir calculer exactement les richesses houillères, réparties probablement dans des

(1) Soit 40 fois 219 hectares ou 8,760 hectares.

selles et des fonds de bateaux. Toutefois, on a pu évaluer approximativement que, en projection horizontale, les couches doivent avoir les puissances suivantes :

Houilles flambantes à gaz . . .	32m,80
— à gaz	10m,81
— grasses	11m,59
TOTAL	55m »

Il en résulte que, en évaluant le périmètre normal à 2 millions de mètres carrés, chacun de ces champs houillers doit contenir environ 110 millions de tonnes. Même en opérant une réduction importante pour faire la part des failles et rejets, et en tenant compte de la nécessité de maintenir des investisons et des autres pertes d'exploitation, on peut estimer que cette richesse ne serait pas de moins de 80 millions de tonnes environ, de sorte que pour les 40 champs houillers considérés, elle atteindrait 3,200 millions de tonnes.

2° D'autre part, les héritiers Vohwinkel ont offert un groupe de 12 champs houillers à périmètre normal (1), qui sont contigus, du côté de l'Est, aux précédents terrains, et dont le rendement présumé est sensiblement égal à celui des précédents.

Pour ouvrir à l'exploitation les 52 champs (2) dont il vient d'être question, il serait nécessaire, étant donnée la puissance considérable des morts-terrains, d'établir environ douze puits, dont le fonçage naturellement n'aurait pas besoin d'être entrepris pour tous à la fois.

Pour que chacune de ces fosses atteignît son plein développement, il faudrait attendre environ dix à douze ans, et six à sept ans pour que chacune fût capable de fournir des revenus correspondant à peu près à l'intérêt du capital de premier établissement. Les richesses houillères contenues dans ces régions doivent donc être considérées essentiellement comme une réserve pour l'exploitation entreprise dans les terrains dont il va être question.

3° En outre, on offre à l'État la mine de Waltrop, qui est située au sud des districts précédents et qui se compose de 8 1/2 champs houillers à périmètre normal (3). En ce qui concerne la richesse de Waltrop, on peut admettre qu'elle atteint environ 80 millions de tonnes par champ houiller, jusqu'à une profondeur de 1,300 mètres, car les morts-terrains n'y ont une profondeur que de 400 à 500 mètres.

Il y aurait lieu d'établir ici deux fosses, qui au bout de cinq ans environ pourraient commencer à donner des revenus, et qui au bout de dix ans seraient en pleine extraction.

Pour être, dans le plus bref délai, en mesure de servir des intérêts, même

(1) Soit 12 fois 219 hectares ou 2,628 hectares.
(2) D'une surface totale de 11,388 hectares.
(3) Soit 8 1/2 fois 219 hectares ou 1,860 hectares.

modestes, au capital affecté à l'établissement de ces mines, il est nécessaire qu'aux acquisitions indiquées dans les nos 1, 2 et 3, l'État joigne l'achat d'une fosse déjà établie ou presque terminée.

Toutes les démarches tentées dans ce but n'ont amené qu'une seule offre, étant donné que la mine « Minister Achenbach », qui avait été également offerte, a été achetée par les usines Stumm.

4° Cette offre, concernant la mine de « Gladbeck réunie », près de Gladbeck (mine appartenant à une société civile et qui comprend environ 13 champs houillers à périmètre normal), comprend encore les champs houillers voisins de la mine de Gladbeck et faisant corps avec elle, nommés : « Bergmannsglück » (9 champs houillers environ), « Gute Hoffnung réuni » (5 champs houillers), « Berlin » (5 champs houillers), et « Potsdam » (1 champ houiller) (1) et enfin les droits résultant des travaux faits au cours des deux sondages entrepris entre ces derniers champs houillers.

Dans la concession de « Gladbeck réuni », ainsi que le démontrent les puits déjà établis, la selle qui se dresse entre le fond de bateau « Horst-Herten » et celui de la Lippe atteint une telle hauteur qu'au milieu de la concession, on rencontre très rapidement les houilles grasses au-dessous des couches inférieures de houille à gaz, tandis que dans le Sud apparaissent au-dessus de ces houilles à gaz les couches de houille flambante.

L'inclinaison des couches est, en général, assez faible ; le gisement est même presque horizontal sur l'aile Sud de la selle. D'après les recherches faites dans les mines voisines, on peut compter qu'on rencontrera dans la concession de Gladbeck, jusqu'à une profondeur de mille mètres, des richesses houillères exploitables atteignant 243 millions de tonnes.

Les quatre puits des deux fosses actuellement installées ont tous atteint les terrains houillers, de sorte que les risques inséparables de tout fonçage dans les morts-terrains sont déjà surmontés.

Les installations de la surface, en partie terminées, en partie encore en construction, répondent aux exigences de la technique moderne.

Le champ houiller de Bergmannsglück, d'après les expériences faites dans les mines contiguës à l'Est et au Sud (Schlägel und Eisen et Hugo), est certainement un des plus riches de tout le bassin de Dortmund. Il serait bon d'y établir prochainement une nouvelle fosse, pour pouvoir tirer parti de ses ressources.

Nous verrons dans l'avenir s'il y a lieu d'ouvrir à l'exploitation les autres champs houillers désignés ci-dessus.

Les concessions que nous venons dindiquer et qui, étant situées presque entièrement dans le cercle de Recklinghausen, sont soumises au droit régalien du duc d'Arenberg, représentent une propriété totale de 96 champs houillers (2). Elles dépassaient donc en importance le domaine des plus puissantes Sociétés de la Westphalie. (La société par actions des mines de

(1) Soit au total 33 fois 219 hectares ou 7,227 hectares.
(2) Soit environ 21,000 hectares.

Gelsenkirchen possède environ 80 champs houillers (1), celle des mines de Harpen environ 60 (2), la société Hibernia environ 30 (3), la société « Kœnig Ludwig » environ 17 (4).

Tandis que les mines désignées sous les nos 1, 2 et 3, ainsi que la mine de Potsdam (n° 4) peuvent passer en totalité entre les mains de l'État, si celui-ci accepte l'offre faite, il n'en est pas tout à fait de même pour les autres concessions. En ce qui les concerne, pour simplifier la procédure, il est préférable de ne pas acheter les mines elles-mêmes, mais plutôt d'acquérir les parts des sociétés civiles intéressées. A cet effet, des négociations ont été entamées avec le principal sociétaire, qui s'est formellement engagé à transférer au fisc en toute propriété la totalité des parts se trouvant en sa possession. D'après ses propres indications, il disposait, au moment de l'accord, de 979 parts de Gladbeck, 890 de Bergmannsglück, 831 de « Gute Hoffnung réuni » et 656 de « Berlin » (5). En outre, il a pris l'engagement de se procurer, autant que possible jusqu'au 1er avril 1902, le reste des parts, en vue de les transférer au fisc. Il y a donc lieu de supposer qu'il réussira dans ses démarches ; s'il n'en était pas ainsi à la date indiquée, le fisc serait amené à continuer provisoirement l'entreprise minière de concert avec les autres sociétaires et en conservant le cadre de la Société civile, ce qui ne peut pas avoir d'inconvénients.

La somme nécessaire pour acquérir ces concessions houillères et les installations déjà faites, respectivement les parts des sociétés civiles, ainsi que pour couvrir les frais d'exploitation et d'équipement jusqu'au 31 mars 1903, s'élèverait à 58 millions de marks, ainsi répartis :

1. — Pour l'achat de deux concessions offertes par les héritiers Vohwinkel. . . . . marks.	11,960,000	»
2. — Pour l'achat de la mine Waltrop	3,075,000	»
3. — Pour l'achat de la totalité des parts des mines : Gladbeck réuni, Bergmannsglück, Gutehoffnung réuni, Berlin, de la mine Potsdam, et des droits sur deux sondages effectués entre ces deux dernières mines	36,677,892	09
4. — Pour couvrir les frais d'équipement et d'exploitation sur les concessions de Gladbeck réuni, Bergmannsglück et Waltrop, jusqu'au 31 mars 1903	6,016,735	99
5. — Pour couvrir les frais divers (courtages et frais d'actes, frais de timbre, etc.).	270,371	92
Total. . Marks.	58,000,000	»

Si l'on en vient à l'examen de la question des revenus que peut rapporter le capital ainsi placé, il faut tout d'abord considérer, comme nous l'avons

(1) Soit pour Gelsenkirchen, 17,520 hectares.
(2) Soit pour Harpen, 13,140 hectares.
(3) Soit pour Hibernia, 6,570 hectares.
(4) Soit pour Kœnig-Ludwig, 3,723 hectares.
(5) Les sociétés civiles nouveau style doivent avoir, d'après la loi minière, 1,000 parts.

vu plus haut, que les deux territoires situés le plus au Nord, ainsi que les concessions Gutehoffnung réuni, Berlin et Potsdam, et le territoire qui reste encore à acquérir grâce aux résultats des deux sondages, représentent une réserve pour l'avenir. Il suffit de porter en compte, conformément aux taux d'intérêt généralement payé par l'État pour les fonds qui lui sont prêtés, un intérêt de 3 1/2 p. c.

Pour rendre productif le reste de la somme consacrée à cet achat, soit 32,302,467 marks, il n'est pas seulement nécessaire d'utiliser entièrement les deux fosses de Gladbeck : il est encore recommandable de munir immédiatement les concessions Bergmannsglück et Waltrop d'une installation complète de fosse pour chacune, afin d'en tirer rapidement des revenus. Pour tirer des installations de Gladbeck tout le parti possible, il serait encore nécessaire de consacrer une somme de 2 millions 1/2 de marks à leur amélioration, tandis que les fosses installées sur les concessions de Bergmannsglück et de Waltrop coûteront chacune 9 millions de marks environ, somme qui serait à répartir sur les exercices 1902-1908.

Au point de vue budgétaire, c'est-à-dire si l'on se préoccupe de la façon de porter au budget de l'exercice 1902 les recettes et dépenses relatives aux mines de Gladbeck, Bergmannsglück et Waltrop, il faut tenir compte du fait que, pour Gladbeck et Bergmannsglück, l'État ne s'est pas encore vu offrir la totalité des parts de ces Sociétés. Il est très probable que l'acquisition des parts restées entre les mains de leurs propriétaires sera parfaite d'ici au 1er avril 1902 : il est pourtant prudent d'envisager le cas où il faudrait continuer à vivre sous le régime de la société civile, et par conséquent de la comptabilité desdites sociétés, jusqu'à la fin du prochain exercice (1er avril 1902-1903). La présente loi doit assurer à l'État les ressources correspondant à la subvention (1) consacrée à ces deux mines. En ce qui concerne Waltrop, il y aurait également lieu de faire entrer dans le budget les recettes éventuelles (location de terrain, etc.), tandis qu'en ce qui concerne les dépenses prévues, elles sont également couvertes au moyen de ressources mises à la disposition de l'État par la présente loi.

Le plan d'exploitation, indiqué dans ses grandes lignes, serait à peu près celui-ci :

1902. — Achèvement des installations du jour à Gladbeck, continuation de l'équipement.

Préparatifs de fonçage à Bergmannsglück sur un terrain déjà acheté au propriétaire.

Achat de terrains et installation de chemins à Waltrop, commencement de la construction d'un coron.

1903. — Gladbeck : Continuation de l'équipement, commencement des travaux d'avancement.

---

(1) On sait que, dans les sociétés civiles minières du droit allemand, les sociétaires fournissent, en cas de besoin, des subventions (*Zubussen*).

Bergmannsglück : Fonçage du premier puits.
Waltrop : Début du fonçage du premier puits.

1904. — Gladbeck : Comme ci-dessus ; commencement de l'extraction.
Bergmannsglück : Continuation du fonçage du premier puits ; début du fonçage du second.
Waltrop : Continuation du fonçage du premier puits ; augmentation des corons.

1905. — Gladbeck : Comme précédemment.
Bermannsglück : Continuation du fonçage ; commencement de la construction des bâtiments pour l'installation définitive des machines.
Waltrop : Début du fonçage du deuxième puits.

1906. — Gladbeck : Comme ci-dessus ; l'exploitation se poursuit régulièrement ; le nombre des chantiers augmente.
Bergmannsglück : Achèvement du premier puits, continuation du second ; installation des machines.
Waltrop : Continuation du fonçage.

1907. — Bergmannsglück : Achèvement du second puits, commencement de l'équipement souterrain ; construction d'ateliers, de bains, et de bâtiments d'administration.
Waltrop : Achèvement du premier puits, continuation du second ; construction de bâtiments pour les machines.

1908. — Bermannsglück : Construction des derniers bâtiments, installation des dernières machines, continuation de l'équipement souterrain.
Waltrop : Achèvement du second puits, commencement de l'équipement souterrain, installation des premières machines.

1909. — Bergmannsglück : Continuation des travaux d'équipement et d'avancement, début de l'extraction.
Waltrop : construction d'ateliers, etc. ; continuation de l'équipement, début des travaux d'avancement.

1910. — Début de l'extraction, continuation des travaux d'avancement.
Waltrop : Comme ci-dessus.

1911. — Bergmannsglück : Comme ci-dessus ; l'exploitation est dès lors régulière.
Waltrop : Installation des dernières machines, continuation des travaux d'équipement et d'avancement, début de l'extraction.

1912. — Waltrop : Continuation des travaux d'équipement, d'avancement et d'extraction ; l'exploitation est dès lors régulière.

Il va sans dire que ce qui précède doit être envisagé seulement comme un exemple de ce que pourrait être le développement naturel des mines après leur acquisition par l'État, mais il est vraisemblable que les différents travaux s'effectueront dans un ordre et dans des délais un peu différents. La construction des voies ferrées de raccordement n'a pas été mentionnée ci-dessus, car ces débuts dépendront peut-être de toute une série de circonstances liées à l'achat des terrains, et en outre, en ce qui concerne Waltrop, de l'achèvement de la ligne de chemin de fer Osterfeld-Hamm. Les corons se développeront selon les besoins.

Conformément au plan ci-dessus, les dépenses qui, à dater de l'année budgétaire 1903, devraient être inscrites au budget des mines, et les recettes (ces dernières évaluées à un mark par tonne en moyenne) (1) seraient les suivantes :

	Gladbeck.		Bergmann-glück.		Waltrop.	
Années.	Subvention.	Excédent des recettes.	Subvention.	Excédent des recettes.	Subvention.	Excédent des recettes.
1902.	2,500,000	—	830,000	—	950,000	—
1903.	Les deux sommes s'équilibrent.		1,170,000	—	1,000,000	—
1904.	—	400,000	1,500,000	—	1,050,000	—
1905.	—	600,000	2,500,000	—	2,000,000	—
1906.	—	800,000	2,000,000	—	2,000,000	—
1907.	—	1,000,000	500,000	—	1,000,000	—
1908.	—	1,500,000	500,000	—	500,000	—
1909.	—	1,600,000	Les deux sommes s'équilibrent.		500,000	—
1910.	—	2,000,000	—	400,000	Les deux sommes s'équilibrent.	
1911.	—	2,000,000	—	550,000	—	300,000
1912.	—	2,000,000	—	700,000	—	400,000
1913.	—	2,000,000	—	800,000	—	500,000
1914.	—	2,000,000	—	1,000,000	—	800,000
1915.	—	2,000,000	—	1,000,000	—	1,000,000

D'après ce tableau, à dater de 1908, l'État n'aurait plus de subvention à verser, et à dater de 1915, les excédents de recettes des trois mines dépasseraient le montant des subventions effectuées depuis 1902. A dater de 1915, les excédents de recettes seraient vraisemblablement de 4 millions de marks par an. Ce chiffre pris pour base, on peut établir les prévisions suivantes pour la fin de l'exercice 1914.

Dépenses effectuées.

1° Prix d'achat des concessions . . . . . .M.	51,712,892
2° Frais d'équipement et d'exploitation jusqu'au 31 mars 1903, y compris les frais divers	6,287,108
3° Subvention pour l'exploitation jusqu'à 1908 . . .	11,920,000
A reporter. .	69,920,000

(1) Bénéfice inférieur à la moyenne obtenue par les grandes mines modernes de Westphalie, au cours des douze dernières années.

	Report. .	69,920,000
4° Intérêts à 3 1/2 p. c. pour les sommes indiquées au 1°, pendant treize ans		23,528,050
Pour les sommes indiquées au 2°, pendant douze ans.		2,640,540
Pour les sommes marquées au 3°, chaque fois à dater de la fin de l'exercice		3,834,950
	TOTAL.	99,923,540

A déduire :

1° Excédent des recettes à dater de 1908	17,000,000	
2° Intérêts à 3 1/2 p. c. chaque fois, à dater de la fin de l'exercice	1,260,000	
TOTAL.	18,260,000	18,260,000
RESTE : Dépenses effectuées.		81,663,540

Quatre millions d'excédents de recettes prévues représenteraient donc (sur 81 millions et demi) un intérêt de 4,898 p. c.

Mais si l'on déduit de ces dépenses totales les dépenses effectuées pour les concessions laissées provisoirement en réserve, à savoir :

1° Prix d'achat . . . M.	19,410,425
2° Intérêts pendant 13 ans.	8,831,550
TOTAL. . .	28,241,975

et si l'on fait le compte des intérêts de 3 1/2 p. c. à payer par la suite sur cette somme (28 millions un quart), soit 988,470 marks, on voit que le capital à rémunérer pour les concessions en exploitation se trouve réduit à 53,421,565 marks, et que les recettes annuelles, réduites à 3,011,530 marks, représentent un intérêt de 5,64 p. c.

Dans ces conditions et étant donnés les intérêts généraux indiqués au début du présent exposé des motifs, le Gouvernement ne peut que recommander l'achat des concessions qui lui sont offertes.

Il est évident que toute exploitation minière comporte certains risques, et qu'en cas de mécompte, tous les calculs peuvent se trouver faussés; toutefois, l'histoire des mines de Westphalie révèle que la rentabilité des **grandes** entreprises est, dans une certaine mesure, garantie par le fait que les circonstances défavorables qui agissent sur un point peuvent être compensées par les faits de circonstances heureuses agissant sur un autre point.

On pourrait obtenir une rémunération plus forte du capital de premier établissement si l'on ajoutait une ou plusieurs fosses aux deux qui existent et aux deux qui sont en projet. Mais cela aurait pour conséquence de reculer le moment où des excédents de recettes seraient inscrits au budget.

Enfin il convient d'indiquer que c'est très certainement la dernière occasion qui puisse être offerte à l'État d'acheter en Westphalie, dans des conditions favorables, un domaine minier aussi important et d'un seul tenant.

Les efforts tentés par les anciennes sociétés pour augmenter et, en quelque sorte, pour rajeunir leurs propriétés par l'achat de concessions encore intactes ou à peine entamées ne se sont pas arrêtés, et l'on peut prévoir avec certitude que, peu de semaines après un refus éventuel par le fisc des offres qui lui ont été faites, les concessions offertes passeraient par fractions entre les mains de diverses entreprises. C'est ce qui explique que les vendeurs refusent d'une façon absolue de se considérer comme liés par les offres faites à l'État, au delà du 1er avril 1902.

Discussions au Landtag de Prusse.

Le Landtag de Prusse a examiné le 20 février en première lecture le projet du Gouvernement, mais le Parlement, comme l'opinion publique, semble avoir accueilli avec une certaine indifférence, en tout cas sans aucune hostilité, l'annonce du projet du Gouvernement. La discussion a donc été rapide et facile. Le Ministre du Commerce, M. Moeller, a présenté des observations dont voici le résumé :

« La mesure à laquelle le Gouvernement vient de se décider sera pleinement justifiée aux yeux de tous ceux qui voudront jeter un regard en arrière sur le développement des houillères en Prusse. L'État prussien ne possède pas de mine dans le district rhénan-westphalien ; en Silésie, son domaine minier est, au contraire, important et remonte au temps du grand Frédéric. A l'autre extrémité de la monarchie, près de Saarbrück, les richesses houillères sont — on peut le dire — entre les mains de l'État et de bien peu de particuliers. En Westphalie, l'État ne s'était pas jusqu'alors efforcé d'acquérir des propriétés minières, mais, au cours de la dernière décade, les conditions économiques se sont tellement modifiées que le fisc doit se demander s'il n'a pas intérêt, lui qui est le plus grand consommateur de houille, à posséder en propre des houillères. L'exploitation des mines de houille était autrefois aussi simple qu'on peut le supposer. Il y a cent ans, l'extraction totale dans le district rhénan-westphalien atteignait à peine ce que produit aujourd'hui la moindre petite mine.

» D'une production totale de 100,000 tonnes en 1810, les mines fiscales ont passé à 16 millions de tonnes en 1900. Jusqu'en 1840, l'industrie houillère se développa avec une extrême lenteur, mais dès que les chemins de fer ont été construits, permettant l'expédition au loin des combustibles minéraux, les houillères ont fait de très rapides progrès. A mesure que s'est accrue la consommation, les prix de vente des houilles ont augmenté et le besoin s'est fait sentir d'ouvrir de nouvelles mines. On crut d'abord que partout où une couche de marnes plus ou moins épaisse recouvrait le terrain houiller, les difficultés seraient insurmontables, mais finalement quelques hommes hardis ont néanmoins attaqué ces régions et ont ouvert la voie à un développement nouveau et considérable de l'industrie houillère en Westphalie. Depuis l'année 1857, cette industrie n'a cessé de pro-

gresser. Cependant, en moyenne, l'exploitation des houillères ne donne pas des résultats particulièrement brillants pour les entrepreneurs. Bien au contraire, en maintes périodes, qui représentent ensemble une vingtaine d'années, les revenus ont été extrêmement faibles. C'est ainsi que de 1860 à 1880 les houillères n'ont rapporté aux propriétaires que de 1 1/4 à 1 1/2 p. c. L'industrie houillère est, en quelque sorte, un jeu de loterie; joignez à cela le gros inconvénient du morcellement de la propriété. Des fluctuations vraiment énormes se sont fait sentir dans la fixation des prix et l'importance de la vente; c'est pourquoi on a essayé de fusionner un grand nombre de mines, constituant ainsi des sociétés telles que celle de Harpen ou la Hibernia. Finalement, on en est venu à créer un syndicat de vente des houilles.

» De nombreux reproches ont été adressés à cette institution, et je ne puis que me rallier aux déclarations de mon prédécesseur en disant que *le Syndicat des houilles a exercé une action bienfaisante; il a joué le rôle d'un régulateur, nivelant en quelque sorte les fluctuations subies par le marché houiller, et par suite son action, prise dans son ensemble, a été excellente*, bien que, dans des cas particuliers, certains consommateurs aient pu être lésés par le caractère de monopole que revêtaient les houillères syndiquées (c'est pourquoi l'État doit s'assurer une certaine influence, en ce qui concerne les prix de vente, sur cette puissance tendant au monopole). Nous devons agir comme les grandes usines métallurgiques, qui ont acquis des houillères en propre, et nous pourrons ainsi nous garantir le tonnage nécessaire à nos chemins de fer et à notre marine, tout en exerçant, pour le bien général de la nation, une influence sur les prix. Nos chemins de fer consomment annuellement 51/2 millions de tonnes, consommation qui augmente d'année en année et qui bientôt aura atteint 6 millions à 7 1/2 millions. Il nous est donc nécessaire de compter sur la Westphalie pour une partie de notre propre consommation, et c'est ce que doit nous assurer le projet qui vous est soumis. Nous aurions pu adopter un autre moyen qui consiste à acheter de grandes Sociétés déjà en exploitation, mais ce sont précisément ces grandes Sociétés qui ont exercé une action pondératrice dans le syndicat et qui ont été les commerçants les plus éclairés. Nous avons préféré acquérir des concessions houillères qui n'étaient pas encore complètement en exploitation. Évidemment, nous courons de grands risques, mais le groupe de concessions que nous acquérons nous offre autant de garanties que pourra jamais en offrir un domaine houiller. C'est dans la grandeur même du domaine que nous acquérons que réside notre principale garantie contre des mécomptes. Ce n'est point mon intention de débuter par cet achat à une opération analogue à celle de la nationalisation des chemins de fer; nous voulons bien intervenir dans l'exploitation des houillères, mais nous ne voulons pas tout faire nous-mêmes... »

Le conseiller des mines Schultz (de Bochum) reconnaît que les exploitations de l'État sont très bien gérées, et ont obtenu des bénéfices

notables. Les succès remportés en Silésie encouragent l'État à acquérir des houillères en Westphalie. Dès 1887, l'orateur recommandait à l'État de prendre cette mesure; si l'État avait agi à temps, il aurait évité de payer la grosse somme qui est devenue aujourd'hui nécessaire. L'achat des concessions prévues permettra au fisc de devenir indépendant des mines privées pour la fourniture des charbons aux chemins de fer et à la marine; il lui permettra d'agir sur la fixation des prix et par conséquent en faveur des consommateurs.

Quatre autres orateurs ont pris la parole, tous favorables au projet; ils expriment l'espoir que le syndicat des houilles sera limité dans ses prétentions par l'intervention de l'État, propriétaire houiller.

Le projet a été ensuite renvoyé à la Commission du budget qui l'a accepté après une courte discussion. Il suffira de retenir quelques déclarations. Le ministre du commerce a fait remarquer *qu'il n'était pas dans les intentions du Gouvernement d'entrer dans le syndicat* (1), mais qu'il ne pouvait s'engager d'une façon permanente à cette abstention.

Divers orateurs se félicitèrent de voir que le Gouvernement ne pense pas à nationaliser des houillères rhénanes-westphaliennes. En ce qui concerne le budget et le contrôle du Parlement, le ministre déclara que les recettes et les dépenses seraient inscrites au budget à dater de 1905, et que, du reste, les documents distribués à la fin de chaque année sur les mines et usines du fisc donneraient des nouvelles du développement de l'entreprise. Pour la première année, la direction sera confiée à une Commission. Par la suite, la direction aura certainement un caractère d'indépendance, et un orateur radical (malgré l'antipathie bien connue de son parti à l'égard des institutions d'État) a reconnu que la mesure projetée répondait à un besoin réel et se prononça contre l'entrée des mines fiscales dans tout syndicat, au moins pendant la première année.

Le projet de loi a été finalement adopté sans modifications par le Parlement.

---

(1) La mine *Gladbeck* ne fait pas partie du syndicat.

V

Extraits de l'ouvrage de M. Weiss, concernant l'exploitation par l'Etat prussien des mines de la Sarre.

L'EXPLOITATION DES MINES
PAR L'ÉTAT

MINES FISCALES DE LA PRUSSE
ET
RÉGIME MINIER FRANÇAIS

PAR

PAUL WEISS

INGÉNIEUR AU CORPS DES MINES

PARIS

1901

(EXTRAITS)

CHAPITRE II.

LE DOMAINE MINIER DE L'ÉTAT PRUSSIEN.

Jusqu'au milieu du XIX^e^ siècle, l'industrie extractive était restée, en Allemagne, ce qu'elle avait été au XVI^e^ siècle : une industrie d'État.

L'État ou plutôt les princes ou souverains disposaient de la propriété minière en vertu de leurs droits régaliens, exploitaient eux-mêmes les mines, ou, s'ils en laissaient l'exploitation à des particuliers, ce n'était que sous une surveillance devenue, avec le temps, de plus en plus minutieuse (1).

L'État intervenait en tout et pour tout, non seulement dans la conduite technique des travaux, mais encore dans la gestion économique des entreprises ; l'exploitation des mines était sous la direction immédiate des autorités minières qui, en certaines circonstances, se substituaient presque au propriétaire.

Bien que la mine pût être nominalement entre les mains de particuliers et leur fût librement accessible, les relations entre les exploitants et les autorités étaient si étroites qu'on est fondé à considérer l'exploitation des mines, dans l'ancien droit allemand, comme une véritable industrie d'État.

(1) Aguillon, *Législation des mines*, vol. 3, p. 24.

Ce régime de tutelle, justifiable à l'époque de la Renaissance, dans les petits États allemands, où l'intervention du seigneur (*Landesherr*) se faisait sentir dans les moindres détails de la vie, devint incompatible avec l'évolution commerciale et économique résultant de la transformation des moyens de transport par l'application de la vapeur.

L'industrie des mines languissait au milieu des entraves apportées par les autorités administratives.

Dès le commencement du siècle, la modification du régime minier s'imposa, et, à la place de l'ancienne conception de *l'exploitation sous la direction de l'État*, on vit s'établir dans toute l'Allemagne le régime de la *liberté d'exploitation* (*Bergbaufreiheit*), la concession de la mine à l'inventeur, l'assimilation de l'industrie extractive aux autres industries, et la réduction de l'intervention spéciale de l'État, dont le rôle fut ramené au simple exercice d'un droit de police en vue d'assurer la sécurité des personnes et la conservation des propriétés de la surface.

Cette transformation donna une impulsion inouïe à l'industrie minière allemande; des entreprises particulières surgirent de tous côtés; leur développement a été si rapide qu'aujourd'hui l'Allemagne occupe le 3e rang du monde parmi les pays producteurs de houille.

Bien que le prodigieux essor de l'industrie allemande, dont la récente exposition nous a donné des preuves indéniables, soit dû à l'initiative individuelle, l'État n'en est pas moins resté un des principaux exploitants et parfois, comme en Prusse, le principal exploitant, sinon en regard de la totalité des autres, du moins de chacun d'eux pris isolément.

Mais l'État exerce une action toute différente de celle d'autrefois ; il exploite des mines, des carrières et des usines métallurgiques pour le revenu qu'elles peuvent donner à son domaine privé, les ressources qu'elles fournissent au budget, et cela sur un pied de complète égalité économique avec les autres exploitants.

Quant aux origines de son domaine minier, elles sont des plus variables.

Tantôt l'État s'est substitué aux droits des anciens seigneurs qui exploitaient eux-mêmes leurs mines, tantôt, comme dans le Harz, l'État a racheté des parts de différentes sociétés minières (*Gewerkschaften*) qu'il subventionnait, maintenant ainsi pour le bien du pays des exploitations rendues difficiles par la baisse de valeur des métaux précieux.

Ailleurs, enfin, l'État a pratiqué des sondages de recherche à grande profondeur, là où des particuliers ne pouvaient ou n'osaient en faire les frais et s'est octroyé des concessions en se conformant aux règles générales de la loi des mines.

Le domaine minier que s'est ainsi réservé l'État est administré par le ministère du commerce (Ministerium für Handel und Gewerbe) alors que les domaines ordinaires de la couronne dépendent du ministère de l'agriculture (Ministerium für Landwirthschaft, Domänen und Forsten) ; il comprend des houillères, des mines, des salines, des carrières, des usines métallurgiques, dont le nombre s'élève à 65, se répartissant de la manière suivante :

Mines et carrières.

Mines de charbon	18
Mines de lignite	8
Mines de fer	8
Mines de plomb, zinc, cuivre, etc.	5
Mines de sel	5
Salines	6
Carrières	3
	53

Usines.

Usines à fer	5
Usines de plomb, argent et divers	7
	12

Au cours de l'exercice budgétaire 1898-1899, ces mines et établissements ont occupé 66,259 ouvriers ; leur produit brut total a été de 163,213,047 marks, laissant un bénéfice net de 30,053,466 marks, qui s'est élevé encore en 1899-1900 pour atteindre 37,261,782 marks.

La perle de ce vaste domaine industriel est sans conteste le bassin houiller de Sarrebrück, où l'État prussien jouit d'un véritable monopole et dont les bénéfices dépassent annuellement 12 millions de marks.

CHAPITRE IV.

. . . . . .

Production des houillères fiscales.

De 1850 à 1890.

Années	Tonnes	Nombre d'ouvriers
1850	593,856	4,580
1860	1,955,961	12,159
1870	2,734,019	15,662
1880	5,211,389	22,01
1890	6,212,540	27,895

De 1890 à 1899.

1891	6,389,960	28,583
1892	6,258,890	29,070
1893	5,883,177	27,581
1894	6,591,862	30,091
1895	6,886,097	31,452
1896	7,705,670	33,369
1897	8,358,413	34,248
1898	8,768,582	35,856
1899	9,025,072	37,108

CHAPITRE V.

ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET TECHNIQUE DES MINES FISCALES.

L'immense domaine industriel formé par les houillères de la Sarre est administré par un comité de direction à la tête duquel se trouve un Président, ayant le titre de *Geheimer Bergrath* et ne relevant que du ministre du commerce.

Un *Oberbergrath* (conseiller supérieur des mines) lui est adjoint et le supplée en cas de besoin. La direction comprend en outre 6 autres membres : 3 conseillers des mines dont l'un est chargé plus spécialement de la direction commerciale ; 2 architectes (*Bauräthe*) et un jurisconsulte, chef du service du contentieux.

De nombreux agents sont adjoints à la direction pour l'expédition des affaires courantes : 2 ou 3 ingénieurs des mines, 1 géomètre en chef, 1 inspecteur des chaudières, 40 secrétaires et comptables et une dizaine d'employés divers.

Les fonctions du comité de direction de Sarrebrück sont très semblables à celles du conseil d'administration d'une société particulière. Le comité, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un de ses membres auquel sont délégués des pouvoirs spéciaux, s'occupe des affaires administratives et commerciales, et n'intervient dans les affaires techniques que pour donner une direction générale à l'exploitation. Le service actif des mines est confié à des ingénieurs ayant des pouvoirs très étendus, tout en restant soumis à l'autorité du comité de direction.

Le bassin houiller est divisé en 11 inspections territoriales formant pour ainsi dire autant de mines distinctes : leurs limites ont été déterminées de telle manière que chaque champ d'exploitation soit autonome et puisse être exploité sans dépendre des voisins.

Ces 11 inspections, dont chacune a une importance comparable à celle d'une grande mine privée, sont les suivantes :

Noms des inspections.	Production de l'année budgétaire 1899-1900.	Nombre d'ouvriers au 1er avril 1900.
Kronprinz	608,293	2,513
Gerhard	1,034,263	4,253
Von der Heydt	637,850	2,482
Dudweiller	888,251	3,687
Sulzbach Altenwald . .	843,532	3,731
Reden Itsenplitz. . . .	855,063	4,157
Heinitz Dechen	1,224,753	5,334
König Kohlwald. . . .	907,829	4,334
Friedrichsthal Maybach .	996,044	4,774
Göttelborn	398,703	1,545
Camphausen Kreuzgräben	775,339	3,098
Total. . .	9,169,920	39,908

A côté de ces 11 inspections, et tout à fait indépendamment d'elles, fonctionnent deux autres inspections qui relèvent immédiatement du comité de direction :

Le *magasin central* de Sarrebrück (Bergfaktorei Kohlwaage) qui s'occupe de tous les achats de matériaux nécessaires à l'exploitation : bois, fers, graisses, machines, etc.), et les *bureaux du port* de Malstatt (Hafenambt Malstatt) où est concentré, sous l'autorité du Bergrath délégué aux affaires commerciales, le service des expéditions par eau.

A la tête de chaque inspection se trouve un directeur (Königlicher Bergwerksdirektor), généralement un Bergrath assisté de deux ou trois ingénieurs suivant l'importance des puits et de l'extraction.

Le directeur a, dans les limites qui lui sont assignées par le budget, tous pouvoirs pour tout ce qui concerne l'extraction et la direction du personnel ; c'est un chef de service dans la plus large acception du mot, responsable devant le conseil de direction comme le directeur d'une mine privée l'est devant son conseil d'administration.

Les directeurs, ainsi que tout le haut personnel de l'administration des mines, sont nommés par le ministre du commerce ; quant aux employés secondaires, tels que Obesteiger (chefs porions), Steiger (porions), Werkmeister (chefs d'atelier) et Marckscheider (géomètres), Buchhalter (comptables), ils sont nommés par le comité de direction et sont considérés comme des fonctionnaires d'État, jouissant des privilèges et avantages attribués en général aux fonctionnaires ; ils sont soumis aux règles générales sur l'avancement, et ont droit, à la fin de leur carrière, à des pensions d'invalidité ou de vieillesse. Ils ne peuvent être révoqués que dans certains cas et dans les formes prévues par la loi.

Les autres employés secondaires, surveillants, stagiaires, etc., sont engagés au mois par les directeurs des inspections et ne jouissent d'aucune des garanties accordées aux fonctionnaires. Ils peuvent être congédiés sans indemnité si leurs services ont cessé de plaire et n'ont droit, à la fin de leur carrière, à aucune autre pension que celles prévues par les lois générales de l'Empire.

Au 1er avril 1900 on comptait pour les 11 inspections, le magasin central et le port de Malstatt, 12 directeurs, 18 inspecteurs, 18 géomètres, 12 comptables et secrétaires, 54 employés supérieurs de 1re classe, 63 employés supérieurs de 2^{e} classe, 525 employés moyens et 126 employés inférieurs, tous fonctionnaires payés sur des crédits prévus au budget : il y avait en plus 220 employés secondaires au mois.

Tout ce nombreux personnel, qui assure le fonctionnement des services des mines royales, est recruté presque exclusivement dans le pays même parmi les éléments les plus instruits de la population minière. Contrairement à ce qui se passe le plus souvent en France et en Belgique, on exige de la part des contremaîtres une instruction technique relativement très développée; les chefs porions (Obersteiger, Fahrsteiger), les porions (Steiger), ont tous été obligés de suivre les cours, et de subir avec succès les

examens, soit de l'École des Mines (Bergschule) de Sarrebrück, soit des écoles préparatoires (Bergvorschule) de Louisenthal, Sulzbach ou Neunkirchen. Ce développement de l'instruction, qui est très général en Prusse, a pour effet d'élever le niveau intellectuel et moral du personnel, mais paraît avoir quelquefois pour effet de détourner les contremaîtres des petits détails d'exploitation et d'en faire des « messieurs » un peu trop tentés de jouer au fonctionnaire.

La rémunération des agents de toute nature est assez large, sauf celle des directeurs, dont les appointements ne sont pas en rapport avec la lourde responsabilité qui leur incombe.

En 1899 les traitements et appointements des divers fonctionnaires des mines royales s'élevaient, non compris le logement et le chauffage fournis gratuitement, aux chiffres suivants :

Traitements des fonctionnaires et agents des mines royales.

Président de la direction	Directeurs 1re cl.	Directeurs 2e cl.	Architectes, inspecteurs des machines	Inspecteurs de l'exploitation	Géomètres
9300 marks	4200 à 6000	3600 à 4200	3600 à 4800	3000 à 3600	2400 à 3600

Secrétaires et employés	Commis aux écritures	Employés supérieurs	Employés moyens	Employés inférieurs
1650 à 3300	1500 à 2200	1800 à 2800	1800 à 2800	900 à 1500

Considérée dans son ensemble, l'administration des mines est dotée d'une forte organisation qui lui permet de concourir dans le domaine industriel avec les entreprises privées les mieux dirigées. Nous devons constater que, malgré les habitudes d'autorité inhérentes à la race, malgré ce qu'on appelle le caporalisme prussien, l'administration est très décentralisée; les responsabilités sont bien définies, une large initiative est laissée aux agents d'exécution.

Les directeurs des inspections sont, sous l'autorité de la direction générale de Sarrebrück, les maîtres absolus, mais responsables de leur inspection; leur autonomie est infiniment plus grande que celle des ingénieurs en chef de bien des compagnies particulières. Le personnel qui les seconde est discipliné et profondément attaché à la mine.

C'est grâce à cette solide organisation que l'État prussien, gérant le plus grand domaine minier du monde, est arrivé à de brillants résultats, malgré les difficultés inhérentes à toute exploitation d'État.

Il est à remarquer d'ailleurs que si la direction des mines ne relève que du ministre du commerce, elle n'en est pas moins soumise, comme les mines privées, à la surveillance des autorités minières, chargées du contrôle administratif de la région.

Règlements, enquêtes sur accidents, relations entre le fonds et le tréfonds sont assujettis aux règles appliquées aux industries privées; aucune faveur n'est faite à l'État, qui doit se soumettre aux mêmes formalités que les particuliers. Le tout puissant président de la direction de

Sarrebrück est obligé de se conformer aux injonctions de « l'Oberberhauptmann » de Bonn, tout comme un simple petit exploitant.

Cette assimilation complète des exploitations fiscales aux industries privées, cette surveillance de l'État par l'État, a eu pour effet de pousser les directeurs des inspections dans la voie du progrès. Pendant longtemps les installations des mines étaient restées assez médiocres; grâce au monopole de fait, la direction n'était pas obligée de soigner la qualité de son charbon pour lequel elle trouvait toujours preneur; mais depuis une dizaine d'années, de grandes transformations ont été entreprises; tous les perfectionnements de l'art des mines ont été appliqués, et les mines fiscales sont presque aussi bien outillées que les mines les mieux installées des districts voisins.

Il nous suffira de rappeler qu'en 1899 il y avait 18 sièges d'extraction comprenant 200 puits et exigeant pour les travaux souterrains 156 machines de 30,466 chevaux;

Pour les travaux du jour 82 machines de 6,662 chevaux;
Pour la fabrication du coke 20 » 1,127 »
Pour des emplois divers 40 » 12,258 »
Au total, 298 machines d'une force de 50,513 chevaux.

Quel chemin parcouru depuis le temps des comtes de Sarrebrück et les timides essais de l'administration des domaines du gouvernement de Napoléon!

CHAPITRE IX.

RÉSULTATS FINANCIERS.

Les dépenses d'exploitation des mines fiscales font chaque année l'objet d'une étude attentive de la part du parlement prussien; les comptes, comme ceux du budget général, sont arrêtés pour chaque exercice au 31 mars, le début de l'année fiscale étant fixé au 1er avril.

Dès le mois de décembre le ministre du commerce soumet au Landtag un projet détaillé de budget pour les mines et usines domaniales; le budget prévoit toutes les dépenses courantes, frais généraux, main-d'œuvre, fournitures, dépenses sociales et fixe les sommes allouées à la direction pour les installations nouvelles, dont le devis est annexé au budget.

En même temps que le projet de budget, le ministre remet au parlement un compte rendu sommaire des opérations des mines et usines du domaine au cours de l'exercice précédent.

En se reportant au compte rendu on trouve que les prix de revient, non compris les installations neuves, se sont élevés aux chiffres suivants par tonne extraite :

Années budgétaires.	Prix de revient.	Années.	Prix de revient.
83/84	5,73	92/93	8,03
84/85	5,75	93/94	7,29

85/86	5,58	94/95	7,13
86/87	5,61	95/96	6,94
87/88	5,43	96/97	6,85
88/89	5,46	97/98	6,87
89/90	6,70	98/99	7,14
90/91	7,98	99/1900	7,51
91/92	8,39		

Conformément à la loi générale que nous avons déjà eu l'occasion de signaler, les prix de revient ont subi les fluctuations de la prospérité industrielle. En temps de hausse, ils se sont élevés ; en temps de baisse, ils sont descendus, la direction demandant aux ouvriers un effort plus considérable lorsque le charbon se vend mal, qu'en période prospère.

Le crédit spécial de premier établissement est assez maigre en général ; il n'a pas dépassé 30 pfenniges par tonne au cours de ces dernières années. Aussi la direction des mines a-t-elle pris pour règle de ne compter au premier établissement que les dépenses de matériel et d'installations spéciales, telles que acquisitions de ventilateurs, machines d'extraction, machines électriques, chaudières, etc. ; toutes les autres dépenses, telles que fonçage de puits ou autres travaux en régie que les sociétés particulières portent à leur compte d'actif immobilisé, sont comptées par la direction comme frais d'exploitation courante.

Ce procédé de comptabilité a l'inconvénient grave de masquer les travaux d'aménagement et d'en rendre le contrôle impossible au Parlement. Les directeurs restent maîtres de faire ou de ne pas faire les dépenses que comporte le développement de la production ; en matière de mines, une pareille indépendance est dangereuse, et l'État prussien pourrait bien en faire un jour la dure expérience. Il est regrettable également que les comptes rendus soient aussi sobres de détails sur les dépenses d'exploitation.

Pour les analyser de plus près, il est nécessaire de se reporter aux budgets eux-mêmes qui ne constituent que des prévisions, mais se rapprochent fort de la réalité.

Prenons, par exemple, le budget de l'exercice 1896-1897 ; les recettes prévues étaient de 57,153,880 marks pour une vente de 6,207,290 tonnes de charbon à 8m73 la tonne, et de 54,770 tonnes de coke à 13 marks la tonne, vente correspondant à une production brute de 7 millions de tonnes en y comprenant les consommations des mines ; les dépenses totales prévues étaient de 50,533,330 marks (7-22 par tonne), laissant un bénéfice probable de 6,620,550 marks.

En réalité, la production s'est élevée à 7,795,314 tonnes, les recettes nettes à 65,374,498 marks, les dépenses à 56,050,412 (7-19 par tonne) et le bénéfice net à 9,324,086. — Les dépenses par tonne ont donc été, en fait, très voisines des chiffres prévus au budget.

Comparons-les aux dépenses d'une mine particulière de la même région,

dont les conditions générales d'exploitation sont les mêmes que celles des houillères fiscales, bien que la régularité du gisement et la puissance des couches y soient bien moins grandes.

Classées suivant les divisions inscrites au budget, les dépenses se répartissent de la manière suivante :

Dépenses de l'exercice 1896-1897 (1).

	MINES FISCALES Production brute prévue : 7,000,000.		SOCIÉTÉ PRIVÉE Production de 1896 201,745	
	Dépenses totales	Dépenses par tonne	Dépenses totales	Dépenses par tonne
Frais généraux d'administration — Administration, direction, inspecteurs, fonctionnaires de tous grades	1,912,100	0.27		
Indemnités de logement	108,072	0.01		
Agents divers non titularisés	60,900	0.01	147,152	0.73
Frais de voyages et voitures	63,740	0.01		
Frais de bureau	152,652	0.02		
Total	2,297,464	0.32	147,152	0.73
Dépenses d'exploitation — Salaires de l'exploitation	31,171,850	4.46	970,077	4.81
Fournitures diverses	9,419,620	1.34	171,100	0.85
Frais de veute	1,249,120	0.19	7,960	0.04
Loyers, achats de terrains, dommages de surface	1,012,350	0.14		
Total	42,852,940	6.13	1,149,137	5.70
Dépenses sociales — Secours maladies	2,127,100	0.31		
Divers	58,470	0.01		
Accidents	761,020	0.11	78,197	0.39
Vieillesse	235,330	0.03		
Total	3,181,920	0.46	78,197	0.39
Total des frais généraux d'administration, dépenses d'exploitation et sociales	48,332,540	6.91	1,374,486	6.82
Installations nouvelles	885,850	0.13	660,924	3.28
Constructions nouvelles diverses	1,314,940	0.18		
Total des dépenses	50,533,330	7.22	2,035,410	10.10

(1) La consommation de charbon des mines ne figure ni dans les dépenses, ni dans les recettes.

En tenant compte du fait que beaucoup de dépenses sont comptées par les mines fiscales dans l'exploitation courante, alors que pour la société privée elles seraient attribuées au compte de premier établissement, on voit que l'État, n'ayant à payer ni impôts ni intérêts d'obligations, n'ayant de charges financières d'aucune sorte, exploite plus économiquement qu'une petite société privée ; la centralisation et l'unité de direction lui permettent de réaliser d'importantes améliorations techniques ; toutefois, pour tout ce qui a un caractère commercial, achat de matériaux et frais de vente, l'État est dans une situation d'infériorité marquée sur l'industrie privée, qui, plus souple, sait mieux profiter des occasions qui se présentent.

Si la comparaison avec une mine particulière de peu d'importance, comme celles qui existent dans la région de la Sarre, tourne à l'avantage de l'État, il n'en serait probablement pas de même, si on mettait les exploitations fiscales en parallèle avec les grandes exploitations de Westphalie, où l'initiative privée a réussi à grouper des gisements presque aussi importants que ceux de Sarrebrück.

La comparaison est évidemment délicate parce que les conditions d'exploitation ne sont pas les mêmes dans les deux bassins ; mais il semble bien qu'à difficultés égales les dépenses d'exploitation sont inférieures de 1 mark par tonne dans les grandes mines des bords du Rhin, à celles des mines fiscales.

Prenons, par exemple, la compagnie des mines de Harpen ; au cours de l'exercice 1896-1897 son extraction a été de 4,028,137 tonnes. Les frais directs d'extraction se sont élevés à 5 marks 24 par tonne ; les frais généraux d'administration à $0^{m}28$, les charges sociales à $0^{m}34$, soit au total 5 marks 86, dont il faut déduire $0^{m}30$ environ pour la consommation de houille des mines.

Le prix de revient net, $5^{m}56$, a donc été inférieur de $1^{m}35$ par tonne à celui des mines de l'État prussien pendant le même exercice, différence que ne pourrait justifier la dureté plus grande de la houille de Sarrebrück, mais qui paraît due en grande partie à une meilleure organisation de l'exploitation.

Bénéfices de l'exploitation.

Jusqu'à présent nous avons vu que l'État « Industriel » gérait ses exploitations, vendait ses produits, dirigeait ses ouvriers, à peu près comme un simple particulier, quoique peut-être avec un peu moins de sens commercial ; mais lorsque nous examinerons sa gestion financière, nous trouverons, au contraire, une différence capitale avec les sociétés privées.

Le fisc minier, en effet, n'a pas une personnalité juridique et fait partie intégrante du budget général de l'État, qui, lui, au contraire, doit être considéré comme un être moral ayant la personnalité juridique, qu'aucune loi ne lui confère, il est vrai, mais que peu d'auteurs lui contestent. Il n'y a qu'un seul fisc prussien, l'État, en sa qualité de possesseur de biens (1).

(1) Labaud, *Staatsrecht des deutsches Reiches*. Vol. I, p. 339.

Si l'on distingue des fiscs spéciaux (la loi elle-même parle du Postfiskus, Marinefiskus, Bergfiskus, etc.), ce n'est que pour des raisons pratiques afin de faciliter l'administration des biens et la gestion de la fortune publique, tout comme un commerçant peut ouvrir pour ses différentes entreprises différents livres de comptes.

Il en résulte que l'exploitation du domaine industriel de l'État, aussi bien d'ailleurs des chemins de fer que des mines, a une profonde répercussion sur le budget général dont l'équilibre peut être gravement compromis par les variations inhérentes à toute entreprise industrielle.

L'État, en raison de l'unité de son budget, ne pouvant constituer de réserves spéciales, doit fatalement hésiter dans les mauvaises années à recourir à l'emprunt, pour permettre à son industrie de créer l'outillage nécessaire à son développement, alors que précisément il tire de cette industrie les ressources nécessaires à l'équilibre de son budget.

Aussi n'est-il pas étonnant de constater que, depuis plus de trente ans, malgré les augmentations considérables de la production, le total net des bénéfices annuels n'a guère varié et est resté compris entre 6 et 8 millions de marks, sauf pendant les courtes périodes où la demande exceptionnelle de charbon entraînait l'État lui-même à réaliser des bénéfices extraordinaires.

Cette nécessité de régler les dépenses de premier établissement de manière à niveler les excédents de chaque année, a pour conséquence l'obligation fréquente de reporter des dépenses indispensables, pour ne pas troubler l'économie générale du budget ; c'est, à notre avis, une grande infériorité de l'exploitation fiscale prussienne, qui ne peut, en conséquence, s'adapter aussi facilement que les sociétés privées aux besoins croissants de l'industrie.

Il faudrait, pour tirer le meilleur parti possible du domaine industriel de l'État, rompre avec les traditions de l'unité du budget, et donner au fisc minier une personnalité propre lui permettant de créer des réserves et de faire des amortissements en vue de grands travaux de développement. Cette mesure donnerait une vitalité nouvelle à l'industrie pourtant très florissante du bassin de la Sarre.

Au cours de ce siècle, le gouvernement prussien a d'ailleurs très sagement évité de faire de son monopole de fait un instrument d'oppression fiscale, qui aurait entravé le développement de l'industrie nationale.

Les bénéfices, qui depuis 1816 se montent à plus de 360 millions de marks, ne sont pas supérieurs à ceux que réalisait l'industrie privée des bassins houillers voisins, pendant la période correspondante.

Les excédents annuels de recettes, qui étaient de 175,000 marks en 1816, ont progressé graduellement jusqu'à 1 million de marks en 1838, et sont restés stationnaires jusqu'en 1853 ; en 1854 ils se sont brusquement élevés à 3 millions 1/4 par suite de l'ouverture à la circulation des chemins de fer de la Sarre ; en 1858 ils ont atteint 5 millions ; en 1866, année de l'ouverture du canal de la Sarre, les bénéfices constatés sont de 7 millions 1/2 ;

après la guerre de 1870 la poussée violente de l'industrie les fait monter à 20 millions 1/2 en 1872 et 38 1/2 en 1873 ; en 1874 la baisse survient très rapidement et les caisses de l'État prussien ne touchent plus que 6 à 8 millions par an, sauf en 1891, où l'industrie minière brille d'un éclat vif mais éphémère. En 1898 la situation redevient meilleure et reste excellente à l'heure actuelle.

Excédents de recettes réalisés par le fisc prusien de 1884 à 1899.

Années budgétaires	Excédent total marks	par tonne marks
1883/84	7,798,618	1-37
84/85	7,215,732	1-35
85/86	7,775,051	1-30
86/87	6,898,098	1-18
87/88	6,576,259	1-08
88/89	8,084,239	1-25
89/90	8,892,313	1-47
90/91	12,546,948	2-03
91/92	7,589,034	1-184
92/93	6,707,005	1-113
93/94	5,914,945	0-958
94/95	6,323,215	0-954
95/96	8,474,314	1-189
96/97	9,324,086	1-196
97/98	12,336,067	1-397
98/99	12,352,262	1-403
99/1900	15,945,316	1-739

Les résultats de l'exercice 1899-1900, qui seront encore dépassés par ceux de l'exercice en cours, ont excité un vif enthousiasme dans le monde politique de la Prusse.

Le Ministre du Commerce, M. Brefeld, a entretenu à plusieurs reprises le parlement de ses espérances. Se basant sur la progression régulière des bénéfices, au cours de ces dernières années, il célèbre hautement la prospérité des mines fiscales et prévoit un développement rapide de l'extraction qu'il attribue à la bonne gestion de l'État.

Nous ne partageons pas entièrement l'optimisme du Ministre prussien. Il est incontestable que l'exploitation par l'État du bassin de la Sarre a donné dans son ensemble des résultats satisfaisants ; les mines avec leurs puits, leur puissant outillage et les agglomérations ouvrières qui les entourent, constituent un trésor inestimable, tant pour le fisc que pour les industriels de l'Allemagne du Sud, mais nous ne pensons pas que ce soit uniquement à l'exploitation par l'État qu'il faille attribuer le haut degré de prospérité que nous leur voyons atteindre.

L'État, tout en essayant de procéder en tout et pour tout suivant les

méthodes de l'industrie privée, semble avoir eu la main plus lourde que des exploitants particuliers ; ses ouvriers sont menés plus militairement et plus durement que ceux des mines privées ; leurs salaires, en raison des nécessités budgétaires, n'ont pas été augmentés dans la même proportion que ceux de leurs camarades de Westphalie. Les prix de vente, quoique ne subissant pas de variations comparables à celles qui ont eu lieu en France et en Angleterre, n'ont pas présenté au cours de ces dernières années une stabilité plus grande que ceux des houilles de Westphalie, où un puissant syndicat, ne groupant que des intérêts privés, a réussi à enrayer les exagérations de hausse et de baisse. L'organisation commerciale du fisc, brutale dans son uniformité, ne donne pas toujours satisfaction à la clientèle qui est facilement rebutée par les exigences draconiennes du fisc. Les résultats financiers, qui se chiffrent annuellement par un bénéfice respectable en raison de l'énorme quantité de houille extraite, sont fâcheusement influencés par les nécessités budgétaires, l'obligation de maintenir les excédents aussi constants que possible ne permettant pas à l'État, au cours des mauvaises années, de consacrer des sommes suffisantes au développement normal de l'extraction. Pendant de longues années, de 1870 à 1890 notamment, l'insuffisance des travaux préparatoires et de l'outillage a entravé la production.

L'industrie privée aurait fait aussi bien sinon mieux que l'État.

Aussi ne croyons-nous pas que l'exemple de l'exploitation fiscale de Sarrebrück, qui nous paraît cependant arrivée au plus haut degré de prospérité dont soit susceptible une industrie d'État, soit de nature à encourager dès maintenant la France à entrer dans la voie de l'exploitation partielle ou totale des mines par l'État.

Les avantages d'une pareille réforme économique seraient trop problématiques pour qu'il soit sage, quant à présent, d'en courir les risques ; personne n'y aurait un intérêt immédiat.

Les propriétaires, en supposant même leurs mines rachetées sans dépréciation, verraient leurs actions industrielles transformées en valeurs d'État, qui, on le sait, ne sont guère susceptibles de plus-value. L'esprit d'entreprise qui pousse éternellement les chercheurs à l'exploration de mines nouvelles, serait entravé dans son essor. Les pionniers de la mine ne seraient plus aiguillonnés par l'appât du gain et cesseraient d'enrichir le pays par leurs découvertes.

Les ouvriers ne gagneraient rien, ni en salaires ni en indépendance, car les nécessités budgétaires ne permettraient pas d'élever leurs salaires au-dessus du niveau normal des salaires industriels ; quant aux grèves et revendications, elles seraient bien moins tolérées par l'opinion publique si les mineurs devenaient ouvriers d'État au lieu d'être considérés comme opprimés et exploités par la puissante féodalité financière et industrielle.

L'exemple de l'État prussien le prouve bien ; c'est lui qui s'est montré le plus dur et le moins miséricordieux des patrons ; les mineurs renvoyés en 1893 pour faits de grève sont encore exclus aujourd'hui. Quant aux

salaires, ils sont restés inférieurs à ceux de Westphalie, où les conditions d'existence sont les mêmes, mais où l'entente des producteurs a permis de réaliser d'importantes améliorations à l'égard de la population ouvrière.

Les socialistes allemands, qui savent par expérience ce qu'on peut attendre des exploitations fiscales, ne réclament d'ailleurs nullement la nationalisation des mines comme leurs camarades français ou belges.

Au Congrès des mineurs allemands tenu à Essen en 1894, la nationalisation des mines, demandée par quelques adhérents, fut repoussée nettement et même rudement. Cette défiance à l'égard de l'État propriétaire de mines se retrouve dans la plupart des publications socialistes allemandes; la *Berg und Hüttenarbeiter Zeitung*, organe du syndicat socialiste des mineurs allemands, s'est élevée, à plusieurs reprises, contre le rachat des mines par l'État, déclarant hautement que les ouvriers des mines fiscales n'avaient pas une situation meilleure que celle des mines privées, et que les mineurs devaient s'abstenir de souscrire à une revendication qui tendrait à les livrer au plus puissant des capitalistes, l'État, sous sa forme actuelle.

Les bénéfices que les ouvriers retireraient de la transformation de l'industrie des mines en industrie d'État semblent donc illusoires.

Quant aux consommateurs, ils ne trouveraient pas dans l'organisation de la vente par l'État à satisfaire la variété de leurs goûts, le fisc appliquant avec trop de raideur des règles trop strictes et trop uniformes. Certes l'exploitation par l'État aurait pour effet de combattre les hausses excessives tout comme les fâcheux avilissements des prix. Mais ce résultat pourrait s'obtenir tout aussi bien par l'initiative privée; la preuve en est faite par le syndicat rhénan westphalien, qui s'est montré plus modéré encore que la direction des mines de Sarrebrück lors de la récente crise houillère.

Le contribuable, enfin, ne verrait guère diminuer ses charges par les bénéfices d'une exploitation fiscale; car si en apparence les résultats de l'exploitation soit de mines rachetées aux particuliers, soit de mines nouvelles découvertes par les prospections de l'État, venaient alléger le budget, il n'en est pas moins très probable que l'ensemble des contribuables devrait supporter les charges supplémentaires dues à l'augmentation de prix de revient inhérente à toute industrie d'État.

Le moment ne paraît donc pas venu, pour l'État français, d'entreprendre une réforme aussi grave que la reprise de l'exploitation des mines ; l'État prussien a été amené par la force même des événements à s'emparer de gisements domaniaux qu'il a conquis, les armes à la main ; il les a gardés, après les avoir payés du sang de ses soldats et de l'argent dépensé pendant tant de guerres. Que la France réfléchisse avant de marcher sur ses traces en acquérant les mines à coups de rentes !

Tout autre sera dans l'avenir le rôle de l'État lorsque l'épuisement progressif des gisements, l'augmentation de la consommation, créeront une disette de houille désastreuse pour l'industrie. L'État devra assurer l'approvisionnement du pays en combustibles, qui sont pour tous une matière

de première nécessité, de même qu'il assure la marche des autres services publics. La création d'un monopole pour cause d'utilité publique en sera la conséquence et s'imposera sans doute à nos descendants ; mais il est à désirer que le régime de liberté économique soit maintenu tant que les mines françaises ne seront pas sur leur déclin.

VI

Demandes de concessions.

DEMANDES EN CONCESSION DE MINES DE HOUILLE.

PROVINCE DE LIMBOURG.

Nos D'ORDRE.	NOMS DES DEMANDEURS.	DATES DES DEMANDES.	ÉTENDUES DEMANDÉES.	COMMUNES.	INDICATIONS DES SONDAGES.	OBSERVATIO
I.	Nouvelle société anonyme de Recherches et d'Exploitation.	5 octobre 1901.	2331 h. 40 a.	Asch-en-Campine, Op-Glabbeek, Niel-près-Asch, Op-Oeteren, Dilsen, Lanklaer, Mechelen-sur-Meuse et Genck.	1.	
II.	Idem.	4 novembre 1901.	986 h. 55 a.	Asch-en-Campine et Op-Glabbeek.	2.	
III.	Idem.	22 novembre 1901.	991 h. 64 a. 45 c.	Niel près d'Asch, Op-Oeteren. Asch-en-Campine et Op-Glabbeek.	3.	
IV.	Idem.	4 décembre 1901.	1097 h.	Genck et Asch-en-Campine.	4.	
V.	Sociétés anonymes de Patience-et-Beaujonc, à Glain, et de l'Espérance et Bonne-Fortune, à Montegnée.	30 décembre 1901.	3109 h. 70 a.	Gruitrode, Op-Glabbeek, Op-Oeteren et Niel près Asch.	5 et 6.	
VI.	Nouvelle société anonyme de Recherches et d'Exploitation.	20 janvier 1902.	2883 h. 78 a.	Houthaelen, Zonhoven et Zolder.	7.	
VII.	Société anonyme John Cockerill, à Seraing.	22 février 1902.	1876 h. 45 a.	Wijshagen, Op-Glabbeek, Asch-en-Campine et Genck.	8, 9, 10.	
VIII.	Comte de Meeus et Cie, propriétaire à Bockrijk.		2000 h.	Genck, Zonhoven et Houthaelen.	»	Deman le non affic
IX.	Baron de Pitteurs-Hiegaerts et consorts.	27 février 1902.	1930 h. 50 a.	Asch-en-Campine, Genck, Sutendael, Op-Grimby et Mechelen-sur-Meuse.	11.	
X.	Société anonyme Limbourgeoise de Recherches et d'Exploration minières.	27 février 1902.	1472 h. 85 a.	Genck et Sutendael.	12.	
XI.	Nouvelle société anonyme de Recherches et d'Exploitation.	8 mars 1902.	2720 h.	Houthalen, Meuwen, Wijshagen, Op-Glabbeek, Asch et Genck.	13.	
XII.	M. Masy Th., Mlle Wittouck, Emilie, et M. Thorn, Emile.	14 avril 1902.	2075 h. 50 a.	Meuwen, Wijshagen, Genck et Houthaelen.	14.	
XIII.	Société anonyme limbourgeoise de Recherches et d'Explorations minières.	26 avril 1902.	1504 h. 72 a.	Genck.	15.	

XIV.	Société anonyme des Charbonnages de Courcelles-Nord.	7 mai 1902.	1892 h. 56 a.	Hasselt, Zonhoven et Zolder.	16 et 26.	
XV.	Société anonyme des Charbonnages de Bascoup.	7 juin 1902.	1570 h. 90 a.	Heusden, Houthaelen et Zonhoven.	17.	
XVI.	Société Charbonnière Limbourgeoise (société anonyme).	25 juin 1902.	1709 h. 93 a.	Hasselt, Houthaelen, Genck et Zonhoven.	18.	
XVII.	M. le baron Goffinet.	2 juillet 1902.	1866 h. 80 a.	Houthaelen et Helchteren.	19.	
XVIII.	Société anonyme des Charbonnages du Nord de la Belgique.	14 juillet 1902.	1570 h. 70 a.	Dilsen et Lanklaer.	20 et 21.	
XIX.	MM. le comte A. de Theux de Meylandt et consorts.	26 juillet 1902.	2155 h. 5 a.	Zolder, Heusden, Stockroye et Lummen.	22.	
XX.	Société anonyme des Charbonnages de Mariemont.	16 août 1902.	1901 h.	Coursel, Heusden, Zolder, Houthaelen et Helchteren.	23.	
XXI.	Société anonyme des exploitants et propriétaires réunis pour exploration minière dans le Nord de la Belgique.	20 août 1902.	3021 h. 50 a.	Lanklaer, Stockheim, Meestwijk, Leuth, Eysden, Vucht et Mechelen.	24.	
XXII.	Société anonyme des Charbonnages du Nord de la Belgique.	10 octobre 1902.	1614 h.	Lanklaer, Eysden, Vucht, et Mechelen-sur-Meuse.	21.	
XXIII.	Société Campinoise pour favoriser l'Industrie minière, (Société anonyme).	11 octobre 1902.	2548 h. 47 a.	Tessenderloo, Quaedmechelen, Oostham (prov. de Limbourg), Vorst, Meerhout et Olmen (prov. d'Anvers.)	25.	Cette demande figu sous le n° 1 de la pr vince d'Anvers.

PROVINCE D'ANVERS.

I*a*.	Société « Kempische Vennootschap tot bevordering van mijnnijverheid. » (Société campinoise pour favoriser l'industrie minière.)	19 octobre 1902.	2548 h. 47 a.	Oostham, Quaedmechelen, Tessenderloo (prov. de Limbourg), Vorst, Meerhout et Olmen (prov. d'Anvers.)	25.	Cette demande figure so le n° XXIII de la pr vince de Limbourg.
II*a*.	Comtesse et Comte de Mérode Westerloo.	27 octobre 1902.	5775 h. 30 a.	Westerloo, Veerle, Herselt, Vaerondonk, Heel, Zoerle-Parwijs et Eynhout.	33.	
III*a*.	Société anversoise de sondages.	5 novembre 1902.	4778 h. 51 a.	Heel, Moll et Meerhout.	35.	

Tableau arrêté au 10 décembre 1902.

*Les sondages n*os 27, 28, 29, 30, 34, 36, 37, 38, 39 *renseignés sur la carte n'ont pas encore donné lieu à des demandes en concession.*

VII

Carte indiquant les concessions demandées et les Zones qui font l'objet du projet de M. Hanrez.

VIII

Documents statistiques et législatifs.

MINES DE HOUILLE ALLEMANDES

Statistique de la production de 1891 à 1900

(Extrait du *Glückaüf*, 16 mars 1901.)

ANNÉES.	Nombre de mines.	Production. — Tonnes.	Valeur. — Marcs.	Nombre d'ouvriers.	Rendement moyen par ouvrier.	Valeur à la tonne. — Marcs.	La production représente % de la production totale de l'empire allemand.
BASSIN DE LA HAUTE SILÉSIE.							
1881-1890							
Etat.	3	3.074.100	13.331.000	8.746	351	4 34	5.18
Mines privées. . .	96	10.071.900	39.953.000	31.353	322	3.99	16.96
Ensemble. . .	99	13.146.000	53.284.000	40.099	328	4 05	22 14
1891							
Etat.	4	3.867.100	24.774.000	12.842	301	6.41	5.24
Mines privées. . .	88	13.858 700	74.952 000	41.910	330	5.40	18.81
Ensemble. . .	92	17.725.800	99.726.000	54.752	324	5.63	24.05
1895							
Etat.	2	4.027.700	23.248.000	12.025	335	5.77	5.09
Mines privées. . .	51	14 038.700	75.568.000	41.735	337	5.39	17.73
Ensemble. . .	53	18 066.400	98.816.000	53.760	336	5.47	22.82
1899							
Etat.	3	5.105.100	34.402.000	14.432	354	6 74	5.02
Mines privées . . .	50	18.365.000	111.695.000	49.197	373	6.08	18 07
Ensemble. . .	53	23 470.100	146.097.000	63.629	369	6.22	23.09
1900							
Etat.	3	5.296.300	43 196 000	14.809	358	8 16	4.85
Mines privées . . .	54	19.486.300	139 373.000	55.462	351	6.08	17 84
Ensemble. . .	57	24.782.600	182.569.000	70.271	353	6.37	22.69
BASSIN DE LA SAAR.							
1881-1890							
Etat.	12	6.079.000	47.680.000	25.706	236	7.84	10.24
Mines privées. . -	19	830.500	6.945.000	4.665	178	8 36	1.40
Ensemble. . .	31	6 909.500	54.625.000	30.371	228	7.91	11 64
1891							
Etat. . . . . ,	13	6.560.200	68.938.000	29.443	223	10.51	8 90
Mines privées. . .	22	1.105.900	11.811.000	5.923	185	10.70	1 50
Ensemble. . .	35	7.666.100	80.749.000	35.368	217	10 53	10.40
1895							
Etat.	13	7.057.300	62.529.000	32.269	219	8.86	8.91
Mines privées. . .	18	1.352.400	11 648.000	7.141	190	8.70	1.72
Ensemble. . .	31	8.419.700	74.177.000	39.410	214	8.81	10.63
1899							
Etat.	13	9.242.000	93.343.000	40.239	230	10.10	9.09
Mines privées. . .	15	1.423.000	13.699.000	7.610	188	9.63	1.40
Ensemble. . .	28	10.665.000	107 042.000	47.849	223	10.04	10.49
1900							
Etat.	13	9.627.700	112.133.000	42.414	227	11.65	8.81
Mines privées. . .	14	1.509.000	16.869.000	8.433	180	11.20	1.39
Ensemble. . .	27	11.136.700	129.002.000	50.847	219	11 58	10.20

PRUSSE

MINES, USINES ET SALINES DOMANIALES.

ANNÉES 1880-81, 1884-85, 1890-91, 1891-92, 1894-95, 1895-96 ET 1900.

Extrait du *Statistisches Handbuch für den preussischen Staat*, année 1898.

OBJETS.	1880-81	1884-85	1890-91	1891-92	1894-95	1895-96	1900*
1	2	3	4	5	6	7	8
Renseignements généraux.							
Nombre des établissements	73	75	69	69	71	70	64
Production. Tonnes. . .	8.639.985	10.585.494	11.754.060	12.117.986	12.141.483	12.798 081	16 815 064
Valeur	82.311.723	95.600.528	139.446.235	136.156.818	116.273.391	123.264.823	210.853.647
Ouvriers	43.525	50.042	56.375	57.939	57.009	58.942	72.727
Bénéfices	12.690.433	13.700.396	24.464.383	17.112.635	15.024.915	19.440.106	41.309.901
Ils se décomposent en :							
.1. **Mnes de toute espèce**							
Nombre	48	49	46	46	48	47	43
Extraction	8.444.701	10.392 019	11.540.553	11.901.635	11.937.897	12.595.877	16.578.729
Valeur	62.212 767	72.926.163	110.689.411	110.066.741	96.766.501	102.977.409	180.740.410
Ouvriers.	38.858	45.146	50.856	52.429	51.755	53.662	67.178
1) *Charbon :*							
Nombre	18	18	18	18	17	17	17
Production	7.652.494	9 566.828	10.590.981	10.935.294	11.070.302	11.737.375	15.469.593
Valeur	50 563 054	61 706.901	97.387.017	97.002.620	85.874.492	91.350.630	162.206.912
Ouvriers	31.787	37.297	43.877	45.472	45.001	46.996	60.338
2) *Lignite.*							
Nombre	8	8	8	8	8	8	8
Production	373 976	355.782	430.258	429.551	380.466	375.198	463.024
Valeur	1.160 199	1.111.234	1.361.286	1.380.797	1.169.785	1.181.573	1.444.116
Ouvriers	897	865	768	793	699	702	648
3) *Fer.*							
Nombre	13	14	12	12	15	14	8
Production	95 357	117.477	111.474	108.094	95.828	74.651	87.172
Valeur	717.875	963.973	975.777	840.893	731.513	558.408	970.431
Ouvriers	749	970	921	828	748	694	596
4) *Zinc, plomb, cuivre, argent et soufre.*							
Nombre	6	6	5	5	5	5	5
Production	61.132	71.667	77.038	78.213	83.951	85.547	97.754
Valeur	7.284.193	6.325 959	7.493.269	6.969.085	5.497.019	6.051.981	10.267.598
Ouvriers	4.721	4.577	4.269	4.323	4.313	4.321	3.958
5) *Salines :*							
Nombre	3	3	3	3	3	3	5
Production	261.742	280.265	330.802	350.483	307.350	323.126	461.186
Valeur	2.487.446	2.818.096	3.472.062	3.873.316	3.493.692	3.834.817	5.851.318
Ouvriers.	704	1.437	1.021	1.013	994	949	1.638
B. **Usines métallurgiques**							
Nombre	13	13	12	12	12	12	12
Production	57.564	68.263	80.867	78.473	70 928	68.222	96.449
Valeur	15.915.536	18.588.363	23.414.841	20.703.933	14.830.999	15.709.388	(1) 24.892.325
Ouvriers	2.836	3.119	3.627	3.507	3.458	3.517	3.711
1) *Fer :*							
Nombre	5	5	5	5	5	5	5
Production	25.385	27.700	36.387	36.068	24.500	21.768	44.024
Valeur	3.122.930	3.467.755	5.364.533	5.094.309	3.880.237	3.553.298	6.586.020
Ouvriers	1.249	1.331	1.600	1.573	1.566	1.651	1.871
2) *Plomb, argent et autres :*							
Nombre	8	8	7	7	7	7	7
Production	32.179	40.563	44.480	42.405	46.428	46.454	52.395
Valeur	12.792.606	15.120.608	18.050.308	15.609.624	10.950.762	12.156.090	(1) 18.306.305
Ouvriers.	1.587	1.788	2.027	1.934	1.892	1.866	1.840
C. **Salines.**							
Nombre	6	6	6	6	6	6	6
Production	122.888	110.548	115.095	119.573	118.900	117.508	123.689
Valeur	2.960.842	2.635.871	2.971.720	3.070.898	3.091.543	3.055.193	3.326.687
Ouvriers.	933	824	878	916	802	801	838
D. **Carrières.**							
Nombre	6	7	5	5	5	5	3
Production	14.832	14.664	17.545	18.305	13.758	16.474	16.227
Valeur	1.222.578	1.450.161	2.370.263	2.315.276	1.584.348	1.522.833	1.894.225
Ouvriers	898	953	1.114	1.087	994	962	898

(1) Dont 4.724.821 valeur or et argent.

* Les résultats de 1900 sont extraits du rapport officiel du 7 décembre 1901 sur l'exploitation des mines domaniales.

AUTRICHE.

(Extrait de l'OESTERREICHISCHE STATISTIK, 4e partie.)

MINES DOMANIALES.

		1893	1894	1895	1896	1897	1898
Mines de charbon	Recettes . . .	1,383,112	1,405,010	1,502,975	1,596,228	1,753,376	1,738,538
	Dépenses . . .	1,046,915	1,214,250	1,234,871	1,150,942	1,156,369	1,173,485
	Excédent . . .	+ 336,197	+ 190,760	+ 268,104	+ 445,286	+ 597,007	+ 565,053
Autres mines (Salines non comprises)	Recettes . . .	6,171,257	5,688,149	5,559,507	5,863,703	5,285,412	4,819,096
	Dépenses . . .	5,563,428	5,497,799	5,340,610	5,275,542	5,391,792	5,457,134
	Excédent . . .	+ 607,829	+ 190,350	+ 218,897	+ 588,161	— 106,380	— 638,038
Ensemble	Recettes . . .	7,554,369	7,093,159	7,062,482	7,459,931	7,038,788	6,557,634
	Dépenses . . .	6,610,343	6,712,049	6,575,481	6,426,484	6,548,161	6,630,619
	Excédent . . .	+ 944,026	+ 381,110	+ 487,001	+ 1,033,447	+ 490,627	— 72,985

RÉGIME DE LA PROPRIÉTÉ MINIÈRE DANS LES PRINCIPAUX PAYS D'EUROPE.

NOMS DES PAYS	DATE DE PROMULGATION DES LOIS ACTUELLEMENT EN VIGUEUR	RÉGIME CONSACRÉ	RÉFÉRENCES
ALLEMAGNE			
Prusse.	Loi générale sur les mines du 24 juin 1865.	Liberté de l'exploitation des mines substituée à l'ancien droit régalien et au « principe de direction » qui faisait de l'exploitation des mines une industrie d'Etat. — Droit de l'inventeur ou du premier demandeur en concession.	*Annales des mines*, 1868. (Trad. de la loi prussienne par J. ICHON.) AGUILLON, t. III, ch. II, entre autres pp. 41, 48, 49. IBID., pp. 89 et suiv.
Bavière, Wurtemberg et diverses petites principautés.	Dates diverses.	Régime dentique.	*Annales des mines*, 1878. (Trad. de la loi bavaroise par J. ICHON.)
Saxe royale.	Loi générale sur les mines du 16 juin 1868.	Régime analogue au régime prussien pour les mines métalliques.	AGUILLON, chap. III. Voir entre autres pp. 115 et 116. *Annales des mines*, 1870, p. 61.
Saxe-Weimar, Principauté de Schwarzbourg-Sondershausen.		Le droit d'exploiter les mines de combustibles reste inhérent à la propriété foncière, mais il ne peut être exercé qu'avec l'autorisation du gouvernement. La mine de combustible créée par le propriétaire de la surface devient une propriété distincte soumise au régime de la loi des mines.	

AUTRICHE	Loi générale du 23 mai 1854.	Séparation du fond et de la surface. L'autorité minière apprécie si le gisement est exploitable et peut donner lieu à concession. Privilège du premier demandeur en concession.	*Annales des mines*, 1869, p. 239. AGUILLON, p. 157.
LUXEMBOURG	Loi de 1810. Loi sur les mines de fer du 15 mars 1870. Loi du 12 juin 1874.	Distinction entre mines de fer concessibles et minières. Retour au système de la domanialité. Toute concession doit être faite par une loi.	AGUILLON, p. 428.
ESPAGNE	Loi du 6 juillet 1859 et décret-loi du 29 décembre 1868.	Séparation absolue de la propriété minière et de celle de la surface. La propriété de la mine s'acquiert par la première occupation faite suivant les formes légales. Pas de redevance au propriétaire du sol.	AGUILLON, pp. 257 et suivantes.
ILES BRITANNIQUES		Pas de législation spéciale sur la propriété minérale qui appartient au propriétaire du sol et qui est soumise au régime du droit commun. Exception pour l'or et l'argent qui sont propriété de la Couronne.	

NOMS DES PAYS	DATE DE PROMULGATION DES LOIS ACTUELLEMENT EN VIGUEUR	RÉGIME CONSACRÉ	RÉFÉRENCES
RUSSIE	Code de 1857.	Régime de l'accession.	V. AGUILLON, p. 483. V. également Russie. —Codes Miniers publiés par le Comité central des houillères de France.
ITALIE	12 lois particulières aux anciens États et encore en vigueur. Un projet de simplification a été présenté au Sénat le 6 mai 1893 ; il généralisait le régime de la loi, du Piémont, du 20 novembre 1859, sauf pour la Toscane et la Sicile. Il n'a pas eu de suite.	Propriété de la mine connexe à celle du sol, en Toscane et en Sicile. Dans le royaume de Naples, si le propriétaire refuse d'exploiter des gisements reconnus, l'État peut en disposer. Dans le Piémont (loi du 20 novembre 1859), la propriété de la mine est entièrement distincte de celle du sol. Régime des concessions sans droit de préférence du propriétaire.	AGUILLON, p. 373. Projet de loi du 6 mai 1893. Pour la loi du 20 novembre 1859. AGUILLON, p. 383.

IX

Conclusion de M. l'Ingénieur Trasenster, Député de Liége et ancien professeur à l'Université de cette ville, sur la question de l'exploitation par l'État des mines de la Campine.

Conclusion de M. l'Ingénieur TRASENSTER, Député de Liége et ancien Professeur à l'Université de cette ville, sur la question de l'exploitation par l'État des mines de la Campine.

CONCLUSION.

Pour me résumer, il existe dans la Prusse Rhénane et la Westphalie deux grands bassins houillers : le bassin de la Rühr qui a été, jusqu'ici, exclusivement exploité par l'industrie privée, et le bassin de la Sarre, qui l'est presque entièrement par l'État prussien.

De l'étude comparée de ces deux bassins, je conclus que l'exploitation privée de la Rühr l'emporte, sous tous les rapports, sur celle du bassin de la Sarre.

Au point de vue des consommateurs, le développement de l'extraction a été trois fois plus rapide en Westphalie qu'à Sarrebrück : grâce à ce développement rapide, les fluctuations de prix ont été beaucoup moins importantes dans le bassin exploité par l'industrie privée que dans celui monopolisé par l'État : de 1896 à 1901 les prix ont augmenté de fr. 4-58 dans la Sarre, de fr. 2-50 seulement dans la Rühr, où ils sont restés de 4 à 5 francs plus bas qu'à Sarrebrück.

Au point de vue de la main-d'œuvre, la situation est également beaucoup plus avantageuse dans la Rühr, où les salaires ont haussé de 28 p. c. alors qu'ils augmentaient de 8 p. c. seulement dans la Sarre. En 1900, le salaire annuel des ouvriers de l'État prussien est resté inférieur de 360 francs à celui des ouvriers de l'industrie privée de la Rühr : la part de la main-d'œuvre atteint ici 60 p. c. de la valeur produite contre 40 p. c. seulement dans les mines de l'État prussien.

Si l'on se borne à considérer ces deux grands intérêts, celui du public et celui de la classe ouvrière, on constate qu'en 1900 l'industrie privée de la Rühr a réussi à vendre son charbon 4 francs moins cher que l'État industriel, tout en payant 360 francs de salaire en plus à chaque ouvrier. Cette différence n'est due que pour une très faible part au rendement un peu plus élevé de la main-d'œuvre dans la Rühr, où par contre le fonçage des puits présente beaucoup plus de difficultés.

La raison principale de la différence des résultats réside dans la cherté de l'exploitation par l'État et la fiscalité de l'État prussien qui prélève un impôt de consommation de fr. 1-62 par tonne, 370 francs par ouvrier contre un bénéfice de fr. 0-83 par tonne, 145 francs par ouvrier retenu par l'industrie charbonnière belge si attaquée à ce point de vue par les admirateurs du système prussien.

A ceux qui objectent que le bénéfice ou plutôt l'impôt indirect de fr. 1-62, prélevé par le fisc prussien sur le consommateur, n'est pas à

dédaigner au point de vue du Trésor public, je ferai observer que cette situation est due aux conditions géologiques, géographiques et politiques toutes spéciales du bassin de la Sarre. A ce triple point de vue, aucune analogie n'existe entre la Sarre et la Campine.

Sous le rapport géologique, d'abord, le terrain houiller affleure dans les domaines de l'État prussien ; l'exploitation a pu y commencer par galerie, il y a plus d'un demi-siècle, avec des capitaux réduits. Les installations ont été développées au moyen des bénéfices avec une très faible mise de fonds initiale, condition exceptionnellement avantageuse pour les finances publiques.

Dans le bassin de la Campine, par contre, il y a à traverser un minimum de 500 mètres de morts-terrains et de morts-terrains difficiles : l'aléa est grand et les capitaux de premier établissement seront considérables et longtemps improductifs.

Au point de vue géographique, le bassin de la Sarre est également privilégié : c'est un bassin isolé de toutes parts. Le bassin concurrent le plus rapproché, celui de la Rühr, est distant de 350 kilomètres. Il ne se trouve pas d'autre bassin dans l'Allemagne du Sud ; et vers l'Est, on ne rencontre que la concurrence très lointaine des houillères de Saxe et de Bohême : le gouvernement prussien exerce dans ces régions un véritable monopole ; il peut fixer les prix à sa guise et, par conséquent, réaliser des bénéfices certains. C'est donc là une condition tout à fait exceptionnelle et que le gouvernement belge ne rencontrerait pas en Campine.

Le bassin de la Campine se trouve à une faible distance de la principale bande houillère du continent européen, qui s'étend de Valenciennes jusqu'à la Rühr en passant par Mons, Liége, Aix-la-Chapelle, et il se trouve à une très faible distance aussi des ports de mer, où il trouvera la concurrence des charbons anglais. Enfin, vers l'Est, un vaste bassin encore inexploité reconnu par de nombreux sondages s'étend sur les deux rives de la Meuse de Maestricht à Venloo et se prolonge jusqu'au Rhin, en face de Ruhrort ; il se trouve, semble-t-il, dans des conditions plus favorables que la Campine au point de vue de l'épaisseur des morts-terrains.

De divers côtés donc le bassin de la Campine est exposé à une concurrence très vive, qui ne permettrait pas de fixer arbitrairement les prix et de les maintenir toujours à un niveau rémunérateur comme a pu le faire pour le bassin de la Sarre le fisc prussien, à l'abri d'un véritable monopole géographique.

Au point de vue économique, le bassin de la Campine se trouve plutôt, à première vue, dans des conditions comparables à celles du bassin de la Rühr, abstraction faite de la richesse de la formation, sur laquelle on ne peut encore se prononcer.

Or je rappellerai que, lors de la discussion à la Chambre prussienne du projet d'achat de concessions en Westphalie, le Ministre von Mœller a constaté que les exploitants de la Rühr ont retiré de leur industrie pour les vingt premières années d'activité, de 1860 à 1880, un revenu moyen

de 1 1/4 à 1 1/2 p. c. Quant aux dix années suivantes, le dividende moyen des Sociétés anonymes de la Rühr a été d'environ 3 p. c. Ce n'est que depuis dix ans que les résultats de cette industrie ont été rémunérateurs. Il a fallu attendre pour cela trente ou quarante ans, et encore cette période rémunératrice n'a-t-elle été réalisée que grâce à la constitution de syndicats de vente très puissants, groupant toute la production de houille et de coke, réglementant à la fois et l'extraction et les prix.

Une troisième différence qui a aussi son importance, c'est que le bassin de la Sarre se trouve en Prusse, c'est-à-dire dans un pays d'autorité, de discipline et de fortes traditions administratives.

C'est un leurre de croire qu'on pourrait réaliser ou plutôt imiter en Belgique les institutions qui sont possibles en Prusse et qui y fonctionnent d'une façon plus ou moins satisfaisante.

En résumé, que je me place au point de vue de l'intérêt des consommateurs, de l'intérêt de la classe ouvrière ou de l'intérêt du trésor, j'estime que l'exploitation directe ou indirecte du bassin houiller de la Campine par l'État doit être repoussée.

Seule, l'industrie privée aura assez de ressources et d'initiative pour en assurer le développement si on ne l'accable pas de charges légales ou fiscales, venant s'ajouter aux difficultés naturelles très sérieuses qu'elle aura à surmonter.

Les risques sont tels que seule une concession de très longue durée, sinon perpétuelle, est de nature à tenter les capitalistes sérieux.

Le point essentiel à considérer, lors de l'octroi des concessions, sera la capacité technique et financière des demandeurs, les garanties qu'ils présenteront quant à la mise à fruit effective de gisements.

La question est très grave pour l'avenir de toutes nos industries, spécialement de l'industrie métallurgique, qui ne trouve plus en Belgique les quantités voulues de charbon à coke.

Le développement rapide du bassin de la Campine est, pour nos industries, une question vitale, et à ce point de vue l'initiative privée offre beaucoup plus de garanties que l'action forcément timide et lente de l'État ou que les expérimentations risquées préconisées par les inventeurs de systèmes plus ou moins utopiques.

P. TRASENSTER.

ANNEXE.

Extraits de la Statistique officielle des mines prussiennes.

(Zeitschrift für das Berg-Hutten und Salinenwesen).

Salaires dans les mines de la Westphalie (industrie privée).

Inspection de Dortmund (Bassin de la Rühr).

ANNÉES.	EXTRACTION.	VALEUR.	NOMBRE D'OUVRIERS.	SALAIRE ANNUEL.
	tonnes.	mark par tonne.		mark.
1891	37.402.494	8,38	138.739	1086
1892	36.853.502	7,38	142.247	976
1893	38.613.146	6,42	146.440	946
1894	40.613.073	6,38	152.656	961
1895	41.145.744	6,66	154.702	968
1896	44.893.304	6,77	161.870	1035
1897	48.423.987	7,04	176.101	1128
1898	51.001.551	7,32	191.847	1175
1899	54.641.120	7,66	205.106	1255
1900	59.618.900	8,54	226.902	1332
1901	58.447.657	8,77	243.926	1224

Salaires dans les mines domaniales de la Sarre.

Inspection de Bonn, district de Trèves (Bassin de la Sarre).

ANNÉES.	EXTRACTION.	VALEUR.	NOMBRE D'OUVRIERS.	SALAIRE ANNUEL.
	tonnes.	mark par tonne.		
1891	6.552.024	10,54	29.568	1137
1892	6.393.180	9,97	30.771	1042
1893	6.024.628	9,13	28.494	925
1894	6.722.907	8,84	31.938	921
1895	7.023.227	8,88	32.371	929
1896	7.820.722	8,96	34.209	966
1897	8.358.413	9,24	35.961	982
1898	8.883.057	9,44	37.594	1015
1899	9.126.788	10,09	39.693	1019
1900	9.491.380	11,63	41.811	1044
1901	9.460.192	12,63	43.465	1042

X

Loi hollandaise du 19 juin 1845, concernant la cession temporaire de la direction et de la jouissance des mines de houille domaniales de Kerkraede.

Loi hollandaise du 19 juin 1845 concernant la cession temporaire de la direction et de la jouissance des mines de houille domaniales de Kerkraede.

Nous, GUILLAUME II, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc.,

A tous ceux qui la présente verront ou entendront lire, Salut, faisons savoir:

Ayant pris en considération qu'il importe, tant dans l'intérêt des revenus du Trésor que dans celui de la prospérité générale, que faculté nous soit donnée de céder temporairement aux concessionnaires d'un chemin de fer de Maestricht vers la frontière prussienne avec embranchement vers les mines de houille domaniales de Kerkraede, la direction et la jouissance de ces mines.

Nous avons approuvé (le Conseil d'État entendu et de commun accord avec les États généraux) et nous approuvons ce qui suit:

ARTICLE PREMIER.

La direction et la jouissance des mines de houille domaniales sises à Kerkraede, des bâtiments, des appareils à vapeur et autres lui appartenant ou qui y sont en usage en tant que propriété de l'Administration des domaines, peuvent être cédées par Nous aux futurs concessionnaires d'un chemin de fer de Maestricht vers les frontières prussiennes avec embranchement vers les mines précitées pour un terme de nonante-neuf ans dès le moment et d'après la manière à déterminer plus spécialement entre Notre Ministre des Finances et les concessionnaires.

ARTICLE 2.

Cette cession aura lieu aux conditions suivantes :

a) Du produit des mines précitées les concessionnaires paieront annuellement à la Caisse de l'État, une somme de 5,000 florins quand le produit net se montera à plus de 60,000 florins et, en outre, la moitié du produit net lorsqu'il dépassera 65,000 florins;

b) Pour la fixation du produit net, il ne sera tenu compte ni des capitaux versés, ni des amortissements, ni des intérêts, ni des frais résultant de la construction de nouveaux bâtiments et de l'achat d'appareils à vapeur et autres;

c) A l'échéance du terme ci-dessus, les mines de houille reviendront à l'État avec tout ce qui leur appartient : bâtiments, appareils à vapeur et

autres, matériel et provisions de charbons; de même reviendra à l'État, l'embranchement du chemin de fer vers la mine avec les bâtiments, appareils à vapeur et autres, wagons et autre matériel, le tout en bon état et sans aucune indemnité ;

d) Il sera établi aux frais des concessionnaires une surveillance convenable pour assurer l'exploitation régulière de la mine.

Mandons et ordonnons que la présente soit publiée au *Moniteur* et que tous les Départements, etc.

Donné à La Haye, le 19 juin 1845.
(*S.*) WILLEM.

Par le Roi :
Le Directeur du Cabinet du Roi,
(*S.*) A. G. A. VAN RAPPORD.

Publiée le 21 juin 1845.
Le Directeur,
(*S.*) A. G. A. VAN RAPPORD.

Versements faits au Gouvernement :

En 1901 pour 1900	fl.	92,073 85
En 1902 pour 1901	»	95,843 56
En 1903 pour 1902	»	100,000 »

ARTICLE PREMIER.

En vertu de la loi du 19 juin 1845 (*Moniteur*, n° 29), il est cédé et il est transféré par la présente à et en faveur de la société précitée du Chemin de fer de Maestricht à Aix-la-Chapelle, ayant son siège à Maestricht, la direction et la jouissance des mines de houille domaniales de Kerkraede indiquées au plan annexé à la présente convention, avec tous les bâtiments, appareils à vapeur et autres appartenant au service de ces mines, ainsi que tous les droits que l'État Néerlandais possède sur ces mines et qui découlent du traité de délimitation du 16 juin 1816 ; cette cession et ce transfert auront lieu pour un terme de nonante-neuf ans à prendre cours le jour où aura été versée par la société précitée, au bureau de l'agent du Conseil d'État du Ministère des Finances, à Amsterdam, une somme de cinq fois 100,000 florins (500,000), en titres de dette nationale, portant intérêt de 4 p. c. et représentant nominalement l'import précité.

La société conserve cependant la faculté de pouvoir retirer ses titres, même en dehors du cas stipulé à l'article 7, moyennant versement, chez l'agent précité, d'un montant égal en argent, papiers de banque ou papiers monnaie.

ARTICLE 10.

A l'échéance de ce terme de nonante-neuf ans, les mines de houille précitées de Kerkraede reviendront à l'État avec l'étendue qui a été fixée au plan annexé à la présente convention, ou telles qu'elles s'étendent en vertu du traité de délimitation précité du 16 juin 1816, avec les terres, bâtiments, appareils à vapeur et autres, avec tout le matériel, les approvisionnements de charbon et les magasins de Kerkraede et de Rolduc actuellement existant ou existant lors de la rétrocession, sans aucune exception ; les mines seront en bon état d'exploitation ; les terres et les bâtiments bien entretenus ; les appareils à vapeur et autres en état d'être mis en usage et sans défauts.

L'embranchement précité du chemin de fer vers les mines deviendra en même temps la propriété de l'État avec tous les bâtiments, appareils à vapeur et autres, wagons et autre matériel y appartenant, le tout en bon état.

La rétrocession et le transfert convenus au présent article auront lieu sans aucune indemnité à la société ou à ses ayants droit.

ARTICLE 11.

Même rétrocession et transfert à l'État auront lieu, dans le cas où la société ou ses ayants droit abandonneraient l'exploitation du chemin de fer de Maestricht vers les frontières prussiennes.

ARTICLE 12.

Il sera versé par la société précitée à la caisse de l'État, pour autant que le produit net de la mine dépasse annuellement 60,000 florins, une somme de 5,000 florins, ainsi que la moitié du produit net supérieur à 65,000 florins ; sont considérés comme produit net les 35 p. c. du produit des charbons vendus, pris sur le carreau de la mine, ce qui fait que pour les charbons transportés par chemin de fer, le prix perçu au lieu d'arrivée sera diminué des frais de transport et autres résultant de la vente.

ARTICLE 13.

S'il a été extrait par an plus de 45,000 tonnes de charbon, y compris le charbon consommé par les appareils à vapeur et autres installations servant à l'usage immédiat de la mine, du produit de ce surplus et conformément à la stipulation du présent article, il sera fait une ristourne à l'État de 17 1/2 p. c.

ARTICLE 20.

Le Roi nommera un commissaire chargé de veiller au maintien des stipulations de la présente convention, à la stricte exécution du règlement

sur les mines et à l'exploitation régulière des mines domaniales. Le traitement de ce commissaire, dont le maximum est fixé à 1,200 florins, sera supporté par la société et lui sera payé trimestriellement contre délivrance de quittance par le commissaire.

ARTICLE 21.

Toute convocation à une assemblée de la direction dans laquelle il sera question des intérêts de la mine, sera portée à la connaissance du commissaire du Roi et de la même manière que cela a lieu pour les membres de la direction, afin que le commissaire puisse assister, si cela lui convient, à cette réunion. L'oubli de cette information ferait que les sujets traités seraient rappelés à la prochaine réunion.

XI

Note complémentaire de M. Finet.

NOTE COMPLÉMENTAIRE DE M. FINET.

BUT A ATTEINDRE.

Dans toutes les discussions qui ont lieu, soit à la Chambre, soit dans la presse, au sujet des charbonnages futurs, on a beaucoup discuté sur le collectivisme ou l'anticollectivisme, sur les risques que présente l'industrie charbonnière ou les bénéfices à en réaliser, mais on est loin d'être d'accord sur le but à atteindre.

C'est pourtant là le premier point à régler ! De la part des demandeurs en concession, ce but est tout naturel : faire une bonne affaire. Mais, quand on discute la question de l'intérêt général, il y a diversité d'opinions quant à la détermination du caractère de cet intérêt général.

Les uns, évaluant d'une manière plus ou moins arbitraire les bénéfices réalisés par les charbonnages actuels, prétendent que l'État peut et doit réaliser des bénéfices analogues en Campine. Rien d'étonnant, d'ailleurs, à ce que cette idée soit mise en avant, puisque nous voyons toutes nos administrations publiques, quand elles exercent un monopole industriel (distribution d'eau, de gaz, concessions de tramways, etc.), en faire des sources de revenus, sans songer qu'on frappe la salubrité publique en imposant l'eau ; la lumière et le chauffage en imposant le gaz ; le transport de la classe ouvrière en imposant les tramways, etc.

Nous ne sommes pas d'accord avec ceux qui revendiquent pour l'État de semblables bénéfices.

Ce que doit poursuivre l'État, ce n'est pas le lucre, car si tel est son but, il est bien inutile qu'il devienne propriétaire de charbonnages; il suffit qu'il mette un impôt sur toute tonne de charbon extraite ou qu'il augmente la redevance des mines ou encore qu'il mette un impôt de fr. 1-25 sur chaque tonne de charbon exporté, comme font les Anglais.

Nous citerons comme exemple l'alcool.

L'État ne le fabrique pas; il n'a pas immobilisé un franc pour exercer cette industrie et pourtant l'alcool rapporte plus à l'État et au fonds communal que ne rapportent, année moyenne, tous les charbonnages du pays tous ensemble, à leurs propriétaires.

Mais ce n'est pas là le but qu'il faut rechercher : si l'impôt sur l'alcool est un bon impôt, l'impôt sur le charbon est indéfendable.

Une thèse qui s'est fait jour également et qui a les sympathies de beaucoup d'esprits éclairés, c'est que l'État, grand consommateur de charbon, doit devenir concessionnaire de charbonnages pour s'assurer, au prix de revient, ses propres besoins.

Cette idée, pas plus que la précédente, ne résiste à l'examen.

L'État représente la collectivité, il doit légiférer pour tous lorsqu'il s'agit d'une matière première nécessaire à toute monde, et non en vue de l'industrie qu'il exerce lui-même, sans se soucier des autres industries.

L'État par son armée est le plus grand consommateur de froment et d'avoine ; songe-t-il pour cela à traiter ces denrées d'une manière spéciale qui le concerne, sans se demander si les particuliers pourront vivre ?

C'est précisément parce qu'il est le plus grand consommateur de houille, qu'il a déjà, comme tel, plus d'influence sur les producteurs que nul autre industriel ; en outre, par ses chemins de fer qui vont à chaque extrémité du pays, il peut recevoir les charbons étrangers à des prix de faveur, puisqu'il les transporte lui-même ; enfin, à une hausse injustifiée du charbon, il peut répondre par un surélèvement du tarif de transport des charbons exportés et il aura l'approbation de tout le monde, sauf des charbonniers. Le supplément de recettes qui résultera de ce seul relèvement du tarif peut compenser le dommage que cette hausse injuste pourrait lui causer.

Non ! l'État consomme environ 5 p. c. de la houille extraite en Belgique, ce n'est pas seulement pour ces 5 p. c. qu'il doit légiférer, c'est pour les 95 p. c. consommés par tout le monde, tant en usage domestique qu'en usage industriel ; or, que faut-il faire pour ces consommateurs-là :

Deux choses :

1° Que la tonne de houille puisse être amenée sur le carreau de la mine au moindre prix possible ;

2° Que cette houille ne soit pas monopolisée par une infirme minorité de citoyens, mais qu'elle soit livrée aux consommateurs en subissant la loi de l'offre et de la demande, comme toutes les marchandises.

Voilà, selon nous, la solution qu'on doit chercher à obtenir dans l'élaboration de la loi pour la mise en valeur des mines de houille en Campine.

TH. FINET.

TABLES DES MATIÈRES

TABLE DU RAPPORT

PAGES.

I

Exposé général 1

II

Examen des projets de loi par les Commissions réunies de la Justice et de l'Industrie et du Travail.

Première et seconde réunions des Commissions 28
Proposition de M. Wiener 29
Séance du 22 décembre 1902 31
Note communiquée aux Commissions réunies par M. Emile Harzé, directeur général honoraire des mines 31
Séance du 27 décembre 1902 38
Communication technique de M. Emile Harzé 38
Proposition de M. Finet 43
Lettre de la Société des charbonnages du Rieu-du-Cœur. 47

III

Conclusions des Commissions réunies 52

TABLE DES ANNEXES

PAGES.

I

Propositions de M. Hanrez :

1° Proposition de Loi apportant des modifications à la législation sur les concessions de mines :

Développements 3
Proposition de Loi 11

2° Proposition de Loi réservant à l'État des zones dans le nouveau bassin houiller du nord de la Belgique :

Développements 13
Proposition de Loi 15

PAGES.

II

Proposition de Loi de MM. H. Denis et Vandervelde :

Proposition de Loi modifiant les lois du 2 mai 1887 et du 21 avril 1810, sur les mines, minières et carrières :

Développements 19
Proposition de Loi. 28

III

Documents hollandais relatifs à la loi du 24 juin 1901, concernant l'exploitation par l'État des gisements houillers du Limbourg :

Extraits du Rapport de la Commission extraparlementaire hollandaise ensuite duquel a été présenté l'Exposé des motifs de la loi du 24 juin 1901 31
Convient-il de réserver à l'exploitation une partie des terrains houillers disponibles du Limbourg? 31
Frais d'installation d'un nouveau siège d'exploitation 36
Avantages directs et indirects de l'exploitation par l'État 36
Les consommateurs hollandais trouveront-ils un avantage dans l'exploitation par l'État? 39
Conclusions 41
Mémoire explicatif du Ministre du Waterstaat, du Commerce et de l'Industrie. Exposé des motifs 43
Rapport provisoire. 55
Mémoire en réponse du Ministre. 65
Rapport provisoire de la Commission de la première Chambre des États-Généraux . . 73
Rapport définitif de la même Commission 77
Loi du 24 juin 1901, concernant l'exploitation par l'État des gisements houillers du Limbourg 83

IV

Loi prussienne *relative à l'achat de concessions par l'État en Westphalie* (1902) . . 87
Projet de loi. 89
Exposé des motifs 90
Dépenses effectuées. 98
Discussions au Landtag de Prusse 100

V

Extraits *de l'ouvrage de M. Weiss, concernant l'exploitation par l'État prussien des mines de la Sarre* 103
Domaine minier de l'État prussien 105
Production des houillères fiscales 107
Organisation administrative et technique des mines fiscales 108
Résultats financiers. 111
Dépenses de l'exercice 1896-1897 112
Bénéfices de l'exploitation. 114

VI

Demandes en concession de mines de houille 121

Pages.

VII

Carte indiquant les concessions demandées et les zones qui font l'objet du projet de M. Hanrez 125

VIII

Documents statistiques et législatifs :

Mines de houille allemandes :

Statistique de la production de 1891 à 1900 129
Bassin de la haute Silésie. 129
Bassin de la Sarre 129
Prusse : Mines, usines et salines domaniales, années 1880-1881, — 1884-1885, — 1890-1891, — 1891-1892, — 1894-1895, — 1895-1896 et 1900. 130
Autriche : Mines domaniales, 1893, 1894, 1895, 1896, 1897, 1898 . . . 131
Régime de la propriété minière dans les principaux pays d'Europe : *Allemagne* (Prusse, — Bavière, Wurtemberg et diverses petites principautés, — Saxe royale, — Saxe-Weimar, — Principauté de Schwarzbourg-Sondershausen) ; *Autriche ; Luxembourg ; Espagne ; Iles Britanniques ; Russie* et *Italie* . 132

IX

Conclusion de M. l'Ingénieur Trasenster, Député de Liége et ancien Professeur à l'Université de cette ville, sur la question de l'exploitation par l'État des mines de la Campine 137

X

Loi hollandaise du 19 juin 1845, concernant la cession temporaire de la direction et de la jouissance des mines de houille domaniales de Kerkraede . . 141

XI

Note complémentaire de M. Finet 147

(155)

N° 22

1902 - 1903

Plan
Kaart

Voir / Zie 35 mm.

1 plan

(N° 22.)

BELGISCHE SENAAT.

VERGADERING VAN 10 JANUARI 1903.

Verslag der vereenigde Commissiën van Justitie en van Nijverheid en Arbeid, belast met het onderzoek van :

1° Het wetsvoorstel van de Heeren Hanrez en medeleden waarbij de wetgeving op de concessies van mijnen gewijzigd wordt;

2° Het wetsvoorstel van den Heer Hanrez, waarbij aan den Staat strooken worden voorbehouden in het nieuw kolenbekken van het Noorden van België.

(*Zie nummers* 21, 32 *en* 35, *zittijd* 1901-1902 *van den Senaat.*)

Aanwezig: De Heeren Hertog d'URSEL, Voorzitter; DE LANTSHEERE, AUDENT, BRAUN, CLAEYS BOÚÚAERT, DECOSTER, DE MOT, DE RAMAIX, Baron ORBAN DE XIVRY, ROBERTI, VAN VRECKEM, WIENER, SIMONIS, COOLS, DEVOLDER, DOREYE, DUPRET, HENRICOT, KEESEN, MAGIS, MERTENS, PIRET en DUPONT, Verslaggever.

De Heeren Ministers van Justitie en van Arbeid hebben de vergaderingen der Commissiën bijgewoond, evenals vele leden tot andere Commissiën behoorende.

I. — ALGEMEEN OVERZICHT.

MIJNE HEEREN,

Eene ontdekking, die van bijna onberekenbaar gewicht schijnt te zijn voor de toekomst van 's lands nijverheid, kenmerkte de eerste jaren van de pas ingetreden eeuw.

De werken en onderzoekingen van onze aardkundigen en onze ingenieurs, de talrijke boringen gedaan in de provinciën Limburg en Antwerpen hebben vastgesteld, dat er in het Noorden van België een kolenbekken bestaat, waarvan de thans gekende uitgebreidheid is van ongeveer 80 kilometer in de lengte en van 10 tot 12 kilometer in de breedte.

Vergelijkt men dit nieuw kolenbekken met hetgene dat wij sedert zoovele eeuwen exploiteeren en brengt men het met dat doel over op de kaart van België, dan bemerkt men dat het den afstand beslaat tusschen de fransche grens bij Quiévrain en de omstreken van Namen.

Wel is waar werd de kolenbedding slechts gevonden in groote diepten; wel is waar bieden de terreinen, doorboord om aan de kolenlagen te geraken, ernstige bezwaren aan voor de toekomende exploitatiën; wel is waar zal men, om de belemmeringen van het water te overwinnen, moeten overgaan tot de verstijving en tot andere bijzondere bewerkingen; ook zal het oprichten van deze nieuwe ontginningszetels zeer groote uitgaven vorderen die over het algemeen geschat worden op meer dan tien millioen voor eene gewone exploitatie met al hare bijhoorigheden.

Maar de belgische ingenieurs waren op de hoogte van hunne taak, toen zij door hunne ontdekkingen machtig hebben bijgedragen tot de ontwikkeling der mededingende kolenvelden van het noorden van Frankrijk en van Westfalen. Zij zullen stellig de moeilijkheden weten te overwinnen, welke zich zullen voordoen om deze nieuwe kolenlagen, die zoozeer de werkdadige nijverheid van België belang inboezemen, te doen vrucht dragen. Zeker, de kolenmijnen van Henegouw en Luik zijn op verre na niet uitgeput; toch moet men zich bekommeren om de toekomst, tegenover de meer en meer aanzienlijke uitdelvingen door de ontginners en de steeds toenemende aanvraag om brandstof.

De ontdekking van het nieuwe bekken komt dus te gelegener tijd. Zij doet elke ongerustheid verdwijnen, zij bevestigt de plaats welke België zich heeft weten te veroveren in de wereld door de rijkdommen van zijnen grond, de gestadige en verstandige werkzaamheid van al zijne kinderen.

De statistische bewijsstukken door den honorairen directeur-generaal, den Heer Harzé, in zijne jongste geschriften gegeven, doen ons kennen den uitslag der exploitatie van onze oude kolenbekkens.

Zij veroorloven ons bij vergelijking, en zelfs met veronderstelling van veel mindere opbrengst, te voorzien de min of meer verwijderde toekomstige gevolgen van de oprichting dier nieuwe kolenmijnen in de Kempische heidegronden.

Gedurende het *tienjarig* tijdvak 1891 tot 1900 heeft de kolennijverheid uit onzen grond getrokken 210,000,000 ton kolen, van eene waarde van 2 milliarden 360,000 frank. Zij verschafte werk aan meer dan 120,000 werklieden en betaalde hun bij de 1,300 millioen frank aan loon uit. Er zullen lange jaren moeten verloopen, eer wij voor de Limburgsche mijnen dergelijke uitkomsten zullen kunnen vaststellen. Misschien zullen zij nooit er toe komen. Maar, hoe dit zij, wij kunnen, dank aan deze cijfers, ons eene gedachte vormen van den voorspoed welken de toekomst ons waarschijnlijk belooft in dit tot nu toe onbevoorrechte deel des lands.

Wij verbruiken 85 t. h. van onze jaarlijksche opbrengst in kolen. De behoeften onzer nijverheid worden van dag tot dag grooter. Den verbruikers kolen leveren tot den laagst mogelijken prijs, dit is voor onzen handel eene levenskwestie.

Men heeft het kunnen zien in den loop der laatste tijden. De hooge prijs der brandstoffen bracht den bloei van onze metaalnijverheid in gevaar als-

mede dien van al de nijverheidsinrichtingen die er op groote schaal gebruik van maken.

De mededinging van de nieuwe kolenvelden doet eene prijsvermindering verwachten, even wenschelijk voor onze werkvolksklasse, die thans verplicht is de kolen zeer duur te betalen, als voor het belang der uitbreiding van onze nijverheid naar buiten.

Ten gevolge der grondboringen, gedaan op de verscheidene punten waar het bestaan van steenkoolterreinen werd vastgesteld, zijn er talrijke aanvragen om concessie tot de Regeering gericht. Over 't algemeen loopen zij over eene zeer wijde uitgestrektheid. Drie en twintig aanvragen betreffen Limburg; drie werden neergelegd in de provincie Antwerpen. Vele werden ingediend door dezelfde aanvragers. Andere zijn in onderlinge mededinging in een zelfden omtrek.

Reeds deden zich talrijke en kiesche vragen op en wij zijn pas aan het begin. Geven de uitgevoerde werken recht op den titel van « ontdekker »? Is het daartoe voldoende den steenkoolgrond te hebben geraakt door boringen, zoo snel uitgevoerd als de bij ons ingevoerde bewerkingen der duitsche boorders?

De pruisische wet van 24 Juni 1865 had, door het toekennen van meer dan 200 hectaren concessie aan den uitvoerder van dergelijke boringen, in zekeren zin van die concessie, bij onze naburen, den prijs van den wedloop gemaakt. Maar vergt de wet niet iets meer? Moet men niet bovendien, zooals de Raad der mijnen het heeft bepaald, eischen dat de ontdekking gekomen zij tot het punt om de koollagen te doen kennen en de middelen om ze met vrucht te exploiteeren?

Hoe en in hoeverre zal men moeten verantwoorden de benoodigde gelden om de ontworpen kolenmijnen op te richten?

Welke middelen zal men moeten aanwenden om den handel in concessies te voorkomen en den woeker die daaruit kan voortvloeien?

Deze vragen moeten op eene nog meer algemeene wijze beschouwd worden. Sedert lang werden bezwaren geopperd tegen de wet van 21 April 1810 op de mijnen. Maar de tijd der concessies scheen voor goed in België afgesloten. De Raad der mijnen, die bij ons den Raad van State vervangt, was zelfs niet meer volledig en het zal noodig zijn dien herin te richten.

De nieuwe toestand, in het leven geroepen door het vinden van het steenkoolterrein in de Kempen, heeft ten overige opnieuw ter sprake gebracht het beginsel zelf evenals verscheidene bepalingen van die wet, welke heden bijna eene eeuw oud is. Naast de vragen van zuiver rechtskundige en technische orde, zijn er andere gerezen van sociale en politieke orde, die weldra met een zekeren hartstocht werden besproken in bladen, vlugschriften en voordrachten.

Over 't algemeen het eens zijnde omtrent het te bereiken doel, dat is te zeggen omtrent de noodzakelijkheid om aan de verbruikers en aan de nijverheid, in het belang zelf der arbeiders, kolen te verschaffen in de best mogelijke voorwaarden, was men het niet eens omtrent het zekerste middel om dit te verwezenlijken.

Sommigen waren tegen het stelsel der concessies aan particulieren en voor de rechtstreeksche exploitatie door den Staat; anderen, hoewel aan-

nemende dat de mijnen van Limburg bij het Staatsdomein zouden worden ingelijfd, zagen liefst de exploitatie in handen van vereenigingen-pachtsters, van coöperatieve genootschappen, van syndicaten van werklieden, nadat de Staat op zijne kosten zou hebben gezorgd voor de duurste inrichtingen, met name de putten, de gebouwen en de voorbereidende werken die het meest gewichtig zijn.

Anderen, eindelijk, bepalen zich erbij aan den Staat een min of meer aanzienlijk mijndomein voor te behouden, ten einde de toekomst te verzekeren en hem in staat te stellen het vervolgens rechtstreeks of onrechtstreeks te exploiteeren, zoo dit noodig mocht zijn. Zij vreezen de verspilling, de te snelle uitputting onzer mijnschatten, welke het teeken zouden zijn van ons verval in handel en nijverheid. Zij willen, naar het voorbeeld van onze hollandsche en duitsche naburen, aan België kolen doen opgaren waardoor het den economischen strijd zal kunnen volhouden tegen zijne machtige mededingers. Moest de Staat die reserve exploiteeren, zoo kon hij eenen matigenden invloed uitoefenen op den prijs der kolen en, in zekere mate, de werking der syndicaten in den zin der rijzing machteloos maken.

Ook de voorstanders van het huidig stelsel der concessies ten voordeele van particulieren zijn, op hunne beurt, verdeeld.

Sommigen zeggen dat alleen de altijddurende concessie de exploitatie zal toelaten, binnen korten tijd, van de Kempische mijnen; anderen wenschten de concessie van beperkten duur. Eenigen denken dat de concessies zouden moeten worden vergund door den Staat bij openbare aanbesteding, overeenkomstig het voorstel in naam der fransche Regeering neêrgelegd op 25 Mei 1886 door den heer Baïhaut.

Deze behoudt echter, evenals de duitsche wet van 1865, de rechten van den « ontdekker » voor. Stippen wij hier aan, dat de belgische wetgever het stelsel der aanbesteding heeft verworpen tijdens de behandeling der wet van 2 Mei 1837, als strijdig met het algemeen belang.

In één woord, de meest tegenstrijdige meeningen doen zich kennen. Over 't algemeen echter zijn deze zoo ernstige vraagstukken geenzins nieuw; zij werden zelfs, ten deele althans, besproken bij de beraadslaging over de wetten van 28 Juli 1791, van 21 April 1810 en van 2 Mei 1837.

De pruisische Kamers en de hollandsche Kamers hebben ze onderzocht bij de onlangs afgekondigde wetten over dat onderwerp in Pruisen en in Nederland.

Ons oud nationaal recht kende de kolenmijnen niet toe aan den Staat. Zij werden gegund, in Henegouw, door de oppergerechtsheeren, tegen betaling van eenen cijns. In het land van Luik, waar het romeinsch recht als algemeene wet van kracht was, behoorde de mijn, bij gebrek aan gewoonterecht, aan den eigenaar van den grond. Hij stond er de uitdelving van toe onder voorwaarde van betaling van een rechtheffing van de 80ste mand. De mijn kon ook worden verkregen door eene verjaring van 40 dagen. Zij kon het ook worden, wanneer zij onder water stond, door verovering, dat is door een arbeid van drooglegging die geschiedde door middel van schachten. Dit recht werd erkend door het edict van 1582.

De kwestie van den mijneigendom, vóór de concessie, werd gebracht voor de « Assemblée Nationale », tijdens de wet van 12/28 Juli 1791. Zij beperkte

den duur der concessies tot 50 jaar en verklaarde in artikel 1 « *dat de mijnen zijn ter beschikking van de natie* ». Toch ware het verkeerd te meenen dat deze wet berust op het stelsel van de domanialiteit der mijnen. Zij werd aangenomen op aandrang van Mirabeau, die het voorstel wijzigde en het verklaarde in de volgende termen, die er den geest van doen kennen :

« *Het ware ongerijmd*, riep hij uit in de zitting van 27 Maart 1791, *te* » *zeggen dat de mijnen ter beschikking zijn van de natie in dezen zin dat* » *zij zou mogen, of ze verkoopen, of ze doen besturen voor hare rekening, of* » *ze beheeren als domeingoederen, of ze willekeurig vergunnen. Niemand* » *heeft zoo iets voorgesteld. Het was dus nutteloos het te bestrijden.* Het » stelsel door mij voorgestaan berust op zeer verschillende grondslagen.

» Het berust op het beginsel dat *de natie recht heeft op de exploitatie der* » *mijnen;* daar zij het meeste belang heeft bij die exploitatie, heeft zij er » belang bij dat deze geschiede, dat zij wel geschiede, en dien ten gevolge » moet zij maatregelen nemen opdat zij niet in dat voorwerp, dat eene » eerste behoefte is geworden, blootsta aan al de kansen van de nalatigheid » en van het toeval. »

Let wel, Mijne Heeren, op deze woorden : « *Eene eerste behoefte voor de natie.* » Indien dit reeds in 1791 waar was, hoeveel te meer nog heden? Hoeveel dringender is niet heden onze plicht om met de meeste zorg, in aller belang, eene wet tot stand te brengen ?

De wet van 1791 is overeenkomstig den door Mirabeau gestelden regel. Zij erkent het recht van den eigenaar der oppervlakte, hem de bevoegdheid toestaande om tot 100 voet diepte te ontginnen en hem eene *volstrekte* voorkeur toekennende tegenover iedereen zoodra hij den wil te kennen gaf dit te doen.

« *Indien de eigenaar weigert eene mijn te exploiteeren*, zegde Mirabeau » nog, *moet de natie, die er recht op heeft dat de mijnen geexploiteerd worden,* » *ze aan anderen vergunnen.* »

De wet van 1791 stemt dus in werkelijkheid toe dat de mijn behoort aan den eigenaar der oppervlakte, trots de algemeene bewoordingen van artikel 1.

Dezelfde bespreking vond plaats bij de zoo lastige vervaardiging der wet van 21 April 1810.

De Commissie van het *Corps législatif* trachtte ditmaal, met groote wilskracht, als grondslag van de nieuwe wet te doen aannemen den regel dat de mijnen domeineigendom zijn.

Zoo dachten er ook over Fourcroy, verslaggever van de Afdeeling van Binnenlandsche Zaken van den Raad van State, Regnaud de Saint-Jean-d'Angely en Stanislas Girardin ; de een, opsteller der memorie van toelichting, de ander van het verslag gedaan aan het *Corps législatif.* Maar zij moesten allen bukken voor den almachtigen wil van Napoléon, die weigerde de minste wijziging te brengen in artikel 552 van het Burgerlijk Wetboek. Dit artikel verklaart « dat de eigenaar van den grond eigenaar is van wat er onder is, dat hij alle opdelvingen doen kan die hij wil, en uit die opdelvingen al de vrucht trekken die zij kunnen opleveren, behalve in geval van wijziging der wetten op de mijnen. »

Dit voorbehoud liet ongetwijfeld toe, zegde de Keizer, het recht van

den eigenaar te beperken, maar niet het hem te ontnemen door de mijnen tot domeingoed te maken.

Ook verwierp Napoléon, van den beginne af, de voorgestelde redactie. Het ontwerp, zegde hij, moet op de volgende grondslagen berusten : « *Men moet eerst duidelijk vaststellen het beginsel dat de mijn deel uitmaakt* » *van den eigendom der oppervlakte. Men zal er bijvoegen dat desniette-* » *genstaande zij alleen mag worden geëxploiteerd krachtens eene akte van* » *den Souverein.* »

Dat bevel van den Keizer werd herhaaldelijk vooruitgezet tijdens de bespreking van de zeven achtereenvolgende teksten der wet van 21 April 1810. Trots een langen tegenstand, moest men er zich aan houden en Stanislas Girardin, in zijn verslag aan het *Corps législatif* dat onmiddellijk de aanneming van de wet voorafging, verklaart, in de volgende bewoordingen, de aangenomen oplossing.

Hij herinnert er eerst aan, dat het stelsel *dat de mijnen domeineigendom zijn niet werd erkend door de wet van* 28 *Juli* 1791 ; maar zij kwam tot denzelfden uitslag door ze te stellen ter beschikking der natie.

Hij voegt er verder bij :

« Uwe Commissie is van meening dat de eigendom der mijnen aan den » Staat moet toebehooren. Zij veronderstelt dat het ontwerp dit klaar zou » hebben uitgesproken, indien het vóór het Burgerlijk Wetboek ware » gekomen...:

» Moest men verkondigen dat de mijnen domeineigendom zijn, dan had » men artikel 552 te niet gedaan en niet gewijzigd.

« Die wijziging bood een moeilijk op te lossen vraagstuk aan : het werd » opgelost door te verklaren dat de mijnen slechts mogen geëxploiteerd » worden krachtens eene akte van vergunning, besproken in den Raad » van State ; maar die akte zal de rechten regelen van de eigenaren der » oppervlakte op de opbrengst der vergunde mijnen. Deze stellige » erkenning van de rechten der eigenaren is eene wijziging die het Bur- » gerlijk Wetboek en het ontwerp overeenbrengt. »

In werkelijkheid is die mijneigendom een verminkte en onvruchtbare eigendom, daar de wet aan den eigenaar het recht ontneemt er van te genieten en er over te beschikken. Daarenboven *schept* de wet eenen nieuwen, onvervreemdbaren, altijddurenden eigendom gelijkstaande met dien van elk ander onroerend goed en waarvan de titel ligt in het vergunningsdecreet van den Souverein. Van dat decreet af, verdwijnt het beperkt recht van den eigenaar op de mijn. Het verandert in een recht op den cijns. Deze in de plaats stelling van *den eigendom* voor het stelsel van *de eigenlijk gezegde vergunning, tijdelijke of altijddurende*, is eene geheel nieuwe opvatting ; zij was het werk van den Keizer, die ze voorstelde in de zitting van 8 April 1809 van den Raad van State. Voegen wij nog hierbij, dat al degenen die hebben medegewerkt aan het opstellen der wet van 1810 doordrongen waren van de noodzakelijkheid om aan het recht van den concessionnaris, wie hij ook zijn mocht, een blijvend karakter te geven.

De ervaring had inderdaad de tijdelijke concessies der wet van 28 Juli 1791 veroordeeld.

« Het grootste bezwaar van die wetgeving, zegde Regnaud in de

» memorie van toelichting van 13 April 1810, was de onzekerheid waarin
» iedere exploitant verkeerde omtrent den duur zijner vergunning,
» omtrent den aard van zijn eigendom... Opdat de mijnen goed geëxploi-
» teerd worden, opdat zij voortdurend het voorwerp zijn der zorg van
» hem die ze in gebruik heeft, opdat hij de middelen van uitdelving ver-
» menigvuldige, opdat hij niet aan het belang van het heden de hoop van
» de toekomst opoffere, het belang van de maatschappij aan zijne persoon-
» lijke kansrekeningen, moeten de mijnen ophouden te zijn twijfelach-
» tige, onzekere, niet bepaalde eigendommen... »

Stanislas Girardin liet zich uit in dezelfde termen in zijn verslag aan het *Corps législatif*.

De processen-verbaal van den Raad van State doen ons geen enkele bespreking kennen betreffende de mijnontginningen, hetzij door den Staat zelf, hetzij door tusschenpersonen ; maar de wet van 1810 sluit ze geenszins uit.

Behalve zekere mijnen die reeds aan den Staat behoorden, laat de wet van 1810 de concessie toe ten voordeele van den Staat en van de gemeenten. Dat werd te allen tijde erkend. In Frankrijk verleende eene koninklijke ordonnantie, den 31 Mei 1833, eene ijzermijnconcessie aan eene vereeniging van gemeenten. (*Annales des mines*, 3e serie, deel VI, bl. 572.)

Eene wet van 6 April 1825 verleende aan den Staat de concessie van al de bergzoutmijnen. Een der teksten van de wet van 1810 hield eene afdeeling in betreffende de exploitatie der mijnen van den Staat. Zij werd weggelaten als behoorende tot het domein van het Bestuur. De Regeering kan dus, met naleving van de vormen der wet van 1810, aan zijn eigen *privaateigendom* eene concessie verleenen, beheerd door de bepalingen dier wet. Bury, in 1877, deze leer goedkeurende in zijne prachtige verhandeling over de wetgeving der mijnen, voegt er deze opmerkingen bij, die van belang zijn voor het debat dat thans in den Senaat aanhangig is.

« Wat aangaat de gepastheid van de uitoefening van dit recht der
» Regeering, dit is eene andere kwestie, die men niet stellig kan oplossen.
» Over 't algemeen is het beter dat de Staat geen industrieel zij ; maar
» de omstandigheden kunnen er hem toe aansporen, *er hem toe dwingen*
» *zelfs*, in het openbaar belang (1). »

Deze uitmuntende rechtsgeleerde, deze bij uitstek behoudende geest, die van deze zaak de voornaamste studie zijns levens had gemaakt, deinsde niet terug voor eene domaniale ontginning. Het beginsel werd evenceens door allen erkend bij de behandeling der wet van 2 Mei 1837.

Voor het tot stand brengen in Limburg van eene exploitatie door den Staat en op dezes kosten bestuurd, is het dus niet noodig de wet van 1810 te wijzigen ; zij regelt van te voren al de voorwaarden dier exploitatie door den Staat gelijk te stellen met de andere houders van concessies.

De hollandsche Kamers handelden aldus in de wet van 24 Juni 1901, betreffende de mijnen van Limburg. De Staat werd verklaard concessionnaris te zijn, overeenkomstig de wet van 21 April 1810, van het te zijnen bate voorbehouden mijndomein.

---

(1) Bury, I, nr 115. Aguillon, 138 en 140. Lamé-Fleury, artikel 13. Dalloz, *Suppl.*, *V° Mines*, n° 267.

De wet van 21 April 1810 heeft, door van de mijn een altijddurenden eigendom te maken, door op vaste wijze den toestand der exploitatiën te regelen, de kapitalen tot deelneming aangemoedigd en heeft krachtig medegewerkt tot de snélle ontwikkeling dier groote nijverheid en daardoor ook tot de ontwikkeling van onzen nationalen rijkdom op elk gebied.

De wet van 2 Mei 1837 verleende aan den eigenaar der oppervlakte nieuwe rechten en met name een recht van voorkeur tot verkrijging der concessie; zij heeft den Raad der mijnen heringericht en aan de exploitanten het recht gegeven van onteigening om de noodige middelen van gemeenschap daar te stellen. Maar men mag zeggen dat de wet van 21 April 1810 werkelijk is blijven bestaan en ons nog heden beheert, zooals zij ontsproot uit de beraadslagingen van den Raad van State en uit de overdenkingen van den machtigen geest die haar bezielde.

Toch verdienen de besprekingen der wet van 2 Mei 1837 herlezen te worden. Een grondig debat ontstond tusschen de voorstanders en de tegenstanders van het recht van den eigenaar der oppervlakte. De heeren Raikem en Dubus hielden vol dat de mijnen behooren aan den meester van den grond en dat eene vergunning van mijnen eene werkelijke onteigening is. De heeren Ernst, de Theux en Fallon verdedigden de tegenovergestelde meening. Alexander Gendebien verklaarde dat, naar zijne opvatting, de kwestie van den eigendom der mijnen noch door de wet van 1791, noch door die van 1810 werd opgelost.

De nieuwe wet huldigde inderdaad het beginsel van den eigendom der mijn ten voordeele van den eigenaar der oppervlakte.

Maar er is meer.

Charles Rogier stelde uitdrukkelijk voor in de zittingen der Kamer van 28 Januari en van 12 April 1837, *vijf-en-zestig jaar geleden*, het inrichten van eene mijnreserve ten voordeele van den Staat:

« *Het wordt der Regeering voorbehouden, indien zij het nuttig acht, te* » *beschikken, geheel of gedeeltelijk, in het belang van den Staat en met de* » *goedkeuring der Kamers, over een zeker aantal kolenmijnen, die niet* » *vergund of die verlaten zijn, onverminderd de door de wet toegekende* » *schadeloosstelling aan den eigenaar van de oppervlakte.* »

Dit voorstel moest worden onderzocht door eene bijzondere Commissie, door de Kamer te benoemen.

Rogier verdedigde het door bewijsgronden die men nog heden ten dage inroept. Hij bestreed de voorgewende onbevoegdheid van den Staat in nijverheidszaken, zich steunende op de wet op het aanleggen van spoorwegen door den Staat, waarvan de gedachte van hem was uitgegaan.

Hij zegde volstrekt niet te willen beletten dat nieuwe concessies aan de particuliere nijverheid werden verleend, doch erkende als zijn doel het exploiteeren van de kolenmijnen door den Staat.

J.-B. Nothomb, Alexander Gendebien, Hubert Dolez, Adolphe Dechamps verklaarden zich tegen het door Charles Rogier verlangde onderzoek en tegen de tusschenkomst van den Staat in deze.

Doch Rogier werd gesteund door Dumortier en door Paul Devaux.

Tot onze spijt kunnen wij hier, wegens hare uitgebreidheid, de drie redevoeringen niet weergeven van Charles Rogier, van Hubert Dolez en van Paul Devaux. Bijna al de heden aangebrachte bewijsvoeringen zijn

daarin ontwikkeld ; men mag dus zeggen : *Nil novum sub sole!* De heer Paul Devaux roept reeds toen ten gunste van zijn voorstel in, de zoogenaamde « *remises à forfait*, van Henegouw, dat zijn voor een bepaalden of onbepaalden tijd in pacht gegeven of aanbesteedde gedeelten van mijnconcessies, tegen cijns. »

De rechtspraak en de leer hebben sedert bijna eene eeuw, de voornaamste bepalingen der wet van 21 April 1810 uitgelegd dusdanig, dat zij op nagenoeg zekere wijze de rechten van al de belanghebbenden hebben vastgesteld.

Zij biedt dus het groot voordeel aan van eene wetgeving met eeuwenlange toepassing en van volledige bekendheid. Toch ontdekte men er leemten in die het goed zou zijn aan te vullen. Zij wapent, in artikel 49, den Staat niet met eene voldoende macht tegenover den concessionnaris, die de voorwaarden der vergunning niet nakomt. Het recht tot vervallenverklaring, door de wet van 1791 toegestaan, wordt niet nadrukkelijk aan het Bestuur verleend door de wet van 1810, die, anderzijds, de concessie altijddurend en onherroepbaar verklaart. Daaruit vloeit een misverstand voort dat nog blijft bestaan. De Raad der mijnen bracht over dit onderwerp tegenovergestelde meeningen uit. Het Comiteit van wetgeving uitte zich ten gunste van de wettigheid der vervallenverklaring (advies van 11 December 1885) (1).

De Regeering heeft niet gevolgd het laatste advies van den Raad der mijnen welke, tegenover al die uiteenloopende meeningen, haar voorstelde de zaak te brengen voor de rechterlijke macht. Wel is waar verklaarde het Hof van Luik, van af 13 Augustus 1864, zich tegen de wettigheid van de vervallenverklaring. In Frankrijk werd de kwestie geregeld door de wet van 22 April 1838 en aan den Staat de noodige macht verleend.

Omgekeerd heeft de concessionnaris ook niet het recht af te zien van die door hem verkregene concessie, wier lasten hem te zwaar schijnen. De Raad der mijnen weigerde aan den Staat zelf af te zien van de concessie van Durbuy, waarvan hij eigenaar was geworden ten gevolge van den afkoop der goederen van de Luxemburgsche Spoorwegmaatschappij (2).

En toch, zonderlinge tegenstrijdigheid, maakt de wet van geen enkele machtiging afhankelijk den verkoop der mijn, die aldus kan worden overgedaan zonder tusschenkomst van de vergunnende macht, zelfs aan een onvermogende. Artikel 6 van de wet laat de overlating der concessie toe, zonder tusschenkomst van den Staat, als gold het 't meest gewone onroerend goed, een eenvoudig stuk land. Zal het mogelijk zijn aldus te beschikken over de concessies van Limburg en ze te belasten, door aan hoogen prijs voordeelen over te doen die kosteloos werden verkregen, met lasten die het welslagen ervan in gevaar kunnen brengen?

De wet van 1810, den eigendom van de mijn losmakende van dien van de oppervlakte, heeft niet voldoende de juridische betrekkingen geregeld van die twee boven elkander gelegen eigendommen. Hunne belangen zijn somtijds strijdig. Door welk beginsel moeten zij worden geregeld?

(1) *Pandectes Belges*, v° Mines, n° 502 en volgende. — BURY, 286 tot 316, deel I. Luik 13 Augustus 1864 (65-2-192).

(2) Raad der mijnen, 12 September 1883. — *Pandectes belges*, v° Mines, n°s 458 en volg.

Welke van beide eigendommen moet worden beschouwd als ondergeschikt aan den andere? Ofwel, zijn zij van elkander onafhankelijk, zooals de eigenaars van twee naburige akkers? Deze kwestie is van het hoogste belang voor het behoud der nuttige wateren van de oppervlakte, die maar al te dikwijls uitdrogen, ten gevolge der mijnwerken, tot groote schade van menige nijver d, van de gezondheid der inwoners en vooral van die der werkende klasse.

De in de Kempen gedane ontdekkingen doen voorzien, dat behalve de kolen, de grond lagen bevat van ijzererts en van bergzout.

De wet van 2 Mei 1837 heeft de jammerlijkste gevolgen gehad met het oog op het openbaar belang, daar zij, in haar artikel 1, de concessie verbiedt van de ijzerertsgroeven die, volgens de wet van 1810, wel mochten geconcedeerd worden. De heer Hector Denis wijst daarop, evenals de heer Descamps, oud-voorzitter der Kamer, in eene door hem, vóór meer dan 20 jaren, in 1880 geleverde nota, opgenomen in het werk van den heer Splingard, over de wetgeving der mijnen. — « De onderpachters » waaraan de ontginning werd overgelaten, trachtten enkel spoedig voort » te brengen, veel en zoo goedkoop mogelijk. Zij houwden alleen het » meest weeke deel uit van de lagen en lieten de exploitatie in den steek, » zoodra er water zichtbaar werd. Aldus heeft men de rijkste lagen verloren, » die slechts aanleiding gaven tot eene wezenlijke strooperij ». (1).

Deze leemte moet worden aangevuld ten opzichte van de ijzermijnen. Eveneens voor de concessies van bergzout. Reeds werd, zooals wij zegden, deze zaak in Frankrijk geregeld door de wet van 6 April 1825.

Ten slotte doet men opmerken, Mijne Heeren, dat de wet van 21 April 1810, niet genoeg bedacht was op het verzekeren van voordeelen aan de werklieden, op de waarborgen die moeten worden verleend aan hen die het moeilijk werk in de mijnen uitvoeren. Reeds werden belangrijke maatregelen sedert genomen om daarin te voorzien.

Bij talrijke besluiten werd tot in de laatste tijden gezorgd voor de veiligheid en den gezonden staat der werken. De ongevallen waren in aanzienlijke verhouding minder. De heer Harzé (2) zegt ons in zijne statistische tabellen dat het aantal werklieden, gedood in de mijnexploitatiën, met meer dan 75 t. h. verminderd is sedert het tienjarig tijdvak van 1831 tot 1840, tot grondslag nemende de hoeveelheid uitgegraven ton kolen. Deze vooruitgang vond plaats, zegt hij, niettegenstaande het steeds klimmende gevaar der exploitatiën, wier diepten veel grooter worden, in streken waar meer ontvlambaar gas is te duchten en in veel moeilijker te bewerken terreinen.

Moet, zoodra de wetgever de herziening der wet onderneemt, zijne aandacht zich ook niet langs deze zijde wenden?

Moet men niet samenvoegen en volledigen wat in deze gedachtenorde reeds gedaan werd door het Bestuur der mijnen en door de Regeering?

Moet men alles overlaten aan het bijzonder initiatief dat zelf ook reeds op dat gebied gewichtige vorderingen maakte?

---

(1) SPLINGARD, *Lég. des mines*, blz. 285. Toelichting van het wetsvoorstel van de heeren Denis en Vandervelde, blz. 9.

(2) HARZÉ, *Le bassin du Nord de la Belgique*, blz. 20.

Een besluit is dus noodzakelijk.

De wet van 21 April 1810 moet worden herzien en terecht heeft de heer Hanrez, van af 24 December 1901 en later op 11 Maart 1902, maar vóór de nederlegging van elk ander voorstel, aan den Senaat de belangrijke ontwerpen aangeboden, die ons thans bezig houden. Onze achtbare collega heeft aldus in het gansche land den gedachtengang wakker gemaakt over deze kwestie van de mijnen der Kempen. Alleen het algemeen belang in het oog houdende, heeft hij, na opmerkzame studie, de wijzigingen opgezocht en aangetoond die moeten worden gedaan aan de thans bestaande wetgeving en aan de grondslagen zelf waarop zij berust.

De Heeren Denis en Vandervelde hebben, op hunne beurt, een wetsontwerp neêrgelegd in de Kamer, waarbij de nog niet vergunde mijnen en voornamelijk de ijzermijnen bij het Staatsdomein worden ingelijfd en de wetgever de ontginning ervan moet regelen. Dit ontwerp wordt voorafgegaan door ontwikkelingen uitgaande van den Heer Hector Denis en die van het hoogste belang zijn. Hij gaat verder dan het ontwerp van den heer Hanrez, die het stelsel behoudt van de ontginning door particulieren, tevens een uitgestrekt domein voorbehoudende aan den Staat en den *altijddurenden en onherroepbaren eigendom* van de mijn vervangende door de tijdelijke concessie, onderworpen aan zekere voorwaarden van vervallenverklaring in het algemeen belang.

De door den Heer Hanrez voorgestelde teksten behelzen geene enkele bijzondere bepaling omtrent de exploitatie door den Staat.

Tijdens de beraadslaging over de begrooting van 's lands middelen in de Kamer der Volksvertegenwoordigers, schenen de Heeren Denis en Vandervelde, voorloopig althans, zich aan te sluiten bij het overgeven der exploitatie, nadat de ontginningszetel zou zijn opgericht en geheel in staat gesteld op kosten van den Staat, aan vereenigingen, coöperatieve vennootschappen, werkliedensyndicaten, arbeidende onder toezicht van de Regeering.

Wanneer de algeheele hervorming van eene bijna honderdjarige wetgeving aldus wordt voorgesteld, moet men voordeel trekken uit de ondervinding, die elders kon worden opgedaan.

In Frankrijk werd, behalve de wetten van 6 April 1825 en van 22 April 1838, reeds door ons aangehaald, de wet van 1810 alleen gewijzigd door de wet van 27 Juli 1880. Toch is daar sedert lang de wetsherziening aan de orde van den dag.

Talrijke ontwerpen werden ingediend, onder andere die van de heeren Baïhaut en Baudin. Het ontwerp van den heer Baïhaut schaft de klasse der ertsgroeven af en kent den eigendom der mijn toe aan hem die de lagen ontdekte; de vergunning verschilt van 500 tot 800 hectaren.

Is er geen « ontdekker », dan behoort de mijn aan den Staat, die er over beschikt bij openbare aanbesteding.

De wet van 27 Juli 1880 onderging eene lange bewerking. Eerst in den Senaat aangeboden, werd het wetsontwerp maar bepaald aangenomen op 13 Juli 1880. De hervorming scheen over het algemeen onvolledig.

De wet, zich houdende bij de aangenomen rechtspraak, bepaalde zich erbij eenige leemten in de wet van 21 April 1810 aan te vullen, voornamelijk wat betreft het behoud der wateren, de verbindingen, de openbare

veiligheid, de rechten der concessionnarissen buiten den kring hunner concessie, de schadeloosstellingen aan de eigenaars der oppervlakte verschuldigd.

Italië ondernam het vraagstuk der eenvormige herziening van zijne wetgeving op de mijnen. Het kwam niet tot eene oplossing.

Italië wordt nog heden ten dage beheerd door twaalf verschillende wetten in de verscheidene deelen van zijn grondgebied. Een voorstel tot vereenvoudiging werd den Senaat aangeboden op 6 Mei 1893. Daarbij werd het stelsel der sardinische wet van 20 November 1859 algemeen gemaakt, behalve voor Toskane en Sicilië. Er werd geen gevolg aan gegeven.

In deze twee laatste streken is de eigendom van de mijn eene afhankelijkheid van den eigendom der oppervlakte.

In Piemont, daarentegen, maakt de wet van 20 November 1859 een onderscheid tusschen den eigendom van de mijn en dien van den grond; de mijnen worden vergund door den Staat zonder eenig recht van voorkeur van den eigenaar.

In het koninkrijk Napels beschikt de Staat over de mijnen, indien de eigenaar weigert ze te ontginnen.

Spanje bezit mijnen van onmetelijken rijkdom. De wet van 6 Juli 1859 en het wetsdecreet van 29 December 1868 hebben het stelsel ingevoerd van de inbezitneming. De eigendom van de mijn is aan hem die het eerst er van bezit neemt volgens de wettige vormen.

De eigendom van de mijn is afgescheiden van dien van de oppervlakte. De eigenaar van den grond heeft geen recht op eenigen cijns. De mijn behoort aan den Staat, die haar vergunt aan den eerstaanvragende; het bestuur heeft in 't geheel geen macht van toezicht of politie. Het ontwerp van mijnwetboek, op 7 October 1869 neêrgelegd, leidde tot niets.

Engeland heeft de mijnen niet aan een bijzonder regiem onderworpen. De mijn behoort aan den eigenaar der oppervlakte en staat onder de regels van het gemeen recht. Deze wetgeving heeft de reusachtige ontwikkeling niet belet van de mijnindustrie in dat groote land. De politie en het toezicht der mijnen worden echter door wetten geregeld met het oog op het bezigen der werklieden en de technische grondbeginsels die moeten in acht genomen worden.

Rusland erkende ook het recht van den eigenaar van den grond op de mijn die zich in zijn eigendom bevindt; (Wetboek van 1857; Lehr, *le Droit russe*; wetten van 24 Mei 1870 en van 1 Februari 1872).

In het groothertogdom Luxemburg liet de wet van 12 Juni 1874 op de ijzermijnen het beginsel varen der wet van 1810 en stelde zij als beginsel vast dat die mijnen domeingoed zijn. Elke vergunning moet geschieden door eene wet. De hertogelijke Regeering trok voordeel uit die wetgeving om door het octrooi van hare concessies het net harer spoorwegen uit te breiden en de uitvoering van belangrijke openbare werken te begunstigen. De andere mijnen vallen nog onder toepassing der wet van 1810, aangevuld door eene wet van 14 October 1842. Het Bestuur kreeg er zeer uitgebreide macht.

De oostenrijksche wetten van 23 Mei 1854, 28 April 1862 en 25 Juli 1874 nemen noch de mijnen als domeingoed aan, noch het recht van den eigenaar der oppervlakte.

De mijn behoort aan den ontdekker die het eerst de concessie heeft aangevraagd. Hij moet het bestaan en de ontginbaarheid der mijn bewijzen.

Niemand mag nasporingen doen naar mijnen zonder machtiging van het Bestuur, welke bij het verleenen van deze den voorrang der aanvragen in acht neemt.

De eigenaar heeft recht op geen enkelen cijns. Hij moet het terrein voor de opdelvingen en de exploitatie benoodigd afstaan met uitzondering voor de gebouwen en de tuinen. De uitgebreidheid der concessies wordt berekend, naar een zeker aantal *mijnmaten*, over eene uitgestrektheid van ongeveer 45,000 meter.

De oostenrijksche wetgeving verleent aan het Bestuur een zeer uitgebreid recht van toezicht en van politie.

Men mag zeggen dat zij niet alleen niet aanneemt den eigendom van den meester van de oppervlakte, maar dat zij dezen zelfs ondergeschikt maakt aan den eigendom der mijn.

In Pruisen worden de mijnen beheerd door eene wet van 24 Juni 1865, die ook in Elzas-Lotharingen wordt toegepast.

De Staat oefent eene aanzienlijke macht van toezicht en controle uit over de ontginners, maar hij heeft niet den eigendom der mijnen.

Wil hij eene concessie bekomen, dan geniet hij geen hoogere gunst dan een eenvoudig particulier.

Evenmin behoort de mijn aan den eigenaar van den grond, waarvan zij niet afhankelijk is.

Zij is de prijs der ontdekking van de lagen. Iedereen mag mijnopzoekingen doen, zelfs in een terrein dat aan anderen behoort, tegen schadeloosstelling en met machtiging van het Bestuur, het openbaar domein uitgezonderd.

Is de laag ontdekt, dan wordt de ontdekker er eigenaar van als hij binnen acht dagen de formaliteiten aanvangt door de wet voorgeschreven om de concessie te bekomen, die hem niet kan geweigerd worden. De ontdekker behoeft niet, zooals in Oostenrijk, te bewijzen, dat de mijn kan ontgonnen worden. De concessie is beperkt tot eene uitgestrektheid van 219 hectaren, maar verscheidene concessies kunnen worden vereenigd zonder eenige machtiging.

De vervallenverklaring kan in sommige gevallen worden uitgesproken, vooral wanneer er niet geëxploiteerd wordt.

De concessie is, evenals in de wet van 1810, een altijddurende eigendom, gelijk aan elk ander onroerend goed, en mag worden overgedragen zonder tusschenkomst van de openbare macht.

De eigenaar van de oppervlakte heeft recht op eene vergoeding in geval van schade, doch de actie verjaart na verloop van drie jaren.

Hij is ook onderworpen aan het recht van inbezitneming, behalve de uitzonderingen gelijk aan die bepaald in de wet van 1810, en tegen schadevergoeding.

De pruisische Regeering bezit een aanzienlijk mijndomein in Silezië, in de streek van de Saar en elders.

Toch was dit domein haar niet voldoende. In 1902 wilde zij het uitbreiden door in Westfalen ongeveer 20,000 hectaren bestaande concessies te verkrijgen en zij vroeg daartoe aan de Kamers een krediet van 72 millioen frank.

Bij het verslag voegen wij eene nota die de beweegredenen doet kennen, waardoor de pruisische Regeering zich liet leiden. De Kamers namen bijna eenparig het ontwerp aan, en het stelsel van de rechtstreeksche ontginning der mijnen door den Staat werd om zoo te zeggen zonder verzet noch bespreking goedgekeurd.

De memorie van toelichting der Regeering geeft de volgende redenen op voor haar besluit om dat krediet van 72 millioen frank (58 millioen mark) te vragen :

1° De noodzakelijkheid om te voorzien in de behoeften van de Staatsspoorwegen die, in 1900, 5,600,000 ton brandstof hebben verbruikt.

Men moet het voorbeeld volgen van de groote metallurgische maatschappijen, die allen er op bedacht zijn de door haar benoodigde brandstof te verzekeren, door kolenmijnen te verkrijgen.

De pruisische Staat heeft te meer redenen om aldus te handelen daar de duitsche marine eveneens eene groote hoeveelheid kolen verbruikt;

2° Dusdoende zou de Staat een zekeren invloed kunnen uitoefenen op de vaststelling der prijzen in Westfalen, wat de geheele natie ten goede zou komen;

3° De zaak zelf moet als voordeelig worden beschouwd.

De Regeering schafte zich reeds vergunde doch over 't algemeen nog niet geëxploiteerde koolterreinen aan, die gedeeltelijk als reserve zullen dienen.

Hunne geheele uitgestrektheid bedraagt ongeveer 21,000 hectaren. Zij zullen 58 millioen mark kosten.

Men zal beginnen met twee putten aan de twee reeds bestaande putten toe te voegen.

Het exploitatieplan zal, met de interesten tegen 3 1/2 t. h., eene uitgave medebrengen van 99,923,000 mark aan het einde van het dienstjaar 1914.

Doch de fiscus zal op hetzelfde tijdstip, met de interesten aan 3 1/2 t. h., eene som van 18,260,000 mark hebben ontvangen.

De totale uitgave zal zijn van 81,600,000 mark.

Van 1908 af, zal de Staat geene uitgaven meer behoeven te doen en van 1915 af, zal het batig slot 4 millioen mark bedragen, aan 1 mark per ton van opbrengst.

Deze winst zal een interest vertegenwoordigen van 4-828 t. h.

« Men zou, voegt de Memorie er bij, eene hoogere winst kunnen ver-
» krijgen van het kapitaal van eersten aanleg, indien men een of twee
» putten toevoegde aan de twee die bestaan en aan de twee die in ont-
» werp zijn, doch dit zou ten gevolge hebben het oogenblik te vertragen
» waarop overschot van ontvangsten in de begrooting zou zijn
» ingeschreven. »

Het ontwerp werd door niemand aangerand. De Minister van Handel

die het aanbood, de heer Mœller, verklaarde uitdrukkelijk dat de Regeering niet iets dergelijks wilde doen als de nationalisatie der spoorwegen. « Wij willen wel tusschenbeide komen, zegde hij, in de exploitatie der » kolenmijnen, maar wij willen niet alles zelf doen. »

Hij deed dezelfde redenen gelden als de Memorie van toelichting. Toch stelde hij de Kamer op hare hoede tegen een te groot vertrouwen in de geldelijke voordeelen der onderneming.

« Van 1860 tot 1880, zegde hij, hebben de kolenmijnen slechts 1 1/4 tot » 1 1/2 t. h. aan hare eigenaars opgebracht, de kolennijverheid is in » zekeren zin een loterijspel.....

» Wat betreft de verwijten gericht tegen het syndicaat voor den verkoop » der Westfaalsche kolen, moet ik mij aansluiten bij de verklaringen van » mijnen voorganger, door te zeggen dat het Syndicaat weldadigen » invloed uitoefende; het heeft de rol gespeeld van een regulator, eenigs- » zins de rijzingen en dalingen van de kolenmarkt effenende en dienten- » gevolge is zijne werking, in haar geheel genomen, uitstekend geweest, » hoewel in bijzondere gevallen sommige verbruikers kunnen gekrenkt » zijn geweest door het karakter van monopolie hetwelk de gesyndikeerde » kolenmijnen aannamen ; daarom moet de Staat zich eenen gewissen » invloed verzekeren, wat de verkoopprijzen aangaat, op deze machtige » strekking van het monopolie. »

De Minister deed opmerken dat het niet in de bedoeling lag der Regeering in het Syndicaat te treden, maar dat zij zich niet op duurzame wijze kon verbinden tot die onthouding.

Alle sprekers brachten hulde aan den door den Staat bekomen uitslag in zijne exploitatiën van Silezië en van de Saar. Inderdaad moet men erkennen dat de geldelijke uitslagen van de domaniale ontginning der steenkolenmijnen van de Saar voordeelig geweest zijn voor de Schatkist.

De heer Weiss, ingenieur bij het fransche mijnkorps en doctor in de rechten, heeft over het pruisisch mijnstelsel een vlugschrift uitgegeven dat, hoewel hulde brengende aan het beleid van het bestuur der kolenmijnen van de Saar, stellig besluit tegen de mijnexploitatie door den Staat.

Toch doet hij uitkomen, in plaatsen die wij in de bijlage wedergeven, de winsten behaald door den pruisischen fiscus bij het bestuur zijner mijnen. Gedurende de tien jaren, van 1890 tot 1900, bedroegen zij, voor die van de Saar, gemiddeld meer dan 10 millioen mark per jaar. Dat gemiddelde bedraagt 12 millioen mark voor het vijfjarig tijdvak van 1895 tot 1900; zij gaan steeds klimmende en bereikten 16 millioen mark, dat is 20 millioen frank, in 1900. De uitslagen van het dienstjaar 1901 hebben, schijnt het, dit cijfer nog overtroffen. De Staat als nijveraar, voegt de schrijver er bij, beheert zijne exploitatiën, verkoopt zijne opbrengsten en bestuurt zijne werklieden bijna zooals een eenvoudig burger, met een weinig minder handelskennis.

Maar zijn geldelijk beheer verschilt van dat der bijzondere maatschappijen. Het maakt een integreerend deel uit van de algemeene begrooting van den Staat. Deze kan, uit hoofde van de eenheid dier begrooting, geene bijzondere reserves maken ; hij stelt dikwijls de onmisbare uitgaven uit om het batig slot van elk jaar te effenen en de geheele economie der begrooting

niet te verstoren. Dit is, volgens den heer Weiss, eene mindere zijde van de exploitatie door den pruisischen fiscus.

De heer Weiss doet ons de opbrengst kennen en de werkersbevolking van de domeinmijnen. De domaniale mijnen, fabrieken en groeven bezigen bij de 70,000 werklieden en hunne winsten bedroegen, in 1900, 37 millioen mark.

De opbrengst der fiskale kolenmijnen van de Saar klom van 6 millioen ton in 1891 tot 9 millioen ton in 1901. Het aantal werklieden steeg in datzelfde tijdvak van 28,000 tot 40,000.

Ziehier in welke bewoordingen de heer Weiss ons het bestuur doet kennen der mijnen van Saarbrücken.

Het kolenbekken is verdeeld in elf inspectiën omvattende ongeveer 18,000 hectaren, sedert de uitbreiding aan den fiscus gegund, overeenkomstig de wet van 1810, bij koninklijke ordonnantie van 16 Januari 1860.

Die inspectiën maken afzonderlijke mijnen uit die op zelfstandige wijze worden geëxploiteerd.

Zij overtreffen over 't algemeen in belangrijkheid onze grootste kolenmijnen zoowel wat betreft de uitdelving als 't getal werklieden.

Zoo heeft Gerhard eene uitdelving van meer dan één millioen ton met 4,200 werklieden; Heinitz Dechen brengt 1,200,000 ton op en bezigt 5,300 mijnwerkers.

Het bestuur der mijnen is in handen van een bestuurscomiteit, te Saarbrücken, samengesteld uit zeven leden. Het oefent dezelfde functiën uit als de bestuursraad van eene bijzondere maatschappij en staat onder den Minister van Handel. Een talrijk personeel van ingenieurs, inspecteurs en boekhouders neemt deel aan het beheer. De jaarwedden zijn niet hoog. Die van den Voorzitter van het bestuur bedraagt 9,300 mark en die der Directeuren hoogstens 6,000 mark.

« Het bestuur is zeer gedecentraliseerd. De bestuurders der inspectiën » zijn volstrekt meester, maar verantwoordelijk voor hunne inspectie : » hunne macht is veel grooter dan die der hoofdingenieurs van vele » particuliere maatschappijen. Zij beschikken over een goed gedrild en aan » de mijn verknocht personeel.

» De exploitatie van den Staat is, evenals de bijzondere kolenmijnen, » onderworpen aan het bestuur der mijnen, met name voor de ongevallen, » het toezicht en de controle. Geen gunst wordt aan den Staat verleend...

» Het hoofd van elke inspectie werft zijn personeel aan en zendt het » weg. (blz. 39)...

» Het minimum van loon bestaat niet...

» De werkersreglementen sluiten elke syndicale inrichting buiten. De » leertijd van den mijnwerker duurt twee jaren en hij moet eene proef » doorstaan eer hij wordt aangenomen in de mijnwerkersklasse...

» Het wegblijven wordt streng gestraft. De loonen worden berekend en » bepaald vastgesteld aan het einde van elke maand...

» Voor het jaar 1899, bedroeg het gemiddeld jaarlijksch loon 1,158 mark » voor de mijnwerkers alleen en 1,019 mark, gemiddeld, voor de mijnwer- » kers, de werklieden boven den grond en onder den grond en de kinderen...

» De loonen worden hooger of lager naarmate de rijzing of daling van » de prijzen der kolen. Sedert 1894 zijn zij merkelijk lager dan die van West- » falen welke, gemiddeld, voor alle soorten van werklieden, 1,255 mark » bedroegen in 1899. De opbrengst per werkman is eveneens minder dan » de opbrengst in de mijnen van Westfalen...»

De Heer Weiss schat op vier millioen mark de sommen jaarlijks door het Bestuur gewijd aan werken van bijstand. « Dat is, zegt hij, 100 mark per » werkman, 10 t. h. van den inkoopsprijs welken de Staat dus opoffert om » de ellende te verzachten van de bevolking die hij doet leven.

» De inkoopsprijs der koninklijke mijnen overtreft dien der groote » exploitatiën van Westfalen. Zoo was, in 1897, die van de kolenmijn van » Harpen 1-35 mark per ton lager dan die der pruisische Staatsmijnen. » Wat den verkoopprijs aangaat (blz. 82), zijn de prijzen der bijzondere » nijverheid in Westfalen altijd 2 of 3 mark per ton gebleven beneden die » der domeinmijnen van de Saar...»

Na gewetensvol het regiem van den pruisischen ficus te hebben onderzocht, besluit de heer Weiss aldus:

« De Minister van Handel, de heer Brefeld, onderhield herhaaldelijk het Parlement over zijne verwachtingen. Steunende op den regelmatigen voortgang der winsten, in den loop der laatste jaren, roemt hij hoogelijk den bloei der fiskale mijnen en voorziet hij eene snelle ontwikkeling der uitdelving, die hij toeschrijft aan het goed beheer van den Staat.

» Wij deelen niet ten volle het optimisme van den pruisischen Minister. Onbetwistbaar is het dat de exploitatie, vanwege den Staat, van het kolenbekken der Saar in haar geheel voldoende uitslagen heeft opgeleverd; de mijnen met hare putten, hare machtige werktuigen en de werkersbevolking die ze omringt, maken een onwaardeerbaren schat uit zoowel voor den fiscus als voor de nijveraars van Zuid-Duitschland; doch, volgens ons, moet men niet den hoogen graad van welvaart, dien wij ze zien bereiken, uitsluitend toeschrijven aan de exploitatie door den Staat.

» De Staat, steeds trachtende in alles en voor alles te handelen volgens de wijze van de bijzondere nijverheid, schijnt eene zwaardere hand te hebben gehad dan de particuliere ontginners; zijne werklieden worden op meer militaire wijze en harder behandeld dan die van de bijzondere mijnen; hun loon, ten gevolge der behoeften van de begrooting, werd niet verhoogd in dezelfde evenredigheid als dat van hunne kameraden van Westfalen. De verkoopprijzen, hoewel niet zoo wisselvallig als in Frankrijk en in Engeland, waren in de laatste jaren niet zoo bestendig als die van de kolen van Westfalen, waar een machtig syndicaat, dat alleen particuliere belangen bijeenhoudt, erin mocht slagen de te groote rijzing en daling te voorkomen. De handelsinrichting van den fiscus, brutaal in hare gelijkvormigheid, voldoet niet altijd aan de kliënten, die al licht worden afgestooten door de te strenge eischen van den fiscus. De geldelijke uitslagen, die jaarlijks zich uiten in eene zeer voldoende winst wegens de overgroote hoeveelheid uitgegraven steenkool, staan noodlottigerwijze onder den invloed van de behoeften der begrooting, van de verplichting om de overschotten zooveel mogelijk te behouden, den Staat niet toelatende in den loop van slechte jaren genoeg geld te besteden voor de normale ontwikke-

ling der uitdelving. Jaren lang, van 1870 tot 1890 vooral, heeft de onvolledigheid der voorbereidende werken en der werktuigen de opbrengst tegengehouden.

» De bijzondere nijverheid zou even goed zooniet beter hebben gedaan dan de Staat.

» Wij gelooven dan ook niet dat het voorbeeld van de fiskale exploitatie te Saarbrücken, die toch tot de hoogst mogelijke trap schijnt gekomen van welvaart die eene Staatsnijverheid kan bereiken, geschikt is om van nu af Frankrijk aan te moedigen den weg in te slaan van gedeeltelijke of geheele exploitatie der mijnen door den Staat.

» De voordeelen van zulk eene staathuishoudkundige hervorming, zouden te twijfelachtig wezen dan dat het verstandig zijn zou ze te wagen ; niemand zou er onmiddellijk belang bij hebben.

» De eigenaars, gesteld zelfs dat hunne mijnen zonder verlies werden afgekocht, zouden hunne nijverheidsaandeelen vervormd zien in Staatswaarden, die, zooals men weet, bijna niet voor verhooging vatbaar zijn.

» De ondernemingsgeest, die voortdurend aanspoort tot de ontginning van nieuwe mijnen, zou in zijne vlucht belemmerd worden. De pioniers der mijn zouden niet meer worden aangespoord door het lokaas van de winst en zouden niet langer het land verrijken met hunne ontdekkingen.

» De werklieden zouden er noch in loon noch in onafhankelijkheid bij winnen, want de behoeften der begrooting zouden niet toelaten hunne loonen te doen klimmen boven het gewoon peil van de loonen der nijverheid ; wat de werkstakingen en de eischen betreft, deze zouden veel minder geduld worden door de openbare meening indien de mijnwerkers in dienst waren van den Staat, in plaats van te worden beschouwd als verdrukt en uitgebuit door de machtige financieele en industrieele geldaristocratie.

» Het voorbeeld van den pruisischen Staat bewijst het wel ; hij was de meest harde en de minst medelijdende der patroons ; de mijnwerkers die werden weggezonden in 1893, wegens werkstaking, zijn heden ten dage nog uitgesloten. Wat de loonen betreft, zij bleven beneden die van Westfalen, waar de voorwaarden van bestuur dezelfde zijn, maar waar de overeenstemming der voortbrengers aanzienlijke verbeteringen mogelijk maakte ten opzichte van de werkende klasse.

» De duitsche socialisten, die bij ervaring weten wat er te wachten is van fiskale exploitatiën, vragen overigens volstrekt niet dat de mijnen aan de natie zouden komen zooals hunne fransche of belgische kameraden doen.

» Op het Congres der duitsche mijnwerkers, te Essen gehouden, werd de aanvraag om nationalisatie der mijnen, door zekere voorstanders gedaan, bepaald en zelfs ruw afgewezen. Dit wantrouwen jegens den Staat als eigenaar der mijnen vinden wij in de meeste der duitsche socialistische geschriften ; de *Berg und Hüttenarbeiter Zeitung*, orgaan van het socialistisch syndicaat der duitsche mijnwerkers, sprak menigmaal tegen den afkoop der mijnen door den Staat, openlijk verklarende dat de werklieden der fiskale mijnen in geene betere omstandigheden verkeeren dan die der bijzondere mijnen en dat de mijnwerkers zich moesten hoeden voor eischen die zouden strekken om hen over te leveren aan den machtigsten der kapitalisten, den Staat, in zijn tegenwoordigen vorm.

» De voordeelen die de werklieden zouden trekken uit de hervorming der mijnindustrie in Staatsnijverheid schijnen dus denkbeeldig.

» Wat de verbruikers betreft, zij zouden bij de inrichting van den verkoop door den Staat, de verscheidenheid van hunnen smaak niet zoo bevredigd zien, daar de fiscus te strenge en te eenvormige regelen met te veel stijfheid toepast. Zeker zouden door de exploitatie vanwege den Staat de te groote rijzingen en de te jammerlijke dalingen der prijzen worden bestreden. Doch deze uitslag kan even zoo goed door het initiatief van bijzonderen worden bekomen; het bewijs daarvan is geleverd door het rijnsch-westfaalsch syndicaat, dat zich nog meer gematigd betoonde dan het bestuur der mijnen van Saarbrücken tijdens de laatste kolencrisis.

» De schatplichtige zou, ten slotte, zijne lasten niet zien verminderen door de voordeelen eener fiskale exploitatie, want zoo, in schijn, de uitslagen der exploitatie, hetzij van mijnen afgekocht van particulieren, hetzij van nieuwe mijnen door de onderzoekingen vanwege den Staat ontdekt, de begrooting kwamen verlichten, zoo is het niettemin zeer waarschijnlijk dat het geheel der schatplichtigen de bijkomende lasten zou moeten dragen ontstaande uit de verhooging van den inkoopsprijs, onvermijdelijk verbonden aan elke Staatsnijverheid. »

Wij wilden de grondregelen dezer belangrijke studie den Senaat voor oogen leggen. Want het voorbeeld van de mijnen der Saar wordt, inderdaad, krachtig ingeroepen door de voorstanders der Staatsexploitatie. En datzelfde voorbeeld heeft onze Noorderburen, steeds zoo voorzichtig en bedacht, overgehaald dienzelfden weg in te slaan.

De ontdekking van kolenmijnen in Hollandsch Limburg trok, inderdaad, heel onlangs de aandacht der Regeering van Nederland op de te nemen maatregels tegenover dien voor het land zoo geheel nieuwen toestand. Tot daar toe bezat Holland geene andere mijn dan de kleine kolenmijn van Kerkrade waarvan de opbrengst werd verbruikt door den spoorweg Aken-Maastricht, die de exploitatie ervan had bekomen krachtens eene bijzondere wet van 1845 (1).

Eene extraparlementaire commissie werd samengesteld op 17 April 1899 om na te gaan of men den Staat een deel van het nieuwe kolenbekken zou moeten voorbehouden. Doch reeds had men eenige concessies aan de bijzondere nijverheid afgestaan.

De besluiten der extraparlementaire commissie leidden tot de wet van 24 Juni 1901, die aan het particulier Staatsdomein geheel het ontdekte mijndomein van Limburg toevoegde.

Deze evolutie der hollandsche wetgeving is voor ons hoogst merkwaardig. Zij ontstond ten gevolge van feiten volkomen gelijk aan die waarvoor wij nu geroepen zijn eene wet te maken.

Juist daarom beijverden wij ons den Senaat op dit punt volkomen in te lichten.

(1) In de bijlagen opgenomen.

De extraparlementaire commissie begaf zich naar Saarbrücken, bezocht de mijnen, ondervroeg de bestuurders en kwam weder, zeer gunstig gezind voor de Staatsexploitatie.

Haar verslag van 23 Augustus 1890 besluit tot het voorbehouden ten gunste van den Staat van eene uitgestrektheid van 4,515 hectaren die hij zou exploiteeren. Het overige der in Limburg ontdekte lagen, dat is 10,000 hectaren, moest worden verdeeld in een groot aantal concessies van weinig uitgestrektheid.

De beweegredenen, in het verslag uitgedrukt, kunnen op de volgende wijze worden samengevat:

1° De pruisische Staat verkreeg belangrijke hulpmiddelen door de exploitatie der mijnen van de Saar, namelijk 13 millioen mark in 1898;

2° De uitdelving der kolen geschiedt sedert onheuglijke tijden bijna op dezelfde wijze;

3° De verkoop van kolen blijft behooren tot de klasse van de meest eenvoudige zaken van het handelsleven;

4° De exploitatie der mijnen door den Staat is ongetwijfeld iets duurder dan die door particulieren. Doch dit verschil komt hieruit voort, dat de Staat, volgens de verklaring van het bestuur te Saarbrücken, « niet van den werkman eischt dat hij arbeide tot het uiterste zijner krachten. Hij put ze niet uit zooals de bijzondere nijverheid »;

5° De gemiddelde loonen zijn bijna even hoog, 3 mark 40 te Saarbrücken, 3 mark 74 te Dortmund, in Westfalen;

6° De volledige oprichting eener exploitatie met twee putten, de machines, de gebouwen, de terreinen, de ontginningsgalerijen en de droogmaking der ondergrondsche wegen, zal aan den Staat niet meer kosten dan 2 millioen tot 2 1/4 millioen gulden;

7° Zelfs aannemende dat er slechts zeer kleine voordeelen zullen zijn, mag men de toekomende winst schatten op ongeveer 300,000 gulden, rekenende op eene voortbrenging van 500,000 ton, een cijfer dat binnen weinige jaren kan bereikt worden;

8° De Staatsexploitatie zal voor de overige mijnontginners wezen: *het voorbeeld dat zij zullen hebben na te volgen;* uit het gelijktijdig bestaan dier twee soorten van exploitatie zal een heilzame wedijver ontstaan, van groot voordeel voor de bijzondere nijverheid;

9° Eene machtige Staatsexploitatie zal het middel zijn, waardoor zoo niet gebroken, dan toch verzwakt wordt de macht der exploitanten die zich verbinden tot een syndicaat, uit hoofde van meer billijke en meer aannemelijke voorwaarden door den Staat aan de verbruikers aangeboden.

Men moet wel erkennen dat sommige dier argumenten onjuist zijn.

Vele daarvan getuigen van wezenlijk buitengewone droombeelden.

De Commissie beschouwt de Staatsexploitatie als een algemeen geneesmiddel en daarom is het te verwonderen dat zij erin toestemde 2/3 der lagen aan de bijzondere nijverheid te laten.

Hare besluiten zijn niet logisch.

Ook spreekt de Memorie van toelichting van den Minister van Handel,

zich geheel aansluitende bij de overwegingen van het verslag, de meening uit dat het geheele kolenterrein aan den Staat moet geconcedeerd worden. Overigens denkt de Minister dat men niet te veel spoed moet maken met de ontwikkeling der exploitatie in Limburg, zoo niet, zou men zijne toevlucht moeten nemen tot de snelle en weinig wenschelijke vermeerdering van vreemde werklieden. Men zou in het gebrek aan werkvolk kunnen voorzien door, *op den langen duur*, een groot aantal mijnwerkers te vormen uit de tegenwoordige bevolking en uit hen die zich langzamerhand rondom haar zouden vestigen.

Dientengevolge zal de Staat, zonder de formaliteiten van de wet van 1810 in acht te nemen, concessionnaris worden van de vrije terreinen van het mijndomein in Limburg, met de rechten die uit deze wet voortspruiten, zonder eenige wijziging.

De eigenaars van den grond zullen *f.* 12,50 per hectare bekomen als terugkoop van den cijns, dien de wet van 1810 hun toekent.

De bewerkers van talrijke boringen gedaan in het aan den Staat geconcedeerde terrein zullen, wanneer zij het bestaan hebben ontdekt van eene laag steenkolen, de teruggave bekomen der kosten, welke dergelijke onderzoekingen gemeenlijk veroorzaken.

Het in die termen opgesteld ontwerp is geworden de wet van 24 Juni 1901.

De Senaat zal in de bijlagen vinden den tekst dier wet, het verslag van de centrale afdeeling van de Tweede Kamer der Staten-Generaal van 29 Maart 1901, en dat van de Eerste Kamer van 7 Juni 1901 met eene tweede memorie van den Minister van Handel, gedagteekend 13 April 1901.

De oppositie deed opmerken dat het ontwerp volstrekt geene rekening hield noch met de zes-en-twintig concessie-aanvragen ingekomen sedert 8 Juli 1891, noch met de verworven rechten van hen, die door hunne boringen het bestaan der kolenlagen hadden ontdekt. Men gaf alleen weder de gewone, bepaald gerechtvaardigde kosten dier werken.

Dit is, zegde zij, eene niet gerechtvaardigde krenking der bijzondere belangen, die voortaan aan particulieren allen lust zal benemen om mijnwerken te ondernemen.

Ook somde zij de tegenwerpingen op die doorgaans worden gemaak aan de exploitatie door den Staat, zijn gebrek aan ijver, zijne grootere kosten.

« Het handelselement, de factor die noodig is voor eene winstgevende nijverheid, ontbreekt aan die exploitatie. Daarentegen zal het aantal beambten nog toenemen. »

Desniettegenstaande vereenigde zich de meerderheid der twee Commissiën, evenals de twee Kamers met de bewijsgronden van de Regeering en van de extraparlementaire Commissie.

De Commissie der Kamer sprak zelfs den wensch uit dat al de vreemde werklieden zouden worden geweerd bij de domaniale exploitatie. Zij zag

echter van dat plan af uit vrees voor weerwraak en wegens de internationale tractaten.

Zij weigerde elke vergoeding aan de boorders die het kolenterrein niet hadden ontdekt, en voor hen die geslaagd waren, elke andere vergoeding dan de gewone uitgave voor dergelijk werk.

Toch gaf zij in bedenking of het niet beter ware de exploitatie vanwege den Staat te bepalen bij de 4,500 hectaren door de Commissie voor de mijnen voorgesteld. Doch, anderzijds, waren sommige leden van meening dat men *terugwerkend in het belang van den Staat*, de voorwaarden der reeds verleende concessies lastiger maken moest.

De memorie van den Minister van Handel, van 13 April 1901, wees dat vreemde voorstel af; doch zij behield het beginsel van de concessie van al het beschikbare terrein ten gunste van den Staat.

De wet van 24 Juni 1901 doet dus eene nieuwe schrede vooruit in den zin der domaniale mijnen. Toch heeft tot nu toe deze wet geene ernstige toepassing bekomen en alleen de bijzondere exploitatiën worden in Limburg verwerkelijkt.

De meeningen dus bijna eenparig aangenomen in de parlementen van twee naburige Staten vonden natuurlijk in ons land overtuigde verdedigers. In 1900 had de hooge prijs der kolen het hevig misnoegen der nijverheid opgewekt. Eerst had men het ontwerp van den afkoop der bestaande kolenmijnen te berde gebracht. Dit stelsel werd weinig gunstig onthaald; de ontdekking van mijnen in de Kempen leidde de denkbeelden in eene andere richting.

De inlijving der koollagen van het Noorden van België in het openbaar domein en hunne exploitatie door den Staat werden door de socialistische schrijvers gevraagd; de heeren Denis en Vandervelde waren, in hun ontwerp, de tolken dier meening. Toch erkenden zij het recht van den « ontdekker » op eene vergoeding en dat van den eigenaar van den grond op een cijns. De voorstellen van den heer Hanrez zijn van veel minder radicalen aard. Zij beoogen de verbetering van de wet van 1810 en de wijziging van het recht van den concessionnaris.

De onwederroepelijke en altijddurende eigendom van de mijn wordt vervangen door de eenvoudige tijdelijke concessie van het recht om ze te exploiteeren, tegen enkele bijzondere voordeelen, bestemd om het werk en de kapitalen van den concessionnaris te loonen.

De duur der concessies wordt door den heer Hanrez vastgesteld op 40 jaar; doch de Staat zou verlenging van termijn kunnen geven; toch scheen die duur over 't algemeen te kort, vooral voor concessies die zooveel zullen kosten, om ze vruchtbaar te maken, als die van de Limburgsche mijnen.

Ook zou men in de wet, indien men dit stelsel aannam, juist de gevolgen moeten bepalen van het nieuw karakter dat men aan de concessie gaf. Men zou door teksten de belanghebbenden, die doortrokken zijn van de tegenwoordige ideëen, moeten inlichten over de gevolgen van die diepgaande hervorming van het recht der concessionnarissen. Het voorstel laat

ter zijde de artikelen 6, 7 en 21 van de wet van 1810, die duidelijk den omvang van dat recht bepaalden, doch zij moeten worden vervangen.

De afstand en de overdracht, ten welken titel ook, der oude en nieuwe concessies en hare vereeniging hetzij met andere mijnen, hetzij met andere nijverheidsinrichtingen, worden aan de goedkeuring der Regeering onderworpen. Dat is het logisch gevolg van het nieuwe stelsel, met zekere terugwerkende kracht voor de oude concessies.

De exploitanten vormden vereenigingen tot regeling van den verkoop der cokes en der kolen. Deze syndicaten zullen voortaan moeten verboden worden, welke ook de datum zij der concessie. De reden daarvan is, volgens het voorstel, dat deze nijverheid in feit een wezenlijk monopolie is. Over 't algemeen kan men aan een syndicaat andere inrichtingen tegenoverstellen die, zoo noodig, in mededinging zouden worden opgericht. Deze mededinging is in dezelfde voorwaarden voor de mijnen niet mogelijk.

Het voorstel past op de overtreders eene zeer hooge boete toe, de helft van de totale waarde van hunne voortbrengselen gedurende de twaalf maanden die het wanbedrijf voorafgaan; in geval van herhaling, kan de rechtbank de concessie intrekken, zelfs al ware zij altijddurend eigendom.

Artikel 7 van het ontwerp maakt een einde aan de bestaande twisten betrekkelijk de wettigheid der vervallenverklaring. Zij zal door de rechtbanken mogen worden uitgesproken ingeval men de exploitatie staken of zelfs beperken zou, en in geval men bij voortduring te kort zou komen aan de voorwaarden van exploitatie die in de acte van concessie zijn geschreven.

Nieuwe voorwaarden, door de vervallenverklaring gewettigd, kunnen worden opgelegd tot verzekering van de veiligheid der arbeiders, de heilzaamheid van de werken en zelfs, wat nog al willekeurig schijnt, de regelmatigheid der voortbrenging. Deze laatste voorwaarde zal, in elk geval, nader moeten worden bepaald.

Het tweede ontwerp van den heer Hanrez behoudt aan den Staat een domein dat zich uitstrekt over een aanzienlijk gedeelte van Limburg, van de provincie Antwerpen en van de beide Vlaanderen. Het verbiedt ze te concedeeren ; doch het lijft ze ook niet in bij het privaat domein van den Staat.

Het vertrouwt er hem de exploitatie niet van toe. Het is, zegt hij, een behoudende maatregel om de behoeften te verzekeren van onze spoorwegen en van onze marine en om de behoeften te vrijwaren van de verbruikers en voornamelijk die van onze nijverheid.

Dit ontwerp werd overigens toegelicht in eene rede uitgesproken door onzen collega in de zitting van 11 Maart 1902.

De heer Harzé, eertijds aan 't hoofd van ons mijnbestuur, aan wiens kennis en ondervinding ieder gaarne hulde brengt, had het eerst, in het begin van 1902, deze kwestie van mijndomeinen en exploitatie door den Staat behandeld.

In een geschrift, dat zeer de aandacht trok, en in eene mededeeling aan het Aardkundig Genootschap van België, sprak de heer Harzé het

denkbeeld uit, zooals de heer Hanrez, dien hij vóór was, dat de Staat, bij toepassing der wetten van 21 April 1810 en van 2 Mei 1837, zich een mijndomein zou voorbehouden in zijne uitgebreide bezittingen in de Kempen, met name onder de militaire terreinen van het kamp van Beverloo en van den polygoon van Brasschaat, van eene totaleuitgestrektheid van ongeveer 7,000 hectaren. Ook zou het goed zijn, zegde hij, de grenzen dier concessies uit te breiden, zoodat men de exploitatie onder voordeelige voorwaarden zou kunnen ondernemen ; de wet van 1837 eischt alleen dat de aanvrager eigenaar zij van een groot deel der oppervlakte.

De uitstekende ingenieur haalt eerst de termen aan van zijne vroegere werken, waarin hij de overname der kolenmijnen door den Staat had bestreden.

« De exploitatie, onttrokken aan den prikkel van het particulier belang, » zou hoogst kostbaar zijn voor de Schatkist...

» De ingenieur zou meer besturen *als artist dan als nijverheidsman* » zonder zich grootelijks te bekommeren over de min of meer goede » uitslagen der exploitatie ; de inkoopsprijs zou stellig stijgen tot groot » voordeel der vreemde mededinging...

» Indien de bekwaamheid van den Staat als industrieel-voortbrenger » middelmatig is, wat dan te denken van de handelsgeschiktheden die » hij niet alleen binnen zijne grenzen zou moeten hebben, maar ook » daar buiten ?...

» De Staat zou zich verplicht zien de loonen zeer laag te houden of zijne » toevlucht te nemen tot belastingen...

» Het domeinstelsel heeft geenszins de koninklijke mijnen van de Saar » behoed voor de plaag der werkstakingen en, in geval van conflict, zou » de Staat zich in een vreemden toestand bevinden om als scheidsrechter » op te treden...

» Men mag er aan twijfelen of de werkman beter met zijn lot tevreden » zou zijn als hij werkman werd van den Staat ; want het is ongehoord vast » te stellen hoe menigvuldig en scherp de klachten zijn die het dagblad » *Le Peuple* opneemt als komende van werklieden verbonden aan de werk- » plaatsen van den Staat... »

De heer Harzé legt vervolgens uit « de redenen die er hem toe brachten « binnen zekere grenzen de bovenstaande beginselen te overschrijden...

» Door het voor en het tegen te wegen, met eene goede weegschaal, goed » gewicht en alle mogelijke zorg, zijn wij er toe gekomen in de aange- » duide perken, eene mijnreserve voor den Staat voor te staan. De Staat » moet zich dat domein voorbehouden voor zijn eigen en zeer belangrijk » verbruik van brandstof en ten einde desnoods de nationale markt van » de kolen in evenwicht te kunnen plaatsen.

» Het monopolie van den Staat in de exploitatie der kolenmijnen moet » worden geweerd.

» De exploitatie van dat mijndomein zal zeker het meerendeel der anti- » economische gevolgen doen ontstaan, door ons aangeduid ; maar zij » zullen worden verzacht door het niet-bestaan van een monopolie en zij » zullen niet zoo hevig zijn als die welke zich in de laatste jaren opdeden » door de buitensporige stijging der brandstoffen...

» De voortbrenging wordt hoe langer hoe meer monopolie, terwijl het » binnenlandsche verbruik steeds toeneemt...

» Het protectionisme der Staten die kolen voortbrengen of andere » omstandigheden kunnen een dag den invoer belemmeren...

» Het voorbeeld van Holland en van Duitschland moet ons voorzichtig » doen omgaan met onze kolenschatten.

» De pruisische Regeering hoopt, door hare aankoopen in Westfalen, de » kolenmarkt daar meer in evenwicht te brengen, waarvan de metallurgie, » onze mededingster op de wereldmarkt, voordeel zou trekken...

» De tabel der gemiddelde prijzen per ton sedert 1896 toont aan hoe » onbestendig de prijzen in België waren gedurende de laatste vijf jaren. » De rijzing was achtervolgens van 7, van 13, van 40 en van 83-t. h. Die » hooge prijzen hebben onze metallurgie en andere nijverheidstakken » benadeeld. De toestand, die Charles Rogier bang maakte, ontstond dus » opnieuw...

» De Staat zou in dezen slechts het voorbeeld volgen der groote spoor- » wegmaatschappijen, die meestal eigenaars zijn van kolenmijnen...

» Eens de kolenmijnen daar, zou de Staat in 't vervolg de ontginning » er van kunnen overlaten aan vereenigingen of, zoo dit mogelijk wordt, » aan syndicaten van werklieden, zooals de heer Hanrez voorstelt, en den » verkoop aan handelsmaatschappijen, dit alles aan voorwaarden die het » algemeen belang behartigen.

» Het stelsel der *remises à forfait* werd toegepast door sommige » concessiehoudende maatschappijen, die zich een deel der opbrengst » voorbehielden. »

De heer Harzé is ook voor de wijziging van de wet van 1810, wat betreft de terugname en de vervallenverklaring der concessies en het recht ervan af te zien. Hij vraagt zich af of de concessies altijddurend moeten blijven, doch keurt den duur af van 40 jaar, door den heer Hanrez voorgesteld als zijnde ten eenemale onvoldoende.

De openbare instemming van een man van de waarde van den heer Harzé met het stelsel van de rechtstreeksche of onrechtstreeksche exploitatie door den Staat van de kolenlagen, begrepen in zijne groote domeinen van de Kempen, wordt natuurlijk een argument van het hoogste gewicht voor de voorstanders der domaniale ontginning. Die vraag werd ter tafel gebracht bij de behandeling van de begrooting van 's lands middelen door de heeren Denis en Vandervelde. Een kort antwoord werd daarop gegeven door eenen afgevaardigde van Luik, oud- hoogleeraar aan de Hoogeschool dier stad, den heer ingenieur Paul Trasenster, wiens bevoegdheid in deze zaken, gewettigd door zijne practische kennis en zijne gewichtige rol in de nijverheid, algemeen is gekend. De juistheid zijner gevolgtrekkingen willende bewijzen, vereenigde de heer Trasenster, zooals hij het in de Kamer had aangekondigd, in een onlangs verschenen vlugschrift, de argumenten der besliste voorstanders van het bijzonder initiatief en der tegenstanders van de inlijving der mijnen bij het Staatsdomein. Hij onderzoekt de stelling van de Heeren Denis en Vandervelde uit het oogpunt der drie groote belangen bij deze zaak betrokken, dat van het *publiek als verbruiker*, dat van de *werkende klasse* en dat van de *Openbare schatkist*.

Hij vergelijkt met dat doel het kolenbekken van de Saar, door den

pruisischen Staat geëxploiteerd en dat van de Roer door bijzonderen geëxploiteerd.

Sedert lang, zooals hij het in de Kamer zegde, is hij op de hoogte van wat in Duitschland voorvalt en kent hij de nijverheid van dat land. Zijn werk is vol cijfers en feiten. Wij bepalen ons bij het ontleden van enkele bladzijden en het opgeven van de gevolgtrekkingen.

Eerst zoekt de heer Trasenster op, waar het wezenlijk belang der verbruikers ligt. Hij wijst er op dat de prijs der kolen in beginsel moet worden geregeld door de oude wet van vraag en aanbod, en stelt vast dat de rijzing dáár het matigste is, waar de voortbrenging zich het gemakkelijkst kan ontwikkelen. « Er is, zegt hij, eene omgekeerde verhouding, bijna rekenkundig, tusschen de toeneming der voortbrenging en de toeneming der prijzen. Dit bewijst onderstaande tabel waarin ik in drie kolommen de cijfers groepeerde, getrokken uit de officieele statistiek en meldende :

» I. De toeneming der uitdelving van 1890 tot 1900;

» II. id. id. van 1895 tot 1900, dat wil zeggen van een jaar van crisis tot een jaar van groote welvaart;

» III. Het verschil tusschen de twee uiterste prijzen, van het minimum bereikt in 1895 of 1896 en van het maximum bereikt in 1900 of 1901.

	I.	II.	III.
» Vereenigde Staten . . .	90 t. h.	39 t. h.	17 t. h.
» Pruisen	58 »	40 »	38 »
» Engeland	24 »	18 »	84 »
» België	15 »	15 »	84 »

» Men heeft beweerd dat voor België de rijzing onnatuurlijk was geweest, opgeschroefd, veroorzaakt door eene verstandhouding der voortbrengers.

» De bovenstaande cijfers toonen aan dat, bij gelijke voorwaarden, in het land waar de mededinging het meest vrij wordt uitgeoefend, waar nooit eenige kolenring bestond, in Engeland, de omvang der rijzing dezelfde was als in België. »

Is de rijzing niet zoo groot geweest in Pruisen, dan was het omdat de toeneming der voortbrenging er nagenoeg driemaal grooter was dan in België.

Schrijver toont vervolgens aan, dat de gematigdheid der rijzing in Duitschland alleen voortkwam van het feit der bijzondere exploitatiën van de mijnen van de Roer.

« Wij dagen iedereen uit, zegt hij, ons uit te leggen hoe de pruisische Staat, aan de Saar 9 millioen ton kolen voortbrengende van eene mindere hoedanigheid dan die der 60 millioen kolen aan de Roer opgedolven, ze 4 of 5 frank duurder verkoopende, heeft kunnen medewerken tot de gematigdheid van het rijnsch-westfaalsch syndicaat, gegeven dat de gewone afwijking der prijzen van de beide kolenbekkens minder is dan 3 frank en dat zij 350 kilometer van elkander liggen, wat overeenkomt met ongeveer 10 frank transportkosten. »

De heer Trasenster ontkent dat in België de exploitatie van de kom der Kempen door den Staat den prijs der brandstoffen zou kunnen regelen.

« Hoe zou de Staat, eenige millioenen ton in de Kempen exploiteerende, er toe komen om de rijzing te matigen van 20 tot 25 millioen ton kolen, voortgebracht door de bijzondere nijverheid, wanneer er meer vraag dan aanbod is?

» Moest de Staat zijne kolen aan lagen prijs verkoopen, dan werd zijne » voortbrenging terstond aangebroken, en hij zou de opbrengst niet » aanzienlijk kunnen vermeerderen, daar er jaren noodig zijn om nieuwe » ontginningszetels op te richten.

» Eens de voortbrenging van den Staat aangebroken, wat niet kan » uitblijven in een tijd van schaarschte van brandstof, zou het veld open- » staan voor de « hatelijke exploitatie door kapitalisten ». »

De prijzen van de kolen waren overigens, behalve in 1900, altijd lager in België dan de verkoopprijs van de Saar. Gemiddeld was, in de tien jaren van 1891 tot 1900, de verkoopprijs aan de Saar fr. 12-10, en in België slechts fr. 11-15.

Steeg, in België, de prijs in 1900 tot fr. 17-41, hij daalde in 1901 tot fr. 15-23, terwijl aan de Saar de gemiddelde laagste prijs in 1900, dat is fr. 14-54, in 1901 steeg tot fr. 15-78.

De heer Trasenster zoekt het eenig doeltreffend middel op om in België het stijgen der kolenprijzen tegen te houden.

« Dat is, zegt hij, de schaarschte daarvan, teweeggebracht door de » uitputting van het oude kolenbekken te verminderen, zoo snel mogelijk » de voortbrenging vermeerderende.

» Daartoe wende men zich tot het bijzonder initiatief; de waarde der » terreinen zal zich veel sneller ontwikkelen door de bijzondere concessies.

» De Staat echter zal handelen met de traagheid en de voorzichtigheid, » aan elke bestuursdaad eigen. »

Het belang der werkende klasse ligt ook niet in de Staatsexploitatie.

De loonen der mijnwerkers van de Roer zijn hooger dan die der werklieden van de Saar. In 1900 was het verschil 24 t. h., terwijl de exploitant van de Roer zijne kolen 4 frank minder verkocht dan de pruisische Staat. Wat de voorzorgskassen betreft, was het deel der exploitanten van de Roer in werkelijkheid slechts M. 68-65 per werkman, in plaats van 94 mark voor de domeinmijnen der Saar. Dit verschil kan alleen voortspruiten uit de minder zware lasten van de kolenmijnen der Roer, wegens hare latere ontwikkeling, in het opzicht van het aantal te ondersteunen gebrekkigen, weduwen en weezen. Inderdaad legt de wet op de werkmansverzekeringen aan allen dezelfde offers op. Het deel door den exploitant van de Roer afgestaan op het bedrag zijner winst is, overigens, grooter dan dat door de domeinmijnen van de Saar besteed tot verlichting der werkersbevolking.

Het belang van de Schatkist, van den fiscus is uiterst twijfelachtig. De Staat zal waarschijnlijk minstens één frank duurder exploiteeren dan de bijzondere nijverheid. De heer Weiss schat voor deze laatste het voordeel van den inkoopsprijs in Pruisen op een mark (fr. 1-25). Nu, volgens de officieele statistiek van den heer Harzé, was de gemiddelde winst der belgische kolenmijnen *per ton*, na aftrek der buitengewone werken :

1.05 van 1861 tot 1870;
1.23 van 1871 tot 1880;
0.70 van 1881 tot 1890;
1.25 van 1891 tot 1900.

Men ziet dat met de verhooging van één frank op den inkoopsprijs, de netto winst verdwijnt.

In Duitschland vertegenwoordigde de winst uitgedeeld aan de aandeelhouders der twee groote kolenmaatschappijen Gelsen-Kirchen en Harpen gedurende het zeventienjarig tijdvak van 1883 tot 1899, fr. 1-25 per ton, dat is de bezuiniging door de bijzondere nijverheid gedaan op den inkoopsprijs.

De vestiging van eene enkele kolenmijn in de Kempen eischt de vastzetting van verscheidene millioenen die langen tijd onvruchtbaar blijven.

De heer Trasenster acht dat, met de intercalaire interesten, men tot eene uitgave zal komen van 12 tot 15 millioen frank voor eene mijn die in staat is 750,000 ton jaarlijks op te brengen.

Rekent men 5 t. h. voor interest en aflossing van het kapitaal, dan vertegenwoordigt dit één frank per ton.

Wat zal de Staat, wiens onbekwaamheid als nijveraar en handelaar, volgens den heer Weiss, zich omzet in een verschil van fr. 1-25 per ton, dan winnen? Hij zal verplicht zijn zijne kolen duurder te verkoopen dan de inkoopsprijs der bijzondere nijverheid, en dan nog in 't geheel geen winst bekomen.

De heer Trasenster voegt er bij :

« Wat zou er van de Schatkist worden zoo eene nieuwe crisis zich » voordeed en zoo de winst der bijzondere nijverheid gemiddeld daalde » beneden één frank, zooals dit het geval was in België, van 1875 » tot 1888? »

Hij besluit met gevolgtrekkingen, die wij in de bijlagen mededeelen en die achtereenvolgens op speciale wijze de verschillende geologische, aardrijkskundige en politieke voorwaarden nagaan van de mijnen der Saar en der Kempen met het oog op de voordeelen eener Staatsexploitatie. En hij voegt er deze beteekenisvolle opmerking aan toe : « Uit politiek oogpunt is het verschil van den socialen staat duidelijk. Pruisen is een land van overheid, van tucht en van sterke administratieve overleveringen. »

Kunnen wij bij ons hetzelfde zeggen?

***

Mijne Heeren, wij hebben getracht in dit algemeen vertoog der zoo gewichtige vragen, die den Senaat werden voorgelegd, de meest noodzakelijke inlichtingen bijeen te brengen, de meest in het oog springende bewijsgronden te groepeeren, die tot nu toe voorkwamen in dit groot en merkwaardig debat.

Wij hadden en mochten geene andere eerzucht hebben ; want, zooals gij zien zult uit het vervolg van dit verslag, hebben de vereenigde commissiën erkend, dat tegenover het door de Regeering aangekondigde wetsontwerp, er voor haar thans geen reden was tot een besluit te komen.

De Commissiën verdaagden hare stemming en de te nemen beslissingen tot na de nederlegging van het wetsontwerp, doch zij gelastten den verslaggever u rekenschap te geven van het onderzoek door haar gedaan en van de redenen waarom zij voor het oogenblik haar werk en hare beraadslagingen staakten.

II. — ONDERZOEK DER WETSONTWERPEN DOOR DE VEREENIGDE COMMISSIËN VAN JUSTITIE EN VAN NIJVERHEID EN ARBEID.

EERSTE EN TWEEDE VERGADERING DER COMMISSIËN.

Na eene eerste vergadering gewijd aan het algemeen onderzoek der wetsontwerpen van den heer Hanrez en de benoeming van een verslaggever, ontving deze van den Minister van Arbeid de belofte der meest krachtige medewerking. De directeur Dejardin werd aangewezen om zich, met dat doel, in betrekking te stellen met den Senaat. Met genoegen willen wij hier den achtbaren Directeur danken voor de moeite die hij, op uiterst welwillende wijze, zich gegeven heeft om het werk der senatoriale commissiën en van hunnen verslaggever te steunen.

Een voorloopig en nog al uitgebreid werk liet den verslaggever toe, vóór de bijeenkomst van 18 December 1902, ter beschikking van de Commissieleden te stellen :

1° Eene kaart van al de aangevraagde concessies, met aanwijzing der terreinen die de heer Hanrez voorstelt den Staat voor te behouden ;

2° De lijst dier concessies ;

3° De voorstellen van de heeren Hanrez, Delannoy, Finet en Houzeau en die van de heeren Denis en Vandervelde, met hunne toelichting ;

4° De voorbereidende werken der hollandsche wet van 24 Juni 1901 ;

5° Die van de pruisische wet van 1902, betreffende den aankoop van concessies in Westfalen ;

6° Statistische bescheiden ;

7° Een overzicht van de voornaamste wetgevingen in Europa, in zake van mijnen ;

8° Volledige inlichtingen over de domaniale exploitatie der mijnen van de Saar, getrokken uit het werk van den heer ingenieur Weiss ;

9° Het vlugschrift van den heer Harzé over de domaniale mijnen.

Overigens hadden wij bevonden, in een onderhoud met den heer Hanrez, dat het onderzoek van zijn eerste voorstel, vragende de herziening der wet van 21 April 1810, een voorafgaand onderzoek zou eischen door den Raad en het Bestuur der Mijnen.

Zij toch zijn het die te zamen, sedert de wet van 2 Mei 1837, waken voor de toepassing der geheele wetgeving op de mijnen. De Raad der Mijnen heeft reeds de voornaamste vraagstukken onderzocht die zich vasthechten aan de voorgestelde herziening. Het Bestuur der Mijnen kent van nabij al de omstandigheden der dagelijksche praktijk. Het is met alle noodige inlichtingen gewapend. Moest men voorgeven eene organieke wet te veranderen, die zoo oud is en zoo gewichtig, zonder de bevoegde personen tot inlichting te hebben gehoord, dat zou meer dan verwaandheid zijn !

Daarom stelden wij voor den Raad en het Bestuur der Mijnen te raadplegen, elke beslissing verschuivende tot na dit voorafgaand onderzoek.

Het tweede wetsontwerp, betreffende het voorbehoud van een mijndomein aan den Staat, kon, naar onze meening, verder grondig worden besproken door de commissiën, behoudens latere beslissing wat zijn eindelijk onderzoek betreft, omdat deze vraag meer een economisch en politiek dan wel een technisch karaker draagt. Daarom paste het de duitsche en de hollandsche wetgeving te onderzoeken en de uitkomsten van de meest gewichtige mijndomein-exploitatie der wereld, die van het kolenbekken van de Saar.

Op 10 December 1902, trachtte de Verslaggever in een algemeen vertoog de hoofdbestanddeelen van het debat samen te vatten. De heer Hanrez verdedigde zijne ontwerpen, met nadruk wijzende op het gematigd karakter der door hem aan den Senaat voorgelegde oplossingen. Men moet niet een monopolie ten gunste van den Staat inrichten ; men zal voortgaan aan particulieren concessies te verleenen ; de rechten der ontdekkers worden zeer stellig geëerbiedigd. Het ware gevaarlijk al de nieuwe lagen te vergunnen ; men zou zoodoende de toekomst opofferen en onze nijverheid op een min of meer verwijderd tijdstip berooven van het haar onmisbaar zwart brood. Ook ontwikkelde de heer Hanrez de wijzigingen te brengen in de wet op de mijnen, vooral wijzende op het tijdelijk karakter der concessies, op de gevaren der syndicaten en op de noodzakelijkheid om den Staat te wapenen met eene ernstige macht van intrekking en van vervallenverklaring.

Herhaaldelijk beriep zich de heer Hanrez op het gezag van den heer Harzé, den oud-directeur-generaal der mijnen.

Daar de Commissiën verlangend waren den heer Harzé persoonlijk te hooren, gelastten zij den Verslaggever hem te verzoeken de volgende zitting, gesteld op 22 December, te willen bijwonen, ten einde haar voor te lichten met de raadgeving zijner langdurige ondervinding.

De achtbare heer Wiener, zijnerzijds, bood, in die zitting, een voorstel aan betreffende den aan den Staat verschuldigden cijns. Hij lichtte dat toe in de navolgende termen, en bepaalde het aan den Staat verschuldigde op 2 t. h. van de totale bruto uitdelving.

VOORSTEL VAN DEN HEER WIENER.

De cijns op de mijnen brengt thans eene som op, in de begrooting van 1903 geraamd op 1,600,000 frank.

Dit cijfer vertegenwoordigt het totaal der aan den Staat betaalde belastingen (vaste, evenredige cijns, in hoofdsom en 25 t. h. opcentiemen).

Het gemiddelde der vijf laatste jaren, waaronder het bij uitstek voordeelige jaar 1901, bedraagt 1,279,916 frank.

Het is belangrijk tegenover deze som te plaatsen de prijzen die de Staat betaalt voor de kolen die hij noodig heeft voor den dienst zijner spoorwegen en zijner marine. Die prijzen ondergaan al de wisselingen van de markt.

Zoo betaalde de Staat min dan 5 frank de ton in 1886 en 1887, terwijl in 1900 dezelfde hoeveelheid kolen hem meer dan 18 frank kostte.

Om slechts de laatste vijf jaren te nemen, was de gemiddelde prijs, door de Regeering betaald, fr. 7-49 in 1896;
» 8-34 in 1897;
» 9-37 in 1898;
» 11-31 in 1899;
» 18-06 in 1900.

De uitgave in brandstof voor den spoorweg alleen klom van 6,888,763 frank in 1896 tot
fr. 14,183,291 in 1899;
» 25,983,643 in 1900;
» 23,913,841 in 1901.

De Staat, die gewichtige kolenlagen te zijner beschikking zal krijgen, zou van den nieuwen toestand moeten gebruik maken om zich de brandstoffen te verzekeren aan een prijs die, in zekere mate, onttrokken zou zijn aan de wisselingen van de markt.

Er is algemeen belang bij dat de Staat aldus handele, omdat hij den spoorweg en de marine exploiteert ten bate van de gemeenzaamheid en dat, zijne transportkosten dezelfde blijvende, de exploitatiekosten vermeerderen en hem verliezen kunnen bezorgen wanneer de kolen aan buitengewoon hooge prijzen verkocht worden.

De wet zou, dunkt mij, kunnen zeggen dat de Staat recht heeft op een evenredigen cijns, die 2 t. h. zou bedragen van de totale uitdelving. De Staat zou dien cijns kunnen ontvangen in natura of, zoo hij dat verkiest, in geld aan den inkoopsprijs van de steenkool. Natuurlijk zal hij dit laatste verkiezen als zijn voorraad verzekerd is of dat de kolen van de belaste mijn niet geschikt zijn voor zijn verbruik.

Ik doe opmerken dat bij het oud recht, zoowel in het land van Luik, als in Henegouw en in Duitschland, de pacht gewoonlijk betaald werd in natura en dat hij dikwijls hooger was dan het door mij voorgestelde zooveelste deel.

In Henegouw moest de exploitant aan den oppergerechtsheer een *cijns* betalen om de mijn te openen.

Hij betaalde vervolgens den *tusschencijns* om te mogen exploiteeren; die *tusschencijns* was eene belasting op de opbrengst der uitdelving, en beliep van het tiende tot het twintigste deel ervan.

In Hanover en den Hartz had de Heer recht op het tiende van de bruto opbrengst der mijnen.

Dit recht werd elke maand geëischt.

In Saksen had de souverein eveneens recht op het tiende der bruto opbrengst. In 1830 werd dit recht gebracht op het twintigste, doch de wet bepaalde dat een tweede twintigste verschuldigd was wanneer de exploitatie winst afwierp.

In het land van Luik had de eigenaar van de oppervlakte recht op een zooveelste deel van de bruto opbrengst, wat men noemde *terrage*. Dit zooveelste, veel matiger, bestond gewoonlijk in de tachtigste ton (*trait*) die men ophaalde. (DELEBECQUE, *Wetgeving der Mijnen.*)

Lettende op de moeilijkheden en de uitgaven die de exploitatie der nieuwe kolenmijnen zullen veroorzaken, uit hoofde van de diepte der

lagen, denk ik dat het beter is, haar een niet te zwaren cijns op te leggen en die niet in 't vervolg eene wezenlijke belemmering zou worden voor de exploitatie.

Na onderzoek werd besloten dat dit voorstel deel zou uitmaken van de bespreking.

Een der leden wijst aan de Commissiën een voordeelig gebruik aan der nieuwe inkomsten. Een deel er van zou kunnen worden gewijd aan onze koopvaardijvloot en tot bevordering der uitbreiding van onzen zeevaarthandel, naar het voorbeeld van Duitschland.

De Koning, in zijn antwoord aan den Senaat op 1 Januari laatstleden, vestigde ook op dat punt al de aandacht der Wetgevende Macht. « Onze » landgrenzen, zegde hij, sluiten zich van alle kanten onder den » invloed van het protectionnisme. Wenden wij den blik, en richten wij » onze pogingen naar de zeegrens, die ons open blijft. »

Die raad werd stellig ingegeven door de levensbelangen van het land. Wilhelm II ook heeft gezegd : « Onze toekomst is op de zee », en Duitschland mag er zich in verheugen den weg van den zeevaarthandel te hebben ingeslagen.

*
* *

ZITTING VAN 22 DECEMBER 1902.

Ten gevolge der stappen gedaan door den Verslaggever, beantwoordde de Heer Harzé het verzoek der vereenigde Commissiën.

Zoodra de zitting geopend was, gaf hij lezing van de volgende mededeeling waarin hij juist omschreef het stelsel van transactie reeds door hem ontwikkeld in het vlugschrift, door ons uiteengezet in ons Algemeen overzicht.

NOTA MEDEGEDEELD AAN DE VEREENIGDE COMMISSIËN VAN JUSTITIE EN VAN NIJVERHEID EN ARBEID IN HARE ZITTING VAN 22 DECEMBER 1902, DOOR DEN HEER ÉMILE HARZÉ, DIRECTEUR-GENERAAL HONORAIR DER MIJNEN.

Ik heb niets bij te voegen aan het kleine boekje dat ik persoonlijk de eer had te doen toekomen aan elk der leden van de Wetgevende Macht, zoo van den Senaat als van de Kamer.

Toch is er een gewichtig feit ontstaan sedert mijn werk gedrukt werd. Dat is de ontdekking van steenkool te Santhoven, minder dan 4 mijlen ten Oosten van de stad Antwerpen.

Ten gevolge van die ontdekking komt de onderzochte lengte van het kolenbekken van het Noorden van België, die ik aangaf als zijnde 60 kilometer, met één sprong op 80 kilometer.

Die lengte afmetende op de kaart van ons oud kolenbekken, ziet men dat zij overeenkomt met den afstand van Quiévrain (fransche grens) tot Floreffe, een weinig voorbij de stad Namen.

Wat de breedte betreft, eveneens onderzocht, zij is niet minder dan 12 kilometer in den omtrek van den meridiaan van Gheel ; gemiddeld 10.

Zonder twijfel zal die strook, die de provincie Limburg doortrekt,

waarschijnlijk die van Brabant afsnijdende, insgelijks geheel de provincie Antwerpen doortrekken en misschien ook dezen hoek snijden noord-oost van Oost-Vlaanderen.

Zulk eene uitgestrektheid is geschikt om veler lust te bevredigen alsmede ook den wensch om den Staat wat voor te behouden.

Wat men genoemd heeft *mijn stelsel* is alleen de acte van behoud van elken grooten grondeigenaar, altijd min of meer begeerig om te genieten van de voorrechten door de wet aan het grondbezit verbonden.

De Staat bezit groote domeinen in de Kempen. Wat ik vraag is dat hij zich de mijnen onder zijne domeinen voorbehoude, wel te verstaan daar waar deze groot genoeg zijn om een recht of zelfs alleen een reden van voorkeur te rechtvaardigen. Ook dient er wel verstaan dat de oppervlakte dier mijnen buiten de domeineigendommen zich zal uitbreiden, derwijze dat zij eene redelijke gedaante vertoone voor eene winstgevende exploitatie en tevens derwijze dat er eene gunstige plaats in worde gevonden om putten te boren voor eene eerste inrichting.

De Staat zou, na eenige onderzoekingswerken, overgaan tot de werken van inrichting. Deze laatste, het dient eerst en vooral erkend, zullen zeer bezwarend zijn, evenals trouwens voor al de concessionnarissen.

Dan zou de Staat beginnen op te delven en zou hij aldus bij ervaring kunnen oordeelen of het hem niet voordeeliger zijn zou de exploitatie van zijn mijndomein aan vereenigingen van nijveraars of werklieden over te laten, dezen laatsten een lastkohier opleggende van aard om zijnen voorraad te verzekeren op goedkoope voorwaarden en die aller belang zouden vrijwaren.

Zooals ik het aanduid in eene nota op bladz. 18 van mijn vlugschrift, werd dit stelsel min of meer toegepast door sommige van onze concessionnarisvennootschappen, welke *remises à forfait* hebben ingesteld, waarbij zij zich een zooveelste deel van de opbrengst voorbehielden.

Zoo was met name de Maatschappij Rieu-du-Cœur, eene der rijkste van het Westen van Bergen.

Deze maatschappij verdeelde hare kolenmijn in verscheidene exploitatiën die zij verliet, onder voorwaarden in de contracten vermeld, aan verschillende naamlooze vennootschappen en andere. Onder die maatschappijen waren er die niet onbeteekenend waren, zooals de XXIV actiën, de XVI actiën, de Midi du Flénu, de Bas-Flénu, de Couchant du Flénu.

Doch het Bestuur der mijnen kende alleen de Moedermaatschappij. Deze was de verplichte tusschenpersoon tusschen de mijningenieurs en de eigenlijk gezegde exploitanten.

De voornaamste bepaling der contracten was een cijns in natura gaande van 10 tot 15 t. h. der zuivere opbrengst. Er bestonden ook *forfaits* waarvan het verschuldigde betaald werd in specie, volgens de waarde der uitdelving, 8 tot 12 centiemen per hectoliter.

Om niets te verhelen, wil ik doen opmerken dat de Maatschappij Rieu-du-Cœur heden zelf een aanzienlijk deel harer oude concessie exploiteert. Bijna al hare vroegere *forfaits* zijn verdwenen.

Volgens mijn oorspronkelijk stelsel, zou het mijndomein van den Staat bestaan uit drie groepen kolenmijnen: die van Beverloo, die van Wortel-Merksplas en die van Brasschaat.

Het gronddomein van Reckheim, waar als Staatseigendommen zich bijvoegen de doorgang over eenen rijksweg, die van een kanaal en de helft der bedding van de Maas, schijnt ongelukkiglijk van te weinig beteekenis om zich van die zijde eene reserve te behouden.

Er dient opgemerkt dat tot nu toe geene enkele onderzoeking werd beproefd in de bedoelde reserves; dat het bestaan van kolen twijfelachtig blijft in de tweede en de derde groep, hoewel waarschijnlijk, en dat in elk geval men niet hopen mag er te vinden in de eerste groep, tenzij heel diep.

Ik denk ook — dit is een bijvoegsel tot mijn stelsel — dat de Staat eene strook zou moeten voorbehouden rondom onze voornaamste handelsstad, zoodanig dat daarin begrepen ware de strook der militaire servituten, en stroomafwaarts langs de Scheldeoevers derwijze dat de polders er in behoorden.

Ik ken de uitgestrektheid niet van de strook der militaire servituten, maar ware de Staat eigenaar van de kolenlagen die daarin konden liggen, dan zou hij beter in staat zijn de bestaande belangen met elkaar overeen te brengen.

Wat betreft de Scheldekanten, waar de poldergronden zóó laag zijn dat zij door dijken moeten beschermd worden, zou men moeten voorzien welke de gevolgen zouden zijn van de langzame verzakking van den grond die op de uitdelving der kolenlagen zal volgen. Mogelijk zou men eene wijze van exploitatie met pilaren moeten vergen en met dicht aangesloten steenen dammen, naar de oude luiksche wijze; mogelijk zou men elke exploitatie in die streek volstrekt moeten verbieden. Daarover is eene heele studie van hydrologie te maken.

Doch de Staat, tegenover een hoogst gewichtig belang, zou hier nog beter dan een gewoon concessionnaris in staat zijn eene voorzichtige exploitatie te ondernemen, zooniet die te doen geschieden onder zijn onmiddellijk en voortdurend toezicht.

Om te eindigen, wat mijne voorstellen betreft, dient er opgemerkt dat de te verleenen concessies tijdelijk zullen zijn, zooals in het ontwerp van den heer Hanrez. Echter is, in dit laatste, de aangeduide duur veel te kort. Ik zal straks op dat punt terugkomen.

***

Vervolg der nota van den heer Harzé.

Laat ons eerst het ontwerp van den heer Hanrez onderzoeken met het oog op de strooken voorbehouden aan den Staat. Gij kent ze. Zij zijn duidelijk aangewezen op het plan, opgemaakt door het Algemeen Bestuur der mijnen, plan waarvan elk uwer een exemplaar heeft bekomen.

Uit hoofde van het onbepaalde van een zeker deel van het voorstel van den heer Hanrez, is er niet aangewezen door welken weg het domein van Wortel-Merksplas aan de strook van Antwerpen zou worden gehecht. Dat is slechts eene kleinigheid.

Het stelsel van den heer Hanrez, behalve het zeer groot materieel voordeel, den Staat betrekkelijk gunstige plaatsen aan te bieden voor het boren der eerste putten en onmiddellijke exploitatiegronden van kolen van verschillende hoedanigheid, heeft boven het mijne nog dit economisch voordeel : dat, met een grooter mijndomein, gesteld dat dit

binnen niet te langen tijd vrucht drage, de Staat beter geschikt zou zijn de kolenmarkt in evenwicht te brengen.

Doch daartoe is niet zulk een heel groot eigendom noodig. Ik geloof, in beginsel, dat het beter is het gebied voor het bijzonder initiatief niet te veel in te korten. Onder den prikkel van zijne belangen, zal het dikwijls voor den Staat den weg tot vooruitgang openen. Mocht het stelsel van den heer Hanrez doorgaan, dan acht ik dat voor de eerste strook, welke de militaire terreinen van Beverloo zou blijven bevatten, eene breedte van 15 kilometer in plaats van 25 wel voldoende zou zijn. Anderzijds zou de oostelijke grens van de tweede strook moeten worden overgebracht ongeveer 5 kilometer dichter bij Antwerpen, hoewel hare oorspronkelijke richting behoudende.

De reserve van Wortel-Merksplas zou een eilandje vormen ten Noorden van het kanaal van Antwerpen naar Turnhout.

Ook zou men de strook in Vlaanderen op den linkeroever van de Schelde moeten inkrimpen, ten einde, in voorkomend geval, een veld van nasporing open te laten voor de zoekers. Maar, in den bekenden staat der zaken schijnt dit veld al zeer beperkt te moeten zijn, uit hoofde van wat men zegde van de reserve der polders die misschien niet voor de exploitatie mocht dienen uit oorzaak van te voorziene inzakking van den grond. Terugkomende op de eerste strook van den heer Hanrez, moet ik doen opmerken, dat deze reserve inwerkt tegen de verborgen rechten van verscheidene onderzoekers en aanvragers om concessie.

Dezen zouden in alle billijkheid moeten vergoed worden, vooral zij die aan de onderzoekingen medewerkten vóór de nederlegging van het wetsvoorstel Hanrez, voorstel dat de Senaat in overweging heeft genomen. Deze onderzoekers zouden zeer bijzonderlijk moeten worden schadeloos gesteld.

***

Wij gaan thans over tot een anderen gedachtengang.

Vervolg der nota van den heer Harzé.

Het eerste wetsontwerp betreffende de herziening der wet van 1810, aangeboden op 24 December 1901 door de heeren Hanrez, Houzeau, Delannoy en Finet, beperkt den duur der mijnconcessies tot hoogstens veertig jaar, behalve dat opvolgende verlengingen zouden kunnen worden toegestaan, verlengingen die telkens niet boven de tien jaar zouden mogen gaan. In dat geval zou aan den Staat een deel verschuldigd zijn van de winsten door de concessionnarissen verwezenlijkt.

Deze bepaling werpt een gewichtig vraagstuk op.

Moeten de mijnconcessies of voor 't minst althans de kolenmijnconcessies uit hoofde van den aard van de voortbrengst tijdelijk zijn of altijddurend ? Onder het beheer van de vroegere wet van 12 Juli 1792 mochten de mijnconcessies niet langer duren dan vijftig jaar. Zoo werden er verleend in ons land : doch zij werden alle, krachtens de wet van 1810, altijddurend.

Welke beweegredenen werden door den wetgever van 1810 ingeroepen om dusdanige groote verandering te brengen in het beheer der mijnen? Wij vinden die eerst in het verslag van graaf Regnaud de Saint-Jean

d'Angely, vervolgens in het verslag van graaf de Girardin. De eerste drukte zich aldus uit :

« Opdat de mijnen wel geëxploiteerd worden, opdat zij het voorwerp zijn der bestendige zorgen van hem die ze bezit, opdat hij de middelen tot uitdelving vermenigvuldige, opdat hij de hoop der toekomst niet opoffere, noch het voordeel van de Maatschappij aan zijn persoonlijk winstbejag, moeten de mijnen niet langer zijn een voorbijgaand, onzeker, onbepaald eigendom, overgaande van hand tot hand naar het believen van eene dubbelzinnige wetgeving, van een wederrechtelijk bestuur, van eene willekeurige politie, van de gewone ongerustheid harer bezitters... »

Wat den tweeden betreft, graaf de Girardin, deze zegde in zijn verslag :

« Alle concessies waren voorheen onderworpen aan min of meer bezwarende voorwaarden ; zij mochten in sommige gevallen worden ingetrokken. De concessionnarissen waren door verordeningen verplicht tot eene bepaalde wijze van exploitatie en bewaakt door agenten van de overheid.

» Het karakter van eigendom zal het onschatbaar voordeel mêebrengen, aan de exploitanten te schenken dien geest van voorzorg, van behoud en van volmaking, die uitsluitend aan de eigenaars schijnt te behooren. »

Men kan de kracht dier beweegredenen niet ontkennen. Wat men inderdaad mag vreezen door het niet altijddurend zijn van den eigendom der mijn, is de verkwisting van de rijkdommen der mijn wanneer de exploitant zal naderen tot het einde zijner concessie. Wat men nog heeft te duchten, is dat hij, ook dan, niet langer zal wandelen op den weg van vooruitgang en zijne exploitatie zal laten verloopen.

Doch ik geloof dat er verzachtingsmiddelen zijn om zulke gevolgen te vermijden of voor 't minst zeer te beperken :

1° Vooreerst de opvolgende verlengingen der concessie die mochten worden verleend aan den oorspronkelijken concessionnaris. Deze zou, in dit geval, een wezenlijk recht van voorkeur genieten.

2° Dan, de lastkohieren voor wier bepalingen het bevoegd bestuur gedeeltelijk kan volgen die welke onze vroegere pachthebbende maatschappijen verbonden aan de moedermaatschappijen, die de concessie ontvingen.

3° Ten slotte, in voorkomend geval, de overname, volgens schatting, van al de inrichtingen die zouden erkend worden nog nuttig te kunnen zijn voor de verlenging der exploitatie. Eveneens voor het materieel.

De beperking der exploitatie in diepte zou ook voor elk der mijnen kunnen worden onderzocht.

Maar, zooals ik het zegde in mijn vlugschrift, voor mijnen zooals die van de Kempen het zullen zijn, mijnen wier inexploitatiestelling zal medebrengen groote moeilijkheden, overgroote uitgaven, zooniet misschien verderfelijke mislukkingen, schijnt de termijn van veertig jaar ten eenemale van te korten duur.

Deze zou moeten gebracht worden op zestig of zelfs tachtig jaar en de verlengingen zouden niet beneden de twintig jaar moeten zijn.

***

Ik kom, indien gij mij nog eenige minuten van uwe welwillende aandacht wilt schenken, aan het stelsel van den heer Senator Finet. **Vervolg der nota van den heer Harzé.**

Volgens den achtbaren Senator, « moet de Staat *geen enkele are* van het kolenbekken der Kempen vergunnen. Deze moet uitsluitend eigendom blijven van den Staat, collectief eigendom. »

Anderzijds verstoot de achtbare heer Finet de exploitatie door den Staat. Deze zou te zijnen laste nemen het boren der putten en al de te maken inrichtingen voor de exploitatie, zelfs den bouw der kantoren; en, dit alles gedaan, zou hij aanbesteden de exploitatie, door de verschillende aldus voorbereide en opgerichte zetels te ondernemen.

Volgens zijne uitdrukking zou de Staat *het werktuig* verschaffen.

De voornaamste verbruikers zouden dus worden aangezocht zich in groepen te vereenigen om de exploitatie te ondernemen van dezen of genen zetel van voortbrengst.

Er zouden groepen ontstaan van eigenaars van hoogovens, pletterijen, glasblazerijen, fabrieken voor zink, aardewerk, gas, enz., enz. Zoo zouden werkliedenvereenigingen ook eene aanbesteding kunnen bekomen.

Ik had de eer een onderhoud te hebben met den achtbaren heer Finet en ik moet erkennen dat zijn stelsel, op schitterende wijze voorgesteld, mij had verleid.

Bij nader bedenken kan men tegen dit stelsel de volgende opmerkingen en aanmerkingen maken :

Eerstens, al wat uitmaakt de inrichtingen ten doel hebbende de diensten der uitdelving, der leegpomping en der luchtverversching moet op vaste tijden zooniet, van tijd tot tijd, worden vernieuwd of zelfs geheel vervormd.

Zoo wil het de wet van vooruitgang, daargelaten dat de vernieuwing der werktuigen, voor hooger genoemde diensten benoodigd, vereischt kan worden, onder andere omstandigheden, alleen door het dieper gaan van de exploitatie.

Het eenig *blijvend werktuig* zou alleen moeten worden gevormd door de putten, die in de bovenlagen van de kolenvorming zouden zijn doorgedrongen.

Dus, mijns dunkens, zouden de meeningen van den heer Finet moeten worden aangenomen, dan moesten deze putten en het materieel dat voor hunne boring kan dienen het eenige zijn wat zou worden aangeboden aan de aspirant-aannemers.

Toch zou ik geen tegenstander zijn van eene eerste exploitatie door den Staat.

In het voorbijgaan zij gezegd, dat het stelsel van den heer Finet herinnert aan wat de *arniers* van het oude land van Luik deden.

De *arniers* waren personen, ja zelfs abdijen, machtig genoeg om op de helling der heuvelen, of in de diepte der dalen galerijen te maken, *arcines* genaamd, ten einde kolenlagen droog te leggen en ze dus toegankelijk te maken. Dus maakten zij eene verovering (*conquête*) waarvan de exploitanten genoten tegen eenen cijns die van de 20ste tot de 80ste mand ging. De *areine* was hier het werktuig van toegankelijkheid.

Wat daarvan zij, het boren der putten door de losse aardlagen van

het noorden des lands, — ook dit is eene wezenlijke verovering, — maakt het punt uit der werken dat verreweg het moeilijkste is en het minst zekere met het oog op een goeden uitslag.

Daaruit volgt dat de Staat slechts uiterst voorzichtig er zich aan wagen zal, terecht verkiezende elk nieuw werk pas te ondernemen na de ondervinding van een voorafgaand voorbeeld.

Aldus zal de Staat noodlottigerwijze de vlucht van voortbrenging belemmeren waartoe het nieuwe kolenbekken geroepen is, vlucht waarvan men toch zulke gelukkige verwachtingen heeft.

Zal ons geslacht verstoken zijn van deze van verre bespeurde voordeelen ?

Indien het onze sociale plicht is de toekomst niet te veel te binden (en hier wijs ik op het tijdelijk karakter der toekomende concessies) is het dan niet een wettig verlangen te zoeken genoegzaam voordeel te trekken, in een niet te ver verwijderd verschiet, van de rijkdommen, begraven onder de Kempische heidegronden en heden ten dage ontdekt en bestudeerd ?

De heer Finet zou wenschen die rijkdommen vrucht te doen dragen door dezelfde handelwijze te volgen als men deed voor de buurtspoorwegen. Doch de oprichting van een zeker aantal kolenmijnen kan niet worden vergeleken bij het eenvoudig leggen van ijzeren sporen op wegen.

***

Vervolg der nota van den heer Harzé.

Nu er sprake is de wet van 1810 te herzien en aan te vullen, heb ik in mijn vlugschrift de onmogelijkheid aangetoond voor de Regeering, bij de bestaande wetgeving, om de vervallenverklaring uit te spreken der concessionnarissen, de onmogelijkheid ook om aanvragen van afstand in te willigen.

Trots haar wezenlijk belang, zijn deze vragen hier ondergeschikt. Toch zal ik mij veroorloven te wijzen op twee andere leemten in onze wetgeving op de mijnen.

Eerstens, die betrekkelijk de vergunbaarheid van het ijzererts. Is het niet zonder groote moeilijkheden dat men die leemte zou kunnen aanvullen voor de lagen in de oorspronkelijke gronden van onze waalsche gewesten, niets zou gemakkelijker zijn voor die van de Kempische vlakten, schoon aan de eigenaren van de oppervlakte de exploitatiën behoudende van het thans bestaande soort, boven het natuurlijk peil der wateren.

De tweede leemte betreft het bergzout, zelfstandigheid die men ook zou kunnen aantreffen in het Noorden van België. De vergunbaarheid van die zelfstandigheid is twijfelachtig. Bury ontkent hardnekkig dat zij vatbaar is voor concessie.

Nog moet ik op een enkel punt de aandacht der rechtsgeleerden trekken.

Volgens de wet moet de concessie-aanvrager bewijzen dat hij de noodige bevoegdheid bezit, om de werken te ondernemen en te leiden, en de noodige middelen om te voldoen de cijnsen en vergoedingen, die hem zullen worden opgelegd door de acte van concessie.

En toch mag de concessionnaris zijne mijn verkoopen, zooals ieder gewoon eigenaar, zonder machtiging, zonder dat hij zelfs de overdracht behoeft kenbaar te maken. Daaruit volgt dat de eigenaar van eene uitgeputte en met lasten bezwaarde mijnconcessie die kan overdoen aan personen, die de Staat niet altijd gemakkelijk kan ontdekken, ja zelfs aan een onvermogende.

***

Vervolg der nota van den heer Harzé.

Mijne mededeeling besluitende, herinner ik u dat ik in hare chronologische orde de drie stellingen heb uiteengezet, die tot hoofddoel hebben een mijndomein aan den Staat voor te behouden : de mijne, die van den heer Hanrez en die van den heer Finet. Ik toonde de voordeelige of onvoordeelige gevolgen aan van ieder harer, en wees de wijzigingen aan waarvoor de twee laatste, met name die van den heer Hanrez, mij vatbaar schijnen.

Ook duidde ik eenige leemten aan in de wet van 1810, die evenwel een werk is dat zeer hecht in elkander zit, een werk dat zijn napoleoniaanschen stempel draagt. Wat onze wet betreft van 1837, noodzakelijk gemaakt door het niet-bestaan van den Raad van State, zij bood de gelegenheid aan om ernstige voordeelen te schenken aan de groote grondeigenaars, hoewel hun het beheer overlatende der ijzermijnen, tegen den wensch van de wet van 1810.

Ten slotte om op mijn stelsel terug te komen, de toepassing daarvan is, ik herhaal het, eene behoudende daad zooals die van een zeker aantal groote grondeigenaars, die men toch niet kan beschuldigen van een geest van collectivisme.

Overigens kan de Staat, uit zijnen aard, zich niet geheel aan dien geest onttrekken, omdat hij een domein bezit samengesteld uit spoorwegen, kanalen, wouden en andere eigendommen die het zijn plicht is vruchten te doen dragen ten beste van het algemeen belang. Stippen wij aan dat onder die andere eigendommen wij, vóór het tractaat der XVIII artikelen, tellen mochten de kolenmijnen van Kerkrade en dat nog heden ten dage de Staat eene uitgestrekte metaalmijnconcessie bezit aan de oevers van de Ourthe, ongelukkig zonder waarde. — Merken wij nog op, dat, gedurende talrijke jaren, door aannemers domaniale ijzergroeven (dat is zooveel gezegd als mijnen), in de provincie Namen werden geëxploiteerd. — Een mijningenieur, toegelaten door het Departement van Financiën, vertegenwoordigde de staatsbelangen. Bemerken wij ten slotte dat de eigendom van een domeinmijn (dit laatste voorbeeld bewijst het) niet van zelf medebrengt dat deze door den Staat geëxploiteerd wordt. Dat verliezen vele personen, door oude leeringen beheerscht, uit het oog ».

Deze belangrijke mededeeling werd gevolgd door een nauwkeurig onderzoek der verschillende punten, door den heer Harzé behandeld; deze verlengde, inderdaad, het onderhoud met de leden der Commissiën tot

aan het einde der zitting en beantwoordde de verscheidene tegenwerpingen betrekkelijk de exploitatie door den Staat, die men hem deed hooren. Hij bood der vereenigde Commissiën aan, wat gretig werd aangenomen, haar op de groote kaart, onlangs gemaakt door de heeren Paul en Marcel Habets en door den heer Forir, de gedaante en de belangrijkheid aan te toonen der in de Kempen ontdekte mijnlagen. Die inlichtingen waren nuttig om zich eene gedachte te vormen van de mijnreserve ten bate van den Staat voorgesteld en met juistheid te waardeeren de groote algemeene en bijzondere belangen in de zaak betrokken.

* * *

ZITTING VAN 27 DECEMBER 1902.

De groote kaart der mijnlagen, in het Noorden van België ontdekt, was opgesteld in de vergaderzaal der Commissiën. De heer Harzé verklaarde die in de volgende woorden :

TECHNISCHE MEDEDEELING DOOR DEN HEER EMILE HARZÉ, OUD-DIRECTEUR GENERAAL DER MIJNEN, AAN DE VEREENIGDE COMMISSIËN VAN JUSTITIE EN VAN NIJVERHEID EN ARBEID, IN DE ZITTING VAN 26 DECEMBER 1902.

« De kaart die ik de eer zal hebben te verklaren is het werk van de heeren Paul en Marcel Habets ; de eerste, oud-ingenieur bij het korps der mijnen, thans beheerder-bestuurder van eene gewichtige kolenmaatschappij te Luik en professor van exploitatie aan de Hoogeschool van Brussel ; de tweede, ingenieur-bestuurder der kolenmijnen Cockerill, te Seraing. Deze kaart is de samenvatting der verkregen uitslagen in de onderzoekingen door die heeren geleid en waaraan zij deelnamen als ingenieurs-raadgevers van verschillende maatschappijen.

Zij voegden daaraan toe de uitslagen die zij mochten bekomen van andere onderzoekers of die ter algemeene kennis kwamen.

Gij zult opmerken dat deze werken van ordening voornamelijk uitgaan van mijningenieurs, daar deze van beroep stratigrafen zijn.

Ziehier eene andere kaart van den heer ingenieur Kersten, inspecteur-generaal der kolenmijnen onder patronaat van de *Société Générale*. Hoewel eenigszins verschillend van die der heeren Habets, komen beide kaarten toch in de hoofdlijnen overeen.

In mijne eerste nota komt een uittreksel voor van de door mij gemaakte proefkaart, in Mei laatstleden medegedeeld aan het Belgische genootschap van ingenieurs en nijveraars, proefkaart gemaakt met behulp van een werk van den heer Forir, ingenieur-geoloog, alsmede van de gegevens der eerste onderzoekingen, die toen moeilijk waren om juist te bekomen en in elk geval onvoldoende. Sedert werd het veld der veronderstellingen beperkt door den voortgang der onderzoekingswerken.

Ten einde zekere feiten rakende de ontdekking van het noorder bekken des lands in hun waar licht te stellen, ten einde ook antwoord te geven op zekere strekkingen, zal ik doen opmerken dat die ontdekking uitsluitend is te danken aan ingenieurs, die zeker zich steunen op geologische beschouwingen.

Het is de heer Guillaume Lambert die, in 1876, het eerst — ik heb in mijne eerste brochure gezegd onder welke omstandigheden — de gedachte uitte van de mogelijkheid der uitbreiding van het Nederlandsch kolenterrein in ons land ; het is wijlen de heer Jules Urban, die de eerste onderzoeking beproefde, onderzoeking welke leidde tot het bereiken, te Lanaken, doch zonder vrucht, van den zoom der kolenvorming ; het is, eindelijk, de heer ingenieur André Dumont die, na eene onvruchtbare poging te Eelen, de eer had en de groote voldoening de eerste stukken van de kostbare brandstof te verkrijgen, door boringen te Asch, op drie mijlen ten noordwesten van de plaats door den heer Urban gekozen.

Echter bleef het vraagstuk open van de ontwikkeling van het belgisch Limburger kolenbekken. Toen kwamen talrijke ingenieurs en professionneele geologen erbij om die ontwikkeling te bepalen. De hulp dezer laatsten was vooral van belang om den geologischen ouderdom te onderzoeken der aanzienlijke minder oude terreinen, die, de kolenlagen bedekkende, ze aan ons oog onttrokken.

Hulde aan elks werken en verdiensten.

***

Vervolg der tweede nota van den heer Harzé.

Om over te gaan van het bekende tot het onbekende zullen wij een snellen hoewel langen uitstap maken in ons oud kolendal, dat van het N.-O. O. tot het Z.-W. W. de geheele waalsche streek van het land doortrekt. In dunne lagen uitgaande van den hoek gevormd door de pruisische en nederlandsche grenzen, ontwikkelt zich de kolenvorming in het land van Herve, komt te Luik, dan te Namen, met eene geringe onderbreking boven Andenne, dringt dan in Henegouw en strekt zich daar uit, de steden Charleroi en Bergen insluitende, gaat vervolgens door Valenciennes in de fransche departementen van het Noorden en van den Pas-de-Calais, eene kromming beschrijvende, steekt eindelijk over naar Engeland ten Zuiden van Londen, om waarschijnlijk zich te voegen bij het kolenbekken van het land van Wales.

(*De heer Harzé duidt heel dezen loop aan op eene bijzondere kaart.*)

Op dezen ganschen weg verschillen de breedte en vooral de diepte van de laag zeer veel. In den *Couchant de Mons* is de diepte het grootst ; zij bereikt er 3,000 meter.

Wanneer wij ons nu in Duitschland begeven, bijna 30 mijlen ten N.-O. van Aken, dan komen wij midden in het groot rijnsch-westfaalsch bekken, wiens richting, van het N.-O. tot het Z.-W., naar ons land gaat.

Wat ons vooral treft, is de groote breedte der kolenvorming, verborgen echter onder lagen van de tweede, derde formatie en andere. Die groote breedte vinden wij niet terug in ons oud belgisch kolenbekken.

Men kent de ligging niet van de Noordergrens van het westfaalsche bekken, maar wel die van de Zuidergrens, omzoomd met kolenhoudenden kalksteen en, bij gebreke daarvan, met devon-zandsteen.

Volgen wij dien rand op de oppervlakte of onder de na-kolenvormingen, daar waar hij onderzocht werd, dan omtrekken wij de groote rijnsche lagen van Dusseldorf-Gladbach om ten Zuiden langs de groep der kolenmijnen van de Wurm en daarna ten Noorden van Aken te gaan. De kolenvorming

dringt vervolgens door in Hollandsch Limburg, met name komende door Kerkrade, en komt ook in België, in rudimentairen staat, door den Bleyberg, zooals ik reeds zegde.

Zooals deze schematische snede het aantoont, welke behoort tot mijne oude proefkaart en in mijne eerste nota wordt weergegeven, vormt, te Kerkrade, de kolenlaag een gewelf ten Noorden gevolgd door de zuidelijke helling van een tweede kolendal, dat hetwelk in onze Limburgsche en Antwerpsche Kempen werd ontdekt.

Men mag zeggen dat Kerkrade, gewezen domaniale mijn, de sleutel is geweest die het Nederlandsch kolenbekken en, dientengevolge, het nieuwe Belgisch kolenbekken geopend heeft.

Op de kaart van de heeren Habets vindt men de nog al grillige gedaanten van de oudste gebergten in Nederlandsch Limburg. Men dacht eerst dat de kolenlagen een einde namen tegen de Maas. Daar was niets van aan. Zij steken de Maas over, naar ik meen, ten Noorden teruggaande in vorm van golf, dan gaan zij van het Oosten naar het Westen door geheel Belgisch Limburg tot in de provincie Antwerpen. Maar daar buigt zich de geheele vorming nog al sterk ten Noorden. Dank vooral aan de boring van Kessel ten N.-O.-O. van Lier heeft men die verandering van richting kunnen bepalen. Die boring heeft eerst den kolenhoudenden kalksteen, toen de devon-formatie bereikt, terrein waarin zij werd voortgezet, ten einde aan een hoogst wetenschappelijk belang te voldoen.

Zooals de kaart het aanduidt, gaat de rand van het bekken, in blauw afgebeeld, van Lanaken uit, ten Noorden van Maastricht, gaat ten zuiden van Hasselt en van Diest, wijkt verder af in richting ten Oosten van Aarschot en Kessel-bij-Lier.

Van daar uit schijnt het zich te moeten richten naar Yorkshire in Engeland, doorgaande den zuid-westelijken hoek van het koninkrijk der Nederlanden.

Deze afwijking deed aan vele ingenieurs alle hoop verliezen op het vinden van kolen beneden en zelfs ten Noorden van het grondgebied der stad Antwerpen.

Steunende op sommige gegevens van boringen te Kessel en te Santhoven, wanhoop ik niet aan het bestaan van kolen, althans op zekeren afstand benoorden Antwerpen, hoewel het aan vroegere waarschijnlijkheid verloren heeft.

Eene tegenovergestelde buiging ten Zuid-Westen van Santhoven is niet onmogelijk.

De tweede strook van den heer Hanrez zou veel in belangrijkheid verliezen en wat ik zegde in mijne eerste mededeeling omtrent eene mogelijke exploitatie onder de lage gronden der polders, ook meer ongepast blijken, hoewel toch, als beginsel, zijn belang behoudende.

Terugkeerende naar Limburg, doe ik opmerken dat naar het Westen gaande, het kolengewelf van Kerkrade vaneen scheurt en plaats maakt, onder de losse aardlagen, voor het oprijzen van oudere terreinen.

De twee kolenterreinen scheiden zich dan duidelijk in twee dalen, zooals wordt aangetoond door de schoone doorsnede van de heeren Habets, dwars door de twee belgische bekkens; deze doorsnede is aangeduid door

een verticaal vlak gaande én door de oude kolenmijn Cockerill, te Seraing, én door de onderzoekingen in Belgisch Limburg gedaan door de maatschappij van dien naam.

De kromme lijnen in zwarten inkt zijn lijnen op gelijke hoogte als de grondgebergten onder de oppervlakte der zee. Zij zijn van deze beteekenis dat, moest men boringen of putten maken op eene dezer lijnen, zij de grondgebergten zouden raken op gelijke diepte, ongerekend het verschil der hoogtepunten van de ingangen der putten boven de gezegde oppervlakte der zee.

Dit zou een kolenterrein zijn geheel binnen de door mij aangewezen blauwe lijn.

Wij zullen thans spreken over wat men kent van de gedaante en den aard der gevonden kolenlagen.

Tot op dit oogenblik werden 50 boringen ondernomen in de provinciën Limburg en Antwerpen.

Zeven en dertig van die boringen hebben kolen bereikt; 6 zijn nog niet door de losse terreinen; 4 bleven steken in triasrotsen en 3 bereikten de oorspronkelijke grondlagen, ouder dan steenkool, doch waren van overgroot belang als uitslag.

De onderzoekingen deden drie groepen lagen ontdekken, die alle lichtelijk naar het Noorden overhellen: de groep steenkolenlagen die zeer veel licht vervliegende stoffen bevatten; de groep lagen vette steenkool waar men die stoffen minder in vindt; de groep lagen magere steenkool waar ze zeer weinig in voorkomen.

De derde groep is van de tweede gescheiden door eene groote tusschenruimte van niets opleverende bergen; de aderen van die derde groep liggen zelf wijd uiteen en, zooals in Westfalen en ook meest in ons waalsch kolenbekken, is het onderste gedeelte der Kempische vorming zonder steenkool.

Die onderscheiden aard liet toe de gedaante dier verschillende groepen te schetsen.

(*De heer Harzé duidt op de kaart deze verschillende groepen van lagen aan, die zich Noord-Westwaarts ontvouwen.*)

Doch men dient er eenig voorbehoud bij te maken.

Eerstens kan de steenkool van eene zelfde laag van aard veranderen van een punt van het kolenbekken naar een ander. Dan, zooals de bewerkers van de kaart het deden opmerken, kunnen de ontledingen der kolen, in de verschillende laboratoria, niet met dezelfde voorzorgen zijn geschied voor de zuivering der stalen.

Volgens de mededeeling onlangs gedaan, te Luik, aan de Vereeniging van ingenieurs en aan het geologisch genootschap van België, zou het aantal ontdekte lagen bij de 40 zijn, hebbende eene dikte van 0^m50 tot 1^m60.

De kleine laagjes onder de 0^m40 worden niet geteld.

Dat is reeds een zeer schoone rijkdom; doch hij komt niet overal voor.

Sommige boringen brachten zelfs zeer weinig aan en het zou jammer zijn indien de speculatie er zich van meester maakte.

De diepten die de boringen in het kolenterrein bereikten verschillen van 450 tot bij de 800 meter. De losse aardlagen, bestaande uit verschillende kleisoorten, uit waterbevattend zand, uit kalkachtige mergelaarde, uit keisteen en andere rotssoorten zijn machtiger naar het Noorden; doch ook de rijkdom der kolenlagen vermeerdert in die richting.

In dit laatste opzicht schijnen de domeinen van Beverloo en van Wortel-Merksplas goed gelegen om een grooten mineralen rijkdom te bevatten.

Gij zult bemerken dat in het Noorden van het Westfaalsche kolenbekken, op de kaart, in rood bruin, eene bijzondere vorming voorkomt. Die formatie, tot de trias behoorende, vinden wij weder te Eelen, alsmede in sommige naburige plaatsen. In laatstgenoemde vorming zal men lagen zout en ijzererts kunnen aantreffen.

Wat de losse aardlagen aangaat, waarvan gij u een denkbeeld kunt vormen door die groote en uitgewerkte doorsneden van boringen, eveneens te mijner beschikking gesteld door de heeren Habets, hun bestaan herinnert aan den draak uit de fabel of uit de legende, den toegang verdedigende tot de schatten der oudheid.

Om onze nieuwe minerale rijkdommen te bereiken zal men al de scherpzinnigheid, al de vernuftigheid en al de geestkracht behoeven van onze ingenieurs, alsmede al de behendigheid en al de dapperheid van onze werklieden.

Hier moet ik er op wijzen dat die scherpzinnigheid, die vernuftigheid en die geestkracht werden gevonden bij een ingenieur die nog tot de onzen behoort. Ik bedoel Jozef Chaudron, hoofdingenieur honorair der mijnen, die door de toepassing van zijn stelsel, dat klassisch geworden is, in geheel Europa en met name in Duitschland, putten heeft geboord dwars door waterhoudende terreinen.

In een gisteren ontvangen brief schreef mij de heer Chaudron :

« Wat het boren betreft van putten in de terreinen van het Noorden, ik » zie daarin geene onoverkomelijke bezwaren; maar het zal lang duren » en veel kosten. »

Ik besluit met deze meening van den eerbiedwaardigen en uitstekenden tachtigjarigen ingenieur.

***

Hertog d'Ursel dankte den achtbaren directeur-generaal honorair voor deze nieuwe mededeeling welke aan de leden der commissiën toeliet een nauwkeurig begrip te hebben van de onderzochte gedeelten der kolenlagen van de Kempen.

Tijdens de algemeene beraadslaging die toen hervat werd over de wetsontwerpen van den heer Hanrez, ontvouwde de heer Finet, op zijne beurt, een stelsel meer overeenkomstig met dat van de heeren Denis en Vandervelde dan met dat van den heer Hanrez. Al de lagen van het Noorden van België zouden, volgens dat plan, gemeenschappelijk eigendom worden.

De bijzondere nijveraars, de ontdekkers en de aanvragers om concessie zouden worden afgewezen en geen enkele concessie bekomen.

De oprichting der kolenmijnen zou aan eene Nationale maatschappij worden toevertrouwd, op dezelfde wijze ingericht als de Nationale maatschappij van buurtspoorwegen.

Zij zou « *het werktuig* » scheppen.

Anderzijds zouden de exploitatie, de uitdelving en de verkoop van steenkool aan de bijzondere nijverheid worden overgegeven.

Ziehier, overigens, de termen van het voorstel van den heer Finet.

VOORSTEL VAN DEN HEER FINET TOEGELICHT IN DE ZITTING VAN 27 DECEMBER 1902.

« Het Kempische kolenbekken moet collectief eigendom worden.

» De Regeering moet, rechtstreeks en zelf, de concessies in staat van » exploitatie stellen, naar gelang der behoeften, en zij moet de eigenlijk » gezegde exploitatie, onder haar toezicht, toevertrouwen aan de bijzondere » nijverheid, in het algemeen belang. »

De dus gestelde oplossing kan worden bekomen door het tot stand brengen, voor het ontginnen van dit nieuw kolenbekken, van een speciaal organisme zooals men het deed toen er sprake was het net te maken van de kleine spoorwegen.

Hoedanig was toen de toestand ?

Concessie-aanvragen waren reeds ingekomen en zelfs waren er al lijnen vergund ; doch de Regeering meende, terecht, dat een spoorweg collectief eigendom moet zijn en zij verordende de inrichting van een Staatsorganisme bijzonder ingericht voor het maken en exploiteeren van spoorwegen.

Zij wilde niet, zooals vroeger geschiedde en nog geschiedt voor de ijzerenwegen met gewoon spoor, zelf maken en rechtstreeks exploiteeren het nieuwe net dat men voorzag te zullen nemen eene meer en meer aanzienlijke uitbreiding, wat het ook dagelijks doet : zij schiep de *Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen.*

Deze instelling beantwoordde aan de gekoesterde verwachtingen.

Het kapitaal wordt gevormd door den Staat, de provincie en de belanghebbende gemeenten : een deel van het kapitaal kan door particulieren worden ingeschreven.

De Maatschappij maakt de lijnen, voorziet die van het vast en het rollend materiëel, doch exploiteert ze alleen bij uitzondering ; zij laat de exploitatie, dat is het gedeelte van elke lijn dat de nijverheid of den handel betreft, over aan de bijzondere nijverheid, voor ten hoogste dertig jaar.

Waarom niet aldus gehandeld voor het Kempische kolenbekken ?

Waarom niet dat organisme ingericht van bouw en toezicht der exploitatie en de exploitatie, de uitdelving en den verkoop van steenkool toevertrouwd aan de bijzondere nijverheid ?

Moest men dat organisme maken, dan zou zijne eerste zorg zijn de geheele uitgestrektheid van het bekken te onderzoeken door nieuwe boringen en zou deze Maatschappij onmiddellijk putten kunnen graven op twee of drie gegeven plaatsen, werktuigen plaatsen, gebouwen oprichten en, zoodra een kolenmijn opgericht is, de exploitatie ervan openbaar aanbesteden. De voordeelen van zulk een stelsel springen in het oog ; sommen wij er enkele van op :

1° De kolenmijn zou gevestigd worden met zoo min mogelijk lasten. De *Nationale Maatschappij* zou zich wenden tot specialisten voor het maken der putten en het plaatsen der machines, zooals de aanvragers om concessie het doen zouden ; de kosten van inrichting zouden dezelfde zijn, doch daar de *Nationale Maatschappij* zich de kapitalen aan betere voorwaarden

kan verschaffen, zou de geldelijke last voor de *Nationale Maatschappij* veel minder zijn dan voor eene bijzondere maatschappij ;

2° Het noodige bedrijfskapitaal zou tot het minste beperkt worden. Het zou betrekkelijk zeer gering zijn, daar het voldoende zijn zou een borgtocht te stellen en de voorschotten te doen van het arbeidsloon en van de voorwerpen van verbruik. Dat beteekent niet veel bij het begin eener exploitatie van deze soort ;

3° De mededinging zou zoo ruim mogelijk zijn. Al de groote kolenverbruikers en groepen van mijnwerkers zouden mededingen, er belang bij hebbende exploitant te worden. Zij zouden dit met een klein kapitaal kunnen doen.

Noemen wij eenige soorten van mogelijke inschrijvers :

De meeste der metallurgische inrichtingen bezitten geene kolenmijnen, evenmin als de glasblazers, de fabrikanten van chemische voortbrengselen, de gasfabrieken, de stokers, de suikerfabrikanten, enz. Deze nijveraars zouden syndicaten kunnen vormen, die de exploitatie eener kolenmijn konden ondernemen. Niet meer, zooals heden, bedreigd zijnde de kolen aan overdreven prijzen te betalen, zouden zij, vooral voor den vreemde, leveringen aannemen op langen termijn, want eene grootere vastheid van inkoopsprijs zou volgen uit het opdoen van kolen aan een bijna vasten prijs verzekerd.

Samenwerkende vereenigingen van kolenwerklieden zouden zelf ook één of meer kolenmijnen exploiteeren.

Welk een onberekenbaren invloed zou de tusschenkomst dier *werkliedenexploitanten* hebben op onze politieke, staathuishoudkundige en sociale toekomst!

Hoe katholiek Limburg ook zij, zal de verleening der concessies onder het huidig stelsel, van zelf, uit het werkersoogpunt, dezelfde uitslagen geven, die zich hebben voorgedaan in al onze thans bestaande kolenbekkens.

Daarentegen zouden deze samenwerkende vereenigingen van *werkliedenpatroons* natuurlijk zijn samengesteld uit mannen van orde : katholieken, liberalen of socialisten. Zij zouden nooit werkstakingen doen, daar zij zelf het geheele personeel zouden benoemen, den ingenieur-directeur er onder begrepen ; zij zouden de verkoopprijzen bepalen, de loonen, enz.

Op een bijzonder punt roepen wij de aandacht van de voorstanders eener koopvaardijvloot.

Het ware misschien het zekerste middel om eene vereeniging van reeders mogelijk en winstgevend te maken ; eene kolenmijn exploiteerende in de buurt van Antwerpen, zou zij de lading der schepen kunnen aanvullen met hare eigen steenkolen en zelfs geheele scheepsladingen kolen naar verre landen verzenden en van daar eene vooruit aangewezene lading gaan afhalen.

Dat ware eene vermindering van de invoervracht in België en zou het vertier in onze havens aanzienlijk doen toenemen. De bestaande kolenmaatschappijen zouden ook mededingen bij de aanbestedingen voor de exploitatie van de nieuwe kolenmijnen.

Het lastkohier zou natuurlijk de exploitanten beletten samen te spannen tot het vaststellen van te hoog opgevoerde prijzen. Die prijzen zouden

geregeld worden door de wet van vraag en aanbod, zooals voor alle andere koopmansgoederen.

De *Nationale Maatschappij tot ontginning der kolenmijnen* zou de vergelding voor hare kapitalen vinden in eene vaste som jaarlijks betaald door de aannemers, daarenboven een lagen cijns per ton uitgedolven steenkool, en, ten slotte, in het zooveelste deel dat de aannemer aan de *Nationale Maatschappij* zou afstaan van zijne jaarlijksche winst.

Het is niet aannemelijk dat alle kolenverbruikers, dat is alle Belgen, voor hun persoonlijk verbruik, en alle nijveraars van het land blijven blootgesteld om voor deze aan allen onmisbare brandstof te betalen wat eene zeer kleine minderheid van burgers, exploitanten van kolenmijnen, zou verlangen (1).

***

Na deze toelichtingen en de beraadslagingen waartoe zij aanleiding gaven, deed de heer De Lantsheere opmerken dat de vereenigde Commissiën in den gegeven staat der bespreking, geene stem kunnen uitbrengen over de verschillende opgeworpen vragen en een bepaald ontwerp opmaken. Wanneer er sprake is van de herziening eener organieke wet, zoo gewichtig als de wet van 21 April 1810, wanneer er sprake is daarvoor een geheel verschillend stelsel in de plaats te stellen, dan moet de Regeering eerst haar advies uitbrengen, de oplossingen voorbereiden en de teksten, zoo noodig, gereed maken. De Wetgeving kan eerst daarna tusschenbeide komen. De besproken vraagstukken zijn op dit oogenblik onderworpen aan de beraadslagingen der beide Kamers.

Van haren kant heeft de Regeering, naar het schijnt, haar voornemen doen kennen de wet van 1810 te herzien vooraleer andere concessies te verleenen. Het ware wenschelijk al deze pogingen te centraliseeren en te vereenigen en allereerst de voornemens der Regeering te kennen.

In antwoord aan den heer De Lantsheere, bevestigde de Minister van Arbeid zijn voornemen om een ontwerp van herziening der wet van 1810 in te dienen, daar de gepastheid eener gedeeltelijke herziening gegrond werd bevonden. Hij verklaarde, met dit doel te hebben gevraagd de meening van den Raad der Mijnen en het Bestuur der Mijnen te hebben geraapleegd. Hij voegde erbij dat de uitslag dier werken hem binnen drie maanden uiterlijk zou worden medegedeeld en dat hij van dan af in staat zou zijn, binnen korten tijd het ontwerp tot herziening der wet te bereiden. Hoewel hij genoodzaakt was thans voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers de wet op de ongevallen te verdedigen, beloofde de Minister al wat in zijn vermogen was te doen om de oplossing te verhaasten; want hij verstaat ten volle de noodzakelijkheid en de dringendheid der beslissing van de Regeering in zake der nieuwe mijnconcessies van Limburg.

Tegenover die verklaring van den Minister van Arbeid in naam der Regeering, was het te houden gedrag geheel aangewezen. De heer De

---

(1) Zie in bijlage XI eene aanvullende nota, aan den verslaggever na de zitting van 27 December door den heer Finet medegedeeld.

Lantsheere en de Verslaggever toonden het aan. De verdaging was onvermijdelijk.

Eenparig besloten de vereenigde Commissiën dat elke stemming thans voorbarig zoude zijn en dat men den uitslag moest afwachten van het door de Regeering bevolen onderzoek; nota nemende van de belofte van den Minister van Arbeid om spoed te maken.

Den Verslaggever werd opgedragen, in een voorloopig verslag de redenen te doen kennen der voorgestelde verdaging en aan den Senaat een *algemeen Vertoog* aan te bieden van de belangrijke vraagstukken in den schoot der Commissiën geopperd ten gevolge van de nederlegging der wetsontwerpen, alsmede het beknopt verslag der bespreking.

Van die opdracht zochten wij ons te kwijten.

Gelukkig zouden wij ons achten indien wij eenigszins het werk van den Senaat vergemakkelijkten en hem eenige nuttige elementen verschaften voor de oplossing der ernstige vraagstukken die hem zijn voorgesteld. Een rijkdom van onmetelijke waarde viel ons land te beurt. Van het gebruik dat wij ervan maken zullen, hangt waarschijnlijk de welvaart af onzer nijverheid voor de toekomende eeuw. Het is onze dure plicht de Natie omtrent dit eventueel belang in te lichten, omtrent de gevolgen der verschillende voorgestelde stelsels en omtrent de dringendheid van de door de openbare machten te nemen besluiten.

***

Ten gevolge der eerste mededeeling van den heer Harzé, betreffende de vroegere *remises à forfait* in Henegouw, heeft de Verslaggever zich gewend tot den directeur-generaal der kolenmijnen « Rieu-du-Cœur » ten einde de voorwaarden te vernemen van dat soort onderneming, welke het Bestuur der Mijnen verklaarde niet te kennen. Het was een gewichtig punt dat diende nauwkeurig bepaald in het stelsel van den heer Harzé evenals in dat van den heer Finet en den heer Hanrez.

Met groote bereidwilligheid heeft de heer directeur François ons die wel willen verschaffen.

Dus luidt zijn antwoord :

BRIEF VAN DE MAATSCHAPPIJ DER KOLENMIJNEN RIEU-DU-CŒUR.

Quaregnon, den 3n Januari 1903.

Den heer Dupont, Ondervoorzitter van den Senaat,
Luik, 8, Rouveroystraat.

Ik had de eer uwen brief van 30 December jongstleden te ontvangen.

Gedurende eene eeuw werd de concessie Rieu-du-Cœur slechts geëxploiteerd door « forfaiteurs ». De Hoofdmaatschappij bezat alleen een put tot leegpomping om de werken van sommige aldus aanbesteede mijnen droog te maken.

Thans blijft ons slechts één pachter-ondernemer over : de Maatschappij genaamd « *Société du Couchant du Flénu.* »

De door de Hoofdmaatschappij geheven penning verschilde. Het was de 1/8, de 1/9 of de 1/10 *mand* volgens den rijkdom der kolenlaag, de voorwaarden van exploitatie, van leegpomping, enz.

Oorspronkelijk werd de penning in natura geheven. Op kosten van den ondernemer stelde de Hoofdmaatschappij bij ieder der putten van de aldus verpachte mijnen een zeker aantal agenten, die de uitdelving, de verzending, de hoedanigheid en de soort der kolen nagingen.

De Hoofdmaatschappij belastte zich met den verkoop der opbrengsten van haren penning.

Dit stelsel gaf aanleiding tot moeilijkheden, waarvan eene der ergste was de weinige zorg door den ondernemer besteed aan de zuivering der kolen die hij als penning leverde, wat den verkoop ervan bemoeilijkte.

Later hief de Hoofdmaatschappij haren penning in geld in plaats van in natura, dat is te zeggen nam zij 1/8, 1/9 of 1/10 van de waarde der uitgegraven kolen. Niettegenstaande het recht dat de Maatschappij Rieu-du-Cœur zich voorbehield om, na voorafgaande waarschuwing, haren penning opnieuw in natura te nemen, maakte zij van die bevoegdheid geen gebruik.

Men mag niet zeggen dat deze nieuwe wijze van inning van haren penning geene bezwaren opleverde — de regelingen der rekening zijn dikwijls zeer lastig geweest.

De verbrokkeling der concessie Rieu-du-Cœur in *remises à forfait* bood moeilijkheden aan met het oog op hare inrichting eerstens. Dan speelde de kwestie van leegpomping eene groote rol van wege de bereikte diepten, daar de ondernemer, zooveel mogelijk, zijne exploitatie leidde in de voor hem meest voordeelige richting, en zich weinig bekommerde om de lasten die hij aan de Hoofdmaatschappij zou achterlaten, na het einde van zijne overeenkomst.

De lasten en moeilijkheden namen ook toe met de diepte en zoodoende werd het voor de ondernemers, op zekere oogenblikken, hoogst bezwarend eenen penning te betalen.

Om deze en andere redenen, te lang om uiteen te zetten, heeft de Maatschappij Rieu-du-Cœur hare « forfaits » teruggenomen of ineengesmolten. Er blijft ons niets over dan de *couchant du Flénu* aan wien de Maatschappij Rieu-du-Cœur de geheele concessie overliet, zich een deel voorbehoudende in de winsten in plaats van een penning.

Hiernevens zult gij, meen ik, voldoende inlichtingen vinden om te verstaan wat onze voorwaarden konden zijn bij die overeenkomsten, genaamd *remises à forfait*.

Ten slotte geloof ik wel te doen u te wijzen op eene andere bijzonderheid der concessie Rieu-du-Cœur.

Oorspronkelijk bestond de concessie Rieu-du-Cœur slechts in eene groep lagen liggende onder andere concessies die uit groepen lagen bestonden.

De eerste groep der concessie Rieu-du-Cœur werd gekocht van de familie Richebé ; toen, achtereenvolgens door het octrooi van andere daaronder liggende concessies, zijn wij er toe gekomen het geheel te bezitten.

De eerste groep der concessie Rieu-du-Cœur werd afgestaan door Richebé voor 23,500 pond, met betaling, daarenboven, aan dezen of

aan zijne erfgenamen van het 1/30 van al de kolen die in die concessie zouden worden uitgegraven, behalve de kolen voor het verbruik. Dit dertigste moest worden geleverd in geld, frank en vrij van alle kosten, welke ook.

De overeenkomst met Richebé werd gesloten in 1783 als wanneer alle kolen werden verzonden tegen gereed geld en zooals zij uit de putten voortkwamen.

Later, toen die kolen moesten geleverd worden aan wal of spoorweg, geklasseerd in hoedanigheid en soorten, kwamen de moeilijkheden voor in het regelen van den penning Richebé, waarvan de concessie nog niet geheel afgeloopen is.

Mochten al deze inlichtingen niet voldoende zijn, zoo houd ik mij ter uwer beschikking om ze te volledigen in een onderhoud, zoo gij dit wenscht.

Ontvang, Mijnheer, de verzekering mijner hoogachting.

L. FRANÇOIS.

Overzicht van de voorwaarden der overeenkomsten genaamd « remises à forfait ».

---

a) Grenzen van den omtrek der « remise à forfait » : diepte.

b) De in pacht nemende Maatschappij moet, volgens de wet, de loodrechte grenzen ontzien gaande langs de grenzen van concessie der Maatschappij Rieu-du-Cœur; zij mag zich niet verzetten tegen de rechtmaking dier grenzen met de naburige Maatschappij, indien het der Hoofdmaatschappij geliefde eene rechtmaking te doen.

c) De ondernemende Maatschappij was aansprakelijk, zonder eenige uitzondering of eenig voorbehoud, voor alle schade, welke ook, die zou kunnen ontstaan door hare exploitatiewerken.

d) De huurcontracten werden gemaakt tegen betaling door de ondernemende Maatschappij van een cijns of penning vertegenwoordigd door 1/8, 1/9 of 1/10 enz. van de *waarde* der uitgedolven kolen en « chauffours », dat zijn met aarde vermengde kolen, of 1/8, 1/9 of 1/10 enz. der uitgedolven *hoeveelheid*.

Waren vrij van den penning de kolen, verbruikt voor de behoeften der machines gebezigd voor de verschillende diensten der exploitatie van de kolenmijn, die, verbruikt in de reparatie-werkplaatsen, bureelen of warmvertrekken, woonplaats der directie, enz.

e) De wijze van heffing kon veranderen : in geld of in natura mits overeentekomen voorafgaande kennisgeving.

Nam de Hoofdmaatschappij haren penning in natura, dan moest zij elke week hare kolen doen weghalen, de geheele opbrengst nemende van eenen dag per put en fr. 0-30 per ton betalende voor kosten van zuivering, uitzoeken, enz.

Nam de Hoofdmaatschappij, voor haren penning, de waarde der steenkolen, dan geschiedden de betalingen maandelijks bij hoeveelheden en soor-

ten, volgens de jaarlijksche verkoopprijzen door den ondernemer verkregen, na aftrek van onderstaande kosten van de algemeene ontvangst :

Kosten van opslaan ;

Huur der magazijnen ;

Kosten van korting, premiën, commissies ;

Kosten van boekhouding medegebracht door de ontvangst of den verkoop ;

Verlies op den verkoop ;

Kosten van verzending ;

Deze opsomming was nauwkeurig bepaald.

f) Bij het hoofdstuk : Toezicht en bewaking, werd gezegd dat de Moedermaatschappij het recht zou hebben, door hare agenten te doen bewaken al de werken, van welken aard ook, zoo boven- als ondergronds, die de ondernemende Maatschappij zou doen uitvoeren. « Zij zal, bijgevolg, » kunnen doen nazien, wanneer het haar past, de putten en de exploitatiën » van den ondernemer en deze zal haar de middelen daartoe moeten verge- » makkelijken en de hindernissen verwijderen die deze bezoeken zouden » kunnen verijdelen of belemmeren.

» Om bijzonderlijk te kunnen toezien op de uitdelving, den verkoop » buiten, de verzending en de samenstelling der kolen, zal de » Maatschappij Rieu-du-Cœur aan ieder der verpachte putten een » zeker getal bewakers plaatsen ; dezen zullen worden gekozen en » betaald door de Hoofdmaatschappij, die hun aantal zal bepalen.

» Om rekening te houden met de kosten van toezicht, door de Hoofd- » maatschappij uit te oefenen, verbindt zich de ondernemende Maat- » schappij te betalen aan de Maatschappij Rieu-du-Cœur, behalve den » penning van 1/8, 1/9 of 1/10, waarvan hooger sprake is, zes en een » halven centiem per ton uitgedolven steenkool en « chauffours », aan den » penning onderworpen. Deze som van zes en een halven centiem per uitge- » dolven ton maakt een vast akkoord uit : om geene enkele reden zal daar » iets op worden afgekort. »

g) *Leegpomping*. — Indien de ondernemer in het bezit was van middelen tot leegpomping, dan geschiedde de waterloozing op zijne kosten. Moest de leegpomping geschieden door de Hoofdmaatschappij, dan waren de kosten ten laste van den ondernemer.

h) Eene ruimte van bepaalden omvang moest in alle lagen rondom de putten worden gelaten.

i) Het was bepaald dat, bij het eindigen van het contract, om welke oorzaken ook, de Hoofdmaatschappij eigenares werd, zonder daarvoor eenige vergoeding verschuldigd te zijn, van al de putten der ondernemers, welke putten altijd in goeden staat van onderhoud moesten zijn.

Ten overige verbond zich de ondernemer, in geval de Hoofdmaatschappij dit wenschte, zijne terreinen af te staan (in eigendom of huur), gebouwen, machines, inrichtingen van welken aard ook, tegen een in 't minnelijke overeen te komen prijs of volgens schatting, alleen acht gevende op den verkoopprijs dier voorwerpen.

j) Bij het hoofdstuk *Uitvoering der werken* werd gezegd dat de werken van den ondernemer zullen moeten worden uitgevoerd « op de wijze die het

» meest voordeelig is voor het beheer zijner concessie en voor de algemeene
» inrichting van de exploitatie ; in één woord, volgens al de regels der
» kunst. Hij zal aansprakelijk blijven, zoowel tegenover het bestuur der
» mijnen als tegenover derden, voor al de ongevallen, schadevergoedingen,
» die hunnen oorsprong konden nemen in de exploitatie door hem gedaan,
» evenals voor elk misdrijf en elke overtreding waaraan hij zich in eenig
» opzicht zou kunnen schuldig maken. De ondernemer zal ook stiptelijk
» moeten naleven de verschillende wetten, besluiten, verordeningen,
» onderrichtingen, uitgaande van de hoogere macht en het bestuur der
» mijnen en die hem zouden worden overgemaakt, hetzij rechtstreeks,
» hetzij door tusschenkomst der Hoofdmaatschappij. »

k) De ondernemer moest al de voor exploitatie vatbare lagen uitdelven en mocht er geen enkele overslaan zonder de toestemming der Hoofdmaatschappij. Eene laag werd beschouwd als niet vatbaar voor exploitatie wanneer de waarde van de steenkool niet opwoog tegen de te maken kosten voor hare uitdelving, met inbegrip van den penning.

l) De belastingen en cijnsen, welke ook, vielen ten laste van de ondernemers, hetzij zij kwamen van den Staat, van de provincie of van de gemeente.

m) De ondernemer mocht het geheel of een gedeelte der lagen van zijne exploitatie niet afstaan, zonder het geschreven verlof der Moedermaatschappij. Hij mocht er evenmin andere uitdelven dan die hem in pacht werden overgelaten door de maatschappij Rieu-du-Cœur.

n) De maatschappij Rieu-du-Cœur behield zich het recht voor om, in den omtrek dien zij bij aanneming overliet, alle werken uit te voeren, welke ook, boring van putten enz., behalve, wel te verstaan, de exploitatie der lagen van de « remises à forfait ».

De Hoofdmaatschappij behield zich ook het recht voor om te beschikken over de gedeelten der aderen die als ongeschikt voor exploitatie werden beschouwd of door den ondernemer werden verlaten.

o) Hypothecaire toestand. — De onroerende goederen der ondernemers moesten altijd vrij en onbezwaard zijn van hypothecaire lasten.

p) Verschillende bepalingen. — Zeer veranderlijk voor elken ondernemer, vooral wanneer men de uitvoering van deze of gene werken op het oog had.

q) Kosten van registratie enz., ten laste der ondernemers.

***

Deze inlichtingen veroorloven ons te oordeelen wat het lastkohier zou kunnen zijn voor het afstaan der kolenmijnen, ingericht op kosten van den Staat, aan in pachtnemende vereenigingen, coöperatieve- of werkersvereenigingen. Wij voegen bij dit stuk de hollandsche wet van 1845 op den afstand aan den spoorweg Aken-Maastricht der domaniale mijn van Kerkrade (Limburg). (Zie bijlage X.)

***

Een achtbare senator van Limburg, de Heer Meyers, deed tijdens de bespreking de groote voordeelen uitschijnen, die de aanstaande exploi-

tatie der mijnlagen zou opleveren voor de werkersbevolking van deze provincie. Thans vooral, zegde hij, zijn onze werklieden verplicht hunne haardsteden en hunne huisgezinnen te verlaten om, onder bezwarende voorwaarden, elders werk te gaan zoeken.

Op voorstel van een achtbaren senator, Graaf Goblet d'Alviella, heeft de Verslaggever aan den Minister van Openbare werken gevraagd of hij aan den Senaat inlichtingen kon geven over bedoelde dagelijksche of wekelijksche uitwijking van onze landbouwers naar de nijverheidscentrums.

Ziehier het antwoord van den heer Liebaert:

» Brussel, 3 Januari 1903.

« *Den Heer Dupont, Ondervoorzitter van den Senaat, Verslaggever van*
» *de Commissie van den Senaat belast met het onderzoek van het wets-*
» *voorstel betrekkelijk de mijnkwestie van het noorden van België.*

» HEER SENATOR,

» Gevolg gevende aan uwen brief van 22 December laatstleden, heb ik de eer u te doen weten dat het gemiddeld getal werklieden, die zich dagelijks begeven uit de vlaamsche provinciën naar de kolendistricten van het walenland en Noord-Frankrijk, 1,834 bedraagt.

» Het zal misschien van nut zijn aan de Commissie van den Senaat mede te deelen dat, gemiddeld, 1,724 werklieden van dezelfde provinciën, die ook in de hierboven vermelde districten arbeiden, zich voorzien van werklieden-abonnementen, die hun toelaten dagelijks in hunne haardsteden terug te keeren.

» Aanvaard, Heer Senator, de verzekering mijner hoogachting,

» JUL. LIEBAERT. »

III. — CONCLUSIËN DER VEREENIGDE COMMISSIËN.

In de zitting van 10 Januari 1903, hebben de Commissiën, na gehoord te hebben de lezing van het verslag en dit te hebben goedgekeurd, eenparig de volgende beslissing genomen :

» De vereenigde Commissiën van Justitie en van Nijverheid en Arbeid » stellen den Senaat voor, op grond van de beweegredenen uitgebracht » in het verslag en als gevolg van de verklaringen der Regeering, het » onderzoek te verdagen :

» 1° Van het wetsontwerp tot wijziging der wetgeving op de mijncon- » cessies, neergelegd op 24 December 1901 door de heeren Hanrez, Houzeau, » Delannoy en Finet ;

» 2° Van het ontwerp neergelegd door den heer Hanrez op 11 Maart 1902, » den Staat strooken voorbehoudende in het nieuw kolenbekken van » het Noorden van België. »

Deze verdaging zou echter slechts voorloopig zijn. Die verschillende ontwerpen blijven aanhangig bij uwe Commissiën en deze hebben het voornemen de bespreking ervan te hernemen, zoodra zij in het bezit zullen zijn van de elementen van het onderzoek, door de Regeering aangevangen.

De Verslaggever,
Voorzitter der Commissie van Justitie,

EMILE DUPONT.

De Voorzitter der vereenigde Commissiën,
Voorzitter der Commissie van Nijverheid en Arbeid,

Hertog D'URSEL.

BIJLAGEN.

I

Voorstellen van den Heer Hanrez.

(2)

Wetsvoorstel van de heeren Hanrez en medeleden, tot wijziging van de bestaande wetten op de mijnconcessies.

(Aangeboden in de Senaatsvergadering van 24 December 1901.)

TOELICHTING.

De overgroote rijzing van den prijs der kolen, rijzing die gedeeltelijk blijft voortduren ondanks de nijverheidscrisis, is zoo noodlottig voor de particulieren als voor onze nijverheid. Wij dienen te onderzoeken of zij gerechtvaardigd is en niet veeleer werd begunstigd door zekere gebreken van de wetgeving die thans van toepassing is op de mijnconcessies.

Wat is, of liever wat zou de juridische toestand moeten zijn van den concessionnaris eener mijn? Kan zijn recht worden beschouwd als een gewoon eigendom, uitsluitend beheerd door het burgerlijk recht? Is hij, integendeel, de eenvoudige concessionnaris van een landsheerlijk recht, van een recht van den Staat, dat hij tot zending heeft in het algemeen belang te exploiteeren, doch mits zekere bijzondere voordeelen die zijnen arbeid moeten vergelden? Deze tweede manier van de kwestie te beschouwen is diegene welke het best schijnt overeen te komen met den aard der zaken, met de algemeene beginselen van recht en met het sociaal nut.

Deze stelling is die van De Fooz in zijn werk over de wetgeving der mijnen (bl. 16 en volgende); het is ook die, uiteengezet door Delebecque in zijn *Traité sur la législation des mines en France et en Belgique* (1ste bd., nrs 10 en volgende).

Zij was overigens bekrachtigd door het 1ste artikel der wet van 12-28 Juli 1791, volgens welke de mijnen ter beschikking waren van de natie en alleen met hare toestemming en onder haar toezicht mochten ontgonnen worden. Wel is waar verleende die wet eene vergoeding aan de eigenaars van de oppervlakte, doch deze vergoeding was verschuldigd wegens de schade die de ontginning kon veroorzaken aan den eigenaar van den grond. Dat wordt uitgelegd in artikel 21 der wet : « De vergoeding betreft alleen de niet-genieting en de schade aan de eigendommen veroorzaakt door de mijnontginning. » Dus is zij niet de afkoop van een recht.

De wet van 21 April 1810 gaat uit van een gansch ander beginsel; zij eerbiedigt den in artikel 552 van het Burgerlijk wetboek geschreven regel: De eigendom van den grond brengt den eigendom mede van hetgeen er onder en boven is. Doch op dit gebied zooals op elk ander, heeft de eigendom niet een volstrekt karakter; hij die er in 't bezit van is kan daarvan de gevolgen beperkt zien om redenen van openbaar nut; zoo zegt de wet op de mijnen (art. 5) dat geene mijn mag worden ontgonnen, zelfs niet door den eigenaar van den grond, tenzij uit kracht eener concessie van

wege den Staat. Deze concessie kan, buiten allen twijfel, worden verleend aan anderen dan de eigenaars van de oppervlakte van den grond en het recht van dezen neemt den vorm aan van een cijns waarvan 't bedrag moet worden bepaald door de akte van vergunning.

De mijnwet erkent dus de eigendomsrechten van hen die de oppervlakte bezitten, doch ter zelfder tijd regelt zij de wijze waarop ze worden onteigend ten algemeenen nutte. En zelfs bestond niet in de wet van 1810 het recht van voorkeur dat artikel 11 der wet van 2 Mei 1837, houdende inrichting van den Raad der Mijnen, aan den eigenaar van den grond toekent.

Artikel 7 van die wet zegt wat het gevolg is van de acte van vergunning. « Het geeft een eeuwigdurenden eigendom van de mijn, welke bijgevolg beschikbaar en vatbaar is voor overdracht, zooals alle andere goederen, en waarvan men niet onteigend kan worden. » Hier weeral is de wet van 1810 het tegenovergestelde van de wet van 1791 ; volgens deze, immers, hadden de vergunningen maar een maximum-duur van 50 jaren en, ten hoogste, eene uitgestrektheid van 6 vierkante mijlen. De concessionnaris, die de ontginning niet voortzette, was vervallen van zijn recht.

De door Napoleon ingegeven wet huldigt integendeel den volstrekten en bepaalden afstand van een nationalen rijkdom en deze afstand kan allernadeeligst zijn voor het openbaar belang.

Ongetwijfeld nam de wetgever van 1810 zekere voorzorgen opdat de mijnen zouden worden ontgonnen op nuttige wijze, doch die voorzorgen waren volkomen ijdel en ondoeltreffend. Het beginsel van ontginning in 't belang der verbruikers wordt gesteld en bevestigd in de wettelijke teksten, doch deze teksten waarborgen dat beginsel niet door eenige bekrachtiging. Wij spreken hier niet van den aan den Staat verschuldigden cijns ; dat is een louter fiscale maatregel : al wie nijverheid of handel drijft moet den fiscus een gedeelte van zijne winsten afstaan ; daarin ligt niets dat de mijnontginningen eigen is. Doch in de tweede paragraaf van artikel 7 der wet van 1810 vinden wij den eersten maatregel waarbij de volstrekte vrijheid der ontginningen wordt beperkt. Deze tweede paragraaf verbiedt, inderdaad, den verkoop bij loten of de verdeeling der mijnen als men daartoe niet is gemachtigd door de concessiegevende macht ; en raadpleegt men de onderrichtingen van den Minister van Binnenlandsche Zaken betreffende de uitvoering der wet van 1810 (onderrichting van 3 Augustus 1810, in de *Pandectes belges* afgekondigd, v° *Mijnen*, bl. 355), zoo ziet men onmiddellijk waaromtrent de wetgever bezorgd was.

Bij den aanvang van die onderrichting bepaalt de Minister den aard van den eigendom door de acte van vergunning in 't leven geroepen : « In de » keuze der concessionnarissen zal men streng moeten zijn ten aanzien » van hunne gevatheden en bekwaamheid opdat de uitvoering van de » meest voordeelige wijze van ontginning der hun toegestane mijn ver» zekerd zij ; het is ook om de eenheid van opvatting en den samenhang » van werken, naar een vast plan, te verzekeren, dat de wet dit verschil » heeft genomen tusschen den eigendom van mijnen en de andere eigen» dommen ; dat eerstgenoemde niet bij loten mocht verkocht noch ver» deeld worden zonder machtiging van wege de Regeering in denzelfden » vorm als de concessie.

» Over 't algemeen is het goed dat de overdrachten slechts met goed-

» keuring der Regeering gebeuren, ten einde zich ervan te overtuigen, dat » zij die aanspraak willen maken op dien eigendom het doel der wet » bereiken en de noodige bevoegdheden tot uitvoering van de voorwaarden » der acte van vergunning bezitten. 't Is duidelijk dat, ware het niet zoo, » al de bezorgdheid der Regeering om de vergunningen alleen te verleenen » aan personen die in staat worden geacht ze vruchten te doen afwerpen, » zou op niets uitloopen, indien, ten gevolge der overdrachten, die eigen- » dommen in allerlei soort van handen overgingen. »

En verder, op die gedachte terugkomende, na te hebben bepaald de rechtspleging welke dient gevolgd om de splitsing eener mijnconcessie toe te laten, voegt de Minister erbij :

« In geval van eenvoudige overdracht bij verkoop of erfenis, kan de goedkeuring in denzelfden vorm geschieden. »

De stellers der wet van 1810 wilden dus dat de overdracht der geconcedeerde mijnen zou omringd zijn van bijzondere waarborgen en tevens ondergeschikt aan de machtiging der Regeering. Ongelukkiglijk komt de tekst der wet geenzins overeen met de uitlegging die daarvan werd gegeven door den Minister van Binnenlandsche Zaken van Napoleon I; de bewoordingen zijn uitdrukkelijk; de eigendom der mijn kan, zooals alle andere goederen, worden overgedragen; er bestaat alleen voorbehoud voor 't geval van verdeeling der concessie.

Men was echter insgelijks bekommerd om de bezwaren van de tegenovergestelde mogelijkheid, dat is die van al te uitgestrekte ontginningen, waardoor een enkel concessionnaris bijna volstrekt meester van de markt wordt gemaakt.

« De uitgestrektheid die de vergunningen van mijnen kunnen hebben, zegt de reeds aangehaalde onderrichting, wordt niet vastgesteld in de wet; het behoort aan het Beheer ze te bepalen naar den staat der mijnen en de plaatselijke omstandigheden. Derhalve zal men de slechte gevolgen van al te uitgestrekte vergunningen niet moeten duchten. »

Maar dat is een bepaald droombeeldige waarborg, indien de acte van vergunning recht geeft op eeuwigdurenden eigendom, vatbaar voor vrije overdracht, vermits niets de verschillende concessiehouders belet hare ontginningen tot ééne te maken.

Wat betreft het bestuurstoezicht, het wordt in denzelfden geest bevolen : de mijnen moeten worden ontgonnen in het algemeen belang. Dat toezicht was, inderdaad, een gansch uitzonderlijk iets voor dien tijd en het beginsel van reglementeering der nijverheidstakken, zoo dikwijls van toepassing gemaakt in onze wetten, was den wetgever van 1810 als 't ware onbekend.

Ook mag er gezegd worden dat, waar werd bevolen de ontginning van mijnen aan bestuurstoezicht te onderwerpen, men eens te meer heeft erkend dat de mijnnijverheid eene nijverheid van openbaar belang is. Doch, waar er spraak is van reglementatie, hoe weinig uitdrukkelijk luiden daar de teksten !

De artikelen 47 en volgende der wet van 1810 belasten enkel de mijningenieurs met een politietoezicht tot het behoud der gebouwen en de zekerheid van den grond. — Zij moeten nagaan op welke wijze de ontginning geschiedt, hetzij om de eigenaars in te lichten over hare bezwaren of hare verbetering, hetzij om 't Beheer te waarschuwen omtrent de gebreken, misbruiken of gevaren die aldaar zouden bestaan.

Is de ontginning beperkt of geschorst, in zoo verre dat het onrust kan baren voor de openbare veiligheid of de behoeften der verbruikers, dan doen de prefecten daarover verslag aan den Minister van Binnenlandsche Zaken tot het nemen van de maatregelen die noodig mochten voorkomen.

Maar wat kan de Minister doen, terwijl hij staat tegenover een concessionnaris die ten eeuwigen dage eigenaar van zijne mijn is en daarvan niet kan worden onteigend tenzij volgens de gewone regelen, dat wil zeggen wegens openbaar belang en tegen billijke en voorafgaande schadevergoeding.

Deze aan de ontginners gelaten volkomen vrijheid had weldra vreeslijke ongevallen tot gevolg en, van 3 Januari 1813 af, geeft een keizerlijk decreet betreffende de mijnpolitie meer doelmatige bevoegdheden aan het Bestuur, onder andere de bevoegdheid om het staken te bevelen van op gevaarlijke wijze geleide werken, doch dat bracht niet mede vervallenverklaring van het recht van eeuwigdurenden eigendom. Ondanks de bewoordingen der wet van 1810, zegt een met breedvoerige redenen omkleed advies van den Raad der mijnen, gedagteekend 12 Januari 1838 (*Inscrip. van den Raad der mijnen*, bd. I, blz. 13), dat het Bestuur in de acte van vergunning niet alleen eene wijze van bepaalde ontginning opleggen, maar ook gevallen van vervallenverklaring en intrekking voorzien mag. Aan den anderen kant heeft men beweerd dat soortgelijk beding in strijd is met de stellige teksten der wet, dat het diensvolgens nietig en niet geschreven zou worden geacht (BURY, *Traité de la législation des mines*, bd. I, n^os^ 310 en volg.), en de Raad der mijnen zelf, van zijne vroegere jurisprudencie afziende, heeft op 4 September 1885 de meening uitgebracht dat, in geen geval, de Regeering de vervallenverklaring van de concessiehouders mag verwekken.

Hoe het ook zij, het is verkieslijk een einde te stellen aan die onzekerheden over de uitlegging der wet ; het is verkieslijk niet aan de voorzichtigheid van het Bestuur de zorg over te laten de noodige maatregelen te nemen. Daarom doen wij het voorstel terug te keeren tot het beginsel gesteld door den wetgever van 1791, artikel 7 der wet van 1810 te wijzigen en uit te roepen dat de mijnen het eigendom der Natie zijn. De concessie der mijnen dient enkel toe te kennen een eenvoudig recht van ontginning, met een beperkten duur, en dat recht moet, zooals de Minister van Binnenlandsche Zaken van 1810 het wilde, alleen dan kunnen overgedragen worden wanneer de Regeering, die de concessie verleende, daartoe machtiging geeft.

Doch kan die regel terugwerkend zijn ? Is het den wetgever toegelaten den duur van de ten eeuwigen dage verleende concessies te beperken en te zeggen dat, bij het eindigen van een termijn van veertig jaren, de tegenwoordige ontginners zonder vergoeding kunnen worden beroofd van hetgeen de wet hun in eigendom gaf ? Men zou zulks kunnen staande houden ; van 't oogenblik dat men, in het openbaar belang, de mijnen heeft gescheiden van de aan de oppervlakte des gronds gelegen eigendommen, moeten ze noodzakelijk worden beschouwd als deel uitmakende van het openbaar domein. De soms te verre gaande exploitatie van de in sedert lange jaren in concessie gegeven mijnen heeft degenen die, in ons land, de tot uitgraving noodige inrichtingen maakten, ruimschoots hunne moeite vergoed. Niettemin denken wij, dat wanneer men de kolen-

mijnen weer in het nationaal domein zal willen opnemen, het billijk zal zijn tot regelmatige onteigening over te gaan.

Waartoe is het dan noodig, zal men zeggen, eene nieuwe wetgeving op de mijnconcessies te maken ? Worden niet alle kolenvelden in het land ontgonnen ?

't Ware dwaling zoo iets te denken ; ten gevolge van met geduld vervolgde nasporingen heeft men in Limburg een nieuw kolenbekken ontdekt en eene eerste concessie-aanvraag werd aan de Regeering gedaan ; daarover geschiedt thans een reglementair onderzoek.

Onder die omstandigheden kan het niet worden betwist dat ons voorstel op het gepast oogenblik komt en dat het er aan verbonden vraagstuk spoedig behoort te worden opgelost.

Eene gedurende veertig jaren voortgezette ontginning is zeker voldoende om degenen, die de eerste concessie bekwamen, te vergoeden en de in de onderneming gestoken kapitalen terug te keeren. Ons voorstel laat overigens aan de Regeering toe den duur der vergunning te verlengen, indien deze maatregel door de omstandigheden wordt gerechtvaardigd. Wat betreft de bepaling waarbij elke verkoop en elke overlating van mijnontginning aan de goedkeuring der Regeering moet worden onderworpen, naar ons begrip moet zij zoowel op de oude concessies als op de toekomstige van toepassing zijn. Zoo zullen wij slechts eenen regel in het leven roepen die als 't ware een politie maatregel uitmaakt en reeds lag in het inzicht van den wetgever van 1810.

Deze onbeschikbaarheid moet niet alleen treffen de concessie zelve, maar ook alles wat, roerend of onroerend deel uitmaakt van hetgeen men het « materieel » der mijn mag noemen ; de terreinen, gebouwen, machines, enz., door den concessiehouder tot het gebruik van de onderneming aangewend, worden opgenomen in het openbaar domein ; zij mogen niet meer worden vervreemd zonder machtiging van de Regeering ; en, bij het eindigen der vergunning, keeren zij terug tot den Staat, derwijze dat deze de ontginning zelf kunne voortzetten of ze voordeelig afstaan aan een nieuwen concessionnaris.

Maar wanneer de concessionnaris, met het oog op de toekomstige ontginning, werken heeft uitgevoerd en inrichtingen heeft tot stand gebracht waarvan hij geen voordeel meer mag trekken, dan is het billijk dat hij daarvoor wordt vergoed. Zooals in zake van onteigening moet de schadevergoeding worden vastgesteld door de rechterlijke macht.

Ten overige meenen wij dat de wet op de mijnen moet worden gewijzigd en aangevuld in een anderen gedachtengang. Reeds werden doelmatige maatregelen genomen, nog vatbaar voor verbetering, tot verzekering van de veiligheid der mijnwerkers, doch het is niet alleen in dit opzicht dat de wet van 1810 de noodzakelijkheid eener bestuursinterventie voorziet ; ook behoort er te worden gezorgd, zooals artikel 49 van de wet het aanduidt, voor het verzekeren eener normale en regelmatige ontginning, derwijze berekend dat zij, in de toekomst, zooals heden kunne voorzien in de behoeften der verbruikers.

Met het oog op die zijde der zaak is niets gedaan geworden en de toestand is waarlijk onrustbarend : onze overgroote kolenuitvoer, bevoordeeld door bijzondere vervoertarieven, had voor gevolg èn eene overvoort-

brenging die den voor de Natie noodzakelijken voorraad in gevaar brengt èn eene rijzing der prijzen die nog zwaar drukt op de hulpbehoevende klasse en op onze nu zoo beproefde nijverheid. De kwestie betreffende het vervoer, waarop reeds verleden jaar in den Senaat werd gewezen, kan door de Regeering worden geregeld ; doch daarenboven zijn er andere maatregelen die zich opdringen en die alleen de wet kan bevelen. De toestand is immers erger geworden tengevolge van de verstandhouding onder de verschillende eigenaars van kolenmijnen. Door het oprichten van *trusts*, van steenkool-syndicaten, hebben de ontginners alle mededinging, waarop de wetgever van 1810 rekende, afgeschaft ; misbruik makende van de hun verleende gunsten, hebben zij feitelijk een monopolie in de plaats van het wettelijk stelsel geplaatst, en wij beschouwen het als een recht en een plicht voor den wetgever in deze zaak op te treden ten einde het bestaande misbruik te keer te gaan.

De door ons voorgestelde wijzigingen in artikel 7 zijn voldoende om te beletten dat de verschillende concessies worden vereenigd en bijeengebracht in ééne hand, vermits, volgens de door ons voorgestane regels, de Regeering alle overlating vanwege een concessionnaris aan een anderen zal kunnen verbieden. Doch men behoort verder te gaan, men moet beletten dat de verschillende concessionnarissen zich onderling verstaan om, door eene met het openbaar belang strijdige verstandhouding de rijzing der prijzen te verwekken.

Zeer terecht heeft de belgische wetgever de vrijheid van coalitie uitgeroepen ; en, naar aanleiding daarvan, herinneren wij zelf dat het de Senaat is die, niettegenstaande de tegenstrijdige meening der Kamer, het beginsel der volstrekte vrijheid van werkstaking heeft doen zegevieren. Zooveel haast had men over te gaan tot de afschaffing van de beperkingen van het recht van vereeniging tot verdediging van economische belangen, in het Strafwetboek van 1810 neergeschreven, dat, in den loop van de beraadslaging over het Strafwetboek, de nieuwe bepalingen betreffende dat punt werden afgezonderd van het algemeen ontwerp ; ze zijn geworden de bijzondere wet van 31 Mei 1866, waarvan de bepalingen verleden jaar hunne plaats in het Wetboek hebben teruggenomen.

Wat bijzonderlijk de vrijheid van handel betreft, de afschaffing van artikel 419 van het oud Strafwetboek, hetwelk coalitie onder de verschillende bezitters eener zelfde koopwaar strafte, is het werk van de Commissie der Kamer·

Artikel 419 bestond inderdaad in het in 1858 oorspronkelijk aangeboden ontwerp ; de Commissie deed die bepaling wegvallen en, in haren naam verslag uitbrengendé, zegde de heer Pirmez :

« Indien de toegang tot zekere beroepen, tot zekere handelsverrichtin-
» gen niet vrij was, indien het bestaan der corporatiën daarvan nog
» de uitoefening tot eene klasse burgers beperkte, dan ware het onge-
» twijfeld onvoorzichtig de coalitie van voorrechten niet te verbieden.

» Eene beperking van de vrijheid brengt noodzakelijk eene andere mede
» die er het tegengewicht van zij. Vrije mededinging vernietigt op doelma-
» tiger wijs dan alle wetsbepalingen het niet gegrond rijzen der prijzen ;
» doch als zij gebannen is, dan is het noodig hare gevolgen te vervangen
» door verbodsmaatregelen strekkende tot het herinvoeren van het even-
» wicht. » (Zie *Handelingen der wetgevende Kamers*, 1859-1860, bl. 760.)

Welnu wij bewegen ons hier juist op een terrein waar geen mededinging meer bestaat; wij staan tegenover nijverheidsmannen die genieten van een voorrecht waarvan zij misbruik willen maken. En het is billijk en wettig tegenover hen penaliteiten herin te voeren die ze dwingen zich te schikken naar de inzichten van den wetgever aan welken zij hunne voorrechten danken.

Inbreuken op soortgelijke verbodsmaatregen kunnen niet altijd gemakkelijk worden vastgesteld. Daarom hebben wij den rechter, die geroepen is ze te beteugelen, ruim veld tot waardeering willen geven. Het zou niet noodig zijn bij de beheerders van kolenmijnen zelven aan te treffen de laakbare daden die aan de maatschappijen, welke zij besturen, ongeoorloofde winsten aanbrengen; de straf is beloopen zoodra de niet geoorloofde handelingen plaats grepen, hetzij ze worden gepleegd, op rechtstreeksche of onrechtstreeksche wijze, door den concessionnaris zelven hetzij met zijne openlijke of verborgen medehulp.

Die penalitiet is van louter geldelijken aard, het is er immers om te doen een bedrog te beteugelen, een aanslag op den openbaren eigendom, uit winstbejag gepleegd. Door de genieters van de door hen onwettiglijk verwezenlijkte voordeelen te treffen zal men dus het door ons betracht doel op de meest doelmatige wijze bereiken. Ten overige, zijn de concessiehouders doorgaans burgerlijke rechtspersonen die alleen door eene geldelijke straf kunnen getroffen worden. Ook behoort de penaliteit groot genoeg te zijn opdat de ontginners er niet zouden aan denken zich schuldig te maken aan eene nieuwe overtreding die, ondanks alles, hun voordeel, profijt en winst zou aanbrengen. Wij stellen dus voor, het bedrag van de verbeurde boete te bepalen naar de belangrijkheid van de opbrengst der mijn.

Neemt men in aanmerking dat de afschaffing van de vrije mededinging heeft toegelaten den prijs der kolen tot het dubbel, ja zelfs het driedubbel te doen stijgen, zoo zal het in ons ontwerp aangeduide bedrag geenszins overdreven schijnen.

Eveneens komt het noodzakelijk voor eene leemte in onze wetgeving aan te vullen door de vervallen verklaring van de concessiehouders uit te roepen wanneer de ontginning op zulke wijze geschiedt dat zij schadelijk is voor het algemeen belang. Hier weeral wordt de tusschenkomst van de rechtbanken noodzakelijk om de concessiehouders of eigenaars eener mijn van hun recht te berooven.

Deze gezamenlijke bepalingen wapenen het Mijnbestuur met zeer uitgebreide machten en wellicht ware het verkieslijk geweest dat de wet zelf meer bepaaldelijk sprak en min vrijheid liet aan de bestuurlijke werking. Maar aangezien het korps mijningenieurs zich altijd op onberispelijke wijze heeft gekweten van de hem toevertrouwde kiesche taak, ware het nutteloos geweest een aantal bepalingen van ondergeschikten aard op te nemen in een wetsontwerp, dat enkel tot doel heeft de hoofdbeginselen, die ernstig werden miskend door de wetgeving van 1810, herin te voeren.

PROSPER HANREZ.

Voorstel van wet tot wijziging van de wetgeving op de vergunningen van mijnen.

EERSTE ARTIKEL.

De vergunningsakten, voortaan verleend uit kracht van artikel 5 der wet van 21 April 1810, geven den concessiehouder het uitsluitend voorrecht van exploitatie voor den duur van ten hoogste veertig jaar.

Gedurende vijf jaar vóór het einde der vergunning, kan de Regeering aan den concessiehouder achtereenvolgende verlengingen toestaan, die evenwel elk ten hoogste tien jaar mogen duren. In dit geval, kan zij een deel der winst van den concessionnaris aan den Staat voorbehouden.

ART. 2.

Al de gronden door den concessiehouder verworven voor de exploitatie der mijn en gansch het materieel der exploitatie worden, bij het eindigen der vergunning, Staatseigendom.

Zoodra zij tot de exploitatie der mijn zijn aangewend, vallen zij in het openbaar domein en mogen zij aan hunne oorspronkelijke bestemming niet worden onttrokken noch vervreemd zonder machtiging van de Regeering.

ART. 3.

De artikelen 7, 20 en 21 der wet van 21 April 1810 zijn niet van toepassing op de voortaan te vergunnen mijnen.

ART. 4.

Bij het eindigen der vergunning, hetzij door afloop van den termijn, in de vergunningsakte bepaald, hetzij door toepassing van artikelen 6 en 7 dezer wet, heeft de concessiehouder recht op vergoeding wegens inrichtingen en voorbereidende werken met het oog op verdere exploitatie. Is men het niet eens, dan bepaalt de burgerlijke rechtbank het bedrag van deze vergoeding.

ART. 5.

De mijnen, hetzij de eigendom daarvan werd vergund uit kracht van artikel 7 der wet van 21 April 1810, hetzij de concessie geschiedde overeenkomstig het 1ste artikel van deze wet, kunnen niet zonder machtiging van de Regeering afgestaan of met andere mijnen of andere nijverheids-

of handelsondernemingen vereenigd worden. De akten van boedelscheiding en vereffening tusschen de erfgenamen en de rechtverkrijgenden van een concessiehouder zijn insgelijks onderworpen aan de goedkeuring der Regeering, zoo zij de splitsing der mijnconcessie in verschillende loten medebrengen.

ART. 6.

De concessiehouders of eigenaars van mijnen die, door vereeniging of samenspanning strekkende om de producten hunner exploitatie niet, of slechts tegen een bepaalden prijs te verkoopen, of die, door welke middelen ook, rechtstreeks of onrechtstreeks, door zich zelven of door tusschenpersonen, de prijzen van deze producten deden stijgen boven de prijzen vastgesteld door de natuurlijke en vrije mededinging van den handel, verbeuren eene boete gelijk aan de helft van de gansche waarde der voortbrenging gedurende de twaalf maanden voordat de overtreding van dit artikel werd vastgesteld. De boete wordt op het dubbel gebracht indien de strafbare feiten langer dan één jaar hebben geduurd.

Deze bepalingen zijn toepasselijk op de producten van de exploitatie der geconcedeerde mijnen, zelfs dan wanneer zij door distilleering, samenpersing of anderszins vervormd werden.

In geval van herhaling, kan de rechtbank daarenboven de intrekking der vergunningsakte bevelen.

ART. 7.

Verlies van vergunning zal ook worden uitgesproken, wanneer de mijn niet wordt geëxploiteerd, wanneer hare exploitatie derwijze wordt beperkt of geschorst, dat het voor de openbare veiligheid of de behoeften der verbruikers verontrustend kan zijn, of wanneer, na drie achtereenvolgende aanmaningen, de eigenaar of concessiehouder der mijn niet vervult de voorwaarden van exploitatie, door de Regeering in de vergunningsakte of naderhand voorgeschreven, hetzij deze voorwaarden werden opgelegd ter verzekering van de veiligheid der werklieden of van den gezondheidstoestand bij de werken, hetzij ze ten doel hebben de voortbrenging te regelen in het belang van de verbruikers en van de verdere benuttiging der mijnlagen.

De eisch tot vervallenverklaring wordt, uit naam van den Staat, door den Algemeenen Bestuurder van het Korps der mijningenieurs ingesteld.

PROSPER HANREZ.
A. HOUZEAU.
E. DELANNOY.
TH. FINET.

Wetsvoorstel van den heer Hanrez, waarbij den Staat strooken worden voorbehouden in het nieuw kolenbekken van 't noorden van België.

(Aangeboden ter Senaatsvergadering van 11 Maart 1902.)

TOELICHTING.

Dit wetvoorstel wordt aangeboden als gevolgtrekking uit de interpellatie die ik de eer had heden in den Senaat uiteen te zetten. Het is dus niet meer noodig het breedvoerig toe te lichten.

'T zal volstaan te herinneren aan de hoofdbeschouwingen die ik heb doen gelden.

De in belgisch Limburg bevonden kolenlagen schijnen niet anders te zijn dan de voortzetting van het westfaalsch kolenbekken, dat zou loopen door hollandsch Limburg en het noorden van België om het engelsch bekken te vervoegen.

Het is meer dan waarschijnlijk, dat er in de provincie Antwerpen steenkool aanwezig is. Het bestaan daarvan zou kunnen samengaan met dat van zout en potasch, zoo dat onze landbouw, zooals onze nijverheid, er voordeel zou bij hebben het ontginnen van onze nieuwe minerale rijkdommen te zien geschieden in het algemeen belang en niet alleen in dat van de ontginners.

De wetgeving op de mijnen, een overblijfsel van den tijd waar men de ontwikkeling van mijnen en nijverheid niet kon voorzien, vrijwaart niet genoeg het algemeen belang.

De koortsachtigheid waarmede de boringen naar kolenlagen en de concessie-aanvragen worden gedaan, alsmede de aangewende doenwijze, dat alles brengt het bewijs mede dat men er, in strijd met den geest der wet, naar streeft het nieuw kolenbekken uitsluitend tot zich te trekken.

Ons Mijnkorps, de Raad der mijnen en de Regeering zullen ongetwijfeld die pogingen willen verijdelen, doch het is hoogst noodig het openbaar, belang te vrijwaren door het land een gedeelte van het kolenbekken voor te behouden, groot genoeg om de belangen der verbruikers en inzonderheid die van onze nijverheid te beschutten.

De in het wetsvoorstel afgelijnde strooken begrijpen het domein van het kamp te Beverloo, hebbende eene oppervlakte van ongeveer 5,000 hectaren, en het domein van Merxplas met eene oppervlakte van bij de 1,200 hectaren.

Het Scheldebed, insgelijks Staatseigendom, maakt er eveneens deel van uit.

Door zich aldus een mijndomein voor te behouden, doet België niets anders dan het voorbeeld van Nederland en Pruisen volgen.

Pruisen, dat reeds belangrijke zout-, potasch- en steenkoolontginningen bezit — de laatstgenoemde zijn gelegen in Silezië en in het bekken der Saar, — maakt zich een mijndomein in Westfalen en daartoe koopt het, ten prijze van aanzienlijke opofferingen, onvoorzichtig verleende concessies af.

Dat het wetsvoorstel van dringenden aard is, kan niet worden ontkend.

Het regelt de rechten der eigenaars van den bovengrond benevens de rechten der maatschappijen en particulieren die reeds onderzoekingswerken zouden hebben ondernomen in de voorbehouden strooken.

PROSPER HANREZ.

Wetsvoorstel waarbij den Staat strooken worden voorbehouden binnen het nieuw kolengebied in de provinciën Limburg en Antwerpen.

EERSTE ARTIKEL.

De minerale beddingen, gelegen binnen de hieronder bepaalde strooken, worden den Staat voorbehouden en mogen noch aan bijzonderen noch aan private maatschappijen worden vergund :

Eerste strook. — Bevattende het deel van het kolengebied begrensd door twee evenwijdige, verticale vlakken, 25 kilometer van elkander gelegen, gericht van Z.-Z.-W. tot N.-N.-O., en waarvan het naar het oosten gekeerd vlak door Hasselt loopt ;

Tweede strook. — Gansch het deel van het kolengebied tot aan de grens ten westen van een verticaal vlak, hebbende dezelfde richting als de eerste vlakken, en loopende 15 kilometer ten oosten van den O.-L.-V. Toren te Antwerpen, met inbegrip van den ondergrond van het domein van Merxplas.

ART. 2.

Aan degenen, die vóór 15 Maart 1902, binnen de strooken, den Staat krachtens deze wet voorbehouden, opsporingswerken hebben verricht, welke naar luid van artikel 11 der wet van 2 Mei 1837 aanleiding kunnen geven tot vergoeding, wordt door den Staat, overeenkomstig gezegde wet, eene vergoeding betaald.

De rechten der eigenaars van den bovengrond worden geregeld naar de regelen, door de wet van 21 April 1810 vastgesteld.

ART. 3.

De cijnsen, die krachtens het vorig artikel mochten verschuldigd zijn, kunnen te allen tijde worden afgekocht. Het bedrag der naasting wordt bij koninklijk besluit bepaald.

PROSPER HANREZ.

II

Voorstel van de Heeren Denis en Vandervelde.

Wetsvoorstel van de heeren Denis en Vandervelde tot wijziging der wetten van 2 Mei 1837 en van 21 April 1810, op de mijnen, erts- en steengroeven.

(Neergelegd in zitting der Kamer van 9 April 1902.)

VOORSTEL VAN DE HEEREN DENIS EN VANDERVELDE.

Wij konden, wegens zijne uitgebreidheid, niet het geheele werk van den heer volksvertegenwoordiger Denis in de bijlagen wedergeven. Echter meenen wij de volle aandacht van den Senaat te moeten vestigen op het gedeelte van zijne *Ontwikkelingen omtrent de economische en sociale beschouwingen*. Het geheele werk is van het hoogste belang, doch dit gedeelte verklaart meer bijzonderlijk het beginsel der inlijving van de niet geconcedeerde mijnen bij het openbaar domein en moet daarom vooral den Senaat worden ter lezing aanbevolen.

De verslaggever,
EMILE DUPONT.

TOELICHTING.

. . . . . .

§ 3. — *Economische en sociale beschouwingen.*

Zij die het inlijven van de mijnen bij het openbaar domein en dezer ontginning door den Staat bestrijden, oordeelen met het oog op de bijzondere nijverheid en het bijzonder belang, die doorgaans streven naar de grootste voortbrenging, naar de grootst mogelijke netto opbrengst. Zij achten den Staat op nijverheidsgebied volstrekt onbekwaam of gebrekkig. En toch dient het vraagstuk opgelost, zooals dit van de exploitatie der spoorwegen, van het verhevener en veelzijdiger standpunt van het openbaar belang; daar wordt de uitsluitende beschouwing van de voortbrengingskracht van het ontginningstelsel gewijzigd door overwegingen, gegrond op het duurzaam volksbelang; op de noodzakelijkheid om zoo goed mogelijk rekening te houden met de behoeften der internationale Huishoudkunde; op den invloed, welken het stelsel van ontginning der mijnen kan uitoefenen op de veiligheid en de ontwikkeling der hoofdzakelijke nijverheidstakken, die er rechtstreeks van afhangen; op de maatschappelijke politiek en de vredelievende oplossing van het sociale vraagstuk. Hier zelfs, kan de voortbrengingskracht der ontginning slechts *in betrekkelijken* zin worden beoordeeld, en juist hierin bestaat de dwaling, dat men ontginning door den Staat beschouwt als vast geklon-

ken aan eene eenige, volstrekte en onveranderlijke doenwijze, die tot voorwendsel dient om ze voorgoed als minder goed te beschouwen. Zij die voor de tegenwoordige concessies zijn, beweren dat de eigendom noodzakelijk eeuwigdurend moet wezen om de inrichting eener mijn te verzekeren. Het openbaar domein kan dit vooruitzicht verwezenlijken, niet meer met het oog op het privaat belang, min of meer volkomen overeenstemmend met het algemeen belang, doch rechtstreeks, met het oog op het belang der collectiviteit, van al hare zijden beschouwd. Ongetwijfeld leert ook daaruit de ervaring, dat die veelzijdigheid van maatschappelijke belangen, als daar zijn het belang der toekomstige en der tegenwoordige geslachten, het belang van den fiscus en van al de verbruikers, van de nijverheid en van den handel, het belang van de arbeiders, thans onvoldoende is samengeordend; doch dwalingen en misslagen kunnen steeds gemakkelijk worden hersteld onder een stelsel van eigendom, dat het bestendig en algemeen overwicht van het openbaar belang bekrachtigt.

Steenkool, eene bron van warmte- en van beweegkracht, geeft in België aan het arbeidsvermogen onzer 2,300,000 werklieden eene aanvullende kracht van meer dan 11 millioen arbeiders, dus 5 per levenden werker; onze spoorwegen verbruiken nagenoeg 7 t. h. van de gansche opbrengst; de metaalnijverheid, van 10 tot 12 t. h. dier opbrengst; het waarschijnlijk verbruik van eene heringerichte koopvaardijvloot is niet te bepalen. Onze bronnen van kracht zijn, uit haren aard, *uitputtelijk*, en de geleerde Harzé teekende de lijn van klimming en toekomstige daling der voortbrenging van het oud bekken (1). Vooralsnu is niet te bepalen in welke mate en voor hoelang het nieuw bekken ze vermeerderen zal. In zekere landen wordt nu reeds beweegkracht ontleend aan andere natuurkrachten, als daar zijn Zwitserland en Italië, die geene minerale brandstof bezitten : in Italië alleen, wordt het vermogen der watervallen geraamd op 5 of 10 millioen paardekracht, op 40 tot 80 millioen arbeiders, en die bron is onuitputtelijk (2). Die *witte* steenkool kan Frankrijk, minder rijk aan zwarte steenkool dan België, duizenden paardekracht verschaffen. Het enkele Rhône-dal geeft er meer dan 3 millioen (3). Dergelijken voorraad bezit België niet.

In de zeventig laatste jaren werden in België meer dan 800 millioen ton steenkool opgehaald. Onderstelt dat het oud bekken nog driemaal zooveel kan opleveren. In verhouding tot de bevolking ten huidige dage, is dit 340 tot 350 ton per inwoner. 't Is te vreezen dat deze onderstelling waarschijnlijk boven de waarheid gaat. De door den heer Harzé voorspelde afneming kan sneller en zelfs op eens geschieden, want reeds nu graven wij op gemiddeld 434 meter diepte; overstrooming zou het verlaten der mijnen onvermijdelijk kunnen maken, zooals te Bleiberg. Dergelijke vrees drukte die geleerde uit. 't Zal volstaan ze hier wakker te maken, om zoo nauwkeurig mogelijke ramingen te verwerven. Frech (4) schat den voorraad in Duitseh-

---

(1) Zie Statistiek der mijnen voor 1902.

(2) Francesco Nitti, *L'Italia all'alba del secolo XX°*.

(3) P. Weiss, *L'Exploitation des mines par l'État*, blz. 112, en *Congrès de la Houille blanche*.

(4) Pr. Wolff, Duitschland en de wereldmarkt. *Zeitschrift für soziale Wissenschaft*, 1900.

land op nagenoeg 169 milliard ton, dus 3,400 ton per inwoner, of, tienmaal zooveel als er nog in België is; Foster Brown en Lozé (1) rekenen den voorraad in Engeland op 15 milliard ton, ter diepte van 2,000 voet; verdubbelt dit getal, in de billijke onderstelling van eene meerdere diepte, dan bedraagt de voorraad niet meer dan 700 tot 800 ton per inwoner; voor de Vereenigde-Staten daarentegen, wordt hij geschat op 700 milliard, en dus nagenoeg 30 maal meer per inwoner dan ten onzent. China alleen overtreft dit cijfer. Hieraan ontleende professor Wolf het beeld van twee molensteenen, waartusschen Europa zou kunnen verpletterd worden (2).

De internationale markt schijnt overal gelijk te worden, niet naar het ideale plan der voorstanders van algemeene solidariteit en vrijhandel, maar door bemiddelende groepeeringen, waarvan het imperialism ons de eigenmachtige uitdrukking geeft, en die wellicht eene feudaliteit tusschen volken voorbereiden. De overvloed van natuurrijkdommen doet voor de groote nijverheid der Nieuwe Wereld, vooral voor de ijzernijverheid, schitterende verwachtingen oprijzen, zelfs die op eene hegemonie. 't Ware hatelijk en dwaas zelfs te droomen van een tolverbond van Europa tegen de Vereenigde-Staten, doch 't ware billijk in een tolverbond van Europa of van Midden-Europa, waarbij België aangesloten zou wezen, het onderpand te vinden van eene uitgestrekte, verzekerde, bestendige markt. Zelfs voor hare verlichte voorstanders is dat vooruitzicht nog ver afgelegen (3). Onbestendigheid, gemis van solidariteit drukken op de aanstaande ontwikkelingen der geschiedenis. Van al de landen der wereld, is België het meest betrokken in de algemeene huishoudkunde, en gevoelt ook het sterkst het gemis van wereldsolidariteit; het is dus rechtvaardig en tevens verstandig, ten opzichte der natuurrijkdommen, in deze scherpe mededinging voor zijne voortbrengingskracht, voor toekomstige geslachten te zoeken hoe zich het best mogelijk te schikken naar dat huishoudkundig midden, en de toekomst niet uitsluitend te laten overheerschen door privaat belang. 't Is billijk en raadzaam, in hetzelfde opzicht, de grootste waarborgen te verstrekken aan de macht van den arbeid. Door 't voorbeeld van andere landen, zouden wij weldra laattijdige pogingen tot gezamenlijke voorzorg moeten aanwenden. Niet het toeval verwekt de gebeurtenissen waarvan wij getuigen zijn; zij bewijzen welsprekend dat het Recht vervormd wordt door de macht van huishoudkundige en maatschappelijke omstandigheden. De vroegere groote ontwikkelingen van het mijnrecht zijn door dezelfde natuurlijke wet uit te leggen. De algemeene toestand der huishoudkunde bij de volken en in de gansche wereld bereidt den vooruitgang van het huishoudkundig Recht voor.

De gezamenlijke vooruitziende handelwijze van Nederland, de inlijving, bij het openbaar domein, van in Limburg beschikbaar gebleven kolenlagen, is gerechtvaardigd door allerhande redenen van industriëelen, fiskalen en geldelijken aard. 't Is belangrijk en weinig bekend dat de commissie, aangesteld om de zaak te bestudeeren, voorstelde slechts 4,515 hectaren

---

(1) De engelsche kolen en dezer uitputting, 1901, II, 1229.
(2) Duitschland en de wereldmarkt, 1902.
(3) Cf. WOLFF.

door den Staat te doen ontginnen; meer dan driemaal zooveel, 't is te zeggen 14,515 hectaren, werden door den wetgever tot openbaar domein gemaakt. Schat men dezen collectiven voorraad volgens de raming voor de 4,515 hectaren, dan zou de *Staatsvoorraad* in Nederland meer dan 2 1/2 milliard ton bedragen (1) of 500 ton per inwoner. In Duitschland hebben de domaniale mijnen der Saar alleen 14 milliard ton voorraad, in Opper-Silezië, volgens Frech, 90 milliard ton. Toch breidde de Staat zijn domein in het Noorden uit met 20,700 hectaren, met het oog op het ontoereikende der fiskale mijnen om thans te voorzien in de behoeften zijner spoorwegen en de latere behoeften van het zeewezen. Zelfs koesterde hij het verlangen eenen regelenden invloed uit te oefenen op de prijzen in Westfalen (2).

Al waren de bezwaren, in 1901 (3), tijdens de rijzing der prijzen ingebracht tegen een ontwerp tot afkoop der kolenmijnen, door den heer De Greef met zulke sterke redenen omkleed; al waren, zeg ik, die bezwaren afdoende, wat niet zoo is, ze zouden vervallen, nu er geen sprake is van afkoopen, maar van domanialiteit der nieuwe mijnen. Het tegenwoordig ontwerp van den heer Harzé is wettelijk onaantastbaar; 't is niets anders dan de toepassing der wet van 1837; voor het veel ruimer ontwerp van den heer Hanrez moeten zulke wetten omgewerkt. Het volstrekt niet bepalen, in het verslag, van de verhouding tusschen de waarschijnlijke hulpmiddelen en de toekomstige behoeften van Staat en collectiviteit, de vorenstaande en volgende overwegingen (4), alles vordert eenen algemeenen maatregel, waardoor het collectief vooruitzicht tot den hoogst mogelijken graad wordt opgevoerd en aan de nieuwe bekkens eene eenige bestendige grondrichting verzekerd wordt, gansch ingegeven door het openbaar belang.

Ziehier wat wordt gezegd in de *Memorie van toelichting* der Nederlandsche wet over ontginning door den Staat : « Alvorens te besluiten tot ontginning door den Staat, wenschte de Commissie te weten welke uitslagen door dit stelsel waren verworven in Duitschland, waar het op groote schaal wordt toegepast. Haar onderzoek gold de zoo uitgestrekte mijnen van het bekken der Saar, waar voor haar afdoende uitslagen werden verkregen, zoo op technisch gebied als op handelsgebied. Want schoon het doel van den ontginner niet is slechts winst te verwezenlijken; schoon het den arbeiders betaalde loon nagenoeg hetzelfde is als bij particuliere ondernemingen en hun vele rusturen zijn gegund, toch mag gezegd worden dat de geldelijke uitslagen niets te wenschen overlaten. In 't algemeen kwam het dus der Commissie voor dat de Staat *onbevreesd* persoonlijk de ontginning mag ondernemen... » (5). Aldus antwoordt de voorzichtigste van alle regeeringen op de beschuldigingen, blijvend tegen den Staat gericht. Dezer over-

---

(1) Z. de opgaven in de Memorie van toelichting, overgenomen door het *Organe industriel* van Luik, n^en^ 11, 12, 18 en 19, in 1901.

(2) Z. *Annales des Mines*, Maart 1902.

(3) Verslag van den heer Renkin over de Begrooting van spoorwegen, 5 Maart 1901.

(4) *Zie* ook de redevoering van den heer Hicks Beach, tijdens het debat over het uitvoerrecht op steenkolen en de beraadslagingen der Vereeniging van de Engelsche Kamers van koophandel, in Maart 1901.

(5) Vertaald naar het *Organe industriel* van Luik, n^r^ 19. *Zie* Nederlandsche wet van 24 Juni 1901. *Annales des mines de Belgique*, VI, 4^e^ afl.

drijvingen blijken zelfs uit de geschriften der verlichte bestrijders van den Staat. De heer Weiss, die er tegen is, toont niettemin aan, welke aanzienlijke uitslagen de Staat in Pruisen verwierf; tot besluit zegt hij : « De private nijverheid hadde zoo goed, zooniet beter gehandeld als de Staat. » Tracht hij te bewijzen dat de voortbrenging minder kost in de groote Westfaalsche ondernemingen en veel meer in kleine (1), hij schijnt niet nauwkeurig genoeg rekening te houden met de grootere bezwaren van den arbeid, het minder goed gevolg te Saarbrücken ; doch al ware 't verschil te wijten aan eene inrichting der *ondergeschikte* ontginning, toch duidt schrijver zelf de toe te brengen hervormingen aan. Reeds legde hij de oorzaken uit van de betrekkelijke welvaart te Saarbrücken. Binnen de hem door de begrooting gestelde perken, bezit de bestuurder volmacht voor alles wat opgraving en leiding van het personeel betreft. Onder die macht staande, zijn de toezieners betrekkelijk onafhankelijk, *en meer dan de hoofdingenieurs bij vennootschappen*; « dank aan die hechte inrichting heeft de Pruisische Staat, die het grootste mijngebied der wereld beheert, schitterende uitslagen verworven, ondanks al de bezwaren, aan iedere onderneming door den Staat verbonden. » (2). Wordt meerdere vooruitgang verlamd, zoo is dit te wijten aan den blijvenden fiskalen geest, die eene collektieve zelfzucht brengt over de openbare nijverheid : « Om het best partij te trekken uit het Staatsnijverheidsdomein, dient afgebroken met de overlevering van eene eenige begrooting, en moet de mijnfiscus eene eigene personaliteit erlangen die hem veroorlooft voorraad te maken en af te lossen met het oog op groote uitbreiding. Deze maatregel zou de nochtans zeer bloeiende nijverheid in het bekken der Saar nieuw leven schenken » (3).

Het beoogde doel is dus een einde te stellen aan de noodlottige *verwarring* der organen van de staatkundige richting met die van 't beheer der huishoudkundige diensten van den Staat, door laatstgemelde al de noodige betrekkelijke onafhankelijkheid te verschaffen, om het best hunne werking te verrichten, en bestaanbaar met het bestendig overwicht van het openbaar belang, dat zelf beter ingelicht zal wezen.

Om zulke oplossing te verzekeren, onderstelle men eene *Nationale Maatschappij tot ontginning van het Noorderbekken*, gevormd door Staat, provincie en belanghebbende gemeenten, met overwicht van den Staat, en waaraan de ontginning vergund zou worden, naar de bepalingen eener opgaaf van voorwaarden, vastgesteld krachtens de nieuwe wet op de mijnen.

Er mag gezegd dat eene der billijkste en meest aanhoudende zorgen, in 't belang van de gezamenlijke nijverheidstakken, van de exploitatie van spoorwegen, en in 't belang van den maatschappelijken vrede is, de wisselingen van den prijs der steenkolen te bedwingen, te regelen. Dit wordt verwacht, ofwel van de eigen werking der syndicaten, gevormd door bijzondere exploitanten, ofwel van de regelende werking des Staats. « De crisis, die onlangs zoo erg woedde in Engeland, Frankrijk en België, individualistische landen, waar volkomen vrijheid van voortbrenging en

(1) Weiss, Mijnontginning door den Staat, blz. 85-88.
(2) Id.
(3) Id., blz. 90.

verkoop bestaat, was veel minder gevoelig in Duitschland, waar vereeniging ter eenere, staatssocialisme ter andere, de vrijheid der ontginners beperkten (1) ». 't Is verkeerd, zoo men België beschouwt als vreemd aan verstandhouding op nijverheidsgebied en aan de verrichtingen der syndicaten; en in Duitschland is het onmogelijk de werking van het Westfaalsche syndicaat te beschouwen als onafhankelijk van de mededingende werking der fiskale mijnen; dit blijkt uit het boek van den heer Weiss zelf. De neiging om die prijsveranderingen te beteugelen is zoo aanhoudend, daar waar bezorgdheid om het openbaar belang uitsluitend is, dat de Pruisische Staat, bij het aankoopen van mijnen in Westfalen, daar meer rechtstreeks invloed wil oefenen op den prijs der steenkolen. Vergelijkt men de prijswisselingen in Engeland (2), Frankrijk (3), België (4), Duitschland (5), sedert 1887, zoo bevindt men dat de *grootste* omvang was :

Saarbrücken (Staat).

Jaar.	Laagste prijzen.	Jaar.	Hoogste prijzen.	Verschil.	Verhouding van het minimum.
—	—	—	—	—	—
	Mark.		Mark.	Mark.	
1888 . .	7.13	1900 . .	11.50	4.37	60 t. h.
1896 . .	8.80	1900 . .	11.50	2.70	30 —

Westfalen (Syndicaat).

	Mark.		Mark.	Mark.	
1888 . .	4.70	1900 . .	8.50	3.80	80 —
1896 . .	6.70	1900 . .	8.50	1.80	27 —

Pas-de-Calais.

	Frank.		Frank.	Frank.	
1888 . .	7.30	1900 . .	13.50	6.20	85 —
1896 . .	7.68	1900 . .	13.50	5.82	76 —

België (gemiddelde prijs).

	Frank.		Frank.	Frank.	
1888 . .	8.43	1900 . .	17.36	8.93	100 —
1896 . .	9.51	1900 . .	17.36	7.85	82 —

Engeland (uitvoerprijs).

	Shillings.		Shillings.	Shillings.	
1888 . .	8.41	1900 . .	16.75	8.34	100 —
1896 . .	8.85	1900 . .	16.75	7.90	90 —

(1) *Zie* de voorstellen van den heer HANREZ en het vlugschrift : *La reprise des charbonnages par l'État*, 1901, blz. 31 en vlgg.

(2) *Journal of statistical Society*.

(3) WEISS, blz. 10.

(4) HARZÉ, *Statistique des mines*.

(5) WEISS.

Onze becijfering werpt, denken wij, op de crisis een helder licht. Het gewichtige van dergelijke vergelijkingen, met het oog op de vastheid en de voorwaarden van mededinging bij onze nijverheidstakken, zal den staatslieden niet ontgaan. Het is even gewichtig voor het arbeidersvraagstuk. Wij hebben beslissend bewezen dat de terugkeer der werkstakingen gepaard gaat met prijswisselingen, en dat hare hevigheid verschilt volgens den omvang van die prijsvermindering (1). 't Is eene wezenlijke wet onzer evolutie, doch het behoort ons, invloed te oefenen op de *voorwaarden zelve* van het verschijnsel, waarvan zij den gestadigen terugkeer uitdrukt, en juist daarom moeten wij ons bezorgd toonen.

Het stelsel van concessie naar het privaat recht heeft, na weldra eene eeuw, nog geene oplossing gegeven aan het vraagstuk van de betrekkingen tusschen kapitaal en arbeid, en ieder wetenschappelijk man moet weten dat de huishoudkundige instellingen thans in strijd zijn met de theoretische opvatting van het salariaat. Dat hebben wij elders uitgedrukt: « Op 't einde der XIX^{e} eeuw, een stelsel van arbeidsvoorwaarden laten bestaan dat, als door een verschrikkelijk rythmus, de werkstaking wederbrengt op onwrikbaar gezette tijden; volharden in onvolmaakte vormen van arbeidscontract, ofschoon wij tegenover verhevener vormen staan, waarlijk tweezijdig en gelijkmakend, omdat de *collectiviteiten* daarbij tusschen beide komen, dat is, ondanks de geschiedenis, volharden in eene wezenlijke nijverheidsbarbaarschheid, die al de strengheid van het nageslacht verdienen zal. Kortom, de algemeene evolutie van de wetenschap en van de huishoudkundige verschijnselen, van denkbeelden en feiten, geven zich lucht in de volgende voorstelling : 1° eene plooibare opvatting van het *fonds der loonen*, volgende op de opvatting van een vooraf bepaald en onveranderlijk fonds; 2° eene betrekkelijke opvatting van de natuurlijke huishoudkundige wetten, volgende op eene opvatting van onvermijdelijke, onbuigzame wetten; 3° eene werking die de verdeeling van de opbrengst tusschen kapitaal en arbeid regelt en matigt, als mogelijk en bestendig opgevat door de vereenigingen; 4° het noodwendige van die vereenigingen, opgevat als voorwaarde der gelijkheid van arbeid en kapitaal in het debat, en als grondslag van de rechtvaardigheid, in zooverre zij thans is te bereiken; 5° de vereeniging opgevat als werktuig tot bevrediging, na een strijdwapen geweest te zijn; 6° een verheven en bepaald vredelievend orgaan van het arbeidscontract, dat in den hoogsten graad de gelijkheid van partijen verwezenlijkt, het debat over het loon zoo ruim mogelijk inlichtend in raden van verzoening en scheidsgerecht, *uitgaande van sterke vereenigingen* van nijverheidshoofden en werklieden (2). »

Deze theoretische evolutie werd slechts verwezenlijkt voor afzonderlijke punten van het mijndomein. De beweegbare schaal, met een regelmatig gemengd comiteit, bestaat te Mariemont; een verzoeningsraad werkt nog wonderwel te Bascoup, ondanks de ongunstige voorspellingen (3). Dit zijn de hoogere verwezenlijkingen van het gezamenlijk arbeiderscontract.

---

(1) Z. *La dépression économique et l'histoire des prix* en *La fin de l'ère des grèves*, 1901.

(2) *La fin de l'ère des grèves*, door H. Denis, bladz. 68.

(3) Zie de heerlijke verzameling van zijne verslagen, door J. Weiler.

Het behoort den Staat de hoogere vormen der bezoldiging van den arbeid aan te wakkeren, en door een machtig voorbeeld op te treden tot verandering der verhouding tusschen kapitaal en arbeid. Geleerden als A. Wagner en Em. de Laveleye vreezen niet dit te bekrachtigen.

« De Staat, zegt Wagner, kan, als *opperste regelaar* van den arbeid, door zijne mededinging op de arbeidsmarkt, eene wenschelijke werking uitoefenen ten voordeele der arbeiders. » En in nota voegt hij daaraan toe : « Deze zending van den Staat, om als mededinger op de arbeidsmarkt te handelen ten voordeele der arbeiders, is voorzeker in de hedendaagsche practijk tenauwernood gekend en nog veel minder verwezenlijkt, uit liefde tot een *valsch fiscalisme* en omdat het gewicht van loonsverhooging en van goede arbeidsvoorwaarden voor de werklieden niet wordt erkend... »

De Pruisische Staat heeft voorwaar evenmin die hoogere vormen van het arbeiderscontract verwezenlijkt. Was hij beter maatschappelijk vooruitziende dan de private nijverheid, toch wordt zijn werk overheerscht door het beginsel van gezag ; « nagenoeg vier millioen worden jaarlijks door het bestuur aan werken van onderstand besteed : dat is 100 mark per werkman, 10 t. h. van den kostenden prijs, waarvan de Staat aldus afziet om de ellende te lenigen van de bevolking die hij laat leven (1). » Nergens is de opoffering gelijk ; te Saarbrücken bedraagt zij 46 pfennig per ton, en slechts 34 pfennig in de groote Westfaalsche ondernemingen. Doch heeft de Staat een einde gesteld aan de werkstakingen, 't is door het vernietigen van de syndicaten ; en uit de statistiek blijkt dat het loon meer getrouw de rijzing der prijzen volgde in private dan wel in fiskale mijnen. Dit is de waarheid, doch dit overwicht van het gezag en van de fiscaliteit is slechts eene gestalte in de evolutie der nijverheid. De werking van den Staat is uiterst buigzaam, omdat zij geen ander beginsel heeft dan het *openbaar* belang en dat de verschillende vormen van dit belang op steeds volmaakter wijze samengeordend kunnen worden.

Emile de Laveleye vroeg eene beslissende maatschappelijke proefneming (2).

« De overname der kolenmijnen ware wellicht beter te verdedigen dan die der spoorwegen. Het bestuur van een spoorwegnet werpt veelzijdiger vraagstukken op dan dit van eene kolenmijn. Men weet dat het bekken van Saarbrücken wordt ontgind door den Pruisischen fiscus. Tot staving van dit stelsel, kan men dezelfde redenen inroepen als die welke deden aannemen dat de Staat de bosschen bezit, waarin de voorraad oude eiken, ten behoeve van zekere bouwwerken, wordt bewaard en geteeld. De private nijverheid verspilt die schatten van kracht, gedurende de geologische tijdperken ontleend aan de warmte der zon, en zijn zij eenmaal vernietigd, dan is 't voorgoed. In stede van de voortbrenging bij prijsdaling te beperken, zooals het monopolie zou doen en zooals de syndicaten thans trachten te doen, vermeerdert zij ze, ten einde de algemeene kosten per voortgebrachte eenheid te verminderen. Dus mag men zich afvragen of de verdeeling van die minerale rijkdommen, onontbeer-

(1) Weiss, bladz. 57.

(2) E. de Laveleye, *La Crise*, blz. 45.

lijk voor onze beschaving en niet te vervangen, niet in ieder land zou moeten behooren aan den Staat, die alleen eeuwigdurend zijnde, alleen bekwaam is om aan 't welzijn van toekomstige geslachten te denken. Doch al te blijkbaar kan dergelijke onderneming maar beproefd worden mits internationale overeenkomst, en nooit tijdens eene crisis als diegene welke wij thans beleven.

» Doch wat gedaan kon worden, ware eene proefneming, die in elk geval niet duur zou kosten en aanzienlijke voordeelen opleveren.

» De Staat zou eene kolenmijn onder gemiddelde voorwaarden kunnen afkoopen en toevertrouwen aan arbeiders, ingericht als samenwerkend genootschap tot voortbrenging. Men schreeuwe niet al te luid ! Wilde Bismarck, medegesleept door Lassalle's welsprekendheid, niet honderd millioen thaler besteden tot begiftiging der arbeidersvereenigingen ?

» 't Ware te wenschen dat de proefneming slaagde, want dan zouden vijandschap en strijd tusschen arbeid en kapitaal ophouden, vermits die twee onontbeerlijke drijfkrachten tot voortbrenging zouden vereenigd worden en ieder arbeider tevens kapitalist zou wezen. Alle huishoudkundigen verklaarden zich voor de samenwerkende genootschappen tot voortbrenging, zelfs zij die niet aan hun welgelukken geloofden. »

Men mag geene samenwerkende arbeidersvereenigingen tegenover verpletterende bezwaren plaatsen, zooals geschiedde met de ***Mijn aan de mijnwerkers*** te Monthieux (1). Niet met het bewustzijn van de onmacht der arbeiderssamenwerking dient de proefneming gedaan, maar wel met den wil om het stelsel van het salariaat wetenschappelijk te vervormen, omdat het lot der beschaving aan die vervorming is verbonden. Men dient zich heel verre boven de zelfzuchtige belangen te plaatsen, om eene bedaring te gemoet te zien. De Staat zelf verwezenlijkte eenvoudigere en meer toegankelijke *collectieve vormen van arbeidscontract*. Getuige de samenwerkende arbeidersvereeniging die het *Journal officiel de la République française* uitgeeft. Deze collectiviteit, uit het syndicaat ontsproten, levert den handenarbeid, de Staat levert gansch het vast kapitaal. De technische leiding zou in ons land, in onze onderstelling, behooren aan den Staat of aan eene *nationale maatschappij*. Zoo worden de lijnen der Maatschappij voor buurtspoorwegen geëxploiteerd door vereenigingen van gemeenten. De Staat kan in verschillenden zin proeven nemen met het collectief contract, alvorens de meest geschikte vormen aan te nemen. De regeling der verkoopprijzen zou gemakkelijker veroorloven veranderlijke schalen of deelneming in de winst aan te nemen ; het *collectief contract* tusschen den Staat en de arbeidersvereenigingen kan ook vooreerst minder ingewikkelde vormen erlangen dan finale samenwerking. Al werd de tijdelijke ontginning gedeeltelijk vergund aan ondernemers, naar het verlangen van den heer Hanrez, en ondergeschikt aan aanbesteding, dan zouden de lastkohieren bepalingen moeten bevatten betreffende de tusschenkomst van de arbeidende collectiviteit, de raden van verzoening en van scheidsgerecht, de wijze om het loon te regelen, of de vormen der vergelding van den arbeid, evenals verzekering, werkuren, enz., enz.

---

(1) Verslag over de samenwerkende genootschappen tot voortbrenging in Frankrijk, 1900.

Deze trapsgewijze vervorming van het stelsel van salariaat zou zich voortzetten in het oud bekken, waar eene sterke neiging tot verstandhouding onder de nijverheidshoofden zal ontstaan, en eene noodzakelijke toenadering tusschen kapitaal en arbeid; hier hebben wij het vraagstuk der overneming van dat bekken door den Staat niet te onderzoeken.

Het vergt het oprichten van hechte syndicaten, geschikt tot het bevorderen van de huishoudkundige opleiding der arbeiders en de uitbreiding van het technisch onderwijs onder hen. Andere uiterst gewichtige vraagstukken zullen al het vooruitzicht van den Staat en van de vereenigingen in aanspraak nemen: de onvermijdelijke verplaatsing van den arbeid, de regeling van zijne bijzondere macht, de noodzakelijkheid om den overgang te vergemakkelijken in de uitbreiding der mijnontginning, het mogelijk verlaten van de minder rijke mijnen van het oud bekken, enz. De Nederlandsche regeering toonde zich uiterst bezorgd om sommige van die vraagstukken.

WETSVOORSTEL

Eerste Artikel.

In de uitzondering voorzien bij het eerste artikel der wet van 2 Mei 1837, die de bevoegdheden van den Raad der mijnen bepaalt, zijn begrepen, behalve de ijzermijnen, de andere tot nog toe niet geconcedeerde mijnen. Zooveel de eene als de andere worden in het openbaar Staatsdomein opgenomen.

Art. 2.

De ontginning daarvan wordt door de wet geregeld.

Art. 3.

De vergoedingen toekomende aan de eigenaars van den bovengrond en die toekomende aan de ontdekkers worden, vóór alle exploitatie, vastgesteld, deze laatste overeenkomstig artikel 11 der wet van 2 Mei 1837.

Art. 4.

De vergoedingen, door middel van cijnzen bepaald, kunnen altijd worden teruggekocht onder de voorwaarden vastgesteld bij een ter uitvoering van het vorig artikel te nemen koninklijk besluit.

H. DENIS.
Émile VANDERVELDE.

III

Hollandsche documenten betreffende de wet van 24 Juni 1901.

UITTREKSELS

uit het « Rapport van de Hollandsche Commissie voor de Mijnen, ingesteld bij koninklijk besluit van 17 April 1899, nr 50, dat aanleiding gaf tot het aanbieden van de memorie van toelichting der wet van 24 Juni 1901 » (1).

Behoort van het in Limburg beschikbare steenkolenterrein een deel van Staatswege in ontginning te worden gebracht?

Bij de behandeling van het tweede punt harer opdracht heeft de Commissie gemeend niet in algemeene beschouwingen te moeten treden, ten aanzien van het vraagstuk der exploitatie van nijverheidsondernemingen door den Staat. Zij wenscht zich te beperken tot de beantwoording der konkrete vraag of, met het oog op de omstandigheden, waarin Nederland met betrekking tot de ontginning van steenkolenmijnen verkeert, het in het algemeen belang aanbeveling verdient, dat de Staat als ontginner van een deel van het beschikbare kolenterrein optreedt.

Voor de beantwoording dezer vraag dient echter allereerst onderzocht te worden, of een staatsorganisme technisch-economische geschiktheid kan bezitten, om zoodanige ontginning ter hand te nemen. Omtrent dit punt trachtte de Commissie zich door bestudeering van het staatsbergbouwbedrijf in Pruisen eene meening te vormen. Zij deed dit zoowel aan de hand van haar van verschillende zijden verschafte gegevens, als door kennisneming ter plaatse — te Saarbrücken — van de inrichting en de uitkomsten van dit staatsbedrijf.

De ontginning van steenkolenmijnen van overheidswege dateert in Duitschland reeds uit vorige eeuwen. De exploitatie in Silezië werd onder Frederik de Groote aangevangen, om te voorzien in den nood der door den oorlog verarmde bevolking; die in het Saargebied nam de Pruisische Regeering in het begin dezer eeuw ter hand, toen bij den vrede van Parijs het gebied van het voormalige hertogdom Nassau-Saarbrücken aan de Pruisische kroon kwam. In laatstgenoemd gebied had de overheid zich reeds van oudsher met mijnontginning bezig gehouden, zoodat de Pruisische Regeering, toen zij na 1815 aldaar de exploitatie aanving, niet iets nieuws schiep, doch zich slechts in de historische richting voortbewoog.

De exploitatie van mijnen door den Pruisischen Staat vindt derhalve haren oorsprong in toestanden, welke in het verleden wortelen; het is niet eene uiting van staatszorg, welke het aanzijn dankt aan eischen of behoeften van het economische leven van den lateren tijd.

---

(1) Deze Commissie was samengesteld uit de heeren R. Van Hasselt, voorzitter; J.-H. Benker-andréale, G.-J. de Jongh, Van Woelderen en S. Van Citters.

Behalve in Pruisen heeft nog in andere landen, welke deel uitmaken van het Duitsche Rijk, ontginning van staatswege plaats, met name in Beijeren, Lotharingen en Saksen. Tegenover de Pruisische staatsmijnen zijn deze echter van geringe beteekenis. Trouwens ten opzichte van de kolenindustrie neemt in het Duitsche Rijk Pruisen eene bijzondere plaats in. Van de geheele productie aan steenkolen in Duitschland leveren de Pruisische mijnen (staats- en particuliere) ongeveer 9/10 of naar de productiecijfers van 1898 eene hoeveelheid van 89 millioen ton van de 96 millioen ton (1).

Van de Pruisische staatsmijnen zijn de belangrijkste die in Silezië gelegen (König, Königin Luise, beide ressorteerende onder het Oberbergamt te Breslau) en de Saarbrücker mijnen (Oberbergamtsbezirk Bonn.) Van minder beteekenis zijn de staatsmijnen in het Oberbergamtsbezirk Clausthal (am Deister en am Osterwald) zoomede de mijn bij Ibbenbüren (Oberbergamtsbezirk Dortmund).

Naar de productie-cijfers over 1898 leverden de staatsmijnen ruim 1/6 van de productie van al de Pruisische mijnen (ongeveer 14 millioen ton van de 89 millioen.) Hierbij staan in beteekenis de Saarbrücker-mijnen bovenaan. Zij leverden in 1898 ruim 8 millioen ton steenkool of ruim 2/3 van de geheele productie der staatsmijnen.

De staatsmijnen te Saarbrücken strekken zich uit over een aardoppervlak van 1,782 quadraat-kilometer. De uitdelving der kolen heeft plaats op 24 zelfstandige ontginningszetels, welke over 11 berg-inspecties zijn verdeeld. Aan het hoofd van elke inspectie staat een bergwerks-director, onder wien verschillende berg-inspectoren werkzaam zijn. De 11 bergdirectoren staan onder leiding van de bergwerksdirectie te Saarbrücken. Begin Juli 1899 waren aan de onder deze directie ressorteerende mijnen verbonden 799 beambten en 37,762 arbeiders, waarvan 28,381 eigenlijke mijnwerkers, terwijl 1,165 paarden in gebruik waren. Medio Juni 1900 was het aantal beambten gestegen tot ongeveer 1,000, dat der arbeiders tot ongeveer 41,000.

De staatsmijnen in Pruisen worden op den voet van particuliere ontginningswerken geexploiteerd en zijn in hunne publiekrechtelijke verhouding tot den Staat met privaat-ondernemingen gelijk gesteld. De Pruisische mijnwet stelt dit beginsel in § 2 der wet van 24 Juni 1865 op den voorgrond. « Der Erwerb und Betrieb von Bergwerken für Rechnung des Staates ist den Bestimmungen des gegenwärtigen Gesetzes ebenfalls unterworfen ».

Het doel waarmede de Pruisische Staat mijnen exploiteert is het verkrijgen van inkomsten voor de schatkist. Het bedrijf is hier geheel op ingericht, de productie wordt naar den stand der markt geregeld. Met de behoefte aan steenkolen van andere takken van staatsdienst, zooals b. v. de spoorwegen, wordt niet speciaal rekening gehouden. Het aan den dag

---

(1) De productie van steenkool in Duitschland is in de laatste jaren sterk toegenomen. Zij bedroeg

in 1885 : 58,000,000 ton.
» 1890 : 70,000,000 »
» 1895 : 79,000,000 »
» 1898 : 101,600,000 »

gebrachte product wordt verkocht, zoowel rechtstreeks door de bergwerkdirectie, als door tusschenkomst van hare in het binnen- en buitenland gevestigde agenten. De afnemers, onverschillig of dit particulieren of bestuurders van takken van staatsdienst zijn, betalen de prijzen, naar den algemeenen prijsstand vastgesteld of bij leveringscontract overeengekomen.

Hoewel de mijnen commercieel worden geëxploiteerd en in de uitkomsten van het bedrijf de invloed van de hooge kolenprijzen der laatste jaren zeer merkbaar is, oefenen deze staatsondernemingen indirect een voor den consument gunstigen invloed uit. De bestuurders der staatsmijnen staan buiten de kolensyndicaten; de prijs, waartegen zal worden verkocht, wordt wel naar den marktprijs geregeld, doch meer door dien prijs te volgen, dan daarvan de richting aan te geven. En hoewel nu de productie der staatsmijnen tegenover de behoefte aan kolen van het gansche rijk niet van dien omvang is dat daarmede de prijsbeweging in stijgende richting kan worden gestuit, is zij belangrijk genoeg om althans invloed ten goede uit te oefenen (1).

De uitkomsten, waarop de staatsontginningen in Pruisen kunnen wijzen, bewijzen althans voor dit land, dat hier een terrein van practische werkzaamheid is te vinden, waar de Staat, nevens den particulier, met vrucht en voordeel kan werkzaam zijn. De aard van het bedrijf leidt daartoe, omdat dit, zoowel wat betreft de verkrijging van het product als den verkoop er van, eenvoudig is.

Het eigenlijke delven der kolen geschiedt sedert onheugelijke jaren nagenoeg op dezelfde wijze. De grootsche en vernuftige machines en inrichtingen, welke op de nieuwst aangelegde kolenmijnondernemingen worden aangetroffen, dienen in hoofdzaak voor de verbetering van de ventilatie van de mijn, het sorteeren en wasschen der kolen en om den afval te verwerken, waardoor deze waarde verkrijgt en de rentabiliteit der onderneming wordt verhoogd. Er is geen plaats voor de onderstelling, dat de technici in dienst van den Staat de ontginning van een kolenmijn niet evengoed zouden drijven als die welke in dienst van particulieren zijn, en dat zij bij de exploitatie niet de nieuwste verbeteringen op het gebied van den mijnbouw zouden toepassen. Een bezoek aan de Saarbrücker mijnen gaf onze Commissie de overtuiging dat de leiders der staatsmijnen de verbeteringen, door de techniek aan de hand gedaan, weten aan te wenden. Haar werd voorts medegedeeld, dat de particuliere industrie hare leidende werkkrachten veelal ontleent aan den staatsdienst (zie ook de mededeeling van den heer Vogel, Bijl. VI, blz. 7). De benoeming van den Bergrath Müller, die bij een staatsmijn te Saarbrücken werkzaam was, tot opvolger van den onlangs gestorven directeur van de mijn « Consolidation », bevestigt deze mededeeling.

Wat den verkoop betreft zij in aanmerking te nemen dat men te doen heeft met een product dat zijne waarde ontleent aan de plaats waar het

(1) Volgens het door den Board of Trade bewerkte en jaarlijks verschijnende overzicht van de steenkolenproductie en consumtie der verschillende landen, bedroeg in 1898 het verbruik van kolen in het Duitsche Rijk ± 88,000,000 ton. Dit cijfer is verkregen door bij het cijfer der productie te voegen dat van den invoer en de som te verminderen met dat, betreffend den uitvoer.

gevonden wordt en niet, althans niet dan in uiterst geringe mate, aan een latere bewerking, waarbij bijzondere aanleg of talent van den leider van het bedrijf eene groote rol spelen. De afzet van kolen, veelal door het sluiten van contracten met groote afnemers, hetzij direct of door tusschenkomst van agenten, behoort almede tot de eenvoudigste operatiën, welke op handelsgebied voorkomen.

Ook ten opzichte der geldelijke uitkomsten is in Pruisen het bewijs geleverd van de technisch-economische geschiktheid van den Staat voor de mijn-ontginning. De rentabiliteit der onderneming blijkt uit de steeds stijgende baten voor de schatkist. In de begrooting voor 1900 wordt de zuivere winst uit de exploitatie der mijnen geraamd op bijna 24 millioen mark, hetgeen, vergeleken bij het gunstige jaar 1890, eene vermeerdering van bijna 6 millioen mark aanwijst, welk saldo zoo goed als geheel aan de steenkolen-ontginning te danken is. (1)

Feitelijk is het resultaat gunstiger. Immers, blijkens den uitgewerkten begrootingsstaat worden de verschillende ontvangsten, welke de mijnontginning opleveren, geraamd op ruim 167 millioen mark. De uitgaven worden gesplitst in blijvende (gewone), en slechts eens voorkomende (buitengewone). Eerstbedoelde, te weten alle kosten direct uit de exploitatie voortvloeiende, als salarissen van beambten, loonen van arbeiders, toelagen, ondersteuningen, kosten van onderhoud en uitbreidingswerken, de kosten verbonden aan de afdeeling mijnwezen van het ministerie van handel en nijverheid te Berlijn, die voor de diverse « berg-ämter » en voor de inrichtingen voor mijnbouwkundig onderwijs (o. a. de geologische Landensanstalt und Bergakademie te Berlijn), beloopen eene som van bijna 142 millioen mark. Laatstgenoemde uitgaven, de zoogenaamde « einmalige und ausserordentliche Ausgaben » tot een bedrag van 1,450,000 mark, dienen hoofdzakelijk voor het instellen van speciale onderzoekingen, het verleenen van schadeloostelling aan eigenaren, wier bezittingen tengevolge van mijnbouw zijn beschadigd en voor aankoop van gronden.

Ten laste van het mijnwezen zijn hier derhalve tal van zaken gebracht, welke slechts indirect verband houden met de mijn-ontginning, als commercieele onderneming van den Staat. Gewezen zij slechts op de kosten van het mijnbouwkundig onderwijs, voor den particulieren mijnbouw zeker niet minder van belang, dan voor het staatsbedrijf, voorts op de uitgaven voor de « Bergämter », grootendeels ter bekostiging van het politietoezicht op de mijnen en groeven in het algemeen.

Van eene andere zijde bezien geeft de begrootingsstaat evenmin een juist beeld van de financieele uitkomsten, aangezien onder de uitgaven geen posten voorkomen voor rente en aflossing van de oorspronkelijke in de mijn gestoken kapitalen.

Een juister overzicht geven de cijfers, der Commissie vertrouwelijk door den President der Bergwerks-direktie te Saarbrücken verschaft, omtrent de rente, welke de in de Saarbrücker-mijnwerken door den Pruisischen Staat gestoken kapitalen, na aftrek van de jaarlijksche afschrijvingen, in de laatste dertig jaren hebben opgeleverd.

---

(1) Met het oog op de zeer hooge steenkolenprijzen zullen naar alle waarschijnlijkheid de uitkomsten de raming verre overtreffen.

Hieruit blijkt onder anderen dat de nettowinst, met de Saarbrückerwerken in 1898 behaald 13,088,889 mark was. De verkochte hoeveelheid steenkool bedroeg over dat jaar 7,812,346 ton. De winst per ton zou derhalve hebben bedragen ± 1,6 mark.

Von Festenberg Packisch berekent in zijn werk « Entwicklung und Lage des Deutschen Bergbaues », uit hem ten dienste staande gegevens over de verschillende staatsmijnen, dat gedurende de jaren 1886-1887 en 1887-1888 de winst, welke de Staat met het steenkolenbedrijf maakte, op ± 1 mark per ton, een resultaat hetwelk, de verschillende tijdstippen waarover beide berekeningen loopen in aanmerking genomen, vrijwel met het evengenoemde overeenstemt.

De Commissie meent zich niet te mogen wagen aan het maken van vergelijkingen tusschen de financiëele uitkomsten van staats- en particuliere bedrijven. De omstandigheden waaronder in de verschillende mijnen gewerkt wordt, de geheele inrichting daarvan en de wijze, waarop de boekhouding wordt gevoerd, loopen zóó uiteen, dat winstcijfers en berekeningen zich voor onderlinge vergelijking (1) zeer slecht leenen. Zij heeft echter den indruk gekregen, dat het staatsbedrijf iets duurder werkt dan het particuliere. De geest welke bij de bestuurders der staatsmijnen voorzit, wordt duidelijk weergegeven, door hetgeen der Commissie bij de bespreking van dit punt tijdens haar bezoek aan de Pruisische staatsmijnen door een der hoofdambtenaren werd toegevoegd: « Wir haben nicht den Profitwuth der Actiëngesellschaften, und wir nützen die Leute nicht so aus. » Winstmaken is voor het staatsbedrijf wel doel, doch het behalen van het grootst mogelijke winstcijfer staat niet in die mate op den voorgrond, dat belangen vreemd aan de productiviteit van het bedrijf, — waarmede de Staat in zijn meervoudig karakter altijd meer rekening zal hebben te houden dan een particulier — daardoor te veel op den achtergrond worden gesteld. Van den arbeider wordt er niet de uiterste krachtsinspanning gevorderd. De arbeider in de staatsmijnen produceert dan ook dooreengenomen iets minder dan die in privaatondernemingen werkzaam. Volgens de officieele statistiek, betreffende den mijnarbeid in Pruisen werd in 1898, gemiddeld per arbeider (d. w. z. per mijnwerker onder den grond) geproduceerd :

In het mijndistrict	Oberschlesien	1.357	ton	per man,	per werkdag,
»	»	Dortmund	0.873	»	»
»	»	Saarbrücken	0.819	»	»

De groote productie in eerstgenoemd district moet voor een groot deel worden toegeschreven aan den langen werktijd in de mijnen aldaar. Terwijl in Saarbrücken en Dortmund de werktijd onder den grond, met inbegrip van in- en uitvaart en rusttijden negen uur bedraagt (2), werken in Silezië 59.3 pct. der mijnarbeiders 10 uur, 31.6 pct. zelfs 12 uur, de overige 9 uur.

---

(1) Dat de particuliere ontginning in de laatste jaren in bloeienden toestand verkeert, kan o. a. worden afgeleid uit de aan de aandeelhouders uitgekeerde dividenden. De « Consolidation », een der grootste ondernemingen in Westfalen, keerde bij eene productie van bijna 1,433,700 ton in 1899 een dividend van 25 pct. op hare aandeelen uit.

(2) In enkele mijnen in Dortmund, waar het uitdelvingswerk zeer zwaar is, bedraagt de arbeidstijd. ex. in- en uitvaart, zes uur. In de mijnen in Limburg geldt eveneens de negenurige arbeidstijd.

De in de staatsmijnen betaalde loonen zijn dooreengenomen gelijk aan die in particuliere ontginningswerken betaald. De algemeene loonstandaard der streek laat daarbij zijn invloed gelden.

In 1898 bedroeg het gemiddelde loon voor de mijnwerkers onder den grond :

In Silezië	2.73	Mk. per dag,	
» Dortmund	3.74	» »	
» Saarbrücken . . .	3.40	» »	
» Aken	3.72	» »	(1)

In het bovenstaande is aangetoond, dat met het ontginnen van steenkolen een gebied wordt betreden, waarop, althans naar de in Pruisen opgedane ervaring, de Staat met vrucht als ondernemer kan werkzaam zijn.

. . . . . .

De Commissie meent dan ook te moeten adviseeren om, indien tot ontginning van staatswege wordt besloten, als eerste werkzaamheid, in het daarvoor aangewezen terrein, met het maken van zoodanige proefschacht aan te vangen. Eene nauwkeurige kostenraming aan de vervaardiging van zoodanige schacht verbonden zal eerst na nauwkeurige bestudeering der grondgesteldheid, ter plaatse waar de schacht zal worden aangelegd, kunnen worden verstrekt.

Naar globale raming gegrond op hetgeen in Duitschland dooreengenomen voor schachtwerkzaamheden in waterhoudend terrein (mergel, klei, zant en grint) wordt betaald, kunnen de kosten voor de eerste 200 meter op 3,000 mark per meter, die voor de volgende 100 meter op 4,000 mark per meter en die in de vaste steenkolenrots op ongeveer 700 mark per meter worden gesteld (2).

(3). . . . . .

Wenschelijkheid van het exploiteeren van een daarvoor geschikt kolenterrein door den Staat.

De Commissie meent echter daartoe niet te mogen adviseeren, dan na te hebben in het licht gesteld, welke voordeelen aan zoodanige exploitatie verbonden zijn.

Die voordeelen zijn van tweeërlei aard : directe en indirecte.

Als direct voordeel valt te wijzen op de financieele baten uit de ontginning te trekken.

De Staat trekt thans uit de mijnontginning de baten bedoeld in art. 33 der wet van 21 April 1810, t.w. een vast recht en een proportioneel recht.

---

(1) In Limburg bedroeg het gemiddelde loon in 1898 *f* 1.78.

(2) Naar dezen maatstaf zou het maken van een schacht (inclusief bekleeding) tot op 350 meter, waarvan 70 meter in het steenkolenterrein, een uitgaaf vorderen van 969,000 mark, of 580,000 gulden. Rekent men daarbij voor aankoop van terrein, het maken van eenige verkenningswerken en het drooghouden dezer tunnels 50,000 gulden, dan komt zoodanige proefschacht op rond 630,000 gulden te staan. De complete installatie voor eene ontginning, d. w. z. alle uitgaven voor het maken van twee schachten, en voor machines, gebouwen en verdere uitrusting kan globaal op 2 à 2 1/4 millioen gulden worden geraamd.

(3) De begrenzing van dit veld is het volgende :

Het vast recht ten bedrage van frs. 10 per vierk. K.M., het proportioneel recht ad 2 1/2 pCt. der zuivere opbrengst. Deze laatste belasting kan volgens de mijnwet tot 5 pCt. worden opgevoerd. Als maximum kan de Staat derhalve slechts voor 1/20 in de zuivere winst eener mijnonderneming deelen.

Het vast recht brengt van de thans geconcedeerde velden op *f* 304,67, het proportioneel recht in de laatste jaren ± *f* 6.500 (1).

In Bijlage VII is een overzicht gegeven van de uitkomsten der exploitatie van de Domaniale mijn. Daaruit blijkt dat in het 53-jarig tijdvak van 1847 — 1899 eene zuivere winst werd behaald van *f* 3,149,474,81[5]. Als netto winstcijfer is in die tabel vermeld het cijfer waarnaar de aanslag voor de betaling van het proportioneel recht geschiedde. De netto winst per ton verkochte steenkool bedroeg bij de Domaniale mijn over de jaren 1894-1899.

1894 *f* 1,59[2]	1896 *f* 1,41[7]	1898 *f* 1,65
1895 *f* 1,62[3]	1897 *f* 1,70[6]	1899 *f* 1,86[5]

De door de Domaniale mijn behaalde winstcijfers mogen echter niet zonder meer aan eene berekening omtrent eventueel door een geheel nieuw in te richten mijnexploitatie worden ten grondslag gelegd. Immers de exploitant der Domaniale mijn heeft als vruchtgebruiker, voor eerste aanlegkosten en het maken van de schacht en verdere installatiewerken geen kapitalen ingebracht.

De cijfers toonen echter aan, dat ook de ontginning in Limburg winst, zelfs niet onbelangrijke winst, oplevert. Van beteekenis is vooral, dat in de ruim 50 jaren der exploitatie alleen op winst kan worden gewezen en vermits ook het onderzoek in Duitschland, speciaal wat betreft de financieele uitkomsten der staatsmijn-exploitatie tot een bevredigend resultaat heeft geleid, is er geen reden om aan te nemen dat, indien een voor de ontginning geschikt terrein wordt aangewezen, in Nederland een behoorlijk ingerichte en commercieel gedreven staatsexploitatie niet een behoorlijk winstcijfer zou opleveren. Stelt men dit cijfer zeer matig, bv. op *f* 0.60 per ton (de winst per ton over 1899 van de mijn « Consolidation » bedroeg na zeer ruime afschrijving het driedubbele), dan zal de winst bij een afzet van 500,000 ton — een cijfer dat, wil het bedrijf iets beteekenen, binnen een niet te groot aantal jaren na den aanvang der exploitatie bereikt kan worden — toch nog *f* 300,000 bedragen.

*
* *

Tot de indirecte voordeelen welke eene door den Staat geexploiteerde mijn zal geven, rekent de Commissie den gunstigen invloed welke de exploitatie op het mijnbedrijf in Limburg zal uitoefenen. Wanneer de Staat, waartoe hij de macht bezit, zijn mijnbedrijf inricht naar de nieuwste eischen der techniek, bij de ontginning der kolen de best bevonden methoden toepast, zijn personeel goed verzorgt en betaalt, kortom zijne exploitatie zoo volmaakt mogelijk uitvoert, dan zal deze het model worden, waarnaar de overige mijnontginners zich hebben te richten. Maar ook de Staat zal rekening hebben te houden met verbeteringen, welke bij de par-

ticuliere mijnindustrie worden toegepast, zoodat er uit beider bedrijf eene concurrentie zal geboren worden, heilzaam voor allen die zich aan het mijnbouwbedrijf wijden en niet het minst voor de particuliere industrie. Ook mag verwacht worden dat het verrijzen eener krachtige mijnindustrie den stroom van arbeiders die nu over de grenzen in hun onderhoud gaan voorzien, ten voordeele van de Limburgsche ontginningen zal keeren. Het is toch niet wel aan te nemen, dat de Limburgsche arbeider, bij huis werk vindende, op den duur naar Duitschland zal blijven gaan. Op het groote voordeel dat uit een sociaal-economisch oogpunt voor Nederland is gelegen in het behoud zijner werkkrachten, behoeft hier niet gewezen te worden.

Voor de uitoefening van het toezicht op de mijnontginning en voor de deugdelijke opleiding van aanstaande ingenieurs, hetgeen niet het minst voor onze Koloniën van zoo groot belang is, zal van eene staatsonderneming in hooge mate nut kunnen worden getrokken. Naast het eigenlijke politietoezicht, ingevolge de mijnwet aan de overheid opgedragen, is, bij de verleening der verschillende concessies, aan het uitvoerend gezag grooten invloed toegekend op de wijze, waarop de ontginningswerken zullen worden ingericht en geleid. Zoo wordt bv. de Minister van Waterstaat, Handel en Nijverheid geroepen tot goedkeuring van het door den concessionaris opgemaakte algemeene plan van ontginning, tot het geven of doen geven van bijzondere voorschriften in verband met de ontginningswerken in het belang der algemeene veiligheid, zoo in de mijn als daarbuiten, terwijl den ingenieur der mijnen is opgedragen de wijze waarop de uitdelving zal plaats hebben te bepalen. Aan de organen der regeering zijn derhalve groote bevoegdheden verleend, welke diep kunnen ingrijpen in particuliere belangen, maar is ook eene groote verantwoordelijkheid voor de richtige uitvoering dier taak opgelegd.

Tot dusverre heeft de Regeering, voor zooveel der Commissie bekend is, bij de uitoefening van dit dubbele toezicht geen moeilijkheden van aanbelang ondervonden. Naarmate de mijnindustrie zich echter ontwikkelt, zal die taak zwaarder worden en zal een corps ambtenaren van groote technische bekwaamheid en practische ontwikkeling den Minister ter zijde moeten staan. Intusschen ontbreekt hier te lande de gelegenheid tot practische vorming van mijnbouwdeskundigen. Aan het theoretisch onderwijs in Delft gegeven, sluiten zich geen practische oefeningen aan. Wel is waar worden jaarlijks, door de goede zorgen van den ingenieur der mijnen, eenige aanstaande mijn-ingenieurs bij particuliere ondernemingen, hetzij in Limburg, hetzij in Duitschland in de gelegenheid gesteld, om gedurende eenige weken practisch te werken, doch langs dezen weg wordt slechts gedeeltelijk voorzien in de practische vorming der aanstaande mijnbouwtechnici. Drijft de Staat nu eigen mijnontginningen, dan zal daarvan, evenals zulks in Pruisen geschiedt, met vrucht gebruik kunnen worden gemaakt voor de opleiding van ingenieurs en verder technisch personeel, zoo voor Nederland als voor de Koloniën.

Van de ondervinding bij het beheer eener staatsmijn opgedaan zal voorts partij zijn te trekken bij het vaststellen van algemeene politiebepalingen voor het mijnbedrijf. Zullen eenerzijds de deugdelijkheid en practische uitvoerbaarheid van zoodanige voorschriften er bij winnen wanneer zij

aan ervaring in eigen onderneming opgedaan kunnen worden getoetst, anderzijds zal de nauwere bekendheid met de practische eischen van een mijnbedrijf niet zonder invloed blijven, om de bepalingen zoodanig vast te stellen dat de industrie daardoor niet in de noodige vrijheid van beweging wordt belemmerd.

Na gewezen te hebben op de voordeelen welke direct of indirect voor den Staat, in de uitoefening zijner diverse functiën, uit eigen mijnexploitatie kunnen voortvloeien, blijft thans de vraag over, of ook de verbruikers van steenkool in Nederland bij staatsexploitatie baat zullen vinden. Bij de behandeling van dit punt stelt de Commissie op den voorgrond, dat wanneer de Staat tot exploitatie overgaat, het bedrijf evenals dit in Pruisen geschiedt, zuiver commercieel zal behooren te worden gedreven, m. a. w. dat het gedolven product aan de markt zal moeten worden gebracht en dat voorziening in speciale behoeften van den Staat niet doel der exploitatie zal dienen te zijn.

Trouwens op het oogenblik is het gebruik van kolen in de verschillende takken van staatsdienst niet van dien omvang, dat daarop eene mijnexploitatie ware in te richten. Een der belangrijkste afnemers zou — aangenomen dat de gewonnen steenkool voor het doel geschikt blijkt — voor het oogenblik de Marine kunnen zijn. Hetgeen echter hier te lande voor de voorziening van de oorlogsschepen en voor het gebruik op 's Rijks werven jaarlijks noodig is, bedroeg tot dusverre niet meer dan ongeveer 20,000 ton. Het grootste gedeelte van de brandstof door de Marine gebezigd, wordt in het buitenland, voornamelijk in Indië, ingenomen.

De jaarlijksche behoefte aan steenkool hier te lande kan op ongeveer 5 millioen ton per jaar worden geschat. Hierin voorzag Duitschland in 1899 voor ongeveer drie vierde. Het overige wordt betrokken uit Engeland en België. In de laatste jaren leverde Groot-Brittannië daarvan ongeveer twee derde en België één derde.

België voorziet de nabij de Zuidelijke grenzen des lands liggende plaatsen van steenkool, en levert voorts voor een goed deel de zoogenaamde anthracietkool, welke voor huisgebruik in de zoogenaamde vulkachels en speciaal ingerichte haarden in de laatste jaren grooten aftrek heeft gevonden.

De toevoer uit Groot-Brittannië is afwisselend, hij houdt verband met de prijzen der Duitsche kolen en met de zeevrachten. De vrachtfactor is bij de Duitsche kolen uit den aard veel constanter dan bij die, welke over zee moeten worden aangevoerd. De prijsbepaling van de Duitsche kolen is geheel in handen van het Rheinisch-Westfalisch kolensyndicaat, dat de markt in Nederland beheerscht. Ons land is op dit oogenblik derhalve in dubbele mate voor de voorziening in de behoefte aan steenkool afhankelijk van het buitenland. Niet alleen dat het zijn brandstof van daar moet betrekken, maar het is tevens verplicht zich naar de eischen van een machtig syndicaat te voegen.

Hoewel er grond is voor gunstige verwachtingen ten opzichte van de productiviteit van het Limburgsche steenkolenbekken, meent de Commissie te moeten waarschuwen tegen de in den laatsten tijd in dagbladen en periodieken geleverde beschouwingen en becijferingen, waaruit zou moeten blijken, dat Nederland zich, dank zij de in den Limburgschen

bodem verborgen schatten, weldra geheel van het buitenland onafhankelijk zou kunnen maken.

Proefondervindelijk is aangetoond, dat de thans in Limburg gedolven steenkool geschikt is voor huis- en fabricksgebruik. Proeven met kolen uit de mijn Oranje-Nassau hebben aanvankelijk doen zien, dat deze, vereenigd met zwaardere Westfaalsche kolen (kolen van hooger gasgehalte) wel voor het stoken van locomotieven gebruikt kunnen worden, en, speciaal bij aanwending van geforceerde trekking, ook voor stoomschepen een bruikbare brandstof leveren, waarvan de waarde door vermenging met Duitsche vlamkolen nog zeer kan worden verhoogd. Verder bestaan aanwijzingen, dat kolen van een hooger gehalte aan vluchtige bestanddeelen dan de thans gedolven (12 tot 13 t. h.), in niet onbelangrijke hoeveelheden in den bodem aanwezig zijn. Voor het stoken van lichtgas zijn de Limburgsche kolen niet rijk genoeg aan vluchtige bestanddeelen.

Deze laatste opmerking is reeds voldoende om te doen zien, dat Nederland in zijne behoefte aan kolen niet zonder het buitenland zal kunnen voorzien. De afhankelijkheid van het buitenland kan echter, vergeleken bij thans, veel verminderen, wanneer de ontginning hier tot ontwikkeling komt en daarbij de prijs der kolen vrij blijft van den invloed van gecoaliseerde mijnbezitters.

De geschiedenis van het Rh.-W. kolensyndicaat is een leerzaam voorbeeld, hoe de producent zijne belangen tegenover den consument weet te verdedigen, en de mogelijkheid is geenszins uitgesloten dat, wanneer de Limburgsche mijnen, voor zooveel zij in particuliere handen zijn, meer tot ontwikkeling komen, dezelfde strijd van belangen, welke in Westfalen werd afgespeeld, zich hier te lande zal openbaren, en er eveneens toe zal leiden, dat de mijnbezitters de handen ineenslaan, om de afnemers de wet te stellen.

De Commissie ziet in eene krachtige staatsexploitatie een middel, om de macht van zoodanige coalitie, zoo niet te breken, dan toch zeer te verzwakken.

Zelfs wanneer eene exploitatie van staatswege binnen enkele jaren tot het bescheiden cijfer van 500,000 ton per jaar wordt opgevoerd, dan zal daarmede reeds een tegenwicht tegen al te groote prijsopdrijving liggen. Zonder den marktprijs te kunnen beheerschen, zal met evengenoemde productie eener staatsmijn, waarvan de beheerders zich natuurlijk buiten elk syndicaat zullen houden, te groote prijsverhooging menigmaal kunnen worden tegengegaan. Indien bij het afsluiten van leverantiecontracten de particuliere ondernemer met de concurrentie eener zelfstandige en onafhankelijke staatsmijn moet rekening houden, en hem door billijker, aannemelijker conditiën van die zijde gesteld, eene belangrijke leverantie dreigt te ontgaan, dan zal die omstandigheid niet zonder invloed zijn op zijne eischen. Hierbij moet wel in aanmerking worden genomen, dat tijden, waarin men, gelijk in de laatste maanden het geval was, van « kolennood » kan spreken en waarin als het ware elke eisch van den mijnontginner moet worden ingewilligd, uitzondering zijn. Geen exploitatie noch van Staat, noch van particulieren zal zoodanig kunnen worden ingericht, dat daarmede dergelijke exceptioneele toestand kan worden beheerscht. Toch kan ook onder zoodanige omstandigheden de Staat de nationale industrie

te hulp komen, door te zorgen, dat het ontginningsproduct in de eerste plaats voor afnemers in het eigen land wordt bestemd.

. . . . . .

Aan het einde van haar rapport gekomen, meent de Commissie het antwoord op de vier haar gestelde vragen kortelijks aldus te mogen samenvatten.

1° Het in Limburg beschikbare steenkolenterrein, buiten het in concessie gegevene, kan, op grond der voorhanden gegevens, geacht worden een bodemoppervlakte te beslaan van ongeveer 14,500 H. A.

2° Het is wenschelijk een deel van dit terrein van staatswege in ontginning te brengen en daarmede spoedig en op flinke schaal aan te vangen.

3° Voor ontginning van Staatswege valt aan te wijzen een veld ten noorden van het mijnveld Oranje-Nassau, ter grootte van ± 4,515 H.A., op de Bijl. II en VIII van het rapport met blauwe kleur aangegeven. In dit veld zal als eerste werkzaamheid tot het maken van een proefschacht behooren te worden overgegaan.

4° Het overblijvende deel van het beschikbare steenkolenterrein, ± 10,000 H. A., zou aan particulieren in concessie kunnen worden gegeven, in dier voege, dat niet enkele groote, maar een aantal kleinere velden worden geconcedeerd.

23 Augustus 1900.

Nederlandsche Wet van 24 Juni 1901, betreffende de Exploitatie van Staatswege van steenkolenmijnen in Limburg.

I. — MEMORIE VAN TOELICHTING

VAN DEN

MINISTER VAN DEN WATERSTAAT, VAN KOOPHANDEL EN VAN NIJVERHEID.

§ 1. Het is bekend, dat in het Zuidelijk gedeelte van Limburg sinds zeer geruimen tijd, zij het op kleine schaal, mijnbouw wordt gedreven. Het recht tot exploitatie van de tegenwoordige Domaniale mijn werd bij octrooi van Maria Theresia van 22 Januari 1723 aan de voormalige abdij van Cloosterrade of Rolduc toegekend. Door de secularisatie der geestelijke goederen aan het eind der vorige eeuw ging dit recht met de overige eigendommen der abdij op den Staat over, die de gebouwen en landerijen verkocht, doch het recht tot het ontginnen van steenkolen behield. De exploitatie der Domaniale mijn was tot voor korten tijd van zeer geringen omvang. Behalve deze mijn was in Limburg, ingevolge een Keizerlijk besluit van 2 Februari 1808, nog de mijn Neuprick-Bleyerheide in exploitatie gebracht, maar ook deze ontginning was van zeer beperkten aard. Tusschen de jaren 1860 en 1880 werden een aantal concessiën voor mijnontginning verleend. Ook deze leidden echter niet tot eenig gunstig resultaat. In 1891 werd een nieuwe aanvraag om concessie ingediend. Na ernstig onderzoek verkreeg de ondergeteekende den indruk, dat het dezen aanvragers niet te doen was om eene concessie om er handel mede te drijven, maar inderdaad om haar zoo spoedig mogelijk tot uitvoering te brengen. Hij achtte zich onbezwaard het verleenen van de onder den naam « Oranje-Nassau, » voor een uitgestrekt mijnveld aangevraagde concessie te bevorderen, ten einde belanghebbenden in de gelegenheid te stellen eene ernstige proef te nemen met het ontginnen van steenkolen in een gedeelte van Limburg, waarin tot dusver nog geen mijnbouw met ernst was beproefd. En deze opvatting omtrent de bedoeling der concessionnarissen is over het algemeen juist gebleken. Ofschoon deze aanvankelijk bij den aanleg der eerste ontginningswerken met moeilijkheden hadden te kampen, vestigde zich toch door deze ontginning de overtuiging, dat de bodem van Limburg ook westelijk van de Domaniale mijn en dus op verderen

afstand van het Ruhrgebied, niet onbelangrijke steenkolenlagen bevat, op zoodanige diepte, dat zij, ook in verband met den vooruitgang van de techniek in het mijnbedrijf, winstgevend kunnen worden ontgonnen.

Dit resultaat kwam den ondergeteekende aanstonds voor van zeer groot gewicht te zijn voor de ontwikkeling van de nationale industrie, welker belangen aan zijn departement zijn toevertrouwd. Niet in de laatste plaats geldt dit ten aanzien van Limburg, waarin een uitgebreide mijnbouw en de vestiging van daarmede samenhangende inrichtingen van nijverheid in de naaste of eene verdere toekomst mogen worden tegemoet gezien. Hierbij kwam nog een andere overweging, eene van meer algemeenen aard. Steenkool vervult als bron van arbeidsvermogen in de tegenwoordige maatschappij een uiterst gewichtige rol. Voeding, kleeding, verlichting, verwarming, verplaatsing zijn veelal in de beschaafde wereld afhankelijk van het gebruik van steenkool. Zonder eene voldoende hoeveelheid steenkool is onze tegenwoordige samenleving nauwelijks denkbaar en de moeielijkheden, waarin de maatschappij tot in hare verste vertakkingen zou geraken, indien niet of in onvoldoende mate over deze brandstof zou kunnen worden beschikt, zijn nauwelijks in te denken. Wel is waar is Nederland door zijne gunstige ligging met betrekking tot landen waar steenkool wordt gevonden (Engeland, België en Duitschland) nog steeds in staat geweest de noodige steenkool van buiten te betrekken, maar in dien gunstigen toestand zou door buitengewone omstandigheden, zooals oorlogsgevaar, kolenschaarschte of opdrijving van kolenprijzen, te eeniger tijd verandering kunnen ontstaan. De conclusie ligt dus voor de hand, dat het voor ons volk met het oog op de steeds toenemende behoefte aan steenkool een alles behalve onverschillige zaak is, dat het, naar het zich laat aanzien, op zijn eigen gebied over de bron tot bevrediging van die behoefte, althans voor een goed deel, zal kunnen beschikken. Maar het komt er dan ook op aan, met ernst te onderzoeken, op welke wijze van deze gunstige positie het meest partij in het algemeen belang kan worden getrokken. Het voordeel toch van op vaderlandschen bodem een waardevolle bron van arbeidsvermogen te bezitten, zou geheel of gedeeltelijk verloren gaan, indien deze in handen kwam van particulieren, zelfs indien deze landgenooten zijn. Immers wegens het internationaal karakter en de groote bewegelijkheid van het kapitaal zou de meerderheid der aandeelen van mijnondernemingen allicht gemakkelijk en spoedig in het bezit van buitenlanders kunnen komen. Toegegeven kan worden dat ook door concessie-bepalingen het doel zou kunnen worden nagestreefd, om ten allen tijde over een zekeren voorraad steenkolen in het eigen land te kunnen beschikken. Het is echter twijfelachtig of dit doel zou worden bereikt. Het zou niet anders mogelijk zijn dan door bemoeiing van Staatswege met het particulier bedrijf. Voor de particuliere industrie is vrijheid van handelen onmisbaar, maar zij zou niet onbeperkt kunnen worden toegestaan. Het sluiten van leveringscontracten op langen termijn met buitenlanders zou tot gevolg kunnen hebben, dat de mijnexploitant zich in tijden van schaarschte, ook al wilde hij daaraan zijnerzijds zooveel mogelijk te gemoet komen, in de onmogelijkheid zou gebracht zijn om dit te doen. Ook is het nauwelijks denkbaar, den mijnexploitant door eene concessiebepaling te dwingen, zijn product in een bepaalde richting, veel minder tegen een

lageren prijs dan den door hem verlangden, van de hand te doen. Deze bezwaren zullen slechts worden ontgaan en de zekerheid, dat de in Nederland gewonnen steenkool des vereischt aan Nederlandsche behoeften zal ten goede komen, is slechts te verkrijgen, indien de Staat zich in het bezit stelt en de exploitatie op zich neemt van de Limburgsche steenkolenmijnen, voor zoover deze nog niet aan particulieren in concessie zijn gegeven. Wel zal ook de Staat, als mijnontginner optredende, even als de particuliere ondernemer het maken van winst moeten beoogen, maar behalve op het geldelijk belang zal ook kunnen worden gelet op de behoefte in ons vaderland aan steenkool voor die gevallen, waarin het betrekken van die brandstof uit het buitenland mocht worden bemoeielijkt.

Bij deze argumenten voor het denkbeeld van Staatsexploitatie voegden zich nog andere, deels van socialen en deels van financiëelen aard. Over de eerstbedoelde wordt in § 3 dezer Memorie opzettelijk gehandeld. Wat de financiëele betreft, wordt reeds hier opgemerkt, dat in de Nederlandsche mijnwet van 1810 en ook in de onlangs tot stand gebrachte wettelijke regeling voor Nederlansch-Indië, den Staat een aandeel is toegekend in de opbrengst der exploitatie. Bij eerstgenoemde wet is dit aandeel bepaald op een maximum van vijf ten honderd der netto-opbrengst en bij laatstgenoemde op vier percent der bruto-opbrengst. De ondergeteekende zal onderzoeken of deze retributiën aan den Staat wel even zooveel toekomen, als hem in billijkheid toekomt. De beraadslaging over de Indische mijnwet ligt nog te versch in het geheugen om tegenspraak te verwachten ten aanzien der stelling, dat het zeer moeielijk is, het aandeel in de mijnontginning juist zoo te bepalen, dat eenerzijds de industrie kan rekenen op een voldoende vergoeding voor den afstand van dikwijls aanzienlijke kapitalen en anderzijds aan den Staat een aandeel wordt toegekend in het product der mijn, geëvenredigd aan het feit dat alleen door zijne tusschenkomst aan enkele personen het uitsluitend recht tot ontginning wordt toegekend. In het stelsel van concessieverleening bestaat er groote kans, dat de schatkist minder zal ontvangen dan haar toekomt, omdat het beding van een eenigszins belangrijke uitkeering allicht van het vragen van concessie zal afschrikken en zoodoende de toepassing van het stelsel zou belemmeren. Dit is een wezenlijk bezwaar dat te zwaarder weegt, indien concessie voor altijd of voor geruimen tijd wordt gegeven, hetgeen echter onvermijdelijk is in landen gelijk Nederland, waar, anders dan in Nederlandsch-Indië, mijnontginning kostbaren aanleg van schachten vereischt. Naar gelang de staatsbehoeften toenemen, verdient het aanbeveling, voor de schatkist het genot van de baten voor te behouden, welke, indien althans mag worden aangenomen, dat exploitatie van Staatswege zoowel uit een technisch als uit een commerciëel oogpunt niet bij die der particulieren behoeft achter te staan, niet onbelangrijk kunnen zijn.

Deze overwegingen hebben den ondergeteekende er toe geleid voorloopig eene afwachtende houding aan te nemen ten aanzien van de talrijke aanvragen om concessie, welke na het aanvankelijk resultaat door de ontginning der mijn Oranje-Nassau verkregen, zijn departement bereikten en alvorens te haren aanzien eene beslissing te bevorderen, het denkbeeld van Staatsexploitatie van steenkolenmijnen aan een opzettelijk onderzoek te onderwerpen. Vermits onderscheidene aanvragen om concessie, althans

voor het grootste gedeelte, op eenzelfde mijnveld betrekking hadden, achtte hij het geraden, in dit onderzoek eveneens de vraag te begrijpen, hoe het steenkolenterrein, dat niet voor Staatsexploitatie zou worden bestemd, voor uitgifte van nieuwe concessies zou behooren te worden verdeeld.

§ 2. Bij Koninklijk besluit van 17 April 1899, n° 50, werd eene Commissie ingesteld met opdracht te onderzoeken of een gedeelte van het in Limburg beschikbare steenkolenterrein van Staatswege behoort te worden ontgonnen, welk gedeelte daarvoor zou zijn te bestemmen en hoe het overblijvende steenkolenterrein zou moeten worden verdeeld bij ontginning door particulieren.

Onder dagteekening van 23 Augustus jl. heeft de Commissie haar rapport den ondergeteekende doen toekomen.

Het rapport is verdeeld in vier hoofddeelen. In het eerste wordt de uitslag medegedeeld van het technisch onderzoek naar het in Limburg beschikbare steenkolenterrein, in het tweede de vraag beantwoord of een deel daarvan van Staatswege behoort te worden ontgonnen, in het derde het terrein aangewezen, dat daarvoor in aanmerking zou kunnen worden gebracht en in het vierde een voorloopige opmerking gemaakt betreffende de vraag, hoe het overblijvende steenkolenterrein voor verdere uitgifte van concessiën zou kunnen worden verdeeld.

1. Op grond van de uitkomsten der in den loop der jaren in Limburg gedane booronderzoekingen en van hetgeen door de bereids aangevangen ontginningswerken omtrent de gesteldheid van het steenkolenterrein is aan den dag gekomen, alsmede van hetgeen bekend is omtrent de geologische formatie der aangrenzende steenkolenbekkens, neemt de Commissie aan, dat buiten het reeds in concessie gegeven gedeelte, het nog beschikbare steenkolenterrein eene oppervlakte van ongeveer 14,500 hectaren beslaat. De grenzen daarvan zijn op de bij het rapport behoorende bijlagen I, III en VIII aangegeven. Hoe dit terrein vermoedelijk is samengesteld wordt aangewezen in eene projectieteekening van de bij de proefboringen aangeboorde lagen en in een daaruit samengesteld profiel van het voornaamste gedeelte van het Limburgsche steenkolenbekken, bijlage III en IV van het rapport. Met een beroep op deze constructie meent de Ingenieur der Mijnen, dat het geheele nog onontgonnen steenkolenbekken in Limburg een groot aantal machtige kolenlagen bevat op zoodanige diepte, dat de daarin aanwezige kolen zonder onoverkomelijke technische bezwaren aan den dag kunnen worden gebracht. Met deze gunstige voorstelling heeft zich de door de Commissie geraadpleegde mijnbouwspecialiteit Bergrath Vogel (sedert bevorderd tot Berghauptmann en chef van het bergressort te Breslau) blijkens zijne nota dd. 28 Mei 1900, mede bij het rapport gevoegd, kunnen vereenigen. Zelfs is deze deskundige van oordeel, dat een nader onderzoek, vooral wanneer dit bestaat in het aanvangen van ontginningswerken, zal aantoonen, dat het zuidwestelijk deel van het steenkolenbekken nog rijker is aan steenkolen, dan door den Ingenieur der Mijnen op grond van de thans beschikbare gegevens mocht worden aangenomen.

2. De Commissie heeft het voor de beantwoording van de vraag, of hier te lande tot Staatsexploitatie van mijnen zou moeten worden besloten, noodig geacht, zich allereerst op de hoogte te stellen van het resultaat der Staatsexploitatie in Pruissen, waar zij op vrij groote schaal wordt gedreven. Haar onderzoek betrof de uitgebreide Staatsmijnen in het Saargebied en de uitkomsten van de exploitatie dezer bergwerken kwamen haar zeer bevredigend voor, zoowel wat hare technische als hare commercieele zijde betreft. Ook het financiëele resultaat scheen voldoende, en dat ofschoon ook nog andere belangen dan het maken van winst door de leiders van het bedrijf worden in het oog gehouden, ongeveer dezelfde loonen als in particuliere mijnen worden betaald en aan het werkvolk ruimschoots de noodige rusttijden worden toegekend.

In het algemeen komt het der Commissie derhalve niet twijfelachtig voor, dat de Staat met hoop op goeden uitslag tot het exploiteeren van steenkolenmijnen kan overgaan.

En wat in het bijzonder ons land betreft, zij meent dat er alleszins aanleiding bestaat tot Staatsexploitatie van steenkolenmijnen te besluiten. De tot dusver verleende concessiën zijn naar haar oordeel niet met de noodige kracht uitgevoerd, terwijl daarbij, ook in verband met de geringe geneigdheid welke het Nederlandsche kapitaal tot dusver voor mijnbouwondernemingen heeft aan den dag gelegd, buitenlandsche invloed zich te zeer heeft doen gelden. Reeds daarom is het wenschelijk dat de Staat zich belast met de exploitatie van een eenigszins belangrijke oppervlakte.

Voor deze conclusie worden echter ook positieve redenen aangevoerd. In de eerste plaats wordt gewezen op de financieele baten der ontginning. Naar een matige schatting is de netto-opbrengst op *f* 0-60 per ton te stellen, zoodat bij een afzet van 500,000 ton — de opbrengst van niet meer dan twee schachten — reeds spoedig een netto-opbrengst van *f* 300,000 per jaar zou mogen worden te gemoet gezien. Tot de indirecte voordeelen rekent de Commissie den gunstigen invloed, welke eene exploitatie, met toepassing van de nieuwste eischen der techniek en op een ook voor het personeel goed ingerichte wijze op andere exploitatien zal uitoefenen en de gelegenheid, die daardoor zal ontstaan voor deugdelijke opleiding van aanstaande ingenieurs, ook voor den Indischen Staatsdienst.

Maar ook wordt in het rapport de aandacht gevestigd op de belangen van de verbruikers van steenkool. Op dit oogenblik, meent de Commissie, is ons land voor de voorziening in de behoefte aan steenkool in dubbele mate afhankelijk van het buitenland. Niet alleen dat het zijn brandstof van daar moet betrekken, maar het is tevens verplicht zich naar de eischen van een machtig syndicaat te voegen. Niet slechts zal de Staat zich van deelneming aan dergelijke coalitiën moeten onthouden, maar een krachtige Staatsexploitatie zal tevens het middel zijn om de macht van bestaande coalitiën in ons land te verzwakken. Ook zal in buitengewone omstandigheden zoodanige exploitatie de nationale industrie steunen door te zorgen, dat het ontginningsproduct in de eerste plaats voor afnemers in het eigen land wordt bestemd. Wel wordt in het rapport gewaarschuwd tegen de voorstelling als zouden door de exploitatie van kolenmijnen in Limburg de Nederlandsche verbruikers

geheel onafhankelijk van het buitenland kunnen worden, maar niettemin acht de Commissie het onbetwistbaar en van onmiskenbare waarde, dat de bestaande afhankelijkheid door een krachtige Staatsexploitatie van steenkolenmijnen gaandeweg zal verminderen.

3. Als het meest voor Staatsexploitatie in aanmerking komende veld, dat het rijkste en voor ontginning het geschikste geacht wordt, noemt het rapport het terrein dat zich ten noorden van het mijnveld Oranje-Nassau uitstrekt. De in dit terrein verrichte boringen hebben buiten allen twijfel gesteld dat daarin een groot aantal rijke steenkolenlagen van verschillende formatiën (gas-, vet-, vlam- en magere kolen) zal worden aangetroffen, waarvan de bovenste lagen uit machtige afzettingen van gasrijke kolen zullen bestaan. Bedoeld terrein is groot 4,514 H.A. en bevat vermoedelijk 39 kolenlagen, van welke blijkens gedane boringen de gemiddelde kooldikte verschilt van 0.36 M. tot 1.87 M. Volgens eene in het rapport medegedeelde, trouwens slechts zeer globale berekening, zou dit mijnveld ruim 800 millioen ton kolen kunnen opleveren.

4. Het overblijvende, niet aan den Staat in exploitatie over te laten gedeelte van het steenkolenterrein, ter grootte van ongeveer 10,000 H.A. ware naar het oordeel der Commissie aan particuliere ondernemingen over te laten. Elke dezer concessiën zou een gebied moeten omvatten van niet minder dan 500 en niet meer dan 1,000 H.A.

§ 3. De ondergeteekende heeft van dit rapport met belangstelling kennis genomen en zijn inhoud ernstig overwogen.

De raming der Commissie, voorgelicht door erkende deskundigen omtrent de uitgestrektheid en de formatie van het steenkolenterrein schijnt hem zoodanig toegelicht, dat hij zich onbezwaard acht hare technische conclusiën aan de overweging dezer zaak ten grondslag te leggen.

Na hetgeen in § 1 dezer Memorie is betoogd kan met weinige woorden worden volstaan ter motiveering van de instemming van den ondergeteekende met het tweede gedeelte van het rapport. Ofschoon de waarde erkennende der overige argumenten, voor exploitatie van Staatswege aangevoerd, zoo komt het den ondergeteekende toch voor, dat hetgeen in het rapport wordt opgemerkt omtrent het belang van de verbruikers van steenkolen hier te lande bij een goed ingerichte Staatsexploitatie, de bijzondere aandacht verdient. Dat ook zoodanige exploitatie voor de schatkist grootere financiëele baten zal afwerpen, dan haar uit mijnontginning door particulieren zou ten deel vallen mag worden aangenomen niet slechts op grond van de in Pruissen omtrent Staatsexploitatie opgedane ervaring maar ook van de resultaten der ontginning in Limburg door particulieren, welke, al wordt zij op zeer beperkte schaal gedreven, in de laatste twintig jaren op steeds klimmende winstcijfers kan wijzen.

Wat echter betreft de grenzen van het gebied aan de Staatsexploitatie aan te wijzen, is de ondergeteekende door nadere overweging van deze vraag tot de overtuiging geleid dat het algemeen belang het best gediend zal zijn, indien het geheele beschikbare terrein voor ontginning door den Staat wordt bestemd.

De beide hoofdargumenten hierboven voor Staatsexploitatie van steen-

kolenmijnen aangevoerd, kunnen toch slechts in beteekenis winnen, wanneer zij met betrekking tot een uitgebreider veld worden toegepast dan door de Commissie wordt aanbevolen. Werd haar denkbeeld gevolgd, zoo zou het reeds thans door particuliere ondernemers bezeten terrein grooter zijn dan het Staatsterrein, en zou, werden nog 10,000 H.A. bij het particuliere bezit gevoegd, het Staatsterrein nauwelijks een vierde bedragen van het geheele in ontginning genomen Limburgsche kolenbekken.

Voorts is bij het bestemmen van het geheele beschikbare terrein tot Staatsmijnveld, van gewicht de overweging, dat het plotseling in het leven roepen van nieuwe particuliere mijnbouwondernemingen een groote stoornis zou kunnen teweeg brengen in de sociale verhoudingen der arbeidersbevolking. In het rapport — bl. 32 — wordt aangenomen dat voor eene normale exploitatie van een mijnveld van niet meer dan 500 H.A. reeds duizend arbeiders zouden gevorderd worden. Wanneer de mijnbouw in Limburg plotseling een zeer groote vlucht nam, zou ons land waarschijnlijk niet voldoende kunnen voorzien in de behoefte aan werkkrachten, daar niet iedere arbeider aanstonds tot het werken in de mijnen geschikt is. Dientengevolge zou de toevlucht moeten worden genomen tot onwenschelijk snelle uitbreiding van het aantal buitenlandsche arbeiders. Bovendien zou in het gedachte geval Limburg in korten tijd overstroomd kunnen worden door arbeiders, hetzij dan uit ons land of van over de grenzen, nog voordat ter voorziening in de behoeften aan woning of onderwijs voldoende maatregelen getroffen waren.

Is de Staat echter meester van het terrein, zoo zal hij de uitbreiding van den mijnbouw gelijken tred kunnen doen houden met de mogelijkheid van die voorziening. Ook de Commissie achtte het niet overbodig op dit gedeelte van het vraagstuk als van uitnemend gewicht de aandacht te vestigen. « Men zal, zoo liet zij zich uit, in het gebrek aan arbeiders kunnen voorzien òf door uit de bestaande bevolking en hen, die zich gaandeweg komen vestigen, langzamerhand eene krachtige mijnbevolking te vormen, òf door werkkrachten in den vreemde aan te nemen. Het eerste systeem is in Saarbrücken gevolgd en heeft daar op de sociale toestanden een gunstigen invloed uitgeoefend door dat het een gezeten en aan de streek nauw verbonden mijnarbeidersbevolking heeft doen ontstaan. De weg van aanwerving van vreemde werkkrachten, veelal Polen en Italianen, is in Westfalen op groote schaal toegepast en heeft aldaar toestanden doen geboren worden, welke op moreel en maatschappelijk gebied verre van gunstig zijn te noemen. »

Deze beschouwing komt den ondergeteekende juist en het daarop volgend advies behartenswaardig voor, om met het oog op de sociale toestanden in Limburg het Staatsbedrijf aanvankelijk op beperkte schaal aan te vatten en slechts geleidelijk uit te breiden.

Pleiten deze overwegingen voor het reserveeren voor den Staat van het geheele nog niet in concessie gegeven steenkolengebied, de ondergeteekende meent nog te mogen opmerken, dat het zeer moeielijk zou zijn de wijze te bepalen waarop het niet door den Staat geëxploiteerde terrein ter ontginning aan particulieren zou moeten worden geconcedeerd. Immers zijn in de laatste jaren door belanghebbenden een groot

aantal boringen geschied, gevolgd door bijna even zoovele concessie-aanvragen. Er was een zeker koortsachtig verlangen naar concessiën merkbaar, zoodat soms ongeveer tegelijkertijd door meerdere personen voor grootendeels hetzelfde mijnveld concessieverzoeken werden ingediend. Het zou in vele gevallen onmogelijk zijn te bepalen, welke aanvragers de beste aanspraken hebben, althans in billijkheid, daar van recht op concessie feitelijk noch wettelijk sprake zou kunnen zijn. Een uitbesteding of verpachting zou misschien de eenige weg zijn om uit deze moeielijkheid te geraken, maar het gevaar is groot, dat op die wijze een opbieden door de gegadigden tegen elkander zou worden uitgelokt, dat aan de vestiging van soliede en ernstig bedoelde mijnondernemingen al heel weinig bevorderlijk zou zijn.

Wordt overeenkomstig het voorstel der Regeering het terrein op de bij het wetsonderwerp behoorende kaart aangeduid, ter exploitatie voor den Staat gereserveerd, zoo is er in Limburg nog eene uitgestrektheid van bijna 6,000 H.A. voor de particuliere exploitatie overgelaten, welke uitgestrektheid belangrijk genoeg is, om de concurrentie tusschen het Staatsbedrijf en dat der particuliere industrie ten algemeenen nutte levendig te houden.

Na deze uiteenzetting meent de ondergeteekende te kunnen overgaan tot toelichting van de bepalingen van het ontwerp, waardoor eene principiëele beslissing omtrent de invoering van Staatsexploitatie van steenkolenmijnen wordt uitgelokt en waarin de formeele regeling van het onderwerp wordt voorgesteld. Eerst nadat deze regeling zal zijn tot stand gebracht zal het oogenblik gekomen zijn tot het doen van voorstellen om aan die beslissing uitvoering te geven door het aanvragen van de daarvoor noodige credieten. Te dezen aanzien worde slechts herinnerd aan de voorloopige raming van de kosten eener eerste ontginning, welke in het rapport wordt gegeven. Het maken van eene schacht tot op 350 M., waarvan 70 M. in het steenkolenterrein, wordt met bijbehoorende werken op ruim *f.* 600,000 begroot. De kosten eener compleete installatie voor een ontginning met twee schachten, machines, gebouwen en verdere uitrusting kunnen op ongeveer 2 1/2 millioen gulden geraamd worden.

Art. 1. In § 3 der algemeene beschouwingen is de wenschelijkheid uitgesproken om niet dan geleidelijk en slechts bij gedeelten over te gaan tot het in exploitatie nemen van steenkolenmijnen in Limburg. Intusschen is het noodig reeds dadelijk bij de wet te bepalen in welke terreinen de exploitatie van Staatswege zal geschieden, waardoor deze aan de exploitatie door de particulieren worden onttrokken.

Daarna zouden dan ingevolge deze bestemming naar gelang der omstandigheden bepaalde gedeelten van het mijnveld ter exploitatie kunnen worden aangewezen, door een Koninklijk besluit, den Raad van State gehoord.

De vraag of de Staat voor het in exploitatie nemen van mijnen eene concessie zou behoeven is ernstig overwogen. Inderdaad zou dit denkbaar zijn, zoodat de Regeering dan aan de Gedeputeerde Staten van Limburg een verzoekschrift zou moeten indienen, tot het verkrijgen van eene concessie. Het spreekt echter vanzelf, dat zij daartoe niet zou behooren

over te gaan zonder machtiging bij de wet, vermits aan het aanvaarden van eene mijnconcessie uitgaven verbonden zijn. Was echter door het verleenen van die machtiging in beginsel uitgemaakt, dat de Staat een mijnveld zal exploiteeren, zoo zou het een niets beteekenende formaliteit zijn, den weg in te slaan in Titel IV der mijnwet voor het verkrijgen van eene concessie voorgeschreven. Het kwam daarom het doelmatigst voor van het aanvragen van een concessie af te zien en, met afwijking der bepalingen van de mijnwet omtrent het aanvragen en verleenen van concessies de zaak te behandelen zooals in artikel 2 wordt voorgesteld.

Aan het Koninklijk besluit van aanwijzing zal het gevolg zijn toe te kennen, dat anders de akte van concessie heeft, te weten (art. 7 en 19 der mijnwet) dat de eigendom van den bovengrond van dien van den ondergrond wordt gescheiden. en de mijn een zelfstandig object van eigendomsrecht wordt.

Art. 2. Twee terreinen worden in artikel 1 voor de exploitatie door den Staat aangewezen, waarvan naar analogie van artikel 29 der mijnwet de grenzen van vaste punten aan de oppervlakte zijn aangegeven.

Het eerste (A) is het terrein, gelegen buiten de thans geconcedeerde mijnvelden, door de Commissie als het beschikbare steenkolenterrein aangeduid ; het andere (B) is het terrein van de voormalige mijnconcessie « Ernst », in 1893, bij Koninklijk besluit van 2 Mei van dat jaar, waarbij voor het mijnveld Oranje-Nassau concessie werd verleend (zie *Staatscourant* 1893, n° 107) gereserveerd voor eventueele uitbreiding van de Domaniale mijn. In 1945 loopt het met de Aken-Maastrichtsche Spoorweg-Maatschappij voor de exploitatie der Domaniale mijn gesloten contract ten einde en kan de Staat desgewenscht zelf de exploitatie voortzetten.

Aangezien de Domaniale mijn, voorzooverre zij op Nederlandsch gebied is gelegen, voor een groot gedeelte door particuliere concessies is ingesloten, ten noorden door het mijnveld « Laura », ten zuiden door de mijn « Neuprick » en ten westen voor een deel door het veld « Willem », is het voormalige veld « Ernst » het eenige terrein, waarmede het ontginningsgebied der Domaniale mijn kan worden uitgebreid.

Art. 3-4. In het voor ontginning van Staatswege bestemde terrein zijn tal van booronderzoekingen verricht, op grond der uitkomsten waarvan concessie-aanvragen zijn ingediend.

Een blik op de bijlagen II en III van het rapport doet zien, dat die onderzoekingen dikwijls zeer dicht bij elkander werden uitgevoerd. En waar nu èn door reeds in exploitatie zijnde ontginningen èn door tal van vroegere boringen de aanwezigheid van steenkool in ontginbare hoeveelheid in den Limburgschen bodem was aangetoond, kan ten opzichte van de hier bedoelde booronderzoekingen van « ontdekking », in den zin van artikel 16. tweede lid der mijnwet, moielijk sprake zijn.

Intusschen zijn voor de kennis van het steenkolenterrein deze boringen niet zonder belang, zoodat het billijk is, al diegenen, die op deze wijze de aanwezigheid van steenkolenlagen hebben aangetoond, een vergoeding voor gemaakte kosten toe te kennen.

Daarom wordt bij artikel 3 voorgesteld dat vergoeding voor booronderzoekingen zal worden verleend, en wel tot een bedrag overeenkomende met dat der kosten aan onderzoekingen van dien aard in het algemeen verbonden. Het zou namelijk niet te rechtvaardigen zijn door de schatkist elk bedrag te doen vergoeden waarmede in tijden van speculatie de uitkomsten van boorwerkzaamheden zijn betaald.

De hierbedoelde vergoedingen zullen aanstonds voor al de, in art. 1 bedoelde terreinen, gedane onderzoekingen moeten worden uitgekeerd, omdat, ook al moge de Staat in de verschillende gedeelten niet aanstonds met de exploitatie aanvangen, door het feit der aanwijzing voor Staatsontginning aan de onderzoekers voorgoed de kans op het verkrijgen eener concessie wordt ontnomen.

Vaststelling bij deze wet van het aan iederen onderzoeker uit te keeren bedrag acht de ondergeteekende niet aan te bevelen. Ten aanzien van elke gedane onderzoeking zal moeten worden uitgemaakt wie de rechthebbende op eene schadeloosstelling is, en welk bedrag in billijkheid behoort te worden uitgekeerd.

In art. 4 is eene regeling voor de vaststelling der uit te keeren sommen voorgedragen, welke den belanghebbenden de meest nauwgezette beoordeeling der hun toekomende vergoeding en den staat eene zooveel mogelijk spoedige liquidatie der aanspraken daarop waarborgt.

Art. 5. Volgens de artikelen 6 en 42 der mijnwet komt aan de eigenaren van den bovengrond, voor de beperking van hun eigendomsrecht, eene uitkeering toe, welke bij de akte van concessie wordt vastgesteld.

In het meerendeel der verleende en thans geldende concessies is aan de eigenaren van den bovengrond toegekend eene jaarlijksche uitkeering naar den maatstaf van 50 cents voor iedere hectare ven hun eigendom, welke zich boven het mijnveld uitstrekt. Dit geschiedde met name in de concessies : « Laura » (Koninklijk besluit van 9 September 1876, n° 24, *Staatscourant* 1876, 224), « Vereeniging » (Koninklijk besluit van 18 Februari 1877, n° 24, *Staatscourant* 1877, n° 51); « Carl » (Koninkljk besluit van 28 April 1878, n° 6, *Staatscourant* 1879, n° 103); en « Oranje-Nassau » (Koninklijk besluit van 2 Mei 1893, n° 45, *Staatscourant* 1893, n° 107).

In de concessiën « Willem » (Koninklijk besluit van 28 Januari 1860, n° 60, *Staatscourant* 1860, n° 34) en « Sophia » (Koninklijk besluit van 8 Februari 1861, n° 68, *Staatscourant* 1861, n° 46) werd de uitkeering gesteld op 25 cents per hectare.

Het komt den ondergeteekende billijk voor de uitkeering te regelen naar den in de laatste vijf en twintig jaren bij het verleenen van concessiën aan particulieren aangenomen maatstaf.

Zij zal intusschen niet aanstonds voor het geheele voor Staatsexploitatie bestemde terrein verschuldigd zijn, maar voor elk afzonderlijk deel daarvan, van het oogenblik af dat dit deel bij een Koninklijk besluit, als bedoeld in art 1, is aangewezen om in ontginning te worden gebracht. Immers kan dit besluit worden aangemerkt in de plaats te treden van de wettelijke concessie, waarbij de eigendom van de zich in den grond bevindende delfstof formeel aan den grondbezitter wordt onttrokken.

Intusschen levert de uitkeering van een jaarlijksch bedrag aan de eige-

naren van den bovengrond in de praktijk, èn voor hem, die zijn recht op uitkeering moet aantoonen èn voor hem, die moet uitkeeren, tal van bezwaren op. Al kunnen nu door eene welwillende en tegemoetkomende houding van beide partijen die bezwaren voor een goed deel worden ondervangen, geheel weg te nemen zijn zij niet. Bovendien zullen zij zich telkens weder voordoen, wanneer een perceel waarvoor uitkeering verschuldigd is, in andere handen overgaat. Dan toch zal de nieuwe bezitter, of gaat het perceel aan meer dan een persoon over, zullen de nieuwe bezitters hun recht op de uitkeering opnieuw moeten bewijzen.

Om deze moeielijkheden voor goed te voorkomen, meent de ondergeteekende te mogen voorstellen de jaarlijksche uitkeering te vervangen door een uitkeering in eens. Wanneer de afkoopsom, naar den tegenwoordigen gemiddelden rentestand van 4 t. h., wordt bepaald op 25 maal het bedrag der jaarlijksche uitkeering, of op *f.* 12-50 per hectare, dan zullen de evengenoemde eigenaren zich allerminst over zoodanige regeling hebben te beklagen.

Art. 6 regelt op den voet van art. 4 de wijze waarop de uitkeeringen aan de rechthebbenden zullen geschieden.

Art. 7. In de toelichting tot artikel 1 zijn de redenen uiteengezet, welke er toe geleid hebben om af te wijken van de bepalingen der wet van 1810, met betrekking tot het aanvragen en verleenen van concessies voor de exploitatie van Staatswege. Ook is eene bijzondere regeling noodig geacht ten aanzien van het verleenen van vergoeding aan hen die in de voor Staatsexploitatie aangewezen terreinen met vrucht onderzoekingen hebben ingesteld, en van de uitkeering aan eigenaren van den bovengrond. Eindelijk zal van de mijnwet moeten worden afgeweken voorzooveel daarbij wordt geregeld de verhouding tot de overheid, alsmede het betalen van een jaarlijksch mijnrecht (art. 33-37). Het spreekt toch van zelf, dat waar de met de exploitatie verkregen baten in 's lands kas zullen vloeien, het geen zin heeft daarvan eerst een deel als bijzondere mijnbelasting in te vorderen.

Evenmin zullen de in titel V vervatte bepalingen, betreffende het uitoefenen van toezicht op de mijnen, op de ontginning van Staatswege van toepassing moeten zijn. Deze toch regelen de bevoegdheid der overheid om ten opzichte van particuliere exploitaties in het belang der algemeene veiligheid op te treden. Het toezicht op die ontginningen is daarbij opgedragen aan den Ingenieur der Mijnen en de Gedeputeerde Staten der provinciën. Het komt niet wenschelijk voor, het toezicht op de ontginningen zooals dit thans in evengenoemde artikelen en in de op grond daarvan uitgevaardigde besluiten (Keizerlijk decreet van 3 Januari 1813 en Koninklijk besluit van 28 Juni 1877, *Stbl.* n° 155) is geregeld, voor zooveel de Staatsmijn betreft aan lagere besturen op te dragen. Dit toezicht moet rechtstreeks onder de bevelen van den Minister, aan wien het beheer van de Staatsontginningen zal zijn opgedragen, worden uitgeoefend. Het behoeft nauwelijks verzekering dat ook voor den dienst in de Staatsmijnen ter verzekering van de algemeene veiligheid voorschriften zullen worden vastgesteld, doch deze zullen het karakter hebben van instructiën voor de met de leiding en uitoefening van den dienst belaste ambtenaren.

Voor het overige zal de wet van 1810 echter evenzeer toepasselijk zijn op de mijnen welke door den Staat, als op die, welke krachtens een concessie worden geëxploiteerd. Slechts voor zooveel dit een dadelijk gevolg is van de exploitatie door den Staat, is afwijking van het gemeene recht gerechtvaardigd.

De Minister van Waterstaat,
Handel en Nijverheid,
C. LELY.

Nederlandsche Wet van 24 Juni 1901, betreffende de Exploitatie van Staatswege van steenkolenmijnen in Limburg.

II. — VOORLOOPIG VERSLAG.

Bij het afdeelingsonderzoek werd het volgende opgemerkt :

ALGEMEENE BESCHOUWINGEN.

§ 1. — Er waren leden die zich met deze wetsvoordracht niet konden vereenigen en die, bij mijnbouw in het algemeen en voor het steenkolenmijnbedrijf hier te lande in het bijzonder, aan ontginning door particulieren verre de voorkeur gaven boven ontginning door den Staat.

Tegen deze laatste wijze van ontginning hadden zij in de eerste plaats dit bezwaar dat zij doodend is voor het particulier initiatief, hetwelk zij van Staatswege juist krachtig aangemoedigd zouden willen zien.

Dat initiatief heeft zich in deze reeds op verdienstelijke wijze doen gelden. Verschillende mijnvelden zijn in exploitatie. Ook in het nu voor Staatsontginning bestemde terrein hebben tal van booronderzoekingen plaats gehad, terwijl op grond van de verkregen uitkomsten verscheidene concessieaanvragen zijn ingediend. Aan al degenen, voor wier rekening die boringen zijn verricht, zal nu evenwel de kans op het verkrijgen eener waardevolle concessie — dergelijke concessies worden meestal tegen hooge bedragen in voor de exploitatie op te richten naamlooze vennootschappen ingebracht — voor goed worden benomen. Door zoodanige ongemotiveerde krenking van bijzondere belangen zal dan echter ook aan allen particulieren ondernemingsgeest op mijnbouwgebied de kop in worden gedrukt, zeer ten nadeele van dien, ten onzent nog in het eerste stadium van ontwikkeling verkeerenden tak van industrie.

De Staat, zoo betoogden deze leden verder, zal te langzaam exploiteeren. Hij mist den prikkel tot snelle en krachtige exploitatie. Daarenboven zijn de kosten van Staatsontginning aanmerkelijk hooger dan die van ontginning door particulieren. Met dezen zal de Staat dus bezwaarlijk kunnen concurreeren. Bij exploitatie van Staatswege ontbreekt in één woord het commercieele element, de noodzakelijke factor voor een winstgevend bedrijf.

Aan deze bezwaren werd nog toegevoegd dat het optreden van den Staat als mijnontginner zal moeten leiden tot de aanstelling van ambtenaren, wellicht zelfs tot het in het leven roepen van een geheel nieuwen tak van dienst.

Ten slotte meenden de leden hier aan het woord, dat de ongunstige resultaten, verkregen met het van Staatswege exploiteeren der Domaniale mijn (van 1814—1846), van verdere toepassing van dit stelsel van ontginning zal moeten terughouden.

Vele andere leden hadden het wetsontwerp met ingenomenheid begroet.

Verdedigd werd van die zijde de meening dat in het algemeen mijnontginning van Staatswege in beginsel volkomen juist is en op practische gronden alle aanbeveling verdient. De gebruikelijke tegenstelling tusschen Staats-exploitatie en particuliere ondernemingen, zoo werd betoogd, gaat in deze niet op. Het geldt hier het winnen van rijkdommen die in den grond verborgen zijn en aan niemand toebehooren. Ook volgens de thans vigeerende mijnwet komt de beschikking over zoodanige rijkdommen toe aan den Staat. Opdat een particulier, in den regel eene naamlooze vennootschap, kunne ontginnen, moet door de Regeering concessie worden verleend. Nu ligt het voor de hand dat de Staat zelf, de gemeenschap over die schatten beschikke ten bate van de algemeene welvaart en van den nationalen arbeid, tenzij er bijzondere redenen van practischen aard bestaan om hiervan af te wijken en er over te beschikken ten bate van particuliere ondernemingen. De wenschelijkheid of noodzakelijkheid van zoodanige afwijking van den in beginsel aangewezen weg behoort dan echter door de voorstanders van particuliere exploitatie te worden aangetoond. De leden hier aan het woord waren van oordeel dat er geen termen bestaan voor Staatsonthouding, doch dat practische overwegingen juist krachtig pleiten voor het tegendeel.

Vooreerst wezen zij er op dat het mijnbedrijf een zeer bijzonder en eigenaardig bedrijf is, waarbij de Staat, al neemt hij niet zelf de exploitatie ter hand, toch regelend moet optreden, hetgeen hem last veroorzaakt en tot het doen van uitgaven noopt, terwijl de particuliere ondernemer door deze staatsbemoeiing wordt getroffen in de voor hem onmisbare vrijheid van handelen.

Bovendien, zoo ging men voort, worde niet uit het oog verloren dat de grondstoffen, die worden uitgedolven, niet door nieuwe vervangen worden. De plaats, die ingenomen werd door de aan de oppervlakte gebrachte delfstoffen, wordt niet meer aangevuld. Indien nu de mijnbouw aan particulieren wordt overgelaten, dan ziet de Staat de ondergrondsche schatten gestadig verminderen zonder dat hij er zelf iets van ontvangt. Hij zal hoogstens een aandeel genieten in de opbrengst der exploitatie; maar het zal ook nog bezwaar opleveren, dat aandeel zoo te bepalen dat het niet te drukkend is voor de particuliere onderneming, en aan den anderen kant als eene billijke vergoeding kan worden aangemerkt voor het verleenen der concessie. De behandeling der Indische mijnwet ligt nog versch in het geheugen. De schatkist zal allicht niet ontvangen, wat haar in billijkheid toekomt, omdat, wordt de vergoeding op een eenigszins ruim bedrag gesteld, het gevaar ontstaat dat dit zal afschrikken van het aanvragen van concessie.

Geldt het bovenstaande voor mijnbouw in het algemeen, voor het steenkolenmijnbedrijf is Staatsexploitatie in nog hooger mate aangewezen. De omstandigheid dat voor de uitgedolven stoffen geen nieuwe in de plaats

komen, in verband met het feit dat in de tegenwoordige maatschappij steenkool als bron van arbeidsvermogen zulk een hoogst gewichtige rol vervult en het dus voor iederen Staat van overwegend belang is over die grondstof op eigen gebied te kunnen beschikken, wijst op de noodzakelijkheid dat vooral van steenkolenmijnen de ontginning *geleidelijk* plaats hebbe. Immers die bronnen, hoe rijk ook, zijn niet onuitputtelijk en alleen de zeer problematieke veronderstelling, dat andere brandstoffen na verloop van tijd de steenkolen zullen kunnen vervangen, zou voor eene snelle ontginning met terzijdestelling van alle andere overwegingen kunnen pleiten. Een land, beschikkende over zoo kostbare schatten als steenkolen thans zijn, moet zich wachten voor roofbouw, ook in dezen oneigenlijken zin. Eene *geleidelijke* ontginning nu, gepaard met *krachtig doorzetten*, is alleen mogelijk wanneer de Staat als mijnexploitant optreedt.

Ook met het oog op de woningtoestanden en de arbeidsvoorwaarden der werklieden, achtte men vooral het hier bedoelde mijnbedrijf beter in handen van den Staat, omdat verwacht mag worden dat door Staatsexploitatie op het punt van loon en ook met betrekking tot andere arbeidsvoorwaarden van lieverlede vaste normen zullen ontstaan, waaraan ook de particuliere ordernemers zich zullen hebben te houden. Die laatste gaf echter den voorstanders van particuliere exploitatie aanleiding om op te merken dat bepalingen omtrent loonsregeling, arbeidsduur, enz., zonder bezwaar in de concessievoorwaarden kunnen worden opgenomen.

Wat nu de steenkolenmijnen hier te lande betreft, voor het van Staatswege exploiteeren van deze bestaan in verband met den tegenwoordigen stand zoowel van de vaderlandsche kolenmijnindustrie, als van het steenkolenvraagstuk hier en elders, nog andere bijzonder goede gronden. Men verwees naar hetgeen daaromtrent, zoowel in het Verslag der mijncommissie, als in de Memorie van Toelichting op dit wetsontwerp wordt medegedeeld. Terecht wordt er daar op gewezen dat op dit oogenblik ons land voor de voorziening in de behoefte aan steenkool in dubbele mate afhankelijk is van het buitenland, niet alleen omdat het zijn brandstof van daar moet betrekken, maar ook omdat het verplicht is zich naar de eischen van een machtig syndicaat te voegen. Staatsontginning der Limburgsche kolenmijnen zal het middel zijn om in die afhankelijke positie verbetering te brengen. De toepassing alleen van dat stelsel van exploitatie zal den vereischten waarborg schenken, dat de hier te lande gewonnen steenkool, met name in tijden van kolennood, in de eerste plaats aan Nederlandsche behoeften ten goede zal kunnen komen; alleen de Staat als exploitant zal met goed gevolg kunnen optreden om de macht van bestaande syndicaten zoo niet te breken, dan toch te verzwakken.

Wat het laatste betreft, meenden intusschen sommige te moeten waarschuwen tegen te hoog gespannen verwachtingen. Om een machtig syndicaat met succes te kunnen bestrijden, zoo merkten zij op, moet beschikt kunnen worden over zeer groote voorraden steenkool, grooter dan hier te lande bij een toch altijd vrij beperkt steenkolenterrein zullen kunnen worden verkregen.

Door de bestrijders van Staatsexploitatie werd er voorts op gewezen dat de Staat zich het recht van verkoop kan reserveeren bij het sluiten van contracten met mijnontginners.

Volkomen juist, zoo vervolgden de verdedigers van het wetsontwerp, is ook het financieele argument der Regeering dat het, naar gelang de Staatsbehoeften toenemen, aanbeveling verdient voor de schatkist het genot voor te behouden van de baten, die de ontginning zal kunnen opleveren; waartegenover echter anderzijds in twijfel werd gesteld of die baten vooreerst wel van groot belang zullen zijn, waar immers blijkens de Memorie van Toelichting de netto-opbrengst van 2 schachten op *f* 300,000 per jaar berekend wordt, terwijl de complete installatie van een tweetal schachten 2 1/2 millioen zal kosten.

Er werd voorts op gewezen dat eene aan den eenen kant met kracht begonnen en doorgezette, doch aan den anderen kant geleidelijke ontginning, zooals, gelijk reeds vroeger werd opgemerkt, alleen bij Staatsexploitatie mogelijk is, gevorderd wordt, met het oog op de belangen, zoowel van den nationalen arbeid in engeren zin, als van de Nederlandsche verbruikers, met welke belangen, bij de beantwoording der vraag welke wijze van exploitatie de voorkeur verdient, in de eerste plaats rekening moet worden gehouden. Het kapitaal, dat overigens gelijk de ervaring heeft geleerd in de particuliere ondernemingen in hoofdzaak vreemd kapitaal is, komt bij dit mijnbedrijf eerst in de tweede plaats in aanmerking.

Wat den *arbeid* betreft kan bezwaarlijk ontkend worden dat het wenschelijk is dat, zoo eenigszins mogelijk, in de Nederlandsche mijnindustrie, Nederlandsche arbeidskrachten plaatsing vinden. In de Memorie van Toelichting wordt er terecht opgewezen dat bij eene gelijktijdige ontginning van het geheele beschikbare gebied — en deze toch is te verwachten wanneer alle concessieaanvragen ernstig gemeend zijn — importatie van vreemde werkkrachten op groote schaal niet zou kunnen uitblijven. In Pruissen heeft de ondervinding geleerd — zie het Verslag der mijncommissie, blz. 32 — dat zoodanige invoer van vreemde mijnwerkers zeer nadeelige gevolgen heeft. Het belang der Nederlandsche arbeidskrachten eischt dus even gebiedend *geleidelijke* als *spoedige* ontginning. Met instemming had men gezien dat ook de Regeering niet blind is voor het hier bedoelde gevaar en naast spoedige geleidelijke ontwikkeling van het Staatsbedrijf op den voorgrond stelt.

Sommige leden wenschten uitdrukkelijk in de wet bepaald te zien dat geen vreemde werkkrachten zullen mogen in dienst genomen worden, doch andere betwijfelden of dit vereenigbaar ware met de bestaande traktaten.

Ten aanzien van het belang der *verbruikers* werd opgemerkt dat indien te veel wordt geproduceerd — meer dan noodig is om de beschikbare werkkrachten arbeidsgelegenheid te geven — het product grootendeels naar het buitenland uitgevoerd moet worden. Dit levert in gewone tijden geen bezwaar op, maar kan in tijden van kolennood tot ernstige ongelegenheid aanleiding geven, te meer omdat omstandigheden, zoowel van industrieelen als van politieken aard, den invoer van buitenlandsche kolen geheel kunnen belemmeren.

De bezwaren, die door de bestrijders van Staatsexploitatie tegen het wetsontwerp waren in het midden gebracht, wenschte men kortelijks te weerleggen.

Vooreerst wees men op het verkeerde om bezwaren tegen Staats-

exploitatie van velden, die nog niet in ontginning zijn, te ontleenen aan wat, met name in Duitschland, wordt aangevoerd tegen de « Verstaatlichung der Steinkohlenbergwerke. » Immers geheel iets anders is het in Staatsexploitatie nemen van bedrijven die reeds in particuliere handen zijn en het door den Staat in eigen exploitatie nemen van mijnvelden die nog niet ontgonnen worden en waarvoor zelfs nog geen concessie is verleend.

Intusschen waren er enkele leden, die meenden dat er hier voor zoodanige « Verstaatlichung » van de reeds geconcessionneerde en ten deele reeds in exploitatie zijnde terreinen wel termen zouden bestaan. Waar Nederland voor de voorziening in de behoefte van steenkool nog zoozeer afhankelijk is van het buitenland en een machtig syndicaat hier te lande de markt beheerscht, is het volgens die leden niet gerechtvaardigd een groot gedeelte der Limburgsche kolenvelden ter ontginning in handen te laten van particulieren. Huns inziens geeft de vigeerende Mijnwet gereede aanleiding om te handelen als hier bedoeld. In elk geval ligt in het bij die wet bepaalde geen beletsel.

Door andere leden werd dit denkbeeld bestreden. Het op die wijze inbreuk maken op eenmaal verkregen rechten ware huns inziens niet te verdedigen. Zij wezen er op, dat de Mijnwet in artikel 7 alleen spreekt van « expropriation », d. i. onteigening bij executie. Onteigening in den zin van onze Onteigeningswet, kent zij niet.

Staatsexploitatie, zoo luidde de eerste bedenking der bestrijders van dit denkbeeld, zal doodend zijn voor het particulier initiatief. Waar evenwel het particulier initiatief hier belichaamd is in eene naamlooze vennootschap, werd tegenover dat bezwaar gesteld de vraag, of als ondernemer, — ook afgezien van het bijzonder geval van mijnindustrie — eene naamlooze vennootschap zooveel verschilt van eene Staatsonderneming. Vooral met het oog op arbeidersbelangen valt, wat betreft het besef van verantwoordelijkheid, en de gelegenheid om dat besef, zoo het ontbreekt of sluimert, op te wekken of wakker te schudden, meer te rekenen op den Staat dan op de individueel onverantwoordelijke aandeelhouders eener naamlooze vennootschap.

Een tweede bezwaar was ontleend aan de overweging dat zij, die op het voor Staatsmijnveld bestemde terrein reeds voor hunne rekening een groot aantal booronderzoekingen hebben doen verrichten en die op grond van verkregen uitkomsten concessie hebben aangevraagd, door de omstandigheid, dat hun thans de gelegenheid tot het verkrijgen van concessie voor goed wordt benomen, te zeer in hunne belangen worden geschaad. De juistheid dier overweging kon door de leden hier aan het woord geenszins worden beaamd. Aan bedoelde personen wordt volgens dit wetsontwerp, in overeenstemming met artikel 16 der Mijnwet, vergoeding verleend voor hetgeen zij aan de boringen hebben ten koste gelegd. Directe schade wordt door hen dus niet geleden. Met voordeelen, die hun te beurt zouden hebben kunnen vallen, behoeft de Staat allerminst rekening te houden.

Zij die de boringen hebben verricht zijn *als zoodanig* voor hunne bemoeiingen beloond door hunne lastgevers; en aandeelhouders — die trouwens in den regel voor het meerendeel vreemdelingen zijn — bestaan nog niet, zoodat met bedoelde schadeloosstelling aan eerstgenoemde personen aan alle billijke eischen wordt voldaan.

De Staat zou te langzaam exploiteeren. Naar aanleiding hiervan werd

herinnerd aan de reeds vroeger gegeven uiteenzetting van de redenen, waarom eene geleidelijke ontginning, zoowel in het belang van den nationalen arbeid, als van de verbruikers, de voorkeur verdient. Voor de vrees dat *te* langzaam ontgonnen zal worden, bestaat geen enkele grond. Overigens blijkt uit de ervaring, met de in de laatste tientallen van jaren aan particulieren verleende concessiën opgedaan, zeker niet van spoed, ook niet van bekwamen spoed door de concessionarissen betracht.

Staatsexploitatie zou voorts kostbaarder zijn dan exploitatie door particulieren. Gesteld — doch niet toegegeven — dat dit het geval ware, om welke redenen, zoo werd dezerzijds gevraagd, is eerstgemelde wijze van exploiteeren dan duurder? Aan wie komen de meerdere uitgaven ten goede? De veronderstelling, dat bij ontginning van Staatswege de kosten hooger zijn, sluit, naar het voorkwam, in zich een vermoeden dat zij, die bij den Staat als mijn-exploitant arbeid verrichten, onder gunstiger arbeidsvoorwaarden in dienst zijn dan zij die werkzaam zijn bij particuliere ontginners. Is dit niet veeleer een voor- dan een nadeel? Tegen betere inrichting der werken, geringer arbeidsduur — vooral van belang in een de menschelijke kracht zoo zeer sloopend bedrijf — en zoo mogelijk betere belooning, zal toch in den tegenwoordigen tijd en bij de thans door alle richtingen aanvaarde opvattingen geen bezwaar bestaan.

Dat de Staat, zelf ontginnende, ambtenaren behoeft, is al mede geen bezwaar. Is de positie, zou men mogen vragen, van hen die in dienst van naamlooze vennootschappen arbeiden, zoo verschillend van die van arbeiders in dienst van den Staat? De Staat zal even goed als de particuliere ondernemingen de beschikking kunnen verkrijgen over bekwaam en geschikt personeel.

Ten slotte werd door de hier aan het woord zijnde leden nog opgemerkt dat de ervaring met het van Staatswege exploiteeren der domaniale mijn opgedaan geenszins behoeft af te schrikken van het doen van verdere stappen op den weg van Staatsexploitatie. Immers vindt men op bladz. 16 van het verslag der mijncommissie de reden vermeld van de geringe productiviteit dezer mijn : gebrek aan vervoermiddelen en de noodzakelijkheid om het product in naaste omgeving te plaatsen. Men kan hieraan als tweede reden toevoegen : gebrek, ook bij de Regeering, aan kennis van en belangstelling in eene onderneming, wier zetel zich bevond in het uiterste hoekje van het toenmaals, bij de gebrekkige middelen van gemeenschap, nog zoo moeilijk bereikbare Limburg.

De redenen, door de voorstanders van Staatsexploitatie ten gunste daarvan aangevoerd, deden de meesten hunner ook toejuichen het voorstel der Regeering, om in afwijking van het advies der Mijncommissie, het geheele nog beschikbare kolenterrein voor Staatsontginning te bestemmen. Intusschen spraken verscheidene hunner het vertrouwen uit, dat, — bepaaldelijk wat het gedeelte betreft, hetwelk genoemde commissie niet door den Staat ontgonnen wenschte te zien — telkens slechts zooveel in exploitatie zal worden genomen als op grond van nauwkeurige onderzoekingen van voldoende productiviteit zal mogen worden geacht.

Sommige leden gaven er de voorkeur aan dat, overeenkomstig het advies der Mijncommissie, slechts een deel van het beschikbare terrein

tot Staatsmijnveld werd bestemd en de rest geconcedeerd werd aan particulieren.

De Regeering, zoo werd in verband hiermede opgemerkt, beroept zich voor het reserveeren voor den Staat van het geheele nog niet in concessie gegeven steenkolengebied ook hierop, « dat het zeer moeilijk zou zijn de wijze te bepalen, waarop het niet door den Staat geëxploiteerde terrein ter ontginning aan particulieren zou moeten worden geconcedeerd. » Gevraagd werd hoe groot het aantal concessieaanvragen is en in hoever de door verschillende verzoekers gewenschte terreinen samenvallen.

§ 2. Sommige leden opperden eene formeele bedenking. Zij achtten het niet juist, dat, waar de mijnwet van 1810 uitsluitend het beginsel van particuliere exploitatie erkent, thans van die wet wordt gebruik gemaakt om door concessieverleening aan den Staat het beginsel van Staatsexploitatie in toepassing te brengen.

Bij andere leden bestond tegen deze wijze van handelen geen bedenking.

§ 3. Gevraagd werd of het de bedoeling der Regeering is om, alvorens met de ontginning aan te vangen, den voor den aanleg van schachten benoodigden bovengrond ter onteigening voor te dragen. Men achtte de omstandigheid dat de Staat hier zelf concessionaris is geen reden om van den gewonen regel af te wijken en onteigening in dit geval niet te doen plaats hebben.

Nog werd gevraagd of niet voorzien moet worden in middelen tot afvoer van het te winnen product.

Geantwoord werd dat de bestaande spoorlijn Sittard—Herzogenrath, zoo noodig met toevoeging van een zijlijntje, op zeer voldoende wijze in de behoefte zal voorzien.

Betreurd werd dat de Regeering zulke groote concessiën heeft verleend. Men had bepaaldelijk het oog op de « Oranje-Nassau » en vroeg naar den duur dier concessie. Sommigen waren bevreesd dat de « Oranje-Nassau » den Staat ernstige concurrentie zal aandoen. Ware het niet mogelijk, zoo werd gevraagd, de concessievoorwaarden alsnog te verzwaren? Zou het aan den Staat toekomend aandeel in de opbrengst niet verhoogd kunnen worden met toekenning van terugwerkende kracht aan de hoogere heffing? Zou voorts in de voorwaarden der concessie niet alsnog de bepaling opgenomen kunnen worden dat de onderneming zich voor de exploitatie niet van vreemde werkkrachten mag bedienen?

Van andere zijde werd er op gewezen dat, blijkens de Memorie van Toelichting, de Regeering rekent op een afzet van 500,000 ton per jaar. Waar nu reeds de maatschappij tot exploitatie van Staatsspoorwegen jaarlijks meer dan 500,000 ton steenkolen verbruikt, behoeft men zich over het gevaar van concurrentie vooralsnog niet ongerust te maken.

Ligt het, zoo werd gevraagd, in de bedoeling der Regeering, concessie te verleenen voor de buiten het Staatsmijnveld en de reeds in concessie gegeven velden gelegen terreinen?

Men vroeg waarom — gelijk uit de aanwijzingen op de overgelegde kaart moet worden opgemaakt — het kleine driehoekige terrein ten Noord-Oosten van Simpelveld noch tot het Staats- noch tot eenig particulier mijnveld zal behooren. Is het wellicht de bedoeling der Regeering, dat over

dit terrein niet worde beschikt met het oog op eene eventueele verbinding der mijnvelden « Willem » en « Sophia »?

De wenschelijkheid werd betoogd, dat de Staatsmijnontginning in ruime mate dienstbaar worde gemaakt aan de practische opleiding der toekomstige mijningenieurs.

Van andere zijde werd er op gewezen dat reeds thans voor dat doel partij wordt getrokken van onze particuliere mijnindustrie, daar jaarlijks jongelieden uit Delft eenigen tijd te Heerlen verblijven, om zich van de mijnwerkzaamheden op de hoogte te stellen.

Men drong er op aan, dat onze vaderlandsche bodem van Staatswege geologisch worde onderzocht. Men achtte dit te meer noodig, waar, naar het schijnt, thans ook in het Oosten van Overijssel en in Gelderland in de omstreken van Winterswijk steenkolenlagen zijn ontdekt. Gaarne vernam men wat der Regeering omtrent dit laatste bekend is. Betreurd werd, dat niet reeds vroeger het Rijk zoodanig onderzoek heeft doen instellen.

Onder opmerking dat het Voorloopig Verslag omtrent het wetsontwerp, houdende nadere bepalingen betreffende de mijnontginning reeds geruimen tijd geleden in handen der Regeering is gesteld, werd gevraagd of het Regeeringsantwoord thans spoedig mag worden tegemoet gezien.

ARTIKELEN.

Art. 1, *eerste lid.* Enkele leden gaven in overweging te lezen : « De ontginning van steenkolenmijnen in de provincie Limburg in de terreinen, waarvoor nog geen concessie is verleend, geschiedt van Staatswege. » Zij achtten het beter geen bepaalde grenzen in de wet op te nemen en wel om de volgende redenen. Indien — gelijk met grond verondersteld mag worden — buiten het door de Regeering in artikel 2 aangewezen gebied geen steenkolenterrein in Limburg meer aanwezig is, uitgestrekt en kolenhoudend genoeg om eene afzonderlijke ontginning uit te maken, dan bestaat er geen reden voor deze begrenzing en kan zij slechts tot moeilijkheden aanleiding geven, wanneer de Staat met zijne ontginning de grens bereikt heeft en de steenkolenlagen zich toch nog verder dan de aangegeven grens zouden uitstrekken.

Is er nog ander terrein — en deze leden meenden dat de verschillende boringen buiten het aangewezen veld hebben aangetoond, dat dit niet waarschijnlijk is — maar wordt het bestaan van steenkolenlagen toch nog vermoed, dan is het beter dat de boringen door en op kosten van den Staat plaats hebben.

Moet er echter eene grens worden aangenomen, dan zou het volgens bedoelde leden in elk geval wenschelijk zijn, dat deze alleen van het Oosten naar het Westen werd getrokken en dat bijv. het terrein tot den 51sten graad Noorderbreedte voor den Staat gereserveerd blijve.

Tweede lid. « Door Ons, den Raad van State gehoord. »

Wanneer met deze uitdrukking bedoeld wordt een algemeene maatregel van bestuur, dan achtte men haar zeer juist, maar wanneer het — gelijk uit de Memorie van Toelichting moet worden opgemaakt — de bedoeling is de aanwijzing te doen geschieden bij Koninklijk besluit, dan zou men gaarne vernemen waarom deze terminologie en niet eenvoudig de uitdrukking « Koninklijk besluit » is gebezigd.

Gelijke opmerking geldt de bepaling van het tweede lid van artikel 7.

Door sommige leden werd in overweging gegeven dit lid te lezen als volgt :

« Door Ons wordt, den Raad van State gehoord, telkens aangewezen welke mijnen achtereenvolgens zullen worden ontgonnen. »

Derde lid. « Als ware ..... concessie verleend ». Onder verwijzing naar het ter zake opgemerkte bij de algemeene beschouwingen (§ 4), gaven sommige leden andermaal te kennen dat zij zich met deze fictie niet konden vereenigen. Volgens eenigen geldt het hier meer dan een quaestie van vorm, omdat inbreuk wordt gemaakt op het aan de Mijnwet ten grondslag liggend beginsel.

Art. 3. Enkele leden hadden bezwaar tegen deze tegemoetkoming. Deze boringen hadden huns inziens weinig belang, aangezien de aanwezigheid van steenkolen in den Limburgschen bodem toch reeds boven allen twijfel was verheven. Zij vroegen van welk tijdstip de boringskosten zullen worden vergoed en welke en hoeveel boringen voor vergoeding in aanmerking zullen komen, alsook hoeveel de vergoedingskosten ongeveer zullen bedragen.

Andere leden zouden het onbillijk vinden, wanneer bedoelde kosten niet werden vergoed. Volgens de Memorie van Toelichting (bladz. 7) zijn deze boringen voor de kennis van het steenkolenterrein niet zonder belang geweest. Wat het aantal boringen betreft, waarvan de kosten zullen worden vergoed, werd verwezen naar het verslag der Mijncommissie, bijlage I.

Er waren ook leden die vergoeding toegekend wilden zien voor boringen die geen resultaat hebben opgeleverd Zij achtten dit billijk omdat men van te voren omtrent de resultaten der te verrichten boringen altijd in het onzekere verkeert.

Hiertegen werd opgemerkt dat zij wier pogingen niet met succes werden bekroond eenvoudig eene verkeerde speculatie hebben gedaan. Hun daarvoor vergoeding te geven ware ongemotiveerd. Bovendien zou, volgens sommigen, ook de vigeerende mijnwet zich hiertegen verzetten.

Sommige leden achtten de uitdrukking « een bedrag overeenkomende met dat der kosten aan zulke boringen in het algemeen verbonden », te vaag. Zij vreesden, dat rekening gehouden zal worden met de wellicht buitengewoon hooge kosten die vóór vele jaren aan die boringen besteed zijn. Liever zouden zij daarom willen lezen : « tot een bedrag voor zulke boringen in het algemeen vereischt ». Dan zouden slechts de kosten die thans voor zulke boringen gemaakt worden, in aanmerking kunnen komen.

Gevraagd werd nog of niet in dit artikel, in verband met artikel 4, zal gelezen moeten worden : « Aan de personen die in de in artikel 1 bedoelde terreinen de aanwezigheid van steenkolen hebben aangetoond », enz.

Art. 4. In overweging werd gegeven achter « vorderen », in den tweeden regel in te voegen : « en geen genoegen heeft genomen met de aanbieding van onzen Minister van Waterstaat », enz. Hierdoor zal de weg geopend worden voor transactie.

Gelijke opmerking werd gemaakt bij artikel 6.

In het tweede lid is sprake van de in het eerste lid voorgeschreven kennisgeving van den Minister van Waterstaat. In verband hiermede zal, volgens sommigen, de redactie van het eerste lid in zoodanigen zin gewijzigd moeten worden, dat duidelijk blijke van de verplichting van den Minister om ook dan kennis te geven, wanneer hij zich met de vordering of met het bedrag daarvan niet kan vereenigen.

Gelijke opmerking werd gemaakt bij artikel 6.

Art. 5. Betoogd werd door enkelen de billijkheid dat, evenals bij particuliere exploitatie, alle eigenaren van bovengronden eene uitkeering genieten, en niet alleen zij, die eigenaren zijn van grond, gelegen boven een aangewezen mijn.

Sommigen verlangden administratieve voorschriften, waardoor de eigenaren van bovengronden zekerheid kunnen verkrijgen of aan hen toebehoorend terrein gelegen is boven een ter ontginning aangewezen mijn. In verband hiermede werd gevraagd of het niet noodzakelijk, althans nuttig zoude zijn eene afzonderlijke kadastrale boekhouding aan te leggen van de ondergrondsche terreinen die van Staatswege of door particulieren in ontginning worden gebracht.

Art. 7. Dit artikel achtten eenige leden niet duidelijk. De Mijnwet, zoo merkten zij op, bevat 98 artikelen, waarvan vele voor ons land niet kunnen worden toegepast. In plaats van: « is de wet van 21 April 1810 », enz., wilden zij liever lezen : « wordt de Staat in zijne verhouding tot de wet van 21 April 1810 (*Bulletin des Lois*, n° 285) met een concessionaris gelijkgesteld. »

Andere leden meenden, dat er geen termen bestaan om de bepalingen omtrent de mijnpolitie hier niet toepasselijk te verklaren.

« Van toepassing » achtten sommigen hier beter uitdrukking dan « toepasselijk. »

Aldus vastgesteld den 29sten Maart 1901.

NOLENS.
VAN DE VELDE.
DE RAS.
DE BIEBERSTEIN.
BOLSIUS.

Nederlandsche Wet van 24 Juni 1901, betreffende de Exploitatie van Staatswege van steenkolenmijnen in Limburg.

III. — MEMORIE VAN ANTWOORD

VAN DEN

MINISTER VAN DEN WATERSTAAT, VAN KOOPHANDEL EN VAN NIJVERHEID.

Ingezonden bij brief van 13 April 1901.

§ 1. Met ingenomenheid nam de ondergeteekende kennis van de uitvoerige en zaakrijke wederlegging in het Voorloopig Verslag van de beschouwingen van die leden, die zich met de wetsvoordracht niet konden vereenigen. Bij aansluiting aan die verdediging van de algemeene strekking van het voorstel geeft het in § 1 over en weder aangevoerde hem dan ook slechts tot enkele opmerkingen aanleiding.

In de Memorie van Toelichting en thans opnieuw in het Voorloopig Verslag is uitvoerig uiteengezet hoe en waarom, van oeconomisch, sociaal en financieel standpunt beschouwd, het algemeen belang bij exploitatie van steenkolenmijnen van Staatswege zal zijn gebaat.

Met leedwezen zag de ondergeteekende daartegenover door de tegenstanders van het voorstel, het voorgedragene als « eene ongemotiveerde krenking van bijzondere belangen » gestempeld, zonder dat voor dit afkeurend oordeel goede gronden werden aangevoerd. Voor hen, die met de in het Voorloopig Verslag omschreven speculatieve doeleinden concessie hebben aangevraagd, moge het ontwerp aan gekoesterde verwachtingen omtrent te behalen winsten den bodem inslaan, van « krenking van belangen » is, waar de wet van 1810 aan hen, die door hunne onderzoekingen eene mijn hebben ontdekt, geenerlei recht geeft op concessie, geen sprake. De Mijnwet, het zij hier uitdrukkelijk herinnerd, geeft eenen concessie-aanvrager, indien hij tevens ontdekker (inventeur) in den zin der Mijnwet is, indien zijne aanvraag niet wordt ingewilligd, alleen recht op eene in de akte van concessie te bepalen vergoeding; een recht, hetwelk door artikel 3 van het wetsontwerp in ruimen zin is gehandhaafd.

Dat de Staat te langzaam zal exploiteeren, den prikkel mist tot snelle en krachtige exploitatie, dat de kosten van Staatsontginning aanmerkelijk hooger zijn dan van ontginning door particulieren, dat de Staat met deze bezwaarlijk zal kunnen concurreeren, in één woord, dat bij de exploitatie van Staatswege het commercieele element, de noodzakelijke factor voor

een winstgevend bedrijf, ontbreekt,zijn niet gemotiveerde onderstellingen en uitspraken, welke, ook blijkens het verslag der commissie voor de mijnen, in strijd zijn met de veeljarige ondervinding met de Staats-exploitatie van steenkolenmijnen in Pruisen opgedaan.

De ondergeteekende hoopt zeer spoedige indiening te bevorderen van een wetsontwerp tot verhooging van het IX^de^ hoofdstuk der Staatsbegrooting voor 1901 waarbij gelden zullen worden aangevraagd om, wanneer het onderwerpelijk ontwerp tot wet is verheven, aanstonds met de ontginningswerken te kunnen aanvangen, en aldus blijk te geven, dat ook bij de Regeering het vaste voornemen bestaat om de exploitatie te leiden in de zóó juist in het Voorloopig Verslag geschetste richting van *geleidelijke* ontginning gepaard met *krachtig doorzetten.*

Dat het optreden van den Staat als mijn-ontginner zal leiden tot het in het leven roepen van een nieuwen tak van dienst, gepaard met de aanstelling van ambtenaren, behoeft nauwelijks gezegd te worden ; de ondergeteekende zou echter niet weten hoe zonder technisch en administratief personeel eene particuliere mijnzaak gedreven zou kunnen worden. Te recht is in het Voorloopig Verslag de opmerking gemaakt, dat het, waar het geldt de aanstelling van ambtenaren, weinig verschil zal maken of eene mijn door den Staat dan wel door eene naamlooze vennootschap wordt geëxploiteerd.

Uit de ondervinding, ruim eene halve eeuw geleden met de exploitatie der domaniale mijn opgedaan, kan, ter bestrijding dezer voordracht, evenmin een argument worden geput. Immers de reden dat in 1845 het beheer der mijnen aan eene particuliere maatschappij werd overgedragen, lag hierin, dat voor eene bloeiende exploitatie het tot stand komen van behoorlijke afvoerwegen der mijnproducten, in casu aansluiting aan het spoorwegnet, noodzakelijk werd geoordeeld en deze verbinding, onder de toenmalige omstandigheden, alleen kon worden verkregen door de mijn aan particulieren in beheer te geven.

Te recht is door de voorstanders van exploitatie van Staatswege nog eens in het licht gesteld de gunstige invloed, welke zoodanige wijze van ontginning op de arbeidstoestanden van het geheele mijn-district kan uitoefenen. Ook de commissie voor de mijnen vond daarin een argument ten gunste van exploitatie door den Staat, toen zij (bladz. 19 van haar rapport) schreef: « Wanneer de Staat, waartoe hij de macht bezit, zijn mijnbedrijf inricht naar de nieuwste eischen der techniek, bij de ontginning der kolen de best bevonden methoden toepast, zijn personeel goed verzorgt, kortom zijne exploitatie zoo volmaakt mogelijk uitvoert, dan zal deze het model worden, waarnaar de overige mijnontginners zich hebben te richten. »

Aan de tegenstanders van Staats-exploitatie kan worden toegegeven, dat door het opnemen van bepalingen in de concessie het belang van de arbeiders in meer dan één opzicht kan worden bevorderd, maar stellig moet worden ontkend dat langs dien weg gelijke invloed ten goede zou worden uitgeoefend als bij een voorgaan van den Staat-ondernemer in het scheppen van gezonde arbeidstoestanden.

Van de wenschelijkheid om in de Nederlandsche mijnindustrie zooveel mogelijk Nederlandsche werkkrachten aan den arbeid te stellen is de ondergeteekende ten volle overtuigd, en hieruit vloeien dan ook zijne

bezwaren tegen het te snel in exploitatie zetten van het beschikbare steenkolenterrein voort, omdat dit noodwendig tot het invoeren op groote schaal van vreemde werkkrachten zou moeten leiden. Een verbod om vreemdelingen in dienst te nemen zou echter evenmin wenschelijk zijn, vermits men hier nog te doen heeft met een nog aan velen, ook in Limburg, vreemd ambacht, en voor tal van werkzaamheden in mijnen arbeiders moeten worden gebezigd, die zekere opleiding als mijnwerker hebben genoten. Aan de opleiding van geschikte mijnwerkers zal dan ook alle aandacht moeten worden besteed.

Al mocht het Staatsbedrijf financieel iets minder voordeel opleveren dan dat van een particulier, dan behoeft dit toch niet van ontginning in eigen beheer terug te houden, daar — het is ook in het Voorloopig Verslag reeds in het licht gesteld — de Staatsexploitatie indirecte voordeelen zal opleveren, welke, hoewel niet onder cijfers te brengen, toch niet bij het opmaken der rekening voorbij mogen worden gezien.

Het letten op de belangen van de verbruikers van steenkool komt hierbij in de eerste plaats in aanmerking. Er mag aangenomen worden, dat onder normale omstandigheden een krachtig en onafhankelijk Staatsmijnbestuur een gunstigen invloed zal uitoefenen op de houding van bestuurders van syndicaten ten opzichte hunner afnemers. In tijden van kolenschaarschte of kolennood zal rechtstreeks in het belang der Nederlandsche consumenten gewerkt kunnen worden, door met het ontginningsproduct in de eerste plaats in nationale behoeften te voorzien. Door, gelijk in het Voorloopig Verslag wordt aanbevolen, bij het sluiten van contracten met mijnontginners — waarschijnlijk is hier bedoeld het opnemen eener desbetreffende bepaling in de akte van concessie — het recht van voorkoop voor den Staat te reserveeren zou het wellicht mogelijk zijn in tijden van nood, in de eigenlijke Staatsbehoeften te voorzien, maar de ondergeteekende kan nog niet inzien hoe de consument in Nederland daardoor zou worden gebaat.

In verband met hetgeen omtrent de financieele uitkomsten nog in het Verslag is opgemerkt, zij aangeteekend, dat bij de raming der vermoedelijk te behalen baten wel degelijk met de kosten van installatie is rekening gehouden.

Met het door enkele leden aan de hand gedane denkbeeld om de Staatsexploitatie niet te beperken tot de ontginning van nieuwe mijnen, maar deze ook uit te strekken over de reeds geconcedeerde, kan de ondergeteekende zich, afgescheiden van de vraag of de vigeerende Mijnwet dergelijken maatregel al dan niet toelaat, in geenen deele vereenigen.

Hij acht het Staats- en algemeen belang voldoende gewaarborgd door het in ontginning brengen der beschikbare mijnvelden en geen grond aanwezig om een zóó diep ingrijpen in door het verleenen der concessie verkregen rechten, te rechtvaardigen.

Het is inderdaad de bedoeling niet tot ontginning van eenig deel van het voor den Staat bestemde terrein over te gaan voor genoegzame zekerheid omtrent productiviteit bestaat. Het voorschrift van artikel 1, 2de lid, levert een waarborg in die richting.

Ter voldoening aan het gedane verzoek wordt als bijlage dezer Memorie een staat overgelegd, vermeldende de aanhangige en ingediende concessie-aanvragen, waarbij tevens is aangeteekend welke daarvan geheel of

gedeeltelijk met terreinen, in andere aanvragen begrepen, samenvallen.

§ 2. De juistheid der opvatting dat de Mijnwet van 1810 *uitsluitend* het geval van particuliere exploitatie erkent, meent de ondergeteekende aan de hand van gezaghebbende schrijvers te mogen betwisten. Zoo zegt bijv. DE FOOZ : *Points fondamentaux de la législation des mines, minières et carrières*, « Rien ne s'oppose à ce que le Gouvernement, agissant comme personne politique, accorde concession au domaine de l'État, c'est-à-dire, au Gouvernement lui-même agissant comme personne privée. Les mines sont concessibles à l'État, aux provinces, aux communes, aux établissements publics »,..... (t. a. p. bladz. 156).

Het tegendeel van het in het Voorloopig Verslag beweerde valt bovendien af te leiden uit de bewoordingen van art. 39 der wet handelende over de vorming van een bijzonder fonds « qui sera appliqué aux dépenses de l'administration des mines, et à celles des recherches, ouvertures et mises en activité des mines nouvelles ou rétablissement des mines anciennes. »

§ 3. Ook met betrekking tot het krijgen van beschikking over gronden, noodig voor den aanleg van schachten en verdere installatie-werken, zal de Staat als ontginner met een particulieren ondernemer gelijk staan. Is het niet mogelijk binnen een voor ontginning aangewezen mijnveld geschikte terreinen in der minne aan te koopen, dan zal langs den weg van onteigening in het benoodigde zijn te voorzien.

Bij het ontwerpen van plannen voor de aan te leggen ontginningswerken wordt aan het verkrijgen van doelmatige aansluiting aan den spoorweg Sittard-Herzogenrath gedacht.

De concessie voor het mijnveld « Oranje-Nassau » is ingevolge art. 7 der wet van 1810 « à perpétuité » verleend.

Het uitvaardigen eener verbodsbepaling ten aanzien van het in dienst nemen van vreemd werkvolk, zou niet door middel van wijziging der concessie-bepalingen kunnen geschieden, maar zou eventueel in de wet, voor alle concessionarissen geldend, moeten worden opgenomen.

Herinnerd zij hier intusschen aan hetgeen zooeven met betrekking tot dergelijke bepaling voor de Staatsmijnen is opgemerkt. Voor zooveel wijziging der concessie gewenscht werd om den Staat meer baten uit de onginning te verzekeren, zij aangeteekend, dat de wet zelve die materie regelt. Art. 35 stelt het aan den Staat toekomende vast op een maximum van 5 t. h. der netto opbrengst.

De aanleiding tot het verleenen der belangrijke concessie « Oranje-Nassau » is in de Memorie van Toelichting medegedeeld, en de ondergeteekende is allerminst van meening, dat de in 1893 gedane stap in het belang van den Limburgschen mijnbouw behoeft te worden betreurd.

Ook voor de exploitatie van Staatswege ziet hij in de aanwezigheid eener krachtige particuliere onderneming geen nadeel. Concurrentie tusschen de particuliere en Staatsexploitatie vreest hij niet ; integendeel kan deze slechts bevorderlijk zijn om de bestuurders van beide ondernemingen te prikkelen om onvermoeid naar verbeteringen in hunne exploitatie te streven.

De vraag of het in de bedoeling der Regeering ligt concessie te verleenen voor buiten het voor Staatsontginning en de bereids in concessie gegeven velden gelegen terrein, zal eerst beantwoord kunnen worden in verband met het oogenblik waarop en de omstandigheden waaronder eene des-

betreffende concessie-aanvrage voorligt. Tot het afleggen eener verklaring in dezen, welke eene toekomstige Regeering in eenig opzicht zou binden, vindt de ondergeteekende geen vrijheid.

Het kleine driehoekige terrein tusschen de concessies « Willem » en « Sophia » heeft voor eene zelfstandige exploitatie geen waarde; het is daarvoor te klein. Het is inderdaad het meest geschikt om te eeniger tijd bij genoemde concessies te worden gevoegd. Eene aanvraag daartoe is bereids door belanghebbende ingediend.

Van de wenschelijkheid om van de Staatsontginning in ruime mate partij te trekken voor de practische opleiding van aanstaande mijningenieurs is ook ondergeteekende doordrongen. Wel is waar worden thans reeds studenten aan de Polytechnische School, door de zorgen van den ingenieur der mijnen, in de gelegenheid gesteld in den vacantietijd eenigen tijd in particuliere mijnen werkzaam te zijn, doch aan eene meer stelselmatige aansluiting van theoretisch aan practisch onderricht zal eene Staatsontginning in hooge mate bevorderlijk kunnen zijn.

Het is de bedoeling van den ondergeteekende het instellen van booronderzoekingen van Staatswege ook in het oosten van Overijssel, c. q. van Gelderland, te bevorderen en daarvoor eerlang gelden aan te vragen.

Naar de meening van deskundigen moeten ook in dat deel des lands kolenafzettingen worden aangetroffen.

De beantwoording van het Voorloopig Verslag omtrent het wetsontwerp houdende nadere bepalingen betreffende de mijnontginning, kan binnenkort worden te gemoet gezien.

ARTIKELEN.

Art. 1, *Eerste lid.* De ondergeteekende kan zich niet vereenigen met eene grensaanduiding van het voor Staatsontginning te bestemmen terrein als door enkele leden werd aanbevolen. Het noemen van bepaalde, naar vaste punten aan de oppervlakte aangeduide grenzen past geheel in het stelsel der wet van 1810, en daarmede — en dit is vooral van belang te achten — wordt niets gepraejudicieerd ten aanzien van de exploitatie van mijnen, welke eventueel buiten het gereserveerde terrein mochten worden ontdekt. Dit is van belang, omdat de mogelijkheid bestaat — referte aan het hierboven medegedeelde — dat ook buiten Limburg nog kolenmijnen worden aangetroffen.

De in het Verslag voorgestelde redactie zou eene uitspraak inhouden, dat de Staat alle nog niet geconcedeerde mijnen in Limburg zal exploiteeren, dus ook die waarvan de aanwezigheid nog niet is aangetoond, waaruit de bedoeling ware af te leiden dat het Staatsbedrijf zich in Limburg zal concentreeren en zich eventueel niet over mijnen, in andere deelen des lands aangetroffen, zal uitstrekken.

De ondergeteekende meent, dat men in dezen op het zuiverste standpunt staat door eenvoudig dat terrein voor Staatsontginning aan te wijzen, waarin, op grond van gedane onderzoekingen en geologische studiën, de aanwezigheid van steenkool in ontginbare hoeveelheid genoegzaam vaststaat. In het terrein daarbuiten zullen, ook door den Staat, onderzoekingen kunnen worden ingesteld, en met de uitkomsten daarvan voor

oogen en de ervaring met de Staats-exploitatie opgedaan zal nader beslist kunnen worden of wijziging in de thans aangenomen grenzen noodig en wenschelijk is.

Tweede lid. — Met de uitdrukking « door Ons, den Raad van State gehoord, enz. » wordt niet bedoeld een algemeene maatregel van bestuur, maar wel het opleggen der verplichting om op dit besluit van aanwijzing den Raad van State te hooren, en zulks in overeenstemming met art. 24 der wet regelende de samenstelling enz. van dat college, en in analogie met art. 5 der Mijnwet en met art. 62 der Onteigeningswet. De eenvoudige uitdrukking « Koninklijk besluit » zou derhalve niet aan de bedoeling beantwoorden.

Hiermede is tevens de opmerking met betrekking tot art. 7 beantwoord.

In de voorgestelde redactiewijziging « Door Ons wordt, den Raad van State gehoord, telkens aangewezen, welke mijnen achtereenvolgens zullen worden ontgonnen », kan de ondergeteekende geen verbetering van het voorgestelde zien. Het woord « telkens » zou het vermoeden doen ontstaan, alsof eenzelfde mijnveld meer dan éénmaal voor ontginning zou moeten worden aangewezen.

Derde lid. — Bij de beantwoording van § 2 is reeds aangetoond dat door het exploiteeren van mijnen door den Staat geen inbreuk wordt gemaakt op het aan de wet van 1810 ten grondslag liggend beginsel, doch dat integendeel de wet zelf zoodanige exploitatie voorzien heeft.

Art. 3. De ondergeteekende zou zich in geenen deele kunnen vereenigen met het denkbeeld om aan hen die door het verrichten van boringen de aanwezigheid van steenkool hebben aangetoond, geen vergoeding te geven.

Zij die onder werking der wet van 1810 onderzoekingen instelden, hebben dit gedaan met de wetenschap, dat zij, ook bij gunstigen uitslag, kans liepen geen concessie te verkrijgen, doch dat in dit geval de wet hun zekere vergoeding voor gemaakte kosten verzekerde. Dat recht moet onverkort worden gehandhaafd.

Voor het toekennen van vergoeding voor boringen, welke geen resultaat hebben opgeleverd, bestaat geen grond. Volgens de Mijnwet moet om concessie te kunnen verleenen, de aanwezigheid van eene mijn zijn aangetoond, derhalve moeten *geslaagde* boringen zijn verricht.

De Mijnwet kent in art. 16 dan ook alleen vergoeding toe aan den « inventeur » en niet aan iemand die, hoeveel boringen hij ook verricht moge hebben, daarmede slechts negatieve resultaten heeft verkregen.

Het is de bedoeling van den ondergeteekende voor alle binnen het voor Staatsontginning aangewezen terrein verrichte geslaagde boringen — een twee en dertig-tal — de aanspraak op vergoeding te erkennen. Volgens eene voorloopige berekening kan worden aangenomen, dat de daarvoor te verleenen vergoedingen ongeveer *f* 300,000 zullen bedragen.

Zooals in de Memorie van Toelichting is medegedeeld is het geenszins de bedoeling voor gedane boringen een bedrag te vergoeden, waarmede in tijden van speculatie de uitkomsten voor boorwerkzaamheden mochten zijn betaald, doch alleen die, waarvoor in billijkheid het onderzoekingswerk uitgevoerd had kunnen worden.

De ondergeteekende kan dan ook niet inzien dat de redactie van het artikel dienaangaande onzekerheid zou laten.

De vraag of de aanhef van art. 3 niet moet worden gelezen « Aan personen, die in de in art. 1 bedoelde terreinen de aanwezigheid van steenkool hebben aangetoond » enz. is ontkennend te beantwoorden. Het artikel is niet-persoonlijk gesteld.

Art. 4, eerste lid. — Achter « vorderen » in den tweeden regel, kan niet worden ingevoegd « en geen genoegen heeft genomen met de aanbieding van Onzen Minister van Waterstaat, Handel en Nijverheid enz. » Zij die meenen iets te vorderen te hebben, moeten beginnen met eene vordering in te dienen ; de Minister begint in geen geval met eene aanbieding te doen. Is die vordering ingediend, doch, naar de meening des Ministers, te hoog, dan is, naar de redactie van het artikel, de weg tot transactie geenszins uitgesloten. De Minister geeft kennis of hij zich met de vordering *en tot welk bedrag* vereenigt; vóór die kennisgeving wordt gedaan bestaat er alle gelegenheid om, zoo de vordering te hoog wordt geacht, omtrent het bedrag, waarop de vordering erkend zal worden, tot overeenstemming te komen.

De opmerking, dat het wenschelijk is, dat ook in het geval de Minister zich in het geheel niet met de vordering vereenigt, daarvan kennis wordt gegeven, wordt gedeeld, doch het komt niet noodig voor dit uitdrukkelijk in de wet voor te schrijven. Bij de uitvoering zal echter in bedoelden zin worden gehandeld.

Art 5. De ondergeteekende kan niet inzien, dat de billijkheid zou eischen reeds aanstonds voor het geheele voor Staatsontginning aangewezen terrein de in art. 5 bedoelde uitkeering aan de eigenaren van den bovengrond te doen. Hij moet ook in dit opzicht het in de Memorie van Toelichting uiteengezette standpunt blijven innemen, dat aan het Koninklijk besluit van aanwijzing in art. 1 bedoeld, het gevolg zal zijn toe te kennen, hetwelk anders de akte van concessie heeft.

Art. 6. De ondergeteekende zal ernstig overwegen op welke wijze art. 6 in het belang der eigenaren van den bovengrond op de eenvoudigste wijze kan worden uitgevoerd, opdat op weinig omslachtige wijze aan de rechthebbenden het hun toekomende worde uitbetaald.

Art. 7. De bedoeling van art. 7 is deze, dat, behalve ten aanzien van de met name genoemde punten, de wet van 1810 gelijkelijk van toepassing zal zijn op de mijnen van den Staat en op mijnen door particulieren geëxploiteerd. Dit denkbeeld wordt door de redactie van het ontwerp, naar het voorkomt, voldoende duidelijk uitgedrukt. De ondergeteekende kan niet inzien, dat de in het Voorloopig Verslag voorgestelde redactie eene verbetering zou zijn.

Met betrekking tot het niet toepasselijk verklaren van de bepalingen omtrent de mijn-politie, moet de ondergeteekende het in de Memorie van Toelichting ingenomen standpunt handhaven.

De Minister van Waterstaat,
Handel en Nijverheid,

C. LELY.

Aan de Memorie van antwoord is toegevoegd een « Staat der aanhangige concessie-aanvragen voor mijnvelden in de provincie Limburg. De oudste aanvraag is van 8 Juli 1891 en de jongste van 5 Maart 1900.

EERSTE KAMER DER STATEN-GENERAAL VAN NEDERLAND.

ZITTING 1900-1901.

N° 131.

Voorloopig verslag der Commissie van Rapporteurs over het ontwerp van wet betreffende de exploitatie van Staatswege van steenkolenmijnen in Limburg.

Het afdeelingsonderzoek van dit wetsontwerp gaf aanleiding tot de volgende beschouwingen en opmerkingen.

Zeer vele leden waren met deze voordracht ingenomen. Ook van hen die geen voorwaardelijke voorstanders van Staatsexploitatie zijn, konden verscheidenen zich met dit wetsontwerp vereenigen. Waar aan den Staat, te recht of te onrechte, steeds zwaardere eischen worden gesteld tot voorziening in verschillende behoeften, is het billijk hem ook de beschikking te geven over schatten, die de bodem bevat en die wettelijk aan niemand toebehooren. Ook uit een politiek en oeconomisch oogpunt achtte men deze Staatsexploitatie van veel belang en zeer gewenscht, dat de Regeering bij de voorziening in de binnenlandsche behoeften tegenover syndicaten den voortgang der exploitatie in de hand houdt.

Men juichte toe, dat de rijkdom van den nationalen bodem zal worden geëxploiteerd met nationaal kapitaal. Voor particuliere mijnexploitatie is in Nederland, deels ten gevolge van mindere bekendheid met mijnen en mijnontginningen, niet of zeer moeilijk geld bijeen te krijgen, en wat op dit gebied geschied is, ging met vreemd kapitaal.

Andere leden waren het met deze beschouwingen niet eens. Zij meenden, dat wanneer de zaak op de rechte wijze wordt aangevat, in Nederland nog wel geld voor mijnontginningen te krijgen is, al erkenden zij, dat het Duitsche zoogenaamde *Kux*stelsel, waarbij met kleine aandeelen, *Zubussen* genaamd, begonnen wordt, en ieder deelgenoot vrij blijft later bij te storten of niet, met verbeurte van alle recht in het laatste geval, het vinden van aandeelhouders zeer vergemakkelijkt. Deze leden keurden het af, dat de Staat nu gaat doen, wat aan particulieren moest worden overgelaten. Zij noemden den voorgestelden maatregel een stap op den weg naar het Staatssocialisme.

De drie redenen door den Minister van Waterstaat, Handel en Nijverheid aangevoerd (*Handelingen* Tweede Kamer, blz. 1595) om aan Staatsexploitatie de voorkeur te geven, te weten: 1° dat ook in ons land eene hoeveelheid steenkolen zal worden geproduceerd, geëvenredigd aan de behoefte, en ook in tijden van crisis die producten voor ons land aangewend zullen kunnen worden; 2° dat de Staat daardoor zoowel directe

winsten als indirecte voordeelen zal genieten, en 3° dat er voor de provincie Limburg een groot belang is gelegen in de wijze waarop de exploitatie zal worden aangevat, namelijk zóó, dat de ontwikkeling van het exploitatieveld *geleidelijk* zal plaats vinden en niet sneller dan bij normale ontwikkeling der gemeenten mogelijk is, achtten deze leden niet afdoende. Wat het eerste punt aangaat, zal de Staat, evengoed als een particulier, contracten voor levering van steenkolen op lange termijnen moeten sluiten, omdat de concurrentie daartoe dwingt: de Staat heeft dus in dat opzicht niets voor. In oorlogstijd kan de Staat toch altijd den uitvoer verbieden. Bovendien is de ligging van Nederland tusschen Duitschland, België en Engeland zoo gunstig, dat de concurrentie tusschen die landen het bovenmatig stijgen der prijzen tegenhoudt, en altijd wel uit één dier landen steenkolen verkrijgbaar zullen zijn. Voorts worden de onkosten, arbeidsloonen enz. evengoed op de plaats, waar gewerkt wordt, door particulieren aan de bevolking betaald, zoodat het indirecte voordeel even groot is. Wat de directe winsten voor den Staat aangaat, vreesde men, dat die zeer problematiek zouden blijken en groote teleurstelling zouden opleveren, mede, omdat de Staat in den regel veel duurder werkt dan particulieren. En in de derde plaats zouden sommigen het zulk een ramp niet achten, als, in tegenstelling van nu, niet meer Nederlanders naar het buitenland, maar vreemdelingen naar Nederland kwamen om werk te vinden.

Voorts werd door deze leden nog aangevoerd, dat wat het bezwaar betreft, dat de mijnen met vreemd kapitaal zouden worden geëxploiteerd, daarin zou kunnen worden voorzien door bepaalde voorwaarden in de concessies op te nemen, waardoor het zooveel mogelijk nationale ondernemingen zouden blijven. De oplossing die men nu voorstelt neemt een der goede gelegenheden tot plaatsing van het Nederlandsche particuliere kapitaal weg. Ten slotte wezen zij er op, dat ook de door de Regeering benoemde commissie van onderzoek geadviseerd heeft, om slechts een zeer bescheiden deel door den Staat te doen exploiteeren en al het overige geleidelijk door middel van concessiën aan de particuliere nijverheid over te laten. Het scheen hun toe, dat de Minister ten onrechte van het denkbeeld uitgaat, dat de ± 6,000 H. A., die van de geheele 14,500 H. A. kolenvelden in exploitatie zijn of daarvoor nog in aanmerking kunnen komen, reeds een genoegzaam arbeidsveld voor particuliere exploitatie uitmaken. Zij vroegen, waarom, indien men van Staatswege kolenmijnen wilde gaan exploiteeren, althans niet een gedeelte van het terrein nog ter beschikking van particulieren zou kunnen worden gesteld.

Van de zijde der voorstanders van dit wetsontwerp werd nader opgemerkt, dat er niet voldoende tegen te waken zou zijn, dat het bezit der mijnen bij particuliere exploitatie in handen van buitenlanders overging. Zoodra de Nederlandsche houder van aandeelen, het bezit daarvan te gewaagd of de koers daarvan te hoog achtte, zou ieder kooper, Nederlander of vreemdeling, hem welkom zijn en daar er van de waarden der mijnen op het oogenblik in exploitatie slechts een gering bedrag in Nederlandsche handen is, wekt dit juist geen vertrouwen op de verdere deelneming van Nederlandsch kapitaal.

Het bezwaar, dat de Staat zich niet te zeer in de nijverheid diende te

mengen, werd door vele leden gedeeld, doch er kunnen bijzondere omstandigheden zijn die voor Staatsexploitatie pleiten. Die redenen schijnen hier aanwezig te zijn in het zeer beperkt voorkomen van kolenvelden in Nederland. Juist daarom dient de Staat er voor te waken, dat er niet te veel of te weinig steenkool gedolven wordt. Niet te veel, opdat de toekomst met vertrouwen kan worden te gemoet gezien en er in moeilijke tijden op de steenkolenmarkt een tegenwicht aanwezig zij, en niet te weinig, opdat er niet te veel aan rente van braakliggend kapitaal verloren ga, de mijnwerker voldoende werk vinde en tevens een betrekkelijke welvaart geniete. Juist bij particuliere exploitatie bestaat er meer gevaar voor te veel of te weinig aanbod van werkkrachten, dan bij die door den Staat, zoodat het sociaal belang van Limburg bij particuliere exploitatie zeker veel minder gebaat zal zijn dan bij Staatsexploitatie. Wat de bewering betreft, dat particuliere exploitatie goedkooper zou zijn, zou men gaarne van de Regeering vernemen, of de ervaring op dit gebied daaromtrent ook iets geleerd heeft. Wellicht kon een vergelijking tusschen de exploitatie der Banka- en Billitonmijnen eenig licht geven.

De tegenstanders bleven echter afkeuren, dat de Staat het geheele kolenveld aan zich behield en wenschten, dat de Regeering de macht zou hebben om in bijzondere gevallen wanneer de behoefte daaraan zou blijken te bestaan, concessie te verleenen. Hierop werd geantwoord, dat zulk een achterdeur niet noodig is, omdat in dergelijke gevallen dat doel met weinig moeite door een beslissing der Wetgevende Macht in dien zin bereikt zou kunnen worden.

Wat de toekenning van schadevergoeding aangaat, waren verschillende leden van oordeel, dat het ontwerp te dien aanzien vrij karig genoemd mag worden. Deze leden meenden, dat men tegenover vroegere onderzoekers iets milder had kunnen zijn. Hadden deze toch geweten, dat Staatsexploitatie in het verschiet lag, dan zouden zij hunne onderzoekingen niet hebben ondernomen. Achtte men het niet onbillijk degenen die niets gevonden hebben van alle vergoeding uit te sluiten, dan moest daartegenover aan de gelukkige vinders, aan de *inventeurs*, ook iets meer worden vergoed dan de eenvoudige exploitatiekosten. Zij gaven aan de Regeering in overweging de mate van vergoeding nog eens nader te overwegen. Ook tegenover buitenlanders zou dit zijn nut kunnen hebben, al wenschte men geenszins gehoor te geven aan ongegronde klachten en onzinnig geschrijf. De wet van 1810, op welker bodem de Regeering zich te recht plaatst, laat geen twijfel over omtrent de vraag of de vergoeding alleen aan *inventeurs*, toekomt, maar zij is minder stellig ten aanzien van de vergoeding, de *indemnité*, zelve. Sommigen zouden dan ook, in verband met eventueele klachten en reclames gaarne gezien hebben, dat het amendement-LOHMAN ware aangenomen, waarbij de beslissing eenvoudig werd overgelaten aan den rechter zich grondende op de wet van 1810.

Er waren echter ook leden, die, nu de Staat ten bate van het algemeen deze zaak aan zich trekt, het niet onbillijk zouden achten ook aan nietvinders eenige, zij het ook gedeeltelijke, vergoeding te geven; althans voor zooveel hun arbeid gestrekt heeft om de grenzen van het kolenbassin te bepalen en dus voor den Staat niet zonder waarde is.

Sommigen hunner drongen dan ook, al kon er hier geen sprake zijn

van een recht, naar aanleiding van de verklaring van den Minister van Waterstaat, Handel en Nijverheid in de vergadering der Tweede Kamer van 1n Mei l. l. (*Handelingen* bladz. 1594), er zeer op aan, met het toekennen van zulke schadevergoedingen vrijgevig te zijn en die te verleenen overal, waar werkelijk een ernstig onderzoek naar de gesteldheid van den bodem was ingesteld. Dat zou eene aanmoediging zijn tot het verrichten van dergelijke onderzoekingen, ook in andere streken van ons vaderland, hetgeen zeer gewenscht zou wezen.

Als bedenking tegenover ruimer vergoeding aan *inventeurs* werd aangevoerd, dat het zeer moeilijk zou zijn daarvoor eene voor allen bevredigende formule te vinden. En wat de vergoeding aan niet-vinders betreft, werd er op gewezen, dat door de overneming der kolenvelden in Staatsexploitatie hun positie in geenendeele is gewijzigd. Het zou buitendien zeer moeielijk zijn eene schifting te maken tusschen speculanten en ernstige ondernemers.

In verband met de uitkeering aan eigenaren van bovengronden, krachtens artikel 5 van het ontwerp, werd door sommige leden gevraagd of ten aanzien van de door deze wet getroffen gronden artikel 44 der wet van 1810 van kracht bleef of volgens artikel 7 niet toepasselijk zou zijn. Dit laatste zouden zij onbillijk vinden. Anderen meenden, dat aan de toepasselijkheid van het bedoelde artikel niet getwijfeld kan worden.

Naar aanleiding van deze wetsvoordracht werd voorts nog gevraagd, of het niet noodig was het mijnbouwkundig onderwijs aan de Polytechnische School te Delft uit te breiden.

Ook vroeg men, of de ontginning dezer steenkolenvelden niet de verbering der bestaande en den aanleg van nieuwe communicatiemiddelen zou noodig maken om de producten af te voeren.

Ten slotte werd de wensch uitgesproken, dat de Regeering haar voornemen om in Gelderland en Overijssel onderzoekingen te doen instellen naar steenkolenbeddingen, waarvan met genoegen was kennis genomen, ook zou volvoeren; waarop men te meer aandrong, daar men vreesde, dat de totstandkoming van deze wet de exploratie door particulieren niet in de hand zou werken.

Aldus vastgesteld den 7n Juni 1901.

DIJCKMEESTER.
NEBBENS STERLING.
WELT.
MELVIL VAN LYNDEN.
SCHIMMELPENNINCK VAN DER OYE.

EERSTE KAMER DER STATEN-GENERAAL VAN NEDERLAND.

ZITTING 1900-1901.

N° 131ª.

Eindverslag der Commissie van Rapporteurs over het ontwerp van wet betreffende de exploitatie van Staatswege van steenkolenmijnen in Limburg.

Nadat het Voorloopig Verslag der Commissie aan de Regeering was medegedeeld, is van haar ontvangen de navolgende MEMORIE VAN ANTWOORD.

Met voldoening zag de ondergeteekende uit het Verslag, dat deze wetsvoordracht bij zeer vele leden, en ook bij verscheidene, die geen onvoorwaardelijke voorstanders van Staatsexploitatie zijn, een gunstig onthaal heeft gevonden, en dat, naar uit dit Staatsstuk valt op te merken, bij het streven om den kolenrijkdom van Limburg in de eerste plaats in het belang en ten behoeve van Nederland te gaan ontginnen, op den steun van dezen tak der Vertegenwoordiging mag worden gerekend.

Ook de ondergeteekende is overtuigd, dat het, alleen wanneer de Staat de exploitatie ter hand neemt, mogelijk zal zijn hier te lande in werkelijkheid eene nationale mijnbouw-industrie te vestigen.

Te recht wordt er in het Verslag op gewezen, dat tot dusverre het Nederlandsche kapitaal zich weinig gezind heeft getoond, den mijnbouw in Limburg te steunen. Of dit, gelijk sommige leden meenen, hieraan moet worden toegeschreven, dat bij het doen van een beroep op dit kapitaal niet de juiste weg is ingeslagen, zij in het midden gelaten; het geconstateerde feit verliest daardoor niet zijne beteekenis. Het valt dan ook sterk te betwijfelen of, werd op het pad van concessie-verleening voortgegaan, de millioenen, noodig om de concessies uit te voeren, hier te lande, zij het ook slechts voor een belangrijk deel, zouden zijn te vinden. Wenscht echter het Nederlandsche particuliere kapitaal in mijnondernemingen hier te lande belegging te zoeken, dan zal het thans voorgedragene daarvoor geen beletsel zijn, vermits bij de groote uitbreiding, welke de particuliere industrie door het volledig in exploitatie brengen van de reeds geconcedeerde velden nog kan ondergaan, de steun der Nederlandsche kapitalisten daarbij zeker gaarne zal worden aangenomen. Hoe men bij de groote beweeglijkheid van het kapitaal, door in de akte van concessie op te nemen bepalingen, overheerschenden vreemden invloed zou kunnen weren, is niet duidelijk; van de zijde der voorstanders is er in het Verslag trouwens reeds op gewezen, dat niet te voorkomen is

dat aandeelen, heden in Nederlandsche handen, morgen in vreemde overgaan.

De in de vergadering der Tweede Kamer door den ondergeteekende voor Staatsexploitatie van mijnen aangevoerde argumenten achtten sommige leden niet afdoende.

Wat het eerste argument betreft, het verminderen van de afhankelijkheid van Nederland van het buitenland, niet het minst met het oog op tijden van crisis en kolennood, zoo zal toch zeker wel worden toegegeven, dat, al sluit de Staat ook met buitenlandsche afnemers contracten voor de levering van kolen, daarbij toch het belang der eigen markt niet uit het oog behoeft te worden verloren. Immers, er zal gewaakt kunnen worden, dat niet het overgroote deel der productie voor langen tijd voor het buitenland wordt vastgelegd. Indien met verschillende afnemers wordt gecontracteerd, in dier voege, dat de contracten op verschillende tijden afloopen, dan zal, indien de vraag van het binnenland sterke vermeerdering toont, door niet vernieuwing van een geëindigd contract, met het daardoor vrijkomende in de eerste plaats aan aanvragen uit het binnenland kunnen worden voldaan. Wel zal bij de Staatsexploitatie het maken van winst op den voorgrond moeten staan, doch het maken van de grootst mogelijke winst zal minder dan bij particuliere ondernemingen behoeven voor te zitten; meer dan bij deze laatste zal bij de leiding der zaak met overwegingen aan het algemeen belang ontleend, — i. c. de behoefte der binnenlandsche markt — rekening kunnen worden gehouden.

Behalve op de omstandigheid dat de Staat in oorlogstijd den uitvoer kan verbieden, hetgeen, voor zoover dit ziet op een tijd waarin Nederland zelf in oorlog is gewikkeld, door den ondergeteekende niet zal worden weersproken, wordt in het Verslag, ter weerlegging van het hier besproken argument vóór Staatsexploitatie, nog gewezen op de gunstige ligging van Nederland tusschen Duitschland, België, Frankrijk en Engeland. Die ligging wordt voor het betrekken van kolen uit die landen zoo guustig geacht, dat verondersteld wordt, dat de concurrentie dier landen op onze markt bovenmatig stijgen der prijzen zal tegenhouden en er wel altijd uit een dier landen kolen verkrijgbaar zullen zijn. Hiertegenover zij opgemerkt, dat juist in het afgeloopen jaar, toen de kolenprijzen steeds stijgende waren, door tal van Kamers van koophandel en fabrieken uit alle deelen des lands op het spoedig in exploitatie brengen der Limburgsche mijnen werd aangedrongen; wel een bewijs dus, dat men omtrent de geregelde voorziening uit het buitenland tegen niet te zeer opgedreven prijzen, niet zoo gerust was.

Wat de winsten, uit het Staatsbedrijf te maken, betreft, is zooeven reeds opgemerkt, dat naast financieele baten, waarvan het verkrijgen beoogd moet worden, met de Staatsexploitatie ook indirect de behartiging van de belangen van het algemeen op den voorgrond moet staan, en derhalve voordeelen verkregen kunnen worden, die niet onder cijfers zijn te brengen. De kansen voor bevredigende financieele uitkomsten van het bedrijf zijn gunstig. De in Pruissen opgedane ondervinding heeft dit duidelijk aangetoond. In hoeverre nu exploitatie door particulieren financieel voordeeliger zal zijn dan die door den Staat, is niet met nauwkeurigheid te zeggen. Het zij veroorloofd hier te herinneren aan hetgeen dienaan-

gaande door de Commissie voor de mijnen gezegd wordt (bladzijde 12 van het rapport). Die beschouwingen komen den ondergeteekende juist voor. Bij het groote verschil in toestand en omstandigheden, waaronder gewerkt wordt, meent de ondergeteekende, dat in de uitkomsten der Banka- en Billiton- exploitatiën geen bruikbare materie tot het maken van eene vergelijking tusschen vermoedelijke uitkomsten van Staats- en particuliere exploitatiën van kolenmijnen in Limburg is te vinden.

En wat ten slotte betreft de quaestie der vreemde werklieden, zoo zou ook de ondergeteekende het geenszins eene ramp achten, als, in tegenstelling van nu, niet meer Nederlanders naar het buitenland, maar vreemdelingen naar Nederland kwamen om werk te vinden. Hij is zich dan ook niet bewust, zich in dien zin te hebben uitgelaten.

Wel is hij van meening, dat, indien door het gelijktijdig en te snel in ontginning brengen van verschillende concessiën, op groote schaal mijnarbeiders uit den vreemde moeten worden getrokken, dit voor de maatschappelijke verhoudingen en de ontwikkeling van Limburg allerminst wenschelijk zou zijn.

In de met de Tweede Kamer gewisselde stukken heeft de ondergeteekende uitvoerig de redenen medegedeeld, welke hem aanleiding hebben gegeven, voor te stellen om niet, gelijk de Commissie voor de mijnen in verband met de haar verstrekte opdracht aanbeval, een deel, doch het geheele beschikbare steenkolenterrein voor Staatsontginning te reserveeren (zie Memorie van Toelichting, bladz. 5). Alleen door den voorgestelden weg in te slaan, zal de Regeering het in handen hebben de ontginning van het beschikbare terrein geleidelijk, doch tevens krachtig uit te voeren.

Op het oogenblik zijn, behalve de hoofdzakelijk op Duitsch gebied gelegen mijn « Neuprick-Bleijerheide, de domaniale mijn en de mijn « Oranje-Nassau » in exploitatie ; in het bijzonder van laatstgenoemde is het bedrijf nog voor zeer groote uitbreiding vatbaar.

Verder zal eerlang ook in de mijnen « Carl », « Laura-Vereeniging » en « Willem-Sophia », waar de werkzaamheden voor schachten-aanleg reeds een goed eind gevorderd zijn, met het uitdelven van kolen kunnen worden aangevangen, terwijl eindelijk het voornemen bestaat om van Staatswege aanstonds op twee plaatsen ontginningswerken aan te leggen.

Waar nu, gelijk in de Memorie van Antwoord op het Verslag der Tweede Kamer is medegedeeld, het denkbeeld om het Limburgsche kolenbekken geleidelijk doch krachtig in ontginning te brengen, voorzit, zou het naar de meening van den ondergeteekende geene aanbeveling verdienen op dit oogenblik nog meer exploitatiën in het leven te roepen. Zeer juist is in het Voorloopig Verslag opgemerkt, dat, wanneer bijzondere omstandigheden het wenschelijk mochten maken aan den particulieren mijnbouw in Limburg een grooter terrein van werkzaamheden te geven, men daartoe te allen tijde zal kunnen komen door eene wijziging van de thans aanhangige wet.

Het oordeel van verschillende leden, dat het ontwerp, wat de toekenning van schadevergoeding aan « inventeurs » aangaat, « vrij karig » mag worden genoemd, kan de ondergeteekende allerminst onderschrijven.

Zij die hier mijnbouwkundige opsporingen hebben verricht, hebben

dit gedaan met de wetenschap, dat zij, naar de bepalingen der vigeerende wet :

1° daardoor geen recht op eene concessie verkrijgen ; en

2° bij niet verkrijging eener, door hen op grond van met gunstige uitkomsten bekroonde onderzoekingen, aangevraagde concessie, slechts aanspraak hebben op eene schadeloosstelling, waarvan de bepaling van het bedrag aan het uitvoerend gezag is overgelaten.

Dat naar de tot dusverre gevolgde practijk die vergoeding hier te lande is vastgesteld op eene som, overeenkomende met die der boorkosten, kon belanghebbenden evenzeer bekend zijn.

Er is echter meer. Alleen een « inventeur » heeft recht op eene schadeloosstelling. Wie als zoodanig is te beschouwen staat uitsluitend ter beoordeeling van de autoriteit die concessie verleent. In ieder bijzonder geval zal deze hebben na te gaan of een concessie-aanvrager, op grond van de uitkomsten der door hem of van zijnentwege verrichte boringen als « inventeur » is aan te merken. Naar het stelsel der wet wordt iemand echter niet « inventeur », indien hij eene kolenlaag heeft aangeboord ; hij moet daarvoor een mijn hebben ontdekt ; en bij de beoordeeling, of van *mijnontdekking* sprake is, zullen verschillende factoren in het oog moeten worden gehouden. Zoo zal zijn te letten op de plaats waar, met betrekking tot vroegere onderzoekingen, de wijze waarop en de omstandigheden waaronder de opsporingen hebben plaats gehad. In dat licht beschouwd zou men waarschijnlijk ten aanzien van verschillende zoogenaamde « geslaagde boringen » tot het besluit moeten komen, dat de onderzoeker, hij moge de aanwezigheid van het mineraal hebben aangetoond, toch nog niet « inventeur » in den zin der wet van 1810 is.

Van belang is in dit verband hetgeen de heer VAN LOON, hoogleeraar aan de Polytechnische School, te Delft, in zijn onlangs verschenen opstel, « Steenkolen in Limburg ». (Tijdschrift van het Koninklijk Nederlandsch Aardrijkskundig Genootschap, aflevering Mei 1901) omtrent de in Limburg uitgevoerde booronderzoekingen opmerkt. Deze schrijver zegt :

« Over het algemeen zijn de resultaten der boringen zeer onvolledig, hetgeen zeer te betreuren valt. Met betrekkelijk weinig meer moeite en onkosten had men bij een meer oordeelkundige plaatsing der boorgaten en eenige meerdere waarnemingen een schat van gegevens kunnen verzamelen. Bij de meeste boringen heeft klaarblijkelijk alleen de bedoeling voorgezeten om te voldoen aan de bepalingen betreffende het verkrijgen van concessie tot ontginning, waarbij vereischt wordt dat de aanwezigheid van een voor ontginning voldoende hoeveelheid steenkool moet zijn aangetoond. Of dat doel bij vele der verrichte boringen werkelijk bereikt is, zal ik hier niet nader bespreken. Ik zal mij beperken tot de opmerking, dat slechts bij ééne boring de richting, bij de kleinste helft de helling is aangetoond, terwijl vele boringen zijn gestaakt toen men eene kolenlaag had doorboord, zonder een onderzoek naar ligging en samenstelling te hebben verricht. »

De ondergeteekende heeft gemeend, dat de Regeering bij het toekennen van schadeloosstelling een ruim standpunt moet innemen. Daarom is voorgesteld dat voor het uitvoeren der verschillende « geslaagde boringen »,

zij mogen dan wettelijk als « ontdekkingen » zijn aan te merken of niet, schadeloosstelling zal zijn te geven, ook uit overweging, dat die onderzoekingen voor de kennis van de samenstelling van het steenkolenterrein meer of minder waarde hebben.

Voorts zij er wel de aandacht op gevestigd, dat volgens het stelsel der Mijnwet, het de Regeering is, die eigener autoriteit beslist of eene vergoeding moet worden toegekend en het bedrag daarvan vaststelt. Beroep op die beslissing staat niet open. Het ontwerp geeft echter de gelegenheid aan belanghebbenden, om, zoo de Regeering hen naar hunne meening niet als rechthebbende op schadeloosstelling mocht erkennen, of hun, naar den op grond der gevolgde practijk vastgestelden maatstaf, eene te lage vergoeding mocht willen toekennen, de beslissing des rechters in te roepen. Aan belanghebbenden is derhalve meer gegeven dan hun naar de wet van 1810, zooals die hier wordt toegepast, toekomt.

Is er nu grond om deze regeling « vrij karig » te noemen?

De ondergeteekende zal niet ontkennen dat de door den heer DE SAVORNIN LOHMAN in de Tweede Kamer voorgestelde regeling der indemniteitsquaestie iets aantrekkelijks heeft, in zooverre zij de Regeering ontlast van de beantwoording van moeilijke vragen, welke te dezer zake kunnen rijzen en deze ter beslissing van den rechter brengt. Om meer dan ééne reden ware echter invoering van dit stelsel niet wenschelijk. Behalve hetgeen daartegen in de Tweede Kamer is aangevoerd, zij nog aangeteekend, dat daardoor in de wijze waarop « inventeurs » met betrekking tot de regeling der hun toekomende schadeloosstelling zouden worden behandeld, verandering zou worden gebracht, voor zooverre niet de door de wet van 1810 aangewezen autoriteit, het uitvoerend gezag, doch eene andere, de rechter, geroepen zou worden te beslissen of iemand « ontdekker » is en welke vergoeding hem toekomt. En waar nu bij de geheele regeling het streven heeft voorgezeten om de rechthebbenden op schadeloosstelling zooveel mogelijk te behandelen als werd volgens de wet van 1810 concessie verleend, verdient wijziging op dit punt geene aanbeveling.

Daarnevens lijdt het geen twijfel of in het stelsel van den heer DE SAVORNIN LOHMAN zou de rechter, met het oog op de beperkte beteekenis aan het begrip « inventeur », volgens de wet van 1810 te geven, menige vordering om schadeloostelling moeten afwijzen, die volgens het ontwerp zal kunnen worden gehonoreerd of daarvoor eene lagere vergoeding toekennen dan bij eene vrijgevige toepassing van het wetsartikel mogelijk is.

Voor belanghebbenden is de gemaakte regeling dan ook voordeeliger te achten.

Voor zooveel van den ondergeteekende afhangt, zal bij de begrooting van het aanstaande dienstjaar eene som worden aangevraagd, om vergoeding toe te kennen voor het verrichten van die booronderzoekingen, waarmede wel is waar geen steenkool is aangetoond, doch die voor de kennis van den geologischen toestand van het steenkolenterrein waarde hebben. Van de verschillende « niet geslaagde boringen » is het voor deskundigen niet moeilijk uit te maken, welke in dien gedachtengang voor

vergoeding in aanmerking komen, met andere woorden, welke uit een technisch oogpunt beschouwd, gelukt zijn.

Door artikel 7, in verband met artikel 5 van het wetsontwerp zal geene verandering worden gebracht in de rechten, welke grondeigenaren, krachtens artikel 44 der Mijnwet kunnen doen gelden.

Of het mijnbouwkundig onderwijs aan de Polytechnische School te Delft zal moeten worden uitgebreid, moge voor nadere beslissing blijven voorbehouden. Niet twijfelachtig is het, naar de meening van den ondergeteekende, dat — en hierop is ook reeds in de Memorie van Toelichting aan de hand van het rapport van de Commissie voor de mijnen gewezen — dat de Staatsexploitatie van gunstigen invloed zal kuunen zijn op de deugdelijke opleiding van onze aanstaande mijn-ingenieurs.

Op uitbreiding der communicatiemiddelen, behalve die noodig om de plaatsen, waar de kolen aan den dag worden gebracht, in verbinding te brengen met den spoorweg Sittard-Herzogenrath, is de ondergeteekende reeds bedacht. Met de Maatschappij tot Exploitatie van Staatspoorwegen is hij bereids in overleg getreden over het tot stand brengen eener kortere verbinding tusschen Limburg en Holland, door aanleg van eene lijn van Echt-Einhoven.

Het is de bedoeling van den ondergeteekende, dat op de begrooting voor het dienstjaar 1902 een post wordt gebracht voor het instellen van boor-onderzoekingen in Gelderland en Overijssel.

De Minister van Waterstaat, Handel en Nijverheid,

C. LELY.

De Commissie van Rapporteurs heeft gemeend met de mededeeling van dit Antwoord aan de Vergadering haar Eindverslag te kunnen sluiten.

Vastgesteld, 11 Juni 1901.

DIJCKMEESTER.
NEBBENS STERLING.
WELT.
MELVIL VAN LYNDEN.
SCHIMMELPENNINCK VAN DER OIJE.

Nederlandsche wet van 24 Juni 1901, betreffende de exploitatie van Staatswege van steenkolenmijnen in Limburg.

WIJ, WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, saluut ! doen te weten :

Alzoo Wij in overweging genomen hebben, dat het wenschelijk is van Staatswege steenkolenmijnen in *Limburg* te exploiteeren;

Zoo is het, dat Wij, den Raad van State gehoord, en met gemeen overleg der Staten-Generaal, hebben goedgevonden en verstaan, gelijk Wij goedvinden en verstaan bij deze :

ARTIKEL ÉÉN.— De ontginning van steenkolenmijnen in de terreinen der provincie Limburg welke op de bij deze wet behoorende kaart met blauw zijn aangeduid, zal geschieden van Staatswege.

De mijnen, welke achtereenvolgens zullen worden ontgonnen, worden door Ons, den Raad van State gehoord, aangewezen.

Door deze aanwijzing wordt, als ware voor de ontginning volgens de wet van 21 April 1810 (*Bulletin des Lois*, n° 285) concessie verleend, voor den Staat de eigendom van de mijn verkregen.

ART. 2. — De in artikel 1 bedoelde terreinen zijn begrensd als volgt :

a) 1° Van den Rijksgrenspaal n° 283 naar het in de gemeenteheide van Brunssum op een der heuvels bij de Roode beek staande signaal;

2° Van dit signaal naar het snijpunt van de noordelijke grenslijn van het mijnveld « Vereeniging » met de as van den weg van Eijgelshoven en Nieuwenhagen naar Groenstraat, ook genaamd Haanweg ;

3° Van dit punt langs de grenzen der mijnvelden : « Vereeniging », « Carl », « Oranje-Nassau » en « Sophia » naar het snijpunt van de as der spoorbaan Maastricht-Aken met de westelijke grenslijn van het mijnveld « Sophia » ;

4° Van dit punt naar het noordoost-hoekpunt van het kasteel Goedenraad ;

5° Van dit punt naar het zuidoost-hoekpunt van het stations-gebouw van Wijlre ;

6° Van dit hoekpunt naar de as van den kerktoren van Schin op Geulle ;

7° Van dit punt naar het ontmoetingspunt van de as van den grooten weg van Valkenburg naar Heerlen met de as van den weg, loopende van Aalbeek naar evengenoemden grooten weg ;

8° Van dit punt naar het ontmoetingspunt van de as van den weg van

Meerssen naar Groot Haesdal met de as van den weg van Strabeek naar Groot-Haesdal;

9° Van dit punt naar het ontmoetingspunt van de as van den weg van Ulestraten over Oensel naar Schimmert met de as van den weg van Klein-Genhout naar Kruis;

10° Van dit punt naar het ontmoetingspunt van de as van den weg van Beek naar Klein-Genhout met de as van den weg van Hobbelrade naar Kelmont;

11° Van dit punt naar het ontmoetingspunt van de as van den grooten weg van Sittard naar Maastricht met de as van den weg van Neerbeek naar evengenoemden weg;

12° Van dit punt naar het snijpunt van de as der spoorbaan Sittard-Maastricht met de as der dorpsstraat van Krahwinkel;

13° Van dit punt naar de as van den kerktoren van Geleen;

14° Van dit punt naar de as van den kerktoren van Munstergeleen;

15° Van dit punt naar den Rijksgrenspaal n° 292;

16° Van dezen grenspaal langs de Rijksgrens tot grenspaal n° 283.

b) 1° Van het zuidwest-hoekpunt van het mijnveld « Carl », de zuidelijke grenslijn van dit mijnveld volgend tot het zuidoost-hoekpunt van meergenoemd mijnveld;

2° Van dit punt in rechte lijn naar het noordoost-hoekpunt der hoeve Klarenanseld, ook genaamd Kloosteranstel;

3° Van dit punt in rechte lijn naar het punt gelegen in de as van den weg van Kerkrade naar Valkenhuizen, 250 meter ten westen der brug over de Molenbeek, bij het huis « de Bril », gemeten volgens den loop van gemelde as;

4° Van dit punt, de noordelijke grenslijn van het mijnveld « Willem » volgend tot het noordwest-hoekpunt van dit mijnveld;

5° Van dit punt in rechte lijn naar het sub 1 bedoelde punt.

ART. 3. — Voor boringen in de in art. 1 bedoelde terreinen welke de aanwezigheid van steenkolenlagen hebben aangetoond, wordt uit 's Rijks schatkist eene vergoeding verleend tot een bedrag overeenkomende met dat der kosten aan zulke boringen in het algemeen verbonden.

ART. 4. — Hij die eene vergoeding, als in artikel 3 bedoeld, meent te kunnen vorderen, moet zich ter verkrijging daarvan, binnen één jaar na het in werking treden van deze wet, met overlegging van bewijsstukken tot staving van zijn recht, wenden tot Onzen Minister van Waterstaat, Handel en Nijverheid, die hem, binnen zes maanden na dien termijn, kennis geeft of hij zich met de vordering, en tot welk bedrag, vereenigt.

Wordt aan den belanghebbende het bedrag waarop hij aanspraak maakt, niet binnen zes maanden na dagteekening van de in het eerste lid voorgeschreven kennisgeving uitbetaald, zoo kan hij, binnen zes maanden na het verstrijken van dien termijn, zijne vordering in rechte doen gelden.

ART. 5. — De eigenaren van grond gelegen boven een, ingevolge het tweede lid van art. 1 aangewezen mijn, hebben recht op uitkeering uit 's Rijks schatkist van f. 12-50 per H.A.

ART. 6. — Hij die eene uitkeering, als in art. 5 bedoeld, meent te kunnen vorderen, moet zich ter verkrijging daarvan, binnen één jaar na den datum van het Koninklijk besluit van aanwijzing, in art. 1 bedoeld, met overlegging van bewijsstukken tot staving van zijn recht, wenden tot Onzen Minister van Waterstaat, Handel en Nijverheid, die hem, binnen zes maanden na dien termijn kennis geeft of hij zich met de vordering, en tot welk bedrag, vereenigt.

Wordt aan den belanghebbende het bedrag waarop hij aanspraak maakt, niet binnen zes maanden na dagteekening van de in het eerste lid voorgeschreven kennisgeving uitbetaald, zoo kan hij, binnen zes maanden na het verstrijken van dien termijn, zijne vordering in rechte doen gelden.

ART. 7. — Met uitzondering van de bepalingen betreffende de uitkeeringen aan de schatkist en betreffende de mijnpolitie, alsmede van die welke onderwerpen regelen, waarin bij deze wet is voorzien, is de wet van 21 April 1810 (*Bulletin des Lois*, n° 285) op ontginning van steenkolenmijnen door den Staat toepasselijk.

De inrichting van den mijndienst wordt door Ons, den Raad van State gehoord, geregeld.

Lasten en bevelen dat deze in het *Staatsblad* zal worden geplaatst, en dat alle Ministerieele Departementen, Autoriteiten, Colleges en Ambtenaren, wie zulks aangaat, aan de nauwkeurige uitvoering de hand zullen houden.

Gegeven op het Loo, den 24sten Juni 1901.

WILHELMINA.

De Minister van Waterstaat, Handel en Nijverheid,

C. LELY.

Uitgegeven den 12sten Juli 1901.

De Minister van Justitie,

CORT V. D. LINDEN.

IV

Pruisische wet betreffende den aankoop van concessies in Westfalen door den Staat.

DUITSCHLAND

AANKOOP VAN MIJNEN IN WESTFALEN

DOOR DEN PRUISISCHEN STAAT

(1902).

Hieronder vindt men :

1° Den tekst van het wetsontwerp onlangs gestemd door het pruisisch Parlement.

2° Den tekst der memorie van toelichting (wij lieten enkel ter zijde eenige technische bijzonderheden over de werken, reeds begonnen door de oorspronkelijke eigenaars in eene van de door den Staat gekochte concessies) ;

3° De ontleding der parlementaire beraadslagingen over het wetsontwerp.

I. — ONTWERP VAN WET

op de verkrijging voor rekening van den Staat van mijneigendommen, gelegen in het mijndistrict Dortmund.

EERSTE ARTIKEL.

Ter verkrijging :

§ 1. — Van 52 kolenvelden (1) gelegen in de cirkels van Recklinghausen en van Lüdinghausen en aangeboden door de erven Vohwinkel;

§ 2. — Van de steenkoolmijn Waltrop bij Waltrop;

§ 3. — Van al de aandeelen der burgerlijke Maatschappijen: ver. Gladbeck, Bergmannsglück, Gute Hoffnung en Berlin;

§ 4. — Van het kolenveld Potsdam, behoorende aan de burgerlijke Maatschappij « Deutscher Kaiser » te Hamborn, en van de rechten van genoemde Maatschappij : op twee boringen, gelegen tusschen de kolenvelden Potsdam en Berlijn, op de daarop gegronde aanvraag om concessie tot exploitatie van kolenterreinen ; alsook ter bestrijding van de exploitatie- en inrichtingskosten van bovengenoemde mijnen tot op 31 Maart 1903 en tevens van de bijkomende kosten voortspruitende of moetende voort-

(1) Wij duiden aan onder den naam « Kolenvelden » de oppervlakte ingevolge de pruisische wet op de mijnen van 1865 geconcedeerd. Volgens die wet is de oppervlakte van ieder veld 219 hectaren, juist 2,189,000 vierkante meter.

spruiten uit de verkrijging der voorwerpen aangeduid onder de nummers 1, 2, 3 en 4, wordt ter beschikking van de Regeering gesteld eene som kunnende gaan tot 58 millioen mark.

ART. 2.

De Regeering is gemachtigd, ten einde zich de hulpmiddelen te verschaffen ter harer beschikking gesteld door artikel 1, titels van rente op den Staat uit te geven.

De datum, de wijze van uitgifte, het bedrag der leening, de taks van den interest, de voorwaarden van opzegging en de koers worden bepaald door den Minister van Financiën.

Zullen daarenboven van toepassing zijn, wat betreft het beheer en de aflossing der leening, de bepalingen der wet van 19 December 1869 en der wet van 8 Maart 1897.

ART. 3.

De Minister van Financiën en de Minister van Handel en Nijverheid zijn belast met de toepassing van deze wet, onder voorbehoud der bepalingen van artikel 2, § 2.

ART. 4.

Deze wet wordt van kracht den dag harer afkondiging.

Memorie van toelichting.

De steenkoolmijnen in het bezit van den pruisischen Staat zijn voor het meerendeel gelegen dicht bij de Oostelijke en Westelijke grenzen, dat is te zeggen in Opper-Silezië en aan de Saar, terwijl de fiscus in het binnengedeelte des lands slechts betrekkelijk weinig belangrijke kolengronden bezit, te weten die van Ibbenbüren, Barsinghausen aan den Deister en, te samen met den prins van Schaumburg-Lippe, die van Oberkirchen.

In het eigenlijk gezegd kolenbekken van Westfalen, dat is te zeggen tusschen de Roer en de Lippe, bestaat er tot nog toe geene enkele exploitatie van kolenmijnen door den fiscus.

Het bestuur der spoorwegen van den pruisischen Staat ontving, in 1900, op een totaal kolenverbruik van 5,554,618 ton :

	Ton.
Uit Opper-Silezië.	2,191,972
Uit Neder-Silezië	177,041
Uit Saarbrucken	350,017
Uit het district Aken	128,220
Uit Westfalen	2,694,860

Deze cijfers stellen in het licht de belangrijke rol die de kolen van de Roer spelen in 't verbruik der Staatsspoorwegen ; deze moeten zich

daarvoor thans noodzakelijk wenden tot het syndicaat der kolen van den Rhijn en van Westfalen.

Men kent de groote moelijkheden die het bestuur der spoorwegen in 1900-1901 moest overwinnen om zich de benoodigde steenkolen aan te schaffen. Het was verplicht zich, in zeer onverwachte verhoudingen, te wenden tot de fiscale kolenmijnen van Opper-Silezië alsook tot die van de Saar.

Voor de exploitatie van die twee groepen fiscale mijnen en niet minder voor het Bestuur der spoorwegen zelf, zou er dus een belangrijk voordeel in liggen dat de westfaalsche kolen, die onontbeerlijk zijn, althans gedeeltelijk, door den fiscus zelf werden uitgegraven.

Bij deze beschouwingen moet men nog eene reeks beweegredenen voegen die pleiten ten voordeele van de verkrijging door den pruisischen Staat van kolenmijnen in Westfalen. De groote nijverheidsfabrieken, ten gevolge der opgedane ondervinding in de verloopen jaren, hebben eene meer en meer treffende neiging om zich onafhankelijk te maken van de kolenmarkt voor zoover het haar eigen verbruik betreft, ten einde nooit in hare exploitatie belemmerd te worden.

Welnu de fiscus, die de grootste kolenverbruiker is, heeft er alle belang bij zich te verzekeren, door dezelfde handelwijze, dat, zelfs in geval van schaarschheid der kolen, het vervoer door zijne spoorwegen zonder bezwaar kan worden volgehouden; hij kan ook zooveel mogelijk trachten aan de duitsche marine een gedeelte ten minste der brandstoffen te leveren, die haar noodig zijn.

Als eigenaar, die zelf zijne eigene kolenmijnen in Westfalen zou exploiteeren, zou de fiscus, buitendien, in staat zijn zekeren invloed uit te oefenen op de vaststelling der prijzen in dit district, wat voordeelig zijn zou voor hem als verbruiker en tevens ten goede zou komen aan de natie in haar geheel.

Al deze redenen dwongen tot een meer volledig onderzoek van het ontwerp tot verkrijging der mijnen van Westfalen, wat reeds eenige jaren geleden werd opgeworpen.

Om dit ontwerp te verwezenlijken heeft de Regeering geenzins het voornemen om de mijnexploitatie van Westfalen te nationaliseren, noch om het bijzonder initiatief in die streek aanzienlijk te beperken; toch dient zij er aan te denken mijnen te verkrijgen, belangrijk genoeg om haar bovengenoemde voordeelen te verzekeren.

De aanschaffing der mijnen in Westfalen kan op drieërlei wijze geschieden :

1° Door boringen in nog vrije streken met opvolgelijke aanvraag om concessie;

2° Door den aankoop van geconcedeerde doch nog niet geëxploiteerde mijnen of door boringen waarvan de uitslag erkend werd eene concessieaanvraag te wettigen;

3° Door mijnen te koopen die in exploitatie zijn.

Het eerste middel schijnt ons in den aanvang het natuurlijkste en minst kostbare, doch het is, ongelukkigerwijze, in het onderhavig geval het minst praktische, want heel het grondgebied, waaronder men kolenlagen kan vinden op eene diepte die 1,000 meter niet te boven gaat, werd reeds vroeger in concessie aangevraagd of is nu overal vol boringen die goede

uitslagen opleverden, zoodat nieuwe opzoekers al heel weinig kans van slagen zouden hebben.

Het derde middel, dat van den aankoop van mijnen die in exploitatie zijn, is zeker datgene dat het snelste tot het doel voert, maar het is, ongetwijfeld, ook het meest kostbare.

Het boren van een put loopt altijd gevaar te mislukken. Men is dus bereid voor den mijneigendom, waarin zich reeds met goeden uitslag geboorde putten bevinden, duurder te betalen dan voor nog onbewerkte kolenterreinen; en die prijsverhooging stijgt nog, wanneer de dwarsgangen en andere opzoekingswerken hebben bewezen dat de ligging der kolenlagen gunstig is. Er dient bijgevoegd dat de mijneigendom in Westfalen, die in exploitatie is, ontzaglijk in waarde is gestegen in den loop der laatste jaren uit hoofde van de aanzienlijke winsten die hij opleverde. Ook heden nog, nu de handelstoestand minder gunstig is geworden, hebben de mijnen nog eene betrekkelijk groote waarde, want men schrijft aan de syndicaten de noodige macht toe om zonder bezwaar aan hunne leden een ongunstigen tijd te doen doorstaan en om mede te werken tot den spoedigen terugkeer van meer voordeelige tijden. Hoewel het onwaarschijnlijk is dat men in den loop der aanstaande jaren dividenden van 20 t. h. zal uitkeeren (zooals de Maatschappij Nordstern het deed), van 30 t. h. (zooals de Kölner Bergwerks-Verein), van 15 t. h. (zooals de Maatschappij Hibernia), van 13 t. h. (Hapen, Gelsenkirchen en menig andere mijn gedurende de jaren 1899 en 1900), toch hopen de exploitanten op den terugkeer van zulke schitterende inkomsten en de koers van mijnwaarden blijft, bijgevolg, altijd zeer hoog.

De Regeering zocht dus kolenterreinen die reeds geconcedeerd waren, maar nog niet in exploitatie gebracht, aan te koopen.

In den loop der onderhandelingen door een derden persoon geleid, werden den Staat de volgende aanbiedingen gedaan :

1° Door de erven Vohwinkel het aanbod van een domein uit één stuk van veertig kolenvelden van normale uitgestrektheid (1), waarvan een deel geconcedeerd, het overige in concessie aangevraagd op grond van boringen die goeden uitslag opleverden. Dit gebied ligt aan de noordzijde van de tot hiertoe geconcedeerde mijnvelden. De hoeveelheid losse aardlagen verschilt in dat oord van 650 tot 850 meter.

Men mag aannemen dat al de lagen der verschillende trappen van den westfaalschen kolengrond zich daar ontwikkelen tot eene diepte van 1,500 meter en men vindt er eerst de vlamkolen, dan de gaskolen en eindelijk een gedeelte vetkolen.

Men kent niet juist genoeg de lagen om nauwkeurig de kolenrijkdommen te berekenen die waarschijnlijk liggen tusschen groeven en bergruggen. Toch heeft men ongeveer kunnen schatten dat, bij eene horizontale projectie, de kolenlagen de volgende hoeveelheden moeten inhouden :

Vlamgaskolen	$32^{m}80$
Gaskolen	$10^{m}81$
Vette kolen	$11^{m}59$
Totaal . . .	55^{m} »

(1) Dat is dus 40 maal 219 hectaren of 8,760 hectaren.

Daaruit volgt dat als men het normale veld op 2 millioen vierkante meter berekent, ieder dier kolenvelden ongeveer 110 millioen ton moet inhouden. Zelfs met eene aanzienlijke afkorting wegens verschuivingen en verwerpingen en lettende op de noodzakelijkheid om grensstrooken te behouden en op andere verliezen van exploitatie, kan men dezen rijkdom schatten op niet minder dan ongeveer 80 millioen ton. dat maakt voor de 40 bedoelde kolenvelden 3,200 millioen ton.

2° Anderzijds hebben de erven Vohwinkel aangeboden eene groep van 12 kolenvelden van normale uitgestrektheid die aan de Oostzijde naast de vorige terreinen liggen en wier veronderstelde opbrengst zoowat gelijk is aan die der voorgaande.

Om de 52 velden, waarvan sprake, voor de exploitatie te openen zou men, wegens de aanzienlijke hoeveelheid losse aardlagen, ongeveer twaalf putten moeten maken, doch natuurlijk niet alle te gelijk begonnen.

Opdat elk dier putten tot volle ontwikkeling kome, zou men tien tot twaalfjaar ongeveer moeten wachten, en zes tot zeven eer dat ieder harer in staat was winsten op te leveren ten naaste bij overeenkomende met den interest van het kapitaal van eerste inrichting. De kolenrijkdommen in die streken moeten dus hoofdzakelijk worden beschouwd als eene reserve voor de exploitatie ondernomen in de terreinen, waarvan sprake zal zijn ;

3° Daarenboven biedt men den Staat aan de mijn Waltrop, liggende ten zuiden der voorgaande districten en die is zamengesteld uit 8 1/2 kolenveld met normale uitgestrektheid (2). Wat betreft den rijkdom van Waltrop, mag men aannemen dat die ongeveer 80 millioen ton per kolenveld bedraagt, tot eene diepte van 1,300 meter, want de losse aardlagen hebben er slechts eene diepte van 400 tot 500 meter.

Hier zou men twee putten moeten maken, die na ongeveer vijf jaar konden beginnen winst te geven en die na tien jaar in volle uitdelving zouden zijn.

Om binnen den kortst mogelijken tijd, in staat te zijn eenigen, zij het ook matigen interest te geven op het kapitaal dat besteed werd aan de inrichting dier mijnen, is het noodig dat de Staat, benevens de aankoopen aangeduid onder n^rs^ 1, 2 en 3, ook nog zich aanschaffe eene reeds gevestigde of bijna voltooide mijnschacht.

Alle pogingen met dat doel aangewend liepen slechts uit op een enkel aanbod, aangezien de mijn « Minister Achenbach », die eveneens werd aangeboden, gekocht werd door de Firma Stumm ;

4° Dit aanbod betreffende de mijn « ver. Gladbeck », bij Gladbeck (mijn van omtrent 13 velden van normale uitgestrektheid en die aan eene burgerlijke maatschappij behoort), bevat ook de kolenvelden in de buurt van de mijn Gladbeck en daaraan verbonden, en genaamd : « Bergmannsglück » (ongeveer 9 kolenvelden), « Gute Hoffnung ver. » (5 kolenvelden), « Berlin » (5 kolenvelden), en « Potsdam » (1 kolenveld) (3) en, eindelijk, de rechten voortspruitende uit de werken gedaan gedurende de twee boringen die tusschen die laatste kolenvelden geschiedden.

---

(1) Van eene totale oppervlakte van 11,388 hectaren.

(2) Dat is 8 1/2 maal 219 hectaren of 1,860 hectaren.

(3) Dat is in 't geheel 33 maal 219 hectaren of 7,227 hectaren.

In de concessie « Gladbeck ver. », zooals blijkt uit de reeds opgerichte schachten, bereikt de bergrug, die zich verheft tusschen het kolenbekken « Horstherten » en dat van de Lippe, zulk eene hoogte, dat men in het midden van het kolenveld zeer snellijk ontdekt de vetkolen beneden de onderste lagen gaskolen, terwijl in het Zuiden, boven laatstgenoemde, zich nog de lagen gasvlamkolen bevinden.

De helling der lagen van het steenkolenveld is over het algemeen gering; de lagen zijn zelfs bijna horizontaal op den zuidelijken bergrug. Berekend volgens de opbrengst der naburige velden, mág men voor dat van « Gladbeck ver. » tot eene diepte van duizend meter rekenen op eene opbrengst van ongeveer 243 millioen ton.

De vier putten der twee thans opgerichte schachten hebben allen de kolenterreinen bereikt, zoodat de gevaren onvermijdelijk verbonden aan elke boring in de losse aardlagen reeds overwonnen zijn.

De bovengrondsche inrichtingen, deels voleindigd, deels nog in aanbouw, beantwoorden aan de eischen der moderne techniek.

Het kolenveld Bergmannsglück, volgens de opgedane ervaring in de grensmijnen ten Oosten en ten Zuiden (Schlägel und Eisen en Hugo), is zeker een der rijkste in geheel het Dortmunder kolenbekken. Het ware goed daar binnen kort een nieuwen put te maken om de rijkdommen ervan te benuttigen.

Wij zullen later zien of men de andere hoogergenoemde kolenvelden voor de exploitatie zou moeten openen.

De concessies die wij hebben aangeduid en die, daar zij bijna geheel zijn gelegen in den cirkel Recklinghausen, onderworpen zijn aan het hoogheidsrecht van den hertog van Arenberg, stellen een totalen eigendom voor van 96 kolenvelden (1). Zij staan dus in belangrijkheid boven het domein der grootste Maatschappijen van Westfalen. De mijnmaatschappij op aandeelen Gelsenkirchen bezit ongeveer 80 kolenvelden (2), de maatschappij « Harpen » ongeveer 60 (3), de maatshappij « Hibernia » ongeveer 30 (4), de maatschappij « Kœnig Ludwig » ongeveer 17 (5).

Terwijl de mijnen aangeduid onder de n^{rs} 1, 2 en 3 alsmede de mijn Potsdam (n^{r} 4) geheel kunnen overgaan in handen van den Staat, als deze het gedane aanbod aanneemt, is dit eenigzins anders voor de overige concessies. Wat deze betreft, om de zaak te vereenvoudigen, is het verkieslijk niet de mijnen zelfte koopen maar liever de aandeelen te verkrijgen der betrokkene burgerlijke maatschappijen. Daartoe werden onderhandelingen aangeknoopt met den voornaamsten aandeelhouder, die zich stellig verbonden heeft in vollen eigendom aan den fiscus over te dragen al de aandeelen die hij bezit. Volgens zijne eigene verklaringen, bezat hij op het oogenblik van het accoord 979 aandeelen « Gladbeck », 890 aandeelen « Bergmannsglück », 831 aandeelen « Gute Hoffnung ver. » en 656 aandeelen « Berlin » (6).

Daarenboven verbond hij zich, vóór 1sten April 1902 zooveel mogelijk de

(1) Dat is 21,024 hectaren.

(2) Dat is voor Gelsenkirchen 17,520 hectaren.

(3) Dat is voor Harpen 13,140 hectaren.

(4) Dat is voor Hibernia 6,570 hectaren.

(5) Dat is voor Kœnig Ludwig 3,723 hectaren.

(6) De burgerlijke maatschappijen van latere soort moeten, volgens de wet op de mijnen, 1,000 aandeelen bezitten.

overige aandeelen te verkrijgen met het doel ze aan den fiscus over te dragen. Men mag dus veronderstellen dat hij daarin slagen zal; mocht dat op den vastgestelden datum niet zoo zijn, zoo ware de fiscus verplicht voorloopig de mijnonderneming te drijven gezamenlijk met de andere aandeelhouders en den vorm behoudende van de burgerlijke Maatshappij, wat geen bezwaar kan opleveren.

Tot aankoop dier kolenvelden en de daarop bestaande inrichtingen, respectievelijk de aandeelen der burgerlijke maatschappijen, alsook tot dekking der bedrijfs- en uitrustingskosten tot 31 Maart 1903, zou de noodige som bedragen 58 millioen mark, aldus verdeeld :

1. — Tot aankoop van twee concessies aangeboden door de erven Vohwinkel . . . . . mark.	11,960,000	»
2. — Tot aankoop van de mijn Waltrop.	3,075,000	»
3. — Tot aankoop van het geheel der mijnaandeelen : Gladbeck ver., Bergmannsglück, Gutehoffnung ver., Berlin, van de mijn Potsdam en van de rechten op twee boringen geschied tusschen deze twee laatste mijnen	36,677,892	09
4. — Tot dekking der kosten van uitrusting en exploitatie op de concessies Gladbeck ver., Bergmannsglück en Waltrop, tot 31 Maart 1903	6,016,735	99
5. — Tot dekking van verschillende kosten (makelaars- en notarisloon, zegelrecht, enz.).	270,371	92
Totaal. . . Mark.	58,000,000	»

Komt men tot het onderzoek der vraag welke inkomsten het aldus geplaatste kapitaal kan opleveren, dan moet men eerst en vooral in acht nemen, zooals wij het hierboven gezien hebben, dat de twee terreinen het meest ten Noorden gelegen, evenals de concessies Gutehoffnung ver., Berlin en Potsdam en het grondgebied dat nog verkregen moet worden dank aan den uitslag der twee boringen, een voorraad uitmaken voor de toekomst en het is dus voldoende daarvoor, aan den gewoonlijk door den Staat betaalden interest op de hem geleende gelden, te rekenen een interest van 3 1/2 t. h.

Om het overige van de som tot dien aankoop bestemd, winstgevend te maken — dat is eene som van 32,302,467 mark — is het niet alleen noodig de twee schachten van Gladbeck geheel te benuttigen, het is ook wenschelijk onmiddellijk de beide concessies Bergmannsglück en Waltrop van eene volledige inrichting van putten te voorzien opdat men er spoedig winst uittrekke. Om uit die van Gladbeck zooveel mogelijk partij te trekken, zou men nog eene som van 2 1/2 millioen mark aan hare verbetering moeten besteden, terwijl de schachten van de concessies Bergmannsglück en Waltrop ieder ongeveer 9 millioen zullen kosten, som te verdeelen over de dienstjaren 1902-1908.

Met het oog op de wijze waarop men op de begrooting van het dienstjaar 1902 de ontvangsten en uitgaven zal brengen betreffende de mijnen Gladbeck, Bergmannsglück en Waltrop, moet men in het oog houden dat, voor Gladbeck en Bergmannsglück, den Staat nog niet het totaal der aandeelen dier maatschappijen werd aangeboden. Het is zeer waarschijnlijk dat de overige aandeelen vóór 1 April uit handen van hunne eigenaars

aan den Staat zullen zijn overgegaan ; het is evenwel voorzichtig het geval aan te nemen dat men zou moeten voortgaan te leven onder het regiem der burgerlijke maatschappij en bijgevolg onder dat van hare boekhouding, tot aan het einde van het volgende dienstjaar (1 April 1902-1903).

Deze wet moet aan den Staat de hulpmiddelen verzekeren, die overeenkomen met de aan deze twee mijnen verleende toelagen (1). Wat Waltrop betreft, zou men ook op de begrooting moeten brengen de eventueele ontvangsten (huur van terreinen, enz.), terwijl, wat de voorziene onkosten aangaat, deze evenzeer gedekt zijn door hulpmiddelen ingevolge deze wet ter beschikking van den Staat gesteld.

Het plan van exploitatie zou, in groote lijnen geschetst, ongeveer dit zijn :

1902. — Voltooiing der bovengrondsche inrichtingen te Gladbeck, voortzetting der toerusting.
Voorbereiding tot boring te Bergmannsglück op een terrein dat reeds van den eigenaar is afgekocht.
Aankoop van terreinen en inrichting van wegen te Waltrop, begin van bouw eener kolonie.

1903. — Gladbeck : Voortzetteng der inrichtingswerken en begin der voorbereidingswerken.
Bergmannsglück : Boring van de eerste schacht.
Waltrop : Begin van boring der eerste schacht.

1904. — Gladbeck : Als hierboven ; begin der uitdelving.
Bergmannsglück : Verdere boring van de eerste schacht ; begin van de tweede.
Waltrop : Voortzetting der boring van de eerste schacht ; uitbreiding der kolonie.

1905. — Gladbeck : Zooals voorgaandelijk.
Bermannsglück : Voortzetting der boring ; begin van het bouwen der inrichtingen voor de bepaalde opstelling der machines.
Waltrop : Begin der boring van de tweede schacht.

1906. — Gladbeck : Als hierboven ; de exploitatie gaat geregeld voort, met vermeerderde opbrengst. Bergmannsglück : Voltooiing der eerste, voortboring der tweede schacht ; opstellen der machines.
Waltrop : Voortzetting der boring.

1907. — Bergmannsglück : Voltooiing van de tweede schacht, begin der ondergrondsche inrichting ; bouw van werkplaatsen, badzalen en bestuursgebouwen.
Waltrop : Voltooiing van de eerste schacht, voortzetting van de tweede ; bouw van machinebergplaatsen.

---

(1) Men weet dat volgens duitsch recht de aandeelhouders eener burgerlijke maatschappij, zoo noodig, tegemoetkomingen geven. (*Zubussen.*)

1908. — Bermannsglück: Voltooiing der laatste gebouwen. Opstelling der laatste machines, voortzetting der ondergrondsche uitrusting.

Waltrop : Voltooiing der tweede schacht, begin der ondergrondsche uitrusting, opstelling der eerste machines.

1909. — Bergmannsglück : Voortzetting der uitrusting en voorbereiding, begin der uitdelving.

Waltrop : Bouw van werkplaatsen, enz. Voortzetting der uitrusting, begin der voorbereiding.

1910. — Bergmannsglück : Begin der uitdelving, voortzetting der voorbereiding.

Waltrop : Als voren.

1911. — Bergmannsglück : als voren; de exploitatie gaat nu geregeld voort.

Waltrop : Opstelling der laatste machines, voortzetting der uitrusting en voorbereiding. Begin der uitdelving.

1912. — Waltrop : Voortzetting der uitrusting, voorbereiding en uitdelving; van nu aan blijft de exploitatie regelmatig voortgaan.

Het spreekt van zelf dat het voorgaande slechts als voorbeeld kan dienen van de mogelijke ontwikkeling der mijnen, nadat zij Staatseigendom zullen zijn, doch de verschillende werken zullen op zich zelf wellicht eenigzins anders worden verdeeld.

De inrichting van aansluitingsbanen werd hierboven niet vermeld, daar die van verscheidene toevallige omstandigheden, bij het aankoopen van den grond, en, wat betreft het kolenveld Waltrop, bovendien van de voltooiing van de spoorweglijn Oosterveld-Hamm afhankelijk is.

De uitbreiding der koloniën zal zich naar de zich voordoende behoefte ontwikkelen.

Volgens bovenstaand plan zouden de uitgaven die van het dienstjaar 1903 af zouden moeten worden gebracht op de begrooting der mijnen en de ontvangsten, (deze laatste gerekend op 1 mark per ton, gemiddeld) zijn (1) als volgt :

	Gladbeck.		Bergmannsglück.		Waltrop.	
Jaar.	Toelage.	Overschot.	Toelage.	Overschot.	Toelage.	Overschot.
1902.	2,500,000	—	830,000	—	950,000	—
1903.	Komt overeen uit.		1,170,000	—	1,000,000	—
1904.	—	400,000	1,500,000	—	1,050,000	—
1905.	—	600,000	2,500,000	—	2,000,000	—
1906.	—	800,000	2,000,000	—	2,000,000	—
1907.	—	1,000,000	500,000	—	1,000,000	—
1908.	—	1,500,000	500,000	—	500,000	—
1909.	—	1,600,000	Komt overeen uit.		500,000	—
1910.	—	2,000,000	—	400,000	Komt overeen uit.	
1911.	—	2,000,000	—	550,000	—	300,000
1912.	—	2,000,000	—	700,000	—	400,000
1913.	—	2,000,000	—	800,000	—	500,000
1914.	—	2,000,000	—	1,000,000	—	800,000
1915.	—	2,000,000	—	1,000,000	—	1,000,000

(1) Winst beneden het gemiddeld cijfer verkregen door de groote moderne mijnen in Westfalen, in den loop der laatste twaalf jaren.

Volgens deze tabel, zou de Staat van 1908 af geene toelage meer behoeven te geven en, van 1915 af, zouden de gezamenlijke overschotten der drie mijnen de sedert 1902 daaraan besteede toelagen overtreffen. Van 1915 af zullen de overschotten op 4 millioen mark mogen geschat worden. Deze cijfers als grondslag nemende, vindt men de volgende berekening voor het slot van het jaar 1914:

Onkosten.

1° Koopprijs der velden. . . . . .M.		51,712,892
2° Uitrustings- en bedrijfskosten tot 31 Maart 1903, met inbegrip van bijkomende kosten.		6,287,108
3° Bedrijfstoelage tot 1908.		11,920,000
4° Interest aan 3 1/2 t. h. :		
Voor nr 1, gedurende dertien jaar		23,528,050
Voor nr 2, gedurende twaalf jaar.		2,640,540
Voor nr 3, telkens van het slot van het rekenjaar af. .		3,834,950
TE ZAMEN. . .M.		99,923,540
Daar gaat van af:		
1° Overschot van 1908 af . . . .M.	17,000,000	
2° Interest aan 3 1/2 t. h. telkens van het slot van het rekenjaar af.	1,260,000	
TE ZAMEN. . . .M.	18,260,000	18,260,000
BLIJFT AAN ONKOSTEN. . . . . .M.		81,663,540

Waarvoor 4,000,000 mark overschot een interest vertegenwoordigen van 4,898 t. h.

Rekent men echter de onkosten voor de voorloopig in reserve blijvende velden met:

1° Koopprijs . . . .M.	19,410,425
2° Interest van dertien jaar.	8,831,550
TE ZAMEN. . . .M.	28,241,975

van de gezamenlijke onkosten af en voor dit bedrag eene verdere rente aan 3 1/2 t. h.=988,470 mark per jaar, zoo blijft voor interesten der onkosten van de bedrijfsvelden, met inbegrip van toerustingskosten, enz., over 3 millioen 11 duizend 530 mark, wat een interest over het kapitaal van 53,421,565 mark tegen5,64 t. h. uitmaakt.

Onder deze omstandigheden, terugziende op de in den aanvang van deze memorie aangewezen algemeene belangen, kan de aankoop der aangebodene kolenvelden slechts aanbevolen worden.

Wel is waar is iedere mijnexploitatie met zekere gevaren verbonden, die in het ongunstigste geval in staat zijn alle berekeningen omver te werpen; toch leert de geschiedenis der Westfaalsche exploitatie dat **groote** ondernemingen een zekeren waarborg voor winstvermogen in zich dragen, daardoor dat eene, aan deze zijde voorkomende schadebrengende omstandigheid, aan gene zijde door eene des te meer voordeelige weder wordt opgewogen.

Men zou een hoogeren interest kunnen bekomen van het kapitaal van aanleg als men aan de twee bestaande en de twee voorgenomen schachten nog eene of meer toevoegde, wat echter een tijdelijken achteruitgang der overschotten zou te weeg brengen.

Eindelijk moeten wij nog aanstippen dat in elk geval heden de laatste gelegenheid wordt aangeboden om zulke groote aaneensluitende mijneigendommen, in Westfalen, op zulke gunstig voorkomende voorwaarden te verkrijgen.

De pogingen van oudere maatschappijen, om haar eigendom door aankoop van nog onbegonnen of ter nauwernood aangevangen mijnconcessies te vergrooten en eenigermate te verjongen, zijn nog niet verlamd en het is met alle zekerheid te voorzien dat weinige weken na eene mogelijke afwijzing door den fiscus van de thans aangeboden kolenvelden, deze zelfde kolenvelden, versplinterd, in handen van verscheidene ondernemingen zouden gaan. Hieruit is het ook te verklaren, dat de verkoopers ten stelligste weigeren zich, na 1ⁿ April van dit jaar, aan hun aanbod gebonden te achten.

Besprekingen in den pruisischen Landtag.

De Landtag van Pruisen onderzocht op 20 Februari, in eerste lezing, het ontwerp der Regeering, doch het Parlement, evenals de openbare meening, schijnt met zekere onverschilligheid, althans zonder eenige vijandelijke gezindheid de aankondiging van het ontwerp der Regeering te hebben begroet. De bespreking ging dus vlug en gemakkelijk. De Minister van Handel, de Heer Moeller, heeft bedenkingen in het midden gebracht die wij hier in 't kort weergeven :

« De maatregel waartoe de Regeering heeft, besloten zal ten vollege rechtvaardigd schijnen aan hen die een terugblik willen werpen op de ontwikkeling der kolenmijnen in Pruisen. De pruisische Staat bezit geene mijn in het rijnsch-westfaalsche district ; in Silezië, daarentegen, is zijn mijndomein zeer aanzienlijk en klimt het op tot den tijd van Frederik de Groote.

Aan het andere einde van het koninkrijk, bij Saarbrücken, zijn de groote mijnschatten — men mag het zeggen — in handen van den Staat en van slechts zeer enkele particulieren. In Westfalen had de Staat zich tot daartoe niet beijverd mijneigendommen te verkrijgen, maar in den loop der laatste tien jaren hebben zich de economische voorwaarden dusdanig gewijzigd, dat de fiscus zich moet afvragen of hij, die de grootste kolenverbruiker is, er geen belang bij heeft zelf kolenmijnen te bezitten. De exploitatie van kolenmijnen was eertijds zoo eenvoudig als men maar kan veronderstellen. Honderd jaar geleden bereikte de geheele uitdelving in het rijnsch-westfaalsch district ter nauwernood wat heden de kleinste mijn opbrengt.

« Van eene totale opbrengst van 100,000 ton, in 1810, zijn de fiscale mijnen geklommen tot 12 millioen ton in 1900. Tot in 1840 ontwikkelde zich de kolennijverheid met ontzaglijke traagheid, doch zoodra de spoorwegen bestonden die de verzending naar verre gewesten gedoogden van de minerale brandstoffen, zijn de kolenmijnen snel vooruitgegaan. Naarmate het verbruik toenam, klom de verkoopsprijs der kolen en deed de behoefte zich gevoelen nieuwe mijnen te openen. Men meende eerst dat

overal waar eene min of meer dikke laag mergelgrond het kolenterrein bedekte, de moeilijkheden onoverwinnelijk zouden zijn, maar eindelijk hebben toch enkele stoute mannen deze streken aangedurfd en den weg geopend voor eene nieuwe en rijke ontwikkeling der kolennijverheid in Westfalen. Sedert 1857 is die nijverheid steeds vooruitgegaan. Toch geeft de exploitatie der kolenmijnen, gemiddeld, weinig schitterende uitkomsten voor de ondernemers. Wel, integendeel, zijn in verschillende tijdvakken, te zamen een twintigtal jaren uitmakende, de inkomsten zeer gering geweest.

»Zoo brachten, van 1860 tot 1880, de kolenmijnen aan de eigenaars slechts 1 1/4 tot 1 1/2 t. h. op. De kolennijverheid is, in sommige opzichten, als een loterijspel; voegt daarbij het groot bezwaar van de versnippering van den eigendom. Waarlijk ontzaglijk groote afwisselingen deden zich gevoelen in de vaststelling der prijzen en de belangrijkheid van den verkoop; daarom trachtte men een groot aantal mijnen samen te smelten, aldus maatschappijen vormende zooals die van Harpen of de Hibernia. Ten slotte maakte men een syndicaat voor steenkolenverkoop.

» Men heeft aan die inrichting veel verweten en ik kan mij slechts aansluiten bij de verklaringen van mijnen voorganger die zegde *dat het Syndicaat der steenkolen eenen weldadigen invloed heeft uitgeoefend*; *het speelde de rol van een regelaar*, *de wisselingen door de kolenmarkt ondergaan in zekeren zin gelijkmakende*, *en dientengevolge is*, *in zijn geheel genomen*, *zijne werking weldadig geweest*, hoewel in bijzondere gevallen sommige verbruikers aanstoot kunnen genomen hebben door het karakter aan monopolie door de vereenigde kolenmijnen aangenomen (juist daarom moet de Staat zich een gewissen invloed verzekeren, wat de verkoopprijzen betreft, op deze macht die naar het monopolie streeft).

» Wij moeten doen zooals de groote metallurgische fabrieken, die eigene kolenmijnen hebben verkregen en zoodoende kunnen wij ons de noodige tonnemaat vrijwaren voor onze spoorwegen en onze marine, tegelijkertijd, voor het algemeen welzijn der natie, invloed uitoefenende op de prijzen. Onze spoorwegen verbruiken jaarlijks 5 1/2 millioen ton, verbruik dat van jaar tot jaar toeneemt en dat weldra 6 tot 7 1/2 millioen zal hebben bereikt. Wij moeten dus op Westfalen rekenen voor een deel van ons eigen verbruik en hiervan moet ons het onderhavig ontwerp verzekeren. Wij hadden een ander middel kunnen aannemen, bestaande in den aankoop van reeds in exploitatie zijnde groote Maatschappijen, maar juist deze groote Maatschappijen hebben eene het evenwicht bewarende macht uitgeoefend in het syndicaat en zij zijn de meest verlichte kooplieden geweest. Wij verkozen kolenconcessies te koopen die nog niet geheel in exploitatie waren. Natuurlijk loopen wij groot risico, maar de groep concessies die wij aankoopen biedt ons zooveel waarborgen aan als ooit een kolendomein kan doen. Het is in de grootte zelf van het door ons aangekochte domein dat onze beste waarborg ligt tegen misrekeningen. Het is volstrekt mijn voornemen niet door dien aankoop eene bewerking te beginnen zooals die van de nationalisatie der spoorwegen; wij willen wel tusschenkomen in de exploitatie der kolenmijnen, maar wij willen niet alles zelf doen... »

De mijnraad Schultz (van Bochum), erkent dat de exploitatiën van den Staat zeer goed worden beheerd en aanzienlijke winsten hebben opgeleverd.

Het welslagen in Silezië moedigt den Staat aan kolenmijnen in Westfalen te verkrijgen. Van 1887 af raadde spreker den Staat aan dezen maatregel te nemen ; had de Staat in tijds gehandeld, dan had hij niet de groote som moeten betalen, die thans geëischt wordt. De aankoop der voorziene concessies zal den fiscus veroorloven onafhankelijk te worden van de bijzondere mijnen voor de levering der kolen aan de spoorwegen en aan de marine; hij zal hem toelaten invloed uit te oefenen op de vaststelling der prijzen, ten bate der verbruikers.

Vier andere redenaars namen het woord, alle gunstig aan het ontwerp ; zij spreken de hoop uit dat het kolensyndicaat in zijne aanmatiging zal worden beperkt door tusschenkomst van den Staat, eigenaar van kolenmijnen.

Het ontwerp kwam vervolgens voor de begrootingscommissie, die het aannam na eene korte bespreking. Het is voldoende eenige verklaringen te onthouden. De minister van handel heeft doen opmerken *dat het niet in de bedoeling lag van de Regeering in het syndicaat te treden* (1), maar dat zij zich niet voor altijd verbinden kon dit niet te zullen doen.

Verscheidene sprekers waren verheugd te zien dat de Regeering er niet aan denkt de rijnsch-westfaalsche kolenmijnen te nationaliseeren. Wat de begrooting en het toezicht door het Parlement betreft, verklaarde de minister dat de ontvangsten en de uitgaven zouden voorkomen op de begrooting van 1905 af en dat, overigens, de aan het einde van elk jaar rondgedeelde documenten betreffende de mijnen en fabrieken van den fiscus, inlichtingen zouden geven over de ontwikkeling der onderneming. Voor het eerste jaar zal het bestuur worden toevertrouwd aan eene Commissie. In het vervolg zal het bestuur zekerlijk een onafhankelijk karakter dragen en een radicaal redenaar (niettegenstaande de welbekende antipathie van zijne partij ten opzichte van Staatsinstellingen) heeft erkend dat de voorgenomen maatregel beantwoordde aan eene wezenlijke behoefte en verklaarde zich er tegen dat de fiscale mijnen in eenig syndicaat zouden treden, althans gedurende het eerste jaar.

Het wetsontwerp werd ten slotte zonder wijzigingen door het Parlement aangenomen.

---

(1) De mijn *Gladbeck* maakt geen deel uit van het Syndicaat.

V

Uittreksels uit het werk van den heer Weiss, betreffende de exploitatie door den pruisischen Staat van de mijnen der Saar.

ONTGINNING DER MIJNEN

DOOR DEN STAAT

FISCALE MIJNEN VAN PRUISEN

EN

HET FRANSCHE MIJNSTELSEL

DOOR

PAUL WEISS

INGENIEUR BIJ HET MIJNKORPS

PARIJS

1901

(UITTREKSELS)

HOOFDSTUK II.

HET MIJNDOMEIN VAN DEN PRUISISCHEN STAAT.

Tot in het midden van de XIX^e^ eeuw bleef de kolennijverheid in Duitschland, wat zij in de XVI^e^ eeuw was : eene Staatsnijverheid.

De Staat of liever de prinsen of vorsten beschikten over den mijneigendom krachtens hunne hoogheidsrechten, of zoo zij de exploitatie ervan overlieten aan particulieren, dan was het slechts onder een toezicht dat mettertijd zich meer en meer met 't allergeringste bemoeide (1).

De Staat kwam in alles en voor alles tusschenbeide, niet alleen in de technische leiding der werken, doch ook in het economisch beheer der ondernemingen ; de mijnexploitatie stond onder het onmiddellijk bestuur der mijnoverheden die, in sommige omstandigheden, zich bijna in de plaats stelden van den eigenaar.

Hoewel de mijn heette te kunnen zijn in handen van particulieren en dezen daartoe vrijen toegang hadden, waren echter de verhoudingen tusschen exploitanten en overheden zoo innig, dat men de mijnexploitatie, onder het oud duitsch recht, als eene wezenlijke Staatsnijverheid mag beschouwen.

Die voogdijschap, verklaarbaar in het Renaissance-tijdvak voor de kleine duitsche Staten, waar de tusschenkomst van den Landheer

(1) Aguillon, *Législation des mines*, deel 3, bl. 24.

(*Landesherr*) zich in de minste bijzonderheden van het leven deed gevoelen, werd onvereenigbaar met de omwenteling in handel en Staathuishoudkunde te weeg gebracht door de hervorming der vervoermiddelen, dank aan de toepassing van den stoom.

De mijnnijverheid kwijnde onder al de belemmeringen door de bestuursoverheden opgeworpen.

Van het begin der eeuw af, bleek het noodig het mijnstelsel te wijzigen, en in plaats van de oude opvatting van *de exploitatie onder leiding van den Staat*, zag men in geheel Duitschland zich vestigen het stelsel van de vrijheid van exploitatie (*Bergbaufreiheit*), de concessie van de mijn aan den ontdekker, het gelijkstellen der kolennijverheid met de andere nijverheid en de beperking van de bijzondere tusschenkomst van den Staat; deze behield nog enkel de eenvoudige uitoefening van politie, ten einde de veiligheid der personen en het behoud van de bovengrondsche eigendommen te verzekeren.

Deze hervorming gaf eene hooge vlucht aan de duitsche mijnnijverheid; particuliere ondernemingen daagden van alle kanten op en ontwikkelden zich zoo snel, dat Duitschland heden ten dage den 3^{den} rang inneemt onder de kolenvoortbrengende landen.

Hoewel de verbazende vlucht der duitsche nijverheid, waarvan de jongste tentoonstelling ons ontegensprekelijke bewijzen opleverde, te danken is aan het persoonlijk initiatief, zoo is de Staat nochtans een der voornaamste exploitanten gebleven, en soms, zooals in Pruisen, de voornaamste exploitant zooniet tegenover al de anderen zamen, dan toch tegenover ieder hunner, afzonderlijk genomen.

Doch de Staat oefent nu een geheel anderen invloed uit dan te voren; hij exploiteert mijnen, steengroeven en metallurgische fabrieken voor de opbrengst die zij aan zijn privaat eigendom kunnen geven, de hulpmiddelen die zij aan de begrooting brengen en dit op een voet van volkomene gelijkheid met al de andere exploitanten.

Wat den oorsprong van zijn mijndomein betreft, die bestaat in verscheidene gegevens.

Nu eens trad de Staat in de rechten van de vroegere Landheeren die zelf hunne mijnen exploiteerden, dan weer, zooals in den Harz, heeft de Staat aandeelen afgekocht van verschillende mijnmaatschappijen (*Gewerkschaften*) die hij geldelijk ondersteunde, aldus, voor het welzijn des lands, exploitatiën behoudende die moeilijk werden door de daling in waarde van de kostbare metalen.

Elders, eindelijk, heeft de Staat onderzoekingsboringen gedaan tot eene groote diepte, daar, waar particulieren de kosten ervoor niet konden of durfden doen, en verleende zich concessies zich gedragende naar de algemeene regels van de wet op de mijnen.

Het aldus door den Staat verworven mijndomein wordt bestuurd door het ministerie van handel (*Ministerium für Handel und Gewerbe*) terwijl de gewone kroondomeinen afhangen van het ministerie van landbouw (*Ministerium für Landwirthschaft, Domänen und Forsten*); het bevat kolenmijnen, andere mijnen, zoutgroeven, steengroeven, metallurgische fabrieken, wier aantal 65 bedraagt en die ingedeeld zijn als volgt:

Mijnen en steengroeven.

Kolenmijnen	18
Lignietmijnen	8
Yzermijnen	8
Lood- zink- kopermijnen, enz.	5
Zoutmijnen	5
Zoutgroeven	6
Steengroeven	3
	53

Nijverheidsinrichtingen.

Yzersmelterijen	5
Loodgieterijen, zilversmederijen, en andere . .	7
	12

In den loop van het begrootingsjaar 1898-1899 hebben deze mijnen en inrichtingen 66,259 werklieden gebruikt; hare bruto-opbrengst was 163,213,047 mark, een zuivere winst overlatende van 30,053,466 mark, welk cijfer in 1899-1900 nog is geklommen tot 37,261,782 mark.

De parel van dit groote nijverheidsdomein is zonder twijfel het kolenbekken van Saarbrücken, waar de pruisische Staat een waar monopolie geniet en dat jaarlijks meer dan 12 millioen mark opbrengt.

HOOFDSTUK IV.

. . . . . .

Voortbrenging der fiscale kolenmijnen.

Van 1850 tot 1890.

Jaren	Ton	Aantal werklieden
1850	593,856	4,580
1860	1,955,961	12,159
1870	2,734,019	15,662
1880	5,211,389	22,01
1890	6,212,540	27,895

Van 1890 tot 1899.

1891	6,389,960	28,583
1892	6,258,890	29,070
1893	5,883,177	27,581
1894	6,591,862	30,091
1895	6,886,097	31,452
1896	7,705,670	33,369
1897	8,358,413	34,248
1898	8,768,582	35,856
1899	9,025,072	37,108

HOOFDSTUK V.

BESTUURLIJKE EN TECHNISCHE INRICHTING DER FISCALE MIJNEN.

Het onmetelijk nijverheidsdomein gevormd door de kolenmijnen van de Saar wordt beheerd door een bestuurscomiteit wiens voorzitter den titel heeft van *Geheimer Bergrath* en alleen afhangt van den minister van koophandel.

Een *Oberbergrath* wordt hem toegevoegd en vervangt hem in tijd van nood. Het bestuur telt bovendien 6 andere leden : 3 mijnraadsleden, waarvan een meer bijzonderlijk belast met het handelsbestuur; 2 bouwkundigen (Bauräthe) en een rechtsgeleerde, hoofd van den dienst der geschillen van bestuur.

Talrijke agenten staan het bestuur ter zijde voor de afdoening der loopende zaken : 2 of 3 mijningenieurs, 1 hoofdlandmeter, 1 inspecteur der stoomketels, 40 secretarissen en boekhouders en een tiental verschillende beambten.

De werkzaamheden van het bestuurscomiteit van Sarrebrück gelijken zeer op die van den bestuursraad eener bijzondere maatschappij. Het comiteit, hetzij rechtstreeks, hetzij door tusschenkomst van een zijner leden, daartoe met speciale macht bekleed, bemoeit zich met bestuurs- en handelszaken, en alleen met technische zaken om eene algemeene richting aan de exploitatie te geven. De werkzame dienst der mijnen is toevertrouwd aan ingenieurs wier macht zeer ver reikt, schoon zij onderworpen blijven aan 't gezag van het bestuurscomiteit.

Het kolenbekken is verdeeld in elf gebiedsinspecties die om zoo te zeggen evenzoo vele afzonderlijke mijnen uitmaken; hare grenzen werden afgebakend, op zulke wijze dat elk exploitatieveld op zich zelf staat en kan worden geexploiteerd zonder van de naburige af te hangen.

Die 11 inspecties, waarvan elk in belangrijkheid kan worden vergeleken bij eene groote bijzondere mijn, zijn de volgende :

Namen der inspecties.	Voortbrenging in het begrootingsjaar 1899-1900.	Aantal werklieden op 1ª april 1900.
Kronprinz	608,293	2,513
Gerhard	1,034,263	4,253
Von der Heydt	637,850	2,482
Dudweiller	888,251	3,687
Sulzbach Altenwald . .	843,532	3,731
Reden Itsenplitz. . . .	855,063	4,157
Heinitz Dechen	1,224,753	5,334
König Kohlwald. . . .	907,829	4,334
Friedrichsthal Maybach .	996,044	4,774
Göttelborn	398,703	1,545
Camphausen Kreuzgräben	775,339	3,098
Totaal. . .	9,169,920	39,908

Naast die 11 inspecties, en geheel onafhankelijk van haar, bestaan er nog twee andere inspecties die onmiddellijk afhangen van het bestuurscomiteit.

Het *centraal magazijn* van Saarbrücken (*Bergfaktorei Kohlwaage*) dat al de inkoopen doet van de voor de exploitatie benoodigde materialen : hout ijzer, vet, machines, enz., en de *havenkantoren* van Malstatt (Hafenambt Malstatt) waar, onder bestuur van den Bergraad belast met handelszaken, alles is vereenigd wat den dienst betreft der verzendingen per schip.

Aan het hoofd van elke inspectie staat een directeur (Kœniglicher Bergwerksdirector) meestal een Bergraad bijgestaan door twee of drie ingenieurs volgens de belangrijkheid der putten en der uitdelving.

De directeur heeft, binnen de grenzen hem door de begrooting aangewezen, volle macht voor alles wat betreft de uitdelving en het bestuur van het personeel; het is een dienstoverste in de ruimste beteekenis van het woord, verantwoordelijk tegenover den bestuursraad zooals de bestuurder van eene bijzondere mijn tegenover zijn raad van beheer.

De directeurs, evenals het geheele hooge personeel van het bestuur der mijnen, worden benoemd door den minister van handel; wat de beambten betreft van den tweeden rang, zooals Obersteiger (hoofdporions) Steiger (porions) Werkmeister (werkmeesters) en Marckscheider (landmeters), Buchhälter (boekhouders), zij worden benoemd door het bestuurscomiteit en worden beschouwd als Staatsbeambten, genietende de voorrechten en voordeelen doorgaans aan de beambten toegekend; zij zijn onderworpen aan de algemeene regelen van bevordering en hebben aan het einde van hunne loopbaan recht op pensioenen voor invaliditeit of ouderdom. Zij mogen maar in enkele gevallen worden ontslagen en met de door de wet voorziene formaliteiten.

De andere hulpbeambten, toezichters, stagedoeners, enz., worden bij de maand aangenomen door de directeurs der inspecties en genieten geen enkele der aan de beambten verleende waarborgen. Zij mogen worden weggezonden zonder vergoeding indien hunne diensten niet langer bevallen en hebben, aan het einde hunner loopbaan, recht op geen ander pensioen dan dat voorzien bij de algemeene wetten van het Keizerrijk.

Op 1ⁿ April 1900 telde men voor de 11 inspecties, het centraal magazijn en de haven van Malstatt, 12 directeurs, 18 inspecteurs, 18 landmeters, 12 boekhouders en secretarissen, 54 hoofdbeambten van 1ste klasse, 63 hoofdbeambten van 2e klasse, 525 middelsoort beambten en 126 lagere beambten, allen betaald met credieten in de begrooting voorzien : er waren daarenboven 220 hulpbeambten bij de maand betaald.

Heel dat talrijk personneel, dat den dienst waarneemt der koninklijke mijnen, wordt bijna uitsluitend in het land zelf aangeworven onder de meest ontwikkelde elementen der mijnbevolking. Tegenovergesteld aan wat meestal in Frankrijk en in België geschiedt, eischt men van de werkbazen een betrekkelijk zeer uitgebreid technisch onderwijs; de hoofdporions (Obersteiger, Fahrsteiger), de porions (Steiger), zijn allen verplicht geweest de lessen te volgen en met vrucht de examens te ondergaan, hetzij van de mijnschool (Bergschule) te Sarrebrück, hetzij van de voorbereidende scholen (Bergvorschule) te Louisenthal, Sulzbach of Neunkirchen. Die ontwikkeling van het onderwijs, zeer algemeen in Pruisen, heeft het

verstandelijk en zedelijk peil van het personeel doen stijgen, maar het heeft ook dikwijls deze uitwerking dat de werkbazen de kleinigheden van exploitatie minder in acht nemen en « heertjes » worden, te veel geneigd om voor beambten te spelen.

De bezoldiging der agenten van allerlei aard is tameijk hoog, behalve die der directeurs, wier jaarwedde niet overeenkomst met de zware verantwoordelijkheid die op hen rust.

In 1899 bedroegen de jaarwedden en bezoldigingen der verschillende beambten der koninklijke mijnen, zonder inbegrip van huisvesting en verwarming, gratis verstrekt, de volgende sommen :

Jaarwedde der beambten en agenten der koninklijke mijnen.

Voorzitter van het bestuur	Directeurs 1ste kl.	Directeurs 2e kl.	Bouwkundigen, inspecteurs der machines	Inspecteurs der exploitatie	Landmeters
9300 mark	4200 tot 6000	3600 tot 4200	3600 tot 4800	3000 tot 3600	2400 tot 3600

Secretarissen en beambten	Klerken	Hoogere beambten	Middelbare beambten	Lagere beambten
1650 tot 3300	1500 tot 2200	1800 tot 2800	1800 tot 2800	900 tot 1500

Alles in zijn geheel beschouwd, is het mijnbestuur eene sterke organisatie rijk, die hem veroorlooft op het gebied van nijverheid te wedijveren met de best bestuurde bijzondere ondernemingen. Wij moeten bekennen dat, niettegenstaande de gewoonten van machtvertooning die aan het ras eigen zijn, niettegenstaande wat men noemt het pruisisch korporalisme, het bestuur zeer gedecentraliseerd is; de verantwoordelijkheden zijn wel afgeteekend en aan de agenten wordt bij de uitvoering veel aan hun initiatief overgelaten. De directeurs der inspecties zijn, onder de overheid van het algemeen bestuur van Sarrebrück, volstrekt meester, schoon verantwoordelijk voor hunne inspectie; hunne wilsvrijheid is oneindig grooter dan die der hoofdopzichters van vele particuliere maatschappijen. Het personeel dat hen bijstaat is aan tucht onderworpen en innig gehecht aan de mijn.

Dank aan deze sterke inrichting, is de pruisische Staat, den grootsten mijneigendom van de wereld beheerende, tot schitterende uitslagen gekomen, trots de bezwaren verbonden aan elke exploitatie vanwege den Staat.

Overigens dient opgemerkt dat, zoo het mijnbestuur slechts afhangt van den minister van koophandel, het toch, even als de bijzondere mijnen, onderworpen is aan het toezicht der mijnoverheden, belast met het bestuurlijk toezicht van het gewest.

Verordeningen, onderzoek naar ongevallen, betrekkingen tusschen grond en bodem, alles is onderworpen aan de regels, op de bijzondere nijverheid toegepast; geen enkele gunst wordt aan den Staat verleend, die zich moet onderwerpen aan dezelfde formaliteiten als de bijzonderen. De alvermogende voorzitter van het bestuur te Sarrebrück is verplicht zich te gedragen naar het uitdrukkelijk bevel van den « Oberberghauptmann » van Bonn, even zoo goed als een eenvoudige kleine exploitant.

Die volledige gelijkstelling der fiscale exploitaties met de bijzondere nijverheid, dat toezicht op den Staat door den Staat, heeft tot uitwerking

gehad het drijven van de directeurs der inspecties op den weg van vooruitgang. Gedurende langen tijd bleven de inrichtingen der mijnen al zeer middelmatig; dank aan het monopolie in feit, was het bestuur niet verplicht voor de goede hoedanigheid te zorgen der steenkool, die altijd koopers vond; doch sedert een tiental jaren, werden groote hervormingen ondernomen; al de verbeteringen in de kunst der mijnen werden toegepast en de fiscale mijnen zijn bijna even goed bewerktuigd als de best ingerichte mijnen der naburige districten.

Het zij ons genoeg te herinneren dat er, in 1899, 18 velden van uitdelving bestonden, bevattende 200 putten en vereischende voor de ondergrondsche werken 156 machines van 30,466 paardekracht;

Voor de bovengrondsche werken 82 machines van 6,662 paardekracht;

Voor het maken van coke 20 machines van 1,127 paardekracht;

Voor verschillende doeleinden 40 machines van 12,258 paardekracht;

Totaal, 298 machines met 50,513 paardekracht.

Welk een weg werd doorloopen sedert den tijd der graven van Saarbrücken en de schuchtere proefnemingen van het bestuur der staatsdomeinen onder de regeering van Napoleon!

HOOFSTUK IX.

Geldelijke uitslagen.

De uitgaven voor exploitatie der fiscale mijnen worden elk jaar aandachtig bestudeerd door het pruisisch parlement; de rekeningen, even als die van de algemeene begrooting, worden gesloten voor ieder dienstjaar op 31 Maart, daar het begin van het fiscale jaar is vastgesteld op 1 April.

Van de maand December af onderwerpt de minister van handel aan den Landtag een omstandig ontwerp van begrooting voor de domaniale mijnen en fabrieken; de begrooting voorziet alle loopende uitgaven, algemeene kosten, arbeidsloon, leveringen, maatschappelijke uitgaven en bepaalt de sommen aan het bestuur toegekend voor de nieuwe inrichtingen, waarvan het bestek bij de begrooting is gevoegd.

Terzelfdertijd als het ontwerp van begrooting, overhandigt de minister aan het Parlement een beknopt verslag der werken van de domeinmijnen en nijverheidsinrichtingen in den loop van het vorig dienstjaar.

Zich houdende aan het verslag bevindt men dat de inkoopsprijzen, zonder inbegrip der nieuwe inrichtingen per uitgedolven ton bedroegen :

Begrootingsjaren.	Inkoopsprijs.	Jaren.	Inkoopsprijs.
83/84	5,73	92/93	8,03
84/85	5,75	93/94	7,29
85/86	5,58	94/95	7,13
86/87	5,61	95/96	6,94
87/88	5,43	96/97	6,85
88/89	5,46	97/98	6,87
89/90	6,70	98/99	7,14
90/91	7,98	99/1900	7,51
91/92	8,39		

Volgens de algemeene wet, waar wij reeds op hebben gewezen, deelden de inkoopsprijzen in de wisselingen van de welvaart der nijverheid.

In tijden van rijzing, zijn zij gestegen; in tijden van daling, zijn zij gedaald, het bestuur meer vragende van de werklieden als de steenkool slecht verkocht wordt, dan in tijden van bloei.

Het speciaal crediet voor de eerste inrichting is over het algemeen nog al gering; het was op zijn hoogst 30 pfennig per ton in den loop der laatste jaren. Ook nam het mijnbestuur als regel aan voor de eerste inrichting alleen te rekenen de kosten van materieel en van specialeinrichting, zooals aankoop van luchtververschers, uitdelvingsmachines, electrische machines stoomketels, enz.; alle andere uitgaven, zooals het boren van putten of andere in regie gegeven werken, welke de bijzondere maatschappijen brengen op hunne rekeningen van vast actief, worden door het bestuur geboekt als kosten van loopende exploitatie.

Deze wijze van boekhouden levert het ernstig bezwaar op van de instellingswerken te verhelen en het aan het Parlement onmogelijk te maken er toezicht op te houden. De directeurs blijven meester om al of niet de uitgaven te doen welke de ontwikkeling der voortbrenging met zich voert; in mijnzaken is zulk eene onafhankelijkheid gevaarlijk en de pruisische Staat zou daarvan wel eens de harde ervaring kunnen opdoen. Ook is het jammer dat de verslagen zoo weinig kleine bijzonderheden aangeven over de kosten van exploitatie.

Om die nader te ontleden, is het noodig de begrootingen zelf na te zien die alleen maar ramingen behelzen, doch toch zeer nabij de werkelijkheid komen.

Nemen wij, bij voorbeeld, de begrooting voor het dienstjaar 1896-1897; de voorziene inkomsten waren 57,153,880 mark voor een verkoop van 6,207,290 ton kolen, aan 8^{m}73 per ton, en 54,770 ton coke aan 13 mark per ton, verkoop overeenkomende met eene brutoopbrengst van 7 millioen ton, met inbegrip van het verbruik der mijnen; het totaal der voorziene uitgaven was 50,533,330 mark (7-22 per ton), latende dus eene vermoedelijke winst van 6,620,550 mark.

In werkelijkheid bedroeg de voortbrenging 7,795,314 ton, de zuivere ontvangsten 65,374,498 mark, de uitgaven 56,050,412 (7-19 per ton) en de netto winst 9,324,086 mark. — De uitgaven per ton kwamen dus, in feit, zeer nabij de cijfers in de begrooting voorzien.

Vergelijken wij die aan de uitgaven van eene particuliere mijn van hetzelfde gewest, wier algemeene voorwaarden van exploitatie dezelfde zijn als die van de fiscale mijnen, hoewel daar de regelmatigheid en de sterkte der kolenlagen veel minder groot zijn.

Gerangschikt volgens de in de begrooting voorkomende indeelingen, worden de uitgaven op de volgende wijze ontleed :

Uitgaven van het dienstjaar 1896-1897 (1).

		FISCALE MIJNEN Voorziene bruto opbrengst : 7,000,000.		BIJZONDERE MAATSCHAPPIJ Opbrengst van 1896 201,745	
		Totale uitgaven.	Uitgaven per ton.	Totale uitgaven.	Uitgaven per ton.
Algemeene kosten van beheer.	Administratie, bestuur, inspecteurs, beambten van alle graden	1,912,100	0.27	147,152	0.73
	Vergoedingen voor huisvesting	108,072	0.01		
	Verschillende agenten zonder titel	60,900	0.01		
	Reis- en rijtuigkosten	63,740	0.01		
	Bureelkosten	152,652	0 02		
	Totaal.	2,297,464	0.32	147,152	0.73
Uitgaven van exploitatie.	Loonen der exploitatie	31,171,850	4.46	970,077	4.81
	Verschillende leveringen	9,419,620	1.34	171,100	0.85
	Verkoopkosten	1,249,120	0.19	7,960	0,04
	Huur, aankoop van terreinen, bovengrondsche schade	1,012,350	0.14		
	Totaal.	42,852,940	6.13	1,149,137	5.70
Maatschappelijke uitgaven.	Hulp aan zieken.	2,127,100	0.31	78,197	0.39
	Verscheidenheden	58,470	0.01		
	Ongevallen	761,020	0.11		
	Ouderdom	235,330	0.03		
	Totaal.	3,181,920	0.46	78,197	0.39
Totaal der algemeene kosten van beheer en ontginning, maatschappelijke kosten		48,332,540	6.91	1,374,486	6.82
Nieuwe inrichtingen		885,850	0.13	660,924	3.28
Verschillende nieuwe gebouwen		1,314,940	0.18		
Totaal der uitgaven.		50,533,330	7.22	2,035,410	10.10

Rekening houdende met het feit, dat door de fiscale mijnen vele uitgaven gerekend worden bij de loopende exploitatie, terwijl zij voor de bijzondere maatschappij geteld worden als kosten van eerste inrichting, ziet men dat de Staat, noch belastingen, noch interest van obligatiën te betalen hebbende, geen enkelen geldelijken last dragende, veel zuiniger exploiteert dan eene kleine bijzondere maatschappij; de centralisatie en de eenheid van bestuur

(1) Het kolenverbruik der mijnen komt noch bij de uitgaven, noch bij de ontvangsten voor.

laten hem toe belangrijke technische verbeteringen te maken; nochtans voor alles wat een handelskarakter draagt, aankoop van materialen en verkoopkosten, schiet de Staat veel te kort bij de bijzondere nijverheid die, buigzamer, beter partij kan trekken uit voorkomende goede gelegenheden.

Komt eene vergelijking met eene bijzondere mijn van gering belang, zooals die van het Saar-gewest, uit ten gunste van den Staat, zoo zou dit waarschijnlijk niet het geval zijn indien men de fiscale exploitatiën stelde tegenover de groote exploitatiën van Westfalen, waar het bijzonder initiatief er in slaagde bijna even aanzienlijke kolenbeddingen bijeen te groepeeren, als die van Saarbrücken.

Natuurlijk is de vergelijking moeilijk omdat de voorwaarden van ontginning niet dezelfde zijn in die beide kolenvelden; doch het schijnt wel dat, bij gelijkheid van lasten, de exploitatiekosten in de groote mijnen van de Rijnoevers 1 mark per ton lager zijn dan die van de fiscale mijnen.

Nemen wij, bij voorbeeld, de mijnmaatschappij Harpen; in den loop van het dienstjaar 1896-1897 werd daar 4,028,137 ton uitgedolven. De rechtstreeksche kosten uit dien hoofde bedroegen 5^{m}24 per ton; de algemeene beheerkosten 0^{m}28, de sociale lasten 0^{m}34, dat is te zamen 5^{m}86, waarvan men ongeveer moet aftrekken 0^{m}30 voor het kolenverbruik der mijnen.

De zuivere inkoopsprijs, 5^{m}56, was dus 1^{m}35 per ton minder dan die der pruisische Staatsmijnen gedurende hetzelfde dienstjaar, verschil niet liggende in de meerdere vastheid der kolen van Saarbrücken maar, dat grootendeels moet worden toegeschreven aan eene betere inrichting der exploitatie.

Voordeelen der exploitatie.

Tot hiertoe zagen wij dat de Staat « Nijveraar » zijne exploitatiën bestuurde, zijne voortbrengselen verkocht, zijne werklieden leidde, bijna zooals een eenvoudig particulier, hoewel misschien met wat minder handelsgeest; doch wanneer wij zijn geldelijk beheer nagaan, vinden wij, integendeel, een voornaam onderscheid met de bijzondere maatschappijen.

De mijnfiscus heeft wel is waar geene rechtspersoonlijkheid en maakt wezenlijk deel uit van de algemeene begrooting van den Staat, welke Staat, daarentegen, moet worden beschouwd als een zedelijk wezen met rechtspersoonlijkheid bekleed, hem, wel is waar, door geene enkele wet verleend, maar toch door weinig personen hem betwist.

Er is maar een enkele pruisische fiscus, de Staat, in zijne hoedanigheid van eigenaar van goederen. (1)

Indien men van speciale fiscussen spreekt (de wet zelf spreekt van Postfiscus, Marinefiscus, Bergfiscus, enz.), dan is dat alleen om praktische redenen ten einde het bestuur der goederen en het beheer der algemeene fortuin te vergemakkelijken, juist zooals een koopman voor zijne verschillende ondernemingen verschillende rekenboeken kan openen.

Daaruit volgt dat de exploitatie van het nijverheidsdomein van den

(1) Laband, *Staatsrecht des Deutschen Reiches*, deel I, bl. 339.

Staat, trouwens zoowel van de spoorwegen als van de mijnen, een grooten terugslag heeft op de algemeene begrooting wier evenwicht ernstig gevaar kan loopen door de wisselingen die aan elke nijverheidsonderneming zijn verbonden.

Daar de Staat, uit hoofde van de eenheid zijner begrooting, geene speciale reserves kan vormen, moet hij van zelf, in de slechte jaren, ervan terugschrikken tot eene leening over te gaan, ten einde aan zijne nijverheid toe te laten de werktuigen te bekomen noodig voor hare ontwikkeling, daarom juist dat hij uit die nijverheid de hulpmiddelen trekt noodig voor het evenwicht van zijne begrooting.

Het verwondert ons dus niet vast te stellen dat, sedert meer dan dertig jaar, niettegenstaande de aanzienlijke vermeerdering der opbrengst, het netto totaal der jaarlijksche winsten geenszins verschilde en bleef op en neêr gaan tussschen 6 en 8 millioen mark, behalve voor de korte tijdvakken, toen de buitengewone aanvraag naar kolen den Staat zelf er toe bracht aanzienlijke winsten te verwezenlijken.

Die noodzakelijkheid om de kosten van eerste inrichting zoodanig te regelen dat de overschotten van ieder jaar gelijkstaan, heeft ten gevolge dat men dikwijls verplicht is hoognoodige uitgaven uit te stellen ten einde de algemeene economie der begrooting niet te verstoren; dat is, naar ons dunkt, een groot gebrek in de pruisische fiscale exploitatie die zich, dusdoende, niet even gemakkelijk kan plooien als de bijzondere nijverheid naar de toenemende behoeften der nijverheid.

Om de beste partij te trekken van het nijverheidsdomein van den Staat zou men moeten afzien van de traditiën van eenheid der begrooting en aan den mijnfiscus eene eigen persoonlijkheid geven die hem toeliet reserves te maken en aflossingen te doen met het oog op groote werken van uitbreiding. Die maatregel zou eene nieuwe levensvatbaarheid geven aan de nochtans zeer welvarende nijverheid van de Saar.

In den loop dezer eeuw heeft de pruisische regeering, trouwens zeer wijselijk, vermeden haar echt monopolie tot een fiscaal dwangmiddel te maken, wat de ontwikkeling der nationale nijverheid zou hebben tegen gehouden.

De winsten, die sedert 1816 meer dan 360 millioen mark bedragen, zijn niet hooger dan die welke de bijzondere nijverheid der naburige kolenmijnen gedurende datzelfde tijdvak bekwam.

De jaarlijksche overschotten van ontvangsten, die, in 1816, 175,000 mark bedroegen, stegen trapsgewijze tot 1 millioen mark, in 1838, en bleven op die hoogte tot in 1853; toen zijn zij plotseling gerezen tot 3 millioen 1/4, door het openen voor het vervoer der spoorwegen van de Saar; in 1858. bereikten zij 5 millioen; in 1866, jaar van de opening van het kanaal van de Saar, bedroegen zij 7 millioen 1/2; na den oorlog van 1870, doet de geweldige vlucht der nijverheid ze klimmen tot 20 millioen 1/2, in 1872, en tot 38 millioen 1/2, in 1873; in 1874, valt zeer schielijk de daling in en de kas van den pruisischen Staat trekt niet meer dan 6 tot 8 millioen per jaar, behalve in 1891, waarin de mijnnijverheid schittert met levendigen schoon korstondigen glans. In 1898, wordt de toestand beter en blijft zoo tot op heden.

Overschotten van ontvangsten door den pruisischen fiscus gemaakt van 1884 *tot* 1899.

Begrootingsjaren	Totaal overschot mark	per ton mark
1883/84	7,798,618	1-37
84/85	7,215,732	1-35
85/86	7,775,051	1-30
86/87	6,898,098	1-18
87/88	6,576,259	1-08
88/89	8,084,239	1-25
89/90	8,892,313	1-47
90/91	12,546,948	2-03
91/92	7,589,034	1-184
92/93	6,707,005	1-113
93/94	5,914,945	0-958
94/95	6,323,215	0-954
95/96	8,474,314	1-189
96/97	9,324,086	1-196
97/98	12,336,067	1-397
98/99	12,352,262	1-403
99/1900	15,945,316	1-739

De verkregen uitslagen voor het dienstjaar 1899-1900 die, nog zullen worden overtroffen door het loopende dienstjaar, deden een levendigen geestdrift ontstaan in de politieke wereld van Pruisen.

De Minister van Handel, de heer Brefeld, deelde meermalen aan het Parlement zijne verwachtingen mede. Zich steunende op den klimmenden vooruitgang der winsten, in den loop dezer laatste jaren, verkondigt hij luid de welvaart der fiscale mijnen en voorziet hij eene snelle vermeerdering der uitdelving, die hij toeschrijft aan het goed beheer van den Staat.

Wij deelen niet geheel en al het optimisme van den pruisischen Minister. Het is ontegensprekelijk dat de exploitatie door den Staat van het kolenbekken van de Saar, over het geheel, voldoende uitslagen heeft opgeleverd; de mijnen met hare putten, hare machtige werktuigen en de werkliedenkolonies die ze omringen, vormen een wezenlijken schat, zoowel voor den fiscus als voor de nijveraars van Zuid-Duitschland, doch wij gelooven niet dat men enkel en alleen aan de exploitatie door den Staat den hoogen graad van welvaart moet toeschrijven, dien wij hen zien bereiken.

De Staat, hoewel trachtende in alles en voor alles de handelwijze te volgen der bijzondere nijverheid, schijnt eene zwaardere hand te hebben gehad dan de particuliere exploitanten; zijne werklieden worden op meer militaire wijze en harder behandeld dan die der bijzondere mijnen; hunne loonen, uithoofde der behoeften van het budget, werden niet in dezelfde verhouding verhoogd als die van hunne kameraden van Westfalen. De verkoopprijzen, schoon op lange na niet onderhevig aan zulke groote

wisselingen als in Frankrijk en in Engeland, toonden in den loop der laatste jaren geen grootere standvastigheid dan die der kolen van Westfalen, waar een machtig syndicaat, slechts particuliere belangen bijeenhoudende, er in slaagde de overdreven rijzingen en dalingen tegen te gaan. De handelsinrichting van den fiscus, brutaal in hare eenvormigheid, voldoet niet altijd de clienten, licht afgeschrikt door de draconische eischen van den fiscus. De geldelijke uitslagen die zich jaarlijks door een aanzienlijke winst cijferen uit hoofde van de uiterst groote hoeveelheid uitgedolven steenkool, worden droevig opgewogen door de behoeften der begrooting, doordien de verplichting om de overschotten zoo bestendig mogelijk te houden den Staat niet toelaten, in den loop der slechte jaren, genoegzaam geld te besteden aan de normale uitbreiding der uitdelving. Sedert lange jaren, van 1870 tot 1890 vooral, heeft de ongenoegzaamheid der voorbereidende werken en van de werktuigen de voortbrenging belemmerd.

De bijzondere nijverheid had even zoo goed, zoo niet beter kunnen doen dan de Staat.

Ook gelooven wij niet dat het voorbeeld der fiscale exploitatie van Sarrebrück, hoewel die ons schijnt gekomen tot den hoogsten trap van welvaart die eene Staatsnijverheid kan bereiken, van aard zij om Frankrijk aan te moedigen van nu af aan den weg in te slaan der geheele of gedeeltelijke mijnexploitatie door den Staat.

De voordeelen van zulk eene economische hervorming zouden te twijfelachtig zijn, dan dat het raadzaam zou wezen ze thans te wagen; niemand zou er onmiddellijk belang bij hebben.

De eigenaars, verondersteld zelfs dat men hunne mijnen afkocht zonder verlies voor hen, zouden hunne nijverheidsaandeelen veranderd zien in Staatspapieren die, zooals men weet, geenzins voor overwaarde vatbaar zijn. De ondernemingsgeest die altijd opnieuw de zoekers drijft tot de opsporing van nieuwe mijnen, zou in zijne vlucht belemmerd worden. De pioniers van de mijn zouden niet meer worden geprikkeld door het lokaas van winst en zouden niet langer het land verrijken door hunne ontdekkingen.

De werklieden zouden er niets bij winnen, noch in loon noch in onafhankelijkheid, want de behoeften van het budget zouden niet toelaten hunne loonen te verheffen boven het normaal peil der nijverheidsloonen; wat de werkstakingen en eischen betreft, deze zouden veel minder gedeeld worden door de openbare meening indien de mijnwerkers, werklieden werden van den Staat in plaats van beschouwd te worden als verdrukt en uitgeperst door de machtige feodaliteit van geld en nijverheid.

Het voorbeeld van den pruisischen Staat bewijst het wel; hij bleek de hardste en de minst medelijdende der patroons te zijn; de mijnwerkers in 1898 weggezonden om feiten van werkstaking zijn nog heden ten dage buitengesloten. Wat de loonen betreft, zij zijn gebleven beneden die van Westfalen, waar de levensvoorwaarden dezelfde zijn, maar waar de goede overeenkomst der voortbrengers toeliet belangrijke verbeteringen aan te brengen voor de werkersbevolking.

De Duitsche socialisten, die bij ervaring weten wat men verwachten

kan van de fiscale exploitatiën, vragen trouwens ook volstrekt niet dat de mijnen genationaliseerd zouden worden, zooals hunne kameraden in Frankrijk of België dit doen.

Op het Congres der duitsche mijnwerkers te Essen gehouden in 1894, werd de nationaliseering der mijnen, door sommige voorstanders aangevraagd, onbewimpeld en zelfs ruw van de hand gewezen. Dat wantrouwen ten opzichte van den Staat, eigenaar der mijnen, vindt men weder in de meeste der socialitische duitsche schriften; de *Berg und Hüttenarbeiter Zeitung*, orgaan van het socialistisch syndicaat der duitsche mijnwerkers, sprak menigmaal tegen den afkoop der mijnen door den Staat, luid verklarende dat de werklieden der fiscale mijnen geen beteren toestand hadden dan die van de bijzondere mijnen en dat de mijnwerkers zich moesten onthouden een eisch te onderschrijven die zou strekken tot hunne overlevering aan den machtigsten der kapitalisten, den Staat, onder zijn tegenwoordigen vorm.

De voordeelen die de werklieden zouden trekken uit de hervorming van de mijnnijverheid in Staatsnijverheid schijnen dus denkbeeldig te zijn.

Wat de verbruikers betreft, zij zouden in de inrichting van den verkoop door den Staat niet vinden wat hun verschillenden smaak zou kunnen voldoen, daar de fiscus, te stipte en te eenvormige regels met te veel stijfheid toepast. Zeker zou de exploitatie door den Staat de buitensporige rijzingen even als de betreurenswaardige dalingen der prijzen bestrijden. Doch dit resultaat is even goed door de bijzondere nijverheid te bekomen; het bewijs hiervan werd geleverd door het rijnsch-westfaalsch syndicaat, dat zich tijdens de jongste kolencrisis nog meer gematigd toonde dan het mijnbestuur van Sarrebrück.

De schatplichtige, eindelijk, zou geenzins zijne lasten zien verminderen door de voordeelen van eene fiscale exploitatie; want zoo in schijn de uitslagen der exploitatie hetzij van mijnen aan particulieren afgekocht, hetzij van nieuwe mijnen ontdekt door onderzoekingen van wege den Staat, de begrooting kwamen ontlasten, zoo is het niettemin hoogst waarschijnlijk dat het geheel der belastingschuldigen de bijkomende lasten zoude moeten dragen veroorzaakt door de verhooging van den inkoopsprijs die onafscheidelijk is van elke Staatsnijverheid.

Het oogenblik schijnt dus niet gekomen, voor den franschen Staat, om eene zoo ernstige hervorming te beginnen als de overname der mijnexploitatie; de pruisische Staat is er door de kracht der gebeurtenissen zelf toe gekomen zich meester te maken van domaniale beddingen door hem veroverd met het wapen in de hand; hij heeft ze behouden, na ze betaald te hebben met het bloed zijner soldaten en met het geld gedurende zoovele oorlogen verkwist. Dat Frankrijk zich bezinne eer het zijne voetstappen volgt door mijnen te verkrijgen ten koste van renten!

Geheel anders zal in de toekomst de rol zijn van den Staat, wanneer de trapsgewijze voortgaande uitputting der lagen, de toeneming van het verbruik eene schaarschte van kolen zal doen ontstaan, noodlottig voor de nijverheid. De Staat zal de voorraadverzameling des lands moeten

verzekeren in brandstoffen, die voor allen eene eerste levensbehoefte uitmaken, evenals hij den gang der andere openbare diensten verzekert.

Het in het leven roepen van een monopolie voor redenen van openbaar nut zal er het gevolg van zijn en zal zich aan onze nazaten ongetwijfeld opdringen; doch het is te wenschen dat het stelsel van economische vrijheid zal worden behouden, zoolang de fransche mijnen nog niet in verval zullen zijn.

VI

Concessie-aanvragen.

AANVRAGEN OM CONCESSIE VAN KOLENMIJNEN.

Volgorde.	NAMEN DER AANVRAGERS.	DATUMS DER AANVRAGEN.	AANGEVRAAGDE UITGESTREKTHEID.	GEMEENTEN.	AANWIJZING DER BORINGEN.	*AANMERRINGEN.*
			PROVINCIE LIMBURG.			
I.	Nieuwe naamlooze maatschappij voor Onderzoekingen en Exploitatie.	5 October 1901.	2331 h. 40 a.	Asch-in-de-Kempen, Op-Glabbeek, Niel-bij-Asch, Op-Oeteren, Dilsen, Lanklaer, Mechelen-aan-Maas en Genck.	1.	
II.	Idem.	4 November 1901.	986 h. 55 a.	Asch-in-de-Kempen en Op-Glabbeek.	2.	
III.	Idem.	22 November 1901.	991 h. 64 a. 45 c.	Niel-bij-Asch, Op-Oeteren, Asch-in-de-Kempen en Op-Glabbeek.	3.	
IV.	Idem.	4 December 1901.	1097 h.	Genck en Asch-in-de-Kempen.	4.	
V.	Naamlooze maatschappijen « Patience-et-Beaujonc », te Glain, en « l'Espérance et Bonne-Fortune », te Montegnée.	30 December 1901.	3109 h. 70 a.	Gruytrode, Op-Glabbeek, Op-Oeteren en Niel bij Asch.	5 et 6.	
VI.	Nieuwe naamlooze maatschappij voor Onderzoekingen en Exploitatie.	20 Januari 1902.	2883 h. 78 a.	Houthaelen, Zonhoven en Zolder.	7.	
VII.	Naamlooze maatschappij John Cockerill, te Seraing.	22 Februari 1902.	1876 h. 45 a.	Wijshaegen, Op-Glabbeek, Asch-in-de Kempen en Genck.	8, 9, 10.	
VIII.	Graaf de Meeus en C^ie^, eigenaar te Bockrijk.		2000 h.	Genck, Zonhoven en Houthaelen.	»	Niet aangeplakte aanvraag.
IX.	Baron de Pitteurs-Hiegaerts en consorten.	27 Februari 1902.	1930 h. 50 a.	Asch-in-de-Kempen, Genck, Sutendael, Op-Grimby en Mechelen-aan-de-Maas.	11.	
X.	Naamlooze Limburgsche maatschappij voor Onderzoekingen en boringen naar mijnen.	27 Februari 1902.	1472 h. 85 a.	Genck en Sutendael.	12.	
XI.	Nieuwe naamlooze maatschappij voor Onderzoekingen en Exploitatie.	8 Maart 1902	2720 h.	Houthaelen, Meeuwen, Wijshaegen, Op-Glabbeek, Asch en Genck.	13.	
XII.	De heer Masy Th., Mej. Wittouck, Emilie, en de heer Thorn, Emile.	14 April 1902.	2075 h. 50 a.	Meeuwen, Wijshaegen, Genck en Houthaelen.	14.	
XIII.	Naamlooze Limburgsche maatschappij voor Onderzoe-	26 April 1902.	1504 h. 72 a.	Genck.	15.	

XIV.	Naamlooze maatschappij « Charbonnages de Courcelles-Nord ».	7 Mei 1902.	1892 h. 56 a.	Hasselt, Zonhoven en Zolder.	16 et 26.	
XV.	Naamlooze maatschappij « Charbonnages de Bascoup ».	7 Juni 1902.	1570 h. 90 a.	Heusden, Houthaelen et Zonhoven.	17.	
XVI.	Limburgsche Kolenmaatschappij (naaml. maatsch.).	25 Juni 1902.	1709 h. 93 a.	Hasselt, Houthaelen, Genck en Zonhoven.	18.	
XVII.	Baron Goffinet.	2 Juli 1902.	1866 h. 80 a.	Houthaelen en Helchteren.	19.	
XVIII.	Naamlooze maatschappij der Kolenmijnen van het Noorden van België.	14 Juli 1902.	1570 h. 70 a.	Dilsen en Lanklaer.	20 et 21.	
XIX.	Graaf A. de Theux de Meylandt en consorten.	26 Juli 1902.	2155 h. 5 a.	Zolder, Heusden, Stockroye en Lummen.	22.	
XX.	Naamlooze Maatschappij « Charbonnages de Mariemont ».	16 Augustus 1902.	1901 h.	Coursel, Heusden, Zolder, Houthaelen en Helchteren.	23.	
XXI.	Naamlooze maatschappij der exploitanten en eigenaars vereenigd voor mijnontginnigen in het Noorden van België.	20 Augustus 1902.	3021 h. 50 a.	Lanklaer, Stockheim, Meeswyck, Leuth, Eysden, Vucht en Mechelen.	24.	
XXII.	Naamlooze maatschappij « Charbonnages du Nord de la Belgique ».	10 October 1902.	1614 h.	Lanklaer, Eysden, Vucht, en Mechelen-aan-Maas.	21.	
XXIII.	Kempische Vennootschap tot bevordering van mijnnijverheid. (Naamlooze maatschappij.)	11 October 1902.	2548 h. 47 a.	Tessenderloo, Quaedmechelen, Oostham (prov. Limburg), Vorst, Meerhout en Olmen (prov. Antwerpen).	25.	Deze vraag komt voor onder nr 1 van de provincie Antwerpen.

PROVINCIE ANTWERPEN.

I*a*.	Kempische Vennootschap tot bevordering van mijnnijverheid.	19 October 1902.	2548 h. 47 a.	Oostham, Quaedmechelen, Tessenderloo (prov. Limburg), Vorst, Meerhout en Olmen (prov. Antwerpen).	25.	Deze vraag komt voor onder nr XXIII van de provincie Limburg.
II*a*.	Gravin en Graaf de Mérode Westerloo.	27 October 1902.	5775 h. 30 a.	Westerloo, Veerle, Herselt, Vaerendonk, Heel, Zoerle-Parwijs en Eynthout.	33.	
III*a*.	Antwerpsche maatschappij voor boringen.	5 November 1902.	4778 h. 51 a.	Heel, Moll en Meerhout.	35.	

Tabel vastgesteld op 10 December 1902.

De boringen nrs 27, 28, 29, 30, 34, 36, 37, 38, 39, *op de kaart aangeduid, gaven nog geene aanleiding tot concessieaanvragen.*

VII

Kaart aanwijzende de aangevraagde concessies en de Strooken die het voorwerp zijn van het ontwerp van den heer Hanrez.

VIII

Documenten betreffende de statistiek en de wetgeving.

DUITSCHE KOLENMIJNEN

Statistiek omtrent de voortbrenging van 1891 tot 1900

(Uittreksel uit den *Glückaüf*, 16 maart 1901.)

JAREN.	Aantal mijnen.	Voortbrenging — Ton.	Waarde. — Mark.	Aantal werklieden.	Gemiddelde opbrengst p' werkman.	Waarde per ton. — Mark.	De voortbrenging vertegenwoordigt % van de totale voortbrenging van het duitsche keizerrijk.
KOLENBEKKEN VAN OPPER-SILEZIË.							
1881-1890							
Staat	3	3.074.100	13.331.000	8.746	351	4 34	5.18
Bijzondere Mijnen .	96	10.071.900	39.953.000	31.353	322	3.99	16.96
Te zamen. . .	99	13.146.000	53.284.000	40.099	328	4.05	22.14
1891							
Staat	4	3.867.100	24.774.000	12.842	301	6.41	5.24
Bijzondere mijnen .	88	13.858 700	74.952.000	41.910	330	5.40	18.81
Te zamen. . .	92	17.725.800	99.726.000	54.752	324	5.63	24.05
1895							
Staat	2	4.027.700	23.248.000	12 025	335	5.77	5.09
Bijzondere mijnen .	51	14.038.700	75.568.000	41 735	337	5.39	17.73
Te zamen. . .	53	18 066 400	98.816.000	53.760	336	5.47	22.82
1899							
Staat.	3	5.105.100	34.402.000	14.432	354	6 74	5 02
Bijzondere mijnen .	50	18 365.000	111 695.000	49.197	373	6 08	18 07
Te zamen. . .	53	23 470.100	146.097.000	63 629	369	6 22	23.09
1900							
Staat	3	5.296.300	43 196 000	14.809	358	8.16	4.85
Bijzondere mijnen .	54	19.486.300	139.373.000	55.462	351	6.08	17.84
Te zamen. . .	57	24.782.600	182.569.000	70.271	353	6.37	22.69
KOLENBEKKEN VAN DE SAAR.							
1881-1890							
Staat	12	6.079.000	47.680 000	25.706	236	7.84	10.24
Bijzondere mijnen .	19	830.500	6.945.000	4.665	178	8.36	1.40
Te zamen. . .	31	6 909.500	54.625.000	30.371	228	7.91	11 64
1891							
Staat	13	6 560.200	68.938.000	29.443	223	10.51	8.90
Bijzondere mijnen .	22	1.105.900	11.811.000	5.923	185	10.70	1 50
Te zamen. . .	35	7.666.100	80.749.000	35.368	217	10.53	10 40
1895							
Staat	13	7.057.300	62.529.000	32.269	219	8.86	8.91
Bijzondere mijnen .	18	1.352.400	11.648.000	7.141	190	8.70	1.72
Te zamen. . .	31	8.419.700	74.177.000	39.410	214	8.81	10.63
1899							
Staat	13	9.242.000	93.343.000	40.239	230	10.10	9.09
Bijzondere mijnen .	15	1.423.000	13.699.000	7.610	188	9.63	1.40
Te zamen. .	28	10.665.000	107.042.000	47.849	223	10.04	10.49
1900							
Staat	13	9.627.700	112.133.000	42.414	227	11.65	8.81
Bijzondere mijnen .	14	1.509.000	16.869.000	8.433	180	11.20	1.39
Te zamen. . .	27	11.136.700	129.002.000	50.847	219	11.58	10.20

PRUISEN

DOMANIALE MIJNEN, NIJVERHEIDSINRICHTINGEN EN ZOUTGROEVEN.

JAREN 1880-81, 1884-85, 1890-91, 1891-92, 1894-95, 1895-96 EN 1900.

Uittreksel uit het *Statistisches Handbuch für den preussischen Staat*, jaar 1898.

VOORWERPEN.	1880-81	1884-85	1890-91	1891-92	1894-95	1895-96	1900*
1	2	3	4	5	6	7	8
Algemeene inlichtingen.							
Aantal inrichtingen	73	75	69	69	71	70	64
Voortbrenging. Ton	8.639.985	10.585.494	11.754.060	12.117.986	12.141.483	12.798.081	16.815.064
Waarde	82.311.723	95.600.528	139.446.235	136.156.818	116.273.391	123.264.823	210.853.647
Werklieden	43.525	50.042	56.375	57.939	57.009	58.942	72.727
Winsten	12.690.433	13.700.396	24.464.383	17.112.635	15.024.915	19.440.106	41.309.901
Zij ontleden zich in :							
A. **Mijnen van allerlei soort.**							
Aantal	48	49	46	46	48	47	43
Uitdelving	8.444.701	10.392.019	11.540.553	11.901.635	11.937.897	12.595.877	16.578.729
Waarde	62.212.767	72.926.163	110.689.411	110.066.741	96.766.501	102.977.409	180.740.410
Werklieden	38.858	45.146	50.856	52.429	51.755	53.662	67.178
1) *Kolen :*							
Aantal	18	18	18	18	17	17	17
Voortbrenging	7.652.494	9.566.828	10.590.981	10.935.294	11.070.302	11.737.375	15.469.593
Waarde	50.563.054	61.706.901	97.387.017	97.002.620	85.874.492	91.350.630	162 206.912
Werklieden	31.787	37.297	43.877	45.472	45.001	46.996	60.338
2) *Bruinkool.*							
Aantal	8	8	8	8	8	8	8
Voortbrenging	373.976	355.782	430.258	429.551	380.466	375.198	463.024
Waarde	1.160.190	1.111.234	1.361.286	1.380.797	1.169.785	1.181.573	1.444.116
Werklieden	897	865	768	793	699	702	648
3) *IJzer.*							
Aantal	13	14	12	12	15	14	8
Voortbrenging	95.357	117.477	111.474	108.094	95.828	74.631	87.172
Waarde	717.875	963.973	975.777	840.893	731.513	558.408	970.431
Werklieden	749	970	921	828	748	694	596
4) *Zink, lood, koper, zilver en zwavel.*							
Aantal	6	6	5	5	5	5	5
Voortbrenging	61.132	71.667	77.038	78.213	83.951	85.547	97.754
Waarde	7.284.193	6.325.959	7.493.269	6.969.085	5.497.019	6.051.981	10.267.598
Werklieden	4.721	4.577	4 269	4.323	4.313	4.321	3.958
5) *Zoutgroeven :*							
Aantal	3	3	3	3	3	3	5
Voortbrenging	261.742	280.265	330.802	350.483	307.350	323.126	461.186
Waarde	2.487.446	2.818.096	3.472.062	3.873.316	3.493.692	3.834.817	5.851.318
Werklieden	704	1.437	1.021	1.013	994	949	1.638
B. **Metallurgische inrichtingen.**							
Aantal	13	13	12	12	12	12	12
Voortbrenging	57.564	68.263	80.867	78.473	70.928	68.222	96.419
Waarde	15.915.536	18.588.363	23.414.841	20.703.933	14.830.999	15.709.388	(1)24.892.325
Werklieden	2.836	3.119	3.627	3.507	3.458	3.517	3.711
1) *IJzer :*							
Aantal	5	5	5	5	5	5	5
Voortbrenging	25 385	27.700	36.387	36.068	24.500	21.768	44.024
Waarde	3.122.930	3.467.755	5.364.533	5.034.309	3.880.237	3.553.298	6.586.020
Werklieden	1.249	1.331	1.600	1.573	1.566	1.651	1.871
2) *Lood, zilver en andere metalen :*							
Aantal	8	8	7	7	7	7	7
Voortbrenging	32.179	40.563	44.480	42.405	46.428	46.454	52.395
Waarde	12.792.606	15.120.608	18.050.308	15.609.624	10.950.762	12.156.090	(1)18.306.305
Werklieden	1.587	1.788	2.027	1.934	1.892	1.866	1.840
C. **Zoutgroeven.**							
Aantal	6	6	6	6	6	6	6
Voortbrenging	122.888	110.548	115.095	119.573	118.900	117.508	123.689
Waard	2.960.842	2.635.871	2.971.720	3.070.898	3.091.543	3.055.193	3.326.687
Werl	933	824	878	916	802	801	838
D. **Steengroeven.**							
Aantal	6	7	5	5	5	5	3
Voortbrenging	14.832	14.664	17.545	18.305	13.758	16.474	16.227
Waarde	1.222.578	1.450.161	2.370.263	2.315.276	1.584.348	1.522.833	1.894.225
Werklieden	898	953	1.114	1.087	994	962	898

(1) Waarvan 4.724.821 waarde goud en zilver.

* De uitslagen van 1900 zijn getrokken uit het officieel verslag van 7 December 1901 over de exploitatie der domaniale mijnen.

OOSTENRIJK.

(Uittreksel uit de « OESTERREICHISCHE STATISTIK », 4de deel.)

DOMANIALE MIJNEN.

		1893	1894	1895	1896	1897	1898
Kolenmijnen	Ontvangsten . .	1,383,112	1,405,010	1,502,975	1,596,228	1,753,376	1,738,538
	Uitgaven . . .	1,046,915	1,214,250	1,234,871	1,150,942	1,156,369	1,173,485
	Overschot. . .	+ 336,197	+ 190,760	+ 268,104	+ 445,286	+ 597,007	+ 565,053
Andere mijnen (Zoutmijnen niet inbegrepen)	Ontvangsten . .	6,171,257	5,688,149	5,559,507	5,863,703	5,285,412	4,819,096
	Uitgaven . . .	5,563,428	5,497,799	5,340,610	5,275,542	5,391,792	5,457,134
	Overschot. . .	+ 607,829	+ 190,350	+ 218,897	+ 588,161	— 106,380	— 638,038
Te zamen	Ontvangsten . .	7,554,369	7,093,159	7,062,482	7,459,931	7,038,788	6,557,634
	Uitgaven . . .	6,610,343	6,712,049	6,575,481	6,426,484	6,548,161	6,630,619
	Overschot. . .	+ 944,026	+ 381,110	+ 487,001	+ 1,033,447	+ 490,627	— 72,985

REGIEM VAN DEN MIJNEIGENDOM IN DE VOORNAAMSTE LANDEN VAN EUROPA.

NAMEN DER LANDEN	DATUM VAN AFKONDIGING DER WETTEN THANS VAN KRACHT	AANGENOMEN REGIEM	VERWIJZINGEN
DUITSCHLAND			
Pruisen.	Algemeene wet op de mijnen van 24 Juni 1865.	Vrijheid van exploitatie der mijnen komt in de plaats van het oude hoogheidsrecht en van het « stelsel van bestuur », dat van de mijnexploitatie eene Staatsnijverheid maakte. — Recht van den ontdekker of van den eersten aanvrager om concessie.	*Annales des mines*, 1868. (Vertaling der pruisische wet door J. ICHON.) AGUILLON, d. III, h. II, onder andere bl. 41, 48, 49. IBID., bl. 89 en volg.
Beieren, Wurtemberg en verscheidene kleine vorstendommen.	Verschillende datums.	Zelfde regiem.	
Koninkrijk Saksen.	Algemeene wet op de mijnen van 16 Juni 1868.	Regiem gelijksoortig aan het pruisisch regiem voor de metaalmijnen.	*Annales des mines*, 1878. (Vertaling der beiersche wet door J. ICHON.) AGUILLON, hoofdstuk III. Zie, onderandere, bl. 115 en 116. *Annales des mines*, 1870, bl. 61.
Saksen-Weimar, Vorstendom Schwarzburg-Sondershausen.		Het recht tot exploitatie der mijnen van brandstoffen blijft verbonden aan den grondeigendom doch mag slechts worden uitgeoefend met machtiging der Regeering. De brandstofmijn te voorschijn geroepen door den eigenaar van den bovengrond wordt een onderscheiden eigendom en is onderworpen aan het beheer van de wet op de mijnen.	

OOSTENRIJK	Algemeene wet van 23 Mei 1854.	Scheiding van den onder- en den bovengrond. De mijnoverheid beslist of de kolenlaag ontginbaar is en kan worden vergund. Voorrecht van den eersten aanvrager om concessie.	*Annales des mines*, 1869, bl. 239. AGUILLON, bl. 157.
LUXEMBURG	Wet van 1810. Wet op de ijzermijnen van 15 Maart 1870. Wet van 12 Juni 1874.	Onderscheid tusschen vergunbare ijzermijnen en bergwerken. Terugkeer naar het stelsel der domanialiteit. Elke concessie moet geschieden door eene wet.	AGUILLON, bl. 428.
SPANJE	Wet van 6 Juli 1859 en decreet-wet van 29 December 1868.	Volstrekte scheiding tusschen den eigendom van de mijn en dien van de oppervlakte. De eigendom van de mijn wordt verkregen door de eerste inbezitneming, gedaan volgens de wettelijke formaliteiten. Geen cijns aan den eigenaar van den grond.	AGUILLON, bl. 257 en volgende.
BRITSCHE EILANDEN		Geen bijzondere wetgeving op den mineralen eigendom, die behoort aan den eigenaar van den grond en is onderworpen aan het regiem van het gemeen recht. Uitzondering voor het goud en het zilver, die kroon-eigendom zijn.	

NAMEN DER LANDEN	DATUM VAN AFKONDIGING DER WETTEN THANS VAN KRACHT	AANGENOMEN REGIEM	VERWIJZINGEN.
RUSLAND	Wetboek van 1857.	Recht van den eigenaar van den grond op de daaronder liggende mijnen.	Z. AGUILLON, bl. 483. Zie ook Rusland. — Mijnwetten uitgegeven door het Centraal Comiteit der kolenmijnen van Frankrijk.
ITALIË	12 wetten eigen aan de vroegere Staten en nog van kracht. Een ontwerp tot vereenvoudiging werd den Senaat aangeboden op 6 Mei 1893; het maakte het regiem der wet van Piémont gedagteekend 20 November 1859, algemeen, behalve voor Toskane en Sicilië. Het bleef zonder gevolg.	Eigendom van de mijn verbonden met dien van den grond, in Toskane en in Sicilië. In het koninkrijk Napels, indien de eigenaar weigert erkende lagen te exploiteeren, mag de Staat er over beschikken. In Piémont (wet van 20 November 1859), is de eigendom van de mijn geheel afgescheiden van dien van den grond. Regiem der concessies zonder recht van voorkeur voor den eigenaar.	AGUILLON, bl. 373. Wetsontwerp van 6 Mei 1893. Voor de wet van 20 November 1859. AGUILLON, bl. 383.

IX

Conclusie van den heer ingenieur Trasenster, Afgevaardigde van Luik en oud-Professor aan de hoogeschool dier stad, over de quæstie van de ontginning, door den Staat, der mijnen van de Kempen.

Conclusie van den Heer Ingenieur TRASENSTER, Afgevaardigde van Luik en oud-Professor aan de Hoogeschool dier stad over de quæstie van de ontginning, door den Staat, der mijnen van de Kempen.

CONCLUSIE.

Om mij kortelijk samen te vatten, er bestaan in Rijn-Pruisen en in Westfalen twee groote kolenbekkens : het bekken van de Roer dat tot hiertoe uitsluitend werd geëxploiteerd door de bijzondere nijverheid en het bekken van de Saar, dat bijna uitsluitend door den pruisischen Staat wordt ontgonnen.

Uit de vergelijkende studie dier twee kolenbekkens besluit ik dat de bijzondere exploitatie van de Roer de beste is in alle opzichten.

Met het oog op de verbruikers is de uitbreiding der uitdelving driemaal zoo snel geweest in Westfalen als te Saarbrücken : dank aan die snelle uitbreiding waren de wisselingen van prijs veel minder aanzienlijk in het bekken door de bijzondere nijverheid geëxploiteerd dan in dit waarvan de Staat het monopolie heeft; van 1896-1901 werden de prijzen verhoogd met fr. 4-58 in de Saar, met fr. 2-50 slechts in de Roer, waar zij 4 tot 5 frank lager bleven dan te Saarbrücken.

Uit het oogpunt van het arbeidsloon is de toestand eveneens veel voordeeliger in het bekken van de Roer, waar de loonen stegen met 28 t. h. terwijl zij slechts met 8 t. h. vermeerderden in het bekken van de Saar. In 1900 bleef het jaarlijksch loon der werklieden van den pruisischen Staat 360 frank lager dan dat der werklieden van de bijzondere nijverheid aan de Roer; het deel van het arbeidsloon bereikt hier 60 t. h. van de opgebrachte waarde tegen 40 t. h. slechts in de mijnen van den pruisischen Staat.

Bepaalt men zich bij de beschouwing dezer twee groote belangen, dat van het publiek en dat van de werkende klasse, dan stelt men vast dat in 1900 de bijzondere nijverheid aan de Roer erin slaagde zijne kolen 4 frank minder duur te verkoopen dan de Staat-nijveraar, hoewel 360 frank meer loon betalende aan elken werkman. Dit verschil is maar voor een zeer klein deel te danken aan de een weinig hoogere opbrengst van het arbeidsloon aan de Roer, waar daarentegen het boren der putten veel grootere moeilijkheden oplevert.

De hoofdreden van het verschil ligt in de duurte der exploitatie door den Staat en het fiscale stelsel van den pruisischen Staat, die een verbruiksbelasting heft van fr. 1-62 per ton, 370 frank per werkman tegen eene winst van fr. 0-83 per ton, 145 frank per werkman afgehouden door de belgische kolennijverheid, die op dat punt zoo hevig werd aangevallen door de bewonderaars van het pruisische stelsel.

Aan hen, die tegenwerpen dat de winst of liever de onrechtstreeksche belasting van fr. 1-62 door den pruisischen fiscus geheven op den verbrui-

ker niet te verachten is met het oog op de Openbare schatkist, zal ik doen opmerken dat die toestand te wijten is aan de geologische, aardrijkskundige en politieke zeer bijzondere voorwaarden van het kolenbekken van de Saar. Uit dit drievoudig oogpunt bestaat er hoegenaamd geene overeenkomst tusschen de Saar en de Kempen.

Onder geologisch opzicht, eerstens, komt het kolenterrein in de pruisische Staatsdomeinen te voorschijn aan de oppervlakte des gronds; de exploitatie kon er, ruim eene halve eeuw geleden, beginnen per galerij, met kleine kapitalen. De inrichtingen werden uitgebreid door middel der winsten met een zeer gering eerste kapitaal, wat eene zeer voordeelige voorwaarde is voor de openbare financiën.

In het kolenbekken van de Kempen, daarentegen, moet men door een minimum van 500 meter losse terreinen en moeilijke losse terreinen dringen : het risico is groot en de kapitalen van eerste inrichting zullen aanzienlijk zijn en geruimen tijd renteloos blijven.

Uit een geographisch oogpunt is het kolenveld van de Saar eveneens bevoorrecht; het is langs alle kanten afgezonderd. Het concurreerend naastbij gelegen veld is dat van de Roer, op 350 kilometer afstand.

Er is geen ander kolenbekken in Zuid-Duitschland; en Oostwaarts ontmoet men slechts de zeer verwijderde mededinging der kolenmijnen van Saksen en van Bohemen : de pruisische regeering oefent in die streken een wezenlijk monopolie uit; zij kan de prijzen naar willekeur bepalen en dus zekere winsten bekomen. Dat is dus eene zeer uitzonderlijke voorwaarde welke de belgische regeering niet in de Kempen zou tegenkomen.

Het bekken van de Kempen bevindt zich op zeer geringen afstand van de voornaamste kolenstrook van het europeesch vasteland, die zich uitstrekt van Valenciennes tot aan de Roer, gaande door Bergen, Luik, Aken en het ligt ook op zeer geringen afstand der zeehavens waar het de mededinging zal vinden van de engelsche steenkolen. Eindelijk, ten Oosten strekt zich een groot nog onontgonnen door talrijke boringen erkend kolenbekken uit op de twee Maasoevers, van Maastricht naar Venloo en loopt door tot den Rijn, tegenover Ruhrort; het is gunstiger bedeeld dan dat van de Kempen wat de dikte aangaat der losse gronden.

Van verscheidene kanten is dus het kolenbekken van de Kempen blootgesteld aan eene zeer levendige mededinging, die niet zou toelaten de prijzen willekeurig te bepalen en ze altijd te behouden op eene winstgevende taks, zooals dit gedaan werd voor het kolenbekken van de Saar door den pruisischen fiscus, die beschut is door een waar geographisch monopolie.

Uit een economisch oogpunt bevindt het kolenbekken van de Kempen zich eerder, op het eerste zicht, in voorwaarden die kunnen worden vergeleken bij die van het kolenbekken van de Roer, afgezien van den rijkdom der formatie, waarover men zich nog niet kan uitlaten.

Nu, ik zal er aan herinneren dat tijdens de bespreking in de pruisische Kamer van het ontwerp tot aankoop van concessies in Westfalen, de Minister von Mœller heeft vastgesteld dat de exploitanten van de Roer uit

hunne nijverheid hebben getrokken voor de twintig eerste ontginningsjaren, van 1860 tot 1880, een gemiddeld inkomen van 1 1/4 tot1 1/2 t. h.

In de tien volgende jaren was het gemiddeld dividend der naamlooze maatschappijen van de Roer ongeveer 3 t. h. Eerst sedert tien jaar waren de aandeelen dier nijverheid winstgevend. Daarvoor heeft men dertig of veertig jaar moeten wachten en nog was deze periode van winst alleen te danken aan het oprichten van zeer machtige verkoopsyndicaten, al de voortbrenging van kolen en coke bijeenbrengende, tegelijk regelende en de uitdelving en de prijzen.

Een derde verschil, dat ook zijn belang heeft, is dat het kolenbekken van de Saar ligt in Pruisen, dat is te zeggen in een land van overheid, van tucht en van sterke bestuursoverleveringen.

Het is verkeerd te meenen dat men in België zou kunnen invoeren of liever navolgen de inrichtingen die mogelijk zijn in Pruisen en die er op min of meer voldoende wijze werken.

In 't kort, dat ik de zaak beschouw uit het gezichtspunt van het belang der verbruikers, van het belang der werkende klasse of uit dit van het belang der Schatkist, ik acht dat de rechtstreeksche of onrechtstreeksche exploitatie door den Staat, van het kolenbekken der Kempen, moet worden afgewezen.

Alleen de bijzondere nijverheid zal genoeg hulpmiddelen en genoeg initiatief hebben om er de ontwikkeling van te verzekeren indien men haar niet bezwaart met wettelijke of fiscale lasten, die zich zouden komen voegen bij de natuurlijke zeer ernstige moeilijkheden die zij zal hebben te overwinnen.

De gevaarlijke kansen zijn zoo groot, dat alleen eene concessie van zeer langen duur, zoo niet altijddurend, van aard is de ernstige kapitalisten te verleiden.

Het voornaamste punt om te bedenken, bij het verleenen der concessies, zal zijn het technisch en geldelijk vermogen der aanvragers en de waarborgen die zij zullen geven voor het wezenlijk productief maken der kolenmijnen.

Het is een zeer gewichtig vraagstuk voor de toekomst van al onze nijverheidstakken, vooral voor dien der metallurgie die niet meer in België de gewenschte hoeveelheden cokeskolen vindt.

De snelle ontwikkeling van het kolenbekken der Kempen is, voor onze nijverheid, eene levensvraag en, in dit opzicht, biedt het bijzonder initiatief veel meer waarborgen aan dan de noodwendig schuchtere en langzame actie van den Staat of dan de gewaagde proefnemingen opgehemeld door de uitvinders van min of meer denkbeeldige stelsels.

P. TRASENSTER.

BIJLAGE.

Uittreksel uit de officieele Statistiek der pruisische mijnen :
(Zeitschrift für das Berg-Hutten und Salinenwesen).

Loonen in de mijnen van Westfalen (bijzondere nijverheid).

Inspectie Dortmund (Kolenbekken van de Roer).

JAREN.	UITDELVING.	WAARDE.	AANTAL WERKLIEDEN.	JAARLIJKSCH LOON.
	ton.	mark per ton.		mark.
1891	37.402.494	8,38	138.739	1086
1892	36.853.502	7,38	142.247	976
1893	38.613.146	6,42	146.440	946
1894	40.613.073	6,38	152.656	961
1895	41.145.744	6,66	154.702	968
1896	44.893.304	6,77	161.870	1035
1897	48.423.987	7,04	176.101	1128
1898	51.001.551	7,32	191.847	1175
1899	54.641.120	7,66	205.106	1255
1900	59.618.900	8,54	226.902	1332
1901	58.447.657	8,77	243.926	1224

Loonen in de domaniale mijnen van de Saar.

Inspectie Bonn, district Trier (Kolenbekken van de Saar).

JAREN.	UITDELVING.	WAARDE.	AANTAL WERKLIEDEN.	JAARLIJKSCH LOON.
	ton.	mark per ton.		
1891	6.552.024	10,54	29.568	1137
1892	6.393.180	9,97	30.771	1042
1893	6.024.628	9,13	28.494	925
1894	6.722.907	8,84	31.938	921
1895	7.023.227	8,88	32.371	929
1896	7.820.722	8,96	34.209	966
1897	8.358.413	9,24	35.961	982
1898	8.883.057	9,44	37.594	1015
1899	9.126.788	10,09	39.693	1019
1900	9.491.380	11,63	41.811	1044
1901	9.460.192	12,63	43.465	1042

X

Hollandsche wet van den 19^{en} juni 1845, betrefffende den tijdelijken afstand van het beheer en genot der domaniale steenkolenmijnen te Kerkrade.

Wet van den 19^{en} Juni 1845, betreffende den tijdelijken afstand van het beheer en genot der domaniale steenkolenmijnen te Kerkrade.

Wij, WILLEM II, bij de gratie Gods, Koning der Nederlanden, Prins van Oranje-Nassau, Groot-Hertog van Luxemburg, enz., enz.

Allen die dezen zullen zien of hooren lezen, Salut! doen te weten :

Alzoo wij in overweging genomen hebben, dat het belang der inkomsten van de schatkist, zoowel als van de algemeene welvaart medebrengt, dat aan ons bevoegdheid worde verleend, om aan de toekomstige concessionarissen van eenen ijzeren spoorweg van Maastricht naar de pruissische grenzen, met eenen zijtak naar de domaniale steenkolenmijnen te Kerkrade, het beheer en genot dezer mijnen tijdelijk af te staan;

Zoo is het, dat wij, den Raad van State gehoord, en met gemeen overleg der Staten-Generaal, hebben goedgevonden en verstaan gelijk Wij goedvinden en verstaan bij deze :

EERSTE ARTIKEL.

Het beheer en genot der domaniale steenkolenmijnen te Kerkrade en der gebouwen, stoom- en andere werktuigen, tot dezelve behoorende, in voege als die door het Bestuur der Domeinen worden bezeten, kunnen door Ons aan de toekomstige concessionarissen van eenen ijzeren spoorweg van Maastricht naar de pruissische grenzen, met eenen zijtak naar de vermelde mijnen, worden afgestaan gedurende eenen termijn van negen en negentig jaren, van het tijdstip af en op de wijze nader tusschen Onzen Minister van Financiën en de concessionarissen vast te stellen.

ARTIKEL 2.

De vermelde afstand zal onder anderen plaats hebben onder de navolgende voorwaarden :

a) Dat de concessionarissen van de opbrengst der vermelde mijnen aan 's Rijks schatkist jaarlijks zullen uitkeeren zooveel als de zuivere opbrengst van die mijnen, elk jaar meer dan *fl.* 60,000 bedraagt, tot een bedrag van *fl.* 5,000, en verder de helft van de zuivere opbrengst boven de *fl.* 65,000;

b) Dat, voor de vaststelling der zuivere opbrengst, de ingebrachte kapitalen, de aflossingen en interesten derzelve, met de kosten van daarstelling van nieuwe gebouwen, stoom- en andere werktuigen buiten berekening blijven.

c) Dat, na verloop van den vermelden termijn, de steenkolenmijnen aan den Staat zullen terugkeeren, met al de voor de dienst derzelve aanwezige gebouwen, stoom- en andere werktuigen, materieel en voorraad steenkolen, en dat tevens de zijtak van den spoorweg naar de gezegde mijnen, met al de tot de dienst van dezelve behoorende gebouwen, stoom- en andere werktuigen, vrachtwagens en verder materieel, aan den Staat zullen overgaan, een en ander in goeden staat en zonder eenige vergoeding, en

d) Dat, ten koste van de concessionarissen een behoorlijk toezicht zal worden daargesteld, ten einde de regelmatige exploitatie der mijnen te verzekeren.

Lasten en bevelen, dat deze in het *Staatsblad* zal worden geplaatst, en dat alle Ministeriële Departementen, Autoriteiten, Collegiën en Ambtenaren, wien zulks aangaat, aan de nauwkeurige uitvoering de hand zullen houden.

Gegeven te 's Gravenhage, den 19den Juni 1845.
(*Get.*) WILLEM.

Van wege den Koning :
De Directeur van het Kabinet des Konings,
(*Get.*) A.-G.-A. VAN RAPPARD.

Uitgegeven den een en twintigsten Juni 1845.
De Directeur van het Kabinet des Konings,
(*Get.*) A.-G.-A. VAN RAPPARD.

Uitkeering aan het Gouvernement :

In 1901 over 1900	*fl.*	92,073 85
In 1902 over 1901	»	95,843 56
In 1903 over 1902	»	100,000 »

EERSTE ARTIKEL.

Krachtens de wet van den 19 Juni 1845 (*Staatsblad* nº 29), wordt bij dezen, aan en ten behoeve van de voormelde, te Maastricht gevestigde Aken-Maastrichtsche Spoorweg-Maatschappij, afgestaan en overgedragen het beheer en genot der domaniale steenkolenmijnen te Kerkrade, aangewezen op de aan deze overeenkomst gehechte kaart; voorts met alle de gebouwen, stoom- en werktuigen, tot de dienst der mijnen behoorende en der rechten voor den Staat der Nederlanden, betrekkelijk deze mijnen, uit het grenzentractaat van den 16 Juni 1816 voortvloeiende; geschiedende deze afstand en overdracht voor den tijd van negen en negentig jaren, aan te vangen op den dag nadat door, of van wege voornoemde Maatschappij, ten Kantoren van den Staatsraad-Agent van het Ministerie van Financiën te Amsterdam,

zal zijn gedeponeerd eene som van vijfmaal honderd duizend gulden (500,000) in certificaten Nationale Schuld rentende vier ten honderd, vertegenwoordigende nominaal het vermeld bedrag.

De Maatschappij behoudt echter de bevoegdheid om de gedeponeerde certificaten, ook buiten het geval bepaald bij artikel 7, te mogen terugnemen, mits storting bij vermelden Agent van een gelijk bedrag in geld, bank- of muntpapier.

Artikel 10.

Na verloop van den voorvermelden termijn van negen en negentig jaren zullen aan den Staat terugkeeren de meergenoemde steenkolenmijnen van Kerkrade over de uitgestrektheid zooals die door de, aan deze gehechte kaart is aangeduid, of zoo verre als die zich krachtens het voormeld grenzentractaat van den 16 Juni 1816 uitstrekken, benevens alle de thans en tijdens die terugkeering aanwezige tot die mijnen behoorende gronden, gebouwen, stoom- en andere werktuigen met de gereedschappen en den voorraad steenkolen in de magazijnen te Kerkrade of Rolduc aanwezig, « niets hoegenaamd uitgezonderd » : de mijnen in behoorlijken staat van exploitatie, de gronden en gebouwen in goeden staat van onderhoud, de stoom- en andere werktuigen bruikbaar en zonder gebreken.

Te gelijker tijd zal aan den Staat in eigendom overgaan de bij het vorig artikel bedoelde zijtak van den spoorweg naar de steenkolenmijnen met alle de tot de dienst van den zijtak behoorende gebouwen, stoom- en andere werktuigen, vrachtwagens en verder materieel, niets uitgezonderd, alles in goeden staat.

De terugkeer en overgang, bij dit artikel bedongen, zullen geschieden zonder eenige vergoeding of betaling aan de Maatschappij of hare rechtverkrijgende.

Artikel 11.

Gelijke terugkeer en overgang aan den Staat, als bij het vorig artikel is vastgesteld, zal plaats hebben, wanneer de exploitatie van den spoorweg van Maastricht naar de pruissische grenzen door de Maatschappij of hare rechtverkrijgenden mogt worden verlaten.

Artikel 12.

Door de Maatschappij zal aan 's Rijks schatkist jaarlijks worden uitgekeerd zooveel als de zuivere opbrengst der mijnen elk jaar meer bedraagt dan *fl.* 60,000 tot een bedrag van *fl.* 5,000 en verder de helft van de zuivere opbrengst boven de *fl.* 65,000. Als zuivere opbrengst wordt aangenomen 35 t. h. der opbrengst van de verkochte steenkolen, berekend alsof ze op de mijn waren afgezet, zoo dat dus voor de kolen per spoorweg verzonden, de ter plaatse van bestemming ontvangen prijs wordt verminderd met de vracht en met de kosten aan den verkoop ter plaatse verbonden.

ARTIKEL 13.

Wanneer gedurende een jaar meer is afgezet dan 45,000 ton steenkolen, daaronder begrepen die welke gebruikt zijn door de stoom- en andere inrichtingen, onmiddellijk voor de exploitatie der mijnen dienende, zal van de opbrengst van dat meerdere, te berekenen overeenkomstig de bepaling van het voorgaande artikel, 17 1/2 t. h. aan den Staat worden uitgekeerd.

ARTIKEL 20.

Er zal door den Koning worden benoemd een commissaris, belast met de handhaving der bepalingen van de tegenwoordige overeenkomst en de richtige uitvoering der verordeningen op het mijnwezen, en de regelmatige exploitatie der Domaniale steenkolenmijnen. De bezoldiging van den commissaris, waarvan het maximum wordt vastgesteld op 1,200 gulden's jaars, zal door de Maatschappij worden gedragen en betaald om de drie maanden tegen quittantie van den bedoelden commissaris.

ARTIKEL 21.

Elke belegging van vergaderingen der Directie, waarin over belangen der steenkolenmijnen wordt gehandeld, zal op de wijze zooals zulks voor de leden der Directie bepaald is of zal worden, ter kennis worden gebracht van den commissaris des Konings, opdat hij zoodanige vergadering, des noodig oordeelende, bijwone. Bij verzuim van deze kennisgeving zullen de behandelde onderwerpen bij eene volgende vergadering op nieuw ter tafel worden gebracht.

XI

Aanvullende nota van den heer Finet.

(ALB)

AANVULLENDE NOTA VAN DEN HEER FINET.

HET TE BEREIKEN DOEL.

In al de besprekingen gehouden, hetzij in de Kamer, hetzij in de drukpers, over de toekomstige kolenmijnen, heeft men veel getwist over het collectivisme of het anticollectivisme, over de gevaren die de kolennijverheid oplevert of de winsten die men er uit halen kan, maar men is het op verre na niet eens over het te bereiken doel.

Dat is toch het eerste punt dat dient te worden geregeld ! Van de zijde der aanvragers om concessie is dat doel zeer natuurlijk : een goeden slag slaan. Doch, wanneer men de vraag bespreekt van het openbaar belang is er verscheidenheid van meening omtrent het eigenlijk karakter van dat algemeen belang.

De een, op min of meer willekeurige wijze de winsten schattende door de huidige kolenmijnen verwezenlijkt, beweert dat de Staat gelijke winsten kan en moet behalen in de Kempen. Het is trouwens niet te verwonderen dat dit denkbeeld vooruit wordt gezet, daar wij al onze openbare besturen, wanneer zij een nijverheidsmonopolie uitoefenen (water- of gasuitdeeling, tramwayconcessies, enz.) daaruit bronnen zien maken van inkomsten, zonder er aan te denken dat men de openbare gezondheid treft door het water te belasten ; het licht en de verwarming door het gas te belasten ; het vervoer der werkende klasse door de tramways te belasten, enz.

Wij zijn het niet eens met hen die voor den Staat zoodanige winsten eischen.

Wat de Staat moet najagen is niet het gewin, want ware dat zijn doel, zoo is het wel nutteloos dat hij eigenaar worde van kolenmijnen ; het is voldoende dat hij eene belasting legge op elke ton uitgedolven steenkool of dat hij den cijns der mijnen verhooge of nog dat hij een uitvoerrecht heffe van fr. 1-25 per ton steenkool, zooals de Engelschen doen.

Wij zullen als voorbeeld aanhalen den alcohol. De Staat fabriceert dien niet ; hij heeft geen frank uitgegeven om die nijverheid uit te oefenen en toch brengt de alcohol meer op aan den Staat en aan het gemeentefonds dan, een middelmatig jaar nemende, al de kolenmijnen van het land, al te zamen aan al hunne eigenaars opbrengen.

Dat is het doel niet waarnaar men moet trachten : indien de belasting op den alcohol eene goede belasting is, de belasting op de kolen zou niet te verdedigen zijn.

Eene stelling die ook werd geopperd en die de sympathie wegdraagt van vele verlichte geesten, is deze dat de Staat, groot kolenverbruiker,

concessionnaris moet worden van kolenmijnen ten einde zich aan inkoopsprijs zijne eigene behoeften te verzekeren. Dit denkbeeld kan evenmin als het vorige het onderzoek doorstaan.

De Staat vertegenwoordigt de collectiviteit; hij moet wetten maken voor allen wanneer er sprake is van iets dat voor allen eene eerste levensbehoefte is en niet met het oog op de nijverheid die hij zelf uitoefent, zonder zich om andere nijverheidstakken te bekommeren.

De Staat is door zijn leger de grootste verbruiker van tarwe en haver; denkt hij er daarom aan deze voortbrengselen te behandelen op eene speciale wijze die hem aangaat, zonder zich af te vragen of de burgers leven kunnen?

Juist omdat hij de grootste kolenverbruiker is, heeft hij reeds, als zoodanig, meer invloed op de voortbrengers dan eenig ander nijveraar: daarenboven, door zijne spoorwegen, die van het eene uiteinde des lands naar het andere gaan, kan hij de vreemde steenkolen aan gunstprijzen bekomen, omdat hij ze zelf vervoert; eindelijk, eene niet gerechtvaardigde stijging der kolenprijzen kan hij beantwoorden met eene verhooging van het vervoertarief der exportkolen en hij zal de goedkeuring wegdragen van iedereen, behalve van de ontginners van kolenmijnen. De vermeerdering van ontvangsten die zou voortspruiten uit die enkele verhooging van het tarief kan de schade vergoeden welke deze niet gerechtvaardigde stijging hem zou kunnen berokkenen.

Neen! de Staat verbruikt ongeveer 5 t. h. van de kolen in België uitgedolven; het is niet voor die 5 t. h. dat hij moet wetten maken, het is voor de 95 t. h. verbruikt door iedereen zoowel voor huiselijk gebruik als door de nijverheid: welnu wat moet men doen voor die verbruikers?

Twee dingen:

1° Dat de ton steenkool op de mijn afgezet kunne worden tegen den laagst mogelijken prijs;

2° Dat die steenkool niet uitsluitend in beslag worde genomen door een zeer kleine minderheid van burgers, maar dat zij worde geleverd aan de verbruikers, de wet ondergaande van aanvraag en aanbod, zooals alle koopwaren, enz.

Ziedaar, volgens ons, de oplossing die men moet trachten te vinden in de bewerking der wet voor de ontginning van de kolenmijnen in de Kempen.

TH. FINET.

INHOUDSTAFEL

BLADWIJZER VAN HET VERSLA

BLADZIJDE.

I

Algemeen overzicht 1

II

Onderzoek der wetsontwerpen door de vereenigde Commissiën van Justitie en van Nijverheid en Arbeid.

Eerste en tweede vergadering der Commissiën. 29
Voorstel van den heer Wiener. 30
Zitting van 22 December 1902 32
Nota aan de vereenigde Commissiën medegedeeld door den heer Emile Harzé, Directeur-generaal honorair der mijnen 32
Zitting van 27 December 1902 40
Technische mededeeling door den heer Emile Harzé 40
Voorstel van den heer Finet 45
Brief van de Maatschappij der kolenmijnen Rieu-du-Cœur 48

III

Conclusiën der vereenigde Commissiën. 54

BLADWIJZER VAN DE BIJLAGEN

BLADZIJDE.

I

Voorstellen van den heer Hanrez :

1° Wetsvoorstel tot wijziging van de bestaande wetten op de mijnconcessies :

Toelichting 3
Wetsvoorstel. 11

2° Wetsvoorstel, waarbij den Staat strooken worden voorbehouden in het nieuw kolenbekken van het Noorden van België :

Toelichting 13
Wetsvoorstel. 15

BLADZIJDE.

II

Voorstel van de heeren Denis en Vandervelde :

Wetsvoorstel tot wijziging der wetten van 2 Mei 1837 en van 21 April 1810, op de mijnen, erts- en steengroeven :

Toelichting 19
Wetsvoorstel. 28

III

Hollandsche documenten betreffende de wet van 24 Juni 1901 :

Uittreksels uit het Rapport van de Hollandsche Commissie voor de mijnen dat aanleiding gaf tot het aanbieden van de memorie van toelichting der wet van 24 Juni 1901. . 31
Moet men aan de exploitatie een deel voorbehouden der beschikbare kolenvelden van Limburg?. 31
Kostenraming van eene nieuwe ontginningsschacht. 36
Rechtstreeksche en onrechtstreeksche voordeelen van exploitatie door den Staat. 36
Zullen de verbruikers van steenkool in Nederland baat vinden bij Staatsexploitatie? 39
Conclusiën 41
Memorie van toelichting van den Minister van den Waterstaat, van Koophandel en van Nijverheid 43
Voorloopig verslag. 55
Memorie van antwoord van den Minister 65
Voorloopig verslag der Commissie van de eerste Kamer der Staten Generaal. . . . 73
Eindverslag derzelfde Commissie 77
Wet van 24 Juni 1901, betreffende de exploitatie van Staatswege van steenkolenmijnen in Limburg 83

IV

Pruisische wet, *betreffende den aankoop van concessies in Westfalen door den Staat* (1902) 87
Wetsontwerp. 89
Memorie van toelichting 90
Gedane uitgaven 97
Besprekingen in den Pruisischen Landtag 99

V

Uittreksels *uit het werk van den heer Weiss, betreffende de exploitatie door den Pruisischen Staat van de mijnen der Saar* 103
Mijndomein van den Pruisischen Staat 105
Voortbrenging der fiscale kolenmijnen 107
Bestuurlijke en technische inrichting der fiscale mijnen 108
Geldelijke uitslagen. 111
Uitgaven van het dienstjaar 1896-1897 113
Voordeelen der exploitatie. 114

VI

Concessie-aanvragen. 121

BLADZIJDE.

VII

Kaart aanwijzende de aangevraagde Concessies en de strooken die het voorwerp zijn van het ontwerp van den heer Hanrez 125

VIII

Stukken betreffende de statistiek en de wetgeving :

Duitsche kolenmijnen :

Statistiek omtrent de voortbrenging van 1891 tot 1900 129
Kolenbekken van Opper-Silezië 129
Kolenbekken van de Saar 129
Pruisen : domaniale mijnen, nijverheidsinrichtingen en zoutgroeven, jaren 1880-1881, — 1884-1885, — 1890-1891, — 1891-1892, — 1894-1895, — 1895-1896 en 1900 130
Oostenrijk : domaniale mijnen, 1893, 1894, 1895, 1896, 1897, 1898 . . . 131
Regiem van den mijneigendom in de voornaamste landen van Europa : *Duitschland* (Pruisen, — Beieren, Wurtemberg en verscheidene kleine vorstendommen, — koninkrijk Saksen, — Saksen Weimar, — Vorstendom Schwarzburg-Sondershausen) ; *Oostenrijk ; Luxemburg ; Spanje ; Britsche Eilanden ; Rusland* en *Italië* 132

IX

Conclusie van den heer Ingenieur Trasenster, Afgevaardigde van Luik en oud Professor aan de Hoogeschool dier stad, over de quaestie van de ontginning, door den Staat, der mijnen van de Kempen 137

X

Hollandsche wet van den 19 Juni 1845, betreffende den tijdelijken afstand van het beheer en genot der domaniale steenkolenmijnen te Kerkrade 141

XI

Aanvullende nota van den heer Finet 147

(155)

N° 22

1902 - 1903

Plan
Kaart

Voir / Zie 35 mm.

1 plan